

essai

POURQUOI BRÛLE-T-ON DES BIBLIOTHÈQUES ?

Denis Merklen

PRESSES DE L'ENSIB

PAPIERS

P

Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?

Denis Merklen

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.2128
Éditeur : Presses de l'enssib
Lieu d'édition : Villeurbanne
Année d'édition : 2013
Date de mise en ligne : 19 décembre 2017
Collection : Papiers
ISBN électronique : 9782375460887



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013
ISBN : 9791091281140
Nombre de pages : 348

Référence électronique

MERKLEN, Denis. *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?* Nouvelle édition [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2013 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/2128>>. ISBN : 9782375460887. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.2128>.

© Presses de l'enssib, 2013
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

PAPIERS SOUS LA DIRECTION
D'ANDRÉ-PIERRE SYREN

++++
Créée en 2008, la collection Papiers
a pour ambition d'allier la recherche
universitaire et professionnelle autour
des sciences de l'information et des
bibliothèques. Elle rassemble des points
de vue variés et originaux, des spécialistes
de plusieurs disciplines, des approches
contemporaines ou historiques. Car rien
n'est moins évident que la civilisation de
l'écrit dans laquelle nous croyons baigner
naturellement!

++++

++++

PRESSES DE L'ENSSIB

École nationale supérieure des sciences
de l'information et des bibliothèques
17-21 boulevard du 11 novembre 1918
69623 Villeurbanne Cedex
Tél. 04 72 44 43 43 – Fax 04 72 44 43 44
< <https://presses.enssib.fr/> >

Denis Merklen est sociologue, professeur des universités à l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3. Il est l'auteur, notamment, de *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009 et de *L'expérience des situations-limites*, Paris, Karthala, 2009.

*À ma sœur, Moira, qui m'a appris à lire et à écrire.
À ma mère et à mon père, qui furent instituteurs.
À mes fils, que je regarde déchiffrer lettres et mots avec passion.
À Luciana, mon amour, qui leur lit une histoire chaque soir.*

Denis Merklen

Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ? / Denis Merklen. - Villeurbanne : Presses de l'Enssib, cop. 2013. - 1 vol. (349 p.) ; 23 cm.
(Papiers, ISSN 2114-6551).
ISBN 979-10-91281-14-0 (br.) : 29 EUR

Autre édition sur un support différent :

Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ? / Denis Merklen. - Villeurbanne : Presses de l'Enssib, cop. 2013. - (Papiers, ISSN 2492-7600).
ISBN 979-10-91281-20-1 (pdf) : 17,40 EUR

Rameau :

Bibliothèques - - Sociologie - - France - - 21^e siècle
Criminalité urbaine - - France - - 21^e siècle
Relations bibliothèque - - Collectivité - - France

Dewey :

021.2 - 306.4

+++++

SOMMAIRE

+++++

Introduction :
Un caillou dans la bibliothèque7

Chapitre I. Les territoires du conflit37

Chapitre II. Dedans et dehors,
la bibliothèque, l'école et la presse people 111

Chapitre III. Littérature et révolte populaire147

Chapitre IV.
Les bibliothèques face à leurs quartiers191

Chapitre V.
La bibliothèque au cœur du politique 239

Chapitre VI.
La leçon d'écriture des classes populaires 269

Conclusion 305

Bibliographie générale 319

Liste des illustrations345

Table des matières 347

+++++

INTRODUCTION :
UN CAILLOU DANS
LA BIBLIOTHÈQUE

+++++

+++++

INTRODUCTION : UN CAILLOU DANS LA BIBLIOTHÈQUE

+++++

Peu de personnes savent qu'en France on brûle des bibliothèques, des incendies ignorés du public et des spécialistes jusqu'à une date récente. Nous avons répertorié 70 bibliothèques incendiées entre 1996 et 2013, et nous savons que d'autres ont subi ce type d'attaque depuis le début des années 1980¹. Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ? Le fait est suffisamment énigmatique pour qu'on se pose la question avec toute sa force. Le fait est suffisamment grave et significatif aussi pour qu'on accompagne cette première question d'une deuxième. Pourquoi ces incendies n'ont-ils attiré l'attention de personne ? L'incendie de bibliothèque a toujours fait scandale, horrifié les intellectuels, les femmes et les hommes de culture, incité les politiques à réagir, suscité la curiosité des journalistes et des chercheurs en sciences sociales ; pourquoi un tel silence dans la France contemporaine alors que ces événements se répètent depuis maintenant trente ans ?

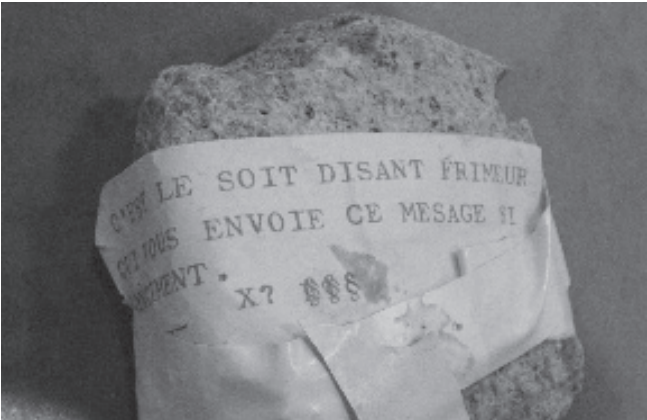


Photo 1. Pierre lancée contre la bibliothèque municipale de Villiers-sur-Marne au début des années 1990².

1. Voir le tableau Bibliothèques incendiées en France, p. 40.
2. La directrice de la bibliothèque, à qui le message était destiné, l'a précieusement gardé et me l'a montré en 2008 à la fin d'une présentation des premiers résultats de mon enquête.

L'objectif de ce livre n'est pas seulement de donner à voir un phénomène passé inaperçu. Il s'agit aussi d'abandonner l'idée selon laquelle ce type d'événement relève de conduites insensées, voire nihilistes. Et pour cela, le premier pas consiste à sortir les élus, les bibliothécaires, les journalistes, les enseignants et nombre d'habitants de leur état de perplexité, dès lors qu'une bibliothèque est ainsi prise pour cible. Nous nous proposons de prendre les pierres qui tombent sur les bibliothèques de quartier comme ce qu'il faut tenter de comprendre. Nous considérerons ces attaques comme des messages de pierre et comme des images de feu qui nous disent quelque chose et nous éclairent sur les bibliothèques et sur leurs quartiers, sur la relation intime qui se noue dans ces territoires entre l'institution et son public.

Derrière les bibliothèques en flammes, nous voyons les classes populaires agir dans le cadre des divisions et des conflits qui déchirent leur univers : nous observons non seulement la place de l'écrit au sein des cultures populaires et urbaines, mais aussi les politiques culturelles des municipalités et des collectivités territoriales, et la façon dont l'action d'État est perçue (notamment à travers les intervenants sociaux, le système scolaire et aussi l'action de la police) ; nous observons les conflits manifestes entre les quartiers et les institutions implantées dans le territoire de ces quartiers, les conflits existant entre bibliothécaires et habitants, qui apparaissent ici comme deux classes distinctes d'agents sociaux.

Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ? La réponse à la question et à celles qui lui sont associées demande et justifie un long travail d'investigation dont les premiers pas nous amènent à préciser le problème. Nous devons dire pour commencer qu'il ne s'agit pas d'« autodafés », que ces incendies de bibliothèques n'obéissent pas à des raisons idéologiques ou religieuses, qu'il ne s'agit pas d'actes de censure. Les incendies s'inscrivent dans le phénomène de révoltes qui ont lieu dans les quartiers populaires des grandes villes et qu'on a l'habitude en France d'appeler « émeutes ». Celles-ci relèvent en réalité d'un phénomène d'ancrage territorial de la politicité populaire. Par leur localisation d'abord : sont incendiées exclusivement les bibliothèques situées dans les grands ensembles des périphéries urbaines, ces quartiers où nous observons de manière endémique depuis 1979 des émeutes ou des « violences urbaines » caractérisées, entre autres aspects, par le recours à l'incendie (de voitures, d'institutions publiques, parfois de commerces) et aux « caillassages ». Par leur historicité ensuite : ces incendies de bibliothèques font partie

de l'histoire des « banlieues », bien que la sociologie des quartiers et des émeutes ait jusqu'à présent ignoré leur existence. Ainsi, pendant les émeutes de l'automne 2005, plus de 20 bibliothèques ont été incendiées, et 7 ont été incendiées suite à l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République au printemps 2007.

L'HISTORICITÉ DE L'ÉVÉNEMENT

+++++

Caillassages et incendies s'inscrivent dans trois mutations simultanées. Une mutation des classes populaires par laquelle un segment du monde populaire se détache du passé ouvrier qui le caractérisait et lui conférait une certaine intelligibilité pour se définir plutôt à partir de son inscription territoriale, de sa marginalité urbaine – au sens que la sociologie latino-américaine a donné à cette expression. Une mutation des politiques sociales et plus largement des politiques publiques dont la « politique de la ville » est l'un des éléments centraux, mutation par laquelle l'État a changé son rapport aux classes populaires et a ainsi contribué à l'autonomisation de ce segment que la société entière connaît comme « les banlieues ». Enfin, une mutation politique dont l'élément le plus saillant est donné par la difficulté des formations politiques traditionnellement liées au monde ouvrier à mobiliser aujourd'hui ce segment du populaire au sein duquel évoluent ceux qui brûlent les bibliothèques de quartier.

Cependant, bien qu'inscrit dans ce cadre, l'incendie d'une bibliothèque constitue toujours un événement qu'il faut considérer dans son caractère émergent. L'événement s'inscrit dans une situation, mais il y introduit une rupture qui ne peut pas être entièrement saisie par sa contextualisation. Il y a là quelque chose de remarquable. Une rupture, un drame, un moment que marque une discontinuité par laquelle le temps n'est pas identique avant et après que les flammes ont illuminé la nuit. Oui, les incendies interviennent toujours la nuit. Ce caractère exceptionnel lui est partiellement conféré par sa forme spectaculaire. Et surtout, cette forme événementielle contribue à qualifier ces actes de « violences ». Perplexes devant l' inexplicable, bibliothécaires et autorités qualifient l'incendie de « violence ». Ainsi parlera-t-on des « violences faites aux bibliothèques » et des « attaques » que tel équipement a pu subir. Et la qualification même de violence vient souligner une rupture dans l'ordre des choses, car effectivement les flammes ne sont pas simplement l'expression de la situation des quartiers, le résultat de la pauvreté, du chômage ou du racisme – de

fait, en tant qu'institutions, les bibliothèques ne sont pas des acteurs directs de ces problématiques.

Quand on qualifie un fait quelconque de « violence », on acte une rupture dans la continuité temporelle provoquée par l'action. On pourra alors s'interroger sur les causes de la violence ou sur les motivations des acteurs, mais dès qu'on qualifie un fait de « violence », on introduit une césure rhétorique dans la séquence des événements. La violence étourdit, assomme, indigne, provoque l'étonnement, laisse dans la perplexité. Ainsi désigné comme une « violence », l'incendie intentionnel d'une bibliothèque nous amène à l'investigation sur un acte considéré dans sa singularité, comme un fait sorti de son contexte. C'est dans cet état que nous nous trouvons les uns et les autres après l'incendie d'une bibliothèque, bibliothécaires, hommes politiques, enseignants, habitants, intervenants sociaux, tous émus, embarrassés. Dans l'impossibilité de comprendre, ils parlent de la violence des faits et ils s'emploient alors à effacer les traces de la souillure et à reconstruire les choses « à l'identique » – selon l'expression souvent employée par les maires des villes en question. Comme si on pouvait effacer les traces de la violence par la reconstruction. Comme si on pouvait ne rien avoir vu derrière les flammes, ne rien avoir entendu du bruit des vitres cassées.

Se produit ainsi une double opération symbolique que nous explorerons en profondeur. D'un côté, la qualification de violence sort l'action de son contexte et la rend inintelligible. On pense alors que les auteurs des actes ont un problème, que celui-ci soit de nature sociale (« ce sont des exclus »), culturelle (« c'est une conséquence de l'immigration ») ou psychologique (« il s'agit de jeunes dont la socialisation familiale a failli et qui ne respectent pas l'autorité »). De l'autre côté, la qualification de la protestation comme une « violence » et la réponse qui s'ensuit (« il faut reconstruire la bibliothèque ») tendent à obturer les débats et à sortir l'action de l'espace politique.

Nous proposerons au contraire d'accueillir pierres et cocktails Molotov comme porteurs de messages adressés à la fois aux institutions et aux autres habitants du quartier, comme une tentative d'ouvrir les institutions à une réalité qui est pourtant là, de l'autre côté des vitres. Or, tout se passe comme si les institutions ne pouvaient ou ne voulaient pas regarder au travers de la fenêtre ouverte par le caillou, comme si on ne pouvait pas regarder à la lumière des flammes. Quand les jeunes tentent d'ouvrir l'espace public, le système politique tend à le refermer par un refoulement du message envoyé. Si, au lieu de déchiffrer ce que les pierres portent en

elles, si, au lieu d'ouvrir des espaces de discussion, on se limite à condamner la violence, on se borne alors à signaler ce qui est inacceptable. Mais c'est le rôle du sociologue que d'essayer de voir à travers ce qui nous horripile, à placer l'inacceptable au centre de la réflexion.

L'incendie d'une bibliothèque est donc un acte de rupture qu'il faut accueillir dans la réflexion. Cependant, ces incendies doivent aussi être inscrits dans la temporalité plus longue des rapports conflictuels que ces équipements culturels entretiennent avec les quartiers où ils tentent d'agir. Toute une série de conflits « mineurs » et moins spectaculaires que la destruction d'une bibliothèque par le feu précède et entoure ces événements. Désordres dans les salles de lecture, conflits quotidiens entre les jeunes et les bibliothécaires, conflits entre usagers pour les modalités d'utilisation de l'espace, vols d'ordinateurs, de CD ou de DVD, destruction de livres ou d'autres supports, sanctions et exclusion des usagers de la part du personnel, interdictions d'entrer à ceux qui ne respectent pas les exigences de l'institution, appels à la police de la part des bibliothécaires pour intervenir au sein du quartier, voire de l'équipement, durs échanges verbaux entre bibliothécaires et habitants considérés « insultants » de part et d'autre, menaces et parfois même coups et bousculades, caillassages de vitres, *tags* ou graffitis sur les murs, conflits avec des groupes religieux trop rapidement interprétés comme une opposition entre la loi de la République et de l'individualisme (inscrite dans la bibliothèque) et la loi de la communauté (représentée par la religion). En somme, toute une conflictualité qui donne à voir la difficulté à mettre en place des dispositifs de la politique culturelle au sein du territoire des classes populaires, qui met en évidence les résistances que l'État peut susciter dès lors que son action est perçue comme une intervention en territoire étranger. Après tout, il ne faut pas oublier que les professionnels (bibliothécaires inclus) qui exercent dans ces quartiers sont appelés « intervenants » dans le jargon des administrations qui orientent la politique publique. Et nous ne devons pas omettre non plus que les populations de ces quartiers ont affaire quotidiennement à une myriade d'institutions dont dépendent autant leur survie que leurs chances de se projeter vers l'avenir, et que cette relation des classes populaires avec les institutions qui s'occupent d'elles est probablement la principale source de conflit dans ces espaces du monde populaire.

« Violence », donc. Ce qui s'inscrit dans la temporalité d'une relation conflictuelle est réduit à l'étonnement provoqué par l'attaque. Le caractère réellement événementiel de l'acte vient ainsi cacher la trame

de rapports conflictuels qui caractérise la relation entre la bibliothèque et son quartier d'implantation. L'incendie est considéré violent et vraiment vécu comme tel, c'est-à-dire qu'il fait moralement violence. Or, en deçà de son caractère événementiel, nous allons inscrire l'incendie dans l'économie de rapports conflictuels multiples qui caractérisent les relations des institutions publiques et de l'État avec les habitants de ces quartiers. Des rapports de conflit dont les dimensions sont multiples et que nous essaierons de décrire pour tenter de comprendre ce qui se passe au moment où les bibliothèques brûlent. L'inscription de l'événement dans une trame conflictuelle plus longue, quotidienne et moins spectaculaire que l'incendie ne suffira peut-être pas à rendre complètement intelligible ce phénomène, mais elle contribuera sûrement à sortir de leur perplexité les acteurs concernés, en tête desquels les usagers et les bibliothécaires.

L'événement prendra toute sa place dans la temporalité d'une série de rapports sociaux et politiques complexes où la bibliothèque agit, se trouvant parfois à la faveur des uns et contre les autres. En effet, l'un de nos propos est de rendre visible l'action de la bibliothèque au sein des quartiers, une action qui vise à transformer ces territoires. La « violence » ne sera nullement effacée, encore moins niée. Mais elle s'inscrira au sein d'un conflit entre deux agents, la bibliothèque (et derrière elle une volonté politique incarnée par la municipalité et l'État) et certains des habitants qui semblent vouloir dire quelque chose à travers leurs actes.

Les incendies de bibliothèques s'inscrivent donc dans un cadre de transformations et de bouleversements et constituent, en même temps, une forme d'action au sein d'une conflictualité complexe. De même qu'ils font partie d'une nouvelle sociabilité des classes populaires de certaines périphéries urbaines, les incendies donnent à voir les transformations de la « politicité » de ces groupes sociaux. Par ce mot, que nous emploierons souvent tout au long du texte, nous voulons faire référence à la condition politique de ces catégories sociales. Les classes populaires ne rentrent pas en « rapport à la politique » une fois qu'elles ont une identité sociale. Leur vie politique se construit en même temps que leur vie sociale et leur vie culturelle, car la vie politique des agents sociaux ne vient pas *après* leur condition sociale. Les incendies donnent donc à voir des modes d'action d'un groupe social qui se manifeste ainsi dans l'espace public et dans les territoires de ses quartiers, qui agit face aux institutions et à l'État, face à d'autres groupes sociaux et à l'intérieur même de ses espaces d'appartenance. Il s'agit d'une politicité qui prend l'espace local d'appartenance du groupe comme point d'appui pour se projeter vers l'espace public et

pour agir dans l'arène où les classes populaires tentent de défendre leurs intérêts³.

LA BIBLIOTHÈQUE, INSTITUTION DE L'ÉCRIT

+++++

Les incendies des bibliothèques participent donc d'une situation conflictuelle qui dépasse largement le cadre exclusif de cette institution. Cet univers des classes populaires des grandes villes est structuré par trois conflits. Un conflit principal autour du travail, où une frontière sépare nettement ceux dont l'emploi est stable et protégé de ceux qui vivent dans la précarité et sous la menace du chômage. Les bibliothèques agissent dans un milieu où ceux qui n'arrivent pas à assurer leur survie par le travail sont nombreux, parfois même majoritaires. Un deuxième conflit vient justement de la dépendance de ces segments des classes populaires aux institutions publiques et à l'État : pour le logement, l'école, les allocations et les aides sociales de toutes sortes, le sport, les loisirs, la culture. La vie et l'avenir de ces individus et de ces familles se jouent au contact d'une myriade d'institutions auxquelles ils se frottent jour après jour. Ces institutions contrôlent des ressources qui leur sont indispensables et qui les relèguent la plupart du temps à la position d'usagers. Les institutions redistribuent et soutiennent, mais aussi elles disent « non » et excluent du bénéfice ce qui a des conséquences dans l'esprit des classes populaires. Enfin, les conflits traversent les classes populaires et les divisent en éclats. Comment se constituer en force collective ? Voici les enjeux centraux au sein desquels agissent les bibliothèques et au sein desquels agissent, comme elles le peuvent, les classes populaires.

Mais en même temps, il y a à l'origine des incendies quelque chose de spécifique aux bibliothèques et qui cadre les rapports entre ces institutions et leurs quartiers d'implantation. La bibliothèque n'est pas incendiée simplement parce que c'est une institution de plus, parce qu'elle représente l'État, parce que c'est un bâtiment public vulnérable, présent là, au milieu d'un quartier où une émeute fait irruption. Les bibliothèques sont ciblées en tant que telles. Beaucoup est en jeu dans le rapport de la bibliothèque au quartier, des rapports sociaux entre personnels et habitants, et

3. Pour une description de l'évolution de la « politicité » populaire de ces catégories sociales, voir Denis Merklen, « La politique dans les cités ou les quartiers comme cadre de la mobilisation », in Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 615-623.

beaucoup se joue dans le fait que la bibliothèque et l'école sont les deux institutions (publiques) qui travaillent à la diffusion de l'écrit dans ces territoires.

Ce qui peut motiver l'attaque d'une bibliothèque est multiple et complexe, bien que pas indéterminé. Cette multiplicité est révélatrice de la place de ces segments des classes populaires au sein de la société française contemporaine. Et si au centre de cette complexité se trouve le rapport au travail et à l'argent, l'écrit tel qu'il est institué au sein de la formation sociale est tout aussi important, car il apparaît pour les classes populaires comme la voie privilégiée d'accès au travail et aux ressources contrôlées par les institutions et par l'État. La maîtrise de l'écrit et la communication écrite constituent une médiation fondamentale marquée par des ambivalences multiples, voie rapide pour certains, pleine de barrières et de péages pour d'autres, accès interdit pour beaucoup. En effet, le rapport à l'écrit évolue en deux grandes directions à certains égards contradictoires. Une évolution problématique qui apparaît visible à la lumière des incendies.

Comme on le sait, l'institutionnalisation d'une parole écrite fonctionnant comme étalon objectif de la culture dominante limite l'accès des classes populaires au marché du travail et à la vie politique. Un rapport de domination et d'exclusion qui s'est accentué ces trente dernières années par la dévalorisation de la main-d'œuvre non qualifiée comme conséquence de la désindustrialisation. Il est presque indispensable d'avoir un diplôme pour trouver un emploi respectable et digne de ce nom. Et ce rapport s'est aussi durci parce que l'écrit domine largement la communication entre les classes populaires et les institutions qui gouvernent leur quotidien (justice, logement, impôts, services sociaux, école, gouvernements locaux). Cette dureté de l'écrit existe depuis longtemps au sein de la société française, mais une évolution complexe des cultures populaires semble aujourd'hui bouleverser la donne. Premièrement, le problème ne se limite pas, comme jadis, à l'accès des classes populaires à l'écrit via l'école. Dans un pays où près de 90 % d'une classe d'âge obtient son baccalauréat, le problème n'est plus comment accéder à l'institution, mais comment se maintenir le plus longtemps possible à l'intérieur de l'école et pouvoir suivre les parcours qui débouchent sur l'emploi et la promotion sociale. Nous avons affaire à une jeunesse scolarisée et à une population qui communique de plus en plus par l'écrit. Plus encore, nous observons une jeunesse qui y recourt beaucoup, non seulement par le biais des blogs, des tweets, de Facebook, des e-mails et SMS, mais aussi parce

qu'elle écrit des chansons, des pièces de théâtre et des romans, parfois même à succès et salués par des prix prestigieux. Mais en même temps qu'on observe ce progrès massif dans la scolarisation et dans le recours à l'écrit, la proportion de ceux qui n'ont pas de diplôme (38 % des plus de 15 ans dans les quartiers de nos enquêtes) et de ceux qui sortent tôt du système scolaire est ici très importante. En conséquence, la maîtrise des formes scolaires de l'écrit exigée par les institutions et par les entreprises échappe à beaucoup, à ceux-là mêmes qui manquent de diplômes exigés par les employeurs. Or, sur le terrain de la bureaucratie, les institutions dominent amplement à travers les règlements, les lettres, les injonctions écrites auxquelles il est très ardu de répondre, contre lesquelles il est très compliqué de se défendre, qui sont très difficiles à contester. Enfin, les diplômes auxquels accède une large fraction de cette jeunesse sont de plus en plus inutiles dans la course à l'emploi et au progrès social. L'institution scolaire impose et exige un rapport à la forme scolaire sans pouvoir garantir en échange que cette soumission à la discipline sera payante. En revanche, ceux qui ne maîtrisent pas l'orthographe, la syntaxe et la grammaire se savent condamnés à une existence sociale dégradée. Deux groupes en sortent victimes de la forme scolaire : ceux qui, même après avoir fait des efforts et ayant obtenu de bons résultats, ne réussiront pourtant pas sur le marché de l'emploi, et ceux qui seront écartés trop tôt de l'enseignement (ceux qui n'obtiennent pas le bac représentent 10 % sur le plan national, mais souvent près de la moitié de la population des quartiers de notre enquête !).

Récapitulons. Plus on observe de près le rapport à l'écrit dans ces quartiers où les bibliothèques sont incendiées, plus la complexité d'une situation qui alimente tensions et concurrence dans un univers hétérogène revient au premier plan. Premièrement, la proportion de ceux qui quittent le système scolaire sans diplôme est très élevée (38 % des plus de 15 ans). Ainsi, les formes de l'écrit qui sont exigées dans les échanges officiels avec les institutions et dans de nombreux emplois leur échappent dans une bonne mesure. D'un côté, l'école impose sa discipline et sanctionne, de l'autre côté, elle est incapable d'assurer une place respectable dans la société à ceux qui jouent le jeu – ou alors il faut faire partie des très forts qui arrivent à aller très très loin dans la course. Il y en a ainsi beaucoup qui seront expulsés du système scolaire (et donc de l'emploi) très tôt dans leur jeunesse pour cause d'inadaptation ou d'incapacité à maîtriser les règles de grammaire. Nombreux sont ceux pour lesquels se maintenir à l'école en payant le prix fort exigé par l'institution n'amènera

pas très loin. Aux yeux des jeunes, l'école représente la voix la plus sûre de l'intégration et de la promotion sociales ; mais elle est aussi l'institution qui, en s'imposant, finit par exclure de tout avenir une partie de cette même jeunesse. Et la clé qui ouvre ou qui ferme les portes du salut est fournie par la maîtrise de l'écrit et des formes du savoir qui lui sont associées. Nombreux sont ceux à qui un avenir meilleur est nié parce qu'ils maîtrisent mal les règles d'orthographe et de grammaire, et ceux qui, même ayant acquis une bonne maîtrise de l'écrit, restent impuissants aux portes du marché de l'emploi.

Semblent ainsi se dessiner trois groupes. Ceux qui maîtrisent la forme scolaire de la langue et ont un emploi stable et des possibilités de promotion sociale ; ceux qui manient cette forme scolaire de la langue, mais n'arrivent pas à avoir un emploi ; ceux qui abandonnent l'école trop tôt, sans diplôme et sans maîtrise de la forme exigée. Cette hétérogénéité donne lieu à un rapport complexe des classes populaires avec les cadres diplômés des institutions publiques, enseignants, bibliothécaires, travailleurs sociaux et agents des administrations locales – pour la plupart des fonctionnaires ou contractuels de la fonction publique, d'autant que ce groupe de professionnels diplômés est lui-même traversé par des mouvements complexes marqués par la dévalorisation des diplômes et par la baisse de leurs salaires. Ainsi les enseignants, qui représentent tout à la fois un groupe privilégié, mais qui gagnent de moins en moins bien leur vie, viennent sanctionner ceux qui ne se plient pas aux exigences de l'institution. Et les bibliothécaires sont naturellement proches de ce groupe social, surtout après qu'ils sont devenus les agents d'une institution publique et ont cessé d'être de simples militants.

Dans cet univers complexe évolue le livre, au milieu d'un paysage de l'écriture rendu aussi complexe par plusieurs dynamiques qui le traversent, et dont trois au moins nous intéressent et semblent agir avec force. En premier lieu, le livre continue à être vu comme l'emblème du groupe des « lettrés », à tel point que, comme nous allons le voir, il représente quelque chose de l'ordre du sacré – c'est ce que les incendies vont venir « souiller ». Ainsi, beaucoup sont des lecteurs chevronnés et plus nombreux encore ceux qui voient dans la lecture une activité noble. 10 % de la population de ces quartiers est inscrite à la bibliothèque et nombreuses sont les mamans qui amènent régulièrement leurs enfants dans l'espoir de les voir devenir lecteurs. Ainsi, on compte de plus en plus d'intellectuels des quartiers qui deviennent de véritables écrivains et nombreux sont les agents qui poussent les jeunes à écrire, convaincus que

l'écriture constitue une forme de salut. Mais du point de vue des classes populaires, le fait de lire beaucoup de livres ne semble pas assurer un avenir, contrairement à ce que croient bibliothécaires, hommes politiques, animateurs et enseignants. En deuxième lieu, les nouvelles technologies offrent aux classes populaires la possibilité de communiquer et de s'exprimer au-delà des frontières plus facilement contrôlées, verrouillées et souvent inaccessibles de l'écriture sur papier. Enfin, les formes de socialisation politique qui valorisaient la lecture de livres et de la presse sont très fortement mises en question dans ces milieux populaires. Les espaces de militantisme et de socialisation par la politique, qui jadis constituaient de véritables marchés sociaux où la lecture pouvait être mise en valeur, n'existent quasiment plus. Quels sont les espaces sociaux où l'on pourrait venir se vanter du livre qu'on a lu ?

Dans ce cadre particulièrement complexe et à certains égards paradoxal, la bibliothèque demeure aujourd'hui, aux côtés de l'institution scolaire, un sanctuaire de la culture écrite, et cela même lorsque les bibliothécaires font d'importants efforts pour se différencier de l'école, transformer les bibliothèques en médiathèques et pour ouvrir leurs collections à des supports autres que le livre, souvent considérés moins « nobles » que celui-ci (Bande dessinée, mangas, musique, films, Internet). Les bibliothèques continuent à être perçues comme un temple de l'écrit et pas de n'importe quel genre d'écrit, de cette forme de l'écrit représentée par « le livre » dont la maîtrise est exigée comme seule voie pour l'intégration politique et pour l'intégration sociale, mais qui, en même temps, porte en elle un instrument de sanction ou de disqualification. Car la forme livre se voit associée à une écriture qui est celle de la loi et des règlements, des normes qui protègent les agents de la fonction publique (dont les bibliothécaires) et que souvent les jeunes ne respectent pas, des normes protégées par la forme écrite qui en cache la genèse, comme si celles-ci étaient simplement là, tombées du ciel, pour être respectées et rendre possible le bon fonctionnement des institutions. Ainsi, nous avons observé les efforts des bibliothèques pour incorporer des textes moins littéraires et plus « utiles » : méthodes de langues, manuels, aide à la recherche d'un emploi, manuels servant à la rédaction du curriculum vitae et des lettres de motivation exigées par les employeurs, à la rédaction de courriers divers destinés aux administrations. En somme, une aide à l'écriture efficace dans l'univers institutionnel, qui peut effectivement constituer un précieux soutien dans une société comme la nôtre, mais qui montre en creux la force exclusive exercée par ces formes écrites sur ceux qui ne les maîtrisent pas.

En même temps, on voit la forme dominante de l'écrit représenté par le livre perdre de sa superbe. D'un côté, parce que les mutations technologiques ont donné accès à des formes de l'écrit qui échappent au contrôle de l'école et des institutions culturelles. Celles-ci souffrent alors de fortes tensions, dont l'un des symptômes est la lutte des instituteurs et professeurs contre le temps passé par jeunes et enfants devant les écrans (l'écran étant ici perçu comme l'ennemi de la forme scolaire et du support livre). De l'autre côté, parce que ces segments des classes populaires urbaines soumises à la précarité du travail et à la pauvreté trouvent dans ces formes de l'écrit et de la culture non institutionnalisées des moyens puissants de développer des terrains de sociabilité et de communication entre pairs. En effet, l'univers des bibliothèques et des médiathèques de quartier n'est pas fait d'un monde d'illettrés. On sait que les jeunes émeutiers communiquent entre eux par le biais de l'écrit, des téléphones et des ordinateurs. Ils le font au moment de l'organisation de la révolte parce qu'ils le pratiquent déjà quotidiennement. Les enseignants l'ont compris en bannissant le téléphone des écoles et des collèges : ces instruments ouvrent à une communication permanente qui échappe à l'institution et la perturbe. Et les classes populaires suivent très attentivement ce qui est écrit sur eux, tels les articles de presse qui dévalorisent fréquemment leurs quartiers comme des espaces de mauvaise vie, de violence, de trafic et de délinquance.

Cette question amène à prendre en considération le phénomène fort intéressant des « écrivains des banlieues ». Comme nous l'avons signalé, une véritable pléiade d'écrivains auteurs de romans, de livres divers, de chansons, de poèmes et de textes à caractère politique avec un fort contenu de critique sociale et politique s'affirme depuis plus d'une dizaine d'années. Cette émergence représente un enjeu majeur pour la culture populaire, car la question se pose de savoir si ces auteurs parviendront à créer un véritable marché social de la lecture et de l'écriture dans les périphéries de la ville et de la société. Nous connaissons mal ce mouvement, mais il est évident qu'il y a là une réelle *intelligentsia* non disposée à accepter que ces segments du populaire soient parlés par d'autres et en lutte pour construire une vision du monde et d'eux-mêmes qui échappe à la fois au discours de l'école, des partis politiques et de la presse. Ainsi apparaissent des conflits et des luttes dont, par exemple, la dispute entre les auteurs de rap qui revendiquent la maîtrise de la langue et ceux qui revendiquent la liberté de parler et d'écrire comme ils l'entendent, ou cet autre clivage entre ceux qui revendiquent le droit à l'argent représenté

par des produits de luxe (voitures, montres, vêtements) et ceux qui critiquent au contraire ce même règne de l'argent.

Incendies et caillassages s'inscrivent au sein de ces évolutions où la bibliothèque peut encore jouer un rôle important. De toute évidence s'ouvrent ici, entre ces clivages et à la faveur de certains de ces mouvements, des brèches au sein desquelles les bibliothèques pourraient jouer un rôle central si elles acceptaient de devenir de véritables institutions de la culture populaire.

LA BIBLIOTHÈQUE, INSTITUTION PUBLIQUE

+++++

Il ne doit pas nous échapper que les équipements incendiés sont des bibliothèques publiques, appartenant à une collectivité territoriale, la plupart du temps à une municipalité. Elles font ainsi partie du service public et de l'État. À la différence de l'Amérique latine, les « bibliothèques populaires » animées par des militants syndicaux, politiques ou religieux ont pratiquement cessé d'exister en France, notamment au fur et à mesure que la gauche gagna les municipalités des villes ouvrières, comme dans le cas de la « ceinture rouge » qui entourait Paris à partir des années 1930 et 1940. Les bibliothèques populaires ont ainsi cédé leur place à des bibliothèques publiques placées dans l'orbite municipale, et les militants sont devenus des fonctionnaires salariés. Cette institutionnalisation des équipements s'est sans doute traduite par un immense progrès dans la qualité des bibliothèques et de leurs collections ainsi que par le nombre de bibliothèques et de médiathèques dans plusieurs de ces quartiers, ce qui constitue un véritable luxe alors qu'ils sont souvent mal dotés en services et en équipements collectifs. Cependant, cette institutionnalisation se trouve aujourd'hui tellement naturalisée qu'elle peut rendre invisible un aspect important de cette conflictualité au sein de laquelle nous devons inscrire les incendies pour qu'ils prennent sens. La municipalisation a intégré les bibliothèques dans le service public, a contraint leurs personnels à aller de plus en plus vers la professionnalisation et la recherche de technicité dans l'exercice de leur travail, les a transformés en un instrument des politiques culturelles et des politiques sociales. Cette situation est à regarder en contraste avec les « bibliothèques populaires » autrefois animées par des partis politiques, des syndicats, des associations diverses ou encore par des militants de l'église catholique. Ou en contraste avec les importants mouvements de bibliothèques populaires que nous

pouvons observer aujourd'hui en Amérique latine, dans des pays comme l'Argentine, la Colombie ou l'Uruguay.

Dans une bibliothèque ou une médiathèque intégrée au service public, les bibliothécaires ne peuvent pas agir comme des militants, ils ne peuvent pas prendre parti dans bon nombre de conflits qui les concernent. Une bibliothèque publique est animée par la volonté de « donner accès » à la culture. Mais du coup, elle se trouve irrémédiablement du côté des institutions, de l'État, des hommes politiques, des catégories sociales protégées par l'emploi stable et la fonction publique. Les bibliothèques ne peuvent plus être l'instrument d'une action « de classe » ou au sein du « peuple » pour l'aider dans la politisation du « combat » qu'il mène contre ses « ennemis ». Encore une fois, le contraste est saisissant lorsque nous comparons les bibliothèques municipales en France à celles que nous pouvons observer en Amérique latine animées par des partis politiques, des associations en tout genre et des militants bénévoles qui prennent soin de se tenir à distance des autorités politiques. Il ne s'agit pas de comparer des bibliothèques riches en Europe face à des bibliothèques rachitiques en Amérique latine, mais de trouver une référence permettant d'observer la charge politique dont sont porteuses les bibliothèques en France, une charge politique qui tend à rester invisible derrière la « neutralité » du service public. Or, ne pas pouvoir officiellement prendre parti ne signifie pas qu'on ne prend pas du tout parti et que l'action de l'institution et de ses personnels est dépourvue de contenu politique.

En France, les villes profitent souvent des fonds en provenance de l'État pour bâtir des bibliothèques dans les quartiers, surtout dans les quartiers « difficiles ». Les municipalités pensent ainsi ouvrir un équipement prestigieux dans ces espaces relégués. Les bibliothèques sont présentées comme des « outils de lien social », comme un moyen d'accès à la culture, comme « l'équipement le plus emblématique de la République et de notre volonté de vivre ensemble », selon la formule employée en 2005 par le ministre de la Culture. Dans cette direction, les bibliothèques sont conçues selon le modèle de l'espace public. Un équipement de service public ouvert aux usages les plus divers, susceptible de tous les investissements, capable d'accueillir tous les points de vue. Suivant un idéal démocratique, la bibliothèque est pensée ici comme un livre qu'on conçoit ouvert à toutes les lectures. L'individu, l'usager, le citoyen sont autant de synonymes du lecteur libre et indépendant. À la place que le livre et l'écrit occupent dans notre culture politique, s'ajoute ce que la bibliothèque représente comme symbole de la démocratisation culturelle et politique. Ainsi, l'État

et les partis politiques qui impriment des directions aux administrations qu'ils contrôlent cherchent à mener un projet politique à travers les bibliothèques, un projet de transformation de la réalité sociale de ces espaces de périphérie par la « promotion de la citoyenneté » ou la « promotion du lien social », pour reprendre des expressions fréquemment employées dans le cadre de ce langage partagé entre élus et bibliothécaires.

Cependant, l'incendie et la conflictualité viennent remettre en question ces idéaux. Ils dévoilent une série d'ambivalences qui caractérisent la présence des bibliothèques dans le territoire des classes populaires, une présence qui se révèle grâce au conflit comme une action de transformation politique de l'univers populaire de la part de l'État. La première des ambivalences mises en lumière résulte d'une confusion sur ce qu'est un « espace public ». Du côté de la bibliothèque, l'espace public qu'elle incarne est conçu comme un lieu de bonne entente, de « civilité » et de respect des mœurs, une conception qui est précisément à l'origine de toute une série de problèmes politiques majeurs.

Commençons par la genèse des normes qui organisent la vie de l'institution et du contrôle des ressources dont celle-ci dispose. Qui dicte les normes ? Qui décide des investissements, des collections, des usages ? Les conflits observés dans les bibliothèques laissent voir une contestation de la légitimité dans la production des normes avant même l'examen de leur contenu. Lorsqu'un espace institutionnel est conçu comme non conflictuel, lorsqu'il exclut la contestation et l'opposition aux normes, il cesse d'être un espace public, car l'espace public est nécessairement conflictuel et la contestation des normes est consubstantielle à son existence. Le conflit peut rendre difficile l'exercice d'un métier comme celui de bibliothécaire ou d'enseignant, certes. Mais c'est justement le genre de problème provoqué par le pouvoir lorsqu'il fait peser la charge d'une mission politique sur les épaules d'une profession, comme dans le cas des bibliothécaires. C'est probablement là une des causes majeures du malaise existant entre les institutions et ces quartiers devenus ainsi « difficiles » aux yeux de ces professionnels qui cherchent à « intervenir » dans leur territoire. D'un côté, le pouvoir politique missionne les bibliothécaires d'agir sur des espaces d'une grande conflictualité, de l'autre, les bibliothécaires demandent aux habitants de « préserver » l'espace de la bibliothèque, c'est-à-dire de ne pas laisser pénétrer les conflits de la vie du quartier dans l'enceinte de l'institution. Le pouvoir politique prétend agir sur la vie des classes populaires en même temps que les bibliothécaires veulent que cette vie n'entre pas dans la bibliothèque.

Mais ce paradoxe, qui alimente les ambivalences politiques des bibliothèques et médiathèques, ne se situe pas exclusivement du côté du pouvoir politique et de la profession de bibliothécaire. Les habitants eux-mêmes sont partagés quant au statut de ces espaces. La bibliothèque est parfois appréhendée comme la bibliothèque de « notre » quartier ; elle l'est parfois comme « leur » bibliothèque. Tantôt les habitants s'approprient l'équipement, tantôt ils le rejettent comme intervention d'un agent extérieur. Les normes de la bibliothèque sont alors perçues comme l'imposition d'un autre groupe social qui intervient dans leur territoire sans qu'ils soient capables d'influencer son action en aucun sens que ce soit. L'investissement public est à prendre ou à laisser. Les habitants vivent alors un sentiment de dépossession. Ils peuvent accepter la bibliothèque qui deviendra ainsi la bibliothèque de leur quartier. Mais ils auront une très faible influence sur « leur » bibliothèque, ne pouvant pas décider de son personnel (qui est payé pour faire fonctionner la bibliothèque ?) ni sur les normes qui la régissent, et de manière très limitée sur ce qu'on doit pouvoir trouver dans ses rayonnages. Cette ambivalence traverse la totalité de l'espace du quartier et en conséquence le rapport des classes populaires avec l'État et avec la politique. Les agents de l'État et les hommes politiques sont « eux », « ils », cet autre qui constitue notre opposant parce qu'il contrôle et gère des ressources dont nous dépendons et parce qu'il nous impose des normes sur lesquelles nous n'avons qu'une influence marginale. Mais ils peuvent aussi être « nos » représentants, « nos » instituteurs, nos bibliothécaires, les conducteurs de nos bus, ceux que nous avons élus pour assurer la qualité du service public, qui ont des projets et administrent les ressources de tous. Évidemment, cette ambivalence ne divise pas les quartiers simplement en deux groupes opposés. Nos observations montrent au contraire que les regroupements sont multiples, que les nuances sont diverses et que très fréquemment une même personne est habitée par ces sentiments contradictoires que nous venons de décrire.

Dans un cadre de conflictualité très aiguë qui conduit à la révolte et à l'incendie, les bibliothécaires se trouvent soudainement (comme les enseignants et autres « intervenants sociaux ») du côté de l'autorité qu'ils veulent respecter, des normes qu'ils cherchent à défendre et du pouvoir policier auquel ils font appel en dernière instance. En effet, il n'échappe à aucun jeune de quartier que lorsque les conflits dépasseront certains seuils, les bibliothécaires appelleront la police qui agira inévitablement pour les défendre. À ce moment-là s'actualise une frontière sociale et politique, comme une ligne claire de partage qui vient dire de quel côté se

trouve chacun, tandis que la plupart du temps les choses peuvent rester tacites, voire confuses. L'un des effets du conflit est de tracer ces lignes nettes. Les bibliothécaires, qui, la plupart du temps, ont une vision totalement naturalisée des normes « qu'il faut respecter », voient la prétendue neutralité de leur action défaite. Le désarroi s'impose ainsi pour une bonne majorité de ces agents qui sont animés par une sincère vocation d'aide aux catégories défavorisées. Ceux qui devraient être les bénéficiaires de leur action contestent le don qui leur est fait et les renvoient de l'autre côté, du côté des « ennemis ». C'est alors que la protestation est qualifiée de « violence », mais par qui ? Elle est qualifiée de violence justement par ceux-là mêmes qui sont renvoyés par la violence de l'autre côté de la frontière sociale. Seulement, quoi qu'ils en disent, les bibliothécaires se trouvent prisonniers de l'État et du service public, incapables de quitter son giron pour agir du côté de la société civile et des classes populaires en conflit. Et l'espace public de la bibliothèque risque de devenir l'espace d'un groupe social (l'autre se trouvant la plupart du temps dans la rue).

S'alignent ici trois données qui donnent à voir le cadre de fond de la problématique : le faible taux de lecteurs dans les bibliothèques et médiathèques de quartier (environ 10 % de la population, dont la moitié a moins de 14 ans), la très faible participation électorale (à l'exception des élections présidentielles, une minorité seulement se mobilise pour élire les autorités locales ou les législateurs – 40 % des inscrits dans les listes électorales, représentant une proportion beaucoup plus infime des adultes en âge de voter), la faiblesse des instruments de participation, de contrôle et de contestation à portée des classes populaires.

Il faut ici opposer les mots « espace public » et « emblème ». L'espace public, comme une place publique, est cet espace qui peut être investi par tous à condition de ne pas pouvoir être approprié par aucun, c'est l'espace qui peut accueillir tous les investissements à condition de n'en exclure aucun. Comme un livre peut supporter (en théorie) toutes les lectures et toutes les interprétations, une bibliothèque doit pouvoir accueillir les lecteurs de tout type, de toute idéologie, de tout projet. À l'opposé de l'espace public, l'emblème est toujours celui d'un groupe. Comme le drapeau, le blason ou le maillot de foot, l'emblème regroupe et exclut, il symbolise précisément l'union de ceux qui se reconnaissent en lui et l'exclusion de tous ceux que l'emblème ne veut pas abriter sous ses couleurs. Les bibliothécaires prétendent donc que bibliothèques et médiathèques sont des espaces publics. Les incendiaires mettent en doute une telle prétention et jettent sur la place publique un soupçon : que la bibliothèque est en réalité

l'emblème d'un groupe social qui non seulement ne les abrite pas en son sein, mais aussi les en exclut. Or, le jour où le bibliothécaire décide de ne plus être un militant de la culture, indépendant de l'État, il se prive de la possibilité d'aider les classes populaires à construire les emblèmes de leur propre identité dans un monde de plus en plus traversé par des clivages sociaux. Des emblèmes qui devraient les aider à investir l'espace public pour y conduire leur parole et leurs actions.

DE LA BIBLIOTHÈQUE À LA MÉDIATHÈQUE

+++++

Nous avons mené nos enquêtes sur plusieurs villes, mais nous avons réalisé une enquête plus approfondie dans une zone de la périphérie nord de Paris maintenant regroupée autour de la communauté d'agglomération de Plaine Commune entre 2006 et 2011. Vingt-trois bibliothèques intégrées dans un réseau pour desservir neuf villes et près de 300 000 habitants (Aubervilliers, Épinay-sur-Seine, La Courneuve, L'Île-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains, Villetaneuse). Ce territoire, où un segment particulier des classes populaires est fortement présent, montre un condensé des caractéristiques qui nous intéressent. Il fait surtout partie de ces territoires de la banlieue rouge pendant longtemps dominée par la gauche et notamment par le Parti communiste Français (PCF)⁴. Or, cette gauche semble n'avoir plus aucun autre moyen d'agir que les institutions qu'elle contrôle par le biais des municipalités et des collectivités territoriales. Comme nous venons de le voir, les bibliothèques sont alors pensées comme des instruments pour agir contre les industries culturelles, la télévision, une culture totalement soumise à une marchandisation qui l'appauvrit à la même vitesse que le capitalisme démonétise ici la force de travail. La bibliothèque, agent d'un véritable pouvoir politique, se met ainsi du côté du peuple pour offrir « autre chose », pour aider à ouvrir les horizons culturels d'un monde qui serait sinon, il est vrai, régi par des acteurs extrêmement puissants qui vont

4. Le Parti communiste français a été élu à la tête de la plupart des villes de la banlieue ouvrière depuis 1948, voire depuis 1936 dans de nombreux cas. Le panorama politique de cette partie de la banlieue changea notamment après les élections municipales de 2008 où la mairie de quatre villes a été perdue par le PCF au profit d'autres forces de gauche. En 2012, la couleur des municipalités est la suivante : L'Île-Saint-Denis (Vert), Pierrefitte-sur-Seine (Parti socialiste), Aubervilliers (Parti socialiste) et Saint-Ouen (Front de Gauche – alliance incluant le PCF) ; la mairie d'Épinay-sur-Seine est passée à droite dès 2001 (Modem). La Courneuve, Saint-Denis, Stains et Villetaneuse conservent toujours leur maire communiste.

la plupart du temps dans une seule direction – celle d'un monde unidimensionnel, comme l'a dénoncé il y a déjà longtemps Herbert Marcuse. Or, c'est par ce même chemin que les bibliothèques rentrent dans une tension qui risque de paralyser leur action. Car si elles avancent franchement dans ce sens, elles risquent de se voir pétrifiées au sein d'une forme ancienne qui fait de la bibliothèque un temple de la littérature, des lettres, de la philosophie, des intellectuels et de la « haute culture » comme nous a dit la directrice d'une maison de quartier qui rapprochait ainsi avec ironie l'Académie française de Christian Dior et d'Yves Saint-Laurent.

Afin de ne pas rester enfermées dans un élitisme littéraire ou intellectuelisant qui creuserait le fossé qui les sépare des catégories populaires, les bibliothèques deviennent des médiathèques. Elles incorporent de nouvelles technologies et des pratiques culturelles plus « populaires » dans ces territoires de la banlieue. Dans ce chemin d'expérimentation, les médiathèques ont intégré les films, la musique, Internet et ont ainsi entouré le livre d'autres « supports », elles se sont ouvertes à la bande dessinée, à la culture hip-hop, à la presse sportive, aux romans de gare, à la littérature à l'eau de rose et, petit à petit, de plus en plus de bibliothécaires rendent leurs armes devant la presse *people*. Comme nous l'avons vu, elles incorporent des manuels de toute sorte allant de comment faire un CV jusqu'à des méthodes d'apprentissage de langues, mais aussi comment trouver du travail, faire du bricolage, du jardinage et jusqu'à des textes sur le bien-être, des livres d'orientation pour la femme enceinte ou l'éducation des enfants. Ainsi, en 2009, la direction de la lecture publique de Plaine Commune a fait une vaste campagne d'affichage pour promouvoir les médiathèques sur l'ensemble du territoire. Sur ces affiches, on pouvait voir la photo d'une pile de livres accompagnée de la légende « c'est gratuit » ou « c'est pour tous », dans laquelle on ne trouvait aucun roman, ni d'essai d'un intellectuel pour comprendre le monde par temps de crise.

On voit aisément cette tension entre la littérature et les autres types de livre à travers l'analogie politique mobilisée par les bibliothécaires eux-mêmes entre ce qui serait une position « élitiste » et une position « populiste ». La première mise sur une stratégie de l'offre sélective et met l'accent sur le rôle éducateur de la bibliothèque qui ne doit pas céder à la culture déjà massivement véhiculée par les industries culturelles, sous peine de proposer ce que les gens ont déjà chez eux, car ils le trouvent facilement au supermarché, sur Internet ou à la télévision. Taxée d'élitiste, cette position privilégie la littérature, l'art, la politique, la philosophie, les sciences sociales, les « humanités ». La deuxième mise

sur la demande et considère qu'une bibliothèque de quartier doit proposer simplement ce que les gens veulent, que les bibliothécaires n'ont aucune autorité pour décider ce que les gens devraient lire, regarder ou écouter, et qu'à force de proposer des lectures qui « nous font plaisir à nous », on finit par éloigner les gens de la bibliothèque. Taxée de populiste, cette position privilégie les goûts à la mode, la littérature des best-sellers d'accès facile, les manuels, les choses « utiles », la presse magazine, les films de la grande industrie face aux films « d'auteur », les « tubes » de l'été face à la chanson « à texte », etc. Une bipolarité éclairante qui ne risque pas de faire oublier la complexité des choses, car elle rend compte des débats qui divisent la profession et des difficultés que le politique rencontre au moment où il cherche à agir dans cet univers populaire⁵.

Il est encore intéressant d'observer cette dichotomie à la lumière de la stratégie la plus courante dans les bibliothèques populaires d'Amérique latine. Ainsi, les militants que nous avons rencontrés récemment dans la banlieue de Buenos Aires ne se posent même pas la question de ce qu'il faudrait avoir dans la bibliothèque et ce qu'il faudrait en exclure. Les livres qu'ils achètent répondent simplement aux demandes de leurs lecteurs. Ils ne possèdent aucune politique de sélection de leurs collections, car la pénurie de livres est telle dans les quartiers pauvres où sont implantées ces bibliothèques populaires que la question ne se pose pas. Jorge Luis Borges ou Paulo Coelho, ce sera au choix des lecteurs. Comme nous disaient les militants de la Biblioteca popular Horacio Quiroga, « *l'important pour nous est que les gens lisent* » et qu'il y ait des livres dans le quartier, car ils sont tellement onéreux pour ces populations qu'ils n'en achètent pratiquement pas. En revanche, d'autres « supports » abondent, véhiculés par la télévision, Internet, la radio. En France, même dans les quartiers les plus défavorisés, nous observons une situation d'abondance où la question se pose plutôt en termes d'éclairage et d'orientation, et il est vrai que l'abandon de toute forme d'orientation équivaudrait à une démission.

Cette tension coexiste avec la problématique de l'école et des écrits institutionnels que nous évoquons plus haut, mais elle se trouve aussi

5. Une question importante a été celle de l'ouverture des collections aux langues étrangères, opération que les médiathèques étudiées ont mise en œuvre depuis longtemps. En effet, étant donné l'importante proportion de migrants de langue étrangère dans les quartiers en question, les bibliothèques ont ouvert leurs collections à ces langues. Nous aborderons la question plus loin, mais nous pouvons déjà avancer que cette stratégie n'a pas augmenté le nombre de lecteurs. Les habitants apprécient l'intégration des auteurs dans leur langue d'origine, mais ce n'est pas pour autant qu'ils iront les lire. La présence de ces langues a une importance symbolique certaine, mais, contrairement à ce que pensent beaucoup, la barrière à la lecture n'est pas idiomatique ou nationale.

doublée en miroir par deux problèmes qui affectent profondément la vie de ces « médiathèques de proximité », ainsi que les bibliothécaires aiment nommer les bibliothèques de quartier aujourd'hui. En effet, les conflits ouverts, dont l'incendie apparaît comme la manifestation la plus spectaculaire, sont l'une des difficultés auxquels doivent faire face les autorités, les bibliothécaires et les usagers des bibliothèques concernées. Mais il y a un autre problème qui affecte profondément ces bibliothèques. Malgré des efforts considérables de modernisation, d'ouverture et d'investissement, les bibliothèques de quartier souffrent d'un taux de fréquentation très bas. Moins de 10 % de la population ciblée est inscrite sur l'une des 23 bibliothèques du réseau de Plaine Commune alors qu'on sait que ce même pourcentage est de 20 % en moyenne au niveau national⁶. Et près de la moitié des inscrits ont moins de 15 ans (47,3 % des inscrits), ce qui réduit encore la proportion d'adultes fréquentant les bibliothèques. Cet évitement ou cette désaffection constitue probablement le premier souci des bibliothécaires, car ils savent que les enfants et adolescents de moins de 15 ans sont la plupart du temps amenés par l'école dans les salles de lecture et que la majorité des habitants ne reviennent plus dans les bibliothèques une fois qu'ils ont interrompu leurs études. Mais bien que source profonde d'inquiétude, ce souci ne déstabilise pas le bibliothécaire. D'une part, parce que cette faible fréquentation des bibliothèques suit les tendances générales de la société où les personnes les moins diplômées sont les plus éloignées de cette forme classique de rapport à la lecture proposée par les bibliothèques, et dans le territoire de Plaine Commune, 38,1 % des personnes de plus de 15 ans ont abandonné les études sans aucun diplôme, seulement 14,7 % l'ont fait après avoir obtenu le baccalauréat et 15,3 % ont obtenu un diplôme nécessitant plus de deux ans d'études après le baccalauréat. D'autre part, parce que l'évolution des pratiques culturelles montre une baisse générale de la fréquentation des bibliothèques et beaucoup de militants de la lecture s'interrogent sur l'avenir du livre. La désaffection est un immense problème (le plus important, au fond), mais face auquel le bibliothécaire

6. Plus précisément, 9,32 % des habitants des huit villes composant Plaine commune étaient considérés comme « usagers actifs », c'est-à-dire inscrits à l'une des bibliothèques et « ayant emprunté une fois au moins dans l'année » écoulée. Sauf à Saint-Denis où les usagers actifs représentaient 11,32 % de la population, dans toutes les autres villes le pourcentage était inférieur à 9 % et il descendait jusqu'à 6,2 % pour la ville de Pierrefitte. Données Direction de la lecture publique, *Rapport annuel d'activité, 2009* – Plaine Commune. Pour mémoire, on peut rappeler que si la France compte 20 % de sa population inscrite dans une bibliothèque, le Royaume-Uni en compte plus du double.

se sent préparé et prêt à livrer bataille (c'est ainsi qu'il transforme la bibliothèque en médiathèque, par exemple). Il s'agit de son ennemi naturel⁷.

C'est donc dans ce cadre que la bibliothèque lutte pour élargir l'horizon de l'accès à la lecture. Il s'agit d'un combat dur et difficile, mais pour lequel les professionnels de la lecture se sentent plus ou moins bien préparés. Or, la violence manifeste qui s'exprime dans le cadre conflictuel que nous tentons de décrire déplace la question vers un registre inédit. Elle vient requalifier la relation bibliothèques-classes populaires et provoque un désarroi intense chez les bibliothécaires et chez les militants de la culture et les hommes politiques, qui commandent la construction de bibliothèques et les maintiennent en vie. Lorsque la violence éclate, la proportion élevée de non-lecteurs ne peut plus être interprétée exclusivement en termes de « manque d'intérêt » pour la lecture, de « désaffection » ou d'une supposée indifférence des jeunes envers la culture légitime. Si, dans un cadre classique, on peut identifier l'indifférence à la lecture comme conséquence de la pauvreté et de la domination culturelle ou symbolique, les conflits ouverts introduisent une part de volonté et de contradiction qui ne peut plus être réduite à une conséquence de la misère ou du pouvoir des médias, des industries culturelles ou des nouvelles technologies. Dès lors, manque de lecteurs et relation conflictuelle doivent être considérés comme deux aspects d'une même problématique.

L'ACTION ANONYME ET LE LIEU DE LA POLITIQUE

+++++

Comment partir à la recherche d'éléments qui permettraient d'approfondir la compréhension de ces incendies de bibliothèques ? Nous venons de donner quelques éléments qui précisent le cadre où une telle démarche doit s'inscrire. D'autres, comme la question de la « jeunesse », du « genre » ou « ethnique » seront examinés plus loin. Or, les incendies ne sont pas uniquement le reflet d'une situation, d'un cadre ou d'un contexte qu'il suffirait de décrire pour en connaître la cause. L'incendie doit être considéré comme une action qui requalifie la situation elle-même. Et dans la mesure où ces attaques ont une certaine occurrence, une répétitivité, où elles ont pris une forme endémique, nous ne pouvons pas considérer ces

7. Les données de ce paragraphe correspondent à l'année 2010.

actes comme des événements isolés ou accidentels⁸. Nous devons prendre ces événements dans le cadre d'une modalité d'action où les attaques par la pierre et par le feu sont devenues des formes d'expression, d'opposition, de révolte de ces classes populaires que nous trouvons dispersées dans les banlieues. Nous avons proposé de traiter ce type d'action comme des « messages » dont presque tous les éléments restent à décrire, car nous ne connaissons pratiquement que le moyen de communication, la pierre et le feu précisément. Qui en est le destinataire ? Quel est son contenu ? Comment est-il reçu et dans quel cadre d'interaction se situe-t-il pour requalifier la structure des rapports sociaux qui le sous-tendent ?

Nous sommes allés discuter avec les habitants des quartiers où des bibliothèques avaient été brûlées. Dans certains cas, nous sommes restés pendant des mois sur place afin de mener nos enquêtes au contact des divers acteurs, habitants, autorités et hommes politiques, enseignants, policiers, pompiers, « intervenants sociaux » et bien évidemment bibliothécaires. Nous nous sommes installés dans des bibliothèques et des maisons de quartier, dans des associations, des temples religieux, des offices HLM et des antennes jeunesse. Nous avons observé des marchés, des épiceries, des *fast-foods* et des cafés quand il y en avait. Nous sommes allés rencontrer les habitants chez eux. Nous avons lu la presse locale, écouté la musique et lu des blogs et des productions littéraires des habitants de ces quartiers. Nous avons assisté à des moments importants comme des élections ou des inaugurations de bibliothèques, à des cérémonies religieuses. Nous avons observé la ville et les quartiers en la parcourant à pied et dans les transports publics, pris note des noms et des signifiants de l'espace public. Nous avons réalisé une série structurée d'entretiens auprès de 75 bibliothécaires de Plaine Commune pour tenter de comprendre comment ils perçoivent ces situations de conflit et comment ils

8. Faut-il peut-être rappeler ici que ce qu'on appelle « la politique de la ville » est venu en réponse aux premières émeutes de 1979 et 1981 et à la marche « beur » de 1983. À ce moment s'installe un rapport complexe entre l'État et les classes populaires où les mouvements sociaux participent de la conception et de la mise en place de la politique publique. Émeutes, marches, associations et participation électorale donnent forme à une demande sociale qui met les quartiers d'habitat social au centre de la scène publique. Ensuite, l'État a catégorisé, adapté ses institutions à travers un important processus de décentralisation, incorporé les associations de quartier à la gestion, mis à portée de la mobilisation locale beaucoup de ressources et il a redéfini les axes prioritaires de son rapport aux classes populaires. Le travail et la protection sociale ont ici cédé du terrain face à une politique plus orientée vers la ville et le quartier, où la culture, l'animation, la jeunesse et l'intégration des minorités ont pris le dessus. L'État contribue fortement par son action à la transformation des classes populaires, mais il serait exagéré d'affirmer que par sa seule capacité à nommer, la puissance publique a refaçonné l'identité populaire. Une telle vision contribue à épaissir le voile qui cache et qui empêche de voir une relation conflictuelle.

voient les quartiers où ils travaillent. Et nous avons tenté de sortir du cadre local pour essayer de voir ce qui trouve son principe d'explication ailleurs, dans le marché du travail, le fonctionnement de l'école ou la place de l'écrit, par exemple. L'observation, la recherche documentaire et les dialogues informels, à côté de l'entretien structuré, nous ont fourni l'essentiel des matériaux de l'enquête.

Rien de plus en fin de compte qu'une enquête de terrain plus ou moins classique. Or, je dois répondre ici de manière anticipée à une attente qui risque d'être déçue après la lecture des pages qui suivent. Souvent, on me demande « Mais, pourquoi le font-ils ? », « Qu'est-ce qu'ils veulent ? », « À quoi peut amener le fait de brûler une bibliothèque ? », ou encore « Mais, quelles sont leurs motivations ? ». Ces questions m'ont été posées par les lecteurs des rapports et des articles que j'ai écrits ou par les assistants aux nombreuses communications que j'ai pu présenter au fur et à mesure que la recherche avançait, des bibliothécaires, des chercheurs et des étudiants en sciences sociales dans la plupart des cas, mais des hommes politiques et des militants agissant dans ces quartiers également. Au fond, ils s'attendent à ce que le chercheur tende le microphone aux incendiaires et revienne présenter cette parole qui semble manquer à ces actes de révolte. Le chercheur est attendu au retour comme un reporter en temps de guerre civile : on attend de lui qu'il se soit entretenu avec les rebelles. Au fond, mes interlocuteurs auraient voulu que de la production de nos matériaux d'enquête résulte un discours plus ou moins cohérent à travers lequel les incendiaires donnent sens à leurs actions à défaut de pouvoir fournir la liste de leurs motivations et des objectifs de leurs actes. Il y a une forte attente de justification et de rationalisation. Or, le sociologue ne peut pas agir en envoyé spécial.

Il y a là une attente quelque peu déplacée qui habite les classes moyennes, les lettrés, et qui est présente même parmi nos collègues à l'université. Cette attente résulte à la fois de la distance sociale, culturelle et politique, et de l'inadaptation des cadres de pensée dont nous disposons, et elle donne à voir la difficulté à recevoir l'acte dans la critique, à accepter les conditions de production de ces échanges et de ces conflits. La difficulté, voire l'impossibilité à considérer ces cailloux et ces cocktails Molotov qui tombent dans les bibliothèques comme des messages que les classes populaires nous envoient et qu'elles nous adressent comme autant de questions qui déstabilisent aussi bien la politique que la sociologie. Si nous avions procédé de la sorte et demandé aux jeunes que nous avons rencontrés « Mais, pourquoi as-tu incendié la bibliothèque ? »,

nous aurions commis une terrible faute méthodologique par la production d'une parole qui n'existe pas au sein des échanges que nous voulions observer. Nous aurions produit un récit de justifications aux effets probablement tranquillisans, mais on n'aurait fait que cacher une bonne partie de ce que met en lumière l'incendie de ces bibliothèques. Comme nous allons le voir, la parole existe, elle afflue par torrents, circule, rebondit, se multiplie. Mais l'une des caractéristiques de ces formes conflictuelles est qu'il y a l'un des acteurs du conflit qui ne se propose point du tout d'écrire le manifeste par lequel il revendiquerait ses actes. Et nous ne parlerons pas à sa place. Nous ne nous sommes pas contentés d'observer les formes discursives existantes et nous avons produit beaucoup de parole (à travers des entretiens et lors de nos observations, notamment). Mais nous avons essayé de ne pas nous substituer à celui qui écrirait un discours de justification à la place des protagonistes qui ne le font pas sous la forme attendue par les intellectuels et les professionnels de la politique.

Nous avons tenté une autre forme d'intelligibilité dans le souci de restituer la complexité des conditions de production et de réception de ces « messages de pierre ». La question centrale, « Mais pourquoi brûle-t-on donc des bibliothèques dans les quartiers populaires en France ? », n'est pas à poser à l'auteur ou aux auteurs de l'incendie. C'est une question à déplier à partir de l'ensemble des matériaux présentés ici, visant à fournir des éléments de réponse et à saisir l'incendie dans la dense trame où il agit. Dans cette hypothèse de travail, une partie de la tâche est laissée au lecteur. Ce type d'action que nous tentons de décrire et de comprendre a la caractéristique d'être à la fois collective et anonyme. Comme dans la pièce de Félix Lope de Vega où les habitants de Fuenteovejuna ont tué un commandeur (seigneur injuste et arbitraire), « *los reyes han de querer averiguar este caso* » (« les rois vont vouloir investiguer ce qui s'est passé »). Mais les habitants de Fuenteovejuna comprennent que leur salut dépend de la réponse donnée à la question posée par le juge lors de ses investigations⁹. Aux questions « Qui a tué le commandeur ? », « Qui c'était ? », ils répondront les uns après les autres et invariablement « *Fuenteovejuna lo ha hecho* » (« Fuenteovejuna l'a fait »)¹⁰. Cette réponse

9. Félix Lope de Vega, *Fuenteovejuna*, Madrid, 1^{re} édition espagnole, 1619. Pour les éditions en français, voir, Robert Marrast (dir.), *Théâtre espagnol du XVII^e siècle*, t. 1, Paris, Gallimard, 1994 (coll. Bibliothèque de la Pléiade). Et *Fuenteovejuna*, Paris, Garnier-Flammarion, 1992.

10. Fuenteovejuna étant le nom du bourg où a lieu le crime, la réponse sous-entend : « le peuple l'a fait ».

n'a pas pour objectif unique de protéger les auteurs matériels de l'action de la justice et de la vengeance d'un pouvoir offensé. La réponse reconnaît les faits, il n'y a pas de négation, mais elle donne le peuple comme auteur et place ainsi l'autorité non pas face à des individus qui auraient commis un crime, mais face à un peuple qui interpelle le pouvoir et le met devant ses responsabilités. Les crimes sont ceux commis par le commandeur et ses lieutenants assassinés. Il ne s'agit évidemment pas ici, dans le cadre d'une enquête sociologique, d'identifier nommément des auteurs, et le sociologue n'est pas un officier de justice. Mais l'analogie avec la pièce de Lope de Vega peut donner à voir un problème complexe. Fuenteovejuna nous apprend que la parole circule ouvertement entre les révoltés qui échangent entre eux et fêtent leur rébellion à coup de chansons. Mais la parole se ferme devant l'investigation, et c'est très précisément cette fermeture qui donne à l'action (le lynchage du seigneur) le contenu d'un message adressé au pouvoir et inscrit en conséquence l'acte dans l'espace public comme une révolte sans acteurs individuels. L'acte commis collectivement renverse l'ordre de l'accusation (les institutions du pouvoir deviennent les accusées) et surtout, il rend possible la conformation d'un acteur collectif qui, s'il cédait aux inquisitions, se désagrégerait.

La politique en milieu populaire n'est donc pas dépourvue de parole. Mais la parole se mêle très délicatement et avec soin aux autres formes de l'action. On ne fait pas n'importe quoi, et le silence a une valeur. Il est vrai aussi que, la plupart du temps, la parole sommeille comme une « bête endormie » dans les plis du quotidien. Puis, tout d'un coup, l'action surgit, violente comme un tumulte cherchant à corriger cette situation qui a provoqué son émergence. L'une des caractéristiques de la politicité populaire est peut-être donnée par la tension provoquée par la poursuite de l'intérêt et la défense de la dignité¹¹. Son propre intérêt peut conduire le pauvre à la soumission, au mieux à la ruse. L'offense est souvent à l'origine de la révolte. Ce sont les injustices ordinaires des institutions qui conduisent les personnes à se rendre invisibles. Mais ce sont souvent ces mêmes injustices qui provoquent la rébellion. Et ce n'est pas vrai que la révolte est dépourvue de sens stratégique, qu'elle est pure émotion, comme si la colère était sans raison.

11. Numa Murard, « Dans le creux des récits de la pauvreté : la bête endormie », communication présentée aux journées d'études *La diagonale des conflits*, université nationale General Sarmiento et université Paris Diderot – Paris 7, Los Polvorines, Argentine, 27 et 28 septembre 2012.

Les conflits ouverts et la violence viennent requalifier l'action des bibliothèques, et plus encore, par leur intermédiaire, les classes populaires interviennent bien au-delà de cet équipement au sein de l'espace social du quartier et même au niveau national en provoquant les médias avec des actions spectaculaires. Comme nous l'avons dit, après l'agression d'une bibliothèque, ce faible taux de lecteurs qui inquiète les bibliothécaires, mais également les autorités, les agents de la culture et les enseignants, ne peut plus être perçu seulement comme une indifférence vis-à-vis du livre. Les conflits viennent mettre en évidence que cet équipement perçu comme « le plus emblématique de la République », apparemment neutre et ouvert, n'a rien d'impartial. Ils viennent montrer aussi par assimilation les alliances qui rendent solidaires les institutions (comme l'école, les services sociaux et du logement, la police et la bibliothèque). Les pierres, les insultes et les flammes viennent dire que la médiathèque n'est pas en deçà des conflits. L'incendie signifie au contraire que la médiathèque ne doit pas se cacher derrière son espace ouvert à toutes et à tous, qu'elle doit s'assumer en ce qu'elle incarne l'action d'un groupe social sur un autre, d'une politique publique qui vise à transformer la vie. Les incendies des bibliothèques nous renseignent sur la politique des bibliothèques et sur la place de l'écrit dans nos sociétés, mais ils nous renseignent surtout sur l'évolution d'une démocratie qui observe presque impassiblement comment se creusent les fractures sociales qui séparent ses citoyens en classes. Ces incendies sont des messages adressés aux hommes politiques et aux militants, aux gens de la culture et aux gouvernants. Ils tentent de faire entrer dans l'espace public ce que d'autres cherchent à en faire sortir. Ils visent l'action et le débat contre l'inaction, la relégation et l'oubli. On comprend mieux ainsi la nature politique d'un conflit où les formes nous effraient, mais où ce qui est en jeu est la manière que nous avons de nous organiser pour vivre ensemble.

LES TERRAINS DE LA RECHERCHE

+++++

La recherche sur laquelle s'appuie cet ouvrage a été réalisée entre l'automne 2006 et le printemps 2011, puis reprise en 2012. Ont été réalisées des enquêtes monographiques approfondies sur cinq quartiers où autant de bibliothèques avaient fait l'objet de conflits importants : dans le quartier Saussaie-Floréal-Courtille, à Saint-Denis, dont la médiathèque

Gulliver a été incendiée pendant les émeutes de 2005. Au près de la bibliothèque du quartier des Aunettes, à Évry, qui a été incendiée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007. Dans le quartier des Quatre-Routes, à La Courneuve, dont la bibliothèque de la Maison de l'enfance a été brûlée pendant les émeutes de 2005. Dans le quartier du Clos Saint-Lazare, à Stains, où la bibliothèque Jules-Vallès a été fermée au profit d'une nouvelle structure : La maison du temps libre. Au près de la médiathèque François-Mauriac, dans le quartier des Trois-Bornes, à Goussainville, dont la bibliothèque fut incendiée à deux reprises (en 2007 et en 2008) et ses grandes baies vitrées entièrement caillassées en 2009. Enfin, deux autres cas ont fait l'objet d'une observation suivie notamment à travers la presse et Internet : la bibliothèque Louis-Jouvet, à Villiers-le-Bel, incendiée en novembre 2007 ; et la bibliothèque Jo-Fourn, dans le quartier de Pontanézen, à Brest, incendiée à deux reprises, en 2000 et en 2009. Dans le cadre de ces enquêtes monographiques, un nombre important d'entretiens formels et informels a été réalisé avec notamment des habitants, des bibliothécaires et du personnel des différentes institutions présentes dans ces territoires ; des hommes politiques ont aussi été interviewés.

Le travail de recherche s'appuie aussi sur une enquête systématique réalisée au près du réseau des 23 bibliothèques de la communauté d'agglomération de Plaine Commune entre octobre 2008 et janvier 2010. Dans ce cadre ont été réalisés soixante-quinze entretiens approfondis (d'une durée de 1h30 à 2h30) au près des personnels de ces bibliothèques (les entretiens ont été enregistrés et ensuite retranscrits). La recherche s'appuie également sur une dense enquête documentaire. En plus des sources statistiques et documentaires (de l'Insee, des municipalités, des bibliothèques), une observation a été réalisée sur la presse (locale et nationale), sur la presse liée à la profession de bibliothécaire et sur des sites Internet en lien avec les quartiers ou avec la profession de bibliothécaire, notamment. Dans ce cadre, une enquête a été effectuée autour de la presse *people*, et une autre sur la chanson et les écrits de banlieue, en concentrant mon attention sur les livres écrits par les habitants des quartiers. Un séminaire a été organisé entre 2009 et 2010 à l'université Paris Diderot – Paris 7 autour du thème « Violences et bibliothèques » en collaboration avec Anne Kupiec (ont présenté des communications, notamment : Christophe Catanese [enssib], Dominique Deschamps [Direction de la lecture publique de Plaine Commune], Gérard Mauger [Centre de sociologie européenne – CNRS], Michèle Petit [Laboratoire dynamiques sociales et

recomposition des espaces – LADYSS, université Paris 1], Hervé Renard [enssib] et Fabienne Soldini [Laboratoire méditerranéen de sociologie – LAMES, université de Provence]).

Cette recherche est le fruit d'un travail collectif réalisé au sein de l'Atelier de recherche sur les classes populaires¹². Dans ce cadre, plusieurs personnes ont participé au travail et m'ont énormément aidé. Je remercie tout d'abord un groupe d'étudiantes de l'université Paris Diderot – Paris 7, de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et de l'université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 qui ont collaboré dans les enquêtes de terrain, à l'exploration documentaire et/ou à la discussion du manuscrit : Pauline Beunardeau, Noémie Cirencien, Charlotte Perrot-Dessaux, Florencia Dansilio, Soledad Rojas, Emilia Schijman, Bozena Wojciechowski.

Anne Kupiec (université Paris Diderot) et Christophe Evans (service Études et recherche de la Bibliothèque publique d'information - Bpi) m'ont stimulé et accompagné dans l'exploration de ce monde des bibliothèques, nouveau pour moi. Sans eux, le chemin aurait été bien plus long et son exploration plus laborieuse. Je remercie tout particulièrement Florence Schreiber, directrice de la bibliothèque centrale de Saint-Denis. Elle a su se rendre complice de cette recherche et de ces interrogations depuis le début. Je salue en elle la passion politique de tous ces bibliothécaires qui travaillent dans des situations parfois difficiles. Dominique Deschamps, directrice de la lecture publique de Plaine Commune, nous a ouvert les portes des bibliothèques et donné accès à beaucoup d'informations. Elle et son équipe ont su accueillir nos critiques, supporter nos commentaires maladroits, nous avertir quand on faisait fausse route. Numa Murard, collègue et ami, m'a orienté, stimulé, soutenu et guidé jusqu'à ce que cette recherche donne lieu à une Habilitation à diriger des recherches qu'il a dirigée avec une immense générosité intellectuelle. Robert Castel, Roger Chartier, Emilio de Ipola, Monique de Saint-Martin, Olivier Schwartz et Étienne Tassin ont discuté une première version du texte en leur qualité de membres du jury de mon HDR soutenue le 25 novembre 2011. Précieuses, leurs critiques m'ont donné une année de travail. Merci !

12. L'Atelier de recherches sur les classes populaires est un espace ouvert de discussion et d'échanges, regroupant des chercheurs et des étudiants, et conçu dans un espace de travail collectif sur le rapport des classes populaires à l'écrit. Il est accueilli par le Centre de recherches et de documentation sur les Amériques (université Sorbonne Nouvelle – Paris 3), le Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques (université Paris Diderot – Paris 7) et l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (EHESS – université Paris 13). Pour plus de détails : < www.csprp.univ-paris-diderot.fr/Cultures-populaires-et-rapport-a-eve-282 > (consulté le 25 juillet 2013).

+++++

CHAPITRE I
LES TERRITOIRES
DU CONFLIT

+++++

CHAPITRE I LES TERRITOIRES DU CONFLIT

Pendant les événements d'octobre et novembre 2005 que la presse et la sociologie ont qualifiés d'« émeutes urbaines », j'ai reçu une invitation de la revue *Mouvements* à écrire « à chaud » sur ce qui se passait. J'ai accepté et rédigé un article à contre-courant de la plupart des réactions visibles à ce moment-là¹. Mes travaux sur l'émergence d'une nouvelle « politicité » des classes populaires en Argentine et les observations que je systématisais déjà depuis quelques années en France m'amenaient à proposer une lecture politique de ces événements jusqu'alors confinés au « social ». Il me semblait que les « messages de pierre » envoyés par les quartiers vers le centre de l'espace public risquaient de se voir renvoyés vers la périphérie si on ne leur accordait pas un statut politique, au moins dans l'écoute et l'interprétation auxquels ces actes faisaient appel. Ma proposition suscita des réactions diverses², mais le champ des « quartiers » et des « émeutes » était à certains égards surinvesti par des chercheurs qui fournissaient déjà depuis longtemps des matériaux empiriques richissimes et des analyses souvent foisonnantes. La combinaison d'« émeutes » et de « quartiers » était devenue une question centrale au moins depuis *La galère* de François Dubet, c'est-à-dire au lendemain des premières révoltes de la fin des années 1970 et de la « marche beur » qui a inauguré les années 1980 avec la présidence de François Mitterrand³.

Au printemps 2006, à ma plus grande surprise, je fus invité à participer à la conférence organisée conjointement par la Bpi et le *Bulletin des bibliothèques de France* au Salon du livre de Paris⁴. Pourquoi m'inviter, alors que j'étais loin de faire partie des spécialistes du monde de la bibliothèque

1. Denis Merklen, « Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005 », *Mouvements*, janvier-février 2006, n° 43, pp. 131-137.

2. Parmi les plus critiques à ma proposition de qualifier les révoltes de « politiques », Gérard Mauger trouva que mon analyse donnait l'exemple d'une « pensée anarchisante ». Gérard Mauger, *L'émeute de novembre 2005*, Paris, Éditions du Croquant, 2006, p. 102 sq.

3. François Dubet, *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

4. La conférence a eu lieu le 20 mars 2006. Pour un compte rendu, voir Claudine Lieber, « Bibliothèques et violences urbaines », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2006, t. 51, n° 4, pp. 105-107. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-04-0105-018> > (consulté le 25 mars 2011).

et du livre souvent invités à cette conférence annuelle ? C'est que, pendant les émeutes, une trentaine de bibliothèques avaient été incendiées, ce que j'ignorais. J'ai ainsi découvert ces incendies de bibliothèques de quartier qui avaient « rendu perplexes plus d'un bibliothécaire et parfois même fait chanceler leur foi en ce métier. Pourquoi en effet les révoltes ont-elles pris des bibliothèques pour cibles ? »⁵. Je ne savais pas alors que des bibliothèques avaient été brûlées et caillassées, ni qu'un débat traversait spécifiquement le milieu des bibliothécaires⁶. J'ai décidé d'affronter ces questions difficiles et proposé au Service études et recherches de la Bpi une enquête sur le sujet. Le terrain à déblayer était vaste. J'ignorais non seulement tout sur les bibliothèques de quartier en France, mais aussi sur cette profession de bibliothécaire – mis à part l'immense gratitude qu'en tant qu'étudiant, puis chercheur, et surtout en tant que citoyen, je dois aux bibliothécaires. Mon étonnement a été encore plus prégnant quand j'ai pu confirmer que, parmi ceux qui s'étaient intéressés aux « émeutes » et aux « quartiers » depuis les années 1980, aucun sociologue ne s'était attaché au fait que des bibliothèques étaient brûlées – contrairement à l'intérêt suscité par les attaques perpétrées contre d'autres établissements publics, notamment les institutions scolaires, mais aussi des équipements collectifs. Pourquoi les sociologues n'ont-ils jusqu'à présent prêté aucune attention aux bibliothèques incendiées ? Pourquoi personne n'a rien vu ? Ou rien voulu voir ?

Mes travaux sur les milieux populaires m'ont ainsi conduit à m'intéresser aux différentes formes de violence rencontrées par les bibliothèques de quartier, notamment les incendies volontaires dont elles ont parfois été victimes. Trente-deux bibliothèques furent attaquées par la pierre ou par le feu au cours des révoltes de l'automne 2005⁷, certaines l'ont été entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007 (comme dans le quartier des Aunettes, à Évry), et d'autres l'ont été après (à Goussainville, Villiers-le-Bel, La Courneuve, Brest). Ces phénomènes ne sont pas isolés

5. *Ibid.*, p. 105.

6. Suivant l'usage à l'intérieur des bibliothèques et la manière dont ils sont identifiés par le public et par les autorités, nous appellerons « bibliothécaires » l'ensemble des personnels des bibliothèques et des médiathèques, à l'exception des personnels d'entretien, de surveillance et de ménage. C'est-à-dire l'ensemble des personnels qui remplissent des fonctions de bibliothécaire, indépendamment de leur diplôme. Cet ensemble est fortement hiérarchisé, les titulaires d'un diplôme de conservateur des bibliothèques occupent en général le haut de la pyramide.

7. Dans un recensement qui ne peut être exhaustif, j'ai relevé 32 bibliothèques volontairement incendiées entre octobre et novembre 2005, tandis qu'une liste établie par la Direction du livre et de la lecture datée du 15 novembre 2005 recensait seulement 15 bibliothèques incendiées pour la même période.

puisque des établissements avaient été confrontés par le passé aux mêmes problèmes, en région parisienne comme en province. Au cours de notre enquête, nous avons identifié 69 bibliothèques volontairement incendiées entre 1998 et 2013. La liste est impressionnante, elle n'est sûrement pas complète⁸.

Bibliothèques incendiées en France

La liste qui suit a été élaborée à partir d'un corpus de sources variées : articles de presse, enquêtes de terrain (des bibliothécaires qui nous ont informés de l'incendie), listes établies par la Direction du livre et de la lecture au ministère de la Culture lors des émeutes d'octobre et novembre 2005. Le recensement fut grandement complété par une prospection de la base d'articles Factiva réalisée par Hervé Renard⁹. Ce document ne prétend nullement à l'exhaustivité. De fait, notre mode de prospection a limité notre recherche aux années les plus récentes puisque l'essentiel des titres présents dans la base de données Factiva n'y apparaît qu'à partir des années 1990. Nous savons que des incendies volontaires de bibliothèques nous ont échappé, notamment ceux qui sont antérieurs aux années 1990 et tous ceux, nombreux, qui ne sont pas recensés par la presse – chose fréquente. Dans ces derniers cas, nous sommes tributaires des informations parcellaires transmises lors des enquêtes de terrain. Nombreux ont été les cas où, lors de communications dans des assemblées de la profession, des bibliothécaires venaient nous dire « dans ma bibliothèque aussi » pour nous inviter à venir étudier leur cas. Nous n'avons pas inclus dans cette liste les bibliothèques qui, bien qu'incendiées, n'apparaissent pas comme directement visées. Il s'agit, pour la plupart, de bibliothèques d'écoles et de collèges, mais aussi appartenant à des institutions religieuses.

8. Pour des raisons que nous tenterons de mettre au jour, les incendies et les attaques de bibliothèques sont passés sous silence. Les maires font tout pour qu'on en parle le moins possible, les journalistes y ont prêté peu d'intérêt et, nous venons de le voir, même les sociologues n'ont pas accordé grande importance à ces faits. Nous sommes tombés, à plusieurs reprises, sur des bibliothèques qui avaient été attaquées et sur lesquelles il n'existe aucune mention dans la presse locale ou nationale.

9. Hervé Renard, *Incendies volontaires de bibliothèques : bruit et silence des bibliothécaires*, Mémoire d'étude pour le diplôme de conservateur des bibliothèques : enssib, janvier 2010.

Date de l'incendie	Ville	Type de bibliothèque	Mention dans la presse
JJ/MM/1979	Vaulx-en-Velin	BM	
JJ/12/1997	Dammarié-les-Lys	BM	<i>Le Monde</i> , 22/12/1997
14/9/1998	Sartrouville	BM	Divers presse, 21/12/1998
19/12/1998	Sartrouville	BM	Divers presse, 21/12/1998
13/6/2000	Brest	BM	<i>Ouest France</i> , 23/9/2002
14/7/2000	Épinay-sur-Seine	BM	
JJ/11/2000	Pau	BM	Reuters, 27/9/2003
JJ/MM/2000	Brest	BM	<i>Ouest France</i> , 20/9/2005
JJ/1/2002	Saint-Lyphard	BM	<i>Libération</i> , 15/1/2002
30/4/2002	Marseille	Bibl. religieuse	<i>Le Monde</i> , 3/4/2002
JJ/4/2002	Marseille	CDI	Reuters, 2/4/2002
22/10/2002	Saint-Gingolph	BM	<i>Le Temps</i> , 2/11/2002
JJ/1/2003	Caen	Bibl. pénitentiaire	<i>Ouest France</i> , 28/1/2003
JJ/4/2003	Épinay-sur-Seine	Bibl. religieuse	<i>Libération</i> , 5/4/2003
JJ/6/2003	Brest	BM	AFP, 30/6/2003
17/10/2003	Strasbourg	BM	Divers presse, 19/10/2003
JJ/4/2004	Theix	BM	<i>Ouest France</i> , 12/6/2004
non renseigné	Plescop	BM	<i>Ouest France</i> , 13/7/2004
JJ/8/2004	Paris	Bibl. assoc.	<i>Libération</i> , 23/8/2004
JJ/MM/2005	Rennes	BM Triangle	
JJ/10/2005	Dax	Bibl. assoc.	<i>Sud-Ouest Dimanche</i> , 23/10/2005
5/11/2005	Toulouse	BM	Nouvelobs. com, 6/11/2005
6/11/2005	Bethoncourt	BM	Divers presse, 7/11/2005
6/11/2005	Boissy-Saint-Léger	BM	<i>Le Parisien</i> , 31/3/2006
6/11/2005	Saint-Étienne, Tarentaize	BM	<i>Le Progrès</i> , 7/11/2005
7/11/2005	La Tour-du-Pin	Bibl. d'école	AFP, 7/11/2005
8/11/2005	Chalon-sur-Saône	BM	ADBGV*, 25/11/2005
8/11/2005	Izon	BM	<i>Sud-Ouest</i> , 9/11/2005
8/11/2005	Strasbourg	BM	Nouvelobs.com, 10/11/2005
8/11/2005	Nancy	BM	Nouvelobs.com, 10/11/2005
10/11/2005	Grenoble	BM	ADBGV, 22/11/2005
12/11/2005	Lewarde	BM	AFP, 13/7/2005
JJ/11/2005	Angers	BM	AP French Worldstream, 12/11/2005
JJ/11/2005	Auby	BM	AFP, 9/11/2005

* ADBGV : Association des directeurs de bibliothèques municipales et intercommunales des grandes villes de France.

Date de l'incendie	Ville	Type de bibliothèque	Mention dans la presse
JJ/11/2005	Brest	Bibl. assoc.	<i>Ouest France</i> , 9/11/2005
JJ/11/2005	Goussainville	BM	
JJ/11/2005	Les Clayes-sous-Bois	BM	<i>Livres Hebdo</i> , 25/11/2005
JJ/11/2005	La Courneuve	BM	<i>Livres Hebdo</i> , 25/11/2005
JJ/11/2005	Le Mans	BM	
JJ/11/2005	Montbéliard	BM	<i>L'Hebdo</i> , 10/11/2005
JJ/11/2005	Mont-Saint-Martin	BM	Nouvelobs.com, 8/11/2005
JJ/11/2005	Romans-sur-Isère	Bibl. religieuse	<i>La Croix</i> , 17/11/2005
JJ/11/2005	Saint-Denis	BM	
JJ/11/2005	Saint-Étienne, Cotonne	BM	ADBGV, 22/11/2005
JJ/11/2005	Saint-Étienne	BM	ADBGV, 22/11/2005
2-3/11/2005	Sevran	BM	
JJ/11/2005	Sucy-en-Brie	BM	
JJ/11/2005	Toulouse	BM	AFP, 6/11/2005
JJ/11/2005	Villeneuve-Saint-Georges	BM	
JJ/11/2005	Vigneux-sur-Seine	BM	
JJ/MM/2005	Grigny	Bibl. d'école	<i>Le Monde</i> , 25/12/2005
non renseigné	Mulhouse	BM	ADBGV, 25/11/2005
JJ/9/2006	Limay	BM	<i>Livres Hebdo</i> , 25/10/2006
JJ/10/2006	Vannes	BM	<i>Ouest France</i> , 31/10/2006
JJ/10/2006	Vannes	BM	<i>Ouest France</i> , 4/11/2006
11/11/2006	Vienne	Bibl. d'école	<i>Le Progrès</i> , 8/12/2007
6/5/2007	Évry	BM	<i>Le Parisien</i> , 7/5/2007
13/7/2007	Pessac	Bibl. d'école	<i>Sud-Ouest</i> , 15/1/2008
26/11/2007	Villiers-le-Bel	BM	Divers presse, 26/11/2007
27/11/2007	Toulouse	BM	<i>Midi Libre</i> , 28/11/2007
27/11/2007	Toulouse, Reynerie	BM	<i>Livres Hebdo</i> , 28/11/2007
JJ/11/2007	Toulouse, Bagatelle	BM	AP French Worldstream, 27/11/2007
JJ/11/2007	Goussainville	BM	ABF*
JJ/11/2008	Goussainville	BM	
28/3/2009	Castelsarrasin	Bibl. d'école	Ladepeche.fr, 24/4/2009
19/4/2009	Quincy-Voisins	BM	<i>Le Parisien</i> , 20/4/2009
30/5/2009	Brest	BM	<i>Ouest France</i> , 30/5/2009
12/4/2012	Villiers-le-Bel	BM	<i>Le Parisien</i> , 13/4/2012
22/3/2013	Avignon	BM Quartier Saint-Chamand	

* ABF : Association des bibliothécaires de France

Une dynamique conflictuelle apparaît entre certaines bibliothèques et les quartiers où elles sont implantées, une dynamique dont les manifestations les plus visibles vont de l'insulte aux vitres caillassées, jusqu'à l'incendie pour les cas les plus extrêmes. Ces comportements, dans leurs formes mineures, occasionnent parfois des sanctions imposées aux usagers par le personnel des bibliothèques. Mais le cadre immédiat de ces conflits est donné par une désaffection de la lecture et par la non-fréquentation de ces équipements : près de 90 % des personnes résidant à proximité des établissements concernés ne sont souvent pas inscrites à la bibliothèque. Et si on prend seulement en considération la population « adulte » (âgée de plus de 14 ans, selon les critères des bibliothécaires), ce pourcentage augmente encore, car la moitié des lecteurs sont des enfants. Nous avons vite appris que la place de l'écrit était au centre des révoltes, aussi bien en tant que mode de communication que comme enjeu politique et social. Et nous avons vite appris aussi que l'observation et la compréhension de ce conflit gagneraient en intelligibilité avec une enquête de terrain qui mettrait en lien les observations du monde local avec les données plus générales sur la situation de cette fraction des classes populaires qu'on appelle communément « les banlieues ».

LA BIBLIOTHÈQUE DANS SON QUARTIER

+++++

« Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir, pour qu'on reste dans son coin, tranquilles, à lire. » Youssef, 28 ans

La médiathèque Gulliver a été inaugurée en juin 2004 dans le cadre d'un projet de transformation de l'un de ces « quartiers impopulaires », selon la formule d'Annick Madec, que nous avons l'habitude d'appeler « banlieues » ou « cités ». Couchée au milieu du quartier, la bibliothèque est un bâtiment neuf, très beau et très coloré. Une fois dedans, on le perçoit comme un lieu très ouvert, qui communique facilement avec les tours de la cité. Lorsqu'on regarde la bibliothèque de l'extérieur, on observe une œuvre, toute en volumes, peinte en bleu, jaune et rouge. On remarque alors le contraste avec les tours de la cité : grises. Surtout en hiver. Une question se pose alors. Comment voir le quartier ? Il est invisible. À regarder ces tours et leurs habitants, nous percevons déjà une « cité », un préjugé. En revanche, la bibliothèque saute très vite aux yeux. Elle est bien là. Le contraste entre tous les immeubles et la bibliothèque est saisissant.

On a l'impression que le géant Gulliver a placé ici cet objet magnifique, brillant, ou peut-être qu'il s'est lui-même couché là, comme échoué sur une plage au milieu d'une civilisation lointaine.

Il est beaucoup plus facile d'enquêter sur la bibliothèque, de parler aux bibliothécaires, de voir en elle la réalité des classes populaires. En revanche, pénétrer l'univers du quartier, échanger avec les « gens », dans l'interface de ses espaces multiples, tenter de déceler ce qu'il peut y avoir en commun dans toute cette vie, ne sera pas chose facile. Entre le spectaculaire des cocktails Molotov qui nous ont conduits jusqu'ici et la présence étonnante de cet édifice qu'est la bibliothèque, nous sommes déjà un peu éblouis. Comment saisir la bibliothèque *dans* ce quartier qui paraît inexistant chaque fois qu'il n'est pas en flammes ? Comment faire pour que ces discours de communication si facile avec nous, si facilement transposables à l'écrit comme des extraits d'entretiens ou des témoignages ne s'imposent pas, éclatants, à ceux qui ne peuvent pas parler de ce qui est difficile à définir : l'acte ? Comment ne pas refouler ce qui est difficile à dire et à entendre comme si l'action était insensée ?

La bibliothèque comptait 1350 inscrits en 2006 (dont une moitié d'« adultes » de plus de 14 ans)¹⁰ dans un quartier de 7000 habitants (dont un tiers de moins de 20 ans). Après quelques mois d'enquête, le travail réalisé par les bibliothécaires dans ce quartier semble irréprochable, et il obéit à une politique locale de la lecture publique qui paraît elle aussi remarquable. Bien que des extensions dans l'ouverture puissent être envisagées, les horaires sont élargis. La bibliothèque est ouverte 19 heures par semaine, dont 7 heures le samedi.¹¹ La gratuité (nécessaire certainement pour une partie importante des habitants de ce quartier) est acquise pour tous les supports : livre, CD, DVD, périodiques. Pas de vigile ni de vidéosurveillance. Le pari est à la confiance. Plus de 50 000 prêts en 2006. Un effort constant est fourni par l'équipe des bibliothécaires afin d'aider la bibliothèque à sortir de ses murs. Il se fait en partenariat avec les autres institutions présentes dans le quartier, écoles et collège, mais aussi radio, associations et maison de quartier. 209 « collectivités » (essentiellement des classes des écoles primaires et du collège) ont été reçues en 2006, ce qui représente l'accueil de près de 3 600 enfants et adolescents. Dès que le temps le permet, des lectures « en herbe » sont faites dans les espaces verts du quartier. Puis, en hiver comme en été, par temps de pluie comme sous le soleil d'été, les bibliothécaires mènent un travail quotidien de rapprochement avec les jeunes du quartier, « ceux qui tiennent les murs » et qui ne viennent pas à la biblio-

10. En 2009, la bibliothèque comptait 1 220 inscrits dont 48 % avaient moins de 15 ans, 15 % entre 15 et 24 ans, 32 % entre 25 et 59 ans, et 5 % 60 ans ou plus.

11. Comme c'est souvent le cas pour les bibliothèques municipales, la médiathèque Gulliver est peu ouverte en soirée : trois jours jusqu'à 18 heures et un jour par semaine jusqu'à 19 h 30.

thèque. Et à l'intérieur de la bibliothèque, une démarche active d'accompagnement du lecteur est entreprise. Il s'agit, nous dit-on, d'aller à sa rencontre, à sa rescousse, au dialogue, à son orientation dans les rayons, à la médiation entre le livre et lui, à rendre convivial et accueillant l'espace de la médiathèque.

Mais nous constatons aussi les attaques répétées contre cette même médiathèque de quartier, avant et après son incendie, pendant les émeutes de l'automne 2005. Entre la perception et le jugement que je peux me faire lors d'une première approche et ce constat, il y a un véritable paradoxe. Quand je l'ai connue, la bibliothèque Gulliver avait déjà été, à plusieurs reprises, la cible d'agressions et objet de conflits, et elle a continué à l'être après que j'ai fini mon enquête de terrain au sein de ce quartier. Vols d'ordinateurs et de collections de CD (notamment de rap), incendie, caillassage de ses vitres, *tags*, désordres dans la salle de lecture, menaces, personnel suivi dans la rue, conflits persistants, insultes.

Ce qui m'a conduit à elle, c'est l'incendie dont elle a été victime pendant les émeutes de 2005. *« On sentait que quelque chose allait se passer et on a demandé un vigile à la mairie. Heureusement. Pendant la nuit, ils ont descendu les vitres, qui sont pourtant difficiles à briser, car ce sont des vitres spéciales, et ils ont jeté deux cocktails Molotov à l'intérieur. Heureusement que le vigile était là, sinon, tout serait parti en fumée. Ça a été un grand choc émotionnel pour nous. Ça faisait à peine un an qu'on était ouverts... vous imaginez ? Les collègues ont été très, très choqués. »* La directrice de l'équipement¹².

La direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture l'a ainsi décrit :

*« Saint-Denis (86 000 habitants) : La médiathèque annexe Gulliver, 630 m², est installée dans le quartier Floréal, depuis juin 2004. Il y a six mois environ, toutes les vitres de la salle de prêt avaient été brisées et les six postes multimédias avaient été volés. Fin octobre 2005, les six postes, qui avaient été rachetés, ont été volés de nouveau, ainsi que 80 CD environ. Depuis cette date, un gardiennage était assuré. Dans la nuit du 5 au 6 novembre, un cocktail Molotov a été lancé sur l'équipement. Le gardien présent sur place a très rapidement éteint l'engin. »*¹³

12. Les citations indiquées entre guillemets et en italiques correspondent à des propos de nos interviewés textuellement retranscrits. Dans la plupart des cas, afin de garantir leur anonymat, nous n'indiquons pas la bibliothèque où l'entretien a eu lieu et nous avons changé le nom des personnes.

13. Source : Note relative aux bibliothèques d'Île-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005, Direction du livre et de la lecture, ministère de la Culture, Paris, 2005.

La médiathèque Gulliver est le premier terrain de l'enquête, et, avec ces quelques éléments, je me pose déjà beaucoup de questions. Comment comprendre ces actes ? Qu'est-ce qu'on attaque ? Une institution publique ? Un joli bâtiment ? Une bibliothèque ? La bibliothèque Gulliver, seule dans son contexte local ? Je fais très vite l'hypothèse que la cible est une bibliothèque¹⁴. Mais qu'est-ce qu'une bibliothèque pour eux, ces auteurs des attaques ? Pour « eux », c'est-à-dire d'autres que nous ?

Le premier pas à faire dans la compréhension de ces actions est de prendre en compte la réception des attaques, car le cocktail Molotov lancé produit une division sociale entre « eux » qui lancent le cocktail et « nous » qui le recevons, qui essayons de comprendre l'acte ou qui refusons toute compréhension, qui nions toute recevabilité. Du côté du « nous », d'abord. L'attaque permet de prendre conscience que nous autres, bibliothécaires et sociologues, nous constituons un groupe particulier : nous gagnons notre vie et nous affirmons notre position sociale dans le marché du livre. Et de ce côté-ci de la frontière, nous sommes accompagnés des hommes politiques, des élus, des autorités, des journalistes et des enseignants, tous liés par la culture du livre, de l'écrit bureaucratique des lois et des règlements, de l'écrit scolaire. Et du côté du « eux » ? Ces « ils » qui ont jeté les cocktails Molotov sont les auteurs de l'incendie. Oui, mais sont-ils seuls ou avec « les habitants » du quartier, avec les « jeunes », la « racaille », les « émeutiers », les « casseurs », les « classes populaires », les exclus de l'école ? L'un des premiers résultats de l'enquête a été de comprendre que, du côté de ceux qui se révoltent et lancent des pierres et des cocktails Molotov comme autant de messages à l'espace politique de la société, il y a un rapport complexe à l'écrit, mélange d'appropriation et de rejet que nous devons explorer. À commencer par l'inscription du livre et de la lecture dans l'espace social. Les violences et les conflits entre habitants et bibliothèques nous disent-ils quelque chose sur la place du livre et de la lecture au sein de l'univers populaire ?

Tel qu'il apparaît ici, le livre est un objet de l'individu, individualiste et individualisant. C'est la conception de la plupart des bibliothécaires que

14. Cette hypothèse peut se révéler vraie et, de fait, est contestée. Par exemple, l'élú du quartier Saussaie-Floréal-Courtille nous dit que « *par effet de ces grandes baies vitrées, la médiathèque est venue éclairer un endroit du quartier qui était un point de business, trafic de drogue, etc. Il se trouve qu'au pied de la tour, il y avait quelques jeunes gars qui avaient pas intérêt à ce qu'il y ait de la lumière de ce côté de la tour. C'est tout con, mais c'est quand même ça au départ. Sur l'ensemble du quartier, il y a 7000 habitants, la petite et moyenne délinquance, c'est 20 personnes, qui pourrissent la vie du quartier. Après, il y a toujours plusieurs interprétations suivant l'air du temps [...]* ». Entretien avec Pierre Quay-Thévenon réalisé le 27 août 2008.

j'ai rencontrés et aussi de beaucoup d'enseignants. En effet, la politique de la lecture qui est la leur fait du livre un objet « individualiste » du moment qu'il n'est plus associé à des pratiques collectives de la lecture, et ceci à plusieurs titres et pour plusieurs raisons. Entre autres parce que le livre sert à se cultiver, il permet à l'individu d'entrer dans l'espace de sa subjectivité. Mais aussi pour deux autres raisons fondamentales : premièrement, parce que l'individu lecteur entre à travers lui en communication solitaire avec un autre individu, l'auteur, dont il s'appropriera l'œuvre de façon plus ou moins indéterminée. Deuxièmement, parce que ce mode de communication fondamental sert à l'individu lecteur à échapper à l'emprise du cadre local, des liens interpersonnels les plus proches, qu'ils soient familiaux, de voisinage, de classe, communautaires, d'âge ou de genre. Alors le livre est présenté comme un vecteur « d'émancipation »¹⁵. Mais nous devons aussi penser que cette « émancipation » tant voulue n'est, peut-être, pour beaucoup, qu'un facteur de désocialisation. La lecture de livres dans ces milieux populaires peut avoir comme effet principal la séparation de l'individu de son groupe de pairs et son éloignement vers un autre groupe, voire le risque d'une simple désocialisation qui laisse la personne seule, ni d'un côté ni de l'autre.

Car nous savons que le livre est aussi un objet social. Et nous pouvons déjà voir ici, à travers l'examen de ces tentatives d'incendie et de cette conflictualité, que le rapport au livre sert à tracer des frontières entre les groupes et les catégories sociales. C'est ce que l'attaque des bibliothèques et tous les conflits qui la précèdent et la suivent mettent en lumière. Le livre est donc tout naturellement objet de luttes. Les bibliothèques contiennent des objets de luttes sociales dans leurs rayons. C'est cette matière que les bibliothécaires manipulent quotidiennement, et ils le font la plupart du temps à leur insu. D'où il demeure toujours et malgré tout une certaine sacralité attachée aux livres, comme le rappelle la note du ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres envoyée au maire de Saint-Denis à l'occasion de l'incendie de Gulliver où il qualifie la bibliothèque d'« équipement culturel le plus symbolique de notre démocratie » (voir *infra*, p. 152). Les livres sont considérés comme des objets sacrés pour les maintenir à l'écart des espaces conflictuels. On ne discute pas le livre dans sa politique pour pouvoir discuter à partir et à propos des livres.

15. C'est aussi cette conception du livre dans l'« émancipation » de l'individu que propose Jacques Rancière, notamment à partir de ses travaux sur le pédagogue Joseph Jacotot dans *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1987.

Mais alors, lorsque le livre devient socialement marqué par le conflit et traversé par les clivages qui divisent l'espace social, comment faire pour parler de ces conflits qui sont provoqués par la place du livre ? Et surtout, comment faire pour que cette dimension sociale sorte de l'invisible pour rentrer dans l'espace public du débat ? Nous verrons, au chapitre IV, « Littérature et révolte populaire », que les bibliothèques sont entourées d'une riche production littéraire et artistique véhiculant toute une conflictualité sociale et politique, la production d'un groupe social qui tente de se penser lui-même, de penser le monde et la conjoncture qui l'entoure, de penser ses opposants, ses ennemis, ses interlocuteurs. Or, les bibliothèques semblent avoir la plus grande difficulté à se constituer en acteurs de cette production populaire.

Laissons maintenant un temps le livre et recentrons notre regard sur la médiathèque comme équipement culturel. Ce déplacement du regard du livre vers le quartier et les politiques publiques d'abord, vers la ville ensuite, devrait nous aider à voir d'autres éléments au contact desquels le livre se trouve. On doit cesser de croire que le livre, dans sa bibliothèque, est protégé, dans son sanctuaire, de la société qui l'entoure. Et cessons de vouloir qu'il soit ainsi isolé, à moins que nous souhaitions le voir mourir dans son isolement. C'est l'immense vertu des bibliothèques de quartier et des bibliothèques populaires. Car lorsque le livre est dans les rayons d'une bibliothèque de quartier, il pénètre dans l'espace vital d'un groupe social déterminé. Comment entre-t-il dans ce territoire ?

LA BIBLIOTHÈQUE COMME PROJET DE TRANSFORMATION SOCIALE

+++++

La première fois que je suis allé à la bibliothèque Gulliver, j'y ai été conduit par Florence Schreiber, directrice des bibliothèques de Saint-Denis, fin septembre 2006. Lors d'un long entretien préalable, on a beaucoup échangé à propos des bibliothèques municipales et des violences dont les annexes de quartier font assez fréquemment l'objet. Elle m'expliqua alors que la bibliothèque Gulliver faisait partie d'un important projet de rénovation urbaine, entrepris par la ville de Saint-Denis et par la communauté d'agglomération Plaine Commune sur trois quartiers voisins où se trouvait l'un des points les plus conflictuels de la ville, trois quartiers qui vivent à la fois ensemble et séparés, et que la médiathèque avait été placée à l'intersection de ces trois quartiers : La Saussaie, Floréal et Courtille (« SFC »

dans le jargon local). Pour la première fois, la bibliothèque m'apparaît ainsi comme un projet de réunion, comme une tentative de promotion de la vie commune. Est-ce à cela que s'opposèrent les incendiaires ? Pas sûr. Mais j'ai appris par la même occasion que la construction de la médiathèque s'intégrait dans un projet de rénovation urbaine qui concerne ce complexe de trois « cités » devenues un seul quartier, Saussaie-Floréal-Courtille.

Apparaît ainsi une nouvelle piste à explorer : considérer les actes de violence contre les bibliothèques comme des actes d'opposition à un projet de transformation sociale par l'État (à travers l'action municipale). La question de l'implantation de la bibliothèque se révèle significative. Dans le cas de Gulliver, la nouvelle bibliothèque fut créée dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine – ce qui suppose, pour la ville, l'opportunité de financements de l'État à travers la politique de la ville – et en dépit de l'existence de l'une des deux annexes à Saint-Denis qui fut fermée à la création de Gulliver. En effet, en 2004, l'ancienne, bibliothèque du quartier pavillonnaire Romain-Rolland, vétuste et petite, est fermée au profit de l'ouverture de Gulliver, un équipement neuf, moderne, plus grand, mais situé dans le quartier voisin, au milieu des tours de Saussaie-Floréal-Courtille. Des questions se posent autour de la prise de décision et de l'éventualité d'une demande de la part des habitants. Sont-ce eux qui ont voulu ce changement ? Nous posons la question à l' élu du quartier, Pierre Quay-Thévenon (PCF) :

« – Comment a été décidée l'implantation de la médiathèque dans ce quartier ? Comment on décide que c'est dans ce quartier plutôt que dans un autre ? »

On n'a pas de quartier qui ne mériterait pas le financement d'un équipement de ce type-là. [...] Après, ce qui va jouer, ce sont les projections de croissance démographique et d'opportunité foncière, c'est-à-dire s'il y a un terrain ou pas, et en fonction d'une carte théorique sur la distribution des différents équipements sur le territoire. C'est pourquoi la priorité a très vite été définie entre le quartier de La Plaine, Franc-Moisin et ici¹⁶.

– Mais, ce n'est pas en réponse à une demande en provenance du quartier, "ce qu'il nous faut est une bibliothèque".

Non, il n'y a jamais eu de mouvement, de pétition, de signatures, de manifestation pour dire « on veut une médiathèque ». Ça se saurait s'il y avait eu ça. C'est justement parce qu'il n'y a pas ça qu'il faut créer des médiathèques.

16. C'est effectivement dans ces deux autres quartiers qu'ont été construites, quelques années plus tard, les médiathèques Don Quichotte (à La Plaine) et Ulysse (au Franc-Moisin).

– *Et qu'est-ce qui apparaît comme demande ici ?*

Sur l'ensemble du quartier, c'est le problème des transports. Il y a une seule ligne de bus, pas de fréquence le soir. »¹⁷

La question de l'utilisation de l'argent public sera posée par plusieurs de nos interlocuteurs, surtout les habitants, dans les quartiers où nous avons enquêté. Qui (et comment) décide des investissements ? Souvent, le fait que « *personne n'a demandé ça ici* » sert à questionner la représentativité des élus, voire la légitimité de leur action. Question rendue aiguë quand on connaît le faible taux de votants aux élections, surtout municipales et locales. Lors du second tour des élections municipales de 2008 à Saint-Denis, le maire, Didier Paillard (PCF), a été élu grâce à 7 876 voix (51,12% des suffrages exprimés) dans le cadre d'une abstention de 58,09%, où seulement 16 021 personnes se sont mobilisées parmi 38 229 habilitées à le faire. Ainsi, sur 85 832 habitants, seuls 9,17% (moins d'un sur dix !) se sont prononcés positivement pour le candidat gagnant¹⁸.

En 1998, la municipalité de Saint-Denis fait réaliser une étude sur la lecture publique d'où il ressort que « *malgré la réputation nous étions bien en deçà, en termes de mètres carrés par habitant, de ce qu'il faudrait* » pour que les Dionysiens aient un accès correct à la lecture publique. La ville projette alors un considérable investissement pour la modernisation des bibliothèques et la construction d'une série de trois équipements, dont Gulliver est le premier à voir le jour (suivi des médiathèques Don Quichotte, inaugurée dans le quartier de La Plaine, en 2007, et Ulysse, dans le quartier de Franc-Moisin, en 2011).

Anne Kupiec et Anne-Marie Bertrand ont déjà attiré l'attention sur le fait que la construction des bibliothèques municipales, et tout spécialement l'emplacement d'« annexes » dans les quartiers, s'inscrit la plupart du temps dans le cadre de projets de rénovation urbaine mis en place par le pouvoir local¹⁹. C'est exactement le cas de la bibliothèque Gulliver. Or, il faut considérer ce projet de « rénovation urbaine » comme

17. Entretien réalisé le 27 août 2008 à la maison du quartier.

18. Le second tour a eu lieu le 16 mars 2008. Au premier tour, l'abstention fut encore plus importante (57,9%), et la liste du maire finalement élu (PCF) obtint 42% des suffrages exprimés. Aux élections cantonales du 20 mars 2011, le taux d'abstention a été plus important encore, notamment dans le département de la Seine-Saint-Denis : « Avec un taux de 67,3%, la Seine-Saint-Denis a enregistré le record national de l'abstention au premier tour des élections cantonales. Dans quatre cantons, le score dépasse même les 70% à Aubervilliers-Est, 72,29% des électeurs ne sont pas allés voter », Claire Colnet, « La Seine-Saint-Denis, première sur l'abstention », *Public Sénat*, 22 mars 2011. [En ligne] < www.publicsenat.fr >.

19. Anne-Marie Bertrand, Anne Kupiec, *Ouvrages et volumes. Architecture et bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 1997 (coll. Bibliothèques).

un véritable projet de transformation sociale dans lequel s'inscrit la politique de la bibliothèque. Son action participe d'une volonté politique de transformation d'une situation perçue à juste titre comme dégradée, comme on en connaît de nombreux exemples depuis que la politique de la ville existe. De surcroît, cette volonté de transformation, commencée, dans le cas étudié, par la démolition d'une bonne partie du quartier, permet d'observer l'inscription locale d'un modèle d'action de portée nationale.

Municipalité et bailleurs de fonds (« ils », dans le discours des habitants) décident courant 1998 une transformation du quartier Saussaie-Floréal-Courtille et de sa réputation. La décision de construire la bibliothèque sera intégrée à celle de la réorganisation urbaine du quartier. À la lecture des documents de l'époque et à l'écoute des acteurs municipaux, ce projet de transformation sociale se fait selon une méthode conçue en deux dimensions. Nous pourrions qualifier la première de dimension écologique. Il s'agit de changer l'environnement pour bouleverser la conduite des êtres vivants qu'on y trouve implantés. Changement de quelques rues pour rendre plus fluide la circulation et désenclaver l'ensemble, démolition de deux tours et d'une dalle représentant 30 % des 609 logements du quartier La Saussaie. L'espace à transformer est vu comme un foyer du vice, des trafics, comme lieu de mauvaise vie et de misère aussi, dont la seule présence disqualifie la ville, les habitants et le quartier. Le lieu est perçu à l'époque comme un véritable repoussoir duquel tout le monde veut s'éloigner et qui sert surtout à disqualifier ses concurrents sociaux les plus immédiats. « *C'était un nid à rats* », nous dit à propos des immeubles détruits la responsable du quartier en 2007. À la place, on construira une « *prairie* », un espace vert dessiné comme un jardin public, très ouvert, avec bancs, chemins de promenade et même quelques barbecues. Une immense sculpture est située dans le jardin, qui représente ce processus de démolition, comme un « devoir de mémoire ».

Vient ensuite la deuxième dimension du projet, menée non sans moins d'énergie que la dimension écologique de la démolition-reconstruction. Il s'agit d'un travail social très intense, avec une présence institutionnelle visant à resserrer les mailles de l'espace social du quartier. Ce travail est présenté comme une « intervention », et les travailleurs sociaux qui y participent se réfèrent les uns aux autres comme « intervenants ». Ils se réunissent tous les mois dans un « collectif de professionnels » où se concertent l'action d'un ensemble d'institutions présentes sur ce territoire : bibliothèque, écoles, crèche, maternelle, maison de quartier, ludothèque, antenne jeunesse, RATP, police, mairie, amicale du quartier, associations...

J'ai recensé plus de vingt institutions présentes dans le quartier, qui se voit ainsi saupoudré à raison d'une institution pour deux cents habitants.

L'action de la médiathèque Gulliver s'inscrit sur ce double terrain, à la fois transformation architecturale de l'environnement et action sociale à travers la culture. « *La bibliothèque a été construite sur un ancien parking où on brûlait les carcasses des voitures volées la veille* », nous dit un responsable municipal.

Ce projet plaît à beaucoup d'habitants. Mais les destructions ont aussi fait violence à d'autres, qui expriment leur mécontentement, leur regret ou leur opposition. Ils ressentent essentiellement la disparition d'un lieu de vie et d'un lieu de mémoire. Rappelons-nous du blog « 93 200 Saussaie/Floréal/Courtille » cité plus haut, avec ses photos, ses témoignages et ses phrases enragées : « *jabiter juste la moi g la rage quand je voi sa g envi de pleurer* » (Wahid Lancien, 5 juin 2005)²⁰.

La transformation du quartier ne s'est pas faite sans l'implication des habitants, avec lesquels la municipalité a travaillé, notamment dans des réunions publiques et une confrontation avec les autorités ; des artistes ont été contactés pour faciliter l'expression des avis et des sentiments présents dans le quartier. Ainsi, des photographes, des peintres et une compagnie de théâtre ont été invités²¹. Parmi ces artistes, l'un d'entre eux a laissé une trace imposante. Une sculpture énorme est placée sur « *la prairie* », à l'endroit même où se trouvaient la dalle et les bâtiments 3 et 4 abattus. Je suis tombé sur elle à peine arrivé et j'ai été très impressionné, car je ne savais encore quasiment rien de l'histoire du quartier. Le monument semble le contenir tout entier, comme un véritable lieu de mémoire. Sur un tas de décombres agit un monstre humanoïde à la couleur dorée, une figure impressionnante, un homme chauve et musclé. Un livre dans sa bouche, il détruit les habitations et les immeubles du quartier avec ses pieds de bulldozer. Un bras dressé comme un poing fermé arrache une page du livre tandis que l'autre traîne par terre, serrant dans ses griffes un amas de tours du quartier qu'il écrase. Le livre, sous la pression des lèvres, explose et laisse surgir au milieu, entre les pages, les tours du quartier, comme une résistance.²²

20. Entre parenthèses, signature de l'auteur du commentaire et date à laquelle il a été posté.

21. 330 000 francs (environ 51 000 €) ont été accordés pour l'« accompagnement au travail de "deuil" de la population ». Voir ministère de la Ville, *Saint-Denis. Requalification urbaine du quartier de Floréal-Saussaie-Courtille*, publié le 1^{er} janvier 2001. [En ligne] < <http://i.ville.gouv.fr/reference/865> >.

22. L'ensemble des clichés de cette sculpture ont été réalisés le dimanche 27 mai 2007.

Tout près du livre ouvert, un couple touchant les pages s'embrasse, debout sur un piédestal, comme s'il dansait une valse ou un tango. L'agressivité se mêle à l'angoisse. La présence humaine de cette danse lente et amoureuse rappelle que le monstre détruit un lieu de vie, qui fut sûrement la maison natale de beaucoup, le « nid » comme dit Gaston Bachelard. Il y a là tellement d'action que je reste bouche bée et les bras ballants, devant le spectacle de cette terrible créature. Pendant des semaines, je passerai mon temps à demander aux habitants, aux bibliothécaires, aux hommes politiques, aux enseignants de me livrer leurs sensations et leurs pensées à propos du monument. Comme souvent, ce sont les questions de l'ethnographie, des questions qui gênent, qui agacent. Mais j'arrive à savoir deux ou trois choses : contrairement à la bibliothèque, la sculpture a été bien accueillie, elle ne fut jamais maculée ni abîmée. Puis j'apprends que les habitants l'aiment tandis que les « intervenants » la trouvent moche. Les bibliothécaires sont plutôt horrifiés par cette représentation violente qui semble assimiler leur intervention à celle d'une armée puissante, terrible, en terre étrangère. Dans tous les cas, il y a une différence de perception entre les habitants qui prennent la sculpture comme la représentation d'un événement vécu et les personnes étrangères qui la considèrent de manière abstraite et ne la trouvent pas « belle ».



© Denis Merklen, 28 mai 2008.

Photo 2.
Quelle est la place du livre dans la cité ?

La statue est l'œuvre d'un sculpteur italien, Roberto Ollivero, qui vit en Belgique et est venu séjourner dans le quartier à la suite d'une commande de la ville de Saint-Denis. Réalisée en 2000 dans l'objectif d'aider à élaborer le traumatisme de la démolition, la sculpture est définitivement installée en 2003. Les habitants gardent un bon souvenir de cet artiste qui travaillait, nous racontent-ils, dans le parking souterrain situé sous la dalle qui allait être démolie. « *Il se servait même d'une tronçonneuse* » pour sculpter. Sur sa page Web, on peut lire une brève description : « *Une œuvre sur la mémoire. Un personnage mi-homme, mi-machine. Ses rollers sont des chenilles d'engins de démolition. Sa main droite prend appui sur le sol et se transforme en pince à démolir et à écraser des immeubles.*



© Denis Merklen, 28 mai 2008.

Photo 3. Une représentation de la violence.

Aux pieds de chenilles-bulldozer, deux têtes d'ouvriers à moitié écrasés eux-mêmes par le monstre qui leur marche dessus.

Quant à sa gueule, elle dévore la dalle de l'immeuble, déjà éventrée. Mais cette dalle, c'est aussi un livre, un livre-album, un livre-photos souvenirs dont le personnage arrache et brandit tout à la fois une des pages, hissant au niveau de l'emblème des fragments noirs et blancs des temps passés. Sous la dalle-livre, solitaire et perché en haut d'une colonne, un couple danse. L'œuvre a été placée sur un amas de déchets de chantier et de plantations, rappelant la destruction de la "barre" qui a été à l'origine du projet. »²³

23. Roberto Ollivero, *Les murs s'écroulent, la mémoire reste*, polyester polychrome, 630x300x360 (hors soubassement). [En ligne] < <http://fr.ollivero.be/work.php?criteria=year&value=2000> > (consulté le 2 mai 2011).

Nous devons revenir ici sur la violence de ces images et sur la mémoire de cette violence exprimée dans le blog « 93200 Saussaie/Floréal/Courtille » à côté de celle représentée par la sculpture située dans la place vide (la « prairie ») qui a succédé aux logements détruits. Une violence qui confine à la rage. L'émotion exprimée par les habitants nous dit beaucoup sur ce qui a été détruit, « *le cœur du quartier* ». Et il faut réunir ici ce qui se présente séparé. La sculpture est à mettre en lien avec les textes et les images des pages du blog « Saussaie/Floréal/Courtille » analysées plus loin (voir *infra*, p. 155 sq.). Puis se pose la question de savoir qui est représenté par cette créature homme-machine qui déchire le livre de la mémoire dans sa gueule et écrase les habitations. Est-ce la puissance publique ?

La présence de cette sculpture symbolisant à la fois le livre, la mémoire, la violence et les démolitions des habitations au milieu d'une cité HLM m'a donc surpris, et, la première chose que j'ai observée en allant vers elle et en la regardant, c'est la diversité de significations qui traversent ces espaces. À approcher la sculpture et à la regarder d'en bas, on peut apprécier la couverture du livre et sa fonction : la mémoire. Il ne reste rien des habitations et du quartier réduit à un tas de décombres, si ce n'est la promesse d'une mémoire qui serait gravée dans les pages du livre. Ce livre existe. Nous apprendrons qu'une « brochure » a été imprimée par la mairie avec la synthèse des travaux faits pour recueillir l'expression des sentiments face à la démolition. Cette mémoire, cette brochure, n'est pas dans la bibliothèque du quartier, et nous ne l'avons jamais vue. Quelles sont les mémoires de la ville ? Quelles sont celles contenues dans la bibliothèque ? Quelles mémoires la bibliothèque se doit-elle de garder ?

Cette violence peut être mesurée à l'aune des réflexions de Gaston Bachelard sur la maison, présentées dans *La poétique de l'espace*²⁴. Lorsque la maison entre dans le souvenir, elle prend une dimension affective fondamentale, c'est ce que Bachelard appelle une « rêverie » ; elle entre dans un domaine qui ne peut être perçu qu'en donnant toute sa place à la « poétique ». C'est ainsi que les jeunes s'expriment poétiquement : « *Le batiment 4 était le cœur de la Saussaie et même du kartier... Jpourais vous en parlé pdt des heures de ces batiments on aura tout vecu la dedans le bien le mal et j'en garde ke des bons souvenirs... On c tapé vla lé délir ds la terass du bat 4 sa me done tro envi de pleurer... Putain de foto de merde !!!! elle fou la rage 7 foto !!!* »

24. Gaston Bachelard, *La poétique de l'espace*, Paris, PUF, 2010 (coll. Quadrige).

Ce retour en arrière renvoie au refuge de la maison natale, toujours rêvée. Mais cette dimension n'est pas uniquement une affaire de souvenir, elle ne joue pas seulement au niveau symbolique. Olivier Schwartz a montré le rôle très important que joue la maison-refuge pour les classes populaires confrontées au chômage et à la précarité : « c'est sur cet espace de repli protecteur, totalement animé par les femmes, que certaines existences masculines, fracturées par le chômage, peuvent trouver la terre ferme, jusqu'à s'y enfoncer durablement »²⁵. On comprend donc bien tout ce que les projets de rénovation urbaine déstabilisent de fondamental sans le dire et sans que cela puisse être dit dans l'espace des débats publics tels qu'ils sont organisés par les dynamiques de « participation » contraintes par la loi. Puis, une autre dimension de la maison rêvée se trouve encore fatalement fauchée par les pelleteuses et la démolition : celle de la maison de l'avenir, « celle qu'on aura un jour ». Enfin, ces textes et cette sculpture font émerger pour nous une autre dimension qui échappe, elle, totalement à l'examen de Bachelard : c'est la dimension collective, celle de l'inscription territoriale d'un groupe²⁶. Le projet politique de « rénovation » fait émerger le quartier comme lieu de vie commune, celle-là même qu'on va détruire. Et du coup, le collectif existe parce qu'il a une double communauté. Celle qui habitait « là », qui vient d'être détruite par la démolition, et celle visible dans la différence d'expérience entre les habitants et les autorités qui décident de détruire « nos » maisons. Pour y mettre quoi à la place ? « *Ils é zon détrui pr rien izon mi un vieu truc a la place.* » Les autorités ont décerné un prix aux architectes, certains habitants disent qu'« ils les ont détruites pour rien ». Le contraste sépare deux groupes sociaux.

Nous ne devons pas oublier que les quartiers des classes populaires sont, pour beaucoup, faits d'« équipements de consommation collective », selon la caractérisation proposée par Manuel Castells (ce qui est une dimension particulièrement forte en France suite à sa politique de logement social et à sa conception du service public, tels qu'ils ont été élaborés à la sortie de la Seconde Guerre mondiale)²⁷. Ces équipements

25. Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990, p. 387.

26. C'est sûrement dans la nature des matériaux choisis par Gaston Bachelard pour étudier la maison qu'on doit chercher sa difficulté à voir cette forme de l'habiter qui est collective. Bachelard s'appuie uniquement sur des textes d'auteurs qui parlent de « leur » rêve ou de leur expérience à titre individuel. Du coup, la maison acquiert une apparence un peu plus « bourgeoise » que dans notre cas.

27. Manuel Castells, « La rénovation urbaine aux États-Unis. Synthèse et interprétation des données actuelles », *Espaces et sociétés*, novembre 1970, n°1, pp. 107-136 ; et du même auteur, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973.

de consommation collective opposent les habitants non pas aux propriétaires et au marché, mais aux autorités politiques et aux institutions. Ainsi « l'autre », c'est l'État. Lorsque la bibliothèque est construite dans le cadre d'un projet de rénovation, elle reste chargée de cette énergie de destruction, de réhabilitation et de relocalisation portée par l'État²⁸. C'est une énergie politique qui s'inscrit dans la dynamique générale de conflit entre les classes populaires et le monde politique. Une charge politique qui apparaît aussi dans une autre parole, récurrente celle-ci, car présente dans la quasi-totalité des entretiens et des points de vue recueillis : « *Gulliver n'a pas été bien accueillie* », « *Maintenant ça va* », assurent la plupart des professionnels, affirmation difficile à croire si on prend en compte les conflits que nous observons. Et pour preuve, en décembre 2010, un nouveau climat de conflit s'installe pendant plusieurs semaines dans cette médiathèque, avec pour résultat des désordres à répétition, des insultes, des vitres cassées. Un type de conflit plutôt lié à l'autre volet du projet de transformation du quartier, celui des interventions sociales, qui sont elles aussi porteuses de conflits.

Ceux-ci se réfèrent à des enjeux d'autant plus importants que les segments des classes populaires auxquels les bibliothèques sont confrontées se définissent dans une large mesure à partir de leur inscription territoriale²⁹. Ce groupe est hétérogène, certes, mais il est socialement délimité par son lieu d'habitation, le quartier, la cité, la banlieue. Le territoire représente ici beaucoup plus que le lieu d'habitation, c'est l'espace de constitution du groupe social, de sa localisation relative dans l'espace social face aux autres groupes sociaux, et le territoire est également le point d'appui pour l'action collective (c'est là que s'organisent la vie associative et la protestation sous forme d'émeutes) et le point de contact avec les institutions qui viennent « intervenir » socialement sur ce territoire. L'espace du quartier fait certes partie de l'espace public, du territoire national, c'est l'espace de tous les citoyens, mais il est en même temps le territoire sur lequel se constitue un groupe social pour lequel l'enjeu est de pouvoir constituer une force collective et de ne pas être entièrement soumis à l'action individuelle. Pour ces segments qui sont éloignés de l'action syndicale et de l'action partisane, l'enjeu représenté par leur inscription territoriale est de taille.

28. « *L'État, c'est vous* », écrit une locataire à l'office HLM du quartier du Clos Saint-Lazare dans une lettre de protestation pour les dégradations observées dans les immeubles.

29. Sur le concept d'inscription territoriale, voir Denis Merklen, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009, chapitre. 1, pp. 35-94.

Et nous pouvons voir la charge politique qui anime l'action de la bibliothèque dans le quartier encore sous un autre angle. En février 2008, un habitant nous explique : « *Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir, pour qu'on reste dans son coin, tranquilles, à lire. Ce que les jeunes veulent, c'est du travail. La réponse, c'est : "Cultivez-vous et restez dans vos coins." On t'impose un truc !* »³⁰ Nous savons que le quotidien dans ces quartiers pauvres est fait de nombreuses difficultés qui demandent une énergie considérable afin d'assurer la survie. Et nous savons que la plupart des ressources dont ces personnes ont besoin sont sous le contrôle du monde politique et administrées par l'État. Il n'est pas étonnant alors que ces mots apparaissent : « *on t'impose un truc* », que ces sentiments émergent : c'est « *pour qu'on reste dans son coin* », que l'idée d'une intentionnalité autre puisse s'installer : « *ils mettent des bibliothèques pour nous endormir* ». Les idées de superflu, d'imposition et de passivité sont révélatrices d'une conscience de la domination. Seulement, du point de vue d'une culture de l'illustration tout comme du point de vue d'une culture de gauche, que quelqu'un puisse penser que les livres sont là pour « endormir » l'autre, comme un opium du peuple, est inacceptable. Cependant, on voit bien que, dans le cadre des classes populaires que nous observons, ce sentiment n'est pas injustifié et ce mode de pensée ne semble pas complètement irrationnel.

La charge politique que ces manifestations mettent en question est donc multiple. Elle résulte en premier lieu de l'investissement « sacré » du livre et de la culture « lettrée » ou, plus précisément, « livresque » (nous reviendrons sur ce point). C'est la charge principale, celle qui met les bibliothécaires du côté des instituteurs et des intellectuels. C'est ce qui rend irrecevable la phrase « *ils nous mettent des livres pour nous endormir* ». Mais cette ligne de partage, c'est celle-là même qui est activée par l'acte d'incendier la bibliothèque et qui divise le système politique en deux. D'un côté, ceux qui reçoivent le message, un bloc qui va du bibliothécaire et de l'instituteur au président de la République en passant par la police. De l'autre côté, ceux qui envoient le caillou ou le cocktail Molotov.

Mais en plus de cette charge politique principale, la bibliothèque présente un visage politique local qu'il convient de considérer en parallèle. Dans deux travaux déjà classiques, Anne-Marie Bertrand a souligné la force avec laquelle les élus locaux se sont emparés, surtout avec les lois de décentralisation, des bibliothèques municipales et de quartier comme

30. Youssef, homme, 28 ans, sans-emploi.

outils pour l'action politique locale, et notamment comme vecteur culturel de l'action sociale³¹. En accord avec ce premier lien politique, municipalités et collectivités territoriales cherchent elles aussi à assurer le « droit de cité » pour les habitants de quartier. Lorsqu'on écoute les discours des inaugurations, cette dimension est toujours présente. Mais, dans la plupart des cas, les autorités locales voient dans les bibliothèques un outil d'intégration sociale. Et cette charge politique diffère considérablement de la première. « La bibliothèque comme outil de lien social »³² apparaît en ce qu'elle représente une arrivée de la culture et même de la République dans les « quartiers de relégation ». C'est ce que les élus évoquent, le plus souvent, quand ils qualifient ces équipements de « hautement symboliques ». Mais dans leur dimension locale, les bibliothèques représentent aussi une forme de « vivre ensemble ». C'est-à-dire qu'elles sont vues comme des espaces publics à l'intérieur desquels peuvent se rencontrer toutes les sensibilités imaginées dans les territoires des quartiers. Cet aspect renvoie aux multiples divisions qui les traversent : idéologiques, de genre, générationnelles ; mais, comme nous avons pu le voir, cet espace des divisions renvoie aussi de manière privilégiée à ce qui est nommé « origines diverses », « cultures nationales », voire « diversité ethnique ». De ce point de vue, la culture prend une dimension notamment expressive dans laquelle « toutes les sensibilités » doivent pouvoir se retrouver et être reconnues. Cette reconnaissance confère un aspect directement politique à la bibliothèque, car c'est l'État qui rend possible la présence des identités dans le temple de la culture. Les efforts architecturaux pour faire de beaux équipements, ouverts, colorés, chargés de symboles, vont dans ce sens. Ainsi, on écrira le mot « bibliothèque » dans toutes les langues et tous les alphabets au frontispice d'un équipement récent.

31. Anne-Marie Bertrand, *Les bibliothèques*, Paris, La Découverte, 2004. Anne-Marie Bertrand, Martine Burgos, Claude Poissenot, Jean-Marie Privat, *Les bibliothèques municipales et leurs publics. Pratiques ordinaires de la culture*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2001.

32. « La bibliothèque, outil du lien social », colloque organisé le 11 décembre 2008 à Villiers-le-Bel par le conseil général du Val-d'Oise, en partenariat avec la communauté d'agglomération Val-de-France et l'association Cible 95 (Coopération interbibliothèques pour la lecture et son expansion). Sur le même thème et en prolongation de ce colloque, s'est tenue le 5 novembre 2009 une journée de réflexion organisée par la bibliothèque départementale du Val-d'Oise en partenariat avec Cible 95. Pour des comptes rendus des deux événements (auxquels j'ai moi-même participé en tant que conférencier), voir Abdelwahed Allouche, « La bibliothèque, outil du lien social », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2010, t. 55, n°2, pp. 78-79. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2010-02-0078-003> > (consulté le 3 mai 2011) ; Christine Rico, « La bibliothèque, outil du lien social », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2009, t. 54, n°3, p. 80. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2009-03-0080-006> > (consulté le 3 mai 2011).

Le projet d'intégration sociale est également présent par la mise à disposition des habitants d'outils personnels orientés vers la réussite scolaire, la recherche de travail ou le développement personnel. Enfin, la mise en réseau, de plus en plus fréquente, des équipements au sein d'un territoire est basée sur une hypothèse de « mobilité » du lecteur qui vise non seulement à désenclaver les quartiers, mais aussi à les rendre attrayants pour les habitants d'autres zones de la ville, comme une façon d'attirer le centre vers la périphérie³³.

Ouverte plus de vingt-cinq heures par semaine (dont sept le samedi, de 11 heures à 18 heures), la médiathèque Ulysse est un équipement « tout public », moderne et lumineux, de 800 m², totalement gratuit, avec un large accès aux nouvelles technologies. Il est situé entre les quartiers Bel Air et Franc-Moisin, à Saint-Denis, et c'est l'un des derniers bijoux intégré au réseau de lecture publique de Plaine Commune. L'inauguration a eu lieu le samedi 29 janvier 2011, tôt le matin. Étaient présents et ont pris la parole Claude Bartolone (président du conseil général de la Seine-Saint-Denis), Patrick Braouezec (président de Plaine Commune), Didier Paillard (maire de Saint-Denis) et un représentant du préfet. La charge politique était importante. D'autres autorités et militants étaient là, ainsi que des bibliothécaires de tout le réseau, des journalistes, deux sociologues. Au total, peut-être une centaine de personnes. Mais il n'y avait quasiment pas d'habitants. En tout cas, ils étaient visiblement moins nombreux que les hommes politiques. Cette absence confortait l'impression selon laquelle l'inauguration ressemblait à une réunion de notables, de gens qui se connaissent, qui partagent un espace, qui se parlent et se répondent. Le climat était celui d'une « classe politique ». Je me suis dit alors que cet espace politique ressemblait peut-être à celui qui se dessine lors des élections, quand le taux d'abstention est si élevé.

La cérémonie s'est déroulée sans heurts, dans un climat agréable où les efforts de beaucoup se voyaient couronnés. Le matin était froid. Et le contraste raide, escarpé, entre le climat de la cérémonie et les tours du quartier de Franc-Moisin. Elles étaient là, juste en face, solides et distantes, silencieuses, immergées dans le gris presque blanc de l'hiver. Je

33. Sur la question de la mobilité supposée des usagers, voir l'article de Mariangela Roselli à propos de la mise en réseau des bibliothèques à Toulouse. Toutefois, nous devons noter que, à la différence du cas toulousain, on ne construit pas à Plaine Commune un réseau d'annexes associées à une grande centrale, mais un réseau de médiathèques mises toutes sur un plan d'égalité (si ce n'est le statut un peu à part de la bibliothèque centrale de Saint-Denis). Mariangela Roselli, « Usagers et usages devant une offre de lecture publique libre : parcours d'acculturation et formes d'appropriation lettrées », *Sociétés contemporaines*, 2006, n° 64, pp. 135-153.

suis arrivé en marchant depuis la porte de Paris, j'ai contourné le canal et je suis passé sous l'une des bretelles de l'autoroute A1³⁴. Quelques mètres avant d'arriver, je me suis arrêté devant le bureau de poste où une trentaine de personnes faisaient la queue (des Noirs, des Africains, visiblement pauvres, des hommes pour la plupart) et un groupe de Lutte ouvrière tenait un stand. Je les questionne : « Pourquoi y a-t-il autant de monde à La Poste ? » « *Je ne sais pas*, me dit un militant, *je crois qu'ils payent le RSA aujourd'hui*. » Soudainement, je suis attiré par une musique que j'entends s'approcher. Au tournant de la rue, une fanfare arrive, des professionnels, tous vêtus de blanc et coiffés d'un chapeau melon noir, comme les personnages d'*Orange mécanique* de Stanley Kubrick, mais gais, sans violence. Ils viennent de parcourir le Franc-Moisin et avancent seuls, sans procession derrière eux ; accompagnés de deux jeunes femmes qui distribuent des tracts annonçant les activités pour l'inauguration de la bibliothèque. Dans ce froid d'hiver, un samedi matin, le climat n'est pas au carnaval. Ils font la pub de l'inauguration de la bibliothèque, mais personne ne les suit, comme si leur performance était ratée. Je les prends en photo, les filme un peu, puis je marche avec eux jusqu'à la médiathèque. Auparavant, j'avais pris des photographies d'autres endroits et objets qui me paraissaient significatifs, comme je le fais souvent. Sur la rue Danielle-Casanova (« 1909-1943, Résistante, morte en déportation », selon la plaque de rue), une cordonnerie et un petit supermarché avec l'inscription « Welcome to Supermarché de l'Est. Balkanique groceries » ; un coiffeur « spécialiste en coiffure mixte », avec beaucoup de photos ; un magasin « vente de produits exotiques et bazar » ; une immense affiche de propagande annonçant une « Nuit africaine » au Stade de France ; un restaurant kebab ; enfin, un panneau de signalisation indiquant le chemin pour le collège Federico García Lorca. Dans un espace d'affichage municipal, la mairie annonce « Bonne année Saint-Denis » sur fond rose, une jeune fille blonde couronnée jette le globe en l'air. Quelqu'un a écrit sur l'affiche : « Algérie en force ». Juste à côté, il y a deux autres affiches, bien plus petites. La première : « La rue rôle. Appel de l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis à la coordination des AGs interprofessionnelles. » Sur la seconde, le Nouveau parti anticapitaliste annonce : « Tunisie. La révolution ce n'est qu'un début. » Je me demande comment je ferai pour intégrer

34. C'est ce jour et à cet endroit précis que j'ai vu pour la première fois les affiches annonçant la publication du livre de Rachid Santaki, *Les anges s'habillent en caillera*, Paris, Moisson Rouge, 2011, dont il sera question au chapitre III.

ce magma d'informations. Je me dis aussi surtout que les choses ne sont pas simples pour les militants politiques, ni pour les bibliothécaires, ni pour les « intervenants » sociaux, ni pour les habitants.

Nous devons continuer à explorer cette charge politique de la bibliothèque, tout comme il est nécessaire de prendre en considération le contenu politique de la violence sociale. Il est évident que les violences que nous observons doivent être considérées comme autant de mises en conflit multiformes de ces diverses charges et énergies qui animent les bibliothèques. Qu'est-ce qui est mis en question ? Beaucoup de choses, parmi lesquelles beaucoup de soupçons. « Ces équipements ne sont pas pour nous mais pour vous. » Les citoyens se sentent dépossédés de leur pouvoir de décision. Après tout, qui décide des dépenses et des investissements ? Des collections et des activités ? Qui édicte les normes qui gouvernent l'espace de l'institution ? Plus profondément encore, à qui profitent les postes de travail créés avec la bibliothèque ? À des personnes extérieures au quartier. Cependant, les autorités parlent de la « bibliothèque du quartier », et disent vouloir qu'on s'approprie cet espace. Comment faire dans de telles conditions d'aliénation de la souveraineté ? Le phénomène de l'immigration rend la problématique plus aiguë, car ces quartiers sont souvent vus comme des quartiers d'étrangers, c'est-à-dire de non-citoyens.

Un après-midi de l'hiver 2008, Pauline Beunardeau, une étudiante de l'université Paris Diderot, et moi, avons rendez-vous avec Youssef, un habitant du quartier Saussaie-Floréal-Courtille. On se retrouve sur le trottoir.

« *On va où ?* », demande Youssef devant l'évidence que nous ne pouvons pas faire l'entretien en plein air par ce temps-là et que, probablement, il ne souhaite pas se voir ainsi interrogé sur la place publique du quartier.

« *Je ne sais pas.*

– *Alors on va dans la bibliothèque. C'est chez moi ici, non ?* »

Il tourne les talons et file droit vers l'entrée de la médiathèque Gulliver, cinquante mètres plus loin. Il ouvre les portes et y entre comme un ouragan. Nous le suivons. La bibliothécaire qui est à l'accueil affiche, un court instant, une expression atterrée. Elle sait que celui-là n'est pas un lecteur. Puis elle nous aperçoit derrière lui et change d'expression. Feint l'indifférence et plonge son regard dans l'écran de son ordinateur. Notre informateur entre dans la salle de lecture et s'assoit à une table. Le temps que nous enlevions manteaux et chapeaux et que nous nous installions,

il est déjà parti dans les collections et en revient avec trois livres qu'il distribue, un pour chacun, comme des cartes. J'ai droit à un guide touristique qu'il ouvre à la page « Argentine » et qu'il me donne en disant : « *Il faut faire comme tout le monde ici.* » L'ambivalence de la situation est profondément significative. Youssef revendique ostensiblement sa souveraineté sur son quartier et sur une bibliothèque qui est un espace public. C'est sa bibliothèque parce qu'il est dans son quartier, et c'est sa bibliothèque parce qu'il s'agit d'un service public. Youssef est à la fois habitant et citoyen. Une fois dedans, il se sent étranger dans un univers dont il ne connaît ni les codes ni les normes. Alors il prend des livres et lance : « *il faut faire comme tout le monde ici* », car il pense qu'à la bibliothèque on vient pour lire, et peut-être pas tout à fait pour discuter et donner un entretien, attablé comme dans un café. Il ne peut procéder que par imitation, comme qui entre dans le temple d'une religion étrangère. Il ne maîtrise pas les normes qui organisent l'espace de la bibliothèque, élaborées ailleurs et imposées par une autre catégorie sociale, et se sent naturellement étranger dans son quartier.

PLUSIEURS QUARTIERS DANS CHAQUE QUARTIER

+++++

La bibliothèque, le livre, la parole écrite ne sont pas indifférents aux habitants des quartiers. Il y en a certes que la bibliothèque indiffère, mais il y en a beaucoup qui l'aiment, tout comme il y a des habitants qui vont jusqu'à les brûler. Ce constat simple, imposé par le thème de notre recherche, conduit rapidement à considérer avec précaution les résultats des enquêtes qui donnent à penser que les jeunes seraient « indifférents à la culture légitime »³⁵. Nous observons ici des conflits sociaux qui se déploient avec violence, et on ne peut y voir que la récurrence d'un thème classique de l'histoire des classes populaires dans leur rapport à « la culture » et aux institutions du savoir. Dans ce cadre, nous avons besoin d'une interprétation de ces violences qui permette de les inscrire dans un contexte de conflit.

Une jalousie à l'égard des bibliothécaires transpire du discours des autres professionnels et intervenants sociaux du quartier. « *Ils*

35. Voir, par exemple, Bernard Lahire, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004 (coll. Textes à l'appui) ; ou Dominique Pasquier, *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.

[les bibliothécaires] *prennent la bibliothèque pour un lieu de la haute culture.* »³⁶ animateurs, médiateurs et travailleurs sociaux sentent une forte concurrence avec leur action. Depuis l'édification de la bibliothèque, ils ont été dépossédés d'un certain nombre d'actions culturelles qu'ils intégraient à leur travail, comme la lecture publique, et l'arrivée de professionnels du livre apparaît comme une présence intellectuelle qui « juge », par sa seule présence, le travail des autres. La venue de professionnels de la culture dans un quartier, comme nous avons pu l'observer avec l'ouverture de nouvelles médiathèques, appauvrit l'action des autres acteurs qui se sont trouvés dépossédés du capital savant. Comme s'il ne leur restait que du pur travail social à faire, c'est-à-dire des tâches moins valorisées. Une hiérarchie s'établit vite clairement entre les intervenants sociaux : à l'extrémité supérieure, la bibliothèque, au recoin le plus périphérique des représentations, l'antenne jeunesse. En haut, les bibliothécaires (et les enseignants), en bas, les « grands frères », dont la seule compétence reconnue est une compétence indigène (habiter le quartier, parler la langue des jeunes, connaître leur culture) et la mission qu'on leur attribue semble se réduire à pouvoir calmer leurs cadets³⁷.

Quand les bibliothécaires m'ont décrit cette antenne jeunesse, on me l'a présentée comme tenue par des « grands frères » qui n'avaient « *aucun projet pédagogique* », qui « *organisent des sorties sans objectifs* », qui « *sont là à dépenser leur journée à écouter de la musique sur de vieux canapés défoncés* ». Ainsi, bibliothèque et antenne jeunesse se positionnent mutuellement sur deux pôles : dans l'un, on parle « *un langage correct*

36. La phrase s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de la bibliothèque Gulliver à Saint-Denis. Je souligne qu'elle a été dite avec ironie et donnait à entendre « *haute couture* » à la place de « *haute culture* », dans un geste où mon interlocutrice se moquait des bibliothécaires en les imitant comme s'ils étaient des couturiers.

37. Beaucoup peut être dit sur les « grands frères », et ce point mérite d'être souligné. Nous nous sommes installés (avec Pauline Beunardeau qui y a fait son mémoire de master 2) à l'antenne jeunesse du quartier Saussaie-Floréal-Courtille lorsque j'ai appris que cet espace et la bibliothèque constituaient les deux pôles d'un continuum. Quand la bibliothèque fut incendiée, les animateurs de cette antenne ont organisé (à la demande des bibliothécaires) une réunion avec des jeunes du quartier qui se sont identifiés comme directement liés aux émeutes et donc à l'incendie de la bibliothèque. Cette rencontre improbable dans d'autres circonstances fut possible parce qu'elle eut lieu dans les locaux de l'antenne et grâce à la médiation de ces « grands frères », et c'est ce qui a permis d'avoir une discussion sur les faits. « *Cela a calmé le jeu* », m'a-t-on dit. Un temps seulement, selon ce que j'ai pu constater. Pour une description monographique de cette antenne jeunesse et de la politique des « grands frères » à Saint-Denis, voir Pauline Beunardeau, *Quand des animateurs se firent dénommer « grands frères »*. Facteurs sociohistoriques de la disqualification d'animateurs soumis à la catégorie « grand frère » dans la ville de Saint-Denis, Mémoire de master 2, sociologie-anthropologie, spécialité sociologie et philosophie politique, université Paris Diderot – Paris 7, juin 2009.

pour ne pas céder à la démagogie », dans l'autre on parle « comme les jeunes du quartier ».

La frontière tracée par la maîtrise de la culture écrite divise aussi les intervenants sociaux en classes. Et les bibliothécaires sont placés dans la portion supérieure d'une division qui s'opère au prix d'une violence symbolique considérable, car elle ne peut se dire que de façon atténuée, comme par litote. Ainsi, on reproche aux bibliothécaires de ne pas avoir voulu embaucher « *des jeunes du quartier, ce qui aurait facilité les choses* ». « *Désolé, répond-on de l'autre côté, mais bibliothécaire, c'est un métier.* » Accusation et réponse curieuses, car des « habitants de quartier » font bel et bien partie de l'équipe des médiathèques. À Gulliver, l'une des bibliothécaires habitait le quartier depuis trois générations où vivaient également ses parents et l'une de ses sœurs ; et deux autres membres de l'équipe viennent aussi des « quartiers », d'autres cités de la banlieue parisienne. Enfin, deux bibliothécaires de « la centrale » de Saint-Denis habitent à Saussaie-Floréal-Courtille³⁸.

À ce clivage s'en ajoutent d'autres comme ceux qui traversent le groupe des bibliothécaires et qu'on abordera au chapitre IV, « Les bibliothécaires face à leur quartier » (voir *infra*, p. 191 sq.). Le cadre conflictuel des bibliothèques est donc extrêmement complexe. À propos de la place prise par la bibliothèque au sein de chaque quartier, la situation peut être représentée à travers un double clivage. Les habitants se classent à partir de la perception que les uns et les autres ont du quartier et de son extérieur. Pour les uns, l'extérieur du quartier est perçu comme une menace, un danger ou un risque, comme l'image de la ville lointaine, chère ou difficile, du marché du travail bouché, exclusif ou incertain, d'une police raciste, d'une « culture » distante, d'une discrimination sociale et raciale qui commence à l'école. Pour les autres, le monde extérieur au quartier constitue une forme de salut, d'assurance, où culture, emploi, formation, ville et institutions sont perçus positivement. Pour les premiers, les hommes politiques ne sont que des « politiciens », au mieux, des « gouvernants », sans trop se soucier de la différence entre partis ou entre la droite et la gauche. Pour les deuxièmes, les hommes politiques sont tout de même

38. La dernière fois que j'ai vu Christelle, cette bibliothécaire née à Saussaie-Floréal-Courtille, elle était dans un état de grande angoisse et cherchait désespérément à quitter le quartier. Sa sœur et son frère l'avaient déjà fait. « *Il ne reste plus que mes parents à partir* », m'a-t-elle dit. Le motif en était les « *situations de violence à répétition, mes filles ont été menacées et moi aussi. On est venu chez moi me menacer avec un couteau. Je ne peux plus descendre dans ma cave* », car elle est squattée.

les « élus », c'est-à-dire des « autorités ». Le quartier est ainsi traversé par deux oppositions fondamentales. La première opposition est renforcée par la distance existant entre ceux qui *habitent* le quartier et ceux qui *vivent* du quartier, c'est-à-dire les « intervenants », tous les professionnels des 21 institutions qui, à la grande exception des quelques bibliothécaires cités, n'habitent pas le quartier et sont payés pour agir dans/sur un quartier qui n'est pas le leur. Mais vivent du quartier également les habitants qui investissent dans le contrôle de l'espace public ou des trafics divers, ceux qui sont dans le « *bizness* ». Ces trois groupes (habitants gagnant leur vie ailleurs, intervenants extérieurs et habitants investissant le quartier) se disputent le contrôle des institutions, de l'espace public et du territoire. Ce sont trois types d'intérêt qui se projettent différemment sur l'espace du quartier et ses institutions.

Une deuxième opposition fondamentale intervient ensuite, qui concerne seulement les habitants du quartier, cette fois-ci. D'un côté de l'espace du quartier, il y a ceux pour qui « *s'en sortir* », c'est quitter le quartier. Ce sont, par exemple, les parents qui vivent la cité comme un risque pour leurs enfants, ou ceux pour qui l'adresse « Saussaie-Floréal-Courtille » constitue un stigmat. De l'autre côté, nous trouvons ceux qui font leur vie dans le quartier et qui l'aiment, ceux pour qui par exemple « SFC » représente « *la plus grande cité du 93* », ceux qui savent qu'aucune destinée ne les attend ailleurs et qu'ils doivent y faire leur vie. Souvent, comme nous l'avons vu dans le discours des bibliothécaires, ces deux positions (la certitude de vouloir partir et la revendication de « la banlieue ») sont simultanément présentes chez les mêmes personnes, comme une tension ou une incohérence. Il y a, par exemple, ceux qui réagissent face aux caricatures stigmatisantes faites sur les « quartiers » et qui aimeraient « *voir progresser le quartier et qu'on reconnaisse nos talents* », mais qui, en même temps, cherchent à s'en aller, tant ils sont persuadés que la situation s'aggrave de plus en plus. C'est le cas notamment de ceux qui peuvent le faire, ceux pour qui « *ça ne va pas si mal que ça* », et qui, ayant des enfants en âge scolaire, ont peur pour leur avenir, craignent de les voir condamnés à vivre dans un « ghetto ».

Si nous voulons comprendre ce qui est attaqué lorsqu'un cocktail Molotov ou un caillou est lancé contre une bibliothèque, il n'est pas inutile de se demander comment celle-ci agit dans cet univers conflictuel, au milieu de tels clivages. Dans quel sens la politique de la bibliothèque agit-elle dans le quartier ? En faveur de qui et de quoi ? À l'encontre de qui et de quoi ? En faveur de ceux qui veulent s'en sortir ou de ceux qui veulent

y rester ? Est-elle perçue comme une partie intégrante du quartier ou au contraire comme une intervention venant de l'extérieur ? Et les bibliothécaires ? Doivent-ils entrer et sortir du quartier avec précaution ou sont-ils maîtres chez eux ? La bibliothèque parvient-elle à dissocier le lien entre sens figuré et sens physique du mot « sortir », comme dans « *s'en sortir* » ? Ou, au contraire, son action cherche-t-elle à offrir à certains (ceux qui le voudront et le pourront) « *une chance de partir* », ce qui renforce du même coup l'association « *sortir* [du quartier] = *s'en sortir* [dans la vie] » ? Et quels sont les rapports entre les bibliothécaires et les autres personnalités qui représentent des collectifs : curés, pasteurs, imams, hommes politiques, membres d'associations, de groupes de musique ou de sport ?³⁹

La place que le livre et la parole écrite occupent dans notre régime politique et social forme d'importants enjeux au milieu desquels agit la bibliothèque. Nous observons comment se jouent, à l'intérieur de l'espace du quartier, des conflits opposant les différents secteurs qui composent les classes populaires. L'école et sa maîtrise de l'écrit à laquelle la bibliothèque s'allie se présentent certes pour beaucoup comme une voie d'intégration sociale, de réussite personnelle et d'approfondissement du rapport à soi, ou encore comme une voie d'accès à la « cité » – celle des citoyens, cette fois⁴⁰. Mais une partie de la population des quartiers voit dans ces mêmes institutions un système d'exclusion et de différenciation sociale. Ce sont elles qui définissent les règles d'un jeu dans lequel beaucoup ont perdu, d'autres se retrouvent perdants, perdus ou avec peu de chances de « se retrouver ». Consécration de la parole écrite, le livre matérialise une frontière sociale de nature symbolique. Peut-on être personnellement indifférent au livre et en même temps le savoir objet précieux pour ses ennemis sociaux, pour ceux qui nous doublent ou nous enfoncent ? Peut-on être indifférent au livre et en même temps le savoir au centre des

39. En 1990, la bibliothèque populaire Florentino-Amaghino dans la ville de Venado Tuerto, en Argentine, créa une intéressante expérience d'université libre, la Universidad libre de Venado Tuerto. Plusieurs intellectuels ont pris le bus pour faire les 370 kilomètres qui séparent cette petite ville ouvrière de la province de Santa Fe de Buenos Aires (je me suis trouvé parmi eux plus d'une fois en 1993 ou 1994 pour y faire cours). Afin de financer cette expérience qui a hérité des courants socialistes, communistes et anarchistes du début du xx^e siècle, les jeunes qui animaient la bibliothèque ont organisé un restaurant où les notables de la ville venaient faire la cuisine. Ils ont également monté une équipe de football qui a eu un certain succès dans la ligue locale. L'équipe de foot de la bibliothèque fut dirigée un temps par l'écrivain Osvaldo Soriano. À propos de cette expérience, voir Christian Ferrer, « El saber y la vida », *Revista Lote*, 1998, n° 12. [En ligne] < www.fernandopeirone.com.ar/Lote/nro012/ferrer.htm > (consulté le 12 octobre 2012).

40. Michèle Petit et al., *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 1997.

dynamiques politique et éducative qui déterminent les chances de participation politique et les possibilités de progrès et d'intégration sociale ?

Sur la base de ces oppositions, on observe une mutation des cultures populaires dans laquelle se réédite partiellement un clivage ancien. Une culture de type hip-hop, liée au rap, à un style vestimentaire, identifie une partie de la jeunesse et des jeunes adultes. Cette culture n'est évidemment pas étrangère à l'écrit (comme nous allons le voir). Mais elle produit une écriture qui répond aux exigences de la langue parlée et des moyens de communication maîtrisés par le groupe (blog, téléphone portable, courriel, chanson – le rap entre sans doute dans le genre de la « chanson à texte » et du « populaire-savant »). Elle obéit aussi à d'autres normes esthétiques et véhicule à la fois une forme de contestation et un mode d'identification entre pairs. Dans le même mouvement social qui lui sert de support, cette culture populaire se trouve souvent en opposition avec les exigences de la langue écrite officielle, institutionnelle, des livres et de l'école. Cette dernière répond à d'autres exigences, celles d'un autre groupe, et apparaît comme une langue imposée à beaucoup d'habitants des quartiers.

Le segment de la culture populaire émergeant à l'extérieur des institutions est aussi une culture de rue. Mais qui a également rompu avec la tradition d'une culture populaire liée au livre telle qu'elle avait été laborieusement façonnée par les traditions catholiques et de gauche. Les militants catholiques, communistes et socialistes, syndicalistes et curés, enseignants, artistes et intellectuels, se sont autrefois adressés aux classes populaires de manière à leur proposer un « marché » où pouvoir parler de ce qu'on avait lu représentait un atout important⁴¹. En effet, il faut se rappeler que si l'opposition savant/populaire a pu un temps être surmontée, c'est grâce à un travail politique important, et que ce travail politique a agi à la fois sur le registre de création d'un public, ou d'un marché, et sur le registre de la production. C'est ainsi que l'on comprend des productions de type « populaire-savant », tel que je propose de l'étudier à travers des chansons d'auteurs comme Georges Brassens ou, plus près de nous, Grand Corps Malade, Casey ou Abdel Malik (voir chapitre III, « Littératie et révolte populaire », p. 147 sq.).

La situation que nous trouvons aujourd'hui dans les « cités », en revanche, renvoie plutôt à une forme de réactualisation de la vieille opposition entre le savant et le populaire. C'est dans ce cadre que prend sens

41. Pierre Bourdieu, « La lecture : une pratique culturelle », in Roger Chartier (dir.), *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993 (coll. Petite bibliothèque Payot ; 167).

la dynamique de professionnalisation du rôle de bibliothécaire que nous observons à Plaine Commune et, plus généralement, dans le mouvement qui a conduit les « bibliothèques populaires », ainsi qu'on les nommait autrefois, à devenir des « médiathèques municipales » et même « annexes » dans le jargon des bibliothécaires. Ce ne sont plus des militants et des bénévoles qui définissent comme jadis les missions de la « lecture publique ». La professionnalisation change la politique de la bibliothèque, qui cherche du côté de l'école et des instituteurs les alliances qu'elle trouvait avant avec les partis politiques et les militants. L'action de la bibliothèque s'institutionnalise et cherche à définir son programme non plus par la production d'une culture populaire, mais sous la forme du « travail sur autrui », selon la formule rendue célèbre par François Dubet⁴². L'action de la bibliothèque devient en réalité ce qu'il convient d'appeler une politique de l'individu en ce sens qu'elle ne vise plus le social ou le politique, mais les personnes individuellement considérées.

Aujourd'hui, on a l'impression qu'aux yeux d'une partie de la population des quartiers, l'espace du livre, de la bibliothèque et celui de la rue s'opposent point par point, et ceci des deux côtés de la frontière. Ainsi s'exprime une bibliothécaire de 50 ans qui habite une cité HLM à Saint-Denis, lit « *depuis que j'en ai conscience* » et « *aime bien tripoter les livres* » : « *Des enfants qui jouent dehors, qui jouent à la PlayStation à des jeux extrêmement violents, des enfants qui chantent du rap à tue-tête et par cœur à 9 ans, non ! Ma fille a 9 ans, je trouve que ça ne correspond pas au monde des enfants. Je vois pas ma fille écouter Diam's, il y a certains passages qui sont revendicatifs, quand même ! Et sur la PlayStation jouer à tuer des flics à max ! Toutes les copines jouent à ça ici et chez moi c'est "niet" ! Il y a deux manières de faire et ça crée des problèmes à l'école. Elle a peu de copines, il y a du racisme, mes filles se sont toutes les deux fait insulter de "sales blanches". [...] On les prépare aussi au monde du travail, il faut qu'elle soit polie, qu'elle ait du respect envers les autres, le temps de parole des autres. [...] Je ne peux pas laisser grandir mes enfants dans ce quartier, c'est impossible. [...] Mes enfants lisent tous les trois, sans que je les force. Ils me regardent lire tous les soirs. Je ne regarde pas la télé, je vais me coucher, je lis. Je leur achète beaucoup de livres. Par contre, leurs copines ne lisent pas. »*

Il y a en effet un lien très étroit entre la valeur de la parole écrite et un certain nombre d'exigences corporelles, une maîtrise de soi comme

42. François Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002.

une maîtrise du corps. Le livre et la rue nécessitent chacun une dextérité spécifique, le plus souvent incompatibles. Aller vers l'une veut dire abandonner l'autre, car il s'agit de deux groupes sociaux distincts et fréquemment en conflit. Dans une étude récente sur les « lecteurs précaires », Véronique Le Goaziou montre comment l'exigence de solitude, de quiétude, de silence et de concentration que le livre impose figure parmi les principaux éléments de retrait, voire d'opposition à la lecture, et j'ajouterais, au livre et à l'école⁴³. Nasser Tafferant montre pour sa part comment certains « intellos » du quartier arrivent à se maintenir un temps intégrés aux bandes et au « *bizness* », mais ils arrivent à le faire seulement au prix de fortes tensions, et parce qu'ils maîtrisent les deux langues (celle de l'université et celle du quartier) et à changer de registre selon où et avec qui on parle⁴⁴. Et nous avons pu observer comment, au sein des familles, les individus investissent beaucoup d'énergie dans l'éducation des enfants pour leur apprendre les modes de comportement qui vont leur permettre de se situer d'un côté ou de l'autre des frontières sociales. Car les frontières sociales sont ces lignes qui permettent aux groupes sociaux de définir les conditions imposées aux individus pour en être membres, ce sont ces comportements exigés pour en faire partie⁴⁵. Alors, il est difficile de se maintenir des deux côtés à la fois. Cette cohabitation toujours tendue exige une dépense d'énergie qui dépasse les forces du seul individu. Cela ne peut se faire que grâce à un travail politique qui homogénéise symboliquement les différences, comme lorsqu'on dit, par exemple, « le peuple » ou « nous sommes tous des travailleurs ».

Dans la conjoncture actuelle, les clivages au sein desquels agit la bibliothèque tendent donc à se reproduire. Non seulement parce qu'une partie de la population n'est plus en contact avec un marché social où elle pourrait valoriser ses lectures, mais parce que les camps en conflit sentent menaçantes les conduites du camp adverse et, en conséquence, les combattent avec ténacité. Les exclus de l'école et de l'emploi se sentent menacés par ceux qui assoient leur pouvoir sur la maîtrise de l'écrit. Auteurs, lecteurs, bons élèves et leurs parents, se sentent menacés par ceux qui font du bruit et s'agitent lorsqu'ils écoutent de la musique,

43. Véronique Le Goaziou, *Lecteurs précaires. Des jeunes exclus de la lecture ?*, Paris, L'Harmattan, 2006 (coll. Débats jeunesse).

44. Nasser Tafferant, *Le business, une économie souterraine*, Paris, PUF, 2007.

45. Fredrik Barth, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, pp. 203-249 (*Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization or Culture Difference*, 1969).

dansent ou marchent dans la rue dans une cadence qui leur permet d’être reconnus dans l’espace public comme membres d’un groupe et pas de l’autre. Il est alors évident que les attaques des bibliothèques agissent sur cette hétérogénéité des quartiers, qui ne peut pas être réduite, comme on le voit ici, à une hétérogénéité de positions. Car si les différences majeures découlent des contraintes imposées au groupe de l’extérieur (par le marché du travail, l’institution scolaire ou la configuration urbaine), elles résultent également de ce que les gens font, notamment lorsqu’ils agissent collectivement.

La couleur de la violence

« Je travaillais dans une bibliothèque à proximité de l’hôpital Lafontaine qui était un peu en sous-sol et on avait tous les drogués qui venaient chez nous. C’était horrible. Dès qu’il y avait du flic qui circulait... Donc on était habitués à la violence. D’autant qu’à Saint-Denis c’était pire qu’ici ! [au quartier du Clos Saint-Lazare, à Stains] Je savais que Saint-Denis était la ville la plus criminogène déjà [en 1993]. À Saint-Denis il y avait des choses que je trouvais très violentes, par exemple les abris de bus en verre. Ça fait dix ans que les abris de bus sont régulièrement cassés et mon abri de bus était toujours cassé. Et les voitures étaient recouvertes de peinture. Ça c’est une image de violence très forte pour moi. J’arrivais au boulot et il y avait une voiture recouverte de peinture rouge. Une personne avait versé dix litres de peinture rouge sur la voiture ! Toujours ce verre et de la peinture partout. Ça je l’ai vraiment pas [oublié] [...]. Un soir je suis restée et j’ai eu vraiment très très peur. Je ne ferai plus jamais ça. Il y a une autre vie le soir. Il faisait très beau, c’était l’été. L’atmosphère était survoltée, il y avait du rodéo partout. J’avais peur de me faire renverser par une moto. Il y avait des voitures flambées. C’était la folie, il y avait du bruit partout. J’ai traversé le Clos morte de peur et j’ai senti que le Clos protégeait ses enfants. Mais pas dans le bon sens. »
Sonia, bibliothécaire à Saint-Denis, puis à Stains, catégorie B, 55 ans.

SENS, SIGNIFICATIONS ET MÉMOIRES

+++++

Saint-Denis

+++++

La plupart du temps, je me rends dans les quartiers de la banlieue et leurs bibliothèques depuis Paris. Je fais toujours le trajet par les transports publics, métro, RER, bus, marche à pied, car la voiture ne laisse pas voir et ne permet pas de partager. Aussi je ne la prends jamais pour « faire du terrain », comme nous disons dans le jargon des sociologues

pour nos enquêtes. Les transports sont « en commun », et pour cela des espaces d'expérience commune et d'interaction. Pour le premier terrain de cette recherche, celui de La Saussaie-Floréal-Courtille et la médiathèque Gulliver, je prenais le métro jusqu'à la station Saint-Denis-Basilique, puis le bus 153 qui mène au quartier. À la descente du métro, dans le centre-ville de Saint-Denis, il y a un marché qui se tient deux fois par semaine en plein air, sur la place, à côté de la mairie. C'est un marché de commerçants modestes qui vendent à des clients pauvres. Des chaussures à 3 euros la paire, des vêtements pour enfants à 5 euros (pyjamas et joggings), un short pour homme à 8 euros, un ensemble en lin pour femme signé Sergio Tacchini à 20 euros (prix de 2009). Piles, cassettes et DVD, outils, câbles, rallonges et multiprises : il y a de tout à vendre, mais pas des livres. Il y a beaucoup de tissus qui sont souvent de style arabe ou africain. Tout est bon marché. J'y fais un tour en sortant du métro, je bois un express au café de l'hôtel Jaurès et je monte dans le 153. Au zinc du café de l'hôtel, les commerçants boivent et fument. Je peux entendre leurs conversations. De l'autre côté de la place, en face de la mairie, on trouve la basilique, la Légion d'honneur qui fut jadis abbaye, et la « centrale de Saint-Denis » : la célèbre bibliothèque, centre mythique pour les bibliothécaires avec qui je parle, avec ses riches collections et ses incunables. À l'occasion d'une de mes premières explorations, pendant l'hiver 2007, mon attention fut attirée par deux choses apparemment disjointes. Poussé par mes questionnements, je suis allé vers mon enquête à la sortie d'un cours que je donnais à Sciences Po, boulevard Saint-Germain. À côté de la porte d'entrée de l'institut se trouve un magasin de chaussures. Seuls trois modèles pour homme étaient exposés, dont je regarde attentivement le montant qui oscille entre 970 et 1250 euros. En 40 minutes, le métro m'amènera d'un bout à l'autre de la réalité sociale parisienne. Les prix ont cet avantage de mettre en chiffres ce que la culture met en mots, en images et réduit en silences. Au quartier de Gulliver, les familles vivent en moyenne avec 900 euros par mois, moitié moins qu'à Paris, alors que la part de familles de plus de 6 personnes est de 12 % (4 % à Paris) et que le chômage touche 16 % des habitants contre 9,5 % à Paris. L'Insee considérait en 2006 que plus de 25 % des habitants de Saint-Denis vivaient dans un foyer « à bas revenus ».

Il faut tenir compte de ces thèmes de la proximité et de la distance, si chers à la sociologie, ces écarts de prix et de revenus, ces significations condensées dans la ville et visibles dans les distributions des objets, des monuments, des prix, des noms qui servent à normer l'espace. La présence

des bibliothèques dans les quartiers où les gens sortent si tôt de l'école est liée à ces dimensions de la vie sociale. Dans le territoire des huit villes qui composent l'agglomération de Plaine Commune avec ces 334 000 habitants, 38 % des personnes âgées de plus de 15 ans qui ont interrompu leurs études n'ont aucun diplôme. Ces noms et ces chiffres que je relève et note dans mon carnet sont à étudier avec le plus grand soin si on veut comprendre ces bibliothèques brûlées, les pierres qui en traversent les vitres pour tomber dans un bac à disques ou entre les rayons de livres. Ces riches bibliothèques sont implantées dans les quartiers les plus pauvres de la ville, tout à l'honneur des mairies qui les financent, là où sûrement la majorité de la population ne lit pas de livres⁴⁶.

C'est la première fois que je mène une enquête à Saint-Denis, une banlieue si singulière, et, à certains égards, pas du tout représentative, si toutefois un élément pouvait y servir d'échantillon. Tout d'abord, j'ai été enchanté par son histoire. Par la densité d'histoires contenues là, présentes sur le parcours même du bus. Le 153 passe à côté de la basilique de Saint-Denis et ses tombeaux de rois profanés, il contourne la mairie communiste, puis circule entre celle-ci et le marché. Il s'arrête ensuite non loin de la mythique université Paris 8 (ex-Vincennes) et file devant le siège du journal *L'Humanité*. Enfin, avant l'arrivée à Saussaie-Floréal-Courtille, le bus traverse l'avenue Lénine, continue ensuite sa route entre la cité Saint-Rémy et le quartier pavillonnaire Romain-Rolland et longe le parc de La Courneuve – qui est pour moi le parc de la Fête de l'Huma. Maintes fois, j'ai fait le trajet à pied (25 minutes depuis le centre-ville). J'observe ainsi d'autres choses. Le panneau de l'avenue Lénine indique « *homme politique ruse* », je souris. J'entre dans le Franprix et regarde les produits en vente, de moindre qualité et à des prix bien inférieurs à ceux du Franprix de mon quartier, dans le treizième arrondissement de Paris. Je m'arrête plus d'une fois pour contempler le bâtiment de Niemeyer, alors siège de *L'Humanité*. J'en admire l'architecture moderne, vitrée et aux formes courbées, d'un style similaire à celui de la place du Colonel-Fabien à Paris, j'entre dans le hall et lis les pages du projet du journal, manuscrit de Jean Jaurès. L'admiration s'ajoute à l'émotion. Une machine d'imprimerie manuelle est dans le hall à côté du manuscrit. Elle fait penser aux hommes qui font le journal. La politique semble vivre entre le travail manuel et le travail

46. 57 % des Français dont le chef de foyer est cadre supérieur ont lu 10 livres ou plus au cours des 12 derniers mois, contre 18 % de ceux dont le chef de foyer est ouvrier. Données correspondant à 2008, tirées de l'enquête du ministère de la Culture, *Les pratiques culturelles des Français*.

intellectuel. Quand je suis accompagné d'étudiants, je m'y arrête avec eux. *L'Humanité* met en vente son siège pour cause d'endettement en 2007. En janvier 2010, il parvient à se faire racheter par l'État⁴⁷. Je suis attristé, une densité politique se défait comme si, dans la défaite, Jaurès s'éloignait de Niemeyer, la presse se distancie du Parti communiste, comme si l'humanité partait ailleurs. Comme si les intellectuels battaient en retraite, chassés par les lois de l'économie. Signe du temps. Le capitalisme reprend du terrain. Je pense à l'Argentine néolibérale sous Menem, dans les années 1990. Dans le bus, je me remémore l'entretien que j'ai eu à la « centrale » au début de l'enquête avec la directrice des bibliothèques où, entre mille autres choses, j'ai appris que la bibliothèque municipale détient un fonds historique important nourri notamment de collections sur l'histoire de la classe ouvrière, de legs de dirigeants du Parti communiste français et des incunables de l'abbaye de Saint-Denis confisqués pendant la Révolution et la sécularisation napoléonienne. Parfois, je pense à mon directeur de thèse, Robert Castel, fondateur de « Vincennes » et j'essaie d'imaginer cette époque où sa génération a voulu décentrer l'université de la Sorbonne vers cette périphérie alors ouvrière.

Quelle charge symbolique immense contiennent ces quelques kilomètres carrés pour un intellectuel comme moi ! Je suis euphorique. Puis, je me demande : en quoi la mobilisation de ces symboles condensés pourra m'aider à comprendre ce qui se passe aujourd'hui au sein des classes populaires ? Je n'oublie pas que ces lieux de mémoire ont été amplement travaillés par l'histoire des historiens que j'ai lus, et qu'il me sera difficile d'échapper à leur point de vue. Or, je ne peux pas m'en souvenir par moi-même, car je n'y ai justement pas vécu cette histoire, ni mes aïeux. Est-ce que, en fin de compte, ce ne sont pour moi que des souvenirs appris à l'école ou à l'université ? Ce serait exagéré, dans mon cas, de m'exprimer ainsi. Certains de ces faits de l'histoire française sont rentrés dans ma vie par le biais de la socialisation politique, comme moments de l'histoire de la gauche, au sein de ma famille d'abord et avec mes amis de la génération « dictature », en Argentine et en Uruguay. Mais il est vrai que ces conversations ont été ensuite complètement reformatées, réformées par les livres que j'ai lus, puis par les textes que j'ai écrits où j'ai dû mobiliser

47. « L'État rachète l'ancien siège de *L'Humanité* », *Le Parisien*, 12 janvier 2010 : « Il aura fallu près de trois ans au journal de gauche pour vendre son siège historique de Saint-Denis. Les 7 000 m², achetés 12 M €, accueilleront la sous-préfecture ». [En ligne] < www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/l-etat-rachete-l-ancien-siege-de-l-humanite-12-01-2010-773422.php > (consulté le 12 janvier 2010).

mes propres lectures. Il est vrai que ces lieux de mémoire me font surtout revivre les pages que j'ai lues. C'est sûr, cette mémoire-là, je ne pourrai que la lire. J'aurai un rapport à ce passé toujours médiatisé par la lecture. Et je ne peux pas oublier que, dans l'écrit, je trouve ces mémoires-sens institutionnalisés, politisés par l'écriture.

Je partage quelque chose avec ces personnes dont j'essaie de comprendre les actions, les incendiaires. Mais je ne me cache pas non plus les distances qui nous séparent. Quelque chose de l'ordre du « *feeling* », au sens que Raymond Williams a donné à ce mot, nous sépare et nous réunit à la fois, sans quoi je n'y serais pas allé. Je vis dans cet univers culturel, celui des monuments de Saint-Denis, bien à distance des quartiers de la même ville. Et j'ai fait de la maîtrise de ce condensé symbolique un « capital ». Mais il est vrai aussi qu'au cours de mon enfance, dans une ambiance de militants de gauche poursuivis par des dictatures fascistes, les références à la « résistance », la « révolution » et l'anticléricalisme étaient bien présentes. La Marseillaise était un chant révolutionnaire et continue à l'être pour les gauches latino-américaines. Ce n'est pas le cas pour les habitants de ces quartiers issus de la colonisation et qui iront parfois la siffler au Stade de France. Alors, je suis moins sûr et moins catégorique. Quelle part de partage et quelle part de distance y a-t-il entre les habitants et moi ? Et pour les bibliothécaires ? Ils vivent dans un univers où ces mots et ces monuments font certainement sens. Mais comme je l'apprendrai plus tard, de fortes différences sont observées entre eux, entre les bibliothécaires qui ont un passé militant et les autres, plus jeunes, qui prennent leurs fonctions avec un diplôme en poche, mais des salles de cours comme seule et unique expérience sociale.

Ensuite, j'ai été étonné par les passagers qui m'accompagnaient dans le bus 153. La plupart du temps, j'y étais le seul individu de peau « blanche », à l'exception, parfois, du conducteur ou des quelques étudiants qui venaient avec moi. En ces débuts d'après-midi et au retour du marché, ce sont majoritairement des femmes, mères de famille probablement, beaucoup avec leur caddie ou leur poussette chargée « à bloc », bébé plus courses. Le peu d'hommes sont des jeunes, pour la plupart, parfois des personnes âgées, rarement des adultes. C'est un public assez homogène après tout, au moins à le regarder du point de vue de la « race » et de la classe. Un ami s'était une fois joint à moi, un anthropologue argentin à qui j'ai demandé de l'aide⁴⁸. Nous étions dans ce même bus 153 et il a été immédiatement

48. Il s'agit de Pablo Semán, dont les travaux seront cités plus loin à propos des églises évangéliques.

impressionné : « *Tu ne peux pas ne pas prendre en considération le thème de l'immigration. C'est incroyable, il n'y a même pas un seul Français* ». Je crois qu'il ruminait sa phrase depuis la gare du Nord où nous avons pris cette fois le RER B jusqu'au Stade de France. Comme tout le monde, nous sommes descendus à l'un des arrêts du quartier et nous marchions en silence dans les rues désertes de l'hiver. Je pensais que son observation était juste, mais je connaissais aussi l'étendue complexe des faits. D'abord parce que, parmi ces Noirs et ces Arabes, il y en a sûrement beaucoup qui sont des citoyens français⁴⁹, ce qui ne veut pas dire qu'ils se sentent ni qu'ils soient toujours traités comme des Français, et aussi parce qu'une bonne partie des habitants du quartier sont des Blancs. Seulement, ces derniers sont plus difficilement repérables, « moins visibles » dit-on. Les styles vestimentaires des classes populaires des banlieues ont tellement été identifiés aux « minorités ethniques » qu'un jeune habillé en « *street style* » est tout de suite vu sous une optique raciale. Puis, pris comme échantillon, un bus représente uniquement les personnes qui prennent ce moyen de transport à une heure donnée de la journée, et pas nécessairement l'ensemble des habitants du quartier dont beaucoup ont une voiture. Après tout, nous venons toujours dans les quartiers avec des images que nous voulons confirmer. Le bus en est un condensé. Et pourtant, mon ami anthropologue avait raison, la force de la question raciale est majeure, car elle façonne les représentations immédiates des rapports entre les classes, à la citoyenneté et de l'identité des quartiers. Et les bibliothèques, tout comme les transports en commun, s'inscrivent aussi dans cette question raciale⁵⁰.

J'essaie alors de trouver un lien entre ce qui m'étonne : les mémoires que ces lieux représentent pour moi et les habitants qui rentrent dans leur quartier en bus, depuis le marché. Je reprends ma question. Qu'y a-t-il de commun entre leur expérience et la mienne ? Dans quelle mesure ces symboles qui m'enchantent renvoient-ils à des mémoires qui sont les leurs ?

49. Selon le recensement de 1999, il y avait 24,1% d'étrangers dans les quartiers Floréal et La Saussaie, contre 15,4% en région parisienne. Insee, Recensement de la population (RP) 1999.

50. Les rapports entre « question raciale » et « question sociale » constituent l'une des oppositions par lesquelles s'affrontent beaucoup les sociologues travaillant sur les classes populaires. Ainsi, la polémique autour des « quotas ethniques » dans le football a fait rage au mois de mai 2011. Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, d'un côté (voir « Race, classe, football : ne pas hurler avec la meute », *Libération.fr*, 6 mai 2011), Éric Fassin et Pap Ndiaye de l'autre (*Libération.fr*, 30 avril 2011), ont signé des articles dans la presse alimentant ces controverses : les premiers mettant l'accent sur la dimension « sociale » de la question, les seconds sur sa dimension « raciale ». Pour une synthèse de ces deux positions dans la sociologie contemporaine en France, voir Michel Kokoreff, Jacques Rodriguez, *Quand l'incertitude fait société*, Paris, Payot, 2004, chapitre IV « La dynamique identitaire et politique des différences », pp. 169-217.

Ma sociabilité de lecteur universitaire m'y lie d'une façon singulière, qui se distingue fortement de celle des passagers du bus et certainement de beaucoup d'habitants du quartier. Il y a là un partage qui peut aider à comprendre la situation des bibliothèques et des bibliothécaires dans les quartiers. De qui les bibliothécaires sont-ils socialement plus proches ? De moi, sociologue, habitant et travaillant à Paris, ou des habitants qui devraient venir lire dans leurs locaux et le font pourtant si peu fréquemment ? La fragmentation n'est pas seulement entre classes moyennes et classes populaires. Il y a aussi un éclatement dans les productions de sens à l'intérieur même des classes populaires : certains parmi ses membres peuvent activer ces mémoires que j'évoque. Mais d'autres n'y parviennent pas, auxquels ces mémoires font même violence. Qui sont-ils ? Peut-être ceux qui sortent sans diplôme du système scolaire (38 % de la population de l'agglomération de Plaine Commune) ou encore ceux marqués par l'empire colonial et les guerres de libération nationale. Ils se comptent peut-être parmi ceux qui se trouvent en dehors de l'espace politique de la gauche. Ceux qui voient ces militants devenus des fonctionnaires très diplômés comme des « classes moyennes », comme des « Français », des « privilégiés » ou les trois à la fois. Ou encore ceux qui se sentent trahis par « les politiques » et qui voient la politique comme une activité corrompue, clientéliste, de menteurs. Ils se trouvent peut-être aussi parmi ceux qui, venus d'ailleurs, se sentent trompés par la promesse républicaine de l'égalité, cette « République hypocrite » dont parle le chanteur Kery James dans sa *Lettre à la République* – sur laquelle nous reviendrons au chapitre III. Ceux sur qui la police décharge du mépris comme qui tire au *Flash Ball* sur les « jeunes de banlieue ».

Une fois, j'ai trouvé à proximité de la bibliothèque Gulliver un imprimé distribué par la mairie faisant la publicité d'une exposition intitulée « Saint-Denis populaire, 1936-2006 ». Ce dépliant était construit autour de textes et d'images de l'époque du Front populaire. Aucune d'entre elles ne parlait du présent. Ses concepteurs pensaient sûrement que ces souvenirs parlaient grandement aux classes populaires d'aujourd'hui⁵¹. En entrant dans la bibliothèque de quartier, je me suis rendu compte que ce dépliant était sorti de ses locaux, que la bibliothèque avait véhiculé le message, et j'ai compris qu'il y avait un lien étroit entre ces questions de mémoires et ces couches de population superposées dans un même espace, que les

51. Le tract et les activités qui lui étaient associées ont été conçus par deux historiens, l'un professeur à l'université Paris 8 et l'autre ingénieur d'études travaillant pour la CGT.

livres de la bibliothèque participent, qu'on le veuille ou non, à ces conflits. Quelles mémoires véhiculent les livres ? C'est une question importante, dans un pays comme la France, qui doit avoir l'une des densités historiographiques les plus importantes du monde. Qui les écrit, les publie, les pose là, sur les rayons d'une bibliothèque de quartier ? Et dans quel but ? Qui les lit ?

Ce lien entre histoire et symboles politiques présents dans la ville m'a permis de me remémorer mes premiers pas de sociologue à Ciudad Evita, dans la périphérie de Buenos Aires des années 1980. Là-bas, j'ai assisté (et ma famille en a été victime) aux violents conflits entre la droite et la gauche péronistes (représentées respectivement par le Comando de organización – extrême droite – et par les Jeunesses péronistes – gauche proche de la guérilla). Chacun de ces mouvements cherchait à identifier l'image de Perón à l'une de ses épouses, Evita, revendiquée par la gauche, et Isabel, par la droite. Les uns et les autres écrivaient « Evita » et « Isabel » en gigantesques lettres bleu ciel, effaçant systématiquement le graffiti fait la veille par le courant opposé. Ainsi, Isabel chassait Evita et Evita venait chasser Isabel. Et, à plusieurs reprises, le Comando de organización a mis des bombes pour faire exploser les bustes dédiés à Evita. Plus tard, à partir de 1976, les militaires se sont employés à rebaptiser la ville par le nom de généraux, Ciudad General Belgrano, d'abord, Ciudad General Güemes ensuite. Le retour à la démocratie en 1983 a permis de rétablir le nom premier : Ciudad Evita. Je me dis alors que ces présences symboliques ne peuvent exister en soi. Et qu'on peut reprendre l'observation de Roland Barthes à propos des images pour l'appliquer aux noms des villes : l'image, disait-il, ne dit rien si on ne parle pas à son propos, l'image ne parle pas d'elle-même. Ces noms de villes et des monuments tels « Jaurès », « Lénine », « L'Humanité » ou « Evita », ne peuvent « parler » qu'au prix d'un important travail politique fait à leur propos. Or, dans ces quartiers de la banlieue nord et nord-est de Paris, les institutions telles que les bibliothèques et les municipalités font le travail que les partis et les groupes politiques faisaient autrefois. Elles font le travail politique de charger de sens l'univers quotidien des classes populaires et leurs lieux de vie, leurs villes et leurs quartiers. Et je me dis que c'est aussi cette entreprise politique qui est mise en conflit par la pierre, par l'insulte, par le feu ou ces indisciplines dites « incivilités ». C'est ainsi que tous ces *tags* et graffitis viennent concurrencer l'espace symbolique de la ville. Des productions qui s'ajoutent à celles de la chanson et des textes de facture populaire. Et cela prend la forme d'un mouvement de la société civile qui

agit contre l'État et les collectivités territoriales, seuls à avoir le pouvoir légal de nommer les lieux publics.

Stains

+++++

Un habitant du quartier entre dans la bibliothèque : « *Salam Aleykoun* ».
La bibliothécaire qui est à l'accueil répond : « *Ici t'es en France, on parle pas comme ça* ».
« Ils » viennent à plusieurs après et mettent tous les livres par terre.

À l'automne 2008, je n'enquêtai plus quotidiennement à Saussaie-Floréal-Courtille. Je portais alors mon regard sur la ville de Stains, au quartier du Clos Saint-Lazare, l'un des quartiers les plus malfamés de la banlieue parisienne dont on me dit qu'il est « la plaque tournante de la drogue ». La ligne 13 du métro m'emmène jusqu'à la station Saint-Denis-Université, puis je marche jusqu'au Clos. Il y avait là la bibliothèque Jules-Vallès, l'une des bibliothèques que la direction de Plaine Commune cherche à changer. « *Elle est pleine jusqu'à l'os* » de documents, mais il y a très peu de lecteurs, l'équipement est vétuste. Elle est située au rez-de-chaussée de l'une des tours du quartier, à côté du square Toussaint-Louverture, en face du lycée Maurice-Thorez, entre la rue Guillaume-Apollinaire et l'avenue Nelson-Mandela. Les collections de cette petite bibliothèque de plus de trente ans sont impressionnantes. J'apprendrai qu'entre plusieurs milliers de CD sa discothèque compte quelque 5 000 vinyles qui partiront au pilon une fois la bibliothèque fermée⁵². En effet, la bibliothèque Jules-Vallès a été remplacée par un espace de lecture dans une nouvelle structure construite dans le quartier dans le cadre du plan de rénovation urbaine : La maison du temps libre. Quand je me rends au Clos, La maison du temps libre est en construction et je passe à côté du chantier. Ce sera un immeuble beau et moderne qui va sans doute « revaloriser le quartier »⁵³.

Je ne peux pas ne pas continuer à souligner les noms et leurs mutations, à situer les bibliothèques dans la ville et dans l'espace politique.

52. Les protestations et mises en garde des discothécaires ont finalement sauvé cette collection de vinyles, mais, en 2011, ces trente-trois tours n'avaient toujours pas trouvé de place. Ils étaient simplement gardés en attente d'une destination finale. La question a été évoquée à une réunion de la direction de la lecture publique à Plaine Commune comme un problème non résolu.

53. Outre la construction de La maison du temps libre, la rénovation du square Molière et la construction d'un centre commercial, le projet comprend la démolition de 452 logements, 452 logements à construire, 1 903 logements à réhabiliter. Voir Office public de l'habitat de la Seine-Saint-Denis, < www.oph93.fr/En-mouvement/Les-travaux-de-renovation-urbaine/Stains-Le-Clos-Saint-Lazare > (consulté le 3 février 2011).

Mes notes me plongent une nouvelle fois dans un froid matin d'hiver. Il est presque midi et je pense déjeuner avant d'aller à la bibliothèque. Je marche depuis la station Saint-Denis-Université sur l'avenue Stalingrad. Je passe à côté du célèbre vélodrome de Saint-Denis et longe le mur qui me sépare des anciens jardins ouvriers. L'avenue est moche, sans vie. Son trottoir n'est qu'un couloir de passage pour les piétons qui prennent le métro : Stains ne bénéficie pas du privilège d'intégration au réseau parisien, ce qui est un motif pour que les habitants évoquent à plusieurs reprises leur « relégation ». Il n'y a pas d'endroit où manger avant l'angle de l'avenue Stalingrad avec le chemin Saint-Léger. À cet endroit règne un McDonald's, entre le Clos Saint-Lazare et la cité Allende, où j'entre pour manger. Je suis à 150 mètres du quartier et à un kilomètre du métro. Je prends comme tout le monde un menu hamburger, frites, Coca-Cola (« *Il faut faire comme tout le monde* », m'avait appris en bon ethnologue Youssef, dans la bibliothèque Gulliver). Je suis le « *pas comme tous* », le seul qui ne connaît ni habitudes ni styles, à l'écart d'une identité parfaitement abritée par ce type de commerce. Clients et employés « sont les mêmes », me dis-je. Je me sens étranger. Après avoir fini de manger, je prends la rue François-Villon et entre au Clos en direction de Jules-Vallès. J'ai l'habitude de voir les restes de voitures brûlées, il est vrai, dans ces quartiers. Mais ce matin de décembre 2008, je remarque sur l'avenue Nelson-Mandela qu'une sculpture représentant une automobile a été brûlée, juste à la limite entre la cité HLM et le quartier pavillonnaire de la fameuse cité-jardin de Stains (je ne saurai rien de plus sur ce fait).

La bibliothèque Jules-Vallès n'est indiquée par aucun panneau, elle est difficile à trouver. En bas de la tour Apollinaire, je la vois enfin, sale, sombre et toujours avec ses rideaux métalliques fermés. Si bien que la première fois, j'ai hésité à y entrer. « *On a été volés* [au début des années 1990] *à plusieurs reprises. Les ordinateurs. Alors la mairie a soudé les grilles au cadre et depuis on ne peut plus les ouvrir.* » C'est ce qui fait que les fenêtres et les vitres sont tout le temps opaques de poussière. Mais quand j'y rentre, la sensation de familiarité est immédiate. Face à la porte, une affiche de la compagnie Jolie Môme m'accueille. Plus loin, dans une salle à l'arrière, une immense affiche montre le chanteur sénégalais Youssou N'Dour à la Maison de l'esclavage, sur l'île de Gorée. Dans la salle de la section jeunesse, des affiches d'*Azur et Asmar*, le beau film de Michel Ocelot... tout me fait me sentir comme chez moi. Je reviens à mes impressions de distance et de proximité. Est-ce le cas des habitants du quartier ? Ces personnes avec lesquelles je viens de partager un repas

au McDonald's, se sentent-elles aussi à l'aise, comme chez elles, dans la bibliothèque ? Sont-elles bien accueillies ? Le McDonald's et la bibliothèque... il faut mettre ces espaces côte à côte dans le texte comme ils se trouvent dans la ville. Ces institutions visent toutes la même clientèle, la produisent, la divisent, comme le font les deux mosquées et l'église évangélique, également présentes dans le quartier et souvent pleines. Comme le font ces autres espaces à travers lesquels les hommes politiques agissent sur les classes populaires en visant le quartier, l'antenne jeunesse, la maison du quartier, le gymnase, l'école, le collège, etc.

Je pense à cet homme de 30 ans qui, le jour de la fin du ramadan, entre dans la bibliothèque Jules-Vallès et salue : « *Salam Aleykoun* », pour que la bibliothécaire qui est à l'accueil lui réponde : « *Ici t'es en France, on parle pas comme ça* ». Je me demande ce que veut dire ce « *ici* » dans la réponse de la bibliothécaire ? « *Ici, dans la bibliothèque* » ou « *Ici, sur le territoire national* » ? Peut-être pense-t-elle que la bibliothèque, à la différence du quartier, fait partie d'un espace public national où l'utilisation du français s'impose ? Et qu'est-ce qui est extérieur à la bibliothèque ou à l'espace de la citoyenneté, le quartier, l'islam, la langue étrangère ? Nous reviendrons sur cette question, car elle pose celle des rapports entre l'espace du quartier, celui de la bibliothèque et l'inclusion ou l'exclusion de l'un et de l'autre de l'espace politique ; mais je note que ce conflit n'est pas une anecdote isolée. Nous avons observé à plusieurs reprises cet agacement fréquent chez les bibliothécaires face à ceux qui entrent dans l'espace de la bibliothèque en saluant d'un « *Salam Aleykoun* ». Ils nous disent alors que « *c'est une provocation* ».

Dès les premiers pas de mon enquête se pose la question de la distance sociale et culturelle des bibliothécaires par rapport au quartier où ils travaillent. Tout dans leur attitude, dans leur comportement, dans leurs réactions aux questions que je posais, tout conduit à asseoir dans ma problématique la question de la distance sociale. François Dubet fait de cette distance l'une des raisons de la violence à l'école, suivant l'observation d'Alain Léger et Maryse Tripier qui attribuent cette distance sociale à un effet de la féminisation du corps enseignant⁵⁴. L'accès massif des classes populaires au primaire, au collège et même au-delà, puis le recrutement de plus en plus fréquent de femmes diplômées sont à l'origine de la rupture d'une double proximité. Avant les années 1960, lorsque le lycée était

54. Alain Léger, Maryse Tripier, *Fuir ou construire l'école populaire ?*, Paris, Méridiens, 1986 (coll. Réponses sociologiques).

réserve à un nombre très limité de jeunes (environ 10 % d'une classe d'âge, contre près de 90 % aujourd'hui), la proximité culturelle des enseignants et des élèves semblait assurée : des professeurs très cultivés pour le lycée, issus de la classe ouvrière pour les collèges réservés aux quartiers populaires. Aujourd'hui, par contre, les enseignants ont l'impression de se trouver devant des jeunes et des enfants très différents d'eux-mêmes, dont la plupart savent ne pas du tout être destinés à un parcours scolaire du même type. « En se féminisant, le recrutement social du corps des instituteurs et des professeurs du secondaire s'est élevé, accroissant souvent le sentiment de distance culturelle entre les maîtres et les élèves. Ainsi avons-nous souvent entendu qualifier de "cas sociaux" des enfants qui appartiennent tout simplement à la classe ouvrière. [...] Alors que les lycées professionnels reçoivent les élèves les plus en difficulté, souvent orientés contre leur gré, le corps des enseignants anciens ouvriers se réduit ; ils sont remplacés par des enseignants plus titrés académiquement et techniquement, mais qui ne bénéficient plus de la même proximité culturelle avec les élèves. »⁵⁵ Sommes-nous dans une situation semblable dans les bibliothèques ? Cette distance sociale peut-elle être interprétée, comme dans le cas de l'école, comme étant l'une des causes possible des « violences » et, *a fortiori*, des incendies ? C'est, sans doute, dans la mesure où nous observons le même mouvement de bibliothécaires de plus en plus diplômés et ayant suivi un cursus long de formation professionnelle, ce qui les éloigne de l'univers culturel des quartiers et les rapproche de l'univers de l'école. Ainsi, les bibliothécaires sont mieux placés pour savoir ce qui, dans l'offre littéraire, est « bien » pour les enfants du quartier qu'ils ne le sont pour interpréter les productions locales de sens. Et, comme nous le voyons, cette distance sociale informe les lignes de conflit qui traversent l'univers populaire et son rapport à l'État. Il y a là l'une des clés de la compréhension de la politicité populaire dans la France contemporaine.

Or, il est nécessaire de revenir encore sur d'autres éléments de l'enquête pour aller plus loin dans cette appréciation, y compris en tenant compte de ce que donne un aperçu par les seules données statistiques. Je note d'abord quelques caractéristiques générales. D'après relèvement, parmi les bibliothécaires du réseau de Plaine Commune, plus de 40 % des interviewés habitent un quartier similaire à celui où ils travaillent et près de 20 % habitent l'un de ces mêmes quartiers où se trouvent les

55. François Dubet, *Faits d'école*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008 (coll. Cas de figure), pp. 102-103.

bibliothèques⁵⁶. Deux des bibliothécaires de Jules-Vallès résident au Clos Saint-Lazare, et trois bibliothécaires à Saussaie-Floréal-Courtille, dont une travaille à Gulliver et les deux autres à la « centrale » de Saint-Denis. Puis, selon les statistiques du personnel, sur les 200 bibliothécaires du réseau, 50 % sont de catégorie C de la fonction publique (et seulement un peu plus de 10 % de catégorie A, très diplômés, conservateurs et autres « métiers du livre »)⁵⁷. Mais il est vrai en même temps que les catégories A sont celles qui conduisent la politique de la lecture publique, la politique des bibliothèques. La question de la distance ne se définit pas si simplement. Elle n'est pas le reflet mécanique de la différence de diplômes ou du lieu de résidence. Cette dimension de la distance sociale que je tente de saisir est aussi le résultat de l'évolution récente des classes populaires avec leur éclatement inquiétant, avec leurs fractures abyssales. Et elle est le résultat d'une action politique qui se montre incapable de réunir ces éclats dans l'espace d'une expérience commune de la domination et de l'exclusion. Des événements comme les émeutes ou les conflits que, de ce côté-ci de la frontière on qualifie de « violences », sont alors vécus et interprétés de telle façon qu'ils produisent de la distance sociale entre ceux qui cassent les vitres et les bibliothécaires, entre lecteurs et non-lecteurs, distance entre bons citoyens et « incivils » (ainsi considérés par la qualification de leurs comportements comme étant des « incivilités »).

Quand j'ai rencontré Sonia à la bibliothèque Jules-Vallès, elle était près de prendre sa retraite. Dans le même temps, cette bibliothèque dans laquelle elle travaillait depuis quinze ans allait bientôt fermer⁵⁸. Ces deux éléments ont sans doute pesé dans les conditions du long entretien qu'elle m'a accordé. Je lui avais proposé de me parler de sa carrière, de l'histoire de sa vie, du quartier, de la bibliothèque et du rôle de discothécaire qu'elle y assurait. Je suis arrivé ce matin d'octobre 2008 avec Noémie Cirencien, l'une des étudiantes qui m'accompagnerait pendant toute l'année sur ce terrain. La bibliothèque était encore fermée et nous dûmes attendre un

56. Il y avait 200 bibliothécaires au moment de mon enquête par questionnaire. Ce chiffre a augmenté depuis, suite notamment à l'ouverture de deux médiathèques, Ulysse à Saint-Denis et Colette à Épinay-sur-Seine.

57. Le niveau de formation des conservateurs de bibliothèques est très variable. Pour entrer à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (enssib) afin d'obtenir le grade de « conservateur » (une formation de 18 mois précédée d'un concours), il est exigé d'avoir un niveau minimum de bac +3. Mais dans les faits, la plupart des élèves ont un niveau master (bac +5) et beaucoup sont ceux qui ont un doctorat (bac +8), la plupart du temps en lettres et sciences sociales. Un instituteur a en principe un niveau équivalent master.

58. Elle a travaillé auparavant à la bibliothèque Romain-Rolland de Saint-Denis, et avant cela encore, dans une bibliothèque de comité d'entreprise et à la bibliothèque municipale d'Argenteuil.

peu au square Toussaint-Louverture. Contrairement à moi, Noémie venait d'une autre banlieue, de Noisy-le-Sec, et elle avait dû faire une véritable traversée des zones populaires pour arriver jusque-là. Son chemin prenait la forme d'un arc partant de l'est au nord de Paris. Je l'interroge sur ce déplacement qui lui a demandé plusieurs moyens de transport et sur sa traversée de Bobigny, Drancy, La Courneuve. Elle minimise et sourit, mais me dit qu'elle a dû partir assez tôt de la maison. C'est la galère des périphéries. À 10 heures, nous sommes reçus et en profitons pour regarder la bibliothèque, son décor, ses collections, comment sont classés les livres et autres documents, les salles de lecture. Avec une demi-heure de retard, Sonia téléphone pour s'excuser. Elle nous fait dire qu'elle est malade et ne pourra pas venir. Quelques minutes plus tard – nous ne sommes pas encore partis –, elle appelle à nouveau pour dire qu'elle viendra quand même et nous demande de l'attendre. Elle ne tarde pas plus d'un quart d'heure (elle habite à Saint-Denis), et nous allons rapidement à la salle d'animation pour réaliser l'entretien, l'un des plus durs et des plus marquants que j'aurai fait pendant toute cette période de terrain.

Sonia

Sonia, 55 ans, est agent de conservation du patrimoine en discothèque, sans qualification, catégorie C. Elle a un passé militant au Parti communiste et au sein de la CGT. Elle a fait quelques pas dans le théâtre, puis est devenue bibliothécaire. Son père était un militant communiste, immigrant italien, ouvrier maçon *« puisque les Italiens étaient maçons, comme son père et son frère »*. Sa mère, *« un peu rebelle et qui avait un côté artiste aussi, a été sacrifiée comme femme au foyer »*. Sa sœur est secrétaire avec une maîtrise de droit, *« elle aurait pu être avocate, mais elle manquait un peu de confiance en soi, comme les enfants d'ouvrier, quoi »*. Sonia habite à Saint-Denis après avoir vécu dans une *« cité d'urgence, à Villeneuve-Saint-Georges »*. Une fois en bibliothèque, où elle travaille depuis près de trente ans, elle a suivi une formation de bibliothécaire qu'elle n'a pas achevée à l'université Paris 13, à Villetaneuse. Elle a deux enfants *« qui ont fait leurs études [jusqu'au bac] en banlieue. Ma fille aînée est surveillante de prison, la plus jeune chanteuse lyrique. Il y en a une qui a choisi de s'enfermer. Je ne la vois pas souvent »*. – Vous êtes en train de lire quelque chose ? – *Je suis en train de lire un livre de Maryse Condé... je ne me rappelle pas le titre... ça parle de ses parents... »*

Sans que l'on sache pourquoi, Sonia est bouleversée. Elle commence à nous parler et à nous expliquer un parcours de vie qui part d'un chômage très dur, quand elle avait 26 ans. Elle est licenciée de l'équipe d'une municipalité où elle était contractuelle, ce qui la laissera deux années sans

emploi. « À cette époque, c'était très dur parce que nous sommes en 1978 et le chômage n'était pas encore entré dans les mœurs. Ça a duré deux ans et c'était vraiment très très dur. À chaque fois qu'on me demandait ce que je faisais dans ma vie, quand je disais que je n'avais pas de travail, les gens ne me parlaient plus. Aujourd'hui c'est très dur, mais à l'époque, c'était terrible. » Elle trouve finalement un travail dans la bibliothèque municipale d'Argenteuil, elle se forme à « la fac de Villetaneuse » comme bibliothécaire et reste dans cette bibliothèque pendant dix ans. Puis elle prend un poste qui lui plaît beaucoup et devient responsable de la bibliothèque d'un comité d'entreprise dans une usine du groupe Dassault, stratégiquement placée à côté du restaurant. Sonia se sent bien dans cette bibliothèque « parce que, comme dans les bibliothèques de quartier, je sentais que j'étais utile, puis parce que j'ai des origines ouvrières. Ça doit se voir, non ? ». Elle appartient à cette catégorie de bibliothécaires liés à la gauche, au Parti communiste, qui ont longtemps milité à la CGT et pour qui l'accès à la lecture est conçu comme un travail politique auprès des classes populaires. Sonia sera licenciée de cette bibliothèque pour être mutée dans les bibliothèques de Saint-Denis, puis à Stains, suite à un changement politique au sein du comité d'entreprise, où la CGT est remplacée par la CGC : « C'était très cruel encore, quand la majorité du comité d'entreprise a changé, ils ne se sont pas trompés de cible. La première personne qu'il fallait dégager, c'était moi. Les bouquins qu'il fallait dégager, c'était la philo, toutes les sciences humaines. Ça a été horrible. J'ai vécu un truc affreux, affreux, affreux. C'est pour ça que j'aime si peu le désherbage⁵⁹. Parce que j'ai vécu un truc si violent. La nouvelle majorité avait balisé tous les rayonnages avec ces rubans qu'il y a dans les chantiers, vous savez, et ils ont retiré tout ce qui était sciences humaines. [...] Et ils ont remplacé tout ça par des livres sur le management, "comment manager son entreprise ?". Je me disais : je dois cataloguer tout ça ? C'était atroce. »

Les rapprochements qu'elle fait au cours de l'entretien entre drames et moments difficiles sont à première vue disparates et semblent conduits par une mise en perspective ou par l'enchaînement de ce que l'on pourrait

59. « Désherbage » dans le jargon des bibliothécaires est la tâche consistant à retirer les livres qui ne servent plus, vieux, inutiles, abîmés, périmés, en mauvais état, le plus souvent pour les envoyer au pilon. Les raisons peuvent être diverses dans cette activité consistant à retirer les mauvaises herbes des collections pour maintenir celles-ci en vie et permettre aux nouveaux livres de trouver une place. Avec l'achat, l'activité de désherbage participe de la constitution de la collection d'une bibliothèque. Le livre de Bohumil Hrabal raconte avec merveille le drame de cette activité violente dans un cadre de censure politique : *Une trop bruyante solitude*, Paris, Robert Laffont, 1983 (coll. Pavillons) [1^{re} édition tchèque, 1976].

appeler des épreuves. Ces événements ont en commun le fait, si fréquemment présent chez les militants de gauche, de placer le territoire de leur vie au croisement des données politiques, sociales et culturelles⁶⁰. Comme Sonia, ce qui leur arrive trouve en eux une explication directement politique, est immédiatement inscrit au sein des conflits collectifs. Mais à y regarder de plus près, ce qui me surprend déjà au cours de l'entretien, c'est le caractère dramatique qu'elle impose à son récit, et surtout la situation de désespoir dans laquelle elle se trouve. Quand on approche de l'instant où elle doit produire l'analyse de la situation présente que je lui ai demandée, Sonia se met à pleurer. Le moment de sa retraite, la fermeture de la bibliothèque avec l'envoi au pilon de la plupart des collections (dont la collection de disques de jazz en vinyle qu'elle a aidé à constituer), son impossibilité à comprendre le présent avec les catégories de perception du monde dont elle dispose, tout cela prend un sens dramatique. « *Finir ma carrière là-dessus, c'est triste, c'est horrible. Ou alors je ne suis plus du tout adaptée à la société d'aujourd'hui.* »

C'est ainsi aussi que se font les distances sociales. Sonia commence par faire le rapprochement entre cette censure politique vécue dans la bibliothèque d'usine et la situation du quartier : « *Ils ont retiré tout ce qui était sciences humaines, comme ici l'imam du quartier ne laisse pas les jeunes filles venir à la bibliothèque.* » Puis, cette distance sociale qu'elle perçoit entre elle et les classes populaires du quartier et qu'elle ne peut penser qu'avec la catégorie de « classe ouvrière », elle ne peut l'expliquer que comme le résultat d'une conspiration. Si les quartiers sont devenus ce qu'ils sont, c'est parce que, comme à l'usine, il y a des acteurs politiques qui agissent sur « les gens ». Et comment est le quartier selon elle ?

Quand Sonia est arrivée au Clos Saint-Lazare, elle a trouvé le quartier « *déglingué* », et on lui a dit « *qu'ici c'était le Bronx, que c'était Chicago, que "mon fils quand il va à Stains, il se fait tirer dessus"... Quand je suis arrivée, ces grands ensembles qui jouxtent cette cité-jardin, ça a été un choc visuel dingue. Je me suis dit : "Mais on est où là ?"* ». Elle décrit l'état d'abandon du quartier, de ses espaces publics, notamment pour indiquer que « *ça*

60. Comme l'a signalé Olivier Schwartz, « le militantisme ouvrier [et notamment le militantisme communiste, syndical ou partisan], au-delà de la lutte économique et d'une protestation contre les situations vécues dans le travail, [prend] une dimension existentielle globale. Ce que les militants [investissent] dans la politique [déborde] largement la politique [...] On peut suggérer que le phénomène communiste a forgé un de ses traits spécifiques dans la manière dont il a répondu aux aspirations existentielles globales, c'est-à-dire non spécifiquement politiques ». Olivier Schwartz, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, 1991, vol. 4, n° 13, p. 83.

peut vous paraître accessoire ce que je vous raconte par rapport à ce qu'ils [les habitants] vivent chez eux, mais c'est clair qu'on ne les respecte pas. Les gens jettent des choses par la fenêtre, pourquoi ils ne le feraient pas ? ». Puis, sans marquer de pause, elle nous dit que « le Clos Saint-Lazare, aujourd'hui, c'est l'Afrique, et beaucoup de territoires d'outre-mer, aussi ». C'est alors que le nom du square Toussaint-Louverture sur lequel se trouve la bibliothèque prend tout son sens ; ou peut-être devrais-je dire « se vide de sens ». Sonia nous raconte comment cet espace vert qui, en 2008, ressemble beaucoup à un terrain vague, très dégradé et avec beaucoup de déchets éparés ici et là, « était [avant] un parc très bien où les femmes descendaient » et que « c'était un espace de convivialité ».

Un jour, quelques mois avant notre entretien, Sonia voit la plaque avec le nom du square Toussaint-Louverture brûlée. Elle se sent très mal. Elle ne comprend pas « comment ils ont pu faire ça. Ils ne se rendent pas compte qu'ils sont les descendants de Toussaint Louverture ! ». Elle décide de monter une exposition, mettre en place un projet culturel pour travailler sur la question. Elle pense que c'est une question d'ignorance, qu'ils ne savent pas qui était ce héros haïtien et que cette ignorance explique le sacrilège qu'à ses yeux ils viennent de commettre. C'est ainsi qu'elle monte une exposition sur le thème de l'esclavage (certaines affiches sont encore présentes dans la salle où nous faisons l'entretien, dont celle de Youssou N'Dour sur la Maison de l'esclavage). Pour l'inaugurer, elle fait venir une classe du collège : « J'attendais une conférencière qui devait venir, c'était la première fois qu'on m'avait alloué ce luxe. Les grands gaillards comme ça sont arrivés et là ils ont commencé par se coucher par terre. La prof commence à hurler, c'était la prof d'arts plastiques. Ça faisait rien. Alors elle les a menacés de leur mettre zéro. Ils s'en foutaient ! Ils avaient rien à foutre des arts plastiques ! Je sentais qu'on courrait à la cata... et je devais tenir une heure et demie avec eux ! ». Puis elle se met à parler du fait que les jeunes du quartier ont arraché le nom de Toussaint Louverture du panneau du square éponyme et à décrire l'état du square : « Ça dégouline, c'est horrible, et autour c'est vraiment la poubelle ! [...] Ils n'ont pas de honte ». Et c'est ce constat, ces sacrilèges commis contre le nom de Toussaint Louverture qui l'amènent à vouloir travailler avec eux « pour qu'ils comprennent qu'ils sont les descendants de Toussaint Louverture. Ça va sûrement au-delà de mes prérogatives et de mes missions, mais j'ai voulu faire le lien avec [les émeutes de] 2005. C'est comme la capoeira, ils aiment ça, mais ils ne savent pas que la capoeira est liée à l'histoire de l'esclavage ».

Tout pourrait donner à penser que les personnes issues de l'immigration, émigrés-immigrants et enfants d'émigrés-immigrés, ont un autre rapport à l'histoire nationale et à la mémoire sociale et politique comme conséquence de leur trajectoire sociale. Cependant, il convient aussi de faire l'hypothèse que ce qui est en jeu ici est le rapport, au temps présent, avec les symboles de la nation, de la République, de la représentation des classes populaires dans l'espace public, des symboles largement institutionnalisés et reconnus par les institutions. Il n'est donc pas étonnant que des groupes sociaux en mal d'institution soient dans un rapport conflictuel avec ces représentations du social et du sacré. Et ces rapports sont d'autant plus conflictuels que ces représentations servent de support à de nombreuses catégories sociales (enseignants, bibliothécaires, militants, hommes politiques) et qu'elles participent ainsi des divisions que traversent les classes populaires.

Sonia représente bien toute une catégorie de bibliothécaires guidés par une véritable vocation politique dont une bonne partie arrive à l'âge de fin de carrière. Cet entretien avec elle (il y en a eu d'autres après) a été finalement long. Ses collègues sont partis, Noémie aussi, et nous sommes restés, elle et moi, encore un bon moment à discuter ensemble. Je garde le souvenir de cette femme seule, dans cette bibliothèque vétuste, sombre et close par des grilles soudées quinze années auparavant, dans l'espace d'un quartier qu'elle perçoit comme violent et menaçant. Cette personne dont les outils cognitifs semblent inappropriés pour saisir la réalité de ces classes populaires avec lesquelles elle travaille au quotidien et qu'elle sent éloignées de l'histoire de sa propre famille, une famille d'ouvriers immigrants qui ont été socialement promus par l'école et soutenus par l'État social. Puis, comme elle dit, « *ici ce ne sont pas des cadres. On me dit qu'il n'y a plus de classe ouvrière, mais je ne vois pas des cadres monter dans les bus chaque matin* ». Mais elle ne parvient pas à comprendre que l'évolution des classes populaires n'a pas comme seuls registres le revenu, le lieu de résidence et l'inscription dans le marché du travail, que des dimensions culturelle, politique et de trajectoire sociale sont également importantes dans la perception du semblable et du différent. Elle vit dans une solitude provoquée par la fin de sa carrière, par l'évolution de la culture et par la future disparition de son lieu de travail, qu'elle a en bonne partie bâti, comme elle a créé la collection de vinyles de sa discothèque. C'est la solitude des militants qui vivent mal le divorce avec les classes populaires des quartiers d'aujourd'hui. Une mésentente qu'ils vont surinterpréter en évoquant les couleurs de l'immigration, de la différence

culturelle et de l'influence religieuse. J'ai encore en tête l'image de cette dame comme on voit à la télévision ces personnes seules en train de chercher des points de repères dans des espaces totalement dévastés après le passage d'un raz-de-marée. Est-ce la fin d'une ère dans la longue vie des bibliothèques populaires ?

La médiathèque de la Maison de l'enfance dans les flammes⁶¹ : « La médiathèque de la Maison de l'enfance (MME) se situe à quelques minutes à pied de la station de métro 8 mai 1945, dans le quartier des 4 Routes à La Courneuve. Ce quartier peut être considéré comme le plus vivant de la ville. Les magasins sont nombreux, le marché s'y tient plusieurs fois par semaine, il compte plusieurs moyennes surfaces, des cafés. Il rend bien compte d'une population cosmopolite qu'on entend parler en plusieurs langues. On y trouve des taxiphones, boucheries hallal, magasins de vêtements bon marché, agences de voyages, restaurants indiens, étals d'épices, de fruits et féculents exotiques, boutiques de vêtements indiens. Très populaire, le quartier comprend des magasins bon marché, proposant des vêtements et de la nourriture à des prix dérisoires. Le quartier compte aussi un certain nombre de structures et d'équipements municipaux : groupes scolaires, centre aéré, gymnase, lycée, protection maternelle et infantile (PMI), crèche et la médiathèque.

« La bibliothèque de la Maison de l'enfance a été créée en 1973. Cette institution a longtemps été, et le reste encore aujourd'hui, marquée par une figure emblématique du quartier, Cléo, qui prend la direction de la bibliothèque au début des années 1990 quand la bibliothèque fut rattachée aux bibliothèques municipales de La Courneuve. La responsable, très jeune à l'époque puisqu'elle n'avait qu'une vingtaine d'années, décida d'élargir le champ d'action de la structure et de l'ouvrir aux écoliers qu'elle reçoit quotidiennement. Pendant près de vingt ans, Cléo mit en place un atelier d'écriture pour les enfants à partir de 7 ans et finit par l'étendre aux centres de loisirs qu'elle recevait pendant les vacances. Les enfants composaient un texte, le corrigeaient et allaient le faire imprimer en centre-ville. L'équipe de la bibliothèque organisait des sorties au Salon du livre de

61. Ce récit sur l'incendie de la bibliothèque de la Maison de l'enfance à La Courneuve a été établi par Charlotte Perrot Dessaux. Je reproduis ici des extraits des pages qu'elle a rédigées du rapport de recherche : Denis Merklen et Charlotte Perrot Dessaux, *Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier. Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques des quartiers*, Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques, université Paris Diderot – Paris 7, octobre 2010, pp. 65-81. [En ligne] < www.csprp.univ-paris-diderot.fr/IMG/pdf/rapport_2010.pdf > (consulté le 24 janvier 2013).

jeunesse de Montreuil où elle emmenait plusieurs enfants, après quoi les livres ayant le plus intéressé les enfants étaient commandés pour intégrer le fonds de la bibliothèque. Le partenariat avec les différentes structures du quartier était très développé : la bibliothèque participait aux activités de la Maison de l'enfance (concerts, soirée casino, spectacle poétique, pièces de théâtre, activités gastronomiques et culturelles, soirée cabaret, expositions...), aux fêtes de quartier, aux brocantes. Une heure du conte était organisée de façon hebdomadaire, et des animations hors les murs étaient organisées, les personnels de la bibliothèque se rendant à l'extérieur avec une brouette remplie de livres. Soucieuse d'attirer toujours plus d'enfants et de les amener à la lecture, la responsable décida d'installer, avec l'aide des ateliers municipaux, un poulailler, composé de poules, de canards, d'une chèvre...

« La création de ce poulailler constitua une rupture dans la fréquentation de cette bibliothèque de quartier, ce dernier s'étant révélé être un élément extrêmement fédérateur au niveau du quartier, toutes générations confondues. Ce poulailler dura presque dix ans et se termina sur une note tragique. Le poulailler fut saccagé et la chèvre décapitée, sans que les responsables ne soient condamnés. Par la suite, la responsable décida de ne plus avoir d'animaux en extérieur, mais installa des animaux à l'intérieur de la bibliothèque : lapin, cochons d'Inde, chinchillas, gerbilles, phasmes, un aquarium, "cette bibliothèque, c'était quasiment devenu un centre social, une ludothèque, c'était tout à la fois !"

« Au contraire d'autres bibliothèques ou équipements municipaux tels que les écoles, la bibliothèque de la Maison de l'enfance n'a quasiment jamais fait l'objet de violences à l'encontre du personnel ou de dégradations. Cléo ne se souvient que de quelques incivilités en trente ans de carrière, et deux épisodes de vols d'ordinateurs, et nous assure qu'elle n'a jamais eu d'altercation avec des jeunes.

« Malgré tout ce travail de proximité mené pendant une trentaine d'années, la bibliothèque a été l'objet d'un incendie pendant les émeutes de novembre 2005 qui l'a entièrement détruit. La structure venait de changer de direction quelques mois auparavant, car Cléo prenait sa retraite. L'incendie a eu lieu dans la nuit du vendredi au samedi, le 5 novembre, jour où la nouvelle responsable, Lucie, ne devait pas travailler. Les incendiaires ont cassé un carreau et y ont jeté un cocktail Molotov.

"On sentait que quelque chose... Ils avaient brûlé une camionnette dans la rue. Le vendredi soir, j'ai dit à Julia, 's'il y a quelque chose tu m'appelles'. Vers 8 h 45 Julia m'a appelée, j'y suis allée et on s'est trouvées toutes les

deux devant notre structure avec les collègues de la Maison de l'enfance."
Lucie

"Je revenais de mon congé mater, j'ai pris le chemin, l'allée, et au bout je vois la vacataire, parce qu'on prend des vacataires le samedi. Et elle attendait, et je me suis dit 'elle est sympa celle-là, elle m'attend'. Et quand j'ai vu la fumée, tout avait brûlé, l'odeur, je me suis mise à pleurer." Julia

"J'ai été avertie par téléphone, par ma petite collègue, la reine des policiers, elle, ça lui a vraiment fait quelque chose, en plus je crois que c'est elle qui a découvert parce qu'elle est venue un vendredi, ça s'est passé pendant la nuit, et elle l'a vu quand elle devait faire l'ouverture le samedi matin. Tout n'a pas brûlé, c'est juste le devant qui a brûlé, mais ils ont tout jeté parce qu'ils pouvaient pas récupérer, et il y avait de vraies merveilles là-dedans." Cléo

"Moi j'ai vu la fumée, j'habite juste là, de mes fenêtres on voit la bibliothèque, moi j'ai vu la fumée !" Jeanne, une adolescente usagère de la bibliothèque

« La douleur a été proportionnelle au degré d'implication des différents professionnels qui ont exercé dans cette structure, l'incendie a été très dur à vivre pour les individus qui s'y sont énormément investis et qui ont fini par s'approprier cet équipement.

"C'est comme un deuil, un deuil propre quoi. Et c'est là qu'il faudrait voir jusqu'à quel point les bibliothécaires peuvent s'approprier leur équipement."
Stanislas

"Les collègues n'ont pas compris ce qu'on vivait, ils nous appelaient les traumatisées. [...] ça m'a vachement perturbée parce que je venais de prendre mes fonctions, Cléo était partie au mois d'août, ça s'est passé au mois de novembre et je me suis dit c'est toi qu'ils n'acceptent pas. Après non, parce que j'ai bien vu les réactions des gamins du quartier quand ils ont vu que ça avait brûlé, mais sur le coup oui. En plus cette odeur, c'était choquant. C'était choquant. Même deux ans après, c'est quelque chose." Lucie

"Ça a été un choc terrible. J'ai dû aller à la Maison de l'enfance récupérer mes poissons que je devais récupérer plus tard et qui n'étaient pas morts, mais je n'ai pas pu regarder la porte. Je n'ai pas pu, je n'ai pas pu, je tournais le dos à la bibliothèque, je regardais pas la porte, j'ai récupéré mon aquarium et mes poissons sans me retourner. Je ne pouvais pas voir, longtemps après j'ai vu les caisses de livres là où je faisais mes ateliers d'imprimerie et ça m'a énormément choquée. Ça a été terrible. Maintenant, ce n'est plus ma bibliothèque." Cléo

« Si cet incendie n'a pas fait l'objet d'un traitement médiatique local important et n'a pas suscité de grandes émotions ni de prises de paroles chez l'ensemble des professionnels des médiathèques de Plaine Commune, il n'en reste pas moins que cet événement a suscité une certaine

émotion chez quelques bibliothécaires qui exercent à La Courneuve et qui connaissent son histoire, ainsi que chez les usagers.

« La première douleur concerne la destruction des livres. En effet, beaucoup des bibliothécaires nous ont fait part de leur attachement au livre, ne serait-ce qu'au livre en tant qu'objet. À cet attachement s'ajoute un travail mené sur plusieurs années pour créer une collection, un fonds. Ainsi l'exprime Julia, l'une des bibliothécaires pour qui *"tous ces livres qu'il a fallu jeter... C'est dur, parce qu'un livre, c'est comme une naissance"*. Mais ainsi l'exprime aussi M^{me} Kahoul, usagère de la bibliothèque : *"Les gens qui ont brûlé la bibliothèque, c'est parce que pour eux, le livre n'est pas sacré, il y a un désintérêt, c'est pas des usagers ou des grands lecteurs qui ont brûlé la bibliothèque, sûrement pas ! Le livre, c'est très important, ce ne sont pas des gens centrés vers la lecture, ou alors ils voulaient taper gros et ils ont fait ça parce qu'une bibliothèque brûle très vite."*

« À cet attachement aux documents s'ajoute la dimension de l'enfance. Cette bibliothèque était, dans l'imaginaire collectif, la bibliothèque des enfants, le seul équipement qui leur était vraiment destiné dans un quartier en manque d'infrastructures à destination de l'enfance et de la jeunesse : *"Y a rien ici pour eux, y a que la bibliothèque, sinon y a rien dans le quartier."* Cet incendie est donc perçu comme une atteinte à la fois à la culture, aux livres, mais aussi aux enfants, ce qui le rend doublement insupportable. Ainsi Marguerite, une habitante du quartier ne *"comprend pas comment ils ont pu faire ça, parce que c'est un endroit fréquenté par leurs petits frères, petites sœurs, ils ont forcément quelqu'un dans leur entourage qui fréquentait ici"*.

« Après l'incendie, la structure a rouvert ses portes le 22 septembre 2007, après deux ans de rénovation pour un coût total de 165 000 euros. Au cours de ces deux ans, l'équipe d'alors s'est investie dans le projet de reconstruction, en participant au choix des plans de la future structure. Cette dernière fait aujourd'hui environ 100 m².

« Si l'incendie a eu un écho médiatique local très faible, les informations autour de l'inauguration ont été en revanche très diffusées, à la fois dans le journal municipal *Regards*, le journal mensuel communautaire de Plaine Commune ainsi que dans *Le Parisien*, ce dernier relatant l'incendie et le programme de la journée d'inauguration de la réouverture. Ce 22 septembre 2007, près d'une centaine de personnes est venue assister aux festivités de l'inauguration : fanfare, atelier de théâtre musical des enfants du Centre dramatique de la ville. Si beaucoup d'anciens lecteurs attendaient avec impatience la réouverture de la MME, nombre d'entre

eux ont été surpris par les changements opérés : de 30 000 documents imprimés, le fonds est passé à 7 000 documents tous supports confondus (livres, CD, DVD...), avec 4 postes informatiques avec accès à Internet, et propose 20 places assises. *“Au début, ç’a été dur, les gens sont rentrés et c’était ‘mais où sont les livres ? !’”*

« Le fonds de la médiathèque a été considérablement réduit et axé essentiellement sur la jeunesse, la structure ne propose que quelques romans adultes, essentiellement des best-sellers et des romans du terroir. Les animaux, les jeux ont disparu. Si aujourd’hui la structure commence à développer un partenariat important avec les structures environnantes (PMI, crèche, écoles...), une certaine nostalgie a persisté au lendemain de sa réouverture. En effet, la totalité des usagers de la médiathèque de la Maison de l’enfance rencontrés au cours de l’année 2009-2010 a déclaré regretter l’ancien fonctionnement, comme M^{me} Kahoul qui trouve froid le nouvel espace, ou comme M^{me} Gérard qui emmenait son fils *“quand il était petit, au départ c’était pour voir les animaux, c’est dommage qu’il n’y en ait plus, c’était super pour les enfants. Puis ils faisaient l’heure du conte, c’était chouette”*, ou encore Béatrice qui trouve *“désolant de voir cette structure mourir. C’est à peine ouvert, quand on a connu comment c’était, une vraie caverne d’Ali Baba”*. D’autres, enfin, trouvent qu’ils ont perdu, que *“c’est aseptisé, c’est mignon, coloré, mais c’est froid, ça fait plus grand, on se sent perdu dans ce grand espace”*.

« L’incendie de la bibliothèque de la Maison de l’enfance reste dans la mémoire collective comme un moment de rupture dans l’histoire de cette bibliothèque. Certains y ont vu “un mal pour un bien”, provoquant ainsi l’occasion de rénover et moderniser un équipement qui était loin de répondre tant aux normes de sécurité qu’aux attentes des bibliothèques de demain. D’autres, au contraire, y verront les derniers vestiges d’une époque révolue où les livres côtoyaient les animaux, les plantes, les jeux de société... autant de moyens pour désacraliser à la fois une institution, la bibliothèque, et un objet, le livre, parfois si éloignés des membres des catégories populaires. »

LE COMBAT DES HÉROS. QUAND ALADIN, ULYSSE ET GULLIVER BATTIRENT ROMAIN ROLLAND, ARAGON ET JULES VALLÈS

+++++

« On ne nomme jamais, on classe l'autre...
on se classe soi-même. »
Claude Lévi-Strauss⁶²

Comme je l'ai signalé auparavant, les noms que reçoivent les espaces et les objets qui composent la ville ont toujours compté dans mon travail, et j'ai toujours accordé une importance majeure à cette dimension de la réalité dans mes observations. C'est sans doute Christian Topalov qui nous offre la réflexion la plus approfondie et la plus achevée sur la relation entre ce que nous appelons « la ville » et « ses mots », ces mots que nous entendons prononcer dans la ville ou ceux que nous utilisons pour la nommer⁶³. Dans le cas des villes de Plaine Commune (dont je rappelle la liste : Aubervilliers, Épinay-sur-Seine, La Courneuve, L'Île-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse), comme dans le cas de Ciudad Evita où j'ai vécu et fait mes premières enquêtes dans la périphérie de Buenos Aires, j'ai tendance à voir et entendre ces noms comme une présence politique dans la ville.

Comment s'appellent ces bibliothèques ? Il y a un changement profond qui coïncide avec le transfert des bibliothèques de l'orbite municipale à la sphère de l'agglomération. Les bibliothèques baptisées par les villes avant leur transfert à la communauté d'agglomération portent les noms suivants : André-Breton, Saint-John-Perse, Paul-Éluard, Henri-Michaux (Aubervilliers) ; Albert-Camus, Pierre-Mendès-France, Jules-Vallès (Épinay-sur-Seine) ; Elsa-Triolet, Jean-Lurçat (L'Île-Saint-Denis) ; John-Lennon, Champagnole, Maison de l'enfance (La Courneuve) ; Jacques-Duclos (Pierrefitte-sur-Seine) ; Centre-ville, Romain-Rolland (Saint-Denis) ; Saint-Just, Jules-Vallès, Louis-Aragon (Stains) ; Jean-Renaudie, Max-Pol-Fouchet (Villetaneuse). La communauté d'agglomération, à partir de 2004, va produire les noms suivants : Gulliver, Don Quichotte, Aladin, et Ulysse (Saint-Denis), Maison du temps libre (Stains)

62. Claude Lévi-Strauss, « Universalisation et particularisation », in *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 240.

63. Je renvoie parmi ces travaux à son dernier ouvrage, *L'aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2011 ; et à l'article qu'il a coécrit avec Jean-Charles Depaule : « La ville à travers ses mots », *Enquête*, second semestre 1996, n°4, pp. 247-266.

et Colette (Épinay-sur-Seine), y compris le cas de deux bibliothèques qui ont vu leur nom changer : Aladin remplace Romain-Rolland et Maison du temps libre remplace Jules-Vallès. Dans l'ancienne formule, l'auteur de *Le cri du peuple*, membre de la Commune de Paris, côtoyait l'auteur des *Yeux d'Elsa* et la propre Elsa ; de fait, un ensemble de héros, hommes politiques, facilement identifiables par leurs engagements culturels ou sociaux, comme Jean Renaudie ou Saint-Just. Des intellectuels révolutionnaires en somme : un symbolisme très présent dans ces quartiers à travers les rues, monuments, écoles et autres équipements culturels. Le changement de cap est net avec Ulysse, Aladin et Gulliver, et même avec Don Quichotte – Colette est en revanche moins facile à situer d'un côté ou de l'autre de cette division.

Je ne dispose pas ici d'un matériau suffisant pour étudier la place que ces héros occupent au sein de la culture populaire. Un objectif si ambitieux demande d'autres moyens, comme ceux employés par Robert Darnton pour « Le Petit Poucet » ou « Le Chaperon rouge » dans son étude des significations de *Ma mère l'Oye*⁶⁴. Mais il me paraît évident que cette présence symbolique est introduite par l'État dans les quartiers (seul à posséder l'autorité nécessaire pour ces institutionnalisations, le pouvoir de nommer). Elle met aussi en évidence l'influence qu'un groupe social exerce sur l'État et le pouvoir local : non seulement parce que les premiers de la liste sont tous des héros de gauche, mais également parce que ce sont les symboles de reconnaissance mutuelle d'une génération. Nous nous sommes déjà interrogés sur les effets de mémoire que ces dénominations pouvaient avoir sur les classes populaires. Le cas d'Ulysse est très révélateur. Lors de la cérémonie d'inauguration, c'est Claude Bartolone, député socialiste et président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, qui a placé le nom de la bibliothèque Ulysse dans l'orbite des chansons de Georges Brassens, tandis que la mythologie grecque passait au second plan et était laissée à la charge d'une représentation faite par des écoliers⁶⁵. Le président du conseil général a commencé son allocution en reprenant la chanson de Brassens « Heureux qui comme Ulysse a fait un long voyage... ». Mais cette re-signification d'Ulysse aurait pu venir de n'importe quel autre orateur de la cérémonie et même du public, tant la

64. Robert Darnton, « Contes paysans : les significations de *Ma mère l'Oye* », in *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Hachette, 1986 (coll. Pluriel ; 8468).

65. Georges Brassens, « Heureux qui comme Ulysse », bande originale du film éponyme d'Henri Colpi, 1970 – sur un texte de Joachim Du Bellay.

communauté était forte entre ceux qui parlaient et ceux qui écoutaient. Il y a très probablement, parmi les habitants du quartier absents de la cérémonie, un certain nombre d'entre eux qui connaissent Ulysse grâce au dessin animé de Disney, aux films de grande distribution et aux contes pour enfants. Et pour beaucoup, ces représentations entrent partiellement en concurrence avec celles transmises par l'école. Mais ils sont sûrement moins nombreux que ceux présents à la cérémonie politique d'inauguration à s'émouvoir des chansons de Brassens. Et il va sans dire que les habitants du quartier sont quasiment absents à ce moment-là de la représentation politique. Mais qu'importe après tout, puisqu'ils ne votent pas, de toute façon.

Que se passe-t-il lorsque cette charge politique portée par les bibliothèques à travers leurs noms devient une charge portée individuellement par les bibliothécaires ? Nous pouvons penser qu'elle était lourde dans le premier modèle, celui des héros tels Saint-Just ou Pierre Mendès-France. Et nous pouvons penser que le passage qui va d'Aragon à Aladin obéit à une dépolitisation des équipements de l'État conçus comme un espace public ouvert à tous, qu'il en allège la charge. Mais en même temps, que signifient Aladin, Don Quichotte, Gulliver ou Ulysse ? Nous avons posé la question à de nombreux bibliothécaires qui n'ont pas su donner de réponse. Si ce n'est « *on a voulu changer des Pablo Picasso, Youri Gagarine ou Salvador Allende* ». Mais pourquoi changer ? Cela signifie-t-il une moindre charge politique ? Certes, si par politique on entend une symbolisation qui oppose les uns aux autres et les invite au dialogue, voire au débat.

Une image enfantine et féminisée

Au moment où je fréquentais Gulliver, Céline, l'une des bibliothécaires de l'équipe, faisait un travail quotidien hors les murs. Elle allait à la rencontre du quartier, vers l'antenne jeunesse, la ludothèque, la maison de quartier. L'équipe ne voulait pas que l'action de la bibliothèque reste limitée aux seuls usagers ni même à ce public captif des écoles que les instituteurs amènent régulièrement. C'est Céline qui s'occupait de cette tâche d'ouvrir la bibliothèque au quartier. Elle sortait à la rencontre des habitants, allait à l'antenne jeunesse, à la ludothèque, à la maison du quartier. Mais elle allait surtout voir « *ceux qui tiennent les murs* », comme elle aime me dire, et tout particulièrement un groupe qui se tenait au centre du quartier, sur la petite place qui se trouve en face du supermarché Ed et du café. C'est ce groupe que les bibliothécaires identifient comme les plus éloignés du quartier, ceux qu'ils savent protagonistes des émeutes et qui disputent à l'État le contrôle du territoire du quartier. Céline passe leur serrer la main et discute avec eux. Un rapprochement s'est produit

immédiatement après les émeutes de l'automne 2005 lorsqu'une réunion s'est tenue dans les locaux de l'antenne jeunesse, une réunion qui « *a permis [temporairement] de calmer le jeu* ». Elle s'arrête donc systématiquement devant ces « *jeunes* » qui occupent l'espace central du quartier, leur serre la main, dit bonjour, échange quelques mots. Pendant un temps, elle s'est appliquée à essayer de les convaincre de venir à la bibliothèque, car « *il y a plein de choses pour vous, vous verrez* » (elle me dira plus loin : « *bien sûr qu'ils savent tout ce qu'il y a à la médiathèque, ils nous ont déjà volé les CD de rap et les ordinateurs le lendemain du jour où ils ont été livrés !* »). Un jour, l'un des hommes accepte. « *D'accord, dit-il, mais il faut que ce soit un jour où c'est fermé.* » « *Pourquoi ?* », s'enquiert-elle. « *La bibliothèque, c'est pour les femmes et les enfants, non ? Il faut pas qu'on nous voie y mettre les pieds* », répond-il. Youssef me répondra la même chose lors de notre entretien dans les locaux de Gulliver : « *C'est bien pour les enfants, ma petite sœur y venait.* » Cette image, à la fois féminine et enfantine de la bibliothèque et du livre, est un grand classique de la culture populaire ouvrière, et elle se reproduit maintenant dans les banlieues⁶⁶. Les chiffres sur les lecteurs de l'ensemble des 23 bibliothèques de Plaine Commune le confirment. Sur 33 411 inscrits en 2009, 48 % avaient moins de 15 ans et 61 % étaient des femmes. Et encore les jeunes garçons viennent, ils sont 46 % des moins de 15 ans, mais chez les adultes, 67 % des inscrits sont des femmes et, pour certaines tranches d'âge, la féminisation est plus importante encore : 69 % des 15-24 ans sont des femmes. Cette question est liée non seulement à une question générale du rapport de genre et d'âge avec la culture et avec la politique, mais aussi à l'action de la bibliothèque au sein du quartier. Alors il était évident pour moi que cette institution nommée Gulliver, logée dans un édifice coloré et bâtie sur des formes ludiques au milieu des tours grises d'un quartier de banlieue pouvait renforcer ces représentations. Entre les Lilliputiens et les géants des îles fantastiques, Gulliver ne donne peut-être pas une image très alléchante aux jeunes adultes d'une cité⁶⁷.

Beaucoup de bibliothécaires sont conscients de ce discrédit porté sur la bibliothèque, comme si elle n'était pas faite pour les « hommes ». Or, souvent, cette question de la virilité est présentée comme une forme culturelle associée à la

66. Gérard Mauger, *Sociologie des jeunes, des groupes marginaux et de la lecture*, Paris, AAR – MSH, 2003 ; et du même auteur, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires, 1975-2005*, Paris, Belin, 2006 (coll. Sociologiquement).

67. J'ai présenté cette hypothèse lors d'une conférence au Congrès de l'association des bibliothécaires de France. La direction de la lecture publique de Plaine Commune se trouvait dans le parterre. Elles (ce sont des femmes) m'ont dit avoir été très touchées par mes propos, « *on n'y avait pas pensé. On avait envie de faire un trou et de disparaître dans la salle* », m'a confié l'une des bibliothécaires. On a rediscuté ensuite à plusieurs reprises de cette question. J'ai su que la stratégie a été modifiée. Les noms retenus sont Colette et Aimé Césaire. Denis Merklen, « *Quelles raisons pour brûler des livres ? Une étude exploratoire sur les violences faites aux bibliothèques de quartier* », *Revue Hors-Texte*, mars 2008, n° 84, pp. 13-26. Texte de la conférence publié au 53^e congrès de l'Association des bibliothécaires de France, Nantes, 8-11 juin 2007 sous le titre « *L'image des bibliothèques dans la population de Seine-Saint-Denis* ».

question ethnique. Les pratiques culturelles et « coutumes » sont ainsi mentionnées dans une association entre jeunes garçons et « origines culturelles ». « *Dans la population ado, on voit cette espèce de honte qu'il y a à fréquenter les bibliothèques. On la fréquente quand on est seul, mais pas en bande. Devant les copains, c'est encore la honte de fréquenter les bibliothèques.* », Ninon, bibliothécaire, 31 ans, catégorie B.

Il y a encore trois observations à faire ici. La première c'est que, quoi qu'il en soit, les habitants ne participent nullement à ces désignations. Les noms des bibliothèques comme ceux de toutes les autres choses de leur quartier leur sont imposés par « la classe politique ». De ce point de vue, la forme interventionniste des institutions en territoire populaire se voit renforcée, et les chances d'« appropriation » de ces institutions par les habitants, pour parler le langage des hommes politiques, se voient réduites. Quand je suis arrivé à l'*asentamiento 22 de Enero*, en janvier 1986, cette occupation de terres de 107 hectares par 1200 familles n'était qu'un campement au milieu d'un gigantesque terrain vague de la banlieue ouest de Buenos Aires. Or, les occupants se sont un soir mis à dessiner un plan et à baptiser les « rues » qui existeraient un jour. Ils ont choisi des noms de fleurs, car « *on veut faire*, disaient-ils, *un barrio jardín (un quartier fleuri)* ». Ils ont discuté de l'idée dans des assemblées de quartier et ont voté (une proposition vite écartée était de prolonger le nom des rues du quartier voisin : Martín Coronado, José Hernández, Valentín Gómez, El Lazo...). Les noms alors choisis collectivement sont ceux des rues qui aujourd'hui traversent ce quartier de Ciudad Evita : *los pensamientos, las orquídeas, las azucenas, las margaritas...* En revanche, si l'on revient à la comparaison de la carte de Ciudad Evita représentant l'effigie de l'épouse du général Perón avec la carte du Clos Saint-Lazare, on retrouve la situation inverse. Le plan du quartier de Stains a été conçu pour représenter, vu du ciel, un papillon qui est resté aussi à l'état de projet, car la seconde moitié n'a jamais été bâtie. Ciudad Evita, vue du ciel, représente le profil d'Eva Perón avec son célèbre chignon.

La deuxième observation fait écho au point de vue des bibliothécaires. Si l'on pense à certaines de ces figures, comme celle de Sonia, à Stains, la charge politique symbolisée par des noms tels que Louis Aragon ou Romain Rolland forme aussi un support, une aide à l'orientation. Les choses sont explicites, il y a un contenu clair donné à l'action de la bibliothèque, ce qui peut constituer un point d'appui. Plus fondamentalement, ces noms donnent l'occasion d'une inscription collective. Il y a là un « foyer moral », comme dirait Durkheim, où l'action de la personne s'inscrit dans un cadre

collectif. La phrase « *on sait ce qu'on fait* » prend du sens, tout comme il est plus facile de comprendre son contraire : « *on n'est pas sûr de ce qu'on fait* », qui traduit toutes les ambivalences, les incertitudes et les divisions qui traversent cet univers des bibliothécaires en contact avec un monde de classes populaires également conflictuel. De quelle action est porteuse Gulliver ? Nous avons là, pour le meilleur et pour le pire, un groupe politique dépossédé de ses héros. Or, selon l'analyse de certains, la survie des bibliothèques publiques se joue dans leur possibilité d'exercer pleinement une action de pédagogie politique⁶⁸. Sur quelles bases ?

Enfin, je dois faire une troisième observation. Elle concerne cette fois le caractère central de l'exemple choisi et la situation particulière de ce fragment de la banlieue parisienne qu'est la communauté d'agglomération de Plaine Commune. Il est vrai qu'à regarder sur la carte cet ensemble urbain, on voit Saint-Denis occuper le centre et les autres villes l'entourer comme une périphérie, comme une sorte de banlieue dans la banlieue. Et il est vrai aussi que cette condition se multiplie sur plusieurs dimensions dont la symbolique n'est pas des moindres, fortement marquée par la place que le Parti communiste a accordée à cette ville. Cette ville a ainsi rayonné, pour ainsi dire, pendant longtemps vers le reste de la banlieue. C'est ainsi que les exemples des noms donnés aux espaces, aux rues, aux places et aux institutions suivent ce rayonnement. Or, lorsque nous nous déplaçons vers d'autres périphéries, la ville et les quartiers peuvent prendre un autre aspect. Lorsque je suis allé sur place étudier le cas de la médiathèque François-Mauriac, à Goussainville, les choses se présentaient autrement, et j'ai pu faire un constat analogue en allant enquêter sur l'incendie de la bibliothèque du quartier des Aunettes, à Évry, ou encore celui de Villiers-le-Bel. Trois bibliothèques qui ont en commun le fait d'avoir été elles aussi incendiées⁶⁹. Dans l'espace de ces villes et de ces quartiers, la

68. C'est par exemple la position soutenue par Anne-Marie Bertrand lors de son allocution d'ouverture des journées d'études conjointement organisées par la Bibliothèque publique d'information et l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (qu'elle dirige) au Centre Georges-Pompidou. Voir Anne-Marie Bertrand, « L'avenir et l'image des bibliothèques », communication à la journée d'études sur *L'image des bibliothèques*, Bpi-enssib, Paris, Centre Georges-Pompidou, 17 mai 2011. [En ligne] < http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397 > (consulté 24 juin 2011). Et c'est aussi la position d'auteurs comme Roger Chartier ou Robert Darnton.

69. La bibliothèque Louis-Juvet de Villiers-le-Bel fut incendiée dans le cadre des émeutes du 26 novembre 2007. Celle du quartier des Aunettes, à Évry, l'a été le 6 mai 2007, au cours des protestations suivant le deuxième tour de l'élection présidentielle. La bibliothèque François-Mauriac, dans le quartier des Trois-Bornes, à Goussainville, fut incendiée deux années consécutives : en novembre 2007 et en novembre 2008, puis attaquée à coup de pierres qui ont détruit une bonne partie de ses vitres en 2009.

charge symbolique semble moins directement déterminée par la présence d'un parti politique, elle apparaît parfois comme politiquement « neutre », comme à Évry, où la bibliothèque porte le nom du quartier et où la bibliothèque centrale de la ville s'appelle Médiathèque de l'Agora – du nom de la place où se trouvent la station du RER et un important centre commercial à l'intérieur duquel est situé l'équipement. Et les noms de Colette et Aimé-Césaire sont ceux de la dernière bibliothèque de Plaine Commune (inaugurée en 2010 à Pierrefitte-sur-Seine) et de celle dont l'ouverture est projetée dans le centre-ville de La Courneuve. Ce dernier nom attire notre attention, car Aimé-Césaire est également le nom de celle qui a remplacé la bibliothèque Louis-Jouvet à Villiers-le-Bel après son incendie. Et Aimé-Césaire a été évoqué pour le nom de la bibliothèque que la ville d'Ivry-sur-Seine pensait construire en 2011. Une conversation avec Bozena Wojciechowski (adjointe au maire en charge des actions contre toutes les discriminations – PCF de cette ville) nous permet d'apprendre que la figure de l'écrivain martiniquais va justement « *plutôt vers une reconnaissance de la diversité* »⁷⁰.

Si nommer c'est classer⁷¹, quelle est la place occupée par Gulliver, Ulysse et Aladin dans la société française ? Et quelle est celle que ces noms occupent à Saint-Denis ou encore dans les cités du 93 ? Quelle place prennent les bibliothèques ainsi nommées au sein des classes populaires ? Il n'est évidemment pas question d'« identités ». C'est une question de rapports sociaux, de positions relatives et de relations. Par rapport à quoi et par rapport à qui se situent ces bibliothèques au sein de l'espace social ? C'est par rapport à ce passé désigné par des noms tels Jules Vallès ou Romain Rolland. Aladin et Gulliver renvoient Vallès et Rolland au passé, ils prétendent prendre leur place dans le présent politique des classes populaires, et représenter ainsi les territoires populaires au sein de l'espace public, au sein de l'espace politique national où ces noms ont un sens. Dans son livre sur « la peur des représentations », Jack Goody met en lumière le rapport des groupes sociaux avec les images qui prétendent les représenter en fixant notamment des images du sacré⁷². Ainsi, à travers leur action culturelle, les bibliothèques entrent dans le monde

70. Discussion informelle ayant eu lieu en mai 2011.

71. Jacques Derrida, « La guerre des noms propres », in *De la grammatologie*, Paris, Minuit, 1967 (coll. Critique), pp. 157-173 ; et Claude Lévi-Strauss, « Universalisation et particularisation », in *La pensée sauvage*, op. cit.

72. Jack Goody, *La peur des représentations. L'ambivalence à l'égard des images, du théâtre, de la fiction, des reliques et de la sexualité*, Paris, La Découverte, 2006 (coll. La Découverte Poche / Essais ; 231).

des représentations des classes populaires et participent en tant qu'acteurs à la formation des frontières symboliques du monde social.

Une bibliothèque incendiée à Villiers-le-Bel

Article publié par LivresHebdo.fr le 27 novembre 2007

« Lors des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre dans la nuit du 26 au 27 novembre, la bibliothèque Louis-Jouvet a été entièrement détruite par un incendie. Au lendemain de la mort de deux adolescents dans une collision entre leur minimoto et un véhicule de police à Villiers-le-Bel (95), les affrontements entre jeunes et forces de l'ordre ont duré de 19 h30 à 1 heure du matin, pendant la nuit du 26 au 27 novembre, dans six villes du département du Val-d'Oise : Villiers-le-Bel, mais aussi Sarcelles, Garges-lès-Gonesse, Cergy, Ermont et Goussainville.

À Villiers-le-Bel, des incendies ont détruit plusieurs bâtiments dont la

bibliothèque Louis-Jouvet et deux écoles.

La bibliothèque Louis-Jouvet, qui assurait près de 30 000 prêts de documents par an, était un des trois équipements de proximité de la ville. C'était même "la bibliothèque la plus fréquentée dans le vieux Villiers-le-Bel, précise la responsable, Isabelle Walet. Elle accueillait enfants et adultes chaque jour". Le bâtiment de 280 m2 est entièrement détruit. "Avec mon équipe, nous sommes désorientés et tristes, dit Isabelle Walet, nous nous investissions beaucoup dans les relations avec les habitants et, en une nuit, ce service public a entièrement disparu." »

[En ligne] < www.livreshebdo.com/actualites/DetailsActuRub.aspx?id=1168 >
(consulté le 30 novembre 2007)

LA BIBLIOTHÈQUE FACE AUX ÉGLISES

+++++

Nasser Tafferant observe comment l'islam constitue un refuge pour de jeunes intellectuels des quartiers qui n'arrivent pas à se maintenir suffisamment longtemps dans l'institution scolaire pour accéder à une profession intellectuelle⁷³. Un refuge précieux quand on ne trouve pas dans les partis politiques un cadre approprié à la réflexion sur sa condition sociale, morale, politique. La bibliothèque se trouve ainsi en concurrence directe avec les différentes églises et groupes religieux qui constituent la trame de l'inscription territoriale dans le quartier. Et il faut bien insister sur cette concurrence, car les bibliothèques ne coopèrent pas avec ces groupes religieux et ne s'allient pas avec eux. Ainsi, par exemple, au Clos

73. Nasser Tafferant, *Le business, une économie souterraine*, op. cit., p. 157 sq.

Saint-Lazare, il y a une église catholique, deux mosquées et deux églises évangéliques qui partagent un même local, situé square Molière. Une des mosquées est placée sur l'avenue Stalingrad, entre deux ensembles de barres. On peut voir les fidèles déployer leur tapis sur le trottoir pour faire la prière. Les locaux accueillent aussi des habitants pour différentes activités associatives. L'entrée est toujours peuplée de petits groupes d'hommes qui y discutent debout, quotidiennement. La deuxième mosquée se trouve au rez-de-chaussée d'un autre immeuble. Ces locaux religieux accueillent aussi des habitants pour plusieurs activités associatives.

Comme dans le cas de la bibliothèque, il est difficile de trouver l'église évangélique La Source de vie, car ses rideaux sont baissés la plupart du temps, et seul un petit panneau, peu visible, indique sa présence au-dessus d'une porte étroite. Les voisins qui habitent le square Molière la connaissent, certains d'entre eux se plaignent des chants du dimanche matin. Mais les fidèles viennent aussi d'autres quartiers de Stains, même s'ils disent parfois au pasteur que le Clos ne leur plaît pas.

Extraits du journal de terrain d'Emilia Schijman, 2009.

« 1^{er} février 2009 : Ce matin je suis partie tôt pour aller à l'église évangélique que je voyais toujours fermée : le culte se fait les dimanches à 9 heures. Je suis arrivée un peu en retard. La porte d'entrée était fermée. De chaque côté, des rideaux métalliques étaient baissés. J'ai fait le tour et je me suis trouvée dans un local peint en blanc, avec certains des murs en couleur lilas. Le contraste est étonnant entre cet intérieur et le square, gris et délabré. À gauche de l'entrée, une petite salle avec une table au milieu, autour de laquelle des enfants étaient assis. Ils dessinaient. Depuis la porte d'entrée, on voyait une autre salle, plus large, au fond de laquelle d'autres enfants, plus petits, étaient réunis. Une femme vient à ma rencontre. Je me présente et je lui demande si je suis bien dans l'église, et elle m'explique que le lieu de culte se trouve de l'autre côté, sur le square, et que dans cet endroit se font des activités culturelles avec les enfants, pendant que leurs parents participent au culte. Elle m'explique que pendant la semaine, dans ce local, ils organisent des activités de soutien scolaire pour les enfants, comme des cours d'étude biblique et des réunions de prière. À ce moment, un jeune homme se rapproche et me dit qu'il se dirige vers l'église, que je peux venir avec lui. J'ai été très bien accueillie, tous les deux se présentent par leurs prénoms et me font la bise.

J'entre au temple après lui. La salle d'environ 70 mètres carrés est pleine. L'espace est divisé en deux, une partie surélevée, où se trouve un oratoire. L'autre partie de la salle est remplie de chaises en plastique vert obscur, disposées en environ 10 rangées. Sur les murs il n'y a pas d'images, mais une décoration modeste qui reste de Noël (guirlandes). Sauf trois personnes d'origine française

(le pasteur, sa femme et un jeune garçon), toutes les personnes présentes sont d'origine africaine ou antillaise. Près des deux tiers sont des femmes, âgées entre 35 et 65 ans.

Je reste debout, près de la porte, mais tout de suite le jeune garçon me signale une chaise libre. Je suis impressionnée par la scène. À gauche de l'autel, une bande chante et joue des instruments sur un rythme que je crois brésilien. Les fidèles, debout devant leurs chaises, chantent et accompagnent le rythme avec leurs mains. À droite de l'autel, trois personnes restent debout sans danser. Il s'agit de deux pasteurs, un est français et l'autre d'origine antillaise. Une troisième personne était à leurs côtés. Quand les musiciens et la chanteuse se retirent de la scène et s'assoient, un des pasteurs prend le micro, dit quelques mots implorant Dieu, puis, demande "à la jeune fille qui vient de se mettre debout de se présenter". Je comprends vite qu'il s'adresse à moi et me regarde, comme tout le monde, et qu'ils attendent que je dise quelque chose. Je me lève et je dis que je suis argentine, étudiante, que je fais un travail sur la rénovation au Clos Saint-Lazare et que je veux connaître l'église. J'ajoute qu'en Argentine il y a beaucoup d'églises évangéliques. Je ne savais pas quoi dire. Un des pasteurs s'exclame "Oui !". Les gens me regardent et me sourient. Le pasteur me remercie et demande une prière pour que Dieu me bénisse, et me dit que la prochaine fois que je viendrai, si c'est le cas, il faut que je cherche la même place. La bande se met à jouer de nouveau et les fidèles, tournés tous vers moi, chantent et dansent, me regardent et me bénissent avec leurs mains. Ils sont souriants. Je reste debout. Je remercie, très émue. Ma voisine me dit que je peux m'asseoir.

Ensuite, une femme prend le micro et informe sur les activités du mois de février, les réunions et les prières (celles destinées aux personnes malades et aux personnes en difficulté) dans les autres "assemblées de Dieu" d'Île-de-France : "Goussainville", "Haïtiens", "Sarcelles", "Sourds" (Sarcelles), "Stains", "Survilliers". Cet ensemble d'églises constitue l'association Églises évangéliques Source de vie, membre de la Fédération protestante de France. Ensuite, cette femme parle des cours de soutien scolaire et de la sortie "à la neige" qu'ils organisent dans une autre église du réseau. Toute cette information est projetée en PowerPoint sur un grand écran. Je n'ose pas prendre de notes.

Le pasteur français prend le micro. Il évoque une réunion "très assistée" avec de jeunes adultes qui a eu lieu le jour d'avant, à Saint-Ouen, et signale que "la participation des jeunes est très importante pour l'église". Il invite une des trois jeunes qui étaient dans la salle à parler de la journée. Elle se lève et prend le micro. Cette fille raconte qu'elle était ravie de la participation des jeunes la veille, et résume la pièce de théâtre qu'ils avaient organisée : il y avait le diable, qui poussait les jeunes à regarder la TV et les empêchait de lire la Bible. La pièce finissait par la victoire des "Maîtres de dieu" (?). En effet, cette jeune fille et un autre garçon, d'origine française, sont chargés d'encadrer la jeunesse et de recruter des nouveaux jeunes fidèles.

Le pasteur prend la parole et lit des fragments de la Bible, qui sont projetés sur un écran situé à droite de l'oratoire. Il invoque plusieurs fois "la puissance de la communion des frères", puis il interprète des passages de la Bible. "Nous

sommes tous égaux devant Dieu, même avec 120 de coefficient d'intelligence, Dieu ne regarde pas ça, il faut rester simple, la simplicité est le plus important. Il faut aussi avoir toujours un cœur d'enfant." Il évoque la sincérité des enfants, leur spontanéité, contre l'hypocrisie parfois facile du cœur de l'adulte. Après, il s'arrête pour parler de la responsabilité des parents face aux enfants, à leur éducation, et à la nécessaire autoréflexion des parents sur la manière dont ils les élèvent. Puis, les parents sont un modèle pour les enfants. "Si on dit à table qu'on a menti au patron, après les enfants vont rire, même si ce n'est pas devant eux. De plus, Dieu ne peut atteindre les enfants qu'à travers leurs parents." Les gens écoutent, certains prennent des notes. Ils ont parfois la Bible entre leurs mains, souvent marquée par plusieurs post-it.

À la fin, la musique reprend. Les gens chantent et dansent, toujours très souriants. Quand le culte est fini, une femme se retourne vers moi et me dit qu'à partir de ce jour, je ne serai plus jamais triste. Je remercie (j'ai appris bien plus tard que tout le monde dit ça à son voisin dans le cadre de la cérémonie). Le jeune garçon me demande ce que je fais là, en France... Après, le pasteur me salue et m'invite à aller avec eux à la salle d'à côté, pour parler. Le deuxième pasteur se rapproche et répète l'invitation. Beaucoup de personnes se sont rapprochées, me demandant comment je vais, ce que je fais, si je suis baptisée et chrétienne. "C'est jamais trop tard." Beaucoup m'appellent "sœur". »⁷⁴

Ces extraits d'un journal de terrain sont très significatifs à l'égard de ce que l'on a pu voir dans les bibliothèques de quartier. Les deux institutions semblent se distinguer sur tous les points, mais sur certains aspects la proximité est aussi évidente. Le premier réflexe a été de penser à Jean-Luc, le pasteur « français », avec l'histoire de Sonia, la bibliothécaire de Jules-Vallès, en tête. Comme elle, Jean-Luc est un ancien syndicaliste, comme elle, il a choisi d'investir le quartier. Il habite avec sa femme à Sarcelles. Après trente-cinq ans de travail en tant que facteur, il vient de prendre sa retraite. Il a été délégué syndical : « *Ça a été une école de formation, de contact avec les besoins de gens.* » Même si les gens le « *prennent souvent pour un prof* », Jean-Luc se dit « *un homme de la rue* ». Mais les choses vont mieux pour lui qui a créé cette église dont les fidèles augmentent tous les jours (l'église compte une centaine de fidèles et 59 enfants qui participent notamment aux activités de soutien scolaire). Le pasteur négocie avec le maire un local pour ses activités que la municipalité lui donne « *pour un prix symbolique, 18 euros par mois* », ce à quoi nous devrions ajouter tout le bien que le pasteur dit du maire et les occasions qu'il lui a offertes de venir rencontrer les fidèles. Le contraste

74. Je remercie Emilia Schijman pour ces extraits.

est saisissant avec le désarroi affiché de Sonia, cette bibliothécaire qui n'a plus aucune prise sur le quartier, qui semble avoir perdu les liens avec le maire, même lorsque tous les deux sont du même bord politique.

Je connais la capacité de ces églises à s'adapter très rapidement à des conjonctures souvent très différentes. Dans l'Argentine des années 1980 et 1990, l'époque où j'ai observé le développement de nouveaux répertoires d'action collective à travers les *asentamientos* (les occupations illégales de terres dans la banlieue de Buenos Aires) a coïncidé avec un changement important au niveau des pratiques religieuses. Le catholicisme des communautés ecclésiastiques de base que j'ai étudié de près a fortement reculé au profit du développement des églises évangéliques et pentecôtistes. C'est pourquoi j'ai été intéressé par cet essor récent dans les quartiers populaires en France. La politicité populaire que j'essaie de décrire évolue aussi en concomitance avec ces nouvelles formes de religiosité. Reste le difficile travail de décrire les liens entre l'une et l'autre⁷⁵.

Deux choses connues mais qu'il vaut la peine de rappeler ici sont rapidement repérables. La première est la simplicité de l'accès au sacerdoce et la possibilité de devenir plus facilement un entrepreneur religieux. Cette condition, qui découle notamment du rapport de la religiosité protestante avec le livre, agit sur un mode fondamental au sein des classes populaires d'aujourd'hui. Là où le chemin culturel et scolaire est long pour accéder à la plupart des fonctions et des responsabilités, qu'elles soient économiques, politiques ou religieuses, là où les chemins de la scolarité et de la formation sont longs et nombreux les diplômes exigés, ces formes de religiosité donnent des possibilités d'action bien plus accessibles. Les formes de distance sociale entre pasteurs et fidèles se trouvent immédiatement raccourcies. Cette première caractéristique est en lien direct avec la seconde. Comme nous l'avons repéré dans l'église du Clos Saint-Lazare, les évangélistes s'approprient très vite les nouvelles technologies de

75. Sur le rapport des communautés ecclésiastiques de base aux nouvelles formes de l'action collective des classes populaires en Argentine, voir Denis Merklen, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Ed. Catálogos, 1991 et, du même auteur, *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, Thèse soutenue en décembre 2001 à l'EHESS de Paris, Lille, Atelier national de reproduction des thèses (ANRT), 2006. Sur les rapports de la mouvance évangélique à la nouvelle politicité des classes populaires dans ce pays, voir Daniel Miguez, Pablo Semán, « Culture politique et pentecôtisme en Argentine. Spiritualisation de la politique ou politisation de l'esprit ? », in André Corten et André Mary, *Imaginaires politiques et pentecôtismes. Afrique / Amérique latine*, Paris, Karthala, 2000, pp. 321-341. Pablo Semán, « Cosmológica, holista y relacional: una corriente de la religiosidad popular contemporánea », *Revista Ciências Sociais e Religião* año 3, octobre 2001, n° 3 ; Daniel Miguez, Pablo Semán, *Entre santos, cumbias y piquetes: las culturas populares en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Biblos, 2006.

l'audiovisuel et de la communication. Dans la cérémonie que nous venons de décrire, les bibles tenues entre les mains des gens sont en corrélation avec la parole du pasteur, des chants et de la musique, et de l'écran qui, sur le mur, reproduit le discours. Un peu comme dans la pièce de vie des appartements et des maisons populaires où il est fréquent que la télé soit en permanence allumée tandis que les gens discutent, lisent ou mangent. Tout le contraire de ce que font les familles de classe moyenne et aisée qui visent une éducation de distinction intellectuelle et qui souvent n'achètent pas de téléviseur, comme une manière de protéger leurs enfants. C'est ainsi que les gens cherchent à se positionner d'un côté ou de l'autre des frontières sociales⁷⁶. Et on a vu toute la difficulté des bibliothèques et des bibliothécaires à agir dans cet univers entre ce qu'ils perçoivent comme l'évolution des nouvelles technologies et ce qu'ils perçoivent comme un appauvrissement culturel auquel on soumet toujours les classes populaires.

Ainsi, sur le site Web de ce groupe d'églises évangéliques du nord de Paris, on apprend beaucoup de choses pratiques comme cette invitation :

« Voici le défi de cette année : Ne plus être un consommateur de programmes ou de réunions proposées par l'église, mais être un acteur ! Comment ?

Esaïe 6.8 : "J'entendis la voix du Seigneur, disant : Qui enverrai-je et qui marchera pour nous ?"

Nous te proposons d'organiser la soirée parfaite, idéale pour inviter tes amis et tes collègues afin qu'ils entendent parler de Jésus. Il te suffit pour cela de monter ou de faire partie d'une équipe et de mettre tout en place : La décoration, le repas, l'animation de la soirée, l'ambiance, le thème. Qui mieux que toi sait ce qui correspond le mieux à tes amis ? Ces soirées seront notées à partir des différents critères cités ci-dessus avec remise de prix pour les gagnants. Il y a déjà des équipes en place pour les mois de novembre, décembre, janvier, février, mars et juin : si tu veux participer, il reste avril et mai. Tu as également la possibilité d'intégrer une équipe existante. Dans tous les cas, tu peux nous contacter à l'adresse suivante : jeunesse@lasourcedevie.net.

À toi d'organiser ! »⁷⁷

Je reprends enfin cette phrase du journal de terrain : « *Tu ne seras plus jamais triste.* » Je pense au contact physique, aux chants, à l'accueil, aux applaudissements. L'église semble faire tout ce que la bibliothèque ne

76. Monique de Saint-Martin, Mihaï Dinu Gheorghiu, Bénédicte de Montvalon (dir.), *Éducation et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris, Michalon, 2010.

77. < <http://lasourcedevie.net/rubrique/jeunesse/> > (consulté le 25 mai 2011). Le lien n'est plus valide à la date de l'édition, le 15 octobre 2013.

peut pas et tout ce qu'elle cherche à ne pas faire. Aller à la rencontre des corps, de l'affectif et des problèmes les plus immédiats et les plus essentiels des gens, mais aussi des préoccupations politiques. Le pasteur non seulement offre des contacts avec le maire qu'il dit connaître très bien, mais il explique aussi aux gens qu'ils ne doivent plus regarder le maire communiste « *comme à l'époque de l'Union soviétique* ». Il dit que c'est un homme bon et qu'il fait de bonnes choses pour la communauté et pour la ville. Le pasteur semble avoir ainsi une fine perception de la situation : « *Je suis invité à prêcher dans les communautés tamoules. Mais je dis qu'il faut être ouvert. Attention, à un moment il va y avoir un fossé, un divorce, une incompréhension, parce que les jeunes ne vont pas se reconnaître dans l'église de leurs parents. C'est pour ça que j'essaie de mettre en avant ici la jeunesse, je dis quant à la deuxième génération d'immigrants, il faut se mélanger, car ce qui est valable pour eux ne sera plus valable pour leurs enfants.* » Il parle à la jeunesse « *des choses très pratiques* » qui se situent « *au niveau des besoins* ». Son église diffuse un livre, d'une cinquantaine de pages, *Trop jeune pour être mère* dont une jeune fille martiniquaise est l'auteur. « *On l'aura ici au mois de mars [l'auteur]. Cette personne a connu... a eu un enfant sans père. On est là confronté à quelque chose... un témoignage : elle va dire et pousser les jeunes à réfléchir : "Tu veux être une mère célibataire ? T'as bien réfléchi aux conséquences ? À 12 ans, 14 ans ?" C'est une fille des îles qui l'a écrit et l'on sait que dans les îles il y a beaucoup de filles-mères, qui sont seules. Tu déséquilibres ton enfant dès le départ. Il faut donner aux jeunes la possibilité de réfléchir et de se positionner par rapport à ça... Dimanche une fille va présenter le livre. Elle l'a lu et ça l'a interpellée.* »⁷⁸ Puis, ils vont le vendre à 2 euros, « *même si nous, on l'achète à 7,50 euros* ». Ils distribuent aussi un autre livre sur le parcours d'un jeune, habitant d'une cité HLM de Noisy-le-Roi, *Des ténèbres à la lumière*. La quatrième de couverture : « *Yannis, abandonné par ses parents à l'âge de 3 ans, a été élevé par une grand-mère particulièrement désagréable. Au fil des années, il va s'endurcir et connaître l'enfer de la violence et de la drogue. Armes, argent, haschich vont le conduire à créer un véritable empire et entrer dans le grand banditisme. Poignardé à plusieurs reprises, il échappera maintes fois à la mort et verra son frère de 30 ans se faire assassiner. Derrière ce décor, une femme, Manu, va être traînée dans la boue par l'homme qu'elle a choisi d'aimer. Dans les larmes et la prière, cette fervente chrétienne va décider de le soutenir et de l'accompagner dans*

78. Les extraits d'entretien sont aussi tirés du journal de terrain d'Emilia Schijman.

le dernier chapitre de son calvaire. Yannis sera incarcéré pour de nombreux vols à main armée et Manu va être l'émissaire que Dieu choisira pour lui faire découvrir l'Évangile. »

Nous voyons ici comment un autre agent, l'église évangéliste, mélange plus aisément ce que la bibliothèque maintient séparé : vie privée et vie publique, les questions liées à la vie quotidienne et à la survie avec des avis plus généraux sur la société. Mais surtout la parole et l'action religieuses se développent là où, municipalisées, les bibliothèques ne peuvent plus agir. L'église évangélique, comme toutes les autres, vise à construire une communauté et, avec elle, une vision partagée du monde. C'est le but que s'était fixée la bibliothèque populaire lorsqu'elle n'était pas encore un équipement de service public. La bibliothèque était alors plus proche d'une « culture de classe », de la « culture populaire » telle que les travaux de Raymond Williams ou d'Edward P. Thompson l'ont étudiée pour le cas de l'Angleterre. Son action vise la société à partir de l'affirmation d'un point de vue commun, collectif et partiel. C'est ce que les bibliothèques et les médiathèques municipales (ou gérées par d'autres formes du gouvernement local, comme dans le cas de Plaine Commune) ne peuvent plus faire. Elles sont condamnées, pour le bien ou pour le mal, à fonctionner comme un « service public » et à penser leur espace comme un espace public ouvert à tous et à chacun. En ce sens, leur action cible essentiellement les individus. Elles visent l'égalité, cherchant à offrir aux habitants du quartier les mêmes opportunités qu'aux autres membres de la cité. Mais elles se trouvent ainsi dans une position depuis laquelle il est pratiquement impossible de produire une vision collective, d'agir dans la formation d'un acteur collectif.

Les quartiers des bibliothèques Gulliver et Jules-Vallès
Le Clos Saint-Lazare (Stains) et La Saussaie-Floréal-Courtille
(Saint-Denis) en quelques chiffres de l’Insee

	Clos Saint-Lazare-Allende (1)	Floréal-Saussaie (2)	Paris
Population 2006	10 533	5 417	10 142 977
Population 1999	10 778	6 134	9 644 507
Nombre de résidences principales 2006	3 175	1 960	4 025 513
Part des HLM parmi les résidences principales en 2006	92,20 %	64,90 %	24,50 %
Part des ménages de 6 personnes et plus en 2006	18,20 %	11,90 %	4,00 %
Taux d'activité 2006 des 25-65 ans	70,00 %	76,40 %	82,40 %
Part des demandeurs d'emploi de catégories 1, 2, 3 (hors activité réduite) parmi les actifs de 25-64 ans en 2006	18,90 %	15,70 %	9,50 %
Part des employés et ouvriers parmi les salariés en 2006	87,40 %	82,20 %	51,40 %
Part de bénéficiaires de la CMUC* parmi les bénéficiaires de la CNAM* en 2007	24,80 %	16,70 %	7,60 %
Part des bénéficiaires de la CMUC parmi les 18-24 ans bénéficiaires de la CNAM en 2007	23,40 %	18,30 %	10,50 %
Revenu fiscal médian 2006 (par unité de consommation)	8 113	10 311	19 830
Part de la population vivant dans un ménage à bas revenus (hors prestations sociales) en 2005	37,50 %	24,80 %	11,10 %
Nombre moyen de généralistes dans un rayon de 500 m en 2006	10	5	n.d.

(1) Les données associent les chiffres du Clos Saint-Lazare avec celles du quartier Allende, situé en face du premier et faisant partie de la même « Zone urbaine sensible » (ZUS).

(2) Les données ne comprennent pas le quartier de La Saussaie.

* CMUC : couverture maladie universelle complémentaire.

* CNAM : caisse nationale d’assurance maladie.

+++++

CHAPITRE II
DEDANS ET DEHORS,
LA BIBLIOTHÈQUE,
L'ÉCOLE ET
LA PRESSE PEOPLE

+++++

+++++

CHAPITRE II

DEDANS ET DEHORS, LA BIBLIOTHÈQUE, L'ÉCOLE ET LA PRESSE *PEOPLE*

+++++

« Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque. »¹

J'interroge donc ces conflits observés dans le cadre des bibliothèques et ces incendies qui nous interpellent en reprenant à mon compte la question de la place que le livre et, plus généralement, l'écrit occupent au sein de la culture populaire. Le cas des bibliothèques de quartier ne permet évidemment de considérer ce problème que très partiellement. Mais inversement, enquêter sur les rapports conflictuels que les bibliothèques entretiennent dans leur quartier d'implantation devient chose impossible si on ne pose pas cette question fondamentale. Je voudrais donc revenir ici encore une fois sur l'économie des échanges entre la bibliothèque et ces quartiers périphériques. Où se trouve la bibliothèque ? Quelle est sa place dans l'espace du quartier ?

Nous avons vu que, pour une bibliothécaire, « *ici on est en France, on ne parle pas comme ça* ». Nous avons vu encore qu'un habitant considère qu'on peut faire un entretien dans les locaux de la bibliothèque, car « *on est chez moi ici* », mais que lui-même, ne connaissant pas les règles à observer, imite les autres, prend des livres pour s'asseoir à une table et lance « *il faut faire comme tout le monde* ». Nous avons également vu comment la bibliothèque se situe à distance et en communication avec d'autres institutions, du McDonald's aux institutions scolaires en passant par les institutions religieuses, l'antenne jeunesse ou les radios associatives. Je voudrais m'arrêter ici un moment sur la manière dont les bibliothécaires pensent leur rapport à l'école et sur cette relation école-bibliothèque. Sans prétendre encore épuiser ce rapport fort complexe, son exploration nous permettra de tenir compte d'une dernière facette de la présence des bibliothèques dans les quartiers, et de la culture de cette fraction des classes populaires qui peuple les « cités » de nos banlieues.

1. Un habitant d'un quartier de Saint-Denis à une bibliothécaire, la veille du deuxième tour de l'élection présidentielle de mai 2007.

LES BIBLIOTHÈQUES ET LES ÉCOLES

+++++

« Je prône la lecture individuelle, pour ne pas faire comme l'école justement. Pour pas être l'Éducation nationale. C'est très important. »

Charlène, bibliothécaire.

La grande majorité des bibliothécaires que nous avons rencontrés au cours de l'enquête donne une explication des émeutes en fonction du contexte social de ces quartiers populaires. Dans ce cadre, la violence constitue une pièce importante de leur caractérisation. Qu'en est-il de leur explication sur le fait que des écoles, comme les bibliothèques, puissent être prises pour cibles au cours de ces troubles urbains, ou devenir le théâtre quotidien de conflits divers ? À la situation sociale évoquée comme cadre général des émeutes, ils vont ajouter une hypothèse sur le fonctionnement des institutions présentes dans les quartiers. D'un côté, l'État et le système politique seraient « méprisants », réduisant les quartiers à une minorité jetée dans l'oubli ou dans l'abandon. D'un autre côté, certaines institutions exerceraient une violence directe sur les habitants des quartiers, notamment la police et l'école. Le mépris et la violence institutionnelle agissent, toujours dans le discours des bibliothécaires, de manière renforcée comme conséquence d'un contexte de discrimination « ethnique » dans des quartiers où la population d'origine africaine, maghrébine ou asiatique est majoritaire. Or, jetant ainsi la pierre sur ces institutions, les bibliothécaires et avec eux beaucoup d'autres agents, autorités et hommes politiques laissent les bibliothèques en dehors du champ conflictuel. « Alors, disent-ils, je comprends qu'on puisse s'affronter à la police et, à la limite, qu'on puisse attaquer une école. Mais une bibliothèque ? Alors là, je ne comprends plus rien ! » Pourquoi ?

Tous les bibliothécaires que j'ai rencontrés ont souligné combien il leur paraissait fondamental de distinguer la bibliothèque de l'institution scolaire. C'est une distinction fréquente, car elle est constitutive de la profession. « *Un bibliothécaire, c'est pas un instituteur* », et pourtant, rien ne semble plus proche, dans l'espace du quartier, que l'école et la bibliothèque². Les professionnels des bibliothèques veulent asseoir la légitimité

2. Les bibliothèques accueillent de plus en plus de classes d'école, ce qui apparaît dans leurs statistiques sur les usagers comme des « collectivités » (« essentiellement enseignants », précise-t-on). En 2009, 1 036 enseignants se sont inscrits avec leur classe à l'une des bibliothèques de Plaine Commune, contre 976 en 2008. Voir Plaine Commune, *Rapport d'activité 2009, document cité*.

de leur action sur l'opposition qu'ils construisent entre ce qu'ils appellent la « lecture plaisir » et une « lecture prescrite » ou « contrainte ». La première est celle qu'ils promeuvent, la seconde renvoyant évidemment au monde de l'école. D'où vient cette distinction aussi systématiquement prônée par les bibliothécaires ? Cette revendication du plaisir face à la contrainte et au devoir leur permet d'affirmer leur spécificité et même la légitimité de leur action face à l'institution scolaire. Confrontée à une école dont le programme institutionnel est guidé par la mission d'éduquer et d'instruire, un programme qui fixe des objectifs et qui sanctionne, qui définit donc ce qu'il faut lire et comment le lire, la bibliothèque se veut un espace ouvert destiné à servir la demande et les envies multiples et librement (in)déterminées par son public. Comme on le sait, ce discours naît au moment où se sont constituées la profession et la lecture publique, au tournant du xx^e siècle, période où la profession de bibliothécaire tente de faire une place à la « lecture publique » entre l'école et l'église, d'un côté, et les bibliothèques populaires et les bibliothèques érudites, de l'autre³. C'est à ce moment-là que le discours de la « lecture plaisir » se constitue comme projet politique destiné au « citoyen » grâce, entre autres, à l'action d'institutions comme l'Association des bibliothécaires de France (ABF). « Le discours des bibliothécaires est porté par un mythe fondateur qui mettrait des techniciens au service de la lecture d'adultes et non pas des prescripteurs au service des lecteurs analphabètes ou mineurs. »⁴ Le cœur du débat, et de la capacité des bibliothèques à se différencier des autres institutions de promotion de la lecture et du livre, se trouve donc autour du concept de « prescription » et du caractère « pédagogique » ou pas du projet culturel porté dans chaque cas.

Dans le cadre de la conjoncture actuelle des bibliothèques de quartier, cette revendication de la « lecture plaisir » se décline d'une manière renouvelée. Elle est d'autant plus affirmée ici qu'elle apparaît nécessaire aux yeux des bibliothécaires travaillant dans des quartiers où la majorité de la population semble éloignée de certaines dispositions culturelles, comme celle de fréquenter les bibliothèques. Cette distance vis-à-vis des pratiques de lecture, associée à un parcours scolaire conflictuel et douloureux, est régulièrement avancée par les professionnels pour légitimer leurs pratiques conçues en termes de « *nous, on est pour la lecture plaisir* ».

3. Anne-Marie Chartier, Jean Hébrard, *Discours sur la lecture, 1880-1980*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 1989.

4. Propos d'Anne-Marie Chartier, in Anne-Marie Chartier, Jean-Claude Pompougnac, « La lecture publique entre discours et pratiques », *Esprit*, 1991, n° 170, p. 106.

Pour les bibliothécaires, cette idée de lecture « plaisir » et « individuelle » est devenue un véritable cliché de la profession. Un cliché renforcé par deux autres affirmations souvent répétées : « *On n'a rien d'un lieu scolaire, on n'a rien d'un lieu chiant, c'est que du plaisir, du loisir, et idem pour la Maison de l'enfance, je veux dire... Y a aucune forme de... Y a pas eu de rapport scolaire avec eux, jamais, c'est ludique !* »

Cette revendication d'un rapport au plaisir est accentuée par la multiplication des supports disponibles et proposés au public au sein des médiathèques. En effet, le livre a longtemps été le support roi de la bibliothèque, source fondamentale de légitimité et aussi support privilégié sur lequel repose la position des bibliothécaires⁵. Avec le passage de la bibliothèque à la médiathèque, la place jadis centrale du livre se voit déstabilisée. Tandis que la bibliothèque est associée à un lieu de distinction, la médiathèque apparaît comme quelque chose de familier. Les bibliothécaires suivent un sens commun aux professionnels de la culture selon lequel l'évolution des pratiques culturelles et de loisirs, d'un côté, et les évolutions technologiques, de l'autre, ont conduit à une baisse des pratiques de lecture dans la population en général⁶. Un sens commun selon lequel la culture de l'écran entraînerait inévitablement la mort du livre et même du lecteur⁷. Face à ces nouvelles pratiques et suivant les représentations qu'ils se font de la jeunesse et des classes populaires des quartiers, les bibliothèques se sont ouvertes à de nouveaux supports, ont diversifié leurs fonds, leurs collections et leurs activités en multipliant les animations, les partenariats avec des institutions diverses et variées. Ainsi, pour les quartiers, l'intégration de la bande dessinée, du manga, de l'audiovisuel, des CD et de la culture hip-hop, et plus récemment les

5. Rappelons, par exemple, que les périodiques ne sont entrés dans les bibliothèques que dans l'entre-deux-guerres et qu'ils ont été difficilement acceptés par les bibliothécaires.

6. Ces diagnostics s'appuient sur le rapport du ministère de la Culture sur les pratiques culturelles des Français. La principale victime de cette victoire des écrans serait le livre. Ainsi, beaucoup voient un rapport direct entre « le triomphe des écrans » et la baisse de lecteurs de livres. Le rapport de 2008 montre que de plus en plus de Français ne lisent aucun livre dans l'année : 30% en 2008. Parmi les lecteurs, 38% ont lu 1 à 4 livres en 12 mois. Et il montre aussi que les bibliothèques se vident un peu plus : 72% des Français n'y ont pas mis les pieds de l'année en 2008 (contre 69% en 1997). Et la proportion des Français y allant au moins une fois par semaine est passée de 9 à 7%. Voir Olivier Donnat, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, Paris, La Découverte – ministère de la Culture et de la Communication, 2009. Et du même auteur : « Lecture, livre et littérature. Évolutions 1973-2008 », in Christophe Evans, *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2011, pp. 27-40.

7. Roger Chartier, « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », in Gloria Origgi, Noga Arikha (dir.), *Text-e. Le texte à l'heure de l'Internet*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2003, pp. 17-30.

ordinateurs avec accès à Internet, ont à chaque fois constitué des étapes importantes⁸. Et cette ouverture qui ne cesse de poser problème aux bibliothécaires est loin de finir, comme le témoigne la question de la presse « *people* » – sur laquelle nous reviendrons plus loin. Une bibliothécaire nous dit qu'« *il faut des espaces où le livre n'est pas majoritaire* », et une autre, dans le même sens, affirme la nécessité d'« *avoir d'autres supports que le livre, c'est très important, parce que les gens viennent pour les DVD, les ordinateurs...* ». À la recherche d'une nouvelle légitimité et surtout d'une nouvelle image plus attractive, les bibliothèques et leurs personnels s'attachent à nouveau à la notion de plaisir, cherchant à se distinguer ainsi de l'institution scolaire, lieu de formation, d'évaluation et de sanction, revendiquant et défendant une « lecture plaisir » par opposition à la « lecture devoir », prescriptive et contraignante, de l'école.

Dans ce cadre, il est plus facile de voir la difficulté qu'ont les bibliothécaires à comprendre pourquoi les bibliothèques sont prises pour cible. De leur point de vue, on peut concevoir que soit attaquée une école, institution de contraintes. Mais on ne peut pas comprendre les violences à l'encontre des médiathèques, conçues comme des espaces de liberté et une source potentielle de plaisir. Ainsi, autant l'image est noircie du côté de l'école, autant celle des bibliothèques devenues médiathèques en sort blanchie. Dans des quartiers où les taux d'échec scolaire et de chômage sont largement supérieurs aux moyennes nationales, l'école est pointée du doigt comme une institution qui exerce une certaine violence à l'encontre de cette partie de la population. Elle est signalée non seulement parce qu'elle ne tiendrait pas ses promesses d'intégration, mais aussi parce que, à cet échec d'intégration sociale, s'ajoute l'expérience douloureuse du rapport à l'écrit dans le parcours scolaire. Aussi, ce n'est pas qu'elle n'arrive plus à intégrer les classes populaires comme par le passé : elle est devenue elle-même un agent d'exclusion. L'école est dénoncée pour la violence qu'elle exerce sur les enfants en les laissant en dehors des possibilités d'intégration sociale. Ainsi perçue, l'école apparaît comme l'institution qui laissera les hommes de demain sans chances d'intégrer le marché de l'emploi, car les écoliers qu'ils sont aujourd'hui ne

8. La part de livres dans les collections reste très majoritaire. Pour les 23 bibliothèques de Plaine Commune, les livres représentent 76 % des 838 542 documents qu'intégraient leurs collections en 2009, tous supports confondus. Les DVD représentaient 2 % des fonds et 14 % des prêts. La part des livres, en baisse, était de 78 % en 2008. Voir Plaine Commune : *Rapport d'activité 2009*, document cité.

maîtrisent ni la grammaire, ni l'orthographe, ni la syntaxe. C'est pourquoi les bibliothécaires rencontrés craignent tant l'amalgame de l'institution scolaire avec la bibliothèque. Si une telle association se produit, faisant de la bibliothèque une institution parascolaire, on pourrait alors comprendre pourquoi des bibliothèques sont attaquées. Mais cette vision est rejetée par les bibliothécaires. Et en raison de cette volonté de se démarquer du système scolaire et de cette revendication du plaisir, certains professionnels ne s'expliquent pas que des bibliothèques puissent être l'objet de violences, ou alors ils se disent que si la bibliothèque peut être ainsi mise en question, c'est parce qu'elle se trouve finalement proche de l'institution scolaire : *« Je comprends pas [la violence], car les bibliothèques proposent de l'antiscolaire aux gens. Je comprendrais plus qu'on brûle un collège à la limite, à cause de la violence qu'il y a, entre les élèves, entre les profs et les élèves. Et puis ça représente l'État. Alors que la bibliothèque, c'est la liberté, les lumières, les couleurs. »* Charlotte, bibliothécaire.

Une minorité souligne le potentiel de violence que représente une institution culturelle comme la bibliothèque, institution longtemps réservée à une certaine élite intellectuelle et sociale. La bibliothèque peut être source de violence à cause de l'image qu'elle renvoie, des représentations qu'elle véhicule, celles d'une institution culturelle, de la culture « légitime », « sérieuse », en opposition immédiate avec une culture plus populaire, plus familiale, représentée par la médiathèque, tournée vers la consommation des produits culturels les plus médiatisés et de divertissement. Comme nous dit cette bibliothécaire : *« C'est en réaction à une violence, parce qu'on représente la culture, les bibliothèques elles avaient cette tradition-là de... fallait monter les escaliers. Il faut que ce soit vivant, qu'ils n'aient pas l'impression de rentrer dans la maison de LA culture »,* ou comme souligne cette autre : *« Oui, qu'ils s'en prennent à des institutions culturelles, oui ça me paraît pas si bizarre, étrange, illogique. Parce que finalement la Culture, telle qu'on l'entend avec un grand C, c'est pas leur culture forcément. Ils ont une culture qu'on ne prend pas forcément en compte, qu'on dénigre. »*

Cette distinction présente le dilemme existant entre une culture jugée « populaire », « au ras des pâquerettes », et une culture considérée comme plus « élitiste ». Un dilemme également visible dans l'opposition faite entre les bibliothèques « centrales » et les « annexes » et renforcée donc par la transformation des bibliothèques en médiathèques. Selon cette idée, les annexes de quartier et les médiathèques concentrent plus les ouvrages « grand public », les centrales proposant des produits culturels reconnus

comme plus « sérieux ». Et cette représentation s'associe aisément avec un imaginaire du type « centre/périphérie » fonctionnant comme un schème de perception de cette fraction des classes populaires pensée avec des mots tels que « banlieue », « cité HLM » ou « quartier » (voir *infra*, « Centre et périphérie », p. 213 sq.) : *« Dans les quartiers, on leur met des CD de rap, comme s'ils ne pouvaient pas écouter autre chose. Pourtant, moi j'en ai vu des gamins qui n'écoutaient que du rap, et qui, petit à petit, se sont tournés vers autre chose. »*

Si la totalité des bibliothécaires revendique la lecture plaisir face à l'école, une minorité (moins de 10 % de nos interviewés) comprend que la bibliothèque et l'école puissent être mises dans le même panier. L'une et l'autre souffrent des conséquences de la violence qu'elles (ou leurs personnels) exercent sur les élèves et les usagers. Parmi les bibliothécaires à avoir ainsi mentionné la bibliothèque comme source potentielle de violence, il y a ceux qui signalent le comportement de leurs collègues vis-à-vis de certaines catégories d'usagers, comportements parfois marqués par un certain racisme ou une condescendance jugée déplacée. La bibliothèque se rapproche ici des problématiques de l'école en ce qu'elle apparaît comme une institution qui exclut, mais qui exclut comme conséquence de la distance entre instituteurs et bibliothécaires d'un côté et population de l'autre. Une distance sociale qui apparaît comme redoublée par le racisme.

« Il y a des comportements des fois de collègues que je trouve inadmissibles, ils jouent avec le règlement. Être très rigoriste avec le règlement envers une certaine catégorie de personnes et puis assez coulant envers d'autres catégories de personnes... Ils se permettent des trucs qui ne sont pas dans le règlement. Et quand c'est pas dans le règlement, on est dans l'arbitraire envers une certaine catégorie de personnes et pas envers d'autres catégories de personnes. » Michel, bibliothécaire.

– Vous avez des exemples en tête ?

« Euh... À mon avis, c'est mon intime conviction, des gens racistes et/ou islamophobes. Parce que ça va viser par exemple des femmes voilées. L'autre jour, une femme voilée qui venait utiliser Internet avec son enfant, il se trouve que l'enfant se met à pleurer et cette personne s'est fait humilier en disant : "Vous sortez !"... La moindre des choses, c'est d'aller voir la personne, de lui parler à voix basse, d'essayer d'avoir une... Voilà, c'est ce que j'appelle une application rigoriste du règlement. Il n'y a pas besoin d'humilier les gens pour leur faire comprendre comment fonctionne une bibliothèque. Elle était probablement elle-même gênée du fait que son enfant pleure. Il faut lui proposer une solution et pas l'humilier comme ça, aller la voir, lui parler à voix basse. Essayer d'avoir des contacts, respecter les gens,

leur montrer qu'on les respecte aussi, parce qu'ils sont très sensibles à ça. » Michel, bibliothécaire.

« Il y en a, c'est vrai, ils parlent pas très bien français, mais, et alors ? Faut pas les prendre pour des cons, faut les respecter ! Y en a [des bibliothécaires] qui leur parlent d'une façon, un manque de respect... [...] Ce qu'ils aiment, c'est du Bellemare, du Steel, on a qu'à en prendre, mais non, notre ancienne responsable, elle trouvait que c'est de la merde... Et elle le faisait comprendre, alors après ils reviennent plus, évidemment... » Inès, bibliothécaire.

« Mais attaquer une bibliothèque, je comprends. C'est le même rejet par rapport à l'école, le savoir pour être formé, faut trouver sa place dans la société, mais ça marche pas, ça fait mal. C'est l'image de l'échec. Pour certains enfants en échec, l'école et la bibliothèque sont dans le même panier, notamment à cause du travail avec les classes. » Cécile, bibliothécaire.

La bibliothèque se rapproche de l'école aussi en ce que l'une comme l'autre représentent l'État, l'autorité, les pouvoirs publics, la municipalité. Elle serait mise à mal, car elle est l'acteur, dans ces quartiers de relégation, d'une puissance politique jugée injuste et violente en raison du racisme et des discriminations, et surtout en raison du fait qu'elle revendique la légitimité de pouvoir décider lequel, parmi les jeunes, pourra continuer sa route vers le progrès et lequel restera sur place, exclu de l'école (ces derniers représentent près de 40 % dans la banlieue nord de Paris). Comme dans les propos de ces quatre bibliothécaires :

« Dans leur colère, ils y voient des représentants d'une puissance politique qui les méprise, et comme ce sont pour eux des symboles, c'est à ça qu'ils s'attaquent. » Arthur, bibliothécaire.

« C'est l'image de l'État, et de la ville plutôt. Je vois pas en quoi... S'ils se révoltent, c'est que, quelque part, on les attaque, on leur a fait du mal... Et je pense pas que l'école, la bibliothèque fait du mal à ces personnes. » Marine, bibliothécaire.

« Ils mettent tout dans le même panier, l'État, la mairie, les services publics, l'école, la bibliothèque, ils n'ont pas conscience des choses... » Inès, bibliothécaire.

« C'est sûrement pas le hasard, y a plusieurs choses. Quand on s'attaque à une bibliothèque, on s'attaque à un service public, donc à la police... Et la bibliothèque, c'est bien souvent, dans ces quartiers, le dernier service public. » Joseph, bibliothécaire.

Les bibliothécaires qui ont la vision la plus positive de leur travail, ceux qui sont portés par l'espoir et qui accordent une véritable valeur à la mission de la bibliothèque (l'immense majorité des bibliothécaires !), ceux

qui parient sur l'avenir des bibliothèques dans les quartiers, voient celles-ci comme de véritables centres sociaux. Beaucoup affirment l'action de la bibliothèque à la fois grâce à une adaptation à la réalité (culturelle) des classes populaires d'aujourd'hui (qui les différencie de celles du passé), à une volonté des bibliothécaires de s'extraire hors des murs de la bibliothèque et de mettre en place des partenariats avec les autres acteurs des quartiers. La bibliothèque se présente ainsi comme un vecteur de renforcement de l'inscription territoriale des classes populaires. Elle amènerait la société dans le quartier et permettrait à ses habitants de se projeter au-delà des limites d'une situation d'enfermement. Ainsi, une bibliothécaire d'Aubervilliers décrivait le rôle important que joue la bibliothèque dans l'accompagnement des enfants du quartier en situation d'errance, voire d'abandon, « surtout l'été, quand toutes les structures sont fermées et les enfants n'ont plus où aller ». La bibliothèque devient ainsi *une force du quartier* à côté des autres institutions, nombreuses : une maison de l'enfance, un centre de loisirs, une école maternelle et une école primaire, un collège, une coordination du quartier de la mairie, une association artistique. Au-delà de leur rôle classique, les bibliothèques que nous avons visitées vont sortir des murs et même jusqu'à « accompagner des enfants sur Paris, en RER, une découverte pour eux, voir une exposition Jacques Prévert à la mairie de Paris, parce qu'ils ne savent même pas ce que c'est de prendre le RER, ils vont découvrir ». Or, il est vrai que cette « sortie » a pour effet de déstabiliser le rôle du bibliothécaire tant ces dynamiques sont hétérogènes et étrangères aux représentations classiques d'un métier essentiellement conçu autour du livre. Un autre bibliothécaire nous raconte comment, face à un vol, il est simplement sorti de la bibliothèque pour se rendre au gymnase où il savait qu'il trouverait les auteurs du vol. Il les a interpellés en leur disant fermement « *je veux que dans l'après-midi vous me rameniez les 75 euros qui manquent* », ce qu'ils ont fait ; et il ajoute aussi que « *si j'avais porté plainte, ça aurait merdé* ».

Mais les projets et les idées avec lesquelles la bibliothèque s'ouvre au quartier dépendent grandement du point de vue des bibliothécaires, des représentations qu'ils se font du quartier. Il apparaît ici comme un « autre » sur lequel on agit. L'altérité est pensée en référence à un passé « populaire » dominé par une « classe ouvrière » idéalisée, et surtout à une présence culturelle représentée par des images « ethniques ». C'est ainsi que, lorsque les bibliothécaires nous rapportent « *ce qui marche* », c'est-à-dire ce qui attire le plus de public, les bonnes actions se résument à quelques centres d'intérêt bien définis : la culture hip-hop, la question

raciale et du racisme, la culture « *d'origine* » (le plus souvent présentée comme une culture non lettrée dans les topiques de la danse, la musique, la cuisine...). Parfois, lorsqu'ils parlent de la problématique au cœur des bibliothèques (le manque d'intérêt du public « adulte »), « *ce qui marche* », ce sont les activités culturelles pour enfants, la littérature pour retraités (littérature de terroir, romans d'amour) et le sport (représenté par la lecture de *L'Équipe*).

À la question : « Pensez-vous que la bibliothèque peut être source de violence, que la bibliothèque peut faire violence à quelqu'un ? », environ un tiers des bibliothécaires ont répondu positivement en établissant un lien entre « *la violence* » et « *la culture* », « *le livre* » ou « *les classiques* ». Ainsi, quelqu'un a répondu à cette question par un « *c'est vrai qu'on a d'autres choses que des classiques* ». L'idée est double. D'une part que « *le livre* » et notamment « *les classiques* » peuvent faire violence ou susciter la violence ; d'autre part qu'il y a une association culture-livre-classiques-élites. Par cette interprétation, les bibliothécaires actualisent une représentation selon laquelle il y a une forme de production culturelle (« *la culture* ») qui fait violence aux classes populaires des quartiers. La plupart du temps, l'idée est que les bibliothèques font violence aux habitants en provoquant un sentiment de dépossession : « *l'école n'est pas pour eux, la bibliothèque n'est pas pour eux, chez eux, c'est pas pour eux non plus. [...] C'est un lieu trop étranger pour eux... C'est pas ce qu'ils aimeraient y trouver, c'est une agression, c'est des livres. Et des livres, pour y entrer dedans, pour être à l'aise dans un endroit comme ça, il faut être apaisé dans sa tête, ne pas avoir de soucis. Ou même oser pousser la porte et même s'ils ne prennent pas de livres, y en a certains qui sont là pour parler avant de rentrer à la maison, pour faire leurs devoirs, pour avoir de l'aide et puis avoir un regard qui ne juge pas.* » Marie-Christine, bibliothécaire.

Le problème se présente encore une fois de façon profondément ambiguë et, en conséquence, alimente une tension. D'un côté, l'association « *bibliothèque-classiques de la littérature* » renvoie à la représentation d'une « *élite* » qui traiterait avec mépris des classes populaires auxquelles il faudrait reconnaître simplement d'autres intérêts, d'autres priorités et, *in fine*, d'autres goûts. Alors, les bibliothèques de Plaine Commune participent à l'évolution générale des bibliothèques publiques qui, depuis une vingtaine d'années déjà, deviennent « *médiathèques* », diversifient leurs collections, entourent le roi livre d'une multitude d'autres supports qui représentent autant de consommations culturelles s'imposant dans le marché et dans l'évolution des médias. Bande dessinée, mangas et disques de

rap ont trouvé leur place ; dans les coins presse se côtoient la plupart du temps *Le Monde* et *L'Équipe* ; les livres de bricolage ou de cuisine, les méthodes de langue, les guides de bien-être ou les guides pour la recherche d'un emploi semblent bien avoir déplacé le roman du prix Goncourt, la philosophie, la sociologie et la psychanalyse, les humanités. C'est le sens de la campagne d'affiches sur le thème de « C'est gratuit ! » et de « C'est pour tous ! » qui a occupé l'espace public des huit villes du réseau et que nous avons citée plus haut. Cette évolution dans la conception des collections, les bibliothécaires la présentent de plusieurs manières. Certains pensent qu'il faut plus de livres « *grand public* » ou ce qu'ils appellent aussi des « *livres d'appel* », c'est-à-dire des livres pratiques (par exemple, méthodes de langues, livres de cuisine ou manuels de bricolage) et plus proches du goût des habitants : « *que les gens trouvent à la bibliothèque ce qu'ils ont déjà à la maison* ». Ces nouveautés s'opposent à une conception jugée ancienne, centrée sur la littérature, mais également autour du « *beau livre* », de ce qui n'était pas à la maison. Maintenant, l'espoir qu'on met dans le « *livre d'appel* », est qu'il serve d'appât pour amener les lecteurs de leur maison à la bibliothèque et du livre pratique à la culture lettrée.

Or, comme nous l'avons vu, dans un cadre de mutations multiples et dans un univers très réflexif comme celui des bibliothécaires, cette position se trouve à son tour contestée par tous ceux qui pensent que, sans visée éducative, la bibliothèque perd son âme et sa raison d'être. Par ailleurs, il y a effectivement l'idée que la culture serait vécue de telle façon qu'elle « fait violence » aux habitants, mais ce serait un sentiment sinon illégitime, du moins irréel de la part de ces derniers. L'idée, c'est qu'une politique de médiation adéquate, qu'un travail d'éducation approprié devraient rapprocher les habitants des quartiers de la culture et leur donner des armes plus sophistiquées pour faire face à une situation de domination dans le cadre de laquelle la culture constitue avant tout un enjeu politique.

Le principal problème auquel doit faire face la bibliothèque au moment d'aller vers les classes populaires résulte du fait qu'elle désocialise, et ceci sur plusieurs plans. Premièrement, parce que la lecture exige l'isolement, la concentration. Quand on est à côté de quelqu'un qui lit, on sent qu'il est ailleurs, qu'il n'est pas avec nous. Deuxièmement, la lecture renvoie celui qui ne lit pas à son image d'exclu. Et du coup, celui qui lit peut se trouver renvoyé à son tour à l'extérieur du groupe de pairs. Troisièmement, la lecture casse les collectifs qui, dans les quartiers, se constituent massivement sur d'autres pratiques plus grégaires où le partage n'est pas

différé, comme dans le cas de la lecture. Tandis que le livre socialise après une lente construction de références littéraires communes, le partage que rend possible la culture populaire à travers la chanson, le sport ou le cinéma, par exemple, donne lieu à un être ensemble immédiat. La culture populaire est grégaire, car elle produit un collectif en train de faire ensemble. Le rapport à l'écrit à travers Internet favorise cette sociabilité, contrairement au livre, perçu comme plus proche des catégories scolaires, des goûts bourgeois, des classes moyennes, des groupes rivaux. Enfin, parce que, dans la conjoncture actuelle, la culture écrite véhiculée par l'école – et en ceci la bibliothèque et l'école sont du même côté – est l'une des voies principales par lesquelles certains réussissent à s'en sortir. C'est-à-dire à s'inscrire dans une dynamique de promotion sociale qui extrait certains (les « meilleurs » ?) du groupe d'appartenance. Ce sont ceux qui ont le plus de chances de quitter le quartier et souvent de s'éloigner de leur milieu et même de leur famille. Paradoxalement, ce travail de promotion contribue fortement au départ des « couches moyennes », dont on a entendu beaucoup de bibliothécaires dénoncer les effets d'appauvrissement des quartiers, où finiront par se concentrer ceux qui seront restés. C'est pourquoi le lecteur en milieu populaire est sanctionné par le groupe qui naturellement se défend de ce qu'il perçoit comme une menace à sa cohésion. Et la bibliothèque, avec l'école, sont les agents extérieurs qui fournissent les pratiques et les voies de socialisation incitant certains à quitter le groupe.

« Ils ont du mal à devenir autonomes, à s'isoler, à être seuls avec un livre, après, à un moment donné, lâcher l'album et aller vers les premières lectures, les premiers romans. C'est quelque chose qu'ils ont beaucoup de mal à faire, peut-être qu'on leur a donné une mauvaise habitude, à toujours les accompagner, à lire. C'est vrai que c'est des enfants qui sont beaucoup dans un rapport, ils fonctionnent beaucoup en groupe, ils viennent à plusieurs, ils font leurs devoirs, ils sont tous agglutinés sur une même table, ils ont beaucoup de mal à être seuls. La lecture est un plaisir solitaire, il faut être, il faut avoir cette capacité à s'isoler, à rentrer un peu en soi pour plonger dans l'histoire. C'est quelque chose, je pense, qu'ils ont énormément de mal à faire. C'est vrai que, là-dessus, ils ne sont pas forcément bons lecteurs. Bon, c'est sûr qu'ils ont un niveau de lecture assez faible. » Émilie, bibliothécaire.

LA CLÔTURE DU SANCTUAIRE

+++++

François Dubet insiste sur l'enceinte à la fois symbolique et physique qui entoure l'école et la sépare des familles et du quartier, une enceinte qui

permet de délimiter un espace distinct, qui devrait contribuer à la préservation d'une certaine sacralité pour cet espace ainsi maintenu à l'écart des forces communautaires et des conflits sociaux⁹. Cette séparation sert aussi à Dubet d'outil analytique pour distinguer les formes de violence associées à l'institution scolaire. Il distingue ainsi les « violences extérieures à l'école », les « violences dans l'école » et les « violences antiscolaires »¹⁰. On peut dès lors identifier un type de comportement « anémique » à partir des formes d'indiscipline constitutives de la relation des jeunes avec l'école, dans un cadre de distance sociale des élèves avec la culture scolaire. Ce sont là les violences qui ont lieu dans l'école et qui font le quotidien du travail enseignant dans ce type de quartier, une problématique définie par les enseignants en termes d'« indisciplines ». Les deux autres formes de violence (celles « extérieures à l'école » et celles qualifiées d'« antiscolaires ») obéissent à d'autres raisons. Selon Dubet, il y a une forme de violence qui est importée à l'intérieur de l'enceinte scolaire. C'est le cas des « règlements de comptes » entre jeunes, une violence qui éveille une demande sociale de fermeture de l'école, de séparation encore plus marquée entre l'école et le quartier : il faut augmenter les dispositifs de sécurité, rehausser les enceintes, durcir les contrôles à l'entrée des établissements. Cette forme de violence se distingue ainsi clairement de la première en ce que l'une est intrinsèque à l'institution tandis que, dans l'autre, l'école souffre du contact avec son environnement. Enfin, les « violences antiscolaires » résultent, quant à elles, de la résistance au pouvoir de l'institution et sont orientées contre l'école elle-même. Elles sont l'expression contemporaine du conflit d'une fraction des classes populaires avec l'État. Les violences antiscolaires « se portent contre l'établissement, contre les enseignants, contre les élèves qui “collaborent” avec l'école, ce sont celles qui apparaissent comme les plus dangereuses [...]. Dans les établissements où les élèves ont été orientés contre leur gré, là où domine souvent l'échec scolaire, le groupe des élèves ne se construit pas à côté mais contre l'école [...]. Parce qu'ils sont en situation d'échec et se sentent humiliés par l'école qui ne peut leur donner qu'une image dévalorisante d'eux-mêmes, ils choisissent de défendre leur dignité en créant, dans la communauté des garçons en particulier, une hiérarchie de valeurs qui renverse celle de l'école [...]. Le leader du groupe de jeunes est alors celui

9. Voir François Dubet, « Hors du monde », pp. 25-29, et « Le sanctuaire », pp. 29-31, in *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002.

10. Voir François Dubet, « Quelles formes de violence à l'école », in *Faits d'école*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008 (coll. Cas de figure), pp. 105-111.

qui ne se “compromet” pas avec les enseignants, celui qui ne se laisse pas faire et impressionner par les punitions, celui qui peut devenir violent et régler ses comptes lui-même contre un enseignant qui l'aurait humilié devant la classe »¹¹.

Les bibliothèques ne peuvent évidemment pas être confondues avec l'institution scolaire. Les raisons en sont multiples. L'institution scolaire classe les individus par âge, les bibliothèques sont « tout public ». L'école est fermée et maintient les élèves à l'écart de la vie sociale pendant un temps défini et précis, tandis que la bibliothèque est ouverte et les usagers sont libres d'entrer et de sortir à leur gré. L'école est obligatoire, la fréquentation d'une bibliothèque facultative. Les bibliothécaires ne prescrivent pas, il n'y a pas de lecture obligatoire comme à l'école, le bibliothécaire ne contrôle pas la « *bonne lecture* » ou la lecture juste d'un texte comme doit faire l'enseignant qui vérifie l'acquisition de connaissances, la compréhension d'un texte ou l'apprentissage de telle ou telle information ou de telle règle du savoir. L'institution scolaire sanctionne, qualifie et donne des diplômes selon un système de mérite, la bibliothèque n'exige en retour que la restitution des documents empruntés. Les sanctions et les diplômes sont attribués à l'école par un personnel investi par l'État de la capacité « objective » de juger, d'évaluer et de sanctionner. Contrairement aux bibliothèques, les écoles fonctionnent selon un « programme » prédéfini auquel doivent se plier enseignants et élèves. De la performance scolaire dépendent, enfin, les chances de réussite sociale, surtout pour les classes populaires. Cependant, au vu des analyses de François Dubet, à entendre les habitants des quartiers et les usagers, le rapprochement entre l'école et la bibliothèque est là. Et à entendre les hommes politiques et les journalistes qualifier les unes et les autres, on voit bien que l'école et la bibliothèque se trouvent dans le même champ symbolique, comme le montrent les chroniques publiées par *Le Télégramme* de Brest lors de l'incendie de l'école et de la bibliothèque du quartier de Pontanézen :

« Le conseiller municipal Fortuné Pellicano réagit avec indignation aux actes de vandalisme perpétrés ces derniers jours, dans plusieurs équipements publics, à Pontanézen et à Sanquer. “*Ce qui s'est produit ces derniers jours, à quelques heures d'intervalle, contre des équipements publics brestois, est tout simplement scandaleux*”, dénonce Fortuné Pellicano. Cocktails Molotov à la médiathèque de Pontanézen, incendie criminel à l'ex-école Nattier et mise à sac de l'école Sanquer : cette trop longue série d'actes criminels est inacceptable. “*Car, à ce niveau, il ne s'agit plus d'incivilités*”

11. *Ibid.*, p. 108.

pardonnables mais bel et bien d'actes criminels condamnables. Saccager des écoles et une médiathèque montre bien que les lieux publics sont de plus en plus les cibles gratuites de déchaînements imbéciles. Tous les pouvoirs publics, que ce soient les collectivités locales, la police et la justice, doivent montrer leur détermination face à ces actes honteux. »¹²

« Après les saccages perpétrés dans la nuit de samedi à dimanche, dans les locaux de l'école publique maternelle et primaire Sanquer et peu de temps après les incidents de Pontanézen, les élus de l'Union de la droite et du centre (UDC), dans un communiqué, se déclarent *"scandalisés par ces actes inacceptables"*. Pour Marie-Annaïck Moal, membre du conseil d'administration de la maternelle et qui s'est rendue sur place, hier après-midi, *"il est plus que temps d'être intransigeant avec ces voyous. L'école est et doit rester un sanctuaire. S'y attaquer, c'est porter atteinte à la population, pour qui l'école est un symbole fort. On attaque une médiathèque à coups de cocktails Molotov, on incendie une école désaffectée, on pille et vole un groupe scolaire"*... Où cela se terminera-t-il ? »¹³

« *"S'attaquer à une école et à une médiathèque, ça en dit long sur l'état d'esprit des auteurs de ces actes, s'indigne Hosny Trabelsi. La médiathèque est notamment utilisée par toute une équipe qui y organise des spectacles et des animations, afin de transmettre le goût de la lecture. Une fois de plus, c'est un peu tout le monde, ici, qui est pénalisé par des comportements aussi stupides [...]. Nous avons, ici, un millier de jeunes et, seules, peut-être dix ou quinze petites cervelles fragiles qui mettent le bazar. Avec, désormais, des jeunes d'autres quartiers qui débarquent à Ponta, avec dans l'idée que c'est l'endroit le plus chaud de Brest et même de Bretagne... Il faut dire que le reportage de France 2 nous a fait beaucoup de mal¹⁴. Là, c'est comme s'ils avaient obtenu leur Palme d'or"*... Et maintenant ? *"On va se retrousser les manches, comme d'habitude. Avec le programme de rénovation urbaine, nous sommes en train de construire un beau quartier. Alors, il en faudrait plus pour nous décourager !"* »¹⁵

Notre système politique exige que l'école et la bibliothèque soient délimitées comme un espace protégé des conflits sociaux, politiques, religieux. Cet espace sanctuarisé est l'espace d'un individu séparé de sa sociabilité. Ainsi, abstrait, l'individu est érigé en citoyen. École et bibliothèque se définissent de cette façon comme des espaces politiques selon une conception qui définit le politique dans le sens d'une « émancipation » de l'individu vis-à-vis de sa condition sociale, celle-ci étant conçue

12. « Pontanézen, école Sanquer. Des actes criminels », Le Télégramme, 2 juin 2009. [En ligne] < <http://brest.letelegramme.com> >

13. « École Sanquer, Pontanézen. Les élus UDC scandalisés », Le Télégramme, 3 juin 2009. [En ligne] < <http://brest.letelegramme.com> >

14. Allusion à un reportage du magazine « Envoyé spécial », diffusé quelques semaines auparavant.

15. « Pontanézen. Incendie criminel contre une école désaffectée », Le Télégramme, 31 mai 2009. [En ligne] < <http://brest.letelegramme.com> >

comme une « adhérence », comme quelque chose qui colle à la peau de l'individu et dont le sujet devrait se débarrasser pour aller libre de toute attache vers la citoyenneté. L'individu « réel », aurait dit Marx, est ainsi laissé au quartier et à sa famille¹⁶. L'école, quant à elle, ne reçoit que l'enfant de la République. Mais dans cette définition de l'individu comme citoyen au sein d'un espace séparé de sa sociabilité, il peut finalement être écrasé dans sa politicalité. Pourquoi ? Parce que cette vision de l'espace politique sanctuarisé et lavé du social exige notamment des classes populaires qu'elles abandonnent les modes de mise en actes de la politique qui leur sont spécifiques et avec lesquels elles tentent souvent de se défendre des modes de domination dont elles souffrent. De surcroît, cette conception des institutions définies comme des espaces neutres empêche de voir leur qualité d'agents sur le monde social, les participations de ces mêmes institutions comme agents de la domination sociale.

Incendies de la bibliothèque Jo-Fourn dans le quartier de Pontanézen, à Brest

« Pontanézen. Cocktails Molotov à la médiathèque », *Le Télégramme*.

« Des cocktails Molotov, lancés à travers une vitre préalablement brisée, ont noirci nombre de livres de la médiathèque Jo-Fourn. Conséquence : au moins 15 jours de fermeture au public. Ici, personne n'a oublié cette triste soirée de juin 2000, quand la bibliothèque fut réduite en cendres. Reconstituée, elle a aujourd'hui pris le nom de médiathèque Jo-Fourn. Hier, les habitants du quartier ont trouvé porte close, les vitres s'ornant d'un simple avertissement : "Fermé pour travaux". Car il s'en est fallu de peu que les événements d'il y a neuf ans se reproduisent. Au cours de la nuit précédente, peu après minuit, des inconnus ont en effet brisé l'une des vitres du bâtiment. Ils ont ensuite jeté à l'intérieur plusieurs cocktails Molotov. Fort heureu-

sement, seuls deux ont véritablement explosé. L'alerte a été donnée vers 0 h 45. Grosse fumée : rapidement sur place, les pompiers ont circonscrit le sinistre. Les dégâts sont néanmoins importants. Les flammes ont détruit une trentaine de livres, des romans du rayon enfants. Mais les engins ont surtout provoqué un épais dégagement de fumée qui a dégradé plusieurs parois et revêtements. La suie a également souillé nombre de livres. Dès le début de la matinée, le personnel s'est affairé à nettoyer ce qui pouvait l'être. Dans l'après-midi, la sentence est tombée : pour venir à bout de tout le nettoyage, pas moins de deux semaines seront nécessaires. Hier soir, les investigations des policiers n'avaient abouti à aucune interpellation. Des

16. Karl Marx, *Sur la question juive*, Paris, La Fabrique, 2006 (*Zur Judenfrage*, 1844).

témoignages ont fait état de la « présence de jeunes » dans le secteur au moment de l'alerte. Rien à voir, toutefois, avec un contexte de violences urbaines. C'est d'ailleurs l'hypothèse d'une "vengeance" qui est apparemment privilégiée par les enquêteurs. Des ado-

lescents, priés de quitter la médiathèque récemment, parce que trop bruyants, auraient mal accepté les remontrances. Rappelons que le centre d'animation de la Confédération syndicale des familles (Cap-CSF) a aussi été victime d'un début d'incendie, le 3 mai. »

Alain Coquil

30 mai 2009. < <http://brest.letelegramme.com> >

« Finistère. Incendie criminel. Une ancienne école prise pour cible à Brest », *Le Télégramme*.

« Hier soir, à 22 h 30, les pompiers de Brest sont intervenus pour éteindre un incendie dans l'ancienne école Nattier, au cœur du quartier de Pontanézen, à Brest. Selon les premières constatations, le feu avait délibérément été allumé dans un tas de chiffons et de bois. Il semblerait que les flammes aient endommagé le toit de l'établissement. Pendant de longues minutes, une fumée très épaisse s'est dégagée du bâtiment. Une quinzaine de pompiers sont intervenus sur ce sinistre à l'aide de deux fourgons et

de la grande échelle. En une demi-heure, ils sont venus à bout des flammes. Déjà, dans l'après-midi, des cocktails Molotov avaient été lancés dans la médiathèque Jo-Fourn, à travers une vitre préalablement brisée, noircissant quelques livres. Les lieux devraient être fermés au public au moins durant 15 jours. Le 3 mai dernier, le centre d'animation de la Confédération syndicale des familles (Cap-CSF) du même quartier avait lui aussi été incendié. »

30 mai 2009. < <http://brest.letelegramme.com> >

« Pontanézen. Incendie criminel contre une école désaffectée », *Le Télégramme*.

« Quelques heures après la médiathèque Jo-Fourn, l'ex-école Nattier, à Pontanézen, a, à son tour, été la cible de vandales, vendredi soir. Un acte toutefois sans conséquence pour le quartier. Le 3 mai, le centre d'animation du Cap-CSF était la proie des flammes. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des cocktails Molotov étaient jetés à travers des vitres de la médiathèque Jo-Fourn, y mettant le feu. Et, vendredi soir, des vandales tentaient d'incendier un bâtiment de l'ex-école Nattier. Selon l'enquête, les auteurs du sinistre ont délibérément mis le feu à des papiers, des livres et des chiffons, après les avoir rassemblés dans une salle de

l'école. L'intervention rapide des pompiers, prévenus par un riverain, a permis de limiter les dégâts. Seuls le plafond et les murs de la pièce d'où est parti le feu ont été endommagés. Depuis deux mois et l'aggravation, en appel, de peines de prison prononcées contre des Brestois, poursuivis dans le cadre de violences urbaines, commises en novembre 2005 (dont des coups de feu tirés contre des policiers), des équipements de Pontanézen sont régulièrement la cible d'actes de vandalisme.

Promise à la destruction : Le dernier en date, cependant, n'aura guère de conséquence, comme l'explique Hosny Tra-

belsi, adjoint chargé du quartier de l'Europe : "L'école Nattier est fermée depuis 2007 et des opérations de désamiantage doivent y démarrer la semaine prochaine. Le bâtiment sera détruit et, à sa

place, seront bâties des maisons de ville." L'incendie, la veille, de la médiathèque Jo-Fourn, en revanche, va se traduire par une fermeture de 15 jours et des dégâts dont le coût est estimé à 20 000 euros. »

Patrice Le Berre

31 mai 2009. < <http://brest.letelegramme.com> >

S'il est vrai que l'espace du service public doit être protégé des conflits et des influences sociales ou politiques qui risquent de le coloniser, il est tout aussi vrai qu'une sociologie qui limite son champ d'analyse à un segment de la réalité ainsi définie par cet idéal de la citoyenneté abstraite risque de laisser trop de choses hors champ. Une sociologie qui se limiterait de cette façon risque de contribuer à la condamnation de tous ceux qui sont victimes de ces institutions censées les intégrer. La distinction proposée par François Dubet possède une productivité importante pour l'analyse des conflits qui entourent l'école, et jusqu'à un certain point on peut la mobiliser pour comprendre le cas des bibliothèques. Comme les enseignants, les bibliothécaires nous disent être confrontés quotidiennement aux « *indisciplines* » ou aux « *incivilités* » des jeunes qui ne veulent pas se plier au règlement. Et tout comme pour l'institution scolaire, les conflits du quartier semblent pénétrer l'enceinte de la bibliothèque et perturber le sanctuaire. D'où la perplexité des bibliothécaires lorsqu'ils disent : « Nous n'y sommes pour rien. » Mais la distinction extérieur/intérieur prise dans l'absolu risque d'entériner sur le plan de l'analyse ce qui est justement en question : la séparation (ou l'intégration) de la bibliothèque d'avec le quartier. Si elle maintient cette coupure sans la questionner, la sociologie pourrait contribuer à une double naturalisation. D'une part, elle pourrait entériner le rapprochement entre l'école et la bibliothèque et tendre à laisser croire que les unes et les autres doivent fonctionner sur le même mode. D'autre part, elle entérinerait la sanctuarisation de l'espace de la bibliothèque conçu comme un espace séparé des conflits sociaux qui traversent les quartiers. Procédant ainsi, nous rendons plus difficile la prise en compte de la bibliothèque comme étant un « acteur » qui participe pleinement de l'espace conflictuel des classes populaires.

Cette idée de séparation de l'institution et du social et, surtout, de dépouillement de l'individu pour pouvoir entrer dans le sanctuaire va parfois très loin. Ainsi, il y a le problème des signes religieux et des « *Salam*

Aleykoun » qui dérangent les bibliothécaires et dont nous avons déjà parlé, mais aussi l'exigence imposée – parfois de façon rédhitoire – aux jeunes d'enlever les écouteurs et la casquette ou la capuche, comme on enlève son couvre-chef à l'église. Les exigences de retenue dans la conduite à l'intérieur de la salle de lecture (exigence de garder un minimum de silence, de ne pas courir, de ne pas parler au téléphone ou de ne pas manger) sont parfois vécues comme des exigences de dénuement identitaire – sans vouloir forcer le trait, un peu à la manière dont Erving Goffman a décrit le dépouillement identitaire opéré par les institutions totalitaires sur les individus, coupe de cheveux, obligation d'abandonner ses habits, etc¹⁷. Cette volonté de séparation de la bibliothèque par rapport à la vie du quartier se voit renforcée par la présentation de la réalité conflictuelle à laquelle participe la bibliothèque en termes de « violence ». Dans la problématisation des tensions, le mot « violence » remplace le mot « conflit » et parfois même celui de « contestation » ou d'« opposition à ». Or, il convient de sortir ce magma de conduites, de comportements et de faits en dehors de l'enfermement que sa catégorisation en termes de « violence » implique. Non qu'il n'y ait pas de violence dans nombre de ces actes, ou qu'ils ne fassent pas violence à beaucoup. De la violence, il y en a, et certains actes ou comportements « font violence », ce qui n'est pas pareil. Mais le problème vient du fait que le terme « violence » renvoie à une unidirectionnalité de l'acte. L'action va nécessairement de l'auteur à sa victime. Au contraire, si on pense en termes de « conflit », une réciprocité de l'action s'ouvre immédiatement. Une réciprocité entre deux parties ou plus qui se trouvent donc en situation d'opposition, de dispute ou de confrontation. Et, en cas de conflit, beaucoup de questions et de problèmes s'ouvrent que l'idée de « violence » obture. Quel est l'objet du conflit ? Comment cela a-t-il commencé ? Comment résoudre le contentieux ?, etc.

CLOSER, CLOSED AND OPEN

+++++

Comme nous l'avons vu, les bibliothécaires répètent à l'envi qu'ils ne sont pas des enseignants. Apparemment, tout les distingue. Tandis que maîtres et professeurs font de la lecture une obligation et un programme, eux sont

17. Erving Goffman, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Minuit, 1968 (coll. Sens commun) (*Asylums...*, 1961).

là pour la « *lecture plaisir* ». Pas d'utilitarisme ni d'instrumentalisation, pas de calcul, pas de contrainte. Du plaisir. Voilà une fiction par laquelle ils cherchent à se maintenir dans un espace protégé. Car contrairement aux institutions scolaires, ils seraient « innocents » du point de vue des conflits sociaux, des dynamiques d'exclusion et des formes de domination auxquelles participeraient celles-ci. Ils ne demandent donc qu'à être maintenus à l'écart des conflits. Et peu importe le caractère fallacieux de cette représentation. Ce qui compte, c'est la distinction qu'elle opère entre les deux institutions, école et bibliothèque, les deux professions et les deux champs sociaux. Ainsi, ce n'est pas pareil d'entrer à l'école ou au collège que d'entrer dans la médiathèque du quartier. Celle-ci est ouverte comme un espace public, comme un espace de liberté pour qui veut la prendre. Elle est ouverte, « *tout public* », cherche à devenir de plus en plus accueillante et moderne, à élargir ses collections à des conceptions de moins en moins élitistes de la culture, elle fait des efforts pour ajouter d'autres contenus plus familiers dans la royauté du livre.

La clôture de l'espace de la bibliothèque, son identité et sa communication avec le quartier passent, en continuité avec la relation qu'elle a avec l'école, aussi par la manière dont elles font leurs collections. On peut tenter de comprendre les limites symboliques de l'institution en interrogeant les bibliothécaires à propos de *Closer*, un magazine de la presse *people*. L'idée nous est venue après avoir appris que, courant 2008, les bibliothécaires de Plaine Commune avaient débattu et s'étaient disputés à propos de l'inclusion ou non de ce quotidien, qui se présente lui-même comme étant « Le premier féminin people. News, actualités, scoops, potins, look, mode de stars, tout sur les célébrités et aussi des histoires vécues, forums, programme TV : tout est dans *Closer* ». Les arguments échangés à son propos sont de deux types. Un groupe minoritaire soutient que, si on veut faire venir les gens à la bibliothèque, il faut leur donner à lire ce qu'ils aiment, et ils aiment lire la presse *people*. Certains, dans ce premier groupe, prétendent avec nuance que ce type de lecture peut fonctionner comme un appât permettant de « *les amener vers autre chose* », cette autre chose étant sous-entendue comme des lectures plus sérieuses. La majorité s'y oppose, prétextant que la bibliothèque ne peut pas sacrifier sa fonction éducative et que céder à ce type de publication constitue une abdication ; « *la bibliothèque n'est pas là pour offrir ce que les gens trouvent déjà dans les supermarchés* », résume un bibliothécaire. Mais surtout, beaucoup trouvent cette publication de mauvais goût, « *presse à sensation* », voire « *à scandale* » et la qualifient même de « *basse littérature* », répugnés

par ce caractère presque pornographique où la vie sentimentale, intime et sexuelle des célébrités est exhibée par un journalisme qui ne s'occupe d'autre chose que d'étaler la vie privée des personnalités publiques à la vue de tous. C'est du potin, et on le sait, « le potin est un signe de race des petites gens et des petits esprits »¹⁸. La presse *people* est considérée comme un « mauvais genre » presque « pornographique » (certains bibliothécaires diront « *limite porno* » ou parleront de « *presse cul* ») parce qu'elle se fonde, il est vrai, sur l'alliance de l'exhibitionnisme des célébrités et du voyeurisme du public. Et comme on le sait, la pornographie est l'une des limites à l'ouverture des collections des bibliothèques. *Closer* et la presse *people*, c'est du voyeurisme. Dans le cas de Plaine Commune, le débat n'est pas clos, et 8 bibliothèques sur 23 sont abonnées à la publication qu'ils mettent en rayon « adultes » (pour 7 d'entre elles) ou « presse ». Une enquête récente sur la présence de la presse *people* dans les bibliothèques municipales dans toute la France montre une véritable frontière entre ce type de presse et le reste, y compris avec la « presse magazine » considérée comme plus acceptable bien que proche de la presse *people*. Ainsi, pour un échantillon de collections de 100 bibliothèques, 71 avaient *Paris Match* dans leurs collections, tandis que seulement 7 offraient *Closer* (celles de Plaine commune), 3 *Public*, 6 *Gala* et 4 *Voici*¹⁹. Le contraste est saisissant entre ce rejet des bibliothécaires et la place que ce type de revue occupe au niveau national où *Closer*, *Gala*, *Public* et *Voici* captent chaque semaine à elles seules l'attention de plus de 11 millions de lecteurs et s'intègrent à côté de 57 autres titres comme la catégorie de presse la plus vendue en France²⁰. D'autres études estiment qu'un jeune sur trois (de 15 à 29 ans) lit régulièrement la presse *people*²¹. Et confirmant la

18. Guy de Maupassant, « Correspondance », in *Contes et nouvelles*, t. 1, Paris, Gallimard, 1974 (coll. Bibliothèque de la Pléiade), (*Contes divers*, 1892). Dans ce même texte, composé de lettres échangées entre une nièce et sa tante, on peut lire aussi : « Mais il est une chose qui m'exaspère et me choque par-dessus tout, c'est la liberté qu'ils prennent à parler en public » ; « ils » étant ici « les chasseurs », toujours grossiers.

19. On doit noter la frontière nette existant entre *Paris Match* et les autres périodiques de la presse *people*. Tandis que les nouveaux venus de la galaxie *people* sentent le soufre, *Paris Match* est depuis longtemps intégré dans le sanctuaire de la bibliothèque et appartient à la grande majorité des collections. Mathilde Peyrou, *La presse people dans les bibliothèques municipales*, Mémoire d'étude pour le diplôme de conservateur de bibliothèques, sous la direction de Denis Merklen : ensib – université de Lyon, 2013.

20. Données de 2011 tirées d'*Audipresse One*. La revue *Closer* a vendu plus de 445 000 exemplaires par semaine en 2011, et elle est leader pour les consultations en ligne.

21. Jean-François Barbier-Bouvet, « Les jeunes et la presse magazine : états des lieux quantitatifs », in Jean-François Barbier-Bouvet, Amandine Pellizzari, Paola Spaventa, *Les jeunes et la presse magazine*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2011.

contradiction entre le goût massif pour ce type de presse et les objections ou les réticences envers ces publications, les quelques bibliothèques qui les ont incorporées confirment une véritable réussite dans ce choix. Dans le réseau de Plaine Commune, la présence de ces titres est minoritaire : 7 bibliothèques sur 24 seulement sont abonnées et ces titres représentent une part infime de ceux mis à disposition avec 36 abonnements *people* sur 1586 périodiques²². Cependant, les résultats sont positifs en termes de nombre de lecteurs : sur l'ensemble des périodiques proposés, *Le Parisien* arrive en tête des consultations sur place, suivi par *Closer* autant consulté que *Le Monde*, puis par *Libération* et *L'Équipe* ; et en termes de prêts, on compte 3200 prêts pour 36 abonnements (données de 2011)²³.

Quand nous avons interrogé les bibliothécaires sur ce qui devait être dans une bibliothèque de quartier et ce qui ne le devait pas, la quasi-totalité s'est réfugiée derrière le « Manifeste de l'Unesco », notamment lorsqu'il indique que « Les collections et les services doivent être exempts de toute forme de censure, idéologique, politique ou religieuse, ou de pressions commerciales »²⁴. Cependant, ils ont tout de suite ajouté : « à l'exception, évidemment, des documents à contenu raciste ou pornographique ». Or, la presse *people* pose beaucoup de problèmes à ce système classificatoire et déstabilise les bibliothécaires pour une raison très simple. Ils sont persuadés que les habitants des quartiers lisent ce type de presse et sont même gourmands de ce genre de littérature. Mais ils sont incapables de donner une interprétation du contenu de ce type de magazine et des lectures auxquelles ils peuvent donner lieu. Ou, plus fréquemment, ils condamnent les effets d'aliénation de cette presse à la qualité littéraire médiocre et, qui, surtout, joue sur une représentation du politique aux antipodes des conceptions politiques et culturelles des bibliothécaires et des agents de la « culture légitime ».

Les enjeux représentés par le débat sur *Closer* s'organisent autour de la classification : où placer ce type de littérature dans le paysage culturel, l'inclure ou non dans la bibliothèque ? Cette classification et la possible inclusion ou non dans les rayons des bibliothèques donnent à voir le pouvoir des bibliothécaires et la distance à laquelle sont tenus les habitants (usagers ou pas de la bibliothèque) qui ne peuvent pas participer à des argumentations et des discussions à propos des collections. Raymond

22. En plus de *Closer*, le réseau a récemment intégré *Public*, *Voici*, *Be*, *Fan2* et *One*.

23. Mathilde Peyrou, *op. cit.*

24. Manifeste de l'Unesco sur la bibliothèque publique. [En ligne] < www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html > (consulté le 6 juin 2011).

Williams a attiré l'attention sur les effets de la classification de la littérature en termes de production d'un ordre culturel qu'il qualifie d'« hégémonie ». Celle-ci est une conséquence directe notamment de l'isolement de la « fiction » comme un genre littéraire à part, de la séparation de la vérité intérieure (subjective) de la vérité « extérieure » (objective) – des distinctions constitutives de l'ordre culturel bourgeois qui s'impose avec la modernité. Selon Williams, ces distinctions fondamentales sont tributaires, en dernière instance, de la séparation bourgeoise entre individu et société. Et surtout, plus encore pour ce qui nous intéresse, ces distinctions donnent lieu à celle entre le moment de l'« intention » (dans l'acte d'écrire) et le moment de la « critique » propre à la lecture²⁵. Les observations des bibliothécaires à propos de leurs collections et de la lecture et, dans notre cas, de la presse *people*, peuvent être interprétées dans ce cadre général afin de comprendre les « effets » que la lecture de ce type de littérature peut avoir sur la culture des classes populaires²⁶. Il s'agit, après tout, d'une presse qui, d'un côté, brise les frontières du public et du privé et attire l'attention du lecteur sur ce qui ne nous intéresse pas (la chambre à coucher et l'affectif). De l'autre côté, cette presse entraîne le lecteur vers un monde de fantaisie et de familiarité. Il est ainsi complètement détourné des vrais centres d'intérêt politiques, avec tous les effets de domination que cela peut entraîner. « *Au lieu de s'intéresser à la marche de l'économie et aux décisions du gouvernement, les gens perdent leur temps avec les histoires du président de la République et son épouse !* »

Mais c'est surtout Robert Darnton qui nous fournit un cadre d'interprétation pour ce rôle de la bibliothèque comme institution de classification et de prescription de la bonne lecture. Dans ses travaux sur l'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle, il a notamment attiré l'attention sur la classification opérée par la police de l'Ancien Régime à propos des livres considérés comme « dangereux »²⁷. La police renvoyait à la clandestinité toute une série de livres catalogués comme « philosophiques ». Or, ce qui surprend l'observateur contemporain, c'est que cette catégorie de livres « philosophiques » comprenait aussi bien des titres de philosophie deve-

25. Raymond Williams, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977, p. 153 sq.

26. Dans le cadre d'un échange entre bibliothécaires pour décider si *Closer* devait être intégré aux collections ou non, une bibliothécaire a dit qu'elle laissait sa fille de 13 ans lire ce magazine, mais à condition de le faire avec elle (la mère). Elle a indiqué alors que « *peut-être il faut faire pareil [à la bibliothèque]* ».

27. Robert Darnton, *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1991 (*The Literary Underground of the Old Regime*, 1982). Voir aussi, du même auteur, « Vies privées et affaires publiques sous l'Ancien Régime », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n°154, pp. 24-35.

nus pour nous des classiques, comme l'œuvre de Rousseau ou de Voltaire, que d'autres que nous qualifierons sans hésiter de « pornographiques », où l'objet était la représentation publique de l'obscénité ou, plus précisément, qui mêlait obscénité et scandale²⁸. Ce qui surprend, c'est que ces deux catégories peuvent être mêlées, philosophie et pornographie confondues, alors que nous maintenons ces deux genres radicalement séparés. Pourquoi mettre la pornographie dans le même sac que la philosophie ? Pourquoi ces deux genres étaient-ils considérés comme dangereux au même titre, et classés de la même manière ? Pourquoi les livres de pornographie étaient-ils considérés comme « philosophiques » ? Et, ce qui peut nous paraître plus surprenant encore, pourquoi les auteurs eux-mêmes, dans certains cas, comme dans le cas de Mirabeau, étaient-ils écrivains d'un genre et de l'autre ? Pourquoi l'œuvre de Rousseau était-elle considérée comme « philosophique » au même titre que des textes qui décrivaient des actes sexuels et du voyeurisme ? Pour deux raisons, nous dit Darnton. Premièrement, parce que la police d'Ancien Régime considérait cette littérature (philosophique et pornographique) comme dangereuse. Elle envoyait ainsi dans la clandestinité tous les livres qui offensaient l'Église, l'État ou la morale. Ainsi éditeurs, distributeurs et libraires cohabitaient dans un monde d'illégalité avec auteurs et lecteurs, un monde fait de circuits qui allaient de l'auteur aux imprimeurs établis en Suisse ou en Belgique pour revenir par des chemins sinueux jusqu'à la périphérie de Paris et être vendus sous le manteau par des libraires au cœur même de la capitale. Mais il faut chercher la deuxième cause de la confusion de ces deux genres dans les raisons selon lesquelles la pornographie devenait « philosophie ». La pornographie n'était pas dangereuse parce qu'elle pouvait porter atteinte à l'intégrité morale des individus, comme le pensent aujourd'hui les bibliothécaires – et certainement aussi les enseignants. Elle était dangereuse parce qu'elle sapait les bases morales du régime. Que décrivaient très précisément ces livres pornographiques ? Ils racontaient la corruption des mœurs de l'aristocratie, de la noblesse, des membres du gouvernement et de l'Église. Ils décrivaient la sexualité des hommes

28. Bien que la littérature érotique soit très ancienne, la pornographie comme telle n'existait pratiquement pas à la fin du XVIII^e siècle, bien que le mot ait été inventé en 1769 par Restif de la Bretonne dans *Le Pornographe ou Idées d'un honnête homme sur le projet de règlement pour les prostituées*. La pornographie naît pendant le XIX^e siècle, lorsque les bibliothécaires ont mis sous clef les livres qu'ils considéraient comme sales dans « l'Enfer » de la Bibliothèque nationale ou dans le *Private Case* du British Museum. Voir Robert Darnton, *The Forbidden Best-Sellers of Pre-Revolutionary France*, Londres – New York, W. W. Norton, 1995, notamment le chapitre III, partie II, « La philosophie pornographique ».

et des femmes de pouvoir, permettant aux lecteurs de voir ce que l'écran de la représentation publique du pouvoir rendait invisible. La connivence malsaine et corrompue des puissants était mise à nu. On pouvait voir, à travers les descriptions minutieuses et le luxe des détails, les actes sexuels entre la comtesse et l'abbé. Des descriptions où le narrateur place le lecteur en position de voyeur. Et pour cela il faut aller voir non pas ce qui se passe là où le pouvoir se met en scène, mais là où il se cache, là où les véritables rapports entre les hommes et les femmes ont lieu. Des rapports sexuels qui sont en général cachés au peuple, mais qui permettent de comprendre la véritable sociabilité du pouvoir. Les hiérarchies sociales et politiques sont ainsi désacralisées, les autorités deviennent des femmes et des hommes communs ou, pire encore, totalement immoraux et corrompus. On peut alors se moquer d'eux et les connaître dans leur véritable vie. C'est probablement là qu'a vu le jour cette image d'une noblesse ignoble devenue, depuis, sens commun. Surtout lorsque, à la corruption sexuelle et aux tromperies d'alcôve s'ajoutent des conflits économiques, des vols, des héritages où l'intérêt privé et matériel le plus immédiat est totalement confondu avec l'exercice du pouvoir. Les livres pornographiques étaient classés comme dangereux à côté des livres philosophiques parce que les uns comme les autres traitaient de politique, de la réalité du politique et non pas de son idéal. C'est dans ce sens que ces deux genres de livres ont joué un rôle émancipatoire ou préparatoire à la Révolution, si l'on veut. Et c'est parce qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'un long processus de transformation culturelle démarré au siècle précédent sous la forme d'un « processus de civilisation » (Norbert Elias) que cette critique de la morale de l'Ancien Régime a été efficace²⁹.

La confusion entre pornographie et philosophie, littérature érotique et libertine est courante parmi beaucoup de philosophes comme Diderot, car elle était pour eux une conséquence de l'exercice de la liberté et de l'esprit critique. Darnton étudie un exemple très intéressant dans l'un des plus importants « *best-sellers* » de l'époque, *Thérèse philosophe* (un temps attribué à Diderot)³⁰. « Bien qu'elle soit dans l'air de son temps, la combinaison de sexe et de philosophie dans *Thérèse philosophe* choque le lecteur moderne. Comme dans beaucoup de cas de la tradition pornographique, le récit est fait d'une série d'orgies, mais articulées par une

29. Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Seuil, Paris, 2000 (coll. L'Univers historique) [réédition avec une postface inédite de l'auteur].

30. *Thérèse philosophe. Mémoires pour servir à l'histoire du père Dirrag et de mademoiselle Eradice*, probablement écrit par le marquis d'Argent et publié en 1748, selon Darnton.

série de dialogues métaphysiques qui ont lieu pendant que les couples retrouvent leur souffle et récupèrent leurs forces pour la ronde suivante de plaisir. Copulation et métaphysique, rien n'est plus éloigné dans la mentalité moderne, mais plutôt proche de l'esprit libertin du XVIII^e siècle. »³¹ Le livre s'inspire de toute une série d'affaires célèbres dans la période prérévolutionnaire et très concrètement de l'affaire Dirrag, surnom donné dans l'ouvrage à Jean-Baptiste Girard. Celui-ci fut le recteur jésuite du séminaire de la Marine royale de Toulon, accusé par une jeune fille dont il était le confesseur d'avoir profité de sa condition de « directeur de conscience » pour la séduire. L'affaire donna lieu à une série de pamphlets sensationnalistes où on dénonçait ce cas, notamment après l'acquittement de Girard par le parlement d'Aix, en 1731. *Thérèse philosophe* avait tout pour attirer l'imagination anticléricale : « sexe et fascination, jeux sales dans le confessionnal et le dévoilement du jésuitisme. [...] En traitant ces thèmes, *Thérèse philosophe* semblait raconter une histoire vraie »³². Ce type de littérature « philosophique » érode les bases morales de l'Ancien Régime à plusieurs points de vue. Mais, pour ce qui nous intéresse, un élément est particulièrement important : comme dans le cas de *Thérèse philosophe*, mais aussi dans beaucoup d'autres, ces textes construisent une communauté de citoyens face au despotisme : « la distribution des rôles met les lecteurs et les écrivains dans une même communauté de citoyens [...] unie face à un même ennemi » : le pouvoir despotique³³. Et dans cette division, la stratégie qui pousse le narrateur et lecteur à regarder les espaces interdits du pouvoir, comme des voyeurs, est essentielle. Une fois ce point de vue adopté, « la politique devient simplement la lutte pour le pouvoir et un conflit de personnalités, l'une plus perverse que l'autre »³⁴. Le lecteur était souvent « introduit dans le monde secret des bordels où il pouvait observer les personnages les plus célèbres en train de jouer avec l'avenir des autres et avec la destinée de la France ». Dans certains cas, la disqualification du pouvoir et de l'autorité résulte d'autres procédés. C'est le cas des *Anecdotes sur M^{me} la comtesse Du Barry* (1775) où ce sont les capacités sexuelles de la protagoniste qui lui permettent de passer « de lit en lit, d'un bordel au trône »³⁵. Sur le long chemin de

31. Robert Darnton, *The Forbidden Best-sellers...*, op. cit. Les citations correspondant à cet ouvrage sont tirées de l'édition argentine : *Los best sellers prohibidos en Francia antes de la revolución*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2008, p. 147 [trad. de l'auteur].

32. *Ibid.*, p. 148.

33. *Ibid.*, p. 205.

34. *Ibid.*, p. 233.

35. *Ibid.*, p. 213.

son ascension sociale, M^{me} Du Barry découvre que plus le statut social de ses amants était élevé, plus leur capacité sexuelle était faible. « Sous les draps, les riches et les nobles sont incompetents ou pervers. Les ducs n'ont pas d'érection, les prélats demandent à être flagellés, les comtesses pratiquent le lesbianisme. Lorsqu'elle voulait du plaisir pour elle, Du Barry descendait dans les chambres des servants. Ce thème, le plébéien comme étalon, était devenu un lieu commun dans la littérature érotique, mais il apparaît ici sous un ton presque démocratique, comme pour suggérer la supériorité innée des gens du commun. »³⁶ Et Darnton ajoute dans son analyse : « Le répertoire symbolique joue surtout sur un registre sexuel : le monarque, loin d'être une personne auguste, est aussi ridicule que n'importe quel cornard ; son sceptre est aussi impuissant que son pénis, son autorité aussi illégitime que tous les enfants qui vivent à la Cour, où les aristocrates fatigués laissent leurs laquais satisfaire leurs épouses. Par sa grossièreté même, le texte, raillant la personne du roi, travaille donc à enlever tout caractère sacré et, au-delà de ses symboles, toute légitimité à la monarchie. »³⁷ Enfin, « c'était une propagande plus dangereuse que celle du *Contrat social*, car elle sectionnait les liens de vertu qui liaient le public à ses gouvernants »³⁸.

Pourquoi ne pas lire la presse *people* dans le même sens ? Je n'ai pas procédé à une enquête sur les modes de lecture de ce type de magazine illustré ici par *Closer*. Mais à regarder ses pages, il semble qu'une hypothèse sur son contenu soit plus complexe que la simple disqualification de « basse littérature » opérée par les bibliothécaires. Ce qui attire l'attention, c'est ce double effet de proximité avec le pouvoir et d'un certain voyeurisme qui donnerait accès au monde des célébrités et des puissants en chair et en os. Non seulement la « vraie vie » des hommes publics est mise au jour, mais on a l'impression de découvrir le véritable tissu de relations sociales qui sous-tend le pouvoir. Les fêtes, les boîtes de nuit, les résidences secondaires, les propriétés, les héritages, les relations sentimentales, les infidélités, l'argent, le luxe, le sexe et surtout les corps sont au centre du regard. La portée politique d'une telle presse à ragots, descendante directe de la presse échoitière et mondaine, est immédiate, car elle met en question la séparation privé/public. Mais, en fin de compte, ces journalistes et leurs lecteurs ne s'éloignent pas trop de l'hypothèse

36. *Ibid.*, p. 223.

37. Robert Darnton, *Édition et sédition...*, op. cit., p. 212.

38. Robert Darnton, *The Literary Underground of the Old Regime*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1982, p. 225.

générale qui sert de soubassement à toute sociologie politique, à savoir qu'il y a un rapport entre la sociabilité et la politicité de tout individu, que pour mieux connaître le citoyen nous devons connaître ses relations, son capital, ses habitudes et sa vie quotidienne. Pourquoi, sinon, demander dans un sondage d'opinion quels sont le niveau de diplôme, la taille de la famille, les goûts de consommation, le lieu d'habitation, le revenu, l'état civil, etc. Parce qu'on pense que la « condition sociale » des individus informe leurs idées politiques et même, deviennent les politistes, leur vote. Ce type de procédé n'est évidemment pas exclusif à la presse *people*. C'est propre à tout le journalisme de caricature, humoristique et même d'investigation comme *Le Canard enchaîné* ou *Charlie Hebdo*. Un type de journalisme politique dont l'essence est d'exposer au jour la face cachée du pouvoir, une face faite essentiellement de relations sociales et de liaisons invisibles dans la sphère publique – l'un des enjeux résultant justement de la capacité du pouvoir à cacher une partie de sa réalité derrière la séparation entre vie privée et vie publique.

Ce serait exagéré et peut-être même déplacé de soutenir que la presse *people* érode les bases morales de notre régime politique. Notamment parce que ce type de presse bénéficie de la soumission de l'espace public à la télévision et à Internet, et à une forme de télévision et d'Internet où le seul but recherché est la production de l'« image » et des mises en scène qui réalimentent les effets de « célébrités ». Car cette presse vit d'une confusion entre « célébrité » et « personne publique » qui provoque une réduction de l'espace public à celui des célébrités. Ainsi, lors des campagnes électorales, les hommes politiques cèdent ou se servent de cette presse pour accroître leur popularité. Dans ce monde, la télévision court après l'audimat et les entreprises du Web après le nombre de connexions comme les hommes politiques courent derrière les sondages. Il s'agit évidemment d'une forme d'espace public où les possibilités d'échanges argumentatifs s'avèrent pratiquement anéanties³⁹. Mais quelque chose de l'ordre d'une dénonciation de la corruption du régime démocratique peut y être lu chaque fois que cette presse met dans le même panier les

39. Encore une fois, la comparaison France – Argentine apporte un certain éclairage. Beatriz Sarlo montre comment l'émergence de ce qu'elle appelle « *celebrityland* » au moment du premier gouvernement Menem se prolonge jusqu'à aujourd'hui comme une forme de perversion politique où la télévision se combine à la presse *people* et aux réseaux de type Twitter ou Facebook. Et on connaît bien le scandale que la « peopolisation » de la politique dénoncée sous l'ère Sarkozy a provoqué en France. Pour le cas argentin, voir Beatriz Sarlo, *La audacia y el cálculo. Kirchner 2003-2010*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011, notamment « *Aventuras de la política en celebrityland* », pp. 11-57.

hommes politiques et des personnalités de la télévision et du *show-biz*, des sportifs de haut niveau, des artistes et des têtes couronnées de l'aristocratie européenne⁴⁰. Ils ont tous un point commun : ils sont riches et célèbres. Cette presse manque sûrement du raisonnement métaphysique qui liait dans le cas de l'Ancien Régime la littérature libertine à la philosophie. Si, comme le soutient Darnton, la pornographie d'alors parlait la même langue que celle des auteurs tels que Diderot, Holbach, La Mettrie, Mirabeau ou Rousseau, c'est qu'elle mettait en question son rapport au pouvoir autant que les représentations les plus fondamentales qui lient l'individu au monde, comme dans le rapport du sujet individuel, d'un côté à son corps et à sa sexualité et de l'autre côté à un espace public séparé du premier et qualifié de « vie privée ». Mais il y a encore une autre coïncidence entre la presse *people* et les observations faites par Robert Darnton pour les livres prohibés pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Comme sous l'ancienne monarchie, cette presse confirme l'idée que la politique est une affaire de puissants qui, dans le secret, donnent une vision trompeuse de la vie politique : car ils cachent la véritable nature de leurs actions et de leur sociabilité, et manipulent les citoyens, car les décisions importantes se prennent dans l'arrière-scène de l'espace public ; comme sous l'Ancien Régime, les affaires sont cuisinées dans les couloirs et les chambres du palais plutôt que décidées devant le peuple.

Dans son ouvrage *Les origines culturelles de la Révolution française*, Roger Chartier met les thèses de Robert Darnton en débat⁴¹. Non point pour questionner l'analyse que l'historien américain fait des « livres philosophiques », mais dans le cadre d'une discussion sur l'impact de cette littérature sur la Révolution. Il soutient que, si ces livres ont pu être ainsi reçus et devenir de véritables *best-sellers*, c'est parce qu'il y avait déjà dans la conjoncture culturelle et politique de l'Ancien Régime un climat qui les rendait aptes à jouer ce rôle. Il met ainsi en question une image trop linéaire et de causalité trop immédiate entre l'auteur d'un texte et

40. Une étude plus détaillée de cette presse, en plus d'un travail sur les manières de la lire, sur les conditions de sa réception, devrait montrer les différences et nuances que les titres des nombreux magazines *people* présentent entre eux. Par exemple, l'hebdomadaire *VSD* met plus en scène les hommes politiques que les autres personnalités du *show-business*, comme le fait *Closer*.

41. Roger Chartier, « L'événement et ses raisons », postface à l'édition de poche, *Les origines culturelles de la Révolution française*, op. cit., notamment p. 287 sq. Ainsi, dit-il, « à trop serrer le lien entre la subversion, présente dans les écrits, et la "révolution", installée dans les esprits, le risque existe d'annuler la spécificité des opérations par lesquelles des lecteurs ou des lectrices construisent la signification des textes » (p. 287). Pour Roger Chartier, « les détachements vis-à-vis [...] de l'ordre ancien ne doivent pas être compris comme le résultat de la circulation des "livres philosophiques" mais, à l'inverse, comme la condition de leur succès » (p. 288).

son influence politique qui ferait l'impasse des conditions sociologiques ou historiques de la formation d'un public. Cette discussion amène à faire preuve de la plus grande prudence concernant les hypothèses que je présente ici à propos de la presse *people*. Si nous pouvons proposer de lire cette presse tel que je suis en train de le faire, cela ne veut pas dire qu'elle est reçue exactement de cette façon par ceux qui la lisent quotidiennement, et moins encore que la séparation entre « classe politique » et classes populaires serait le « résultat » d'une telle littérature. Répétons-le, la confirmation de telles hypothèses nécessite entre autres une étude des lecteurs et de la lecture à laquelle nous n'avons pas procédé et pour laquelle nous ne disposons pas d'éléments suffisants. Nous savons à peine que les lecteurs sont essentiellement des lectrices (78 % de femmes parmi les lecteurs de *Closer* et de *Public* pour 2011) et que la proportion de jeunes lisant ce type de presse a beaucoup augmenté en France depuis dix ans, jusqu'à atteindre aujourd'hui 46 % de cette population et un tiers des 15-29 ans ; cela est étroitement lié au phénomène de diffusion des réseaux dits de type Web 2.0, Facebook ou Twitter (selon les résultats de l'enquête AEPM, Audience et études de la presse magazine). Mais il est intéressant de voir également comment certains analystes cartographient ce type de presse *people*, appelée aussi « presse *trash* ». Ainsi, à partir d'une analyse sur le contenu de la presse magazine, apparaît un schéma selon lequel cette presse *trash* (*Closer*, *Public*, *Choc*, *Oops*, *Entrevue*) se trouve à l'opposé des magazines « qui ont été longtemps la référence de la presse française » (*Le Monde Magazine*, *Le Figaro Magazine*, *Le Point*, *L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Marianne*). Tandis que les premiers se diffusent et élargissent leur audience, les deuxièmes vieillissent et deviennent des « magazines de génération »⁴². Pour d'autres, un classement distingue deux catégories de presse *people*, une plus « chic » (*Point de vue*, *Paris Match*, *Gala*), l'autre plus « populaire » (*Closer*, *Ici Paris*, *France Dimanche*, *Oops*, *Public*), et la sépare de la presse *trash* qui offre plus de place aux faits divers sensationnalistes ou à des informations plus ou moins scabreuses (*Entrevue*, *Choc*) – et comme on l'a vu, les bibliothécaires confirment ce classement, car ils admettent fréquemment *Paris Match* en même temps qu'ils maintiennent à distance les autres titres.

Dans le cadre de nos interrogations à propos des incendies de bibliothèques, la présence de ce type de presse et de littérature confirme le

42. Jean-François Barbier-Bouvet, « La lecture des magazines par les jeunes adultes : un écran de papier ? », in Christophe Evans, *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet*, op. cit., pp. 115-133.

sentiment que, dans sa réalité, la démocratie est divisée en deux, le monde des gouvernants et celui des gouvernés, le monde des puissants et celui des citoyens. C'est sur la base de cette séparation qu'émerge et se lève l'idée d'une « classe politique », et il n'y a rien qui ait plus de force dans les représentations des classes populaires avec lesquelles j'ai travaillé que cette séparation entre « eux » (les *puissants*, les *politiques*) et « nous ». Dans ce cadre, une presse comme *Closer* permet à la fois de se croire proche du pouvoir et de s'en rapprocher pour le regarder à nu comme un voyeur. Une proximité que rend possible le photographe, le paparazzi, quand il entre avec son objectif dans l'intimité de ceux qui se tiennent à distance, quand il les rapproche avec son zoom. C'est là que réside toute l'ambiguïté de cette relation politique au pouvoir. Cette presse donne à voir également une connivence entre la célébrité et l'argent qui révèle un monde où se côtoient hommes politiques, entrepreneurs, acteurs et comédiens, musiciens, sportifs, « riches et célèbres » se distinguant du « peuple ». Ainsi, l'aura des autorités politiques se voit corrompue par son entrée dans un monde plutôt souillé. Une souillure qui provient du fait que cette presse exclut la « culture » et les intellectuels du monde du pouvoir. Ni hommes de lettres, ni savants, ni peintres, ni le ballet, ni l'opéra n'habitent les pages de ces revues. Par cette séparation qu'elle opère entre politique et culture, entre pouvoir et culture, la presse *people* construit un monde accessible aux classes populaires. Un monde où les compétences intellectuelles requises pour lire ce qui s'y passe ne sont pas inaccessibles, des revues faciles à lire, des images d'accès direct. La presse *people* joue ainsi à la fois de la distance et de la proximité entre le peuple et les célébrités, ces gens sont riches et célèbres (c'est ce qui les met à distance), ont une sexualité et un corps, ne possèdent pas un grand capital culturel, et partagent les problèmes de madame et monsieur Tout-le-Monde, ils sont comme nous. D'un côté, les effets critiques de ces lectures peuvent ainsi se voir annulés par l'illusion de proximité entre gouvernants et gouvernés que de telles images induisent. Mais de toute évidence, de l'autre côté, cette presse couvre un espace vacant dans le monde de l'analyse politique. Et, de surcroît, elle fournit aux classes populaires l'occasion de parler du pouvoir. Or, du moment qu'elle écarte la « culture » de son univers, cette presse donne une image du monde qui déplaît aux bibliothécaires : elle exclut la culture du pouvoir et donne une vision du pouvoir totalement désacralisée où l'autorité n'existe plus, il n'y a que des puissants.

La presse *people*, avec d'autres types d'écrit, pose problème aux bibliothécaires, car elle met en lumière encore une fois la bibliothèque comme

acteur politique au sein du monde conflictuel des classes populaires. Par cette séparation entre « eux » et « nous », par la distinction et la disqualification qu'elle affirme de la « classe politique » et des « puissants », la presse *people* confirme l'hypothèse selon laquelle les hommes politiques ne sont pas des citoyens comme les autres. Le pouvoir n'est plus dans nos démocraties un « lieu vide », à la manière dont l'a caractérisé Claude Lefort, mais bien un espace occupé par un groupe social⁴³. Dans ce sens, des observateurs de points de vue si discordants entre eux que Bernard Manin⁴⁴, Jacques Rancière ou Pierre Rosanvallon⁴⁵ s'accordent récemment pour dénoncer ce problème du régime représentatif comme étant l'un des problèmes majeurs de notre démocratie. Rancière va même jusqu'à parler de « monopolisation du pouvoir » et d'une « privatisation du politique » de la part d'une « aristocratie politicienne »⁴⁶.

L'exercice de cette censure, qui interdit le pornographique et qui rend difficile l'entrée de périodiques comme ceux de la presse *people* (que beaucoup de bibliothécaires qualifient aussi de presse « *cul* »), rend évident que la bibliothèque ne peut pas être réduite à une « *lecture plaisir* », mais qu'elle est bel et bien un acteur qui agit dans l'espace politique des quartiers et des classes populaires. Or, c'est un agent qui, tout comme les hommes politiques, cache une phase de son pouvoir pour pouvoir l'exercer. Le vieil « Enfer » des bibliothèques d'antan a trouvé une forme d'existence nouvelle dans beaucoup de bibliothèques de quartier où les bibliothécaires livrés à eux-mêmes par le pouvoir politique ne savent pas quoi faire des conflits religieux. Ainsi, comme beaucoup d'autres, la bibliothèque John-Lennon, dans le quartier dit « des 4000 », à La Courneuve, a décidé de retirer de ses rayons la Bible, le Coran et la Torah et d'enfermer ces trois livres dans un placard. Motif ? « *Parce que le Coran a été volé à plusieurs reprises, des pages de la Bible sont régulièrement arrachées et la Torah a été souillée avec des croix gammées et des insultes antisémites* », nous explique l'un des bibliothécaires.

Nous savons que tout le monde ou presque considère que la bibliothèque est une institution essentiellement politique, mais qu'à peu près tout le monde aussi nie ce caractère politique de la bibliothèque. Elle est

43. Claude Lefort, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981 ; et du même auteur, *Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1986 (coll. Esprit).

44. Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996 (coll. Champs ; 349).

45. Pierre Rosanvallon, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006 (coll. Les livres du nouveau monde).

46. Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

« *au cœur de notre démocratie* » pour le ministre de la Culture, c'est un instrument d'émancipation pour beaucoup de bibliothécaires qui la considèrent aussi souvent comme « *un outil de lien social* ». Et les habitants lui attribuent également un caractère politique. Ainsi fut brûlée, dans la nuit précédant le second tour de l'élection présidentielle de mai 2007, l'« annexe » du quartier des Aunettes, à Évry. Et quelques jours avant, dans un quartier de Saint-Denis, un de ces jeunes rebelles, de ceux qui tiennent les murs du quartier, a dit à l'une des bibliothécaires : « *Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque.* » J'entends encore la phrase comme une menace qui résonne. Et je souligne le « vous » de la phrase, « *on vous brûle la bibliothèque* », qui semble tout dire : « vous et nous ne sommes pas les mêmes » ; « la bibliothèque est à vous et pas à nous » ; « vous êtes du même côté que Sarkozy, pas nous » ; « vous êtes du côté de ceux qui nous gouvernent ». Enfin, cette phrase rappelle ces actes qui, comme les incendies pendant les émeutes, placent la bibliothèque effectivement au cœur du fonctionnement politique de la société, qui lui donne une place significative dans le rapport entre les classes populaires et l'État, entre elles et le système politique.

Or, le problème ainsi posé, celui d'une bibliothèque chargée avec les intentionnalités politiques d'un groupe particulier (celui des « politiques », justement), réduit presque à néant l'autre intention politique de la bibliothèque, celle-là même par laquelle elle s'autodéfinit comme un espace « ouvert », comme un espace public. Le mot « politique » apparaît donc dans des sens hétérogènes, voire divergents. Les uns et les autres utilisent ce mot pour dire une chose ici, le contraire plus loin. Par exemple, quand la bibliothèque se défend de « faire de la politique » ou que l'école ne veut pas que « la politique entre » dans son enceinte, le mot « politique » est employé pour faire référence aux luttes partisans ou à la concurrence pour le pouvoir. Mais dans un sens opposé, le mot est employé pour nommer le projet de « vivre ensemble », en démocratie et en république. Or cette polysémie confuse et polymorphe n'est pas seulement à clarifier comme dans une démarche analytique qui séparerait l'ivraie du bon grain. Car si cette polysémie confond, c'est aussi parce qu'elle doit être prise en considération, intégrée dans notre champ d'observation en tant que telle, surtout si nous voulons rendre visibles les formes de domination dont souffrent aujourd'hui les classes populaires. Ainsi, l'incendie d'une bibliothèque n'aura pas été un acte gratuit. Il aura servi à ouvrir des questions sur un univers aussi complexe que confus. Il nous a permis de nous interroger sur l'action des bibliothèques dans le monde des classes

populaires et de questionner la confuse vie politique de ces institutions et de ces espaces sociaux.

Quand les bibliothèques des quartiers populaires excluent de leurs collections la presse *people*, elles agissent clairement et les bibliothécaires explicitent le sens de leur action. Il s'agit de ne pas alimenter la perversion de l'univers culturel des classes populaires avec une presse de mauvais genre déjà omniprésente à travers toute sorte de médias et de canaux de diffusion culturelle. Mais ce faisant, elles confirment la séparation eux/nous sur laquelle la presse *people* s'appuie et se rangent, aux yeux des classes populaires, du côté d'un « eux » encore plus distant de la culture populaire. En faisant le choix de cette exclusion, les bibliothèques affirment leur alliance entre la culture lettrée, celle des humanités et les hommes politiques qui, jusqu'ici, cultivent ce genre de pratique culturelle. Au fond, dans un univers majoritairement dominé par une pensée de gauche, les bibliothèques revendiquent et travaillent dans le sens d'un populaire-savant ou d'un populaire-noble qui se positionne aux antipodes de la conception que la presse *people* a, tout à la fois, de la politique, de la culture et du peuple. En effet, l'exclusion est mutuelle. Si les bibliothécaires n'aiment pas *Closer*, *Public* ou *Oops*, il n'est pas moins vrai qu'il est pratiquement impossible de trouver un article d'analyse politique ou une critique littéraire ou de cinéma dans ce type de presse. Le contenu compte ici beaucoup dans le tracé de la frontière qui sépare les deux groupes : il distingue deux mondes sociaux (qui ont des goûts et des pratiques culturelles différents), mais qui se différencient aussi par des pratiques politiques en conflit, voire en contradiction.

Le problème est que les bibliothèques sont en position de faiblesse, tandis que leurs opposants sont en plein essor. Mais leur fermeture risque d'affaiblir davantage le camp des bibliothécaires et de rendre plus aiguë l'opposition avec les classes populaires qui leur jettent des cailloux et autres cocktails Molotov. Dans un cadre de très faible fréquentation (moins de 10 % d'inscrits), les bibliothèques n'ont d'autre choix que de se rapprocher des classes populaires pour agir avec elles. Sans quoi elles risquent de se trouver complètement *out* et de laisser les quartiers de l'autre côté de la frontière, dans un territoire dominé par les industries culturelles et par une conception de la politique certes inquiétante. Le mouvement n'est pas facile, car se rapprocher du terrain des classes populaires aujourd'hui nécessite d'approcher le territoire contrôlé par l'autre, par ces mêmes industries culturelles dont le pouvoir risque de devenir hégémonique. Mais ni la bibliothèque ni aucun agent culturel ne

pourront avancer dans cette direction en prenant les classes populaires uniquement comme une cible.

+++++

CHAPITRE III
LITTÉRATIE ET
RÉVOLTE POPULAIRE

+++++

CHAPITRE III LITTÉRATIE ET RÉVOLTE POPULAIRE

« Tu viens d'incendier la Bibliothèque ?

– *Oui.*

J'ai mis le feu là. »¹

Peu de temps après avoir commencé à enquêter, les interlocuteurs que je rencontrais me donnaient à lire le poème de Victor Hugo « À qui la faute ? ». Ce texte se présente sous forme d'un dialogue entre le poète et un « misérable » ayant brûlé une bibliothèque au cours des révoltes de la Commune de Paris. La première chose qui frappe à la lecture est le déséquilibre entre les deux hommes. Tandis que le poète prononce 472 mots indignés, son interlocuteur ne dit que deux phrases, l'une au début de l'échange (« – Oui. J'ai mis le feu là »), l'autre à la fin (« Je ne sais pas lire »), 12 mots en tout pour le prolétaire. Beaucoup de personnes rencontrées au cours de mon enquête, notamment des personnes « lettrées » – je veux dire ici des bibliothécaires, des élus, des enseignants –, se sont elles-mêmes référées à ce texte pour donner du sens aux pierres et aux cocktails Molotov lancés contre les bibliothèques. Et ils n'ont pas tort, le poème de Victor Hugo constitue une véritable clé d'analyse dans la mesure où il inscrit l'acte incendiaire dans la continuité des rapports sociaux, au sein des déséquilibres culturels entre milieux populaires et intellectuels. Il établit une relation entre le « crime inouï » et la place occupée par l'écrit dans nos sociétés modernes, tout en mettant en évidence la cécité de l'intellectuel qui semble tout savoir des livres, mais tout ignorer du monde qui l'entoure. Ce texte de Hugo est pertinent pour encore deux raisons : parce qu'il saisit toute la valeur de l'écrit dans la politicité des classes populaires et parce qu'il donne à voir les dialogues ouverts grâce aux actes de révolte, contrairement aux idées reçues qui pensent qu'il n'y a pas de parole derrière une émeute.

1. Victor Hugo, « À qui la faute ? », *L'Année terrible*, in *Œuvres poétiques*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1974 (coll. Bibliothèque de la Pléiade) [1^{re} édition 1872].

En bon sociologue, Hugo remarque que l'incendie de la bibliothèque reste hors du champ de l'interprétation – « insensé » – tant que nous ne prenons pas en compte le fait que les incendiaires ne savent pas lire. En bon sociologue également, Hugo reçoit l'incendie de la bibliothèque comme un message adressé à l'ordre politique. Il conclut, avec raison, que l'exclusion de l'écrit était à la base des révoltes, car la parole écrite se trouve au centre de l'ordre politique au sein duquel les prolétaires protestaient déjà bien avant 1871. Et nous savons que le combat des progressistes pour la démocratisation de l'école eut comme l'un de ses points de départ ces manifestations de violence, avec toutes les contradictions que ce combat pour l'éducation impliquait déjà. Il y avait d'un côté ceux pour qui la violence prolétarienne était une conséquence de l'ignorance, et de l'autre ceux pour qui cette révolte était le fait d'individus conscients des droits qui leur étaient refusés. Ce clivage perdure encore aujourd'hui. Il en est certains pour qui les jeunes sont violents à cause de leur manque d'éducation, alors que d'autres interprètent les faits de violence comme une volonté d'intégration face à un système politique aveugle et sourd.

La dernière phrase d'« À qui la faute ? », ce « Je ne sais pas lire » qui clôt le dialogue en faisant taire le poète, est révélatrice des différences qui existent toutefois entre les prolétaires du ^{xix}^e siècle et les « banlieusards » d'aujourd'hui. Ceux-ci savent lire en effet, et nous savons qu'ils sont scolarisés plus ou moins longtemps, jusqu'au collège pour l'immense majorité, jusqu'au lycée pour la plupart. Nous pouvons même imaginer qu'un enseignant leur a peut-être donné à lire le poème de Victor Hugo². Les violences exercées contre les bibliothèques laissent penser en fait que les conflits sociaux et politiques qui traversent l'espace des classes populaires ont un rapport étroit avec la place que l'écrit occupe au sein de cet univers populaire. De ce point de vue, la différence est claire entre la situation observée par Hugo et celle à laquelle nous nous confrontons. Aujourd'hui, les conflits ont à voir avec la présence de l'école parmi les classes populaires, alors qu'à la fin du ^{xix}^e siècle on pouvait les attribuer encore à son absence. Nous savons en effet que les jeunes impliqués dans les émeutes s'expriment par écrit. Ainsi, la directrice d'une bibliothèque de Villiers-sur-Marne m'a-t-elle un jour apporté une pierre enveloppée d'un papier sur lequel on pouvait lire : « C'EST LE SOIT DISANT FRIMEUR QUI VOUS

2. Des bibliothécaires de quartier ont souvent organisé des animations où « À qui la faute ? » était lu et soumis à une discussion ouverte sur la voie publique.

ENVOIE CE MESSAGE SI GENTIMENT. » Ainsi tapé à la machine, le message et la pierre avaient été jetés contre une vitre de la bibliothèque au début des années 1990. Le texte faisait référence à une altercation ayant eu lieu la veille entre la directrice elle-même et un lecteur qu'elle avait qualifié de « frimeur ». Et nous savons que les vitres caillassées, comme d'autres formes d'agression, commencent souvent par ce genre de petits conflits. Ces « messages de pierre » sont difficiles à lire et restent indéchiffrables sans tenir compte des conflits dans lesquels ils s'inscrivent.

Les individus qui composent les classes populaires d'aujourd'hui sont pour beaucoup « faits d'école », pour reprendre l'expression de François Dubet, et les conflits que nous observons ont un lien direct avec les mutations que l'univers scolaire a vécu ces trente dernières années. Le problème vient du fait qu'une première réaction émanant du camp des « lettrés » tend à interpréter les attaques de bibliothèques comme des attaques contre l'écrit ou, tout au moins, à supposer que ces attaques ne peuvent venir que de ceux qui sont à l'extérieur de l'écrit. Or, comme le remarque Roger Chartier, nous vivons à une époque caractérisée par des niveaux très élevés de lecture, où on peut dire qu'on n'a jamais tant lu ni écrit³. Seulement, les multiples lectures qui forment notre quotidien et celui des classes populaires ne font pas partie de ce que l'on associe avec « lire », où « lire », c'est lire de bons livres... Par exemple, la vie dans les quartiers d'habitat social où se trouvent nos bibliothèques attaquées nécessite continuellement une communication écrite avec les institutions, des écrits dans lesquels est en jeu jusqu'au plus intime de la vie individuelle et familiale⁴. Cet écrit institutionnel, bureaucratique, ordinaire est omniprésent et constitue l'une des formes centrales de l'ordre politique⁵. Et il est nécessaire de rappeler cette évidence pour ne pas écraser toute littérature sous la forme « livre » ou textes littéraires. Si nous concentrons notre regard sur les pratiques de lecture des jeunes, nous constatons que, depuis au moins vingt ans, celles-ci se sont diversifiées, que l'école

3. Roger Chartier, « Le livre : son passé, son avenir », entretien avec Ivan Jablonka, *laviendesidees.fr*, 29 septembre 2008. [En ligne] < www.laviendesidees.fr/Le-livre-son-passe-son-avenir.html > (consulté le 1^{er} octobre 2008).

4. Voir à ce propos les travaux de Jean-François Laé, notamment, *L'instance de la plainte. Une histoire politique et juridique de la souffrance*, Paris, Descartes et Cie, 1996 (coll. Droit) ; *L'ogre du jugement. Les mots de la jurisprudence*, Paris, Stock, 2001 (coll. Essais Documents) ; *Les nuits de la main courante. Écritures au travail*, Paris, Stock, 2008 (coll. Un ordre d'idées).

5. Jack Goody a aussi étudié et essayé de comprendre la spécificité du lien entre l'État bureaucratique et l'écriture. Voir Jack Goody, *La logique de l'écriture. Aux origines des sociétés humaines*, Paris, Armand Colin, 1986, chap. 3 : « L'État, le bureau et le dossier », pp. 97-131 (*The Logic of Writing and the Organization of Society*, 1986).

continue à les informer, quoique de manière différenciée, et que ces pratiques sont moins orientées par un modèle humaniste, esthète et cultivé : « Et pourtant, ils lisent. »⁶

Dans un article sur les révoltes des esclaves dans le Brésil du XIX^e siècle, Jack Goody découvre tous les enjeux que pouvait soulever l'écrit comme moyen de communication chez les esclaves eux-mêmes, et entre maîtres et esclaves⁷. Parmi les esclaves arrivés d'Afrique, ceux qui savaient lire et écrire occupaient une place importante, qu'il s'agisse des musulmans ayant appris à écrire en arabe ou de ceux qui avaient appris à écrire auprès de leurs maîtres protestants au cours de leur évangélisation. Goody nous montre que le rapport à l'écrit est présent dans la révolte au moins de trois façons : comme mode de communication entre les révoltés (dans l'organisation tactique du soulèvement) ; dans la relation avec les maîtres, c'est-à-dire dans l'élaboration d'une vision commune sur le rapport de domination ; en facilitant la construction d'un monde commun, notamment pour ceux qui étaient à même de lire une langue que les maîtres ignoraient. En effet, le cas étudié par Goody a ceci d'intéressant que les esclaves maîtrisent une langue écrite (l'arabe, car ils sont musulmans) que les maîtres (Portugais catholiques et Anglais protestants) ignorent⁸.

La place de l'écrit est donc apparue très vite comme un élément clé de notre recherche. Ainsi, dans le cadre de la communication avec le pouvoir que toute révolte établit, les autorités elles-mêmes ont immédiatement placé « l'écrit » au centre des échanges. Dans une lettre adressée au maire de Saint-Denis (93), le ministre de la Culture de l'époque qualifie le geste incendiaire, la place de la bibliothèque et le rôle des bibliothécaires de la manière suivante :

6. Christian Baudelot, Marie Cartier, Christine Détrez, *Et pourtant ils lisent...*, Paris, Seuil, 1999 (coll. L'épreuve des faits).

7. Jack Goody, « Écriture et révolte à Bahia », in *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, La Dispute, 2007, pp. 129-161.

8. Goody met en lumière d'autres rapports entre la littératie propre aux esclaves et leur révolte, notamment autour du lien entre littératie et religion, et le rôle qu'une religion « écrite » peut jouer dans ce type de mouvement. Nous ne reprendrons pas ici ces aspects.

FAC 01/01

Liberté Égalité Fraternité
République Française

Ministère de la Culture et de la Communication

5 DEC. 2005

VILLE DE SAINT-DENIS
12.12.05 157409

Le Ministre

Objet : Culture
Pr. SUIV : M. Sacré
Pr. SUIV : M. Paillard
CC

Monsieur Didier PAILLARD
Vice-Président du Conseil Général de la
Seine-Saint-Denis
Maire
Hôtel de ville
2, place Victor Hugo
93120 SAINT-DENIS

CC/144617

Monsieur le Maire,

Grande est mon émotion d'apprendre que votre bibliothèque municipale a subi des dégradations intentionnelles qui l'ont fortement endommagée.

En tant que ministre de la culture et de la communication, mais aussi en tant qu'homme, je suis particulièrement choqué. La bibliothèque est l'équipement culturel le plus symbolique de notre démocratie. Lorsque des actes de vandalisme la prennent pour cible, c'est notre République des idées toute entière qui se trouve frappée.

Transmettez, je vous prie, à vos collaborateurs en charge de la bibliothèque, mon message de sympathie et de respect en ces heures difficiles. La mission qu'ils accomplissent est, plus que jamais aujourd'hui, garante de notre vouloir vivre ensemble.

Je souhaite enfin vous indiquer que le Centre national du livre, peut, dans le cas où les collections d'imprimés auraient été endommagées, vous apporter un concours financier. A cet effet, j'invite vos services à prendre l'attache du bureau de la diffusion du livre en bibliothèques (Centre national du livre, 53 rue de Verneuil 75343 Paris cedex 07, tél : 01.49.54.68.68).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Renaud DONNEDIEU de VABRES

Fac-similé de la lettre du ministre de la Culture et de la Communication, Renaud Donnedieu de Vabres, à Didier Paillard, vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, maire de Saint-Denis, datée du 5 décembre 2005⁹.

9. Les fautes d'orthographe sont du ministre.

La lettre est officielle. Or, il n'échappe pas à l'observateur non seulement que la devise de la République est inscrite au fronton de la lettre, mais que l'écrit de l'en-tête est en cursive, imitation du manuscrit (la note est importante, car, comme en opposition, on remarquera plus loin comment les classes populaires cherchent elles aussi à styliser leurs textes).

La bibliothèque est élevée ici au rang d'élément central de l'ordre politique et social. Le ministre confirme la perception du monde que les émeutiers manifestent : une ligne claire sépare les auteurs d'« actes de vandalisme », d'un côté, les bibliothécaires et les autorités politiques (et l'ensemble des citoyens), de l'autre. Cette ligne claire vient de l'inscription du livre dans l'ordre symbolique de la démocratie. Il prend ici une dimension sacrée en ce sens qu'en démocratie on ne brûle pas de livres, on ne raille pas la parole de l'autre par un acte de violence et parce que c'est ainsi que l'autodafé s'inscrit comme une atteinte aux fondements de l'ordre politique¹⁰. Or, au niveau du quartier, une autre fonction de la bibliothèque, non mentionnée par le ministre, plus prosaïque, s'ajoute à cette dimension symbolique qui associe le politique et l'écrit : la fonction d'intégration sociale, qui représente un enjeu tout aussi fondamental pour les habitants. La maîtrise de l'écrit se présente pour beaucoup, en effet, comme un support de réussite personnelle et d'approfondissement du rapport à soi, ou comme une voie possible d'intégration sociale, une voie d'accès à la « cité » – pour reprendre l'expression de Michèle Petit¹¹. C'est cette forme de littératie qui permet la réussite scolaire et l'accès au marché du travail. Mais, comme nous le verrons, une partie de la population des quartiers voit au contraire dans les institutions de l'écrit (l'école, mais aussi la bibliothèque) un « système » d'exclusion et de différenciation sociale – cette partie qui voit les portes de l'avenir fermées quand ils sortent du système scolaire faiblement qualifiés, voire sans diplôme ni qualification aucune. Ces établissements contribuent en effet à définir les règles d'un jeu dans lequel certains d'entre eux ont déjà perdu avant que commence la partie. Ainsi l'attaque de la bibliothèque est-elle probablement le signe d'un rapport à l'écrit où le livre est considéré comme une voie d'intégration sociale et même comme un objet sacré « pour eux »,

10. Il faut sans cesse rappeler que les incendies de bibliothèques que nous observons ne constituent en aucun cas des « autodafés ». Ils ne visent pas la censure de la parole de l'autre par l'incendie sélectif de quelques textes choisis, représentant la parole maudite. À certains égards, les incendies des bibliothèques de quartier vont même au-delà, plus profondément, car les livres sont incendiés indépendamment de leur contenu.

11. Michèle Petit et al., *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 1997.

tandis que, « pour nous », ces formes de l'écrit ne représentent qu'une barrière infranchissable : je peux à titre personnel me montrer indifférent aux livres et en même temps savoir qu'ils sont des objets précieux pour mes ennemis sociaux, pour ceux qui me tiennent à distance.

ÉCRITS « CUEILLIS »

+++++

Sur la base de l'opposition entre ceux qui considèrent l'école comme une voie du salut, pour « s'en sortir » et progresser socialement, et ceux qui voient l'école comme l'institution qui leur ferme au nez ces mêmes portes de la mobilité sociale et de l'intégration, on observe une mutation complexe des cultures populaires. Une forme de culture populaire urbaine – liée notamment à la musique, à la danse et à un style vestimentaire – est ainsi devenue fortement identitaire pour toute une partie de la jeunesse. Cette culture n'est évidemment pas étrangère à l'écrit, elle est au contraire liée à une forme de littérature particulière associée aux technologies numériques, mais qui investit de manière de plus en plus affirmée la forme livre.

Peu de temps après avoir commencé notre enquête, nous avons trouvé un blog créé par des habitants d'un quartier dont une bibliothèque, bâtie dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine, avait été incendiée. Ce projet de rénovation comprenait le tracé de nouvelles rues, la construction d'un vaste espace vert (« la prairie ») et la construction de la médiathèque du quartier. Pour ce faire, plusieurs immeubles, la dalle qui les liait et le parking se trouvant sous celle-ci ont été démolis¹². Des élus et professionnels en charge du quartier nous avaient alors décrit ces immeubles démolis dans le cadre de cette rénovation comme des « trous à rats », des « espaces insalubres » ou encore des « zones de trafic et de délinquance ». Ce sont des qualificatifs bien différents que l'on trouve dans le blog : les habitants qui se penchent sur le clavier témoignent essentiellement pour leur part de la disparition d'un lieu de vie et d'un lieu de mémoire. Ce blog, « 93200 Saussaie/Floreal/Courtille », contient de nombreuses photos montrant les pelleteuses en action, les immeubles sur le point de

12. Voir ville de Saint-Denis, requalification urbaine du quartier Saussaie-Floréal-Courtille, publié le 1^{er} janvier 2001. [En ligne] < <http://i.ville.gouv.fr/reference/865> > (consulté le 27 avril 2011). Pour une étude détaillée de ce processus de rénovation, voir Loïc Brunet, *Le projet urbain au cœur de la démocratie locale. La cité de La Saussaie à Saint-Denis*, Mémoire de master 2 « Opérateur urbain », Institut français d'urbanisme, Saint-Denis, université Paris 8, septembre 1996.

s'écrouler. Et nombreux sont les lecteurs, en retour, qui réagissent à ces images fortes¹³.

Dans ses pages, on peut lire les interventions des habitants venant toujours en commentaire des images publiées par l'éditeur du blog. Je me limite à reproduire les pages du blog telles que je les ai capturées en 2009 afin de donner l'accès le plus direct possible au lecteur (j'ai suivi son évolution à partir de 2007). En bas de chaque image, d'abord les commentaires de l'éditeur du blog, ensuite, ceux de ses « amis ».

Quelques images du skyblog

93200 .. ©LSAUSSAIE/FLOREAL/COURTILLE=====HAMID DU 93200©



Pseudo :

sfc-93200

Description :

93200 .. 2eme blog=====un blog sur la cité la + connu de SAINT-DENIS et la + grande,Vs verrez dans ce blog tous les recoins de cet cité

Date de création :

29 mars 2005 à 21:29

Mise à jour :

17/03/2009 à 17:26

Autres infos :

135 articles, 558 commentaires, 120 amis, 3 favoris, 29 kiffs

13. 93200..©SAUSSAIE/FLOREAL/COURTILLE=====HAMID DU 93200©. [En ligne] < <http://sfc-93200.skyrock.com> > (consulté le 27 avril 2011).



sfc-93200 . bAt 4 ====>>>> S.O.U.V.E.N.I.R.S

Le bat 4 qui a fait la renommée de la cité

RKTA93, Posté le mercredi 30 mars 2005 22:40

et wai yavé grave de lambiance sou le porch ct mortel meme si yavé ke
les grand dla cité voila koi!!

k-oula, Posté le mardi 26 avril 2005 12:58

il zété juste devant mon bat sa fou la rage pour sa on aimerai retourné en
arriere



bAt 4 =====>>>> S.O.U.V.E.N.I.R.S

Juste avant la démolition, ils ont été décorés

Zouker93.skyblog.com, jeudi 31 mars 2005 22:34

wé je men rapel, mais morceau de décoration aussi...

mich-michdu44, mardi 01 mai 2007 17:52

moi j habitai o premier de ce batimen cétait démen

belaid, dimanche 01 avril 2007 23:59

MERCI POUR CES PHOTOS.LE BATIMENT 4 ETAIT LE COEUR DE LA SAUSSAIE ET MEME DU KARTIER SFC.LES BATIMENTS AINSI QUE LES HABITANTS SONT PARTIS MAIS LES SOUVENIRS SONT RESTER.....

meuf93, samedi 03 février 2007 21:58

j'y crois pas j'habite la on voit mes fenetres mon escalier merci a toi pr ton blog

louiza, samedi 25 mars 2006 15:42

jlé jamé vu le bat 4 mé ilé manifik en tt ka dommage!!de ne pa lavoir connu!!

jerem un ancien du tierquar SFC, mardi 28 février 2006 17:04

putin sa fait vla l time que j'avais pas vu ce bat ahh cimer pour les souvnirs

anonyme, dimanche 05 février 2006 00:07

souvenir souvenir....

sandra, mercredi 25 janvier 2006 20:21

si tu love le rap de sinik va sur mon blog 100 pour 100 sinki <http://misssinik03.skyblog.com> merci biz !!!!



vince ancien du 93, mercredi 18 janvier 2006 22:52

j'aimerais reprendre contacte avec du monde de la cité j'habitai lé deux fenetre dans l'angle a droit les deux fenetre a gauche

meuf 93, vendredi 09 décembre 2005 19:54

ca me touche de voir ma fenetre et tous les bon souvenir qu'on a eu la bas put... c un truc de ouf ca mank les délires qu'on a eu...

wahid lancien, dimanche 05 juin 2005 12:50

jabiter juste la moi g la rage quand je voi sa g envi de pleurer

Zouker93.skyblog.com, jeudi 31 mars 2005 22:33

d'ici j'vois ma fenêtre ! :d C'était une bêt' de cité franchement !!!! B4 en forceeeeeee ! lol



bAt 4 =====>>> S.O.U.V.E.N.I.R.S

LA FIN DU BAT 4

sk8 dusfo, vendredi 30 septembre 2006 22:10

des souvenir souvenir

ahmed, samedi 03 septembre 2005 19:41

a l epoke du b4 la cité elle etai hardcore mais maintenan elle est plus
calme la terrasse elle etai mortel

95, mercredi 29 juin 2005 12:27

allé voir sa la c k'une seule ville prise en fotoet sa fé otant de cité qu'un
departement entier qui peut teste ??????????????????????
<http://puissance-95.skyblog.com>

AMINE, jeudi 28 avril 2005 00:23

a l'epoque du bat 4 la cité etai chode et ouai la elle les moin kavant

k-oula, mardi 26 avril 2005 12:55

puuutin c t mon bat g troooo la rage il été tro mortel on c tapé vla lé délir
ds la terrass du bat 4 sa me done tro envi de pleurer mé on en garde vla lé
souvenir é en + il é zon détrui pr rien ison mi un vieu truc a la place

PaRiSiEn93200.SkYbLoG.CoM, vendredi 01 avril 2005 23:55

TéMa iLs LeS OnT DéTrUiS Pr RieN La VéRiTé...Y'a Koi à La PLaCe
??.....UnE PrAiRiE Qui SeRt à RiEn...ViDe !!

RIKTA93, mercredi 30 mars 2005 22:37

putain de foto de merde!!!! elle fou la rage 7 foto!!! mai bon g tjr les
souvenir meme si les batimen on soté!!!



sfc, vendredi 05 janvier 2007 00:59

a la more depuis pti jme taper ds bare ds c bat mtn il ont fee et vieu truc
pr les chien fou le semmmmmm mais tkt les souvenir reste

Nadia, mardi 28 juin 2005 14:46

Les bâtiments sautent mais les souvenirs restent...

AMINE, jeudi 28 avril 2005 00:24

la il y a vai de l'ambiance pour se ki connaisse maintenant ta une veille
prairie a ouai

k-oula, mardi 26 avril 2005 12:56

é wé c sa ki represente le SFC a la base

RIKTA93, mercredi 30 mars 2005 22:38

rien a dir apar ke maintenant sa fai un vide ds la cité!!

Ces textes, sélectionnés ici à partir de certaines images qui déclenchent donc des commentaires, prennent tout leur sens dès qu'on observe qu'ils sont signés à des dates proches des émeutes de l'automne 2005, et donc au moment où la bibliothèque du quartier, Gulliver, a été incendiée. Une bibliothèque récemment inaugurée dans le cadre de la rénovation du quartier où une partie de celui-ci a été démolie. Un quartier épicentre des émeutes où une bibliothèque est incendiée. Des jeunes issus des classes populaires mobilisent ici une forme de littérature qui répond aux exigences des moyens de communication maîtrisés par le groupe (blog, téléphone portable, courriel, chanson, réseaux électroniques). Ce sont notamment des formes où l'écrit est très proche de l'image et de l'oral. C'est une littérature qui dialogue plus avec le téléphone et Internet qu'avec les livres et les journaux. Elle s'oppose au pôle contraire de la littérature, celui qu'on a appelé « culture légitime », où c'est au contraire l'écrit qui prédomine et façonne l'oral¹⁴. Dans une inversion du principe de légitimité, l'écrit doit ici suivre la langue parlée par certaines catégories. Cette autre forme de l'écrit sert de mode de communication entre pairs et de mode d'opposition face aux exigences de la langue officielle ; cette dernière apparaissant comme une langue étrangère pour beaucoup¹⁵. Nous observons ainsi la coexistence conflictuelle entre des pratiques d'écriture et de lecture très différentes. Les formes de culture populaire se développant à l'extérieur des institutions, ici des cultures de rue, semblent avoir rompu avec la tradition d'une culture populaire lettrée telle qu'elle avait été laborieusement travaillée par les traditions catholique et de gauche au sein des mondes ouvriers et paysans¹⁶.

Les militants catholiques, communistes, socialistes, les syndicalistes, prêtres, enseignants, artistes et intellectuels se sont autrefois adressés aux classes populaires de manière à leur proposer un « marché » où la capacité de pouvoir parler de ce qu'on avait lu représentait un atout important¹⁷. En revanche, la situation actuelle renvoie à la vieille opposition entre le savant et le populaire. Mais il s'agit maintenant d'un

14. Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, « Le fétichisme de la langue », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1975, vol. 1, n° 4, pp. 2-32.

15. Il est évident que pour beaucoup cette langue est « étrangère » au double sens du mot, ce qui fait une différence entre certains jeunes (nés et scolarisés en France) et leurs parents immigrés venus souvent d'une autre langue maternelle. Les raisons de l'extranéité sont donc multiples bien qu'elles ne se réduisent pas à la question migratoire.

16. Gérard Mauger, Claude Poliak, Bernard Pudal, *Histoires de lecteurs*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2010 (coll. Champ social).

17. Pierre Bourdieu, « La lecture : une pratique culturelle », in Roger Chartier (dir.), *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993 (coll. Petite bibliothèque Payot ; 167).

« populaire » qui n'est pas exclu de la littérature, et il faut ajouter tout de suite d'un « savant » qui perd de sa superbe assez rapidement, à la même vitesse que les professions littéraires perdent du pouvoir économique et politique.

L'œuvre de Georges Brassens constitue à ce propos un exemple intéressant et important, peut-être un repère rendant possible l'observation. C'est intéressant, car son écriture est tout entière hantée et traversée par cette opposition qu'il surmonte et pousse lui-même vers l'avant en récupérant le « savant » pour le camp du populaire. Les thèmes, l'érudition, les mythes mobilisés, le rapport au latin, tout semble bon pour lui dans un travail de signification du populaire qu'il incarne lui-même face à un savant et un puissant (les curés, les juges, les militaires, les idéologues, l'institution du mariage, la police, la guerre) qu'il va ridiculiser avec une ironie et une maîtrise du texte poétique parfaites. Le populaire se retrouve dans la camaraderie, la bonne bouffe, la réflexion sur le rapport hommes-femmes, la sexualité, la solidarité, l'opposition au « pouvoir », l'emploi de gros mots et, évidemment, dans le petit théâtre de personnages qui s'opposent aux puissants : ivrognes, voyous, putains, « la Jeanne », les copains, « brave Margot », des gens simples, en somme, mais pas d'ouvriers.

Georges Brassens, « Les copains d'abord », in *Les copains d'abord*, Paris, Philips, novembre 1964, album vinyle 33 tours.

C'étaient pas des amis de luxe,
Des petits Castor et Pollux,
Des gens de Sodome et Gomorrhe,
Sodome et Gomorrhe,
C'étaient pas des amis choisis
Par Montaigne et La Boétie,
Sur le ventre ils se tapaient fort,
Les copains d'abord.
C'étaient pas des anges non plus,
L'Évangile, ils l'avaient pas lu,
Mais ils s'aimaient toutes voiles dehors,
Toutes voiles dehors [...]

Paroles & musique : Georges Brassens / © 1965 Universal Music Publishing (catalogue Editions Musicales 57) / Avec l'aimable autorisation d'Universal Music Publishing

Brassens, c'est du « populaire-savant ». À la fois caustique et respectable. La forme de sa poésie est transgressive, sarcastique, irrévérencieuse, et en même temps traditionnelle (par l'emploi du latin ou des références

à la littérature classique, par sa versification). La première conquête de la dignité, c'est celle de la « culture » qu'on démonte avec ironie. Le rythme de jazz sert aussi d'illustration à ce triomphe sur ce qui a d'abord été combattu : une musique on ne peut plus populaire du point de vue de ses origines, mais qui à l'époque de Brassens a déjà conquis le milieu des musiques cultes et savantes ou, tout au moins, la petite bourgeoisie intellectuelle et les milieux de l'intelligentsia populaire et de gauche. Ainsi la figure de Django Reinhardt, un manouche venu des périphéries, des roulottes et des bidonvilles de l'Est parisien conquérir Saint-Germain-des-Prés, un personnage semi-analphabète jouant alors d'un instrument tenu pour étranger qui révolutionne le jazz et influence grandement la chanson, considéré aujourd'hui « figure d'une certaine idée de la culture française, noble et populaire »¹⁸. Une culture donc qui peut revendiquer les deux statuts, savant et populaire à la fois. Un populaire qui se fait savant ironique pour démonter la légitimité d'un savoir vide, imposteur ou trompeur.

Le nom de Georges Brassens a été donné à plusieurs bibliothèques municipales en France (nous en comptons une quinzaine après une recherche rapide sur Internet en 2011, dont plusieurs en région parisienne), et nous pourrions rajouter les écoles et collèges¹⁹. À la lumière du conflit que nous observons aujourd'hui, il est évident que cette institutionnalisation du nom et de l'œuvre de Brassens, acquise après la célébrité, participe de la mutation dans la culture et dans la politique des classes populaires. Une mutation observée dans les années 1990 sur ce qui s'était bâti au cours des années 1950 et 1960, et qui ne se réduit pas au processus de désindustrialisation – bien qu'il coïncide avec elle. Une mutation, donc, qui est aussi traversée par la prise de pouvoir institutionnel, par une intégration aux institutions culturelles, sociales et politiques locales de beaucoup de militants de gauche. Au moment où il est consacré par les institutions, ce populaire forgé dans les années 1950 est doublé par l'émergence de nouveaux produits culturels qui ne se reconnaissent que partiellement dans ce populaire savant. Tout au moins, force est de

18. « Près de soixante ans après sa disparition, la musique originale qu'il interpréta avec le violoniste Stéphane Grappelli au sein du Quintette du Hot Club de France est également devenue la source d'inspiration de nombreux émules qui ont transformé une partie de son style en véritable genre, le jazz "manouche", en référence à ses origines tziganes. Figure d'une certaine idée de la culture française, noble et populaire, Django Reinhardt incarne désormais aux oreilles du monde un son et un rythme, le *Swing de Paris* ». Texte d'ouverture à l'exposition *Django Reinhardt, le Swing de Paris*, Cité de la Musique, Paris-La Villette, du 6 octobre 2012 au 23 janvier 2013.

19. Célèbre est le rôle que la bibliothèque a joué pour cet autodidacte hors pair (notamment celle du XIV^e arrondissement de Paris).

constater qu'ils occupent des places distinctes vis-à-vis des institutions telles que l'école ou les bibliothèques.

Le rapport au politique de l'œuvre de Brassens permet de prendre toute la mesure de la mutation en cours. Ni la politique, ni les hommes politiques, ni même les partis politiques ne sont pris pour cible de l'ironie de ses chansons. Sûrement parce que, dans les années 1950 et 1960, sa chanson elle-même est conçue et reçue comme une œuvre politique, et parce qu'à cette époque-là l'imbrication de la politique, de la culture et du social est revendiquée. Une situation qui changera radicalement dans les années 1980, où l'arrivée du rap tracera au sein de l'art engagé une frontière nette entre le monde politique et le monde populaire. L'art engagé et la politique populaire continueront à chanter d'abord et avant tout pour les copains, à l'intérieur des classes populaires, mais le camp des puissants a changé : beaucoup de ceux qui aiment Brassens se trouvent maintenant sur le trottoir d'en face. Du coup, cette association politique entre culture de gauche et univers populaire voit sa structuration radicalement modifiée. Les moqueries du chanteur des « Copains d'abord » ne sont aujourd'hui que très peu désobligeantes vis-à-vis du pouvoir, institué tout au moins. Au contraire, les instituteurs de tout bord le prennent comme modèle, et les hommes politiques aussi. Ainsi, en janvier 2011, j'ai assisté à l'inauguration de la médiathèque Ulysse, dans le quartier des Francs-Moisins, à Saint-Denis. Je me demandais alors qui, parmi les autorités qui allaient prendre la parole, prononcerait les fameux vers. Ce fut Claude Bartolone, député socialiste et président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, promu quelques mois plus tard président de l'Assemblée nationale, qui ouvrit ainsi son allocution : « Heureux qui comme Ulysse a fait un long voyage [...] »²⁰.

La politicité populaire a changé parce que les classes populaires ont changé, parce que leurs adversaires ne sont plus les mêmes et parce que les rapports entre les uns et les autres ont aussi évolué. Or, les identités populaires n'ont pas été entièrement remplacées. Les choses évoluent partiellement et dans le conflit, à travers les conflits qui traversent les quartiers populaires. C'est ainsi que nous continuons à observer cette littérature populaire de la main de ces intellectuels d'un autre temps, mais qui constituent toujours une référence et nous permettent de comparer avec

20. La phrase est tirée, comme on le sait, du fameux sonnet que Joachim Du Bellay composa au xvi^e siècle, mais ce sont aussi les vers de la célèbre chanson de Georges Brassens « Heureux qui comme Ulysse », bande originale du film éponyme d'Henri Colpi, 1970.

des auteurs d'aujourd'hui, issus des quartiers de Saint-Denis ou d'autres « banlieues ».

Il en est ainsi du chanteur et écrivain Abdel Malik fortement inspiré par le style de Jacques Brel, de l'auteur de rap Casey, du slameur et écrivain Grand Corps Malade. Ce dernier semble lui aussi continuer cette tradition de la chanson à texte en s'inscrivant dans un registre populaire-savant qui revendique l'école (voir notamment sa pièce et son vidéoclip *Éducation nationale*)²¹ et le politique, mais qui parle d'un populaire urbain adapté à l'idée de banlieue. Ce populaire urbain de type savant n'a pas de mal à pénétrer les bibliothèques²² et à s'inscrire comme une culture populaire qui, de toute évidence, dialogue bien avec les traditions de la gauche. Des textes très poétiques, où les références à la littérature sont permanentes et les cibles de la critique sociale bien définies, sont presque entièrement bâtis sur des jeux de mots complexes dominés par des calembours²³. En même temps, la revendication des stigmates collés à ces espaces de la ville et de la société (la cité, le verlan, la banlieue, la culture hip-hop, la différence ethnique, la bande) est bien là pour montrer que la conjoncture a changé et que les quartiers ne peuvent plus être approchés avec les codes d'un populaire resté identifié à la classe ouvrière et aux traditions d'un xx^e siècle intégrateur.

Grand Corps Malade, « Je viens de là », in *Enfant de la ville*, Paris, Anouche Productions/Universal Music France, 2007.

Je viens de là où les mecs traînent en bande pour tromper l'ennui ● Je viens de là où en bas ça joue au foot au milieu de la nuit ● Je viens de là où on fait attention à la marque de ses textiles ● Et même si on les achète au marché on plaisante pas avec le style ● Je viens de là où le langage est en permanente évolution ● Verlan, reubeu, argot, gros processus de création ● Chez nous les chercheurs, les linguistes viennent prendre des rendez-vous ● On a pas tout le temps le même dictionnaire, mais on a plus de mots que vous ● Je viens de là où les jeunes ont tous une maîtrise de vannes ● Un DEA de chambrettes, une répartie jamais en panne ● Intelligence de la rue, de la démerde du quotidien ● Appelle ça comme tu veux, mais pour nous carotter, tiens-toi bien ● On

21. In *3ème Temps*, Universal Music France, 2010.

22. Vingt titres concernant Grand Corps Malade faisaient par exemple partie du catalogue du réseau des bibliothèques de Plaine Commune en avril 2011.

23. L'art du calembour arrive à son paroxysme chez Grand Corps Malade dans le texte « Pères et mères ». La démultiplication des jeux de mots à partir de la prononciation est tellement étendue qu'il ne fournit pas, exceptionnellement, le texte du « morceau » dans son disque. À la place, une légende indique : « Si vous voulez les détails de ce texte, personne ne va vous mâcher le travail... ». Voir Grand Corps Malade, « Pères et mères », in *Enfant de la ville*, Paris, Anouche Productions/Universal Music France, 2007.

jure sur la tête de sa mère à l'âge de 9 ans ● On a l'insulte facile mais un vocabulaire innovant ● Je viens de là où dans les premières soirées ça danse déjà le break ● Je viens de là où nos premiers rendez-vous s passent autour d'un grec ● Je viens de là où on aime le rap, cette musique qui transpire ● Qui sent le vrai, qui transmet, qui témoigne, qui respire ● Je viens de là où y'a du gros son et pas mal de rimes amers ● Je viens de là où ça choque personne qu'un groupe s'appelle Nique Ta Mère ● Je viens de là et je kiffe ça malgré tout ce qu'on en pense ● À chacun son territoire, à chacun sa France ● Si je rends hommage à ces lieux à chaque expiration ● C'est que c'est ici que j'ai puisé toute mon inspiration ● Je viens de là où dès 12 ans, la tentation te fait des appels ● Du business illicite et des magouilles à la pelle ● Je viens de là où il est trop facile de prendre la mauvaise route ● Et pour choisir son chemin, faut écarter pas mal de doutes ● Je viens de là où la violence est une voisine bien familière ● Un mec qui saigne dans la cour d'école, c'est une image hebdomadaire ● Je viens de là où trop souvent un paquet de sales gamins ● Trouvent leur argent de poche en arrachant des sacs à main ● Je viens de là où on devient sportif, artiste, chanteur ● Mais aussi avocat, fonctionnaire et cadre supérieur ● Surtout te trompe pas j'ai encore plein de métiers sur ma liste ● Évite les idées toutes faites et les clichés de journalistes ● Je viens de là où on échange, je viens de là où on se mélange ● Moi c'est l'absence de bruits et d'odeurs qui me dérange ● Je viens de là où l'arc en ciel n'a pas 6 couleurs mais 18 ● Je viens de là où la France est un pays cosmopolite ● Je viens de là où plus qu'ailleurs il existe une vraie énergie ● Je ressens vraiment ce truc-là, c'est pas de la démagogie ● On n'a pas le monopole du mérite ni le monopole de l'envie ● Mais de là où je viens c'est certain, c'est une bonne école de la vie ● Je viens de là où on est un peu méfiant et trop souvent parano ● On croit souvent qu'on nous aime pas, mais c'est peut-être pas complètement faux ● Il faut voir à la télé comment on parle de là où je viens ● Si jamais j'connaisais pas, j'y emmènerais même pas mon chien ● Je viens de là et je kiffe ça malgré tout ce qu'on en pense ● À chacun son territoire, à chacun sa France ● Si je rends hommage à ces lieux à chaque expiration ● C'est que c'est ici que j'ai puisé toute mon inspiration ● Je viens de là où comme partout quand on dort on fait des rêves ● Je viens de là où des gens naissent, des gens s'aiment, des gens crèvent ● Tu vois bien, de là où j viens, c'est comme tout endroit sur terre ● C'est juste une petite région qu'a un sacré caractère ● Je viens de là où on est fier de raconter d'où l'on vient ● Je sais pas pourquoi mais c'est comme ça, on est tous un peu chauvins ● J'aurais pu vivre autre chose ailleurs, c'est tant pis ou c'est tant mieux ● C'est ici que j'ai grandi, que j me suis construit, je viens de la banlieue²⁴.

Avec son roman *Les anges s'habillent en caillera*, Rachid Santaki²⁵ cherche à ériger la langue de « banlieue » au statut de « livre », à « inviter la culture urbaine dans la littérature, [...] casser les barrières »²⁶. J'ai trouvé ce titre en janvier 2011 sur les affiches collées Porte de Paris, à Saint-Denis,

24. J'ai respecté l'écriture des vers telle qu'elle est présentée dans le livret du disque.

25. Rachid Santaki, *Les anges s'habillent en caillera*, Paris, Moisson Rouge, 2011.

26. Rachid Santaki, « Pour une littérature populaire », entretien avec I. Meurisse, in *Regards. Le journal de La Courneuve*, 27 janvier-9 février 2011, n° 327, p. 16.

annonçant que « le 93 a son premier roman noir »²⁷. Le livre prend la forme d'un polar noir où le protagoniste, Ilyès, dit Le Marseillais, est un jeune voleur de cartes de crédit. L'histoire s'ouvre et se ferme sur le même épisode. Au début du texte, le lecteur découvre Ilyès qui sort de prison et tue celui qui l'a « balancé » à la police. Il apprend à la fin qu'en réalité Ilyès était encore piégé par les mêmes policiers qui l'avaient incarcéré. Ceux-ci ont préparé le scénario et la scène pour qu'il tue le délateur. Ils veulent le voir commettre l'assassinat, pouvoir ainsi le coincer et le faire chanter pour mettre la main sur son butin et le lui voler. Entre les deux, l'histoire offre une peinture sombre des quartiers de la banlieue nord de Paris, notamment à Saint-Denis – où habite l'auteur. Ce « réalisme » est affirmé par des détails minutieux, la référence à de nombreux épisodes de l'histoire récente du « 93 » et la présence d'extraits de presse qui scandent le récit, placés devant bon nombre de chapitres²⁸. Deux policiers et une petite dizaine d'habitants des cités HLM sont les protagonistes à côté du Marseillais.

Trois choses intéressent ici. La première est la manière dont Rachid Santaki fait de la banlieue l'univers du roman. Elle apparaît ici pratiquement réduite à l'illégalité d'un groupe social n'existant qu'à travers quelques registres essentiels : le quartier (dont le centre est la bande de copains et la famille), l'argent (qui est avec l'honneur le seul moyen d'existence sociale) et la revendication de cette même « banlieue » comme espace vital, comme emblème de ce groupe social et comme fait culturel dont le langage, nous le verrons, occupe une place centrale. La banlieue et le quartier sont omniprésents comme territoire du groupe et comme source d'identité de chaque personnage. L'inscription territoriale de chacun d'entre eux est fondamentale. Immédiatement après l'introduction d'un nom, il nous est précisé d'où il vient, un tel de Saint-Denis, l'autre de Saint-Ouen. De même, il est indispensable à l'auteur de situer les institutions, les commerces dans la carte du « 93 ». Dans *La petite cité dans la prairie*, l'inscription territoriale des individus et des groupes constitue déjà une dimension omniprésente et structurante du récit. Leur quartier et leur ville constituent des coordonnées indispensables à leur localisation dans l'espace social de l'histoire : « 26 mai 2002 : deux ans après mon

27. Rachid Santaki est l'auteur d'un autre roman, vendu à 3 000 exemplaires, épuisé, autobiographique, dont l'objet est aussi la vie en banlieue, mais qui n'est pas un roman « noir » et n'a pas suscité de polémique : *La petite cité dans la prairie*, Paris, Le Bord de l'eau, 2007.

28. Sont reproduits quatre articles du *Parisien* (p. 41, 92, 124 et 153), trois du *Figaro* (p. 31, 112 et 234), un du *Monde* (p. 169), un de *20 Minutes* (p. 65), et un de l'AFP (p. 132).

mariage, c'est celui de Mohamed, mon pote du Globe. La fête à lieu dans une salle à Saint-Denis. Je ressens le fait que notre amitié est presque un lien familial. Sa femme est de Saint-Denis, c'est la petite sœur d'une ancienne camarade du lycée. Je revois Kader et Himed, des anciens du lycée de Stains, mais aussi Nasser El Melah ; ce mec était au collège avec moi, à Saint-Ouen, il est toujours aussi gentil. »²⁹

Quant à l'argent, il présente un statut ambigu. Il est le seul moyen de valorisation sociale réelle et, en même temps, le plus puissant moyen d'exclusion sociale. Ainsi, qu'ils soient flics ou voyous, les pauvres n'ont d'autre choix que le vol, les trafics et d'autres moyens illégaux pour accéder à ce qui leur est nié.

Dans le deuxième registre, cet univers est le point d'intersection et de rencontre entre le groupe des habitants et celui des policiers : les uns et les autres sont, tous, dans la même souffrance, ils sont tous également violents et ont soif d'argent et de biens de consommation de luxe. L'argent appartient à d'autres (les victimes des vols), et les policiers aussi bien que les habitants ne peuvent s'en procurer qu'illégalement. Policiers et voleurs sont confrontés aux mêmes épreuves, car ils ne peuvent accéder à l'argent qu'à travers le vol et les trafics. La présence de policiers corrompus fait éclater la frontière qui veut mettre toutes les illégalités du côté des jeunes et des quartiers. Hervé, le policier du livre, est un habitant du quartier comme les autres qui décide un jour d'entrer dans la police. La seule différence entre la police et les délinquants semble être le « droit » des premiers à envoyer les deuxièmes en prison. Ainsi, comme cela a été observé par beaucoup de chercheurs en Amérique latine³⁰ et plus récemment en France³¹, la police, loin de représenter la légitimité de la loi chez les jeunes et dans les classes populaires, est perçue comme une bande rivale qu'il convient d'affronter.

Enfin, il y a la question du langage et sa coprésence avec d'autres éléments de la culture populaire. Comme nous l'avons dit, l'auteur transcrit le parler des jeunes des quartiers et il érige ainsi le verlan et le lexique de la banlieue parisienne au statut de « livre ». D'où l'affiche que nous avons vue : « Le 93 a son premier roman noir ». La scène se passe immédiatement

29. Rachid Santaki, *La petite cité dans la prairie*, op. cit., p. 180.

30. Gabriel Kessler, *Sociología del delito amateur*, Buenos Aires, Paidós, 2004 ; Alejandro Isla, *En los márgenes de la ley: Inseguridad y violencia en el cono Sur*, Buenos Aires, Paidós, 2007 ; Daniel Migués, Pablo Semán (dir.), *Entre santos, cumbias y piquetes: las culturas populares en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Biblos, 2006.

31. Didier Fassin, *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Seuil, 2011 (coll. La couleur des idées).

après la sortie de la maison d'arrêt de Villepinte. Le protagoniste rentre chez lui accompagné de son cousin germain.

« On s'arrête dans mon quartier, Dourdin, un des plus grands ensembles de Saint-Denis. On n'est pas loin de dix mille à vivre dans ces tours. Les habitants s'agitent pour aller faire des boutiques au centre commercial de la Basilique. Mon premier réflexe, avant même de rentrer à la maison, est de me rendre chez le coiffeur. Le salon se trouve au pied d'une cité, en face d'une sandwicherie très populaire.

– Ilyès, t'as vu je dois gérer une meuf vite fait. Je l'appelle, je reste à côté.

– T'es flippant, dès le matin tu fais le BMD ?

– C'est toi le bouffon des meufs ! lâche-t-il dans un grand éclat de rire.

Y a déjà deux gars qui attendent pour une coupe à huit balles. Ces crevards viennent tôt car la journée, les cinq sièges en face des grands miroirs sont occupés. À ce prix-là, toute la ville vient chez Hamed. Il est installé depuis des années, il nous a vus grandir et entend toutes nos conversations. C'est là où les mecs de la cité se retrouvent.

– Salut Hamed.

L'un des deux gars de la tess sourit.

– Salam aleykoug ! Wesh le Marseillais, t'es de retour !

– Aleykoug salam, ça va Yanis ?

– Hamdoulilah, mon pote ! Alors c'était bien tes vacances à Center Parcs ? T'es resté longtemps, sa mère !

– Ouais, dix-huit mois ma gueule.

– T'étais avec Zulu Boy, c'est sa sœur qui l'a dit à ma sœur. Faut que je lui envoie un mandat. Je vais passer à la poste après, sa mère ! Il doit être comme un ouf. Il a trop la dalle. Nan ?

– Nan, tranquille...

– Vas-y passe direct, il te fait la coupe. Moi, j'ai le temps t'as vu.

Le coiffeur passe un coup de balai et nettoie sa tondeuse. Il m'invite à me poser sur le fauteuil et me passe le tablier.

– Je te coupe comment ?

– Un peu sur le côté, et un peu au ciseau sur le crâne.

– Très bien. Alors ça va ?

– Hamdoulilah, tranquillement.

– T'étais en vacances alors ?

– Ouais... Tranquille, tranquille.

Le gars assis à côté de moi me raconte les dernières nouvelles du quartier. Les histoires de bananes, de meufs et d'autres anecdotes. Un type entre, c'est Khaled ! Mon aîné de dix ans, il est comme mon grand frère et a toujours veillé sur moi. »³²

32. Rachid Santaki, *Les anges s'habillent en caillera*, op. cit., pp. 14-15.

La question du langage se présente de manière complexe et comme un problème. Un problème pour l'auteur, un problème pour les personnages. D'une part, on peut facilement voir qu'il existe plusieurs registres de langue dans le texte. Dans l'extrait cité précédemment, on note facilement les différences entre le registre du discours du narrateur, plus respectueux du vocabulaire, de la syntaxe et de la grammaire légitimes, et le registre du discours des personnages, notamment dans les dialogues, où l'auteur écrit en *caillera*. Une différence moins marquée entre la langue des policiers et celle des délinquants, ou entre le mode de parler des jeunes entre eux et des jeunes avec leurs parents. Mais si nous le comparons au langage écrit utilisé dans le blog du quartier de Saint-Denis récemment cité (voir *supra*, pp. 155-160), on constate aussi rapidement que le *caillera* parlé par les jeunes délinquants entre eux est ici assez respectueux des formes écrites légitimes – le vocabulaire mis à part. La question est souvent abordée par l'auteur, comme dans l'entretien qui suit :

Rachid Santaki : « J'utilise des techniques du hip-hop dans la littérature. »³³

« Le 93 a enfin son roman noir » nous promet la couv de son livre paru la semaine dernière.

Interview rencontre avec l'auteur de *Les anges s'habillent en caillera*, fiction qui montre « un 93 sale, sombre et assez violent », où le lecteur saura « que la réalité n'est pas très loin ». Dépêchez-vous, le livre est en quasi-rupture de stock.

« Pour commencer, doit-on prononcer “Les anges s'habillent en caillera” ou les “en-ges” (sans la liaison) ?

– Bien joué ! C'est bien ça les “en-ge” du verlan “les gens” parce que je viens de Saint-Denis. Les anciens de ma génération vont se reconnaître assez facilement. Après pour les autres, c'est pas sûr. [...]

Est-ce que tu as eu des difficultés à retranscrire le langage de la cité par écrit ?

– Cela s'est fait assez naturellement. J'ai lu une chronique dans laquelle on disait que mon livre utilisait le langage de la cité, qu'il y a beaucoup de verlan et que c'est gênant. Si on regarde bien cependant et j'y ai fait très attention vu que je l'ai réécrit 4 fois, il y a deux univers. Celui du Marseillais avec un écrit très parlé où il y a du verlan, de l'arabe, etc. Puis il y a celui des flics qui n'ont pas du tout le même langage. Si tu prends que les chapitres où il y a la police, tu vas voir la différence.

33. Entretien de Samba Doucouré publié dans *Street press* le 29 janvier 2011. [En ligne] < www.streetpress.com/sujet/1619-rachid-santaki-j-utilise-des-techniques-du-hip-hop-dans-la-litterature > (consulté le 25 mars 2011).

Ton écriture est un savant mélange entre le français courant et le français parlé dans les quartiers, mais en même temps, c'est comme si tu n'étais pas allé jusqu'au bout. On ne parle pas aussi bien dans les quartiers...

– Tout à fait, tu as raison. Je fréquente des jeunes de 13, 14 ans et leur français est dur à comprendre. Ils ne font pas toujours des phrases et ça je ne pouvais pas faire un livre avec ça. Si j'avais retranscrit le langage tel qu'il est parlé aujourd'hui, cela aurait été hyper difficile pour le lecteur. C'est un livre qui, même s'il est destiné aux plus jeunes, ne se veut pas sectaire. Je voulais qu'on puisse comprendre leurs expressions et garder un juste milieu. Toi, tu es jeune et tu peux saisir, mais imagine quelqu'un qui a la trentaine et qui ne vient pas de cet univers... il va abandonner au bout de 5 pages. C'est aussi mon travail de romancier, ce n'est pas de la retranscription d'interview.

En te lisant, on a parfois l'impression de regarder un film ou d'écouter un morceau de rap.

– On est tous influencés inconsciemment. J'ai écrit le livre en écoutant l'album de Mac Tyer *D'où Je Viens*, qui correspond complètement à cette ambiance. J'ai aussi sûrement été influencé par les séries *Braquo* ou *Engrenages*. Le récit du livre est très imagé, et je me pose la question de savoir si je réussirai à faire pareil dans mon prochain ouvrage.

Les couplets de rap de Zulu Boy sont les tiens ?

– Oui, ce sont les miens. Le délire de Zulu Boy, c'est de faire que de la rime sous la même forme que le morceau *Demain C'est Loin* de IAM. Les gens qui ont été marqués par l'album de Mac Tyer, qui ont kiffé les nouvelles séries de Canal + création originale vont s'y retrouver. Malgré l'impression un peu bizarre que l'on a au début, en fait ce sont tous ces “samples” et références qui te sont familières qui vont te tenir. [...] »

Avec le personnage de Zulu Boy, Santaki se place dans le registre d'une désacralisation problématique. D'un côté, il semble faire fi des formes régulées de l'écriture, mais de l'autre, il se sert de la forme livre pour revendiquer une identité sociale et pour décrire l'univers populaire. L'auteur emploie un lexique jusqu'ici exclu de la littérature licite, mais il n'y a aucune connotation burlesque. Le texte n'appartient pas au genre d'une littérature picaresque qui se servirait du langage populaire pour tourner en dérision le pouvoir ou les groupes sociaux établis. Il ne s'agit pas ici d'une langue populaire qui, comme dans le cas de l'argot ancien étudié par Roger Chartier dans le *Jargon ou langage de l'argot réformé*, « masque le langage tout comme les déguisements le font des corps, et cette dissimulation plaisante permet de parodier irrespectueusement les

discours légitimes »³⁴. Ici, le langage populaire ne vient pas dissimuler, il est simplement revendiqué pour l'écriture et, surtout, donné à voir comme on présente au public une réalité cachée.

Ce travail sur la langue renvoie à une conjoncture conflictuelle qui traverse les quartiers sur bien plus qu'une ligne de clivage. Ainsi, aux mois de mars, avril et mai 2011 (quelques mois après la parution du roman en question), nous avons pu relever plusieurs débats entre bibliothécaires dans les villes du nord de Paris (y compris à Saint-Denis, où a lieu l'histoire). Les disputes portaient sur le fait de savoir si le livre devait être acheté et intégré aux collections des bibliothèques, si on devait inviter l'auteur à participer à un débat ou à une activité d'animation, etc. Beaucoup de bibliothécaires montraient des réticences portant essentiellement sur deux points. D'une part, ils trouvaient que ce roman noir où les voyous et les policiers sont très violents, qui commence et finit par une scène d'assassinat commis par un protagoniste manipulé par deux policiers donnait crédibilité à une image dégradée de la banlieue. Que ce monde sordide et hors la loi faisait le lit de tous ceux qui dénigrent les quartiers et les classes populaires en les enfonçant encore un peu dans leur misère. Les bibliothécaires estiment que cela va exactement dans le sens opposé à leur action, à leur vocation et à leurs missions. De ce point de vue, ils disaient préférer d'autres écrivains « plus représentatifs de la banlieue »³⁵. D'autre part, les bibliothécaires n'aiment pas le livre parce qu'il impose un registre de langue auquel ils pensent qu'il ne faut pas céder. Beaucoup sont ceux qui qualifient ce type d'attitude consistant à « *parler le langage des jeunes* » comme « *de la pure démagogie* ». Ils vont donc reprocher à l'auteur de céder à cette faute et de se plier à l'image que les séries télévisées donnent souvent de ces espaces. Dans leur perception, cautionner ce type de production culturelle (qu'ils perçoivent comme les pires images, du type « Bronx », des « ghettos noirs

34. Roger Chartier, « Le jargon ou le langage de l'argot réformé : carnavalesque et burlesque », in *Figures de la gueuserie*, Paris, Montalba, 1982 (coll. Bibliothèque bleue ; 2), p. 38.

35. Deux noms étaient alors évoqués : Faïza Guène, auteur de *Kiffe kiffe demain* (2004), vendu à 400 000 exemplaires en France et traduit dans 26 pays (voir *Jeune Afrique*, 16-29 août 2009, n° 2536-2537, p. 46), *Du rêve pour les oufs* (2006) et *Les gens du Balto* (2008), trois ouvrages publiés à Paris par Hachette Littératures. Insa Sané, *Sarcelles-Dakar* (2006), *Du plomb dans le crâne* (2008), *Gueule de bois* (2009) et *Daddy est mort* (2010), quatre romans publiés à Paris par les éditions Sarbacane, collection « Exprim' ». On pourrait sans peine intégrer les ouvrages de Grand Corps Malade (*Patients*, Paris, Don Quichotte, 2012), d'Abdel Malik (*La guerre des banlieues n'aura pas lieu*, Paris, Cherche Midi, 2010 ; *Qu'Allah bénisse la France*, Espaces libres, 2007 ; *Le dernier français*, Cherche Midi, 2012) et de Tibault Baka, *Le bon lieu*, vol. 1 et 2 (Paris, Éditions Irina, 2011 et 2012).

américains », stéréotypées souvent par les séries télévisées), c'est donner des arguments à des politiques sécuritaires et racistes.

Il est évident que Rachid Santaki est lui-même traversé par la question de la production culturelle, sur laquelle il revient dans les nombreux entretiens qu'il a donnés à propos de son ouvrage. Ilyès, le protagoniste, est aussi tiraillé par cette tension, ce qui est visible à propos de ses goûts musicaux. Curieusement, il surprend les autres protagonistes de l'histoire – non moins surpris que les lecteurs – en exhibant son goût pour la variété française ou la chanson à texte qu'il ajoute aux standards du rap. Ainsi, en prison, son compagnon de cellule l'accuse d'être « un Français » lorsqu'il lui fait écouter « La Bohème » de Charles Aznavour. Et à la fin du texte, Rachid Santaki place une liste de chansons sous le titre de *Bande-son. Les anges s'habillent en caillera* (p. 252). On y trouve une liste de vingt-quatre chansons où se côtoient les plus célèbres auteurs de rap, comme NTM (Nique ta mère), Oxmo Puccino (qui par ailleurs préface l'ouvrage) ou 113, des auteurs « classiques » de la chanson française tels Léo Ferré, Renaud ou Daniel Balavoine, et des standards de la pop internationale comme Prince. La culture populaire semble mettre ici sur un même pied d'égalité plusieurs registres du « populaire » : le populaire-savant et la chanson à texte dans la même liste que les musiques urbaines ou la musique commerciale. En dressant sa liste³⁶, Rachid Santaki construit une relation entre des éléments (les chansons) qui se trouvent habituellement dispersés, il donne ainsi consistance à quelque chose qu'on peut appeler une « culture populaire ». Il en revendique sa version. En fin de compte, l'auteur procède comme un conservateur chargé d'organiser les collections d'une médiathèque dans l'un de ces quartiers.

Des textes dans l'univers populaire

Comme un échantillon de ces écrits divers qui parsèment l'univers des classes populaires, le compagnon de cellule du Marseillais, Zulu Boy, garde un tas de feuilles où il écrit des morceaux de rap qu'il chante à chaque fois qu'il finit d'en écrire un à Ilyès.

« Zulu Boy prend sa respiration et se lance :

Mentalité ghetto, business de stupéfiants, escrocs et dealers à la pelle, criminels, délinquants. Saisies en tonnes qui n'étonnent plus, génération coups de tête, cramée du Rocma jusqu'au Mali, parcours tordu jusqu'à l'impasse, haleine qui pue le bitume [...] Juge insulté de pute, balance, si je sors je te bute ! Larmes de rage, promet d'être sage,

36. Jack Goody a mis en relief les effets des « listes » comme mise en relation par l'écrit des éléments autrement isolés. Jack Goody, *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979 (*The Domestication of the Savage Mind*, 1977).

remise de peine donc moins de haine, passage à table, perpétuité évitée, dette envers la société, erreurs chèrement payés [...] haine contre le système, mythes et chiens de la casse en grand nombre, qui parlent de te seum et de gros plans, diplôme du crime, BTS braco, apprentissage pénitentiaire [...]

Putain, ça déchire ! Passe-moi ta feuille que je le lise.

T'es un ouf, c'est mon texte ! »

Les anges s'habillent en caillera, op. cit., p. 140.

Et dans un entretien dans le journal *La Courneuve*, l'auteur raconte qu'au moment de finir son manuscrit il l'a donné à lire à l'un de ses jeunes voisins qui ne lisait pas et qui pourtant, un moment après, lui a envoyé un message texto sur son téléphone portable pour lui dire qu'il était en train de le lire avec ses petits frères :

« Lorsque le bouquin a été terminé, j'en ai donné un exemplaire à un jeune de mon entourage. L'après-midi même, il m'envoie un texto pour me dire qu'il lisait le livre à haute voix pour lui et ses deux frères. Ça m'a impressionné. Ce jeune n'aime pas lire normalement. Ça m'a vraiment touché. »³⁷

Ces tensions sur le statut de la langue dans la culture populaire sont au cœur des échanges au sein de la culture populaire contemporaine caractéristique des cités HLM. Ainsi, Kery James chante : « On n'est pas condamnés à l'échec, voilà le chant des combattants. Banlieusard et fier de l'être [...] J'manie la langue de Molière, j'en manie les lettres. [...] Pourquoi nous dans les ghettos et eux à l'ENA, nous derrière les barreaux, eux au sénat ? Ils défendent leurs intérêts, éludent nos problèmes, mais une question reste en suspens, qu'a-t-on fait pour nous-mêmes ? Qu'a-t-on fait pour protéger les nôtres des mêmes erreurs que les nôtres ? Regarde c'que deviennent nos petits frères. D'abord c'est l'échec scolaire, l'exclusion, donc la colère, la violence et les civières, la prison ou le cimetière. On n'est pas condamnés à l'échec. Pour nous c'est dur, mais ça ne doit pas devenir un prétexte. Si le savoir est une arme, soyons armés, car sans lui nous sommes désarmés »³⁸ ; tandis que le groupe Zone d'expression populaire (Z.E.P.), membre du Ministère des affaires populaires, une association militante, chante le dialogue entre une dame à l'air bourgeois qui explique : « D'habitude je n'aime pas le rap, mais ce que j'aime chez vous c'est que vous ne tombez ni dans la victimisation ni dans les clichés, et puis, quelle maîtrise de la langue française ! » tandis que les rappeurs lui répondent : « Va te faire mettre avec ta langue française [...] Dans ma zone

37. « Pour une littérature populaire », entretien réalisé par Isabelle Meurisse, *art. cité*, p. 16.

38. Kery James : « Banlieusards », in *À l'ombre du show business*, Up Music, 2008.

d'expression populaire, il y a que des petites gens et des bougnoules en colère, des râleurs, des cassos, des criseurs et des brailleurs. Tu marches avec nous ou tu vas voir ailleurs. [...] T'as vu le bazar, t'as vu la gueule du patrimoine, on a foutu l'bordel avec nos tronches de polygames »³⁹. Ce groupe, particulièrement critique dénonce que « le racisme est dans nos murs et dans nos livres scolaires », et interpelle « petits-bourgeois, démocrate, républicain, ton pays est puant, raciste et assassin. Les lumières des droits de l'homme soi-disant universels, un mythe, un mirage, un mensonge officiel » et revendiquant l'indécence « de voir comment je me torche avec leurs symboles écœurants »⁴⁰.

Dans la production littéraire et musicale des « quartiers », la question de la langue est placée dans plusieurs contextes conflictuels. Dans le premier, la question est placée dans le conflit des classes populaires à l'école, dans le deuxième, elle est placée dans le conflit qui oppose les classes populaires aux bourgeois, dans le troisième, la question de la langue et la parole écrite sont situées dans les conflits internes aux classes populaires où différents points de vue s'expriment sur ces divers conflits. Enfin, une quatrième ligne d'opposition caractérise les productions. Elle a trait à la question des discriminations raciales et de l'héritage colonial. Les textes de la rapeuse Casey et du rapeur Kery James sont parmi ceux qui insistent beaucoup sur cette question. Dans sa chanson « Lettre à la République », Kery James produit un texte et un clip remarquables.

Kery James, « Lettre à la République ».
Album ; 92-2012, Paris, Believe, 2012.

À tous ces racistes à la tolérance hypocrite
 Qui ont bâti leur nation sur le sang
 Maintenant s'érigent en donneurs de leçons
 Pilleurs de richesses, tueurs d'Africains,
 Colonisateurs, tortionnaires d'Algériens
 Ce passé colonial, c'est le vôtre
 C'est vous qui avez choisi de lier votre histoire à la nôtre
 Maintenant vous devez assumer
 L'odeur du sang vous poursuit même si vous vous parfumez
 Nous les Arabes et les Noirs, On n'est pas là par hasard
 Tout arrivé à son départ...

39. Z.E.P. Zone d'expression populaire : « La gueule du patrimoine », in *Devoir d'insolence*, 2009.

40. Z.E.P. Zone d'expression populaire : « Nique la France », in *Devoir d'insolence*, 2009.

Vous avez souhaité l'immigration
 Grâce à elle vous vous êtes gavés jusqu'à l'indigestion
 Je crois que le France n'a jamais fait la charité
 Les immigrés ce n'est que la main-d'œuvre bon marché
 Gardez pour vous votre illusion républicaine
 De la douce France bafouée par l'immigration africaine
 Demandez aux tirailleurs sénégalais et aux harkis
 Qui a profité de qui ?
 La république n'est innocente que dans vos songes
 Et vous n'avez les mains blanches que dans vos mensonges
 Nous les Arabes et les Noirs, On n'est pas là par hasard
 Tout arrivé à son départ...
 Mais pensiez-vous qu'avec le temps
 Les négros muteraient et finiraient par devenir blancs ?
 Mais la nature humaine a balayé vos projets
 On ne s'intègre pas dans le rejet
 On ne s'intègre pas dans les ghettos français
 Parqués, entre immigrés, faut être sensé,
 Comment pointer du doigt le repli communautaire
 Que vous avez initié depuis les bidonvilles de Nanterre ?
 Pyromanes hypocrites
 Votre mémoire est sélective
 Vous n'êtes pas venus en paix
 Votre histoire est agressive
 Ici, on est mieux que là-bas, on le sait,
 Parce que décoloniser, pour vous, c'est déstabiliser
 Et plus j'observe l'histoire, ben, moins je me sens redevable
 Je sais ce que c'est d'être noir depuis l'époque du cartable
 Bien que j'n'sois pas ingrat je n'ai pas envie de vous dire merci
 Parce qu'au fond, ce que j'ai, ici, je l'ai conquis,
 J'ai grandi à Orly dans les favelas de France
 J'ai fleuri dans les maquis
 Je suis en guerre depuis mon enfance
 Narco trafic, braquages, violence, crimes
 Que font mes frères si ce n'est
 Des sous comme dans Clearstream ?
 Qui peut leur faire la leçon, vous ?
 Abuseurs de biens sociaux, détournateurs de fonds
 De vrais voyous en costard, bandes d'hypocrites
 Est-ce que les Français ont les dirigeants qu'ils méritent ?
 Au cœur des débats, des débats sans cœur
 Toujours les mêmes qu'on pointe du doigt
 Dans votre France des rancœurs
 En pleine crise économique il faut un coupable
 Et c'est en direction des musulmans que tous vos coups partent
 Je n'ai pas peur de l'écrire

La France est islamophobe
 D'ailleurs plus personne ne s'en cache
 Dans la France des xénophobes
 Vous nous traitez comme des moins que rien
 Sur vos chaînes publiques
 Et vous attendez de nous
 Qu'on s'écrie « Vive la République »
 Mon respect s'est fait violer au pays dit des droits de l'Homme
 Difficile de se sentir français
 Sans le syndrome de Stockholm
 Parce que moi je suis noir, musulman, banlieusard et fier de l'être

 Quand tu me vois
 Tu mets un visage sur ce que l'autre France déteste
 Ce sont les mêmes hypocrites
 Qui nous parlent de diversité
 Qui expriment leur racisme sous couvert de laïcité
 Rêvent d'un français unique
 Avec une seule identité
 S'acharnent à discriminer
 Les mêmes minorités
 Face aux mêmes électeurs
 Les mêmes peurs sont agitées
 On oppose les communautés
 Pour cacher la précarité
 Que personne ne s'étonne
 Si demain ça finit par péter
 Comment aimer un pays
 Qui refuse de nous respecter ?
 Loin des artistes transparents

 J'écris ce texte comme un miroir
 Que la France se regarde
 Si elle veut s'y voir
 Elle verra s'envoler
 L'illusion qu'elle se fait d'elle-même
 Je ne suis pas en manque d'affection
 Comprend que je n'attends plus qu'elle m'aime

Paroles : Alix Mathurin / Musique : Bachar Khalife – Aymerick Westrich – Grégory Kasparian
 © 2012 Universal Music Publishing – Because Editions – Kilomaitre Publishing – Aymerick Westrich – Bachar Khalife / Avec l'aimable autorisation d'Universal Music Publishing

Le vidéoclip est aussi très significatif⁴¹. Pendant que le chanteur développe son texte, sous une musique lente et scandée par des coups rythmiques,

41. [En ligne] < www.youtube.com/watch?v=gp3XZDK7Lw4 > (consulté le 10 septembre 2012).

l'image d'une Marianne noire très délicate et sereine occupe le centre de l'écran. Comme une divinité bouddha aux mille bras, elle fait sortir de son corps des bras qui sont en réalité des pistolets ou des menottes. La République est représentée par une image tranquille et accueillante qui cache derrière elle les instruments de la répression policière. Deux couples opposés de personnages apparaissent immédiatement. Le premier oppose le chanteur, noir, habillé en blouson de cuir, à un deuxième homme blanc habillé en costume et cravate avec un cartable à la main qui sourit de façon burlesque en silence. Ces deux personnages se démultiplient pour constituer deux armées distinctes. Le deuxième couple oppose l'image d'une jeune femme blanche, habillée en jupe avec des chaussures à talons qui pousse un caddie de supermarché rempli d'achats à l'image d'un SDF avec son caddie plein d'effets personnels. Enfin, un enfant ou un tout jeune garçon apparaît habillé en terroriste, cagoulé, armé, jouant avec un avion à côté des fils barbelés. Ceux-ci acquièrent de plus en plus d'importance dans l'image au fur et à mesure qu'ils emprisonnent tour à tour le chanteur, puis la République elle-même qui crie d'angoisse et de colère.

Restituer un paysage complet de ces conflits qui opposent les diverses productions de la culture populaire contemporaine excède le temps et les dimensions de cet ouvrage. Mais ne pas en tenir compte rendrait incompréhensible la conflictualité dans laquelle s'inscrivent les incendies des bibliothèques. En tout cas, nous pouvons déjà observer que l'opposition « élitiste » *versus* « populiste » qui occupe souvent les débats entre bibliothécaires (les premiers étant accusés par les deuxièmes d'ignorer les préférences des classes populaires, les deuxièmes étant accusés par les premiers de reproduire l'influence des industries culturelles et d'abandonner leur responsabilité politique en tant qu'agence culturelle) passe à côté d'une conflictualité plus complexe. Comme nous venons de le voir, les classes populaires sont engagées dans une lutte complexe pour la production d'une vision collective du monde, de leur place dans ce monde, des rapports qui les unissent ou qui les séparent des institutions et des autres groupes sociaux. Il n'y a pas de doute que les bibliothécaires et les bibliothèques ont un rôle beaucoup plus important à jouer que celui qu'elles se donnent elles-mêmes en se plaçant trop à l'extérieur des productions culturelles des quartiers. Leur rôle ne peut pas se limiter à « amener » la culture dans les quartiers ou à « donner accès » à la culture, car une lutte culturelle importante a lieu là, de l'autre côté des vitres qui volent souvent en éclat comme conséquence de ces conflits. L'émergence de

toute une littérature populaire d'auteurs qui se revendiquent des « banlieues » allonge de plus en plus une liste dont plusieurs auteurs de romans ont conquis l'espace de la presse nationale : Tibault Baka, Faïza Guène, Grand Corps Malade, Abdel Malik, Insa Sané, Rachid Santaki. Il s'agit d'une littérature très liée à la chanson urbaine et notamment au rap où l'appartenance aux « quartiers » et à la « banlieue » est très fortement revendiquée. Ainsi, le livre de Rachid Ben Bella, Sylvain Erambert, Riadh Lakhéchène, Alexandre Philibert et Joseph Ponthus s'explique dès la couverture : « Quand quatre jeunes de banlieue se prennent d'écrire leur quotidien avec un de leurs éducateurs, ça envoie du lourd. Entre provocations policières, soirées à tchatcher dans les halls d'immeuble, jugements et appels, embrouilles à la con, boulots foireux, visites en prison, heures d'ennui et éclats de rire, c'est le quotidien d'un quartier populaire comme tant d'autres qui est raconté. Le quotidien d'une France qui peut exploser à tout moment [...] qui témoigne de la vie, mais aussi de la mort. »⁴² Si elles sortent d'une conception individualiste du livre (le livre et la lecture comme un outil d'enrichissement personnel) pour l'inscrire au sein d'un combat social qui se livre entre les classes populaires, ses interlocuteurs et ses opposants, mais aussi à l'intérieur du monde populaire, alors les bibliothèques pourront assumer un rôle à la fois social, culturel et politique différent de celui qui leur est assigné comme outils du lien social. Elles ne se poseront pas seulement la question de savoir comment « donner accès » à certaines formes de la culture écrite, mais se penseront aussi comme des espaces où les productions de la culture populaire peuvent trouver refuge, comme des espaces où ces productions peuvent se développer, comme des espaces où les débats en cours peuvent se déplier.

CONTESTER LA RÉGULATION AUTORITAIRE ?

Jack Goody a produit une anthropologie de l'écrit en considérant celui-ci notamment comme outil de la connaissance et en tant que moyen de communication. D'autres avant et après lui, comme Claude Lévi-Strauss, Raymond Williams ou Pierre Bourdieu, ont considéré l'écrit sous l'angle de l'asservissement, du maintien du pouvoir ou de la domination. Roger

42. Rachid Ben Bella, Sylvain Erambert, Riadh Lakhéchène, Alexandre Philibert, Joseph Ponthus, *Nous... la cité. On est partis de rien et on a fait un livre*, Paris, La Découverte, 2012 (coll. Zones).

Chartier, Robert Darnton, Michel de Certeau, Richard Hoggart ou Jacques Rancière ont observé son rôle dans la culture populaire, la révolte, la résistance et l'émancipation. Le rapport des classes populaires à l'écrit nous intéresse sous tous ces angles, et pour l'examen de la question envisagée, on peut encore le considérer du point de vue de son rôle dans l'intégration sociale et politique. C'est-à-dire dans le chemin que prennent les individus dans leurs efforts de participation sociale, et dans leurs tentatives pour s'associer avec d'autres, dans leurs efforts pour contester.

Je voudrais examiner ici l'écrit dans ses rapports avec le conflit. Dans le cadre de la situation étudiée, chaque fois qu'une bibliothèque est brûlée, nous sommes face à un conflit entre deux groupes sociaux. L'un et l'autre sont en opposition autour de la « régulation autoritaire »⁴³ de l'écrit ; les uns gagnent leur vie grâce à cette régulation, les autres vivent mal, entre autres parce que cette même régulation leur rend la vie plus difficile. Les uns utilisent la loi et des formes de communication écrite pour sanctionner les autres. Ces derniers se servent de certaines formes de l'écrit pour contrôler le pouvoir et pour se mobiliser, comme lorsqu'on écrit des lettres aux administrations ; on se plaint, on essaie d'obtenir un avantage, de signaler par écrit une faute commise par l'institution⁴⁴. Certains encore vont jouer entre le contournement et le questionnement de la régulation autoritaire, comme les chanteurs et les auteurs de ces banlieues dont nous venons de voir quelques exemples. Mon point de départ est là : le rapport

43. L'expression est de Jack Goody, *La raison graphique*, op. cit., chapitre 6 : « Selon la formule », pp. 197-221. Il utilise l'expression pour noter l'une des différences que l'écriture introduit sur le plan cognitif et de la transmission des savoirs avec la soumission de la parole à un ensemble de contraintes qui n'existent pas lorsque la parole reste orale. Par la formule, la liste, l'observation et la formalisation du discours qu'il rend possible, l'écrit « décontextualise » et « dissèque » la parole, la rend plus apte à la répétition à l'identique et va même parfois « étouffer les possibilités du renouvellement ». Ceci est possible grâce aux « systèmes de notation bien éloignés de la parole », l'écrit seul rend possible un « système de régulation automatique » et un « système bien établi de régulation autoritaire ». Goody insiste sur un aspect qui nous paraît fondamental. Les formes de « régulation autoritaire » que l'écrit introduit (cela ne veut pas dire que la forme orale puisse exister sans règles) sont à l'origine d'une distanciation entre la forme orale et la forme écrite – et qui vont jusqu'à devenir deux langages complètement distincts dans certains contextes. Pour le cas qui nous occupe, on peut se demander si ces écrits « de banlieue » que j'ai cueillis pendant mon enquête ne sont pas une tentative pour dissocier les productions culturelles de ces fractions des classes populaires des modes de régulation autoritaire que l'école et le système politique introduisent.

44. Dans le cadre de notre recherche et de l'équipe constituée avec un groupe d'étudiants et de chercheurs de l'université Paris Diderot, Emilia Schijman a réalisé une enquête sur les dossiers de l'office HLM du quartier du Clos-Saint-Lazare, à Stains, pendant que j'explorais le rapport à la bibliothèque dans ce même quartier. Est apparue toute une correspondance entre les habitants et cet office HLM où on peut lire trente ans de rapports conflictuels entre eux. L'écrit pénètre ici jusqu'aux chambres les plus intimes de la vie des individus et des familles. Voir Emilia Schijman, *Économie des statuts en cité HLM. Requêtes au guichet et parentés pratiques autour du bail*, Mémoire de master 2 de sociologie, ENS – EHESS, Paris, juin 2010.

des classes populaires à l'écrit prend ici différents aspects et montre des facettes diverses.

Les formes de l'écrit que je viens de présenter dans ce point sur « littératies et révoltes populaires » et les exemples de quelques intellectuels habitant les quartiers sur lesquels nous travaillons donnent lieu à un premier groupe d'observations. Pourquoi et comment se développent ces formes écrites qui, selon les cas, échappent, s'opposent ou se servent de la régulation autoritaire de la grammaire imposée par le système politique à travers l'école et dont les bibliothèques sont l'un des principaux réceptacles et promoteurs ? Tout se passe comme si nous étions face à un changement des modes de contestation du langage. Des formes de contestation qui n'auraient pu émerger sans la formation de ce public de consommateurs et de producteurs, de consommateurs-producteurs, qui est apparu à travers la forme urbaine des grands ensembles et les événements historiques liés à leur formation – en particulier la guerre d'Algérie, l'immigration et la présence coloniale de la France en Afrique. De même que le jazz n'est pas compréhensible sans l'existence de l'esclavage associé à la production de coton, de même le rap et les autres formes de culture urbaine, hip-hop, ou de « banlieue » ne sont pas compréhensibles sans la combinaison de relégation sociale et de ségrégation urbaine qui caractérise les trajectoires des classes populaires sous l'effet des métamorphoses de la question sociale⁴⁵. Et le cadre de cette contestation est également structuré comme une conjoncture politique au centre de laquelle se trouve la question de la citoyenneté et de l'appartenance à une « société de semblables », pour reprendre l'expression de Robert Castel. C'est en effet dans l'intersection de ces facteurs que nous voyons émerger une politicalité populaire nouvelle au sein de laquelle il faut placer, pour les comprendre, les incendies et les autres conflits avec les bibliothèques.

On a l'impression que le langage écrit et sa régulation par les institutions qui le contrôlent imposent une frontière nette entre le dedans et le dehors. Les classes populaires étaient parfois exclues de l'écrit et se réfugiaient dans l'oral. Certains de ses membres arrivaient la nuit à pénétrer cet univers normé, se l'approprièrent et se servaient de l'écrit comme d'une arme pour contester l'ordre social ou pour s'émanciper en tant

45. Sur la formation de ce public et son rapport avec l'évolution des coordonnées sociales et historiques du monde populaire, voir Jean-Charles Lagrée, *Les jeunes chantent leurs cultures*, Paris, L'Harmattan, 1982.

qu'individus. Ce sont les thèmes de Jacques Rancière⁴⁶. Selon le point de vue opposé, les classes populaires sont maintenues en dehors d'une parole écrite dont elles n'arrivent pas à maîtriser les règles qui leur apparaissent comme « objectives ». Celles-ci leur étant en réalité imposées par un autre groupe social, notamment à travers l'école et l'institutionnalisation d'une langue officielle. C'est le thème du « fétichisme de la langue » développé par Pierre Bourdieu⁴⁷. L'extériorité de ses normes donne à l'écrit la consistance d'une chose extérieure que l'individu populaire ne peut pas s'approprier, car cette langue réifiée lui fournit les catégories mêmes de sa pensée. L'agent populaire ne parle pas, il est parlé⁴⁸. On comprend le débat. Mais un élément réunit ces deux points de vue que tout oppose par ailleurs. Dans l'un comme dans l'autre, la littératie des classes populaires évolue dans un univers dont les normes sont communes à tous et communément acceptées par tous. Entrer dans l'écrit nécessite la maîtrise de ce système normatif. Pour Rancière, ces normes sont universelles et donnent lieu à un mode de libération expressive, car tout individu peut les maîtriser et en faire un moyen d'émancipation, de communication entre pairs et de contestation de la domination. Pour Bourdieu, ces normes sont imposées et constitutives de la relation de domination. Le sujet dominé ne les maîtrise pas, il les incorpore et dans l'incorporation rend objectives les relations de domination. Mais l'univers de l'écrit reste limité, dans les deux cas, à un seul univers de normes grammaticales. Si on sort de cet ensemble de normes, on reste dans l'oralité. Pour écrire, on s'approprie (Rancière) ou on se plie (Bourdieu) à ces normes.

Ce que nous observons aujourd'hui sort partiellement de ce cadre. Dans le cas du blog des habitants du quartier Saussaie-Floréal-Courtille, par exemple, il apparaît avec évidence qu'il y a là une forme de l'écrit qui se fait en dehors des normes de la régulation autoritaire, comme dans l'écriture de mails, des messages par téléphone, sur Facebook ou sur Twitter. Ces formes de l'écrit sont celles d'un mode de communication qui à la fois conteste et contourne la norme scolaire, ce qui suppose d'oser écrire autrement que « comme il faut ». Et cela même si la stylisation chez les intellectuels et artistes de banlieue aboutit immédiatement et

46. Notamment avec Alain Faure dans *La parole ouvrière* (1976), Paris, La Fabrique, 2007 ; *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 1981 et *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1987.

47. Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, « Le fétichisme de la langue », *art. cité*.

48. « Dominées jusque dans la production de leur image du monde social et par conséquent de leur identité sociale, les classes dominées ne parlent pas, elles sont parlées. » Pierre Bourdieu, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, n° 17-18, p. 4.

inévitablement à la formation de nouvelles normes, d'un nouveau « comme il faut »⁴⁹. Ces formes artistiques sont aussi un mode d'expression sociale, et parfois même d'existence dans l'espace public, comme c'est le cas des *tags* ou du roman de Rachid Santaki. Mais elles ne sont pas uniquement extrascolaires. L'écart à la norme n'est pas seulement le résultat d'un manque de scolarisation. Ces formes de l'écrit sont souvent celles d'un groupe de gens qui n'arrivent pas à se maintenir suffisamment longtemps à l'école, certes, mais qui cherchent aussi à communiquer, à s'exprimer et à exister par l'écrit. Or, même si elle y aboutissait, nous ne sommes pas non plus devant la recherche explicite d'une nouvelle normativité qui viserait à contredire la grammaire existante. Nous observons la contestation d'une hégémonie culturelle plutôt que la production d'une contre-hégémonie⁵⁰. Ces formes culturelles des classes populaires cherchent dans la culture un point d'appui pour ceux qui sont exclus du système scolaire, et c'est sûrement pour cela qu'elles se moquent du système politique. Rappeurs, bloggeurs, tagueurs et certains écrivains comme Rachid Santaki semblent laisser au moins partiellement de côté les normes de ce que Bernard Lahire, Daniel Thin et Guy Vincent appellent « la forme scolaire »⁵¹. Ils semblent détourner les normes de la grammaire, innover dans le vocabulaire, cherchant à s'affranchir, voire défier l'autorité scolaire et politique. Il ne s'agit pas seulement d'une forme de bricolage propre aux cultures orales et souvent attribué aux cultures populaires. C'est une forme qui va même un peu plus loin que ce « braconnage » décrit par Michel de Certeau à propos de la lecture⁵². Il semblerait que cette forme

49. De fait, cet ensemble imprécis qu'on appelle « culture hip-hop » a déjà entamé son institutionnalisation, notamment sur le plan de la musique et de la danse. Il faut particulièrement noter une certaine reconnaissance à travers les politiques publiques qui parfois la subventionnent, ses radios (comme Skyrock), ses journalistes spécialisés et sa presse (papier et Internet), ou l'intégration du rap dans les concours de musique. Les techniques graphiques du « graff » (graf-fiti) s'intègrent elles aussi parfois au paysage urbain institutionnel par la voie des commandes publiques ou privées. Mais sur le plan de l'écrit, les choses sont encore largement hors normes. Pour une étude des processus de reconnaissance de cette culture et des conflits auxquels elle a donné lieu, voir Sylvie Faure, Marie-Carmen Garcia, *Culture hip-hop, jeunes de cités et politiques publiques*, Paris, La Dispute, 2005.

50. Nous suivons ici les propositions de Raymond Williams d'étude de la littérature et de la culture dans le cadre d'une théorie de l'hégémonie d'inspiration gramscienne. Voir Raymond Williams, *Culture and Society. Coleridge to Orwell* (1958), Londres, The Hogarth Press, 1980, et du même auteur, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977.

51. Bernard Lahire, Daniel Thin, Guy Vincent, « Sur l'histoire et la théorie de la forme scolaire », in Guy Vincent, *L'éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1994. Et dans le même ouvrage, Guy Vincent, « Forme scolaire et modèle républicain : l'éducation de la démocratie », pp. 207-227.

52. Michel de Certeau, Luce Giard, Pierre Mayol, *L'invention du quotidien*, t. 1, *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980.

de littératie cherche à s'affranchir des normes de la régulation autoritaire qui sont à la base du livre (et de l'édition) tel que nous le connaissons. Jusqu'où cette contestation renforce-t-elle les formes d'exclusion déjà en œuvre et jusqu'où sape-t-elle les appuis de légitimité du système politique ?

Les exemples que nous citons, de Brassens au blog, en passant par Grand Corps Malade et Santaki, ne sont pas des archétypes. Ce sont juste quelques exemples d'une large hétérogénéité coexistant au sein d'un même monde populaire qui s'étend de l'école à la bibliothèque jusqu'à la rue en passant par le supermarché et les textos des téléphones portables. Les choses ne prennent pas la forme simple d'une bipolarité « culture populaire » *versus* « culture légitime ». Les positions observées à l'intérieur de l'univers populaire prennent parfois la langue officielle comme une langue légitime, mais elle est parfois considérée simplement comme étant la langue des « Français », des « lettrés », des « intellos », celle des livres, ou encore celle de l'école ou celle des « politiques », comme une forme singulière dont la légitimité est contestée comme qui conteste la loi du colonisateur. Le camp opposé semble par contre plus homogène et d'accord dans la considération d'écrire ou de parler « *correctement le français* » et essayer de « *ne pas céder à la démagogie du parler jeune* » – c'est, comme nous le verrons, la position la plus communément adoptée par les bibliothécaires, les enseignants et les hommes politiques. Dans son livre sur l'économie illégale, Nasser Tafferant insiste sur la place qu'occupent, dans les quartiers, ces étudiants qu'il qualifie d'« intellectuels indigènes » pour les situer quelque part entre le « rejet de l'intellectuel » et « la bonne volonté culturelle » (Bourdieu). Ces étudiants des quartiers se situent dans l'espace qui s'ouvre entre ces deux pôles comme le « *business* » se trouve quelque part entre l'économie légale et les trafics criminels⁵³.

Il faut considérer ces larges registres de la production culturelle locale comme des espaces conflictuels qui s'ouvrent entre les pôles du légal et de l'illégal et entre les pôles du légitime et de l'illégitime. D'une part, ces termes ne constituent pas des dichotomies ou des alternatives (il y a beaucoup de choses entre les deux), d'autre part, « légal » ne coïncide pas toujours avec « légitime », comme « illégal » n'équivaut pas nécessairement à « illégitime ». Il faut identifier les différents codes et les normes

53. Nasser Tafferant, *Le business, une économie souterraine*, Paris, PUF, 2007, notamment le chapitre 1.

existantes. Ces normes locales sont souvent en conflit avec la loi comme elles sont en conflit entre elles. Elles permettent tantôt de valider la légalité, de la contester, la critiquer, prendre appui sur elle, l'invoquer, jouer dans ses contradictions, etc. Ainsi, les personnes que Nasser Tafferant a interviewées à propos des normes qui régulent leurs trafics illégaux disent, par exemple, faire appel à « *ce que dit la religion* », ce qui leur permet non seulement de survivre, mais d'exister socialement, de mener à bien leur activité économique et de s'intégrer dans un groupe. Ils savent que leur « *bizness* » est considéré comme illégal par l'État, mais qu'il faut bien survivre. Et pour cela, ils ne vont pas se situer hors norme, mais dans un espace normatif qui se trouve en situation de distance institutionnelle par rapport à la loi. Le rapport à l'écrit se trouve déstabilisé dans un sens qui coïncide avec la déstabilisation des autres activités où se joue l'existence sociale.

Ces quelques extraits et ces quelques exemples, « figures de la gueuserie », « images des hommes en marge »⁵⁴, que j'ai évoqués ici, ne prétendent évidemment pas fournir une restitution de la complexité de l'écrit au sein de cette culture des banlieues, ni encore moins au sein de l'hétérogène univers des classes populaires⁵⁵. Mais quelques exemples suffisent à voir que le rapport entre émeutes et littérature dans la France d'aujourd'hui se déploie sur plus d'un registre.

En premier lieu, on observe qu'une fraction des classes populaires se sert de l'écrit pour construire une identité commune et pour se différencier d'un autre groupe social caractérisé par d'autres formes de rapport à l'écrit. Les hommes politiques, les bibliothécaires, les enseignants, les autorités, les universitaires partagent un type de littérature qui les différencie de cette fraction des classes populaires qui entre en conflit avec les bibliothèques⁵⁶. Or, ce serait une erreur de croire que les habitants de ces quartiers sont exclus de la lecture et de l'écriture. Comme on vient de

54. Roger Chartier, « Figures de la gueuserie : picaresque et burlesque dans la Bibliothèque bleue », in Roger Chartier, *Figures de la gueuserie*, op. cit., pp. 11-106.

55. Pour une analyse de cet univers complexe de l'écrit populaire, voir Chikako Mori, *Écrire en banlieue : analyse des pratiques d'écriture chez les jeunes issus des immigrations postcoloniales en Île-de-France*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, soutenue le 14 septembre 2010.

56. David Lepoutre a montré comment le parler des jeunes des quartiers a pour fonction la distinction de leur groupe de celui des adultes, des enseignants, des policiers qu'ils tentent de disqualifier en parlant une langue que ces derniers ne maîtrisent pas. David Lepoutre, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997. Ceci est évidemment vécu, par les groupes et les institutions ainsi mis à distance par les jeunes, comme une forme de « secret » qu'il faut dévoiler, à la manière dont ont dévoilé autrefois les secrets de l'argot et les formes d'action, de tromperie et de crime caractéristiques des classes populaires. Voir Roger Chartier, *Figures de la gueuserie*, op. cit., pp. 17-20.

le voir, certains parmi eux tentent de partager et de revendiquer un autre rapport à l'écrit, un rapport où le texte obéit à d'autres grammaires, où il se trouve souvent conjugué avec l'image, le son et les nouvelles technologies. D'autres, sous une forme plus classique et connue des cultures populaires, revendiquent le « droit » des classes populaires à écrire, revendiquent l'existence d'« écrivains de banlieue ». Mais évidemment, tout cela n'implique pas forcément que les uns s'expriment plus que les autres fractions des classes populaires, qu'ils soient plus éloignés ou plus proches des formes légitimes de l'écrit. Cela donne simplement une voie de compréhension par la mise en lumière des clivages existant entre rejet, appropriation et contournement de la régulation autoritaire, clivages qui traversent le monde populaire.

En second lieu, il est évident que l'écrit fournit aux classes populaires un outil pour la mobilisation et l'action collective, notamment dans son association aux nouvelles technologies. Les émeutiers se servent des moyens de communication qui sont à leur disposition pour produire une vision du monde et des logiques de domination dont ils sont victimes (comme dans le cas du blog cité plus haut). L'écrit et les nouvelles technologies (blogs, sites Web, réseaux sociaux) constituent des moyens de production d'une « économie morale »⁵⁷, comme lorsque l'on regarde et qu'on commente en boucle les déclarations des ministres et autres hommes politiques (ce qui permet d'échapper, au moins partiellement, à l'aveuglant montage d'images et de commentaires propres aux journaux télévisés). Et comme nous venons de le voir, le point de vue du collectif, l'image collectivement élaborée du monde et du groupe, se produit aussi par les moyens classiques de la chanson et des livres écrits par des auteurs appartenant à ces segments des classes populaires.

En troisième lieu, ils se servent de leur téléphone portable, des blogs, des réseaux sociaux pour s'envoyer des messages, des SMS, dans la gestion des manifestations et des émeutes. C'est très précisément cette littérature en lien avec les nouvelles technologies qui rend effective une méthodologie de l'action collective en réseau dans laquelle il devient possible de dépasser le cercle des connaissances, le face-à-face, le groupe de copains ou la bande. L'écrit rend possible, à la vitesse de l'éclair, de savoir où sont

57. Edward P. Thompson, "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century", *Past and Present*, 1971, n° 50. Et du même auteur, *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, Londres, The Merlin Press, 1991, notamment le chapitre 5 : "The moral economy reviewed", pp. 259-351.

les gentils et où se trouvent les méchants, qui est en danger et où il faut aller, quand il faut se cacher parce que la police arrive, etc⁵⁸.

On voit bien que la compréhension des changements des formes de sociabilité que nous essayons de saisir ne s'épuise pas dans un jeu du conflit normatif. Nous pouvons prêter attention par exemple aux changements dans le rapport au temps qui se jouent dans les modalités d'écriture et de lecture. Les nouvelles technologies de communication électronique lient l'écrit à une autre temporalité, lui confèrent une dimension plus éphémère que celle véhiculée lorsqu'on écrit sur papier. Elle résulte d'une communication rapide qui permet d'agir et où ce qui est écrit n'est pas forcément destiné à être rappelé ; c'est juste un moyen qui permet de se trouver ensemble à un moment donné, comme quand on s'envoie un texto.

Dans un autre registre, nous pouvons observer une forme d'objectivité qui est liée à la forme écrite, mais pas exclusivement limitée à celle-ci. Dans *La raison graphique*, Jack Goody a insisté sur « l'objectivité » que l'écrit introduit face à l'oral comme élément référentiel commun qui sert à se départager en cas de conflit. C'est le sens d'un contrat qui met par écrit l'accord entre deux parties qui le signent, ou lorsque, dans les conflits de type religieux, les parties font appel à une exégèse du livre sacré, ou encore dans les débats scientifiques ou philosophiques lorsqu'on se réfère avec précision à une édition, une page, un passage, etc. Dans la littérature populaire que nous observons, cette dimension n'est pas exclue. Elle est même enrichie par les enregistrements de son et d'image permettant de voir et revoir, de partager et de contester ce qu'a dit le ministre ou le président. Ce mode de contrôle public est essentiel, il a joué un rôle central dans le déclenchement de la révolte de 2005 par un accès très étendu aux déclarations de guerre du ministre Sarkozy promettant de « nettoyer cette racaille au Kärcher ».

Plus qu'avant, peut-être, le populaire et le savant sont fortement inscrits dans les clivages sociaux contemporains. Ils s'opposent notamment, comme on l'a vu, sur la question de la maîtrise de l'écrit. Mais cette opposition ne se fait plus en laissant lettrés et illettrés d'un côté et d'autre de la ligne de partage. Les classes populaires d'aujourd'hui maîtrisent certaines formes de l'écrit étrangères aux groupes « lettrés » de la population et, grâce à l'école, elles maîtrisent plus ou moins bien certaines formes de

58. On devrait noter que ces mêmes moyens électroniques de communication servent aux forces de l'ordre pour contrôler ces mouvements.

l'écrit légitime et officiel⁵⁹. La littératie dominant à l'école, comme à la bibliothèque, tend à fixer un lien très étroit entre la valeur de la parole écrite et un certain nombre d'exigences corporelles et de maîtrise de soi. L'exigence de solitude, de quiétude, de silence et de concentration que la lecture savante impose fait notamment l'objet d'un rejet fort dans certains milieux sociaux. Plus profondément, cette forme de l'écrit exige des investissements en temps très importants. C'est très long de lire un roman ou un essai, on tarde beaucoup à faire des études longues pour obtenir certains diplômes. Nous restons des heures et des heures en silence à écouter un cours, une conférence, un instituteur, un professeur.

Les oppositions et les conflits autour de la maîtrise de l'écrit, de son contrôle et de sa manipulation font partie des clivages sociaux contemporains. Mais ils s'inscrivent dans un même espace public et politique. Des regards méprisants, excluants et extrêmes tendent à unifier et à envoyer ces modalités d'action des classes populaires en dehors de l'espace politique (du verlan aux émeutes, des « trafics » aux « incivilités » et aux « violences », du hip-hop aux *tags* et aux graffitis) tout comme ils tentent de les exclure en dehors de la « culture », et ces tentatives d'exclusion proviennent aussi bien de la droite que de la gauche. Mais en réalité, ces oppositions et ces conflits ont lieu à l'intérieur d'un même espace politique. Les classes populaires affirment haut et fort qu'elles se trouvent avec leurs productions culturelles et leurs modes d'action bien à l'intérieur de l'espace de la citoyenneté. Et c'est pour cette raison que les bibliothèques se constituent, dans ce cadre, en acteurs politiques, parce qu'elles contribuent par la nature de leur action à inclure ou à exclure certaines productions de l'espace politique dès lors qu'elles décident d'intégrer ou d'exclure tel ou tel texte, telle ou telle forme de presse ou de chanson de leurs collections.

Pour ceux qui attaquent les bibliothèques, comme pour cette portion des classes populaires quotidiennement confrontée à des formes très dures de discrimination, de domination et aussi de pauvreté, la littératie qui se trouve au centre de « notre vivre ensemble », pour reprendre les

59. Olivier Schwartz a noté avec justesse que la scolarisation constitue l'une des différences majeures entre les « classes populaires » d'aujourd'hui et celles du passé qui ont servi de modèle à la consolidation de ce concept dans la tradition de la sociologie française (l'autre grande différence étant selon lui l'augmentation de la proportion des employés face à celle des ouvriers). Scolarisation et emplois de service modifient la sociabilité des classes populaires et contribuent ainsi à rendre plus complexe la séparation entre « eux » et « nous » caractéristique des sociétés divisées en classes. Olivier Schwartz, *La notion de « classes populaires »*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998.

mots du ministre de la Culture cités plus haut, induit des effets de désocialisation. Ce rapport légitime à l'écrit peut finir par être désocialisant dans la mesure où il interpelle l'individu pour exiger de lui qu'il s'arrache de ses proches, qu'il s'isole face à ces textes⁶⁰. Tôt sortis de l'école, difficilement intégrés au marché du travail, souvent discriminés, les uns se sentent menacés par ceux qui assoient au moins une partie de leur pouvoir sur la maîtrise de l'écrit. Les élus, les intervenants sociaux, les professionnels de la culture, les enseignants, les bons élèves et leurs parents, tendent quant à eux à se sentir menacés par ceux qui « font du bruit », s'agitent lorsqu'ils écoutent de la musique, adoptent une apparence spécifique qui leur permet d'être reconnus dans l'espace public comme n'appartenant pas aux classes légitimes de la société.

60. Roger Establet avait déjà observé cet effet désocialisant comme l'une des conséquences de la scolarisation sur les enfants de la classe ouvrière. Voir Roger Establet, *L'école est-elle rentable ?*, Paris, PUF, 1997 (coll. Pédagogie d'aujourd'hui). Un effet de désocialisation effectivement observé sur ces enfants vingt ans plus tard. Voir Stéphane Beaud, « 80 % au bac » et après ? : les enfants de la démocratisation scolaire, Paris, La Découverte, 2002 (coll. Textes à l'appui. Enquêtes de terrain).

+++++

CHAPITRE IV
LES BIBLIOTHÉCAIRES
FACE À LEURS
QUARTIERS

+++++

CHAPITRE IV

LES BIBLIOTHÉCAIRES FACE À LEURS QUARTIERS

Dans le cadre des rapports quartiers-bibliothèques, nous avons cherché à comprendre comment les bibliothécaires voyaient le quartier où ils travaillent, là où ils font vivre leur bibliothèque¹. Comment les bibliothécaires se représentent-ils cet univers dans lequel ils essaient d'agir ? Comment est conçu cet univers populaire que le pouvoir politique cherche à transformer par l'action des bibliothèques de quartier ? Mais aussi, comment les bibliothécaires entendent-ils les messages qui leur sont adressés par les habitants des quartiers ? Nous avons prêté une attention particulière à la façon dont les bibliothécaires interprètent la désaffection des publics (moins de 10 % de la population se sert activement de la bibliothèque dans les quartiers que nous avons étudiés), et les désordres et autres échanges conflictuels, que les bibliothécaires appellent le plus souvent « *violences* », qui ont lieu à l'intérieur des équipements ou prennent la forme d'attaques commises à l'encontre des structures, parfois contre les bibliothécaires eux-mêmes. Nous avons cherché à savoir comment ils recevaient les cailloux et les cocktails Molotov qui tombent sur leur bibliothèque et, pour ce faire, nous leur avons demandé de décrire le quartier où ils travaillent (qui est aussi parfois celui où ils vivent). Ils parlent du quartier en privilégiant quatre thèmes : la dégradation de la situation économique et sociale, la présence massive de migrants, la violence et le problème des jeunes qu'ils voient comme indisciplinés, qui parlent mal, lisent peu et ne reconnaissent pas l'autorité. Toutefois, les bibliothécaires se sont montrés comme un groupe homogène, certes, mais qui présente des différences importantes. Souvent, ceux qui vivent dans un quartier

1. Pour ce faire, nous avons mené une série d'entretiens auprès des bibliothécaires du réseau de lecture publique de Plaine Commune. Il s'agit d'une série de 75 entretiens approfondis – d'une durée de 1h30 à 2 heures. La plupart de ces entretiens ont été réalisés entre le mois d'octobre 2008 et le mois de juin 2009, dans les locaux des 23 bibliothèques du réseau et dans les huit villes qui composent la communauté d'agglomération de Plaine Commune, en Seine-Saint-Denis.

d'habitat social, une cité HLM comme celle où se trouve la bibliothèque, donnent des avis différents de ceux qui habitent ailleurs ; les avis des plus diplômés (souvent de catégorie A) ne coïncident pas toujours avec les moins diplômés (catégorie C), et les jeunes bibliothécaires récemment en poste dans les bibliothèques ont un avis différent de ceux qui y sont de longue date. Voyons maintenant quelles représentations la profession a du quartier.

Le rapport quartiers-bibliothèques s'organise autour d'une ligne de partage qui sépare la bibliothèque de son environnement. Mais, comme nous allons le voir, cette frontière est parfois nette, souvent complexe, évidemment perméable : le quartier entre dans la bibliothèque, et celle-ci agit au sein du quartier. Comment se fait la communication entre ces deux univers ? La bibliothèque fait-elle partie du quartier ou est-elle simplement un équipement que des agents extérieurs ont décidé d'implanter là ?

De façon générale, les bibliothécaires pensent que le quartier où est implantée leur bibliothèque était meilleur avant. Et quand nous leur avons demandé de le décrire, ils ont commencé à parler, presque indéfectiblement, des problèmes, des trafics, de la délinquance, de l'errance des jeunes (pour ne pas dire la « *galère* »), que le quartier est moche, qu'il n'y a pas de commerces, que « *la vie a déserté le quartier* ». On parle ainsi beaucoup de pauvreté et de chômage, des conséquences de la désindustrialisation, du déclin de la banlieue nord de Paris, où « *avant il y avait une certaine prospérité* » tandis que maintenant certains trouvent que, face au manque d'avenir et au nombre de gens désœuvrés, « *il y a assez peu de révolte* » et que « *finalement, ça pourrait être pire* ». Et ceci comme un trait commun, quel que soit le grand ensemble dont on parle. Apparaît également la dimension ethnique comme pratiquement l'unique critère employé à l'heure de définir l'identité du quartier : que la population étrangère est majoritaire, plutôt originaire du Maghreb ou de l'Afrique noire, qu'il y a ici une importante population turque, que maintenant ce sont plutôt des Asiatiques, qu'avant c'était des Italiens, des Espagnols et des Portugais, des Russes ou des Polonais. Si elle n'arrive pas toujours en tête, comme problème, la dimension ethnique arrive en deuxième position, mais prend une place toujours déterminante – et déconcertante. Enfin, une troisième dimension s'ajoute, de façon pratiquement systématique, aux deux autres. Le quartier se présente aux yeux des bibliothécaires comme celui où la violence est trop présente et affecte directement leur travail, où le rapport aux normes est complexe, où le respect et la reconnaissance des autorités posent problème. La bibliothèque n'est plus là de façon naturelle, sa place

est mise en question, les bibliothécaires trouvent leur rôle déstabilisé, leur mission mise à l'épreuve par des jeunes face auxquels les adultes peuvent peu ou rien. Violence, délinquance et manque d'autorité se présentent comme un magma qui ébranle les certitudes et les cadres de référence des bibliothécaires. Quelles sont les relations de causalité entre ces trois moments de la représentation que les bibliothécaires ont du quartier où se trouve leur bibliothèque ? Trois dimensions sont donc toujours associées : dégradation des quartiers, composition « ethnique » de la population et rapports violence-jeunesse-autorité. Leur association, présente dans le discours de la quasi-totalité des interviewés, indépendamment du poste qu'ils occupent, de leur carrière, de leur revenu, de leur niveau de diplôme, de leur âge ou leur genre, renforce les rapports d'affinité entre toutes ces dimensions de la représentation.

Dans le cadre de cette relative homogénéité du discours, nous avons repéré des clivages et des différences qui traversent le monde des bibliothèques. Le personnel des bibliothèques de Plaine Commune vivait, au moment de l'enquête, un important renouvellement dans le réseau, suite aux départs à la retraite et à une politique active de modernisation. Nous avons très souvent rencontré des équipes majoritairement composées de personnes qui sont en poste depuis longtemps ou qui ont une longue carrière en bibliothèque, et d'autres, plus jeunes et moins nombreuses, qui sont arrivées dans le réseau plus récemment². Cette différence entraîne des divergences de perception du quartier. Ceux qui sont en poste depuis longtemps affirment leur action sur une connaissance ancienne de leur lieu de travail. Et souvent, cette position se trouve affirmée par le fait que ces personnes habitent la ville, le département, voire le quartier et qui, dans tous les cas, connaissent très bien la banlieue. Assez fréquemment, le bibliothécaire habite le quartier même où se trouve la bibliothèque, quelques-uns y sont nés. À l'opposé, certains sont arrivés dans le quartier et dans la bibliothèque depuis de petites villes de province, et ce qui domine alors dans leur expérience, c'est un sentiment de « *choc* » suivi d'un processus de « *découverte* » et parfois d'intégration.

Ainsi, quand Émilie est arrivée dans le quartier, ça a été « *le choc* » pour elle qui venait de Ballancourt, une petite ville tranquille, de 7 000 habitants, « *ville de droite*, nous précise-t-elle, à la population étrangère quasiment inexistante ». Elle ne s'attendait pas du tout à trouver une médiathèque

2. Au moment de l'enquête, 40 % des personnes interviewées travaillent en bibliothèque depuis au moins vingt ans. 31 % des interviewés avaient plus de 50 ans et 16 % moins de 30 ans.

dans « *ce quartier-là, très délabré* ». Il y avait une imposante barre de maisonnettes qui, en fait, étaient des squats où beaucoup de familles s'y entassaient et puis tout autour des appartements « *dans un état !* ». Elle ne pensait pas que des gens puissent y vivre, mais après, au fil des jours, elle a vu qu'ils sortaient de ces habitations très vétustes. « *C'est vraiment cet état de délabrement du quartier qui m'a surprise parce que j'avais jamais... on voit des choses à la télé, on en entend parler, en plus le 93 c'était déjà très célèbre à cette époque-là [en 1994]. Quand on y travaille, quand on prend conscience de leurs conditions de vie, là on se dit : Qu'on puisse laisser des gens vivre dans un tel quartier, dans un tel dénuement, moi, ça m'a beaucoup surprise, ça m'a choquée.* » Dans un autre esprit, Michel s'est trouvé à son arrivée presque comme « parachuté » à Aubervilliers, sans connaissance locale, car il avait grandi dans une ville de province où il connaissait à peu près tout le monde. Il se sent donc comme « *un immigré de l'intérieur* » avec l'impression d'être entouré de beaucoup de pauvreté, lui qui gagne « *à peu près 2 000 euros nets par mois* » et qui doit « *être l'un des plus riches... Et c'est combien, 800 apparts ? On va dire 2 000 à 3 000 habitants* ». Il découvre peu à peu qu'il fait « *partie de ceux qui ont les moyens, quoi* ».

Ces agents prennent leurs fonctions en situation d'étrangers en milieu populaire de « banlieue » et de grand ensemble, expérience qui rejoint une autre situation d'étrangeté : celle des diplômés (conservateurs ou universitaires plus ou moins formés au métier du livre, agents de catégorie A ou B) qui arrivent dans ces territoires avec une vision de leur profession le plus souvent marquée par une vocation, nécessairement par ce processus de conversion, de passage d'une foi à une autre, qu'implique toute professionnalisation. Or les diplômés sont minoritaires (50 % des bibliothécaires sont agents de catégorie C) ; la plupart d'entre eux ont des origines populaires, étant ceux qui, dans leur famille, ont réussi un bon parcours scolaire. Enfin, nous observons un troisième parcours. Nombreux sont les bibliothécaires (toutes catégories confondues) qui ont un passé personnel ou familial de militantisme de gauche, ou une sensibilité de gauche, souvent liée à la constellation du Parti communiste³. Par ce lien politique, les bibliothécaires possèdent des cadres d'interprétation leur

3. 51 % des interviewés ont déclaré avoir un engagement politique. Nombre d'entre eux ont parlé de l'engagement militant de leurs parents, dans la majorité des cas en lien avec le Parti communiste. Souvent, le fait d'être bibliothécaire « *en zone défavorisée* » est présenté comme un mode d'engagement ou comme « *nécessitant forcément un engagement* » de type « *social* » ou « *politique* ».

permettant de se représenter, non sans problème, à la fois la mission sociale de la bibliothèque et l'univers populaire de ces quartiers. Ce cadre de référence est dominant, mais mis à mal par les évolutions récentes de l'univers populaire, du monde de la bibliothèque et du personnel du réseau. Ainsi, de toute évidence, cette prégnance politique est plus forte parmi les personnes plus âgées et plus diplômées qui occupent, souvent, des postes de direction.

Ces différences affectent significativement la vision que les uns et les autres ont du quartier de leur bibliothèque. La question du déclin qui domine les visions pessimistes renvoie à un sentiment de dépossession de la part de ceux qui vivent une expérience sociale complexe, traversée par au moins quatre éléments. Il y a, en premier lieu, les transformations vécues par des classes populaires qui ne sont plus perçues comme des classes laborieuses. Nous observons aussi le déclin du Parti communiste et, plus précisément, de l'influence culturelle de la gauche sur l'univers populaire. Les valeurs d'« illustration », de « prise de conscience » ou de développement de l'« esprit critique » se trouvent fortement associées à des pratiques culturelles définies par la place centrale qu'y tient le livre. Les bibliothèques sont aussi ébranlées par le sentiment que cette bataille est en train d'être perdue au sein de l'univers populaire. Cet ébranlement politique affecte très profondément les bibliothécaires. Il va jusqu'au sentiment que la République est mise en question et que certains fondements de la démocratie (comme l'autorité de l'État) sont également ébranlés. En troisième lieu, la mise en réseau des bibliothèques des villes qui composent la communauté d'agglomération, le passage des bibliothèques de l'orbite municipale à celle, plus éloignée, de la communauté d'agglomération, entraîne un changement dans le projet de lecture publique dont les bibliothécaires se sentent souvent éloignés, et par lequel ils se sentent parfois menacés. Enfin, ils ont le sentiment que cette situation se double d'une révolution technologique et des pratiques de consommation culturelle qui détrône le livre et dévalue leur mission ; plus profondément, le sentiment d'une indifférence culturelle vis-à-vis du livre, ce qui atteint directement leur principale source de légitimité.

Parmi les bibliothécaires, les jeunes et les nouveaux venus sont, avec les plus diplômés, généralement plus optimistes. Ils possèdent des outils conceptuels pour interpréter la supposée anomie qui sévit dans les quartiers. Les plus diplômés, notamment les « conservateurs », font des études longues en sciences sociales et ont mené ou participé à l'élaboration de réflexions approfondies sur la situation des quartiers. Ainsi, le mémoire

qui couronne le cursus d'un élève conservateur constitue déjà une recherche originale, souvent menée sur ce type de question. Ce sont ces bibliothécaires qui se trouvent socialement plus protégés et plus distants, notamment grâce à ces mêmes outils conceptuels (les armes intellectuelles qu'ils ont acquises au cours de leur professionnalisation) qui permettent de « *prendre de la distance* ». Ils se sentent en conséquence moins déstabilisés ou moins éprouvés par les conflits qui traversent les quartiers et qui secouent parfois de façon violente les bibliothèques. Leur diplôme et la place qu'ils occupent dans la hiérarchie de la fonction publique (ce sont des agents de catégorie A pour la plupart ou B pour certains) les protègent aussi des effets d'assignation à un quartier. Ils possèdent une plus grande capacité de mobilité afin d'échapper plus facilement aux situations difficiles, par voie de mutation ou par la recherche d'un poste plus confortable⁴.

J'ai retrouvé, quelques années plus tard, la directrice de la première bibliothèque sur laquelle nous avons enquêté, à la tête d'une bibliothèque dans une ville moyenne de la région Rhône-Alpes. Elle nous a expliqué qu'elle avait souhaité partir à la suite d'une situation devenue trop difficile à vivre. Or, au moment où nous travaillions avec elle dans sa bibliothèque, elle affrontait les difficultés avec enthousiasme, espoir et énergie.

LE QUARTIER OÙ TRAVAILLENT LES BIBLIOTHÉCAIRES

+++++

« – *Quand vous êtes arrivée ici, comment avez-vous trouvé le quartier ?*

Ah, bah, c'était le choc. Je ne m'attendais pas du tout à trouver une médiathèque dans ce quartier-là. »

Souvent, le quartier est vu comme un espace qui « *s'est vidé* ». Doublement vidé. D'un côté, parce qu'« *il n'y a plus rien* », les institutions et les commerces ne sont pas là ou ont disparu ; de l'autre, parce que la concentration de pauvreté et de chômage est en partie la conséquence du départ des familles les mieux loties, de ceux qui ont réussi et qui ont quitté le quartier justement parce qu'ils ont réussi. « *Vide* », le quartier ne semble, aux yeux d'une bonne partie des bibliothécaires, plus produire de sens. Comme pour Isabelle qui trouve qu'il n'y a pas grand-chose : « *Bon,*

4. Leur relative jeunesse contribue aussi à faciliter leur mobilité, car ils n'ont pas encore une situation familiale qui agit comme un frein.

beaucoup d'habitations, évidemment, beaucoup de HLM, et bah, voilà... Il y a la bibliothèque qui existe, une maison de l'enfance, qui est juste en face et l'OMJA, l'Office municipal de la jeunesse, pour des adolescents de 13 à 25 ans, normalement. Mais sinon, c'est tout ce que vous avez sur le quartier, hein. Donc après, effectivement, il y a pas grand-chose quoi, et heureusement que la bibliothèque est là ». Mais ce vide est accompagné d'un constat paradoxal de trop-plein ; ainsi, la même Isabelle observe, que « *bon, en même temps c'est un quartier où il y a beaucoup de concentration* », et que c'est ça le problème, beaucoup de concentration : « *C'est-à-dire que la population d'Aubervilliers, je ne connais pas les chiffres, mais bon, il y a beaucoup de Rmistes, il y a beaucoup de chômeurs, c'est une population qui est pauvre !* »

La dégradation du quartier est en partie expliquée comme une conséquence du départ de « *la population moyenne, de ceux qui gagnent un peu mieux leur vie* ». On explique que « *les gens ont commencé à partir très vite, à partir du moment où les choses ont commencé à se dégrader* ». Ce départ en masse est situé entre quinze et vingt ans en arrière, c'est-à-dire vers le début des années 1990, et il est (partiellement) à l'origine d'un phénomène de « *concentration* » de la pauvreté qui vient aggraver la situation. Partiellement parce que, nous le verrons, le vide a été rempli par des migrants pauvres, la plupart du temps plus pauvres que ceux qui sont restés. Marie-Christine (bibliothécaire de catégorie B, quatorze ans d'ancienneté dans son poste) habite le quartier depuis cinquante-deux ans, à Aubervilliers ; elle trouve que « *la population a changé depuis les années 1960, qu'elle s'est un petit peu appauvrie. Alors que dans les années 1960, même si c'était un milieu toujours ouvrier, on sentait qu'il y avait de la croissance dans l'air. Là on sent que c'est plus dur, depuis quelques années. Ça stagne* ».

La pauvreté est associée à une série de comportements que les bibliothécaires n'arrivent pas à comprendre ou qui les déroutent. Cette incompréhension est pour beaucoup due à la proximité entre les trajectoires sociales des bibliothécaires et la situation des populations avec lesquelles ils travaillent. Beaucoup de bibliothécaires sont issus des classes populaires et souvent habitent ou ont grandi dans des quartiers similaires à ceux où ils travaillent ou se sont engagés depuis longtemps⁵. Alors, la

5. Comme nous le verrons également plus loin, cette situation de proximité fait partie des singularités de ce territoire qu'on appelle le « 93 », et plus largement de toute cette banlieue parisienne influencée par le municipalisme du Parti communiste, qu'on a aussi appelé « banlieue rouge ».

« *dégradation* » des quartiers apparaît sociologiquement déchiffrable aux yeux des bibliothécaires, en raison de la crise, de l'inefficacité de l'État et du départ des fractions mieux intégrées des classes populaires. Mais la dégradation des comportements n'en finit pas de provoquer une certaine perplexité. Ainsi, une bibliothécaire née dans le quartier où elle travaille (52 ans, fille d'immigrés d'origine algérienne, fonctionnaire de catégorie C, en poste dans la même bibliothèque depuis les années 1980), fait une série d'associations d'idées assez représentative. Parlant de la dégradation du quartier et des effets négatifs provoqués par le départ de ceux qui gagnaient mieux leur vie au milieu des années 1990, Isabelle trouve que cela a provoqué une « *concentration des populations dites "pauvres"*. *En plus, ce qui est malheureux, c'est dans tous les sens du terme. Quand je dis "pauvre" c'est pauvres financièrement, pauvres dans leur tête. Ça, je le dis, et je le redis* ». Pour elle, « *le problème aujourd'hui, c'est que la population n'a plus d'éducation, que les parents c'est du n'importe quoi* » et que « *les enfants font n'importe quoi [...]* Mais c'est vrai que c'est hyper dur lorsque vous avez des origines et que vous voyez donc ces familles-là, à ne rien faire, pas éduquées, où il n'y a aucun respect, n'importe quoi ! ».

L'incompréhension vient surtout de la comparaison de son propre parcours avec celui des « *jeunes* ». Mais c'est aussi le résultat d'une série d'associations où au chômage, à la pauvreté et aux fantasmes sur l'immigration vient s'ajouter un regard sur le sujet en situation de pauvreté. Ce « *ne rien faire* » est agaçant, car il s'inscrit dans une logique de « *galère* » (dans le sens duquel François Dubet a repris en sociologie cette expression du langage courant)⁶ qui renvoie à une démission du sujet, à un non-acteur. Ainsi, dans les mots de Florence (38 ans, catégorie C, dix-neuf ans d'ancienneté), une autre bibliothécaire qui habite le quartier : « *Le soir tard, il y a des enfants qui traînent jusque minuit. Avant c'était que les mois d'été, pendant les vacances scolaires, des enfants qui ne partaient pas. Maintenant c'est toute l'année.* » Ces comportements censurés sont associés aux indisciplines dans la bibliothèque : chaque fois que les bibliothécaires ont un problème avec un enfant, ils appellent les parents et ceux-ci répondent qu'« *on ne sait plus quoi faire* » et que « *nous sommes débordés* ». Alors, Florence se dit que « *s'ils n'arrivent plus à calmer le jeu quand il a 5 ans, à 10 ans c'est plus la peine ! Et il y en a plein, hein ! Y en a plein déjà qui ne se déplacent même pas* », et alors elle a « *l'impression qu'ils ont lâché l'affaire* ».

6. François Dubet, *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

Cette perception n'est que très faiblement associée à la question du chômage, au fait de ne pas avoir un emploi, une occupation, une activité (20,3% de chômeurs à Plaine Commune contre 11,5% en Île-de-France au moment de l'enquête). Le chômage en tant que tel est évidemment mentionné, mais il est seulement survolé dans les réponses, situé parmi les phénomènes concomitants à la pauvreté, parfois même associé à la misère. Mais le lien n'est pas établi entre chômage et comportement. Les bibliothécaires ne considèrent pas ici le rapport au travail et à l'emploi comme un facteur qui pourrait permettre de comprendre le quartier ou la population de la bibliothèque, et encore moins la distance existant entre les institutions et les habitants. C'est le rôle de l'État qui est le plus directement associé à la dégradation des comportements, d'un État qu'on accuse d'avoir démissionné de sa responsabilité politique, d'un système scolaire qui n'arrive plus à faire son travail. Mais en matière de comportement, la primauté est donnée au rôle des parents, à la question de l'éducation et de la responsabilité des adultes sur les enfants. Les conflits sociaux sont ici renvoyés à l'image d'une « *indiscipline* », d'un problème dans la socialisation des jeunes vus comme « *des mômes* », des enfants, et qui vont devenir « *incontrôlables* »...

Cette interprétation, majoritaire, se trouve confrontée à une autre vision de la pauvreté et du chômage, moins fréquente, donnée par ceux qui occupent des postes de direction et/ou qui sont plus diplômés, et très souvent par les hommes⁷. Là où la majorité se trouve dans l'impossibilité de comprendre les comportements et les pense comme anormaux ou déviants, ce groupe fera une association entre dégradation de la situation et comportements déviants ou protestataires. « *Comment voulez-vous que les enfants aillent mieux dans la situation dans laquelle se trouvent leurs parents ?* » Et puis, « *il n'y a aucune perspective* ». Ici, les indisciplines sont inscrites dans le cadre des conflits sociaux. Le rapport entre les adultes et la génération suivante est ramené à une perspective où les jeunes critiquent l'autorité, la défient, l'ignorent, où ils mettent en question les sources de l'autorité, comme le dit un directeur de bibliothèque : « *Qui tu es pour me dire ce que je dois faire ?* ». Les institutions et l'État sont mis en question dans une situation où pauvreté et chômage sévissent, où les services publics dysfonctionnent et où l'habitat est dégradé. Dans ce cadre, il y a une continuité entre indisciplines quotidiennes et révoltes majeures. Les bibliothécaires qui voient ainsi les choses vont parfois jusqu'à affirmer

7. 73 % des bibliothécaires interviewés sont des femmes.

que les jeunes « *se révoltent peu, je trouve, par rapport à la situation. Il faut les comprendre !* ».

C'est ce que pense Émilie, étonnée en prenant ses fonctions à la bibliothèque « *de voir des enfants venir seuls* »⁸. C'est ce qui l'a le plus surprise « *au-delà de cette impression de quartier complètement laissé à l'abandon, moi ce qui m'a le plus choquée et surprise au début, c'est l'absence totale de parents et cette autonomie, je dirais, forcée des enfants. Des enfants seuls, si petits, si jeunes, qui viennent seuls, c'est quelque chose que je n'avais jamais connu. Où j'habitais, les enfants venaient accompagnés des parents. Même l'attente, ce qu'ils attendaient de la bibliothèque et des bibliothécaires, c'était des conseils de lecture. Alors qu'ici les enfants qui viennent seuls ont une attente autre. C'est d'abord un contact, un lien, une relation avec un adulte qu'ils cherchent, le fait qu'ils soient très tactiles, très câlins... J'ai eu une éducation, une culture où on ne se touche pas, on garde ses distances, on est méfiant, on fait attention. Et là, ces gamins qui très vite vous prennent le bras, vous touchent les cheveux, veulent des câlins [...]* ».

En comparaison avec d'autres professionnels, les bibliothécaires font partie d'un groupe social bien informé, avec ses opinions, qui possèdent souvent un bon sens critique, notamment par rapport à leur profession, souvent par rapport à leur environnement de travail ; ainsi, Michel parle d'« *une population pauvre où à peu près 60 % est en mesure de payer la taxe d'habitation* » et il indique qu'« *il y a une forte rotation de la population et qu'elle est extrêmement jeune* ». C'est, selon lui, ce qui donne lieu à « *toute une culture liée à l'industrialisation de la banlieue et à sa désindustrialisation qui donne un peu ce que c'est, beaucoup de désespoir, du chômage, etc. Beaucoup de gens quittent Aubervilliers... Je suppose que c'est plus les gens qui accèdent aux classes moyennes. Ils s'éloignent de la banlieue ou alors ils y restent, mais dans des cités pavillonnaires, par exemple. Et qu'est-ce qui prend la place ? Bah, les plus pauvres ! Alors, grosso modo, c'est toujours la même chose : le manque de perspectives. J'avais vu dans les statistiques, je crois qu'il y a à peu près 200 000 de moins de 25 ans en Seine-Saint-Denis, un sur quatre qui est en dessous du seuil de pauvreté. Il faut savoir que le RMI étant déjà en dessous du seuil de pauvreté, en dessous de 25 ans, on n'a pas le droit au RMI, donc en revenus légaux et officiels, grosso modo, il y a 50 000 de moins de 25 ans qui ont en revenus légaux et officiels : zéro* ».

8. Agent de catégorie B avec douze ans d'ancienneté, Émilie est célibataire. Elle a 35 ans, et n'a pas d'enfant au moment de l'entretien. Elle est arrivée d'une petite ville de province en 1994 et « *ça a été le choc, même si j'avais entendu parler du "93"* ».

Et il conclut non sans raison : « Voilà, ça donne à réfléchir sur les tensions, tout simplement. Et je trouve que c'est calme par rapport aux réalités, à certaines réalités chiffrées qu'on peut lire, je trouve que c'est plutôt calme. [...] Et pourtant il y a tous les éléments pour que ça soit vraiment chaud. Du moins dans le quartier. »⁹

CEUX QUI ONT DES ORIGINES

+++++

Ce phénomène de « *concentration* » qui donnerait ses caractéristiques au quartier d'aujourd'hui par opposition à celui du passé n'est pas seulement une concentration de la pauvreté, mais, notamment, de migrants, de « *personnes qui ont des origines* ». Il est ici nécessaire d'explicitier que ces « *origines* » renvoient tacitement à un ailleurs précis, celui des pays sous-développés, pauvres. Il y a encore ici une note fortement dominante dans le discours de la plupart des bibliothécaires. Une note qui associe donc « *des gens à origines* » aux « *pays sous-développés* ».

Dans notre guide d'entretien, nous avons formulé une question demandant aux bibliothécaires de décrire les habitants : « Qui sont les habitants du quartier ? » ou « Pourriez-vous nous décrire les habitants du quartier ? ». La plupart des réponses obtenues (plus de 80%) décrivent les habitants, sans médiation et d'emblée, en termes d'« *origine* », comme Isabel : « ils avaient fait un sondage rien qu'au niveau des enfants scolarisés à la maternelle, les différences d'origines, c'était énorme ! Vous avez une population, c'est pas difficile, africaine, asiatique, maghrébine et turque aussi. [...] Au départ, c'est peut-être une politique de la ville, parce que c'est bien d'être d'origine différente. Mais après, si c'est pour en faire des ghettos, c'est pas la peine ». Et Florence (38 ans, catégorie C, dix-neuf ans d'ancienneté) : « La concentration de populations asiatiques, c'est vraiment propre à notre quartier ici sur Aubervilliers, oui, Maghreb, Afrique noire et beaucoup de Chinois en plus. » Et c'est ainsi que l'immense majorité décrit les habitants du quartier de la bibliothèque avant tout par leur origine nationale, comme Émilie, qui répond aussi à la question « Qui sont les habitants du quartier ? » en évoquant l'immigration. Pour elle, les habitants du quartier sont « essentiellement des Maliens et une communauté équivalente du Maghreb. Mais vraiment la population qui prédomine, c'est

9. Michel, âgé de 43 ans, est bibliothécaire de catégorie B à Aubervilliers et habite depuis sept ans à la cité Lénine de la même ville.

les Maliens ». Et elle ajoute qu'avec « *les nouveaux logements qui ont été construits, il y a quelques familles d'origine asiatique qui ont emménagé, mais c'est encore assez faible. Je pense que c'est à peu près tout. [...] C'est le Mali ici qui est en force* ».

Cette caractérisation spontanée de la population du quartier en termes d'origines peut devenir particulièrement significative dans le cas d'une institution de politique culturelle comme les médiathèques. Les bibliothèques de proximité dans des quartiers populaires comme celles que nous étudions sont dans une nette position d'ambiguïté entre leur mission sociale et leur mission culturelle, ce qui fait l'objet de beaucoup de tensions, souvent mal définies. Une représentation de la population en termes d'origines nationales et, *a fortiori*, « ethniques », requalifie complètement le problème de la distance sociale entre la bibliothèque et son public potentiel, entre la bibliothèque et son quartier. Il est beaucoup plus simple de penser cette distance entre l'institution et sa cible comme un problème d'intégration des populations venues d'un ailleurs culturel. De même qu'il est beaucoup plus simple de penser la question sociale en termes d'intégration des étrangers aux valeurs et aux pratiques culturelles françaises. C'est, en tout cas, plus simple que de penser le phénomène migratoire et les conséquences des politiques de logement social, au sein d'une question sociale plus vaste de laquelle les institutions sont parties prenantes. La dimension culturelle occulte et reconfigure les problèmes sociaux.

Comme pour le cas de la pauvreté, ce point de vue se trouve nuancé par ceux qui donnent une image de la migration en termes de « *richesse* », dans une vision qui se force pour donner une image positive de l'autre. Les villes de la banlieue sont vues comme le résultat d'une histoire d'immigrations successives qui commence presque toujours avec l'arrivée des Italiens, Polonais, Espagnols et Portugais, se poursuit avec celle des Maghrébins et plus tard celle d'Africains, pour finir avec l'arrivée d'Asiatiques et d'Européens de l'Est. Mais il est vrai que cette vision idéalisée d'un cosmopolitisme métropolitain peine à convaincre et finit presque toujours par signaler les problèmes d'intégration ou par dénoncer ce qui est décrit comme une « *ghettoïsation* ». L'idée du multiculturalisme comme une richesse cache le fait que, dans le sens commun mis en œuvre ici par les bibliothécaires, il y a bel et bien une hiérarchie des origines, des nations et des cultures par laquelle on projette en général sur les individus le classement des pays selon leur niveau de développement. Ainsi, un Allemand est vu comme plus développé qu'un Ivoirien, un Européen plus qu'un Africain, et un Maghrébin plus qu'un immigré de l'Afrique subsaharienne.

LE COMPORTEMENT DES JEUNES : DÉVIANCE OU CONTESTATION DE L'ORDRE ?

+++++

« Une jeune adolescente. – *Va te faire foutre !*

La bibliothécaire. – *Tu ne me réponds pas comme ça !*

L'adolescente, sûre d'elle. – *Si. T'es payée pour ça. Tu dois me supporter ! »*¹⁰

« *Quand on leur dit de sortir, ils comprennent pas et c'est "je sortirai pas, tu te prends pour qui ?!"* »¹¹

Lors de mes explorations de terrain, j'ai parlé avec beaucoup d'« intervenants » dans les quartiers à propos de ces attaques faites aux bibliothèques¹². Un questionnement à propos de la « violence » vint alors, car ce mot était souvent prononcé dans nos conversations. On évoquait la violence au moment de parler des aspects les plus divers concernant la relation des bibliothécaires avec une partie de leurs publics, pour qualifier le quartier où ils travaillent, pour décrire les rapports de la bibliothèque avec son quartier. J'ai décidé de questionner systématiquement les bibliothécaires pour savoir ce qu'ils mettaient derrière ce mot, tenter de faire expliciter ce que « violence » voulait dire. « *Avez-vous été témoin d'actes de violence ?* » ; « *Avez-vous été, vous-même, l'objet de violences ?* » ; « *Est-ce que la bibliothèque [où l'interviewé travaille] a été l'objet de violences ?* » ; « *Diriez-vous que ce quartier est un quartier violent ?* » ont été parmi les questions posées.

Notre enquête a permis de voir combien « la violence » est omniprésente dans l'univers des médiathèques. La moitié des personnels rencontrés a déclaré avoir été l'objet de « violences » au cours de son travail ou à l'échelle du quartier d'implantation de la bibliothèque dans laquelle ils travaillent. Parmi ces violences sont mentionnés les « insultes », les « menaces », les agressions physiques, les voitures volées ou brûlées, les vols d'effets personnels. Arrivent largement en tête les violences verbales, de type menace ou insulte puisqu'elles représentent environ 85 % des réponses. Inversement, les cas d'agressions physiques restent largement

10. Échange entre une jeune d'environ 12 ans et une bibliothécaire expérimentée, directrice d'un équipement. « *J'ai eu envie de lui mettre une claque à cette gamine !* », m'a dit ensuite cette dernière.

11. Témoignage de Marine, bibliothécaire, catégorie B, 32 ans, travaillant depuis huit ans dans un équipement de quartier.

12. Je reviendrai sur cette façon administrative de désigner les personnes qui travaillent dans les quartiers comme des « intervenants ». Désignation qu'ils ont adoptée pour se nommer eux-mêmes.

minoritaires (moins de 5%). Les témoins de scènes de violence sont plus nombreux puisque près de 62 % des enquêtés ont déclaré avoir assisté à une scène de violence, que ce soit à l'extérieur ou au sein de la bibliothèque. Les insultes et menaces à l'intérieur de l'établissement sont là encore majoritaires, suivies des altercations ou bagarres dans le quartier. Sont aussi mentionnées les émeutes ou des scènes d'affrontement d'une partie de la population avec les forces de l'ordre. Enfin, les dégradations de l'équipement sont souvent citées : carreaux cassés, vols d'ordinateurs ou autres documents, porte d'entrée fracturée, urine contre un mur... Comme on peut le voir, le signifié du mot *violence* est difficile à saisir, il nécessite une attention particulière, car il est employé pour nommer beaucoup de choses différentes. Qu'est-ce qui pousse les bibliothécaires à vouloir ainsi unifier des actes si divers ? Dans les motifs évoqués, le mot renvoie plutôt à une série d'actions hétérogènes qui font moralement violence aux bibliothécaires et aux intervenants dans les quartiers, comme cette animatrice qui s'exprime lors d'un débat sur la violence au quartier Saussaie-Floréal-Courtille : « *Moi, ce qui me fait violence, ce sont toutes ces femmes voilées dans la rue.* »

L'évocation de la violence fait partie de la complexe inscription des bibliothèques dans leur quartier d'implantation. Ainsi que nous l'avons signalé plus haut, quand il était demandé aux bibliothécaires de nous décrire le quartier, la question de la violence était inéluctablement avancée, elle venait comme l'une des caractéristiques premières des cités HLM, ainsi désignées comme des « *quartiers violents* ». À quoi renvoie cette violence ? Plusieurs thématiques ont été avancées régulièrement. L'immense majorité des enquêtés mentionnent les éléments suivants : « *trafics de drogue* », « *vols* », « *agressions* », « *insécurité* », « *problèmes de chômage* », « *misère* », « *précarité* », « *problèmes d'habitat* », « *les jeunes qui tiennent les murs* », « *les conflits entre les jeunes et la police* », « *les problèmes dans les établissements scolaires* ». Plus rarement, des enquêtés ont décrit la violence du quartier dans lequel ils travaillent en termes de « *prostitution* », « *des problèmes de racisme* », « *d'alcoolisme* ».

La question de la violence se trouve ainsi rapprochée de quatre problèmes sociaux : la délinquance et l'existence d'une économie illégale, l'insécurité et la peur, la pauvreté, les conflits avec la police. Dans près de 50 % des cas, les bibliothécaires interrogés ont associé la violence aux actes de délinquance et au trafic de drogue ; et si on rajoute à ces réponses celles qui ont associé la violence à l'existence de bandes et aux conflits avec la police, le pourcentage est de près de 60 %. La violence correspond

alors à ce qui entoure le monde du *business* : les *deals*, les guets, les règlements de compte, les descentes de police dans le quartier, la méfiance des uns et des autres, l'identification précise de certains lieux connus comme lieux de vente. Bien que, la plupart du temps, ils ne soient pas témoins des actes de violence physique, les bibliothécaires sont naturellement au courant de ce qui se passe dans leur quartier : « *Ici, tout le monde sait qui fait quoi. On sait très bien qui vend, qui surveille [...].* » De la même façon que personne n'assiste à l'incendie d'une bibliothèque, mais qu'on nous dira : « *On sait très bien qui a brûlé ici.* »

Une part importante des professionnels interrogés a lié la violence à la pauvreté, expliquant les actes de délinquance et l'existence d'une économie parallèle comme le résultat de la situation sociale des quartiers. Les actes de violence sont interprétés comme le résultat d'une dégradation générale et accélérée de la situation sociale de la population des quartiers. Taux de chômage très important, emplois les moins qualifiés et précaires, faible niveau de revenu, niveau de formation bas, problèmes d'échec scolaire... Autant de dimensions qui font que « *la vie n'est plus axée sur le travail, mais sur autre chose* », comme le confiait un bibliothécaire. Autant d'éléments qui conduisent les habitants de ces quartiers à développer des stratégies, notamment tournées vers l'économie parallèle qui est, selon eux, une activité génératrice de violences.

À cette question de la pauvreté s'ajoute celle de la jeunesse et des rapports intergénérationnels qui méritent une attention particulière. « *Les jeunes* » sont considérés comme les premiers acteurs des violences et, telle qu'elle se développe ici, la question de la jeunesse s'appuie sur une véritable théorisation du social présente dans le discours des bibliothécaires et d'autres travailleurs sociaux. Une explication causale de l'« *autorité* » est donnée par un fil qui relie la famille à l'État en passant par les principales institutions. Les personnes interrogées expliquent que, face à des situations sociales très précaires, les liens familiaux et le contrôle social se distendent, les adultes étant pris dans l'urgence quotidienne de la satisfaction des besoins élémentaires. À cette explication sociale s'ajoute une dimension culturelle, certaines populations d'origine étrangère ayant un autre sens de la famille ; les enfants seraient bien souvent livrés à eux-mêmes et rendus autonomes dès leur plus jeune âge. La violence est ainsi renvoyée à la croyance en une corrélation entre « *perte de l'autorité parentale* » et « *comportement violent des jeunes* ». Pour certains, cette perte d'autorité des adultes est liée à l'origine ethno-culturelle des parents, au chômage et à la pauvreté, qui minent l'estime sociale des

adultes. Pour d'autres, la perte d'autorité est simplement due à des phénomènes d'ordre purement familial.

Cette question des « jeunes » est centrale, car elle permet de comprendre une composante fondamentale dans le rapport des bibliothèques avec leur quartier. Les jeunes font entrer la violence à l'intérieur de la bibliothèque. Ils cassent par ce fait l'enceinte symbolique qui l'entoure et mettent ainsi en question l'identité même de l'institution. En effet, la « violence » dont parlent les bibliothécaires est celle observée entre les institutions et leurs usagers. De fait, ils ne mentionnent presque jamais d'autres formes de violence comme celle qui sévit au sein des familles¹³.

Ces violences à l'intérieur des bibliothèques et à l'encontre de leur personnel sont associées à deux catégories d'usagers : les « publics difficiles » (notion qui fait référence aux personnes en état d'ébriété, aux handicapés mentaux ou aux personnes agressives), et les « jeunes ». Les « publics difficiles » recouvrent certes des situations complexes, mais il s'agit de situations peu nombreuses et, dans la quasi-totalité des cas, d'individus isolés. C'est surtout parce que les bibliothécaires peuvent assimiler ces conflits à des pathologies (addictions, maladie mentale) qu'ils sont moins inquiets à ce propos¹⁴.

La question de la jeunesse et surtout de l'adolescence occupe en revanche une position centrale dans leurs soucis. Les bibliothécaires distinguent deux groupes de jeunes. Ils font référence à des « adolescents » (« entre 10 et 15 ans ») qui provoquent des désordres à l'intérieur de la bibliothèque. Et « les jeunes » généralement identifiés aux auteurs des « incivilités »¹⁵ dans les « cités », qui posent problème à l'extérieur de la bibliothèque ou dans son environnement (un groupe d'âge qui est plus

13. Il est remarquable qu'aucune mention n'ait été faite de la violence domestique, y compris pour ceux qui ont décrit le quartier comme « violent ». Ces violences de genre et entre les générations, rendent souvent insupportable la vie familiale à l'intérieur des appartements et sont l'une des causes premières de l'investissement de l'espace public du quartier.

14. Ces catégories que les bibliothécaires qualifient de « publics difficiles » sont parfois et souvent des personnes sans abri et posent problème plutôt aux bibliothèques de centre-ville qu'aux « annexes » de quartier. Une étude a, sur cette question, était réalisée à Beaubourg : Serge Paugam, Camila Giorgetti, *Des pauvres à la bibliothèque. Enquête au Centre Pompidou*, Paris, PUF, 2013 (coll. Le lien social).

15. Je voudrais rappeler que la notion d'« incivilité » a été développée suite à l'article de James Q. Wilson et Georges L. Kelling, aux États-Unis, « Broken Windows. The Police and Neighborhood Safety », *The Atlantic Monthly*, mars 1982. Selon ces auteurs, la notion englobe aussi bien les dites « incivilités sociales » (par exemple, des jeunes réunis dans un coin en buvant de l'alcool) que les « incivilités physiques » (par exemple, la dégradation des édifices, des voitures abandonnés, des ordures dans les rues et dans les terrains vagues, etc.). Pour une analyse critique de l'émergence du thème des « incivilités » et de sa place au sein d'une problématique de la citoyenneté, voir Numa Murard, Étienne Tassin, « La citoyenneté entre les frontières », *L'homme et la société*, 2006, n°160-161, pp. 17-35.

indéterminé et qui, dans le discours des bibliothécaires et d'autres intervenants sociaux, peut facilement approcher les 30 ans).

J'ai souvent demandé l'âge d'une personne ou d'un groupe identifié comme « jeune » ou « adolescent ». Par exemple, lorsqu'on me dit « *Nous avons un problème en ce moment avec un jeune qui squatte les ordinateurs* » (ou n'importe quelle autre situation où des « jeunes » sont les acteurs), je demande : « Il a quel âge ? » Sans surprise, j'obtiens des réponses très variées, qui vont de « *bah... 8 ou 10 ans* » jusqu'à « *je crois qu'il en a 28* » en passant par « *ce sont des adolescents* ». Or, la jeunesse n'est pas qu'un mot, elle ne découle pas seulement d'un effet de catégorisation complètement indéterminé. Dans le cadre de notre enquête, cette désignation se réfère à une conjoncture qui ne s'explique entièrement ni par un critère d'âge précis ni par la seule mobilisation de catégories de sens commun. Les bibliothèques municipales sont structurées par une division qui distingue principalement le « secteur jeunesse » du « secteur adultes ». Collections, publics, activités, espaces à l'intérieur des locaux, affectation et spécialisation des personnels sont divisés par une ligne qui sépare ce qui est destiné aux moins de 15 ans, les « jeunes », de ce qui est destiné à ceux qui ont 15 ans ou plus, les « adultes ». Pour l'ensemble du réseau de la lecture publique de Plaine Commune (huit villes, 23 bibliothèques et 3 bibliobus), 47,3 % des inscrits étaient « jeunes » (0-14 ans)¹⁶.

La plupart des équipements que j'ai visités sont tout public, c'est-à-dire qu'ils disposent d'une « section jeunesse » et d'une « section adultes ». Cette distinction par l'âge n'est pas sans poser quelques problèmes. Normalement, c'est à l'âge de 14 ans que les enfants sont autorisés à passer en section adultes. Mais dans les bibliothèques de quartier, la frontière des âges n'est pas si simple à définir et à maintenir. Les personnels rencontrés défendent de plus en plus la mise en place d'équipements sur un seul niveau, sans cloisonnement entre les différentes sections, le public étant alors libre d'aller où bon lui semble. Pourtant, cette absence de séparation n'est pas sans susciter des difficultés. Effectivement, le public adolescent s'inscrit rarement dans des usages jugés légitimes par les professionnels des bibliothèques : discussions à voix haute, travail collectif, nombreuses pratiques autres que celle de la lecture ; la bibliothèque devient alors lieu de rencontre ou de drague. Cette catégorie d'usagers

16. Dans les statistiques de la lecture publique dont sont tirés ces chiffres, est considéré « inscrit » un lecteur « actif », c'est-à-dire qui a utilisé sa carte de lecteur au moins une fois dans l'année. Sur les 33 411 inscrits en 2009, 47,3 % avaient de 0 à 14 ans, 14,28 % de 15 à 24 ans, 30,38 % de 25 à 59, et 4,94 % plus de 60 ans.

entre ainsi en conflit avec d'autres, notamment les adultes et les personnes âgées, « *un public finit par en chasser un autre* ». La complexité de la question de la place des adolescents dans une bibliothèque apparaît également dans la politique documentaire, en particulier au niveau de la « littérature pour adolescents ». Celle-ci porte essentiellement sur des problématiques liées à l'adolescence et à celles des quartiers populaires : suicide, viols, dépression, chômage... Si les personnels des médiathèques sont favorables à l'inclusion de ces textes dans les collections, beaucoup s'interrogent sur la réelle nécessité de ces documents et en particulier sur leur emplacement dans les rayonnages de la médiathèque : en section adultes, en section jeunesse ? Au vu des usages de la bibliothèque par une grande partie du public adolescent, la question de la nécessité d'une salle dédiée aux jeunes se pose. Si certains y sont favorables pour préserver la tranquillité et le calme de l'équipement, d'autres au contraire refusent d'assigner une partie de leur public à un espace déterminé sur la base du seul critère de l'âge¹⁷.

Cette catégorisation professionnelle qui divise la bibliothèque entre les secteurs « jeunesse » et « adultes » est donc une imposition extérieure jusqu'ici considérée comme objective, mais qui se voit de plus en plus remise en question. Elle a comme effets premiers d'évacuer l'enfance de l'espace de la bibliothèque ou de le confondre avec celui des jeunes, d'une part, et de rajouter une couche, pour ainsi dire, à la polysémie du mot « jeunes » tel qu'il est employé par les intervenants sociaux, d'autre part. Il faut cependant souligner que l'appréhension de ces « jeunes » par les personnels interrogés varie en fonction de leur propre trajectoire sociale. Certains des personnels rencontrés ont évoqué une relative proximité avec ces « jeunes » qui posent tant de problèmes. Quelques-uns comme Pierre (28 ans, catégorie C, trois ans d'ancienneté) les connaissent, car ils sont voisins : « *J'ai l'habitude de ce genre de public, ce qui n'est pas forcément le cas pour des personnes âgées qui ne se rendent pas forcément compte de comment sont les jeunes d'aujourd'hui.* » D'autres, comme

17. La question du public adolescent fait aujourd'hui constamment partie des réflexions de la profession. Les bibliothécaires et leurs institutions produisent eux-mêmes en abondance sur ce sujet. C'est ainsi que la bibliothèque municipale de Montreuil a réalisé un film documentaire à ce propos et que le service Études et recherche de la Bpi a mené récemment une enquête sur ce sujet auprès de son public collégien et lycéen. Pour le premier, voir *Instantanés d'adolescences, Bibliothèques de Montreuil*, ville de Montreuil, scénario de Dominique Tabah et al., Entre 9 & 3 productions, juin 2010, 21 minutes. Pour le second, voir Christophe Evans, « L'image des bibliothèques publiques chez les collégiens et lycéens », communication à la journée d'études sur *L'image des bibliothèques*, Bpi – ensib, Paris, Centre Pompidou, 17 mai 2011. [En ligne] < http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397 > (consulté le 23 juillet 2012).

Inès (46 ans, catégorie C, dix-sept ans d'ancienneté) veulent y voir des évolutions sociales : « *Eux (les collègues), ils voudraient que les jeunes, ils soient éduqués comme il y a cinquante ans en arrière, mais c'est ça qu'ils comprennent pas, c'est pas possible.* » D'autres encore redoutent cette partie du public, une appréhension corrélée à la distance générationnelle, géographique, sociale, qui les sépare.

À l'intérieur de la bibliothèque, le conflit se manifeste notamment dans l'opposition entre une lecture individuelle et silencieuse et des pratiques de lectures orale et collective ; ou encore dans l'utilisation de certains supports pour jouer et non pour faire une recherche documentaire. C'est un conflit qui déstabilise les bibliothécaires. « *Si on n'est pas dans la légitimité, dans la prescription, où est notre métier ? Cette analyse est encore plus présente dans le secteur jeunesse et encore plus dans ces quartiers. Vous savez, le côté missionnaire* [de la profession de bibliothécaire qui cherche à éduquer par la lecture]. » En effet, la complexité de ce rapport des bibliothécaires aux adolescents est accentuée par la volonté de participer à l'éducation de ces « jeunes » qui amène les bibliothécaires à dire qu'« *on se doit de participer à l'éducation des jeunes de la ville* », « *on a un rôle à jouer là-dessus, sur le "bonjour", le "merci", on a notre rôle aussi* ». Cette dimension « éducative » entre plus ou moins en conflit avec la revendication d'un rapport à la bibliothèque et à la lecture avant tout basé sur le « plaisir »¹⁸. Les bibliothécaires, acteurs de la politique de la ville, deviennent des promoteurs du vivre ensemble, du civisme, et participent de la construction de l'individu pour son inscription dans la communauté. Cette ambivalence du rôle des bibliothécaires, entre éducation et mise à disposition d'un espace et de supports à utilisation libre, se situe au carrefour des problématiques qui traversent l'univers des bibliothèques : institution culturelle en mutation, représentante de l'État et de l'autorité dans les quartiers, volonté de se distinguer de l'institution scolaire tout en multipliant les partenariats avec les établissements scolaires environnants...

Le public adolescent est ainsi associé au chahut, au désordre, à la drague, aux retrouvailles entre copains. C'est en vérité la première grande violence dont nous parlent et disent souffrir les bibliothécaires : le bruit, les nuisances sonores, les déplacements dans l'espace, tout ce qui s'oppose

18. Comme on l'a vu au chapitre II, la référence à la « lecture plaisir » est permanente. Les bibliothécaires définissent ainsi leur rapport à la lecture, en opposition avec un rapport qui serait plus contraint par les obligations de résultat et de programme propres à l'enseignement. La lecture plaisir serait ainsi ce qui distingue la bibliothèque de l'école.

aux usages traditionnels de la bibliothèque. Mais, si la question de la discipline est de loin la plus fréquente, beaucoup ont fait part de violences verbales et physiques. Près de 38 % des professionnels interviewés ont déclaré avoir déjà été objet de violences à l'intérieur de la bibliothèque. Parmi celles-ci, les violences verbales (insultes, menaces...) constituent 85 % des réponses apportées : « *dialogues conflictuels* », « *insultes* », « *il a dit qu'il m'attendrait à la sortie* ». Si les cas d'agressions physiques restent minoritaires, nous avons pu recueillir un nombre important de témoignages relatant des épisodes de violence : « *je me suis pris une droite* », « *on m'a craché dessus* », « *je me suis pris une pierre dans une vitre après une altercation* ». Mais ces violences verbales (plus fréquentes, citées par 62 % des interviewés) et physiques (rares, car moins de 10 % des interviewés disent en avoir été des victimes directes) se déclenchent presque toujours comme conséquence d'un rappel à l'ordre ou d'une sanction à l'indiscipline de la part du personnel.

Toutefois, lorsqu'ils associent « violences » et « jeunes », les bibliothécaires changent de registre. Ce qui qualifie les « jeunes » ne sera plus leur âge selon le critère de la profession (c'est-à-dire qu'ils aient jusqu'à 14 ans pour entrer en « secteur jeunesse »). Comme la plupart des « intervenants » et des responsables politiques, ils vont réunir un ensemble d'éléments dans une chaîne complexe d'associations : quartiers, banlieues, délinquance, violence, étrangers, manque d'autorité, errance, galère, manque d'avenir, hip-hop, drogues, trafics... Quelque chose est toutefois clair au sein de ce magma. « Jeune » évoque ici tout le contraire d'un âge doré ou plein d'espoir, un moment de la vie qu'il faut protéger et accompagner. Tout au contraire, « jeune » et « violent » se qualifient mutuellement dans un alliage sémantique par lequel les intervenants veulent rendre visible combien cette jeunesse-là constitue pour eux un problème, une jeunesse qu'on ne perçoit pas du tout comme porteuse d'avenir. Quand on demande aux bibliothécaires de nous décrire le quartier, ils le font sous l'angle de la violence, de la pauvreté, d'un espace dégradé, où de nombreuses nationalités et origines se côtoient. Très peu y ont inclus la jeunesse. Les « jeunes » n'apparaissent dans le discours qu'au moment de l'évocation des violences, à la fois dans la bibliothèque et à l'échelle du quartier. La jeunesse est alors irrémédiablement associée à la violence de la délinquance, de la drogue, des bagarres, des altercations verbales, des menaces, des insultes. Ainsi, pour peu qu'on ait écouté les jeunes et observé les bibliothécaires (ou d'autres représentants des institutions « intervenant » dans ces quartiers), il est évident que se dessine là

un conflit fondamental entre deux groupes sociaux. On est, au sein de la bibliothèque, comme au sein de l'école, à la frontière, au point de contact d'une ligne de partage. Souvent, ces interventions sociales sont pensées pour « une jeunesse en danger » et se trouvent confrontées à « une jeunesse dangereuse ».

À côté du manque de fréquentation, le premier problème auquel se heurtent les personnels des bibliothèques de quartier est celui de la discipline à faire respecter au sein de leur équipement. L'une des principales mentions faites de la violence dans la bibliothèque est celle du bruit, du désordre provoqué par les adolescents. Ce sont des faits évoqués en termes de « *soucis* », de « *petits problèmes* », de « *conflits* », d'« *aléas* ». Pourquoi les listent-ils alors dans la série des « violences » ? En réalité, cette première violence vécue par les bibliothécaires est celle du détournement de l'usage de la bibliothèque par une partie du public, qu'ils vont décrire comme « *des préadolescents et adolescents, autant garçons que filles, entre 12 et 16 ans* ». Si, comme d'autres, les médiathèques de Plaine Commune sont entrées dans un important processus de modernisation, une tension persiste entre l'usage légitime, traditionnel de la bibliothèque, et celui qui en est fait par cette partie de la population. Et bien que tous les professionnels rencontrés aient affirmé vouloir s'écarter du modèle de la bibliothèque silencieuse, lieu de la haute culture et de l'étude, une résistance persiste face à l'apparition de nouveaux usages. Les échanges sont fréquents entre jeunes qui viennent « *mettre le souk* », des adolescents qui se mettent à plusieurs autour d'une table pour faire les devoirs et qui parlent trop, qui parlent au téléphone, qui se servent des ordinateurs pour jouer et qui les accaparent, des conflits avec des usagers adultes et, surtout, des personnes âgées. Le « *manque de respect* » (à la fois envers les normes et envers l'autorité ou les adultes) est alors évoqué par beaucoup de bibliothécaires qui trouvent impossible d'exercer leur métier dans ces conditions. Ils vont alors commencer par imposer des normes symboliques à l'entrée même de l'enceinte de la bibliothèque.

Ainsi, un grand nombre d'entre eux met beaucoup de soin à imposer le « bonjour » à l'entrée de la bibliothèque et à demander aux jeunes : « *Tu enlèves ta casquette [ou ta capuche] et tes écouteurs, s'il te plaît. Tu mets ton chewing-gum à la poubelle.* » Des exigences qui agacent les jeunes, qui se sentent alors naturellement dépossédés et soumis au pouvoir d'une autorité qui contrôle les lieux. Afin d'imposer ses règles, l'institution instaure un rituel visant à désocialiser le jeune de cette sociabilité de « jeune de banlieue » que l'intervenant de quartier cherche à combattre.

Un conflit autour des signes de cette condition de « jeune » s'instaure. Et d'un côté comme de l'autre, on attache à ces détails la plus grande importance ; le plus souvent, chacun va faire monter les enchères en tentant d'étendre le périmètre de conflit. Ainsi, devant l'exigence du « bonjour », les jeunes vont répondre par un « *Salam Aleykum* » qui exaspère beaucoup de bibliothécaires. Et ceux-ci rétorquent par des explications qui renvoient à l'éducation reçue à la maison. Nombreux sont ceux qui ont mobilisé devant nous des théories d'ordre psychologique, comme celles du pédiatre Aldo Naouri¹⁹, où la critique portera sur le manque d'autorité des parents et tout particulièrement des pères. Pour certains, l'autorité parentale est minée par la situation sociale (voir le père au chômage), pour d'autres, c'est directement « *la faute aux parents* » lancée comme une forme de culpabilisation²⁰. Au fond, le tout est soumis à une version banalisée de la théorie psychanalytique de l'autorité qui fait dépendre toutes ses formes de l'efficacité de la *patria potestas*. Et la plupart du temps, ces accusations renvoient à un mélange de responsabilisation, d'infantilisation, de naturalisation de l'autorité, qui perd ainsi sa dimension politique et ne peut pas être mise en question. C'est ainsi que les problèmes de violence apparaissent largement rattachés à l'adolescence et à son rapport avec des figures de « l'autorité », comme les bibliothécaires, à la fois adultes et perçus comme des représentants de l'État. En réalité, cette question se pose depuis quelques années au sein des quartiers, des banlieues et des cités. Au début des années 1990, elle a donné lieu à ce qu'on a appelé la politique des « grands frères », censés contenir les plus jeunes concitoyens par un analogon de l'autorité familiale étendue au niveau du quartier et soutenue par l'État (nous avons exploré cette question en détail à Saint-Denis ; nous y reviendrons).

Il faut rappeler ici les observations importantes que Gérard Althabe a faites à partir d'une étude de trois quartiers en région nantaise au début des années 1990²¹. Il y montre brillamment comment l'introduction de

19. Aldo Naouri, *Une place pour le père*, Paris, Seuil, 1999 (coll. Points ; 643). Au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, Naouri publie un autre livre, où il va critiquer fortement le recentrage de l'éducation sur la figure de l'enfant et plaider pour une reprise forte du rôle des parents et des pères, condition indispensable à la réussite scolaire. Le problème de l'éducation scolaire, soutient-il, se trouve au sein de la famille, dans les rapports parents-enfants. Aldo Naouri, *Éduquer ses enfants. L'urgence aujourd'hui*, Paris, Odile Jacob, 2008.

20. Pour une analyse critique de cette position, fréquente dans les dispositifs sociaux, voir Numa Murard, *La morale de la question sociale*, Paris, La Dispute, 2003.

21. Gérard Althabe, « Procès réciproques en HLM », in Gérard Althabe et al., *Urbanisation et enjeux quotidiens*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 13-47.

la médiation institutionnelle dans la sphère des sociabilités primaires et des relations de voisinage, ceux-là même qu'on appelle aujourd'hui les « intervenants sociaux », produit une modification profonde des formes de l'autorité intergénérationnelle. Désormais, les enfants ne reconnaissent l'autorité d'aucun adulte qui ne soit leur parent ou une autorité publique reconnue. Les formes sociales de l'autorité des autres adultes du quartier sont ainsi les premières mises en question par la pénétration de l'État dans les quartiers. La régulation de la vie locale par les institutions a miné les formes d'autorité jadis caractéristiques des quartiers. Paradoxalement, ce sont ces mêmes institutions qui aujourd'hui vantent la proximité.

On peut observer que, dans cette dénonciation ou ces plaintes omniprésentes à propos du comportement des jeunes et de la non-reconnaissance de l'« autorité », se joue un conflit social profond. Il y a certes un questionnement concernant la place des « jeunes » ou de « cette jeunesse-là » dans les institutions et dans la société. Mais il est vrai aussi que, par rebond, ce conflit jeunes/bibliothécaires nous oblige à questionner la place des bibliothèques dans les quartiers. Le défi lancé par les jeunes avec leur indiscipline est révélateur des rapports de l'État et du système politique avec les classes populaires. Les bibliothécaires l'expliquent comme un manque de reconnaissance de l'autorité que l'adulte et l'État devraient représenter pour les jeunes. Or, ce que les bibliothécaires ne disent presque jamais, c'est que ce qui se trouve également méprisé par ces jeunes est tout simplement ce qu'ils appellent « la culture ». L'État et les adultes, certes, mais la « culture » aussi. Un point très sensible, car c'est sur cette base jadis solide que s'appuient tout le travail des bibliothécaires, leur place dans la société et leur prétention de reconnaissance sociale. Ce conflit dépasse évidemment le cadre de la bibliothèque, mais celle-ci en fait partie. Un conflit qui questionne également l'alliance entre « culture » et « politique », entre intellectuel et personnel, politique contre laquelle semble s'insurger une partie des classes populaires. Une culture qui est souvent à la base d'un prestige social accordé à ceux qui « parlent bien » et qui contribuent largement à asseoir l'autorité incarnée par celui qui parle.

Ce conflit majeur est donc manifeste dans cette économie de petits échanges conflictuels, omniprésente et qui rend difficile le quotidien de beaucoup de bibliothèques de quartier : « *Parfois ça se calme, à tout moment ça recommence.* » Le qualificatif de « violence » semble remplir ici deux fonctions. Dans un premier temps, il recouvre toute cette économie d'échanges conflictuels et conduit à une association où les petits échanges se lient avec les événements les plus graves qui vont jusqu'à la violence

physique contre les personnes. Il englobe ainsi une série d'actes qui pourraient parfaitement être considérés dans leur hétérogénéité et dans leur dissimilitude. En second lieu, le terme « violence » vise à expulser l'autre limite du vivre ensemble, de l'enceinte du politique. Les jeunes qui commettent ces actes d'incivilité, ces indisciplines ainsi qualifiés s'éloignent des règles de la participation citoyenne et s'exposent aux sanctions, dont la plus fréquente est l'exclusion de la bibliothèque. Puisque la violence constitue une frontière du politique, la qualification de « violent » imposée à de nombreux types de comportement les exclut tous du champ du discutable. Il ne reste ainsi aucun espace pour considérer ces manquements à l'ordre comme un questionnement de celui-ci, ces moqueries comme des critiques de l'autorité, ces bruits comme un refus de croire dans la valeur d'une hiérarchie imposée par l'État entre le personnel des institutions (qui contrôle les ressources dont les gens ont besoin) et les habitants qui doivent s'y soumettre.

Comme tous les autres intervenants, les bibliothécaires ne font ici que défendre leur travail, l'espace d'exercice même de leur activité et leur place dans la société. Ils défendent aussi une conviction politique, celle qui guide la plupart du temps une vocation selon laquelle « apporter » ou « donner accès » à la culture et à la lecture sont une bonne chose pour ces quartiers et pour ces jeunes qui se trouveraient autrement désavantagés dans leurs possibilités de participation sociale et politique.

Violence, peur et sentiment d'insécurité

La question de la peur et de l'insécurité est peu présente dans l'ensemble des discours recueillis. Très peu de personnes ont déclaré avoir peur sur leur lieu de travail. Celles qui ont souligné l'existence de l'insécurité ont appuyé en grande partie leur discours sur la réputation de l'environnement dans lequel ils travaillent, les échos qu'ils ont pu en avoir avant de prendre leurs fonctions. L'imaginaire collectif des grands ensembles, des « quartiers difficiles » tient une place importante dans les représentations que les bibliothécaires peuvent avoir de leur environnement. Pour les personnes originaires de province, toutes nous ont fait part de cet imaginaire de la violence des grands ensembles des quartiers populaires, des « cités ».

« Quand j'ai dit à ma famille que je viendrais dans le 93, ils m'ont dit "mais t'es folle !" »
Agnès, 52 ans, bibliothécaire de catégorie A.

« Quand je suis venu travailler ici, je savais que ça allait être dur... L'image que j'en avais, c'était la banlieue, les violences, tout ce qu'on entend à la télé quoi. »
Baptiste, 48 ans, bibliothécaire de catégorie B.

Ou encore ce bibliothécaire qui a fait le choix de ne pas révéler à ses proches son lieu de travail et a préféré leur faire croire qu'il travaille à Paris pour ne pas les inquiéter. Jusqu'à quel point cette référence permanente se trouve-t-elle liée au phénomène très étudié du « sentiment d'insécurité » ? On sait combien les études sur l'insécurité en France ont hérité des travaux en anglais bâtis autour de l'expression "*fear of crime*" (peur du crime). Et on sait combien cette notion a été liée, à partir de la fin des années 1990, et notamment de la campagne électorale de 2002, à la question de la violence des jeunes, des quartiers et des phénomènes de « bandes »²². Au cours des années 1980, la catégorie de « violence urbaine » se développe et toute une littérature aborde la construction politico-médiatique des « violences urbaines »²³.

Les travaux sur la montée de l'insécurité distinguent deux périodes : la montée du sentiment d'insécurité, telle qu'elle apparaît dans les sondages d'opinion dans les années 1970, et la deuxième moitié des années 1990 et les années 2000, où l'insécurité se consolide comme préoccupation politique. À partir des années 1970, on observe une augmentation de la peur face à la possibilité d'être victime d'un délit, peur qui a dans un premier temps été perçue comme irrationnelle. Plus récemment, les recherches ont mis l'accent sur les fondements objectifs du sentiment. Sébastien Roché a tout particulièrement insisté sur le fait que, s'il n'est pas directement lié aux taux de criminalité enregistrés, le sentiment d'insécurité n'est pas pour autant « imaginaire » ou « irrationnel ». Pour cet auteur, « les craintes ont grandi avec la délinquance » : à partir des années 1970, le taux de criminalité croît de manière importante²⁴. Philippe Robert insiste lui aussi sur le lien entre insécurité objective et insécurité subjective. Il précise néanmoins que tous les délits n'ont pas augmenté dans la même proportion. Deux types de délits sont concernés : il s'agit des délits de prédation (vols et cambriolages) et des délits contre les personnes. Cette dernière catégorie est celle qui alimente le sentiment d'insécurité et retient l'attention des pouvoirs publics. La politisation de l'insécurité a lieu de manière plus tardive. À la fin des années 1990, on assiste à une poussée des préoccupations sécuritaires, et l'insécurité devient un enjeu électoral de premier ordre. C'est plus particulièrement le cas depuis l'élection présidentielle de 2002. De manière croissante, l'insécurité est alors associée à la question urbaine, aux « cités », aux « jeunes » et à la question de l'immigration²⁵. L'automne 2005 a remis la question de la violence urbaine à l'ordre du jour, et ouvert un débat autour de la dimension politique des pratiques des jeunes des classes populaires. C'est à partir de ce moment que le « sentiment d'insécurité » (lié aux perceptions sociales du délit et du crime) est associé à l'idée de « violences urbaines » et d'« incivilités ».

22. Philippe Robert, *L'insécurité en France*, Paris, La Découverte, 2002 (coll. Repères ; 353).

23. Patrick Champagne, « La construction médiatique des "malaises sociaux" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, décembre 1991, n° 101-102, pp. 64-75. Voir aussi Angelina Peralva, Éric Macé, *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris, La Documentation française, 2002 (coll. La sécurité aujourd'hui).

24. Sébastien Roché, *Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, PUF, 1999 (coll. Sociologie d'aujourd'hui).

25. Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de l'insécurité*, Paris, La Découverte, 2008 (coll. Cahiers libres).

CENTRE ET PÉRIPHÉRIE

La politique de Plaine Commune en matière de lecture publique présente une claire direction modernisatrice. Effectif à partir du 1^{er} janvier 2005, le passage d'une tutelle municipale à la mise en réseau dans la communauté d'agglomération des anciennes bibliothèques municipales est allé bien au-delà d'une simple mutualisation des collections et des personnels. Modernisation des immeubles et construction de nouveaux équipements, changement du profil des bibliothécaires comme conséquence d'une politique active de recrutement, modernisation de l'offre avec rationalisation des collections. Cette modernisation implique un changement très profond de ce que les bibliothèques sont par rapport à ce qu'elles étaient, dont l'un des premiers actes fut la conversion des bibliothèques en médiathèques. Et cette réorientation s'opère dans la nature même des bibliothèques, dans ses collections et dans ce à quoi elle donne accès. La transformation apparaît comme le mot-clé, car elle cherche à agir sur la coupure existant entre la bibliothèque et son public potentiel. La désaffectation des lecteurs (10% de la population cible inscrite dans les bibliothèques contre 20% en moyenne au niveau national) apparaît comme le principal problème du point de vue de la direction.

La période de notre enquête²⁶ coïncide avec nombre de bouleversements survenus dans les bibliothèques suite à ce passage de l'orbite municipale à l'orbite de la communauté d'agglomération, avec le changement de politique que nous venons d'évoquer. La mise en réseau et la création d'une direction commune aux huit villes, ce qui suppose l'intégration dans une politique unique des 23 bibliothèques et des 3 bibliobus qui composent ce réseau, constituent un fait majeur. Les données que nous avons pu recueillir sont donc très influencées par cette conjoncture particulière. D'une part, parce que la création du réseau introduit des modifications profondes dans le travail des bibliothécaires. D'autre part, parce que ce processus modifie la nature de l'institution et change le rapport existant entre les bibliothèques et leurs quartiers. Et surtout parce que, pris dans ces mouvements qui ont transformé la hiérarchie de l'univers des bibliothécaires, des craintes et des enjeux importants les ont sûrement amenés à livrer une image du quartier, de la bibliothèque et de la place qu'ils

26. Rappelons que nous avons commencé à travailler sur le réseau en 2007 et que nos observations se sont poursuivies jusqu'en 2011.

y occupaient en fonction de cette conjoncture. Le discours des bibliothécaires sur leurs bibliothèques et sur les quartiers a souvent été mêlé à des références abondantes sur les changements importants que les bibliothécaires étaient en train de vivre, qu'ils anticipaient ou qu'ils craignaient. Cette influence sur les propos des bibliothécaires est d'autant plus considérable que nous avons pu enquêter dans la plupart des bibliothèques après avoir discuté avec la direction de Plaine Commune, après avoir signé une convention entre cette direction et l'université. Nous sommes arrivés par le haut et, à plusieurs reprises, nous avons été associés à « la hiérarchie »²⁷.

Ce passage à Plaine Commune apparaît avant tout comme un processus de modernisation, une tentative de rationalisation visant à améliorer le contact entre les bibliothèques et leurs populations, et, au fond, à promouvoir la culture écrite au sein des classes populaires. Le projet politique est donc clair, donné par une volonté de transformation de l'univers populaire dans ces territoires. Or, comme tout processus de ce genre, le changement provoque des résistances et des conflits divers au sein du personnel et, dans certains cas, entre les institutions et la population. Les représentations que les bibliothécaires nous ont livrées du quartier où ils travaillent se voient naturellement influencées par cette dynamique de changement. Lorsque le bibliothécaire est dans sa bibliothèque, le récit qu'il fait de la relation qu'il a avec le quartier, avec son public et, plus généralement, avec les classes populaires est influencé par la façon dont il est pris dans les rapports hiérarchiques de l'institution, la façon dont il se trouve engagé dans des conflits et des luttes de pouvoir dans le réseau des bibliothèques, avec sa municipalité ou la communauté d'agglomération, etc.

Le premier changement qui va influencer le rapport des bibliothécaires avec leur quartier est la création d'une « direction de la lecture publique », chargée de conduire la politique des 23 équipements dorénavant mis en réseau. Auparavant, les bibliothèques avaient une ou deux « annexes », le personnel des bibliothèques d'une ville était constitué de quelques personnes – dix ou vingt tout au plus. Les bibliothèques étaient

27. Nous ne prétendons pas dresser ici un bilan du transfert des bibliothèques de la sphère municipale à l'orbite de la communauté de communes. Et nous ne prétendons pas non plus traduire ici le vécu des bibliothécaires de transfert, car nous ne disposons pas des données nécessaires à un tel bilan et ce n'est pas notre objectif. Simplement, nous prenons en compte cette conjoncture de changement au moment de lire et d'interpréter les entretiens sans quoi elle agirait comme une « interférence » non contrôlée sur nos observations.

des bibliothèques municipales, et les référents hiérarchiques et politiques du bibliothécaire étaient la municipalité, le maire, les élus municipaux, la ville. Nous passons ici à un réseau de 23 médiathèques avec un personnel de 200 bibliothécaires et une hiérarchie qui semble disposée à conduire une politique volontariste de transformation de la place des bibliothèques dans cette partie de la banlieue. Et entre les bibliothécaires et les hommes politiques s'interpose une direction qui se comporte selon des critères « techniques » allant dans le sens d'une rationalisation. Les bibliothèques sortent d'une tutelle municipale pour dépendre de l'agglomération avec une centralisation des décisions et du pouvoir budgétaire visant une transformation profonde.

Dominique Deschamps, directrice du réseau en charge du projet, raconte qu'en 2005 ils ont trouvé des bibliothèques qui répondent à « *une conception très Seine-Saint-Denis* », c'est-à-dire « *des équipements de petite taille présents dans les cités, pas de grands équipements emblématiques* ». Aucune centrale digne de ce nom, mis à part la bibliothèque centrale de Saint-Denis qui fait 1600 m² d'espace ouvert au public, pour 80 000 habitants – ce qui reste sous-dimensionné. Sinon, il n'y avait aucun équipement de plus de 800 m². Puis, dans son diagnostic sur l'état de la politique publique, elle décrit « *des équipements qui sont gérés à l'ancienne, qui vivent sur la réputation que la Seine-Saint-Denis est en avance, alors qu'elle est en retard du point de vue de la lecture publique. Elle a été en avance dans les années 1970... Il n'y a pas eu beaucoup de réflexion. On avait très peu de multimédia, très peu d'accès à Internet, très peu de collections diversifiées au-delà des imprimés* ». Et quand elle parle de gestion à l'ancienne, elle se réfère à l'absence « *d'organisation écrite, on fonctionnait à la bonne franquette ou au conflit quand il n'y a pas de bonne entente. Pas de réflexion sur le temps de travail ni sur les horaires d'ouverture. On est très peu ouverts, ça fait partie du constat, et surtout très peu ouverts aux horaires où un public non enfantin pourrait venir à la bibliothèque, très peu ouvert à partir de 18 h 30, quasiment pas ouvert entre midi et 14 heures et le samedi on ferme à 17 heures (à l'exception de la centrale de Saint-Denis). Le gros des usagers, c'est des enfants de moins de 12 ans. On touche [en 2005] 7% des habitants de plus de 20 ans* ». Enfin, au niveau des collections, Dominique Deschamps trouve que « *nous n'avons pas de réflexion sur les besoins explicites et sur les besoins implicites. Quand on achetait un bouquin, c'est parce que c'est des bons livres et parce qu'on considère que c'est bien de les avoir. Mais on n'avait pas fait une réflexion sur les ouvrages destinés à tel type de public ou à tel autre, sauf*

à une répartition par âge. On n'avait aucune formalisation et on n'a pas d'évaluation »²⁸.

Même si la direction du réseau est très peu bureaucratisée et appelle au « collectif » dans un fonctionnement soucieux de la démocratie interne, nombreux sont les bibliothécaires des annexes de quartier qui nous ont livré un sentiment presque de relégation et de mise à l'écart des décisions. Sentiment qui peut paraître exagéré quand on sait que la direction se compose d'une directrice et d'une adjointe et que la plupart des décisions sont prises par un collectif composé de chacun des directeurs des bibliothèques. Mais ce sentiment est sûrement une réaction au processus de changement impulsé par le haut et au fait que les décisions sont prises « là-bas, à la Plaine ». Ainsi, ce sentiment de mise à l'écart devient compréhensible lorsque les bibliothécaires l'associent à une caractéristique du quartier populaire, à cette représentation typique du quartier populaire vu comme un quartier « relégué ». Ils placent ainsi le quartier dans la périphérie de la société, aux marges de la ville, éloigné de la culture, en lisière du système politique. Ce sentiment de marginalisation se voit renforcé par le processus de mise en réseau des bibliothèques qui a créé un centre de surcroît localisé dans le « chic » quartier de La Plaine où se trouvent les administrations de l'agglomération et, en conséquence, les bureaux de la direction de la lecture publique. Les annexes dans les « cités », la direction dans le quartier moderne de La Plaine, construit autour du Stade de France, aux portes de Paris...²⁹

Un habitant du quartier de La Saussaie, à Saint-Denis, nous faisait part d'une vision très répandue dans les quartiers selon laquelle le quartier de La Plaine est un premier pas de l'intégration d'une partie de Saint-Denis à Paris, « *c'est eux qui vont récupérer le quartier de La Plaine... de toute façon, ce n'est pas Saint-Denis, ça c'est déjà Paris* ». Totale-ment étrangère à l'univers des bibliothèques, cette personne nous donne

28. Entretien réalisé le 22 juillet 2008.

29. Dans le même sens, « la centrale de Saint-Denis », comme les bibliothécaires des quartiers appellent cette bibliothèque, joue dans leurs représentations le rôle d'un « centre » par rapport auquel se situent les autres bibliothèques moins importantes. La bibliothèque centrale de Saint-Denis est très prestigieuse, car elle abrite deux fonds très importants : les fonds anciens, expropriés de l'abbaye de Saint-Denis à l'époque napoléonienne, et de très riches collections sur la classe ouvrière et l'histoire du Parti communiste français. Nous devons dire qu'une politique très forte de construction de médiathèques très modernes vise à contrer ce sentiment de relégation. Depuis 2005, quatre nouvelles médiathèques ont été ouvertes dans le réseau, dont trois à Saint-Denis. Nous reviendrons sur ce point.

une mesure de ce que peut représenter cette vision dans la banlieue même³⁰.

Le sentiment de création d'un « centre » qui dirige est renforcé par un certain nombre d'outils de programmation de la politique publique mis en place par la nouvelle direction. Études de fréquentation, mise à jour d'un système d'information statistique permettant de comparer les bibliothèques du réseau avec les moyennes nationales, élaboration d'un discours réflexif permettant d'orienter le changement et donc d'identifier les « problèmes ». Nombre de bibliothécaires ont manifesté le sentiment de se trouver maintenant « exclus » des villes dans lesquelles se trouve leur bibliothèque dans le sens où ils croient avoir perdu la capacité de construire des partenariats d'action au niveau municipal. Quelques-uns vont jusqu'à le comparer à une perte de souveraineté. C'est ainsi que le perçoit Alain (50 ans, catégorie B, dix-huit ans d'ancienneté) qui compare cette direction « *d'en haut à peu près à l'Europe. C'est-à-dire que quelque part on avait tous, sur les huit villes, on avait des choses qui existaient et on a un petit peu abandonné toutes ces choses-là. C'est pour ça que je prends l'exemple par rapport à l'Europe, c'est parce que justement on a un peu l'impression qu'il y a des moments où il y a des choses au niveau de notre liberté qu'on abandonne. Après, pour pouvoir les regagner, c'est difficile* ».

Au moment de la réalisation de notre enquête, il y avait une certaine réticence parmi beaucoup de bibliothécaires probablement provoquée par ce processus de changement qui les déstabilisait et qu'ils ne contrôlaient pas. Cette incertitude alimentait surtout une crainte de dépossession qu'il est important de prendre en compte, car elle rejoint un sentiment similaire présent dans les quartiers. Ce sentiment provoqué par l'expérience que ce qui se passe dans leurs territoires est décidé « ailleurs ». Un ailleurs qui représente à la fois un autre endroit (ici le quartier de La Plaine, où sont installés les bureaux de l'administration de Plaine Commune, le siège du pouvoir politique) et un groupe social autre : la direction, les autorités, les politiques, etc. La notion de « périphérie » se trouve ici directement associée à ce sentiment de dépossession vis-à-vis des ressorts de la décision, d'une mise à distance du lieu du pouvoir. Tout indique que les bibliothécaires ont craint à ce moment-là un double mouvement,

30. Cette dynamique résultant des effets d'investissement qui ont suivi la création du Stade de France à Saint-Denis et ultérieurement de l'agglomération de Plaine Commune créa un déséquilibre important entre le quartier de La Plaine et le reste de l'agglomération.

qui les éloignait de leur municipalité d'origine, car ils n'étaient plus ses employés, et diminuait les prises qu'ils pouvaient avoir sur leur bibliothèque dès lors qu'ils étaient intégrés dans un ensemble plus vaste avec une direction centralisée³¹.

Il y a une différenciation sociale importante au sein du groupe des bibliothécaires qui s'explicite nettement lorsque ce sont ceux du bas de l'échelle qui parlent. On distingue clairement le point de vue des agents de catégorie C (soit 50 % du personnel du réseau), qui n'ont pas eu une formation plus poussée, qui, dans beaucoup de cas, n'ont pas choisi cet emploi par vocation pour le livre et qui, bien souvent aussi, vivent dans des quartiers d'habitat social. Comme nous l'avons indiqué, ces bibliothécaires sont en poste depuis longtemps (40 % de nos interviewés le sont depuis plus de vingt ans), un bon nombre d'entre eux approche de la retraite (plus de 42 % de nos interviewés avaient plus de 50 ans). Cette situation ne les distancie pas du métier, ni de la bibliothèque ou du livre. Mais ils se placent en opposition à une conception littéraire de l'équipement culturel où le livre est représenté par le roman, la littérature, la fiction, les humanités ; et où la lecture est la lecture critique et réflexive d'un individu. Ainsi ils vont parler d'un « *élitisme* » dominant la politique de la bibliothèque où les lectures valorisées sont associées au roman ou au théâtre, aux auteurs classiques, aux sciences sociales et humaines, à ce qui est « *pointu* », aux « *phrases qui durent dix lignes* ». Ces bibliothécaires se sentent discriminés à l'intérieur même de la hiérarchie de la bibliothèque, où les postes de direction, de ceux qui ont les salaires les plus élevés et les positions dominantes, sont occupés non seulement par ceux qui ont un capital culturel plus important, mais surtout par ceux qui appuient leurs positions sur la valeur qu'ils accordent à certaines lectures. C'est ce qu'ils sentent à propos des processus de décision collective où sont engagées l'évolution des collections, la nature des animations, la modernisation des bibliothèques. C'est sur ce point particulièrement sensible qu'ils ressentent une capacité d'argumentation plus faible, dépossession renforcée par la technicisation qui remplace les relations interpersonnelles qui primaient à l'époque où les bibliothèques

31. Ce sentiment peut évidemment se trouver à terme compensé par l'expérience de se voir intégré à une structure plus performante, à un ensemble plus fort, meilleur, etc. Et étant donné les évolutions que nous avons pu observer, y compris après avoir conduit nos entretiens, tout donne à penser que ce sentiment positif l'emporte sur les craintes liées au changement. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est de savoir comment les inquiétudes manifestées s'associaient et alimentaient le sentiment de la dépossession et l'expérience de la périphérie.

dépendaient des municipalités et où ils étaient beaucoup moins nombreux³².

Pour ce groupe des agents de catégorie C, la modernisation représentée par la politique de Plaine Commune apparaît comme une menace qui actualise une représentation du monde où la position des bibliothèques coïncide avec celle des quartiers. Le populaire s'oppose ici en même temps au savant et au puissant. Beaucoup auront le sentiment d'une forme de mépris à leur encontre lorsque les bibliothécaires les plus diplômés disqualifient les consommations culturelles de l'industrie du divertissement ou de la « *culture commerciale* », consommations qui sont celles de la plupart des habitants des quartiers, mais qui sont aussi souvent les leurs. Le ressenti est si profond que ces agents du bas de l'échelle cachent parfois leurs goûts littéraires lorsqu'ils en ont (« *j'aime les romans d'amour* ») ou leurs préférences culturelles lorsqu'ils n'aiment même pas lire, qu'ils ne lisent pas et qu'ils ne peuvent pas le dire : « *Je n'aime pas lire, c'est vrai ! Qu'est-ce que vous voulez ?* » Alors qu'un bibliothécaire est censé aimer la lecture « *depuis l'enfance* », comme une vocation qui devrait lui être intrinsèque. C'est ainsi que les bibliothécaires présentent leur parcours lorsque nous les questionnons sur ce qui les a amenés à travailler en bibliothèque : « *J'aimais lire depuis tout petit, je lisais tout ce qui tombait dans mes mains* ». Réponse de la quasi-totalité des bibliothécaires, sauf ceux qui ont eu le courage de nous dire qu'ils cherchaient simplement un emploi et qu'ils l'ont trouvé tout près de chez eux, dans leur municipalité. Ce sentiment de mépris les pousse à riposter face aux autres, les « *élitistes* », par une accusation d'imposture, de cacher eux aussi leurs lectures : « *Elles aussi vont lire Closer quand elles vont au médecin, ou même à la maison, mais elles ne vont jamais le dire.* »

Cette coupure qui scinde l'univers des bibliothèques participe des représentations du quartier qui nous ont été fournies. Lorsqu'ils défendent un goût populaire, ces bibliothécaires s'opposent à l'« *élitisme* » et se sentent solidaires du goût des habitants du quartier qu'ils disent connaître, par proximité. Cette association est mobilisée notamment pour rendre compte de la désaffection de la population des bibliothèques. L'argument selon lequel les habitants des quartiers ne viennent pas à la bibliothèque parce que les collections et les activités proposées seraient trop « *élitistes* » est extrêmement fréquent parmi les agents de catégorie C.

32. 43 % des bibliothécaires ont parlé en termes d'« *élitisme* » opposé au « *populaire* », la plupart du temps adoptant une attitude critique vis-à-vis du premier.

Cette distance sociale entre les agents de catégorie C et les bibliothécaires plus diplômés, en haut desquels se trouvent les « conservateurs » (les intellectuels du groupe), se double, comme ce témoignage le montre, d'un rapport complexe avec la population des quartiers : « *Il faut pas qu'on prenne que ce qui nous fait plaisir, quoi. Parce qu'on est dans la bibliothèque, mais c'est pas pour nous.* » Après tout, c'est probablement l'entrée dans la bibliothèque qui a permis à ces agents de se distinguer au sein du quartier, de vivre leur travail comme un vecteur de promotion sociale. Et surtout de mettre en question la frontière qui sépare le populaire du savant pour agir dans le sens d'un populaire-savant. Se positionnent-ils entre les deux ? Probablement, mais en aucun cas dans une situation de confort. D'autant que, comme nous venons de le voir, à la dichotomie savant-populaire, donnant jadis lieu à une interprétation en termes de « culture *versus* exclusion de la culture », s'est ajoutée depuis longtemps la « culture commerciale », et plus récemment d'autres formes de production et de public confortées par les avantages de diffusion qu'offrent Internet et la culture numérique.

Beaucoup de bibliothécaires se trouvent ainsi dans une position particulière. Ils appartiennent au quartier et aux classes populaires, mais en même temps s'en distinguent par leur condition de professionnels de la culture. Ils appartiennent au monde des bibliothèques et habitent la constellation du livre, mais y occupent une position subordonnée et se réfugient au sein de leur appartenance sociale (populaire). Une ambivalence qui marche dans la synthèse savant-populaire. On les voit ainsi traiter la politique de réforme d'« *élitiste* ». Mais sous d'autres aspects, souvent ces mêmes bibliothécaires vont au contraire accuser la direction de « *faire des bibliothèques au rabais* », dans le mouvement initié par la conversion des bibliothèques en médiathèques, avec l'accent mis sur des ouvrages « outils » ou « pratiques » (manuels de langue, d'aide à la formation et à la recherche d'emploi, de livres allant de la cuisine au bricolage). Une accusation de « populisme » où on perçoit la modernisation comme une concession à un populaire complaisant qui vise à faire venir le public dans la bibliothèque à tout prix sans qu'on se soucie, dit-on, de ce pourquoi il y rentrerait, c'est-à-dire sans qu'on se préoccupe de la qualité de l'espace proposé.

Le passage des bibliothèques d'une tutelle municipale à celle de la communauté d'agglomération est donc présenté comme problématique par la quasi-totalité des interviewés. Se joue là, comme nous l'avons précisé, la création d'un centre qui renvoie les bibliothèques et leurs

bibliothécaires encore un peu plus à la périphérie, où la comparaison entre le quartier de La Plaine (concentrant dynamisme, proximité avec Paris, promotion sociale et pouvoir) et « *les quartiers* » est omniprésente. Le point de vue des bibliothécaires rejoint ainsi celui des habitants, redoublé par une spécificité. Beaucoup d'agents nous ont fait part d'un sentiment de dépossession selon lequel les décisions concernant surtout l'achat de documents, l'évolution des collections et les animations sont maintenant prises à Plaine Commune. Pour l'instant, chacune des bibliothèques continue à décider de ses collections, mais leur rationalisation consécutive à la mise en réseau des bibliothèques, entraîne une concertation sur ce que chacune proposera, ce qui sera mutualisé, etc. et en conséquence de fortes recommandations perçues comme venant du centre, c'est-à-dire de Plaine Commune. Cette centralisation des décisions obéit effectivement à une volonté de rationalisation, dont l'objectif est de créer une offre plus riche et plus proche d'une demande perçue comme de plus en plus différenciée. En effet, les collections des 23 médiathèques sont mises en réseau, consultables grâce à l'outil informatique et potentiellement accessibles à tous. « *Il n'est plus nécessaire d'avoir Tristes Tropiques dans toutes les médiathèques, il suffit de l'avoir dans quelques bibliothèques. Puis le lecteur peut se déplacer ou on peut faire venir l'ouvrage à sa bibliothèque s'il le souhaite.* » Cette hypothèse d'un lecteur informé et mobile est très questionnée par les bibliothécaires travaillant dans les quartiers³³.

Avec ses dix-neuf années d'ancienneté, Florence, de catégorie C, représente ce sentiment de dépossession : « *Tout est décidé là-bas, il y a pas de concertation avec les agents. Il y a des simulations de concertation, histoire de dire qu'on s'est vus une fois, donc vous avez participé, mais après, même si nous avons dit tout le contraire, le truc, en fin de compte, il est déjà bouclé. Ça se met en place et puis on attend de nous qu'on applique les choses à la lettre. Et puis, ils partent sur de fausses idées. Par exemple, à la direction des médiathèques, ils sont persuadés que les gens bougent beaucoup sur le*

33. Cette hypothèse du lecteur informé et mobile est un pari commun à beaucoup de processus de mise en réseau de bibliothèques centrales avec leurs annexes de quartier. On parie sur une spécialisation des équipements de quartier en fonction de l'image que les bibliothécaires se font de chaque quartier et on pense les collections comme un tout unifié (grâce au catalogue unique informatisé), mais avec des spécialisations dans la localisation physique des documents. Tel type de document dans tel quartier, tel autre dans tel autre quartier. Mais cela suppose que les lecteurs se déplacent ou attendent que le document vienne dans leur équipement de proximité. Certaines évaluations sont très critiques de ce type de rationalisation du fait que cela avantage certains usages et certains types d'usager, tel que le montre l'étude faite par Mariangela Roselli sur la mise en réseau et la création d'une médiathèque centrale à Toulouse : « Usagers et usages devant une offre de lecture publique libre : parcours d'acculturation et formes d'appropriation lettrées », *Sociétés contemporaines*, 2006, n° 64, pp. 135-153.

quartier, que bah quelqu'un de Villetaneuse va venir prendre le livre ici, qu'il y a rien qui le bloque, alors que ce n'est pas le cas. Mais ça, on a beau leur dire, ils sont persuadés du contraire. Donc ce qu'on dit, ce qu'on connaît des lecteurs, ils l'utilisent pas du tout, je ne suis même pas sûre qu'ils nous croient d'ailleurs quand on leur dit. C'est l'impression qu'on a, qu'ils ne nous croient pas, et puis qu'on ne sait pas trop [...]. »

Vu de l'autre côté, le processus d'unification des bibliothèques dans le domaine de la communauté d'agglomération, ajouté à une politique volontariste de modernisation de l'offre de la lecture publique, s'oppose à ces « représentations » des bibliothécaires. On attribue deux sources à ces « représentations » qui alimentent les craintes provoquées par la politique de modernisation et d'intégration des bibliothèques dans le réseau. D'un côté, elles seraient l'expression de visions traditionnelles des villes communistes, représentations provenant d'une inertie qu'il faut dépasser. De l'autre côté, ces représentations seraient le fait d'un sens commun qu'ignore une certaine technicité donnée par le professionnalisme et par la connaissance de l'évolution des politiques de la lecture publique.

Le point de vue des agents plus diplômés et plus jeunes est évidemment différent. Le même problème se présente dans d'autres termes. L'opposition fondamentale à l'intérieur de ce groupe est celle qui existe entre la « culture » entendue comme bastion classique des bibliothécaires, et la « culture commerciale ». Ainsi, une bibliothécaire se désole qu'en « *secteur jeunesse le fonds romans ne sort quasiment pas, par contre des textes tels que Dora, Naruto ou Titeuf sont empruntés tout le temps* ». La bibliothécaire préférerait que les enfants lisent « *des textes avec d'autres graphismes, non commerciaux, des romans, pas que des albums [...]* ce qui à la limite définit même notre rôle, ce qui fait notre mission ». L'ennemi de la bibliothèque est ici représenté par la télévision et les supermarchés. Les bibliothécaires conçoivent les circuits « commerciaux » et de la « culture » comme des circuits parallèles, voire opposés. Et leur mission serait en conséquence de donner accès aux enfants des classes populaires à « *autre chose* », face à la toute-puissance du commerce. Cette volonté est portée avec d'autant plus de force que, très souvent, ces bibliothécaires suivent eux-mêmes une trajectoire de promotion sociale récente à travers la culture. Il n'y a pas très longtemps qu'ils ont quitté l'univers populaire, grâce à la culture, vers les lettres et les arts. Ainsi, la bibliothécaire du secteur jeunesse que nous venons de citer est une femme de 35 ans, célibataire, sans enfants, licenciée en lettres modernes, qui occupe un poste de catégorie B comme assistante qualifiée. Elle est

arrivée dans la région parisienne en provenance d'une petite ville de province où son père était contremaître pour une société de chauffage et sa mère femme au foyer.

L'opposition « culture » versus « commercial » s'appuie sur une autre vision des rapports sociaux, confère un autre sens à la domination et accorde une autre place à la bibliothèque face aux classes populaires. Elle situe l'action de la bibliothèque dans un conflit qui diffère de celui structuré par l'opposition élites-quartiers. Il n'y a plus une essence – ou une identité, si l'on préfère – populaire à défendre, respecter ou faire valoir face à des élites qui surplomberaient les quartiers par une action méprisante, voire ignorante des spécificités de la population locale. La bibliothèque est ici, au contraire, une opportunité offerte aux classes populaires, notamment aux enfants, face à la puissance des appareils commerciaux qui maintiennent les quartiers éloignés de la culture, de la réflexion, de la pensée, de l'art³⁴. L'ennemi prend donc la forme d'une dynamique d'abrutissement à laquelle l'État, par le biais du service public, se doit de donner une réponse. Dans cette conception, la charge politique de l'action de la bibliothèque se dévoile plus clairement, et l'école apparaît comme l'allié naturel de la bibliothèque. En effet, « *donner accès à la culture* » suppose une action pédagogique, car la simple proximité (le fait d'ouvrir des bibliothèques dans les quartiers) ne suffit pas. « *Donner accès à la culture* », ou « *amener les gens à la culture* », nécessite un travail qui est pensé la plupart du temps comme relevant de la « *médiation* ».

Bibliothécaire de catégorie B, 35 ans, Émilie décrit ce travail de construction : « *Ici vous faites venir un auteur, si ce n'est pas construit avec une classe, ça n'aura aucun succès, personne ne viendrait, il faut proposer des choses qui soient en adéquation avec ce que sont les gens qui habitent le quartier. Quand on a fait ce petit-déjeuner béninois, on a cuisiné, on a proposé de découvrir la nourriture béninoise, il y avait un orchestre béninois qui jouait. Il y avait pas de rapport avec le livre à proprement parler, mais ça a marché parce que c'est une culture instinctive, tout le monde peut saisir ça, de la musique, de la nourriture. Ça fait partie de leur culture. La musique, ils adorent ça. La danse, ils adorent ça. La nourriture, ils adorent. On fait venir un auteur pour parler d'un livre, il y a personne. Il faut être*

34. Il est à noter ici que la réflexion politique, que le contenu politique en tant que tels n'apparaissent pas dans le discours des bibliothécaires. De même que n'est jamais mentionné le contenu religieux ou spirituel. Comme si religion et politique ne faisaient pas partie des livres, des bibliothèques, des centres d'intérêt des lecteurs et des non-lecteurs, etc. Je reviendrai sur ce problème central.

réaliste. Si on veut se faire plaisir nous, on serait ravies de recevoir des auteurs, mais on serait quatre à l'écouter. »

Le problème du goût populaire peut ainsi se présenter comme un obstacle à surmonter quand on voit qu'il coïncide avec la « culture commerciale », quand le populaire apparaît colonisé par les forces du commerce faisant opposition à la « vraie culture ». Or, contrairement à ce qu'une sociologie de la domination laisserait entendre, le point de vue des bibliothécaires ne voit pas de fatalisme dans cette situation, pas une détermination plus ou moins structurelle, mais au contraire une raison d'être de leur métier, un objectif à viser. La culture commerciale offre un adversaire représenté comme un ennemi commun qui s'opposerait à la fois aux classes populaires et aux bibliothécaires. Seulement, il reste à vaincre le problème du désintérêt du public des quartiers pour la « culture ». La plupart du temps, ce divorce est souligné comme une forme de réalisme.

Selon ce point de vue, le passage des bibliothèques municipales aux médiathèques de Plaine Commune est apprécié autrement. Cette fois, on reprochera à Plaine Commune de « *faire des bibliothèques au rabais* », de « *tirer vers le bas* », d'abandonner la littérature et d'aller trop dans le sens de la demande, de ne proposer que ce à quoi les gens ont déjà accès : « *Si c'est pour proposer ce que les gens ont déjà de toute façon, à quoi on sert ? Je pense que les bibliothèques sont là pour proposer autre chose, je ne sais pas, tout ce à quoi les gens n'ont pas accès.* » Une campagne d'affiches lancée par Plaine Commune pendant l'hiver 2009 a fait beaucoup de bruit et de chahut à l'intérieur des bibliothèques. Sur les affiches, on pouvait lire « *petits, grands, habitants, salariés, demandeurs d'emploi, étudiants, retraités... c'est pour tout le monde !... pourquoi s'en passer ?* » sur une légende écrite sur une pile de livres, revues et DVD sur des thèmes divers : *La Terre vue du ciel* côtoie une méthode d'anglais, un *J'élève mon enfant*, *Les secrets de l'espace* ou encore un *Rénover* pour les amateurs de bricolage. Qu'est-ce qui est remarqué ici par beaucoup de bibliothécaires ? Qu'il n'y a pas un seul roman dans la pile, ni de classique de cinéma, ni de poésie, ni d'ouvrages d'histoire ou d'analyse politique. Effectivement, dans le souci « *d'aller vers tout le monde* », l'image que la bibliothèque semble vouloir donner d'elle-même est claire et on comprend qu'elle puisse éveiller un débat. La publicité semble vouloir montrer une bibliothèque qui évolue plutôt de la « culture » vers « *les intérêts concrets des gens* » ou vers « *la vie de tous les jours* », « *ce qui est utile* ». Dans les schémas d'opposition qu'on vient de présenter chez les bibliothécaires, ce mouvement irait de la culture au commercial, de l'élitisme au populaire, du roman vers les outils.

Ce qui nous intéresse, surtout ici, est de voir que ces discussions renvoient à des oppositions sociales, d'une part, et que ces oppositions s'associent aux conflits qui traversent l'univers populaire, conflits qui ont une facture autant culturelle que politique.

Dans une certaine mesure, ce changement dans la politique des bibliothèques (qui par ailleurs n'est pas exclusive à Plaine Commune) peut être interprété en termes de réalisme. Rappelons-nous du : « *On fait venir un auteur pour parler d'un livre, il y a personne. Il faut être réaliste.* » Un réalisme qui apparaît quand on regarde en face non seulement une situation sociale très fortement marquée par le fait que, dans la population de Plaine Commune, 38,5 % des habitants n'ont pas de diplôme³⁵, mais aussi une situation de conflit entre les institutions et les quartiers qui prend, dans le cas des bibliothèques, le double visage des « violences » et de la désaffection des publics potentiels. Comme on l'a dit, les bibliothécaires et leurs autorités de tutelle sont très sensibles à cet indicateur du nombre de lecteurs inscrits – entre autres parce qu'il permet de comparer ces bibliothèques à la moyenne nationale et d'avoir ainsi un indicateur objectif de performance de la politique publique³⁶. À partir de ce constat, la plupart des bibliothécaires sont d'accord sur la nécessité d'un changement. Mais ils s'opposent sur le sens à lui donner. Globalement, ils se regroupent sur deux positions opposées : ceux qui pensent que la bibliothèque doit s'adapter à la demande et en conséquence s'ouvrir aux quartiers et à la modernité, et ceux qui pensent que les bibliothèques doivent s'adapter aux nouveaux contextes, mais sans renoncer à leur mission principale de « *pédagogie* », d'« *élever le niveau* », de « *donner accès à autre chose* ».

Pour ceux qui voient la modernisation comme une politique de « *bibliothèques au rabais* », la question est de savoir « *quel intérêt il y a à faire venir les gens et avec quel propos on ouvre les collections* » aux produits des industries culturelles. Marie-Christine (catégorie B) partage cet avis et considère qu'il faut bien « *des collections Harlequin ou des films très blockbuster* ». Mais elle pense aussi que « *le discours qui consiste à dire on les amène à la bibliothèque, en les attirant par ce qu'ils cherchent, en faisant Voici dans les magazines ou enfin je ne sais pas, Closer, machin, tout ça, en pensant qu'il va y avoir un parcours de lecteur et puis que de Voici ils vont sauter à Paris Match et de Paris Match à Télérama, j'y crois*

35. 38,5 % de la population non scolarisée et de plus de 15 ans.

36. En 2009, la moyenne d'inscrits par ville représentait 9,32 % de la population de Plaine Commune, contre 20 % au niveau national.

*pas. J'y crois pas ! » Elle considère que « le parcours de lecture qui les emmènerait de ce type de production à une production intellectuelle supérieure dans une espèce de progression », relève de l'illusoire, car une telle hypothèse « nécessiterait un travail de fond qui demanderait des moyens infiniment supérieurs aux moyens concrets » dont ils disposent dans les bibliothèques de quartiers. Alors, elle soupçonne la politique de modernisation de vouloir « attirer des gens avec Voici pour faire du chiffre. Quel intérêt d'aller en bibliothèque si c'est pour y trouver Voici, à part faire du chiffre ? ». Elle représente ainsi ce groupe de bibliothécaires qui pensent que les magazines *people* comme *Voici* et *Closer* et d'autres produits de la « culture commerciale » n'ont pas vraiment leur place en bibliothèque. « D'autant plus qu'Internet étant libre, on peut aller trouver les informations qu'on trouve dans *Closer* sur n'importe quel site. Je suis pour la liberté de consultation d'Internet, mais voilà, *Closer* prend la place d'autre chose de mieux. » On trouve là un courant important qui considère qu'être bibliothécaire suppose un certain engagement et qui voit dans ces ouvertures au goût populaire et aux industries culturelles teintées de « tolérance, une grosse part de condescendance. Quand je tolère quelqu'un, je condescends à l'accepter. Or, la mission d'une bibliothèque, c'est quand même d'élever ne serait-ce que d'un degré le niveau de conscience et de réflexion des gens. *Closer* ne répond pas à ça, au contraire, ça les conforte dans leur bassesse. Pour moi c'est non ! » (Michel, 43 ans, catégorie B).*

Face à cette problématique, les avis peuvent être contrastés, comme nous l'avons indiqué et ceci parfois au sein de la même bibliothèque. C'est le cas de ceux qui pensent qu'« il faut être à l'écoute » et que les bibliothécaires ne peuvent « plus rester sur notre façon de faire d'il y a trente ans. Avec cette nouvelle politique documentaire, on devrait quand même être le reflet de ce qui se passe dehors ». On voit là un groupe qui observe la bibliothèque dans la tourmente rapide des changements avec pour effet que « les bibliothèques et les médiathèques ne proposent pas le quart de ce que les gens ont même chez eux, même ceux qui n'ont rien ».

Reste alors la question du livre, qu'on ne peut pas trouver sur Internet, mais un livre qui se voit doublé de toute une série de consommations, de productions culturelles et de lectures accessibles au plus grand nombre sans l'intermédiaire de la bibliothèque. Ils observent alors que ce qui faisait la force de la bibliothèque – « donner accès à la culture » – n'est plus d'actualité et voient l'institution et l'outil politique menacés. C'est ce groupe qui pense ainsi les collections : « Du classique, il en faut toujours un peu, puisqu'à l'école il y en a quand même. Dans les romans, il

y a quand même une demande des professeurs. » ; en section jeunesse, « les albums entre le nec plus ultra des albums et de l'édition jeunesse de qualité ». « Dans les revues, petit à petit aussi et l'abonnement, il y aura toujours ceux qui sont "haut de gamme", de qualité. Mais aussi il y aura Closer, pourquoi pas. »

LA QUESTION DU LANGAGE ET DE LA PROXIMITÉ SOCIALE : PROFONDES AMBIGUÏTÉS

+++++

Pour les bibliothécaires qui se sentent socialement très proches des habitants, leur connaissance du quartier est estimée comme une qualité, la « proximité » érigée en valeur. Souvent, ces bibliothécaires disent avoir été embauchés pour cette raison : « *Je pense que, principalement, ils m'ont quand même pris parce que j'étais quelqu'un du quartier et qu'à cette époque il y avait quand même des petits soucis [...].* » Cette recherche d'une proximité sociale joue un rôle notamment sur les hiérarchies qui distinguent les bibliothèques et dans la mise en forme des conflits qui organisent leur monde. D'un côté, « l'élite », ceux qui dirigent les bibliothèques, mieux formés et plus proches des humanités ; de l'autre côté, ceux qui connaissent les quartiers et sont « *proches des gens* ». Ce clivage prend comme objet des hiérarchies et des conflits que celles-ci suscitent, la culture populaire et la « culture » tout court, la langue légitime et la langue des quartiers et des classes populaires.

Que fait-on de toutes les formes linguistiques, parlées et écrites, qui s'éloignent du langage institutionnel ? Et comment cette norme de langage est-elle définie ? Comment gère-t-on la distance institutionnelle existant entre la langue officielle et les autres ? Lorsque cette coupure se fait, comme lorsque la bibliothèque est cible de violence, elle prend une dimension de classe sous la forme de « ceux d'ici » par opposition à « ceux de là-haut ». Et là-haut se trouvent « *les élites* », ceux qui dirigent, les hommes politiques, ceux qui ne sont pas proches des habitants, surtout dans une société comme la société française où toute forme de populisme est disqualifiée et l'autorité et la reconnaissance publiques s'acquièrent en se rapprochant de la norme. Cette division se ravive face à une question à laquelle les bibliothécaires sont très sensibles, car elle se situe au fondement de leur profession, la question langagière. Quel est le langage approprié pour parler aux « jeunes » et aux habitants des quartiers ? Bibliothécaires, enseignants et hommes politiques, sont-ils toujours aussi

légitimes, leur place est-elle toujours légitimée avec la même efficacité par la maîtrise de la langue officielle ?

Deux bibliothécaires à propos de la langue

« Je me souviens qu'un jour Marie m'a dit : "Mais Édith tu peux pas agir et parler comme eux parlent (les jeunes quoi). Oui parce que tu te dois quand même de parler correctement." Mais je lui ai dit : "Attends, Marie, je vais pas, alors qu'ils m'insultent et que ça se passe mal, je vais pas leur parler avec une voix douce. Parce que d'une, ils en ont rien à fiche et ils vont me rire au nez ! Et puis même si je travaille à la bibliothèque et que je dois parler correctement, je suis désolée quoi, là tu... Je vais te le prouver. Un jour tu verras qu'en leur parlant comme eux ils parlent, eh bien, bien souvent ça s'arrête." Alors après c'est vrai que c'est pas super de réagir un peu sauvagement comme eux peuvent être super sauvages. Mais y a des fois où ils se disent c'est bon "en face de nous y a plus fort" ou "elle va pas se laisser faire, la dame". Et puis bon après, c'est vrai que je connais pas mal de gens ici, ou alors si je les connais pas eux, je connais le grand frère ou la grande sœur. Donc bon voilà, et puis y a une tête aussi qui te dit bah "on la connaît cette dame ! Ah ouais, si, mais elle travaille à la bibliothèque mais elle habite ici elle aussi !" C'est pour ça que je pense qu'avec moi, ils ont peut-être jamais franchi certaines limites. »

Édith (37 ans, catégorie B, quatorze ans d'ancienneté)

Les bibliothécaires sont, comme dans toute institution, attentifs au langage qu'ils emploient. Mais, dans leur cas, il y a une position singulière donnée à la fois par la position que la bibliothèque occupe parmi les institutions du quartier et par le traitement de la tension distance/proximité avec les habitants. La bibliothèque est quelque part entre « la médiation sociale » et l'école. Comme pour cette dernière, il s'agit d'une institution culturelle où la matière principale est l'écrit et où le but premier est d'amener l'écrit, et plus précisément le livre, dans ces zones de la ville et de la société. Or, l'écrit et le livre sont, la plupart du temps, pensés dans une représentation littéraire et intellectualisante. Au contact avec les classes populaires, cet intellectualisme prend inévitablement la forme d'une visée pédagogique – classes populaires qui sont représentées à partir d'une idée de pauvreté culturelle, du fait qu'ils sont démunis de capital culturel, qu'ils n'ont pas accès à la culture, etc.

D'autre part, cela fait plusieurs années que les bibliothèques municipales ont entrepris des démarches d'ouverture et de proximité auprès des populations qu'elles veulent atteindre et qui restent, malgré ces efforts,

toujours plus ou moins hors de portée³⁷. Ces efforts sont visibles. Il y a, en premier lieu, de plus en plus de constructions de bibliothèques dans les quartiers, les « annexes » à travers lesquelles les « centrales » municipales se décentralisent pour atteindre les marges de la société et les lisières de la ville. Il y a aussi tout ce qui touche aux collections : l'accès direct, leur diversification vers des livres et des écrits moins littéraires (et plus axés sur la « pratique », comme les livres de cuisine, la presse ou les manuels en tout genre), vers des collections en langues étrangères qu'on suppose liées aux origines nationales de la population des quartiers, vers d'autres supports (audiovisuel et Internet) qui ont transformé les bibliothèques en médiathèques. Et il y a enfin la mutation du métier de bibliothécaire qui fait évoluer le mouvement du livre vers l'usager. L'hypothèse étant que le bibliothécaire ne travaille pas ici avec un usager lecteur qui sait déjà ce qu'il veut et qu'il faut l'aider à trouver, mais qu'il faut aller vers des individus pour les aider à se repérer dans un univers qui leur est étranger ou dans lequel ils possèdent peu d'outils pour s'orienter. Souvent, on est obligé d'aller plus loin non seulement vers des usagers compris comme des individus, mais aussi vers les quartiers. Et un quartier est une entité complexe qu'il faut tenter d'appréhender pour l'approcher. On recrute alors, parfois, des gens qu'on suppose socialement proches de cet univers et de ses habitants.

Dans le cas des bibliothèques situées en milieu populaire, comme celles qui nous occupent, l'ensemble de ces évolutions vers la proximité tire le bibliothécaire vers la médiation et le travail social. Dans ce cadre, la question de la proximité sociale devient une question de proximité culturelle où la forme langagière de la communication est essentielle, comme l'est le fait de proposer des livres et des publications accessibles par le goût et par les capacités de lecture qu'ils exigent. Et les mêmes observations de séparation de la population du quartier par rapport à la bibliothèque se manifestent par les activités culturelles proposées, les « animations adultes ». Certains ont le sentiment qu'elles sont déconnectées du quotidien des habitants, qu'il faudrait proposer des sujets auxquels « *ils sont confrontés tous les jours* », pas des « *sujets pointus* », des choses simples. Ainsi, une animation sur « *à quoi sert le temps ?* » en présence

37. Anne-Marie Bertrand, *Les bibliothèques*, Paris, La Découverte, 2004 ; Anne-Marie Bertrand, Martine Burgos, Claude Poissenot, Jean-Marie Privat, *Les bibliothèques municipales et leurs publics. Pratiques ordinaires de la culture*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2001 ; et *Lecture publique et territoires, trente ans de mutations en BDP*, actes du colloque de Montbrison, 24 et 25 octobre 2003, Villeurbanne, Presses de l'enssib, 2005.

d'un astrophysicien a été critiquée. « *Alors ils ont eu du monde parce que, bon, ils ont fait... effectivement... c'est des Parisiens qui sont venus avec un astrophysicien ou je ne sais pas quoi. Déjà rien que ça "astrophysicien", tu te dis : "Bon, ok, c'est quoi ce truc ?"* » (Marie, 42 ans, bibliothécaire, catégorie B).

Ces discussions renvoient évidemment à une représentation du rapport entre les bibliothèques, leur direction, et les quartiers. Mais il s'agit d'une problématique de « classes » qui se dit peu en ces termes. Un seul bibliothécaire (50 ans, catégorie A) a formulé ainsi les choses en s'appuyant sur les divisions qui traversent les quartiers (sans faire référence à la question « *ethnique* ») : « Le public adulte, je dirais, ça va être les classes moyennes, la majorité. Il va y avoir toujours 10 ou 15 % d'ouvriers, d'employés, de petits employés, mais, grosso modo, c'est les classes moyennes, c'est les fonctionnaires de catégorie B, profs, instits, lecteurs de Téléràma... [rires]. » C'est ainsi qu'il perçoit le public adulte qui « *ne change pas en soi entre une bibliothèque de banlieue populaire et une bibliothèque d'une ville de province assez bourgeoise, en centre-ville. Je pense que s'il y a moins d'inscrits dans les bibliothèques en banlieue, notamment chez les adultes, c'est tout simplement parce qu'il y a moins de couches moyennes* ».

Cela dit, chaque fois que la population des quartiers est disqualifiée, sous une forme ou sous une autre, des sentiments profondément ambigus apparaissent parmi les bibliothécaires. Le plus souvent, dans le même entretien, un bibliothécaire voudra signifier combien le quartier a déperî ou s'est dégradé, combien la violence ou la pauvreté sont importantes, mais immédiatement, quelques minutes plus tard, il commencera à mettre en valeur les qualités des habitants, il relativisera que « *ce n'est pas pire ici qu'ailleurs* », que « *dans la journée, c'est un quartier comme les autres* », qu'« *il ne faut pas stigmatiser les gens, ici ils ne sont pas tous pareils* ».

Cette ambivalence trouve deux sources. En premier lieu, les bibliothécaires sont conscients que l'une des choses dont souffrent le plus les habitants et contre laquelle ils se battent avec le plus d'énergie est la mauvaise réputation de leur quartier³⁸. Il s'agit ici de protéger les habitants contre les effets de stigmatisation auxquels renvoie l'image des territoires de la « banlieue », les « quartiers », les « cités HLM », le « 93 ». Comme

38. Sur cette question, voir Renaud Dulong, Patricia Paperman, *La réputation des cités HLM. Enquête sur le langage de l'insécurité*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; Annick Madec, *Chronique familiale en quartier populaire*, Paris, La Découverte, 2002.

la plupart des « intervenants » dans ces territoires, les bibliothécaires veulent s'opposer à la vision que, d'après eux, donnent la presse et la télévision ; une image purement dégradante qui, par amalgame, disqualifie tous ceux qui habitent « les tours ». Une vision de loin, en vrac et stigmatisante de la presse s'oppose au sérieux, au professionnalisme et au contact avec le terrain des bibliothécaires – surtout ceux qui travaillent dans des structures de proximité. Les bibliothécaires sont ici investis d'un sentiment de devoir, d'une responsabilité politique qu'ils assument et d'un fait sur lequel ils peuvent agir à travers leur travail : « l'image ». La seule présence d'une bibliothèque, il est vrai, peut être positive pour la réputation d'un quartier, surtout dans un contexte où, comme on l'a vu, on considère que ces quartiers se vident, « *qu'il ne reste plus rien* ». Les bibliothécaires agissent ici dans le sens des maires qui veulent améliorer l'image de leur ville³⁹.

Quand je suis arrivé pour la première fois dans le quartier de La Saussaie, en 2007, la photocopie d'un article sur le quartier, paru dans *Le Point* un an plus tôt, circulait de main en main, et les bibliothécaires de Gulliver m'en ont donné une copie aussitôt arrivé. Deux journalistes étaient venus, prétextant qu'ils enquêtaient sur les émeutes de 2005. Ils se sont installés dans un appartement à La Saussaie pendant deux semaines et ont publié un papier à sensation où ils donnent l'image d'un quartier rongé et dominé par la violence et les trafics de drogue. En décembre 2007, un nouvel article paraît dans *Le Point* au sujet d'un médecin qui a décidé de quitter le quartier après une série d'agressions. Dans les deux cas, les journalistes décrivent un quartier où règne la violence, où « une poignée de caïds font la loi » et, à travers des témoignages, disent qu'il n'y a plus d'autorité, que la police a quitté les lieux avec les classes moyennes, les Juifs et les Maghrébins pour être remplacés par des Africains pauvres qui pratiquent la polygamie. L'exagération et la caricature sont à leur comble⁴⁰. Les habitants étaient unanimement furieux, les bibliothécaires aussi. Le maire a rédigé un communiqué dans lequel il indique : « En utilisant des raccourcis et des amalgames, en laissant croire que les comportements condamnables d'une minorité sont ceux de toute la population du quartier, en établissant un parallèle entre ces dérives et la religion musulmane, en ne se présentant pas comme des journalistes et en ayant

39. Cette recherche d'une amélioration de l'image des villes et des quartiers vise à attirer les classes moyennes ou à freiner leur départ. Il y a une cohérence entre ces objectifs affichés et les représentations des quartiers comme s'étant « vidés » que nous évoquions plus haut.

40. Voir les articles du *Point* du 2 février 2006 et du 6 décembre 2007.

recours parfois à une fausse identité, les auteurs de cet article se sont livrés à une véritable manipulation que je condamne avec la plus grande vigueur. Plus grave encore, la publication de témoignages et de photos – dont on se demande comment elles ont été obtenues –, aboutit à montrer du doigt certaines personnes, et crée un climat détestable. » Il finit par demander un droit de réponse et par avertir les habitants que « toute personne qui voudrait se livrer à des actions de représailles suite à cet article [sera] interpellée et mise à disposition de la justice »⁴¹.

Une preuve de plus, s'il en fallait, que le rapport à l'écrit, ici la presse et les communiqués officiels, joue un rôle premier dans la constitution de la politicité populaire aujourd'hui. Nous pouvons rappeler également tous les débats qu'il y a eu autour du roman *Les anges s'habillent en caillera*, de Rachid Santaki. Nombreux étaient ceux qui s'opposaient à l'invitation de l'auteur pour animer un débat autour de son livre, et bien nombreux aussi ceux qui s'opposaient à l'achat du roman pour l'intégrer dans les collections. L'image que le livre véhiculait des quartiers, de la banlieue et du « 93 » était, selon eux, une image caricaturale, dégradante, et qui ne faisait qu'alimenter les pires clichés pesant sur ces populations et justifier une politique répressive à l'égard de cette fraction des classes populaires.

En second lieu, cette ambivalence face aux quartiers trouve son origine dans l'engagement des bibliothécaires eux-mêmes dans leur travail et aussi, d'une certaine façon, dans la vie du quartier. Travailler dans un quartier considéré comme malfam   disqualifie le professionnel, son travail et sa personne. C'est un sentiment, que beaucoup éprouvent, de véritable discrimination négative, de discrédit, de disqualification. Et il n'est pas seulement vécu par rapport à la profession, en termes de carrière ou vis-à-vis des collègues, car, ici, un préjugé contraire fonctionne en valorisant ceux qui ont « *le courage d'aller vers ces populations* », comme une véritable « *vocation* ». Le discrédit est surtout vécu dans la sociabilité, avec ses amis, ses proches et même sa famille. Jusqu'au cas d'un jeune bibliothécaire venu d'une région rurale du nord de la France qui, un an après être arrivé à Saint-Denis, n'avait toujours pas raconté à ses parents où il travaillait, « *pour ne pas leur faire peur* ».

Lorsque la personne travaille et vit dans le même quartier⁴², qu'on est parfois n   dans le quartier de sa bibliothèque, l'ambiguïté se présente plus

41. Didier Paillard, communiqué du 14 février 2006.

42. Sur l'ensemble des interviewés, 31% vivent dans le quartier où se trouve la bibliothèque ou similaire, et plus de 75 % vivent dans une ville de Seine-Saint-Denis.

fortement, souvent en valorisant un quartier qui serait un bon quartier et qui s'est dégradé sous l'effet de forces étrangères à lui-même. Ainsi le raconte une habitante et bibliothécaire du quartier Le Clos Saint-Lazare, à Stains : *« Je suis née ici, mes parents étaient déjà là depuis longtemps parce que ma sœur est née ici en 1967. Je pense qu'ils ont été les premiers résidents du Clos, vraiment, il y avait des chantiers partout, il y avait des grues partout. Quand je suis née, en 1972, c'était quasiment fini et c'était une grande cité, pleine d'arbres avec beaucoup d'espaces verts, c'est aéré entre les tours, c'est pas collé. »* Puis, Édith se rappelle de ces moments de jeu comme de *« très très bons souvenirs »* et du temps où *« il y avait un super centre commercial, c'était là-bas, vraiment une grande place carrée où tous les commerces étaient ouverts. Je sais pas combien de commerces il y avait, je ne sais pas si elle vous en a parlé, Christine, puisqu'elle habitait dans la même tour que moi. Y avait un café, un tabac, une librairie qui faisait tabac, une boulangerie, un cours des halles, une boucherie, une chevaline, un coiffeur, un petit supermarché mais qui marchait super bien puisqu'il y avait une boucherie à la coupe »*, des vraies commerces qui témoignent d'un *« vrai quartier »*.

Ce passé représente un temps lié au passé ouvrier où les solidarités faisaient penser à une certaine homogénéité. Un passé perdu où l'univers culturel des classes populaires était beaucoup plus proche de ceux qui sont aujourd'hui devenus bibliothécaires. Où le conflit avec les classes populaires n'en était pas un (dans le discours des bibliothécaires) ou, plus précisément, se présentait autrement du moment qu'il prenait la forme d'un *« simple »* manque d'accès à la culture. Que reste-t-il de ce monde dans le présent des quartiers ? Était-ce le vrai quartier auquel il faudrait revenir ? Le quartier du présent doit être pensé à partir de l'idée d'une transformation qui aurait rendu différente la réalité des classes populaires d'aujourd'hui ou, au contraire, à partir de l'idée de déviation, auquel cas il faudrait tenter de revenir à sa véritable identité ? Cette coupure omniprésente entre passé et présent des quartiers renvoie au souvenir, plus ou moins revendiqué, d'un passé ouvrier qui s'oppose à un temps présent défini dans des codes difficiles à appréhender et à intégrer aux schèmes traditionnels de compréhension des classes populaires.

Ce rapport à un idéal représenté dans le passé complique les schèmes de perception du présent. Rappelons-nous de la volonté d'aller vers la *« demande »* des classes populaires d'aujourd'hui. Jusqu'où faut-il aller ? Et par quel chemin ? La religion constitue-t-elle une voie légitime de formation de la culture populaire ? Faut-il accepter ces transformations

ou lutter contre elles ? L'enjeu est éminemment politique et il se trouve derrière les discussions apparemment techniques sur « comment faire venir le public dans les locaux des bibliothèques ».

Quand j'étais petite au quartier

« Quand on était enfants, il y avait pas de différence entre nous, on était tous des enfants des ouvriers. Même si on était de pays différents, ça ne rentrait jamais en compte. Et puis, il n'y avait pas de religion quoi ! Moi j'avais des amis qui allaient au catéchisme un peu, mais sinon, j'ai aucun souvenir de voir des copains faire le ramadan. Si, ça a commencé quand on était au collège, avant on savait pas du tout ce que c'était, non, non. En plus, mes parents sont athées, donc ils ne m'ont rien transmis par rapport à ça. Et puis, bah, mes copains qu'étaient Algériens ou Marocains, ils allaient de temps en temps au pays, mais je crois qu'ils avaient rien en eux qui les obligeait de toute façon à le faire. Et puis, je pense que leurs parents même s'ils faisaient leur prière, vraiment on le voyait pas, on le savait pas et ça restait d'ordre privé. Maintenant c'est un peu autre chose. Je sais que le vendredi midi, parfois quand je descends à la grande rue, que je descends jusqu'à l'avenue où il y a des bus, bah, le vendredi c'est la prière du vendredi quoi... C'est flippant parce qu'on voit des toutes petites, comme ça, voilées, où on ne voit que les yeux, les mamans habillées tout en noir où on ne voit que les yeux ! C'est un autre monde, vraiment pas le monde que j'ai connu. Il y a des mamans d'un côté avec les petites filles et puis après il y a les papas avec les garçons qu'ont leur petit tapis sous leur bras. Et c'est vrai que, bah, moi, j'arrive pas à comprendre quoi. »

Édith, bibliothécaire, catégorie B, 55 ans,
habitante du quartier Le Clos Saint-Lazare, Stains.

+++++

CHAPITRE V

LA BIBLIOTHÈQUE AU

CŒUR DU POLITIQUE

+++++

CHAPITRE V LA BIBLIOTHÈQUE AU CŒUR DU POLITIQUE

*Dicere etiam solebat nullum esse librum tam malum,
ut non aliqua parte prodesset*¹.

Nous avons déjà évoqué les clivages socioculturels qui agissent sur la conjoncture actuelle à travers la parole écrite. Afin de comprendre le lien entre les violences et les bibliothèques de quartier, j'ai essayé de prendre les pierres et les cocktails Molotov lancés contre les premières comme étant des messages. Il n'y a pas que les livres pour abriter des productions de sens. Les quartiers parlent à travers des actes qu'ils manient avec finesse comme des messages adressés à un espace public où il est difficile de se faire entendre. Ces messages de pierres et de feu devraient nous permettre de mieux comprendre les rapports de la bibliothèque à la culture populaire. Incendies et caillassages parlent autant de ceux qui lancent pierres et cocktails Molotov que des bibliothèques auxquelles ils s'adressent. Une interprétation culturelle du conflit nous oblige à interroger ces productions de sens, qui se superposent, cohabitent et entrent en compétition au sein de l'univers populaire comme autant de mémoires empilées les unes sur les autres. Nous pouvons interroger la parole écrite comme étant essentiellement un lieu de mémoire. Quelles sont les mémoires inscrites dans les livres ? Comment ne pas penser que l'hétérogénéité des classes populaires renvoie aussi à leur capacité à interpréter le monde en fonction de mémoires distinctes et différenciées et qui peut-être ne communiquent pas toujours entre elles ? Quels sont les éléments utiles à la compréhension des mobilisations contemporaines tels qu'ils se trouvent écrits et condensés dans ce que nous appelons « mémoire ouvrière » ? Dans quelle mesure la mémoire à laquelle donne accès l'écrit permet-elle de donner sens aux conflictualités actuelles ? Ne renvoie-t-elle pas plutôt nombre de productions contemporaines vers le non-sens ?

1. « Il n'y a point de livre, pour mauvais qu'il soit, qui ne contienne quelque chose de bon. » La phrase, attribuée à Pline le Jeune (*Correspondance*, livre III, v. 10) est placée en ouverture du *Lazarillo de Tormes*, « Prólogo », Madrid, Planeta, 1995, p. 5 [Paris, Gallimard, 2008].

Quel livre pourrait aller chercher dans ses rayons un bibliothécaire afin de comprendre pourquoi ces individus qu'il appelle « jeunes » et qu'il tente d'aider lui lancent des cocktails enflammés qui vont inévitablement souiller ce qu'il y a de plus sacré pour lui ?

Les bibliothèques de quartier sont avant tout des institutions destinées à « rendre accès », disent avec raison les bibliothécaires. Mais la bibliothèque est aussi, fondamentalement, une institution vouée à orienter, qui sert à la fois de « phare et de havre », pour reprendre l'expression de Roger Chartier². Et dans ce dernier rôle, elle se voit obligée de classer, d'intégrer et d'exclure, de qualifier, d'organiser, de sélectionner et de bien séparer, justement, l'ivraie du bon grain. C'est ce en quoi consiste l'action de « désherber » et, plus important encore, les achats qui font peu à peu les fonds de chaque bibliothèque. C'est par ce biais que celle-ci construit un public et qu'elle peut agir dans chaque quartier. Or, le problème, c'est que les bibliothécaires ne peuvent discuter de ces questions qu'à huis clos, c'est-à-dire entre professionnels. Puisqu'elle se représente elle-même comme un service public, comme un espace ouvert à tous, elle fonctionne sur la fiction d'un espace public, sans contrainte, comme un agent qui n'agit pas, neutre. Alors, refoulés par une volonté de les maintenir à distance, les conflits sociaux et politiques font irruption dans son enceinte protégée comme un caillou à travers une vitre.

Notre désarroi est si fort que nous ne pouvons plus ouvrir nos textes avec l'assurance et la conviction de Pliny le Jeune pour qui « *Il n'y a point de livre, pour mauvais qu'il soit, qui ne contienne quelque chose de bon* ». Tout au contraire, mon travail a été guidé par la conviction que ces pierres et ces cocktails incendiaires lancés contre les bibliothèques, qui vont brûler des livres et « *souiller* » des collections entières, ne déstabilisent pas seulement l'action des intervenants dans les quartiers, comme les bibliothécaires, les enseignants ou les travailleurs sociaux. Ces pierres frappent aussi à la fenêtre de nos bibliothèques, je veux dire celles où s'abreuvent sociologues et politiques.

Nous n'avons pas fini d'explorer ces pistes dans le cadre de notre livre. Il reste beaucoup à faire, volumineux est le matériel empirique que nous avons encore à étudier, et je ne suis pas en mesure d'assurer que les pistes que j'ai ouvertes ici fructifieront. Nous en avons exploré certaines, comme,

2. Roger Chartier, « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », in Gloria Origgi, Noga Arikha (dir.), *Text-e. Le texte à l'heure de l'Internet*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2003, p. 26.

par exemple, les parcours sociaux et politiques des bibliothécaires. Y a-t-il dans les modalités de formation et de recrutement des bibliothécaires une voie pour la compréhension des violences qui leur sont adressées ? Est-ce qu'une radiographie plus précise des destinataires des attaques nous permettrait de mieux comprendre les conflits qui leur donnent sens ? Quel est leur lien avec les enjeux de pouvoir locaux ? Quel est le poids de la vocation politique dans les parcours de bibliothécaire ? Ce sont des questions qui restent malgré tout ouvertes. Ce que nous savons, c'est que la compréhension de la relation sociale constitutive d'une bibliothèque, entre les bibliothécaires et leur public (et leur non-public), ne peut pas être comprise uniquement par une étude de ces derniers. C'est pourtant ce que les bibliothécaires réclament en permanence : des études sur les publics et leurs usages. Et la sociologie propose peut-être trop souvent une radiographie des publics, des usages et des lectures comme seul moyen de comprendre la bibliothèque.

Je voudrais, pour finir, exposer deux dernières pistes que j'ai développées en filigrane tout au long du texte. La première est guidée par l'hypothèse de la bibliothèque considérée comme un espace public. La seconde, que je développerai quelques pages plus loin, consiste à prendre au sérieux la sacralité invoquée par des bibliothécaires dès lors qu'ils font référence à des livres « souillés » par les incendies.

LA BIBLIOTHÈQUE, ESPACE PUBLIC ?

+++++

Si nous voulons comprendre la relation existant entre la politique des bibliothèques et les violences sociales, nous devons faire un effort pour comprendre les deux actions, l'intervention locale des pouvoirs publics à travers les bibliothèques et les pierres lancées contre elles, comme faisant partie d'un échange entre groupes et catégories sociales. Et les messages échangés parlent autant de la manière dont les bibliothécaires voient les classes populaires que de ce qu'est une bibliothèque, comment elle est perçue, ce qu'elle représente pour les classes populaires. Nous avons vu que, face à l'écrit comme face à tout le reste, les opinions, avis et positions des classes populaires sont loin d'être uniformes. On y voit des oppositions entre les habitants eux-mêmes. Mais au sein de ces voix confuses et de ce vacarme difficile à saisir, une voix très puissante est perceptible qui nous renvoie, elle, à notre propre position sociale, une position sociale où « nous » nous reconnaissons ensemble, enseignants, bibliothécaires, universitaires, hommes politiques, journalistes.

Une force centripète déconcentre la politique par un investissement du lieu de vie compris comme étant un lieu du politique. Cette force exprime une volonté manifeste de désenclavement du quartier pour le ramener au centre de l'activité politique et pour rappeler que ces territoires font aussi partie de l'espace public. C'est l'un des premiers éléments qui confère sa spécificité à la politicité populaire d'aujourd'hui. Dans cette nouvelle politicité populaire, nous observons un investissement du quartier comme territoire du groupe, comme lieu d'appartenance, comme source d'identité et comme moyen d'accès à des ressources variées. C'est ce que nous avons souligné plus haut comme étant à l'origine du conflit entre ceux qui cherchent à s'approprier le quartier et ceux qui cherchent à « *s'en sortir* ». Cette double volonté d'inscription du territoire local dans l'espace du politique et d'investissement de ce même territoire comme lieu de vie est à la base d'une tension fondamentale qui traverse l'univers populaire et dont les victimes ne sont pas seulement les bibliothèques, mais aussi les institutions en général et les habitants en particulier. D'un côté, les classes populaires poussent vers l'inscription territoriale du groupe, de l'autre, elles tirent vers une inscription dans la communauté des citoyens, en tant qu'individus. La politicité populaire telle que nous l'observons dans les quartiers est traversée par cette contradiction. Celle-ci est à l'origine de divisions sociales tout comme elle est source de tensions symboliques, de représentation de soi, de son espace et de celui des autres.

Encore une fois, dans quel espace s'inscrit la bibliothèque ? Dans un sens, son action vise l'intégration sociale des individus, leur accès au « droit de cité », comme l'a justement souligné Michèle Petit³. Mais en même temps, l'action des bibliothèques apparaît comme un projet porteur de sens, comme un emblème, comme lieu de mémoire où les mémoires sont classées et qualifiées, légitimées ou au contraire délaissées. Nous avons vu jusqu'où la bibliothèque joue avec les classifications dans le cas de la revue *Closer*, par exemple. C'est dans ce double sens que la bibliothèque intègre l'univers des classes populaires. Elle n'est pas seulement porteuse d'un projet républicain ou de démocratisation. Nous devons nous interroger sur les mémoires qu'elle véhicule et représente en tant qu'institution culturelle. Dans quelle mesure ces mémoires servent-ils de support aux habitants ? Et à quels habitants ? Pour quoi faire ? Dans un sens, les bibliothèques de quartier s'apparentent à l'espace public, comme

3. Michèle Petit et al., *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 1997.

un lieu que chacun peut investir de contenus divers. Mais dans l'autre, elles constituent l'emblème d'un groupe, son projet de transformation sociale, son support matériel et symbolique. Et ce qu'elles visent à transformer, ce sont surtout les classes populaires. Alors, comment celles-ci pourraient-elles ne pas résister quand ces projets sont conçus par des « intervenants » étrangers ? Dans ce cas, la bibliothèque devient objet de conflit, car son action s'oppose à celle des autres groupes qui se sentent attaqués par elle. Nos premières impressions nous portent à penser que, même lorsqu'elles se présentent et se veulent comme un espace public, les bibliothèques de quartier sont aux prises de conflits sociaux qui les dépassent et qui renvoient leur action à celle d'emblème d'un groupe social singulier.

D'un point de vue très général, considérées comme symboles, les bibliothèques de quartier oscillent donc entre deux formes d'action. Et cette oscillation constitue l'un des enjeux principaux de la conflictualité au sein de laquelle il faut interpréter les incendies et les divers heurts que nous observons. À l'une des extrémités de ce flottement, la bibliothèque tente de se constituer comme un espace public au sein du quartier. À l'autre extrémité, elle est renvoyée à la place d'un emblème qui représente un groupe ou une classe. Nous pouvons regarder ainsi la bibliothèque et nous demander dans quelle mesure elle est symbole d'un groupe particulier ou, au contraire, constitue un espace public.

Du point de vue de l'emblème d'un groupe (un drapeau, par exemple), quatre traits caractérisent le rapport entre le symbole et ce qui est symbolisé. En premier lieu, le symbole est régi par des règles connues de tous (pour celui qui les ignore, le drapeau n'est qu'un chiffon de couleur). En deuxième lieu, le symbole est ici univoque (chaque nation ou chaque club de foot a son drapeau). En troisième lieu, le symbole s'épuise dans son signifié (cela ne peut être *que* le drapeau de telle nation ou de tel club). Enfin, étant donné un régime de régulation, le rapport entre le symbole et ce qui est symbolisé est invariant et, corrélativement, ses matérialisations, infinies. Que le drapeau soit en toile ou peint sur un mur, dans un lieu ou dans un autre, ne change pas la qualité du signifiant.

Dans le cas d'un lieu public, les symboles possèdent des attributs opposés. Premièrement, il n'y a pas de normes qui puissent le clôturer, qui fixent son statut symbolique. Reste donc ouverte la possibilité d'inclure le lieu dans de nouveaux rapports signifiants, dans de nouvelles mémoires. Ainsi, une place est successivement celle des manifestants en faveur d'une cause et celle de ses opposants. Deuxièmement, étant

donné son caractère ouvert, le sens des symboles ne peut pas être univoque et donne naturellement lieu à des interprétations diverses, souvent en conflit. Troisièmement, le lieu public signifie exclusivement dans les instants où la mémoire est activée (comme les Champs-Élysées lors des cérémonies du 14 juillet). Au-delà de ces moments, comme dans le cas des monuments pour Robert Musil, les lieux publics « rendent invisible ce qui est visible », comme une place devient le lieu des piétons ou des pigeons. Elle n'est qu'un espace ouvert que le passant traverse. Enfin, c'est justement parce qu'il peut être quotidiennement trivial que le lieu public peut accueillir sans contradiction des sens divers (comme lorsque deux manifestations, « pour » ou « contre » une cause, se font dans les mêmes rues). Les emblèmes symbolisent des identités collectives, tandis que les lieux publics représentent des événements. Il existe ainsi une différence fondamentale entre une bibliothèque qui s'appelle Jules-Vallès ou Saint-Just, qui prend clairement parti pour « la cause du peuple » et une bibliothèque qui s'appelle Aladin ou Gulliver, qui se veut un espace neutre, ouvert, sympathique, agréable.

Qu'en est-il des bibliothèques dans les quartiers ? Sont-elles des espaces publics que les uns et les autres peuvent investir de contenus divers ? C'est ce que prétendent les bibliothécaires et les autorités de tutelle. Comme un livre peut hypothétiquement être ouvert par n'importe qui et théoriquement investi de sens multiples au moment de sa lecture, la bibliothèque doit nécessairement être pensée comme un espace public ouvert à tous. C'est, de ce point de vue, un espace ouvert d'où toute censure est exclue.

Ainsi, comme le livre, dans la conception que s'en font les bibliothécaires, la bibliothèque est un espace individualiste. Je veux dire par cette expression deux choses. D'une part, que les objets qui composent les collections des bibliothèques constituent autant de possibilités offertes à chacun de communiquer avec un autre individu, l'auteur, et ceci d'une façon totalement libre, car le lecteur n'est même pas redevable des intentions de celui-ci et peut penser ce qu'il veut avant, pendant ou après la lecture. D'autre part, je veux dire qu'en tant qu'espace public et justement parce qu'elle rend possible la communication avec des individus qui ne sont pas là, parce que le livre a été écrit ailleurs et souvent il y a longtemps, la bibliothèque rend possible une émancipation de l'individu de la contrainte locale. Ceci est effectivement très important pour les classes populaires. Comme le montrent beaucoup d'études, c'est souvent grâce à la bibliothèque que les jeunes filles arrivent, par exemple, à échapper

aux représentations machistes ou religieuses qui les étouffent au sein de leur famille et du quartier lui-même ; et c'est souvent par l'expérience de l'autre qu'on informe sa propre réalité, comme lorsque les jeunes des quartiers lisent sur les jeunes Noirs de New York.

Cette représentation de la bibliothèque comme lieu public est très importante parce qu'elle décrit une dimension de la présence de cette institution publique dans les quartiers, et certainement aussi parce qu'elle lui confère un horizon d'action. Mais en même temps, elle ôte toute possibilité de réfléchir à d'autres dimensions de son action et de sa présence, à la manière dont elle est inscrite dans les conflits qui divisent l'espace du monde populaire. Nous pouvons dire peut-être, et sans trop de risque de surinterprétation, que, quand une pierre casse la vitre d'une bibliothèque, celle-ci se voit dénoncée d'avoir failli dans la constitution d'un espace ouvert à tous et qu'elle est devenue un agent, voire l'emblème d'un groupe particulier. C'est « *leur bibliothèque, pas la nôtre* ».

En réalité, la bibliothèque est un espace clôturé par une série de normes, dont celles inscrites dans son règlement intérieur, qui ferment son périmètre afin de rendre son activité possible. En ce sens, elle ne peut pas être un lieu ouvert comme une place ou le trottoir d'une rue. Son régime de régulation est à la fois plus strict et plus précis. Or, une question se pose. Peut-on considérer la bibliothèque comme un espace public, à proprement parler, c'est-à-dire au sens de l'espace politique de la démocratie ? La question est pertinente, car une certaine confusion se présente dès lors que ces équipements sont conçus, à la fois dans la pensée politique contemporaine et dans la pensée professionnelle des bibliothécaires, comme un service public et comme un espace politique dont le but est d'offrir aux citoyens des outils pour leur intégration sociale et pour leur formation politique. Les livres, les disques, les films, les périodiques sont là, dans l'espace des quartiers, pour permettre à ces individus et à ces familles d'accéder à la culture et de disposer d'un certain nombre d'outils nécessaires à l'intégration sociale (recherche d'emploi, réussite scolaire, éducation familiale, méthodes de langue, activités diverses). Mais les collections sont également disponibles pour permettre à chacun d'explorer et d'élargir ses horizons culturels, d'alimenter son esprit critique, de s'informer, de se former, d'évoluer. La lecture, mais aussi l'écoute d'œuvres musicales ou l'observation d'œuvres cinématographiques sont supposées pleines de vertus pédagogiques dont l'individu de nos sociétés a besoin pour sa performance sociale (pour « réussir ») et pour son agir comme homme politique. La République défend son espace et promeut sa culture

en même temps qu'elle donne des chances aux individus de participer à sa permanente redéfinition. Tout à son honneur.

Le problème vient de la présence des bibliothèques dans ces territoires des classes populaires que sont les quartiers. Car notre société ne constitue pas un espace ouvert et homogène où chaque individu se promènerait en liberté. Elle présente plutôt la forme d'un espace profondément divisé, et aussi d'espaces multiples parfois incompatibles qui s'entrechoquent, se chevauchent et se repoussent comme des plaques tectoniques, secousses plus ou moins périodiques comprises. C'est dans ce cadre-là que la bibliothèque est renvoyée par les agressions qu'elle subit à son rôle d'emblème, voire du sacré de l'autre. C'est dans ce cadre-là aussi qu'elle est rappelée à son objectif d'« intervention sociale », c'est-à-dire d'intervention d'un groupe social sur le territoire d'un autre groupe. Car chaque fois que l'État conçoit son action comme une « intervention sociale », il fait des quartiers où ces actions se déploient des « territoires » de l'autre. Un autre qui cesse ainsi d'être vu comme un concitoyen pour devenir une « classe populaire »⁴.

Et la bibliothèque est un acteur dans un espace culturel où d'autres acteurs lui font concurrence et parfois s'opposent à elle : la télévision et la radio, Internet, des médias et des industries culturelles, l'école, etc. Elle n'est pas un espace ouvert à tous, mais un acteur dans un monde conflictuel et divers.

Ainsi considérée, il est indispensable de penser la bibliothèque comme un espace ouvert, certes, mais aussi comme le symbole d'une frontière sociale qui sépare deux territoires. Selon le point de vue des habitants, on observe que, de l'autre côté, dans l'espace de la bibliothèque comme dans celui de l'école et des institutions publiques en général – c'est-à-dire dans l'espace gouverné par « *les politiques* » –, un groupe social impose sa loi. Et cet espace séparé est enclavé dans « *notre* » territoire. Alors, il devient impératif de montrer que, de ce côté, « *c'est nous* » qui gouvernons.

À la bibliothèque Aimé-Césaire, celle par laquelle le conseil général du Val-d'Oise a remplacé l'ancienne bibliothèque de Villiers-le-Bel, incendiée dans la nuit du 26 novembre 2007, un bibliothécaire me fournit un bon exemple. Je m'étais rendu dans les locaux de la municipalité

4. Sur les rapports entre « citoyenneté », « classes populaires », « quartiers » et « État » en France, voir les travaux pionniers de Numa Murard, notamment Numa Murard (dir.), *Pauvres et citoyens ? Faites vos preuves !*, rapport de recherche au Fonds d'action sociale présenté par l'association Travaux de recherche et d'analyse du social et des sociabilités (TRASS), Paris, mai 1995.

pour présenter les résultats de ma recherche dans le cadre d'un colloque organisé par le conseil général en décembre 2008, un an après l'incendie de ladite bibliothèque. Le colloque avait été programmé à la date exacte du premier anniversaire de l'incendie, puis légèrement déplacé « *pour ne pas faire "commémoration"* », comme me l'ont expliqué les organisateurs. L'objet des débats était « La bibliothèque comme outil de lien social », auxquels se sont inscrits 250 participants d'un public composé de bibliothécaires et d'élus⁵. Ce mélange de deux catégories professionnelles, bibliothécaires *et* élus, a été quelque chose de très important pour les premiers, car ils ont l'habitude de se réunir pour discuter entre eux, mais ne le font presque jamais avec les élus qui ne se déplacent, eux, que pour prononcer un discours d'ouverture et de bienvenue lorsqu'un congrès important de bibliothécaires se tient dans leur ville. Le colloque était donc à la fois un moment de diagnostic (essayer de comprendre l'incendie de la bibliothèque vécu une année auparavant) et programmatique (présenter la bibliothèque « comme outil de lien social » afin de trouver une issue à la situation provoquée par l'incendie de l'ancienne bibliothèque). Les débats et les communications ont été effectivement fort intéressants. Or, une absence m'a frappé : aucun habitant des quartiers concernés, aucune association d'habitants, aucun collectif, groupe politique, religieux ou groupe de musique n'ont été invités à participer aux débats. On discutait entre nous des interventions qu'on allait faire chez eux, et on interprétait du mieux qu'on pouvait le sens de ce message sans parole envoyé dans les cocktails Molotov parce qu'on refusait à cette parole tout espace de déploiement. Ont parlé, dans l'ordre, des hommes politiques (à commencer par le président du conseil général, puis le maire de la ville), des experts (dont moi-même) et des bibliothécaires (qui ont raconté « des expériences réussies » dans la « promotion du lien social »). Les habitants, quant à eux, étaient dans leur quartier, à quelques centaines de mètres de là. Les inviter aurait été accepter le risque de considérer que l'incendie avait un sens, et aurait nécessité l'ouverture de l'espace du colloque à l'espace public des conflits. Alors, à la pause déjeuner, je me suis échappé pour aller à la nouvelle bibliothèque Aimé-Césaire, dans ses locaux préfabriqués. Et là, un bibliothécaire m'a expliqué beaucoup de choses, il m'a fait un récit des émeutes et de l'incendie. Il ressentait

5. Colloque « La bibliothèque comme outil de lien social », conseil général du Val-d'Oise – communauté d'agglomération Val de France – association Cible 95, Villiers-le-Bel, 2 décembre 2008. Pour ma communication, voir « Bibliothèques et fractures sociales ».

une angoisse évidente qui se manifestait par son envie de parler à ce sociologue qu'il ne connaissait pas et qui n'a fait que se présenter et dire sur quoi il travaillait (« les bibliothèques prises pour cible de violences »). Mais je retiens ici un élément particulier. Il m'a expliqué que « *depuis la réouverture de la bibliothèque, tous les jours, ils [les jeunes du quartier] viennent marquer leur territoire* », c'est-à-dire « *qu'ils mettent les livres par terre, font du bruit, puis ils s'en vont. Cela dure une demi-heure, pas plus* ». Cette expression faisant référence à un acte qui consiste à « *marquer le territoire* », que j'ai entendue maintes fois, est devenue une espèce de lieu commun des « intervenants sociaux » dans les quartiers. C'est le conflit pour une frontière sociale et pour la participation à la formation des normes qui régulent ces espaces et la définition de leur contenu. L'expression englobe aussi les conflits pour le contrôle des ressources qui y sont disponibles. Lorsque l'institution conçoit les habitants comme des usagers et que ceux-ci ont le droit d'entrer dans la bibliothèque en sachant qu'ils demeurent essentiellement extérieurs à elle, elle produit un clivage fondamental. Lorsque la bibliothèque refuse tout pouvoir de décision aux habitants et réduit le citoyen au statut d'utilisateur, elle n'intègre pas les habitants ni ne se met de leur côté ; elle les met plutôt en position d'extériorité, en face d'elle. Alors, c'est comme si ces derniers se disaient : « Leur espace (celui de l'institution) est plus riche que le nôtre, ils ont des choses que nous voulons, d'autres dont nous avons besoin. Souvent ils dépensent un argent qui nous manque dans des objets que nous n'aurions jamais choisis en priorité. Mais en même temps, ils ont besoin de nous. Et c'est pour ça qu'ils viennent jusqu'à nous, sinon, ils ne viendraient même pas. C'est peut-être pour ça qu'ils viennent nous voir et qu'ils veulent qu'on entre dans leurs espaces, parce qu'ils ont besoin de nous. Alors, quand on passe de l'autre côté de la frontière, il faut bien se tenir, s'habiller, être correct, parler poliment. » Par contre, « ici, au quartier, nous sommes chez nous et les choses sont plus simples. Il n'y a pas d'effort à fournir, on peut être comme on est, simplement. C'est peut-être pour ça que les bibliothécaires, les médiateurs, les travailleurs sociaux, s'appellent "intervenants". C'est qu'ils doivent sentir, eux aussi, qu'ils ne sont pas chez eux. Il paraît même qu'ils ont peur de sortir la nuit de leur espace et de traverser le quartier. Et c'est vrai qu'il y a des gars du quartier qui prennent plaisir à leur faire peur. Ils ont peur pour leurs biens, pour leur téléphone et leur bagnole. Nous leur faisons peur ? C'est vrai, ils ne sont pas chez eux. Le bibliothécaire garde un espace enclavé dans notre territoire, et c'est lui qui y fait la loi, qui contrôle l'entrée et

la sortie des gens et des choses. Il dit que la bibliothèque est pour tous et qu'elle est ouverte. Mais il peut à tout moment dire : "Vous ne pouvez plus emprunter, vous êtes exclu du prêt." Puis, ils décident quand elle est ouverte et quand elle ferme. Ils imposent leurs conditions. Et quand quelqu'un ne respecte pas leur règlement, ils le mettent à la porte. Alors, on ne peut pas faire comme on veut dans notre propre quartier. Dans la bibliothèque comme à l'école, il faut faire des efforts. Eh oui, ce n'est pas chez nous. C'est un espace à eux, mais situé de ce côté-ci de la ligne. »

L'État (les municipalités, les gouvernements locaux, les communautés d'agglomération) construit des bibliothèques et des médiathèques « pour eux », pour les classes populaires. Et c'est tout à l'honneur de ces institutions que de disposer ainsi de ces ressources, que l'État obtient, pour l'essentiel, dans le territoire d'autres groupes sociaux plus riches. Il s'agit, après tout, d'une redistribution des richesses que le marché a dans un premier temps réparties de façon à ce qu'elles se trouvent concentrées dans l'espace des autres. Mais ce que les pouvoirs locaux ne font pas, c'est construire des bibliothèques « pour nous », en incluant dans ce « nous » la population qui est censée constituer la collectivité locale. On ne dit jamais : « bâtissons des bibliothèques, des gymnases, des maisons de quartier pour nous ». La conception même de ces institutions établit la communauté locale comme un groupe social divisé : les classes populaires (les habitants) d'un côté, les gouvernants de l'autre.

Cette distinction fondée sur le principe de la représentativité est évidemment propre à notre régime politique, et il légitime le droit de « faire au nom de ». Or, nous devons nous interroger sur la distance existant entre la légitimité institutionnelle et les légitimités ordinaires. Ce que nous avons pu observer tout au long de notre recherche, c'est la présence diffuse mais explicite d'un ensemble de refus et de contestations. Nous voyons contester les projets d'urbanisation ou de rénovation urbaine dans lesquels s'inscrivent la construction ou la transformation des bibliothèques. Nous avons souvent observé le refus de reconnaître toute représentation aux gouvernants, aux autorités ou aux fonctionnaires. Rappelons-nous : *« Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir, pour qu'on reste dans son coin, tranquilles, à lire. Ce que les jeunes veulent, c'est du travail. La réponse c'est : "Cultivez-vous et restez dans vos coins." On t'impose un truc ! »* Rappelons-nous aussi les critiques adressées au processus de rénovation urbaine qui détruit « le cœur du quartier » pour le remplacer par « un lieu vide, un truc de rien, pour des vieux ». Rappelons-nous enfin :

« Quand on leur dit de sortir, ils comprennent pas et c'est : "Je sortirai pas, tu te prends pour qui ?" ».

J'ai décrit cette conflictualité quotidienne qui rend parfois très difficile le travail des bibliothécaires et prend des formes multiples d'opposition. Une conflictualité au sein de laquelle les normes, leurs principes et les systèmes d'autorité qui leur sont associés sont contestés au nom d'autres principes. Au nom d'une norme religieuse souvent, au nom de sociabilités juvéniles, au nom de principes d'appartenance sociale symbolisés par des goûts culturels (le hip-hop, les cultures urbaines), dans le cadre plus général d'une contestation de la légitimité de l'État et de sa capacité répressive (ce qui se traduit le plus souvent par des conflits et des affrontements avec la police qui irradient après vers l'ensemble des institutions publiques). Une contestation qui prend la forme d'une critique de l'utilisation des ressources et des priorités. Ainsi, nous avons observé la demande de certains habitants d'être embauchés dans les bibliothèques de leur quartier (pourquoi payer quelqu'un d'autre avec cet argent ?), ou les demandes de travail dans le cadre de la rénovation urbaine du Clos Saint-Lazare, ou encore la priorité demandée pour la rénovation des appartements, pour remédier aux dysfonctionnements d'infrastructure ou des ascenseurs au lieu de consacrer l'argent à une maison du temps libre.

Écartés des principes de délibération et de décision, les habitants des quartiers ont souvent le sentiment de voir leur condition de « surnuméraires » de l'intégration sociale (selon la caractérisation qu'en a faite Robert Castel), doublée d'une condition de « surnuméraire » politique (dans le sens que Jacques Rancière a donné à ce mot)⁶. On peut ainsi comprendre que ces fractions des classes populaires qui trouvent dans l'inscription territoriale l'un des seuls supports sur lequel elles peuvent compter s'opposent à ce que « leur » territoire devienne un lieu public. Mais en même temps, nous pouvons observer que, par leur action, en brûlant les établissements publics comme les voitures, elles attirent l'attention des médias et de l'opinion publique, cherchant ainsi à faire sortir leurs quartiers de l'oubli. Contre la relégation, elles cherchent à montrer que leur espace de vie fait partie de l'espace public, c'est-à-dire de l'espace des conflits et des débats politiques, de l'espace de la République.

6. Voir Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995 (coll. L'espace du politique) ; Jacques Rancière, *La méésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995 (coll. La philosophie en effet).

Se présentant elle-même comme un lieu public, comme un espace ouvert à tous, sans prescription (la « lecture plaisir »), gratuit, sans vigile ni vidéosurveillance (comme dans le réseau de Plaine Commune), la bibliothèque se retire de l'espace de la délibération publique. Elle voit alors des adolescents et des habitants y faire irruption, vêtus d'un style qui leur est propre, avec casquette et écouteurs, avec voiles plus ou moins évidents, qui signifient à la fois une inscription collective et le refus d'être réduits à leur seule condition d'individus. Alors la bibliothèque subit l'irruption de formes d'action et de contestation sociale qui lui rappellent qu'elle ne peut pas, qu'aucune institution ne devrait s'extraire de l'espace public de la politique et que, au sein d'un régime démocratique, en tant qu'institution de la République, elle doit se soumettre au risque de la contestation. La sociologie, comme les bibliothécaires et souvent les hommes politiques, se désole de ne pas pouvoir entendre une parole (un porte-parole, un leader, une liste de revendications, un programme) dans le cadre des émeutes ; elle disqualifie alors ces actions en leur collant l'étiquette d'« apolitiques ». Mais, ce faisant, les uns comme les autres resserrent la politique à un espace d'échanges délibératifs⁷. La sociologie s'interdit de voir et d'entendre, et, surtout, elle prive la société de l'aide que les sciences sociales devraient lui fournir. Une aide qui résulte de leur capacité à interpréter avec des yeux et des oreilles différents, car formés dans des cadres de pensée qui leur sont spécifiques. Et quand il agit ainsi, le système politique refuse d'ouvrir ses portes et d'entendre pleinement la citoyenneté à tous les habitants du territoire.

Mais dès qu'on ouvre la porte à la considération politique de l'action d'autrui (avec son caractère disruptif), l'insensé se volatilise et les possibilités de compréhension prennent corps. Ainsi cette phrase : « *Si Sarkozy passe, on vous brûle la bibliothèque* », qui vient qualifier les incendies et les caillassages qui ont eu lieu dans le cadre de l'élection présidentielle. J'ai le souvenir de la jeune bibliothécaire qui a reçu la phrase de plein fouet, comme un caillou. Elle a été abasourdie, choquée, étonnée. Comme un homme de sciences rentre dans son laboratoire ou dans son cloître universitaire pour trouver la réponse à ses questions, elle est rentrée dans sa bibliothèque en quête d'une explication, d'une piste de compréhension à saisir. Mais elle n'a rien trouvé. Pour elle, le candidat Sarkozy et le ministre de l'Intérieur qu'il avait été étaient à l'opposé de l'action de

7. Étienne Tassin, « Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public », *Sens public*, n° 15-16, dossier « A-t-on enterré l'espace public ? », juillet 2013, pp. 23-35.

cette bibliothèque de municipalité communiste dans laquelle elle travaillait. Le premier proposait la répression, le nettoyage de la racaille au Kärcher, le remplacement de la police de proximité par l'envoi des CRS ou de la BAC ; il représentait l'intolérance vis-à-vis de l'immigration, voulait réduire les droits sociaux afin de mettre tout le monde au travail, incarnait une politique très anti-intellectualiste et anticulture. La bibliothèque, au contraire, propose de traiter tout le monde en sujet politique, en individus de plein droit, et utilise les ressources de l'État pour créer un équipement d'excellente qualité, ouvert, dans un quartier où les chômeurs et les emplois précaires sont nombreux. Dès lors, elle ne parvient pas à comprendre comment quelqu'un peut confondre les deux, « *mettre Sarkozy et les bibliothèques dans le même sac* », dit-elle. La phrase « *si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque* » est pour elle de l'ordre de l'insensé. Mais ce que le bibliothécaire ne peut pas voir parce qu'il s'interdit une lecture politique de la situation, c'est la chaîne de liens symboliques qui unit le président de la République à la bibliothèque d'un quartier de périphérie, cette chaîne qui ne divise pas seulement l'espace social laissant d'un côté les fonctionnaires, les stables et les protégés et de l'autre les chômeurs, les précaires et les relégués, cette chaîne qui divise aussi l'espace politique en laissant ceux qui gouvernent (chacun avec son idéologie) d'un côté et ceux qui sont gouvernés de l'autre. Une division sociale et politique qui structure la relation de l'État et des institutions avec les classes populaires comme un conflit de face-à-face.

Une bibliothèque incendiée pour protester contre l'élection de Nicolas Sarkozy

Le Parisien, lundi 7 mai 2007 : Tensions en Île-de-France [...] :

« ESSONNE. Le quartier de la Grande-Borne, à Grigny, a été émaillé d'incidents sporadiques tout au long de la soirée. Le calme est revenu avant qu'une série de caillassages à coups de parpaings ait lieu dans le quartier des

Pyramides, à Évry, où une bibliothèque a, par ailleurs, été partiellement incendiée. Place de la Commune, un policier municipal a été visé, sans être blessé. Des incidents sont également signalés à Corbeil. »

[Cette même bibliothèque, l'annexe du quartier des Aunettes, à Évry, avait déjà été la cible d'un cocktail Molotov pendant les émeutes de novembre 2005.]

DE LA SOUILLURE. S'ATTAQUER AU SACRÉ DE L'AUTRE

+++++

SOUILLER de l'anc. franç. *soil* « abîme de l'enfer ; bourbier ». [...] 1. Littér. Salir. [...] « *Vêtus de loques, souillés d'avoir été abandonnés dans leur ordure* » ZOLA. [...] Altérer l'état d'asepsie de. Corrompre, infecter, polluer. 2. Fig. et littér. Salir par le contact d'une chose impure. *Puritains* « *que souille le seul contact des autres hommes* » MAUPASSANT. Contaminer. « *Les vices dont furent souillés quelquefois ces asiles de la pitié* » VOLTAIRE. Profaner. Salir, altérer (ce qui aurait dû être préservé, respecté). Avilir, entacher. Souiller la mémoire de qqn. « *Qu'est-ce donc que ce besoin de souiller, qui est chez la plupart – souiller ce qui est pur en eux et dans les autres* » R. ROLLAND

Le Petit Robert, 2009

Il est vrai que, comme l'a souligné Durkheim, notre régime social et notre régime politique reposent sur des dimensions « sacrées » en ce sens qu'il y a des zones de la vie sociale qu'on considère comme intouchables, et qui sont hors du débat public. Sont sacrés ces lieux de la vie sociale que toucher équivaldrait à souiller, qui ne peuvent être intégrés à l'espace politique, car leur mise en question vaut profanation. Le sacré concerne ce sur quoi reposent nos régimes de régulation. Durkheim lui-même a beaucoup insisté sur cette dimension sacrée de l'ordre social moderne et de la démocratie à propos du caractère sacré de la personne individuelle. Au moment de sa participation aux débats qui ont eu lieu autour de l'affaire Dreyfus, il a pris parti pour l'accusé et pour les intellectuels. D'un côté, il s'opposait aux « conservateurs » de l'époque, car, soutenait-il, une institution qui écrase l'individu (comme l'armée en ce moment) sort de l'ordre social, n'est plus légitime, devient « anomique ». L'opinion des individus n'a pas une valeur désorganisatrice pour la société et les institutions, au contraire, son respect est fondateur d'un ordre nouveau⁸. De l'autre côté, contre la position « libérale » au sein de ces mêmes débats (qui opposait aussi individu et institution, contrainte et liberté), Durkheim se servait de la figure du sacré pour réconcilier institution et individu, liberté individuelle et ordre social. Or, le caractère sacré de la personne humaine qui fonde notre ordre social ne relève pas, selon lui, d'un quelconque « droit naturel », ne va pas de soi. Au contraire, il est le résultat de l'action de l'État qui a conféré des droits à l'individu jusqu'à le placer

8. Rappelons que l'argument des « conservateurs » consistait à dire que si un individu pouvait mettre en question une institution, comme l'armée ou la justice, l'ordre social allait se décomposer, car il pouvait alors avoir autant de questionnements de chaque décision qu'il y a d'individus dans une société, et tous seraient alors « légitimes ».

au cœur de notre société⁹. Pour lui, les institutions (l'État) confèrent un caractère sacré à la personne individuelle, ce qui constitue le fondement même de notre régime politique.

C'est sur la base de ce raisonnement que nous reconnaissons sans difficulté une certaine sacralité dans l'ordre de la bibliothèque. Elle n'est effectivement pas un équipement comme les autres, « antenne jeunesse », « ludothèque », « maison de quartier » ou gymnase. De même que l'institution scolaire dans ses salles de cours, la bibliothèque contient quelque chose de sacré dans ses rayons. Une dimension sacrée de notre ordre social qu'on trouve mal définie, et en même temps évidente et difficile à reconnaître. Comme Durkheim l'a souligné, le sacré d'une société se reconnaît en creux chaque fois qu'un événement horripile les membres d'un groupe social. Et l'incendie d'une bibliothèque, comme celui d'une école, provoque indignation et colère, mais aussi consternation, angoisse, désarroi, silence. D'où certainement la difficulté à revendiquer cet acte, qui semble n'avoir personne pour l'assumer, personne pour dire, comme dans le poème de Victor Hugo, « *j'ai mis le feu là* ». Et encore moins pour un hypothétique « j'ai brûlé la bibliothèque » qui serait plus explicite. Du côté de l'autonomie de l'individu, de son droit à l'information et au savoir, de son droit à reconstruire sa mémoire et à se doter d'un passé collectif, du nécessaire respect des idées et des opinions, des éléments dont il a besoin pour donner un sens à ce qui lui arrive, à ce qu'il fait et pour se projeter vers l'avenir, de ce « trésor » que nous avons en commun et sur la base duquel on peut en même temps agir ensemble et s'affronter dont parle Étienne Tassin avec Hannah Arendt, la bibliothèque contient sans doute quelque chose de sacré¹⁰.

Dans une « Note relative aux bibliothèques d'Île-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005 » de la Direction du livre et de la lecture (DLL) du ministère de la Culture, nous pouvons lire une série de treize brefs comptes rendus sur les bibliothèques brûlées pendant les trois semaines d'émeutes de l'automne de cette année. La note ne recense pas la totalité de bibliothèques et de médiathèques ayant été incendiées, mais

9. Émile Durkheim, *L'individualisme et les intellectuels*, Paris, Mille et une nuits, 2002 (coll. Mille et une nuits ; 376). Sur la question du sacré, voir *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF, 1994 (coll. Quadrige ; 77). Sur le rôle du sacré dans la modernité et le rôle de l'État dans son institutionnalisation progressive, voir les *Leçons de sociologie. Physique des mœurs et du droit*, Paris, PUF, 1950 (coll. Bibliothèque de philosophie contemporaine).

10. Étienne Tassin, *Le trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence de l'action politique*, Paris, Payot et Rivages, 1999 (coll. Critique de la politique).

une chose a attiré mon attention : dans la quasi-totalité des cas, le mot « souillé » sert à qualifier ce qui est arrivé aux livres :

« **Yvelines (78), Les Clayes-sous-Bois (18 000 habitants)**. Le bâtiment, d'environ 550 m², date des années 1980. Il a reçu, dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 novembre, un cocktail Molotov qui a provoqué un début d'incendie. Ont brûlé : un chariot à livres, une étagère et quelques livres. L'intégralité des documents restants, soit environ 40 000 ouvrages, est souillée de suie et de cendres.

Essonne (91), Vigneux-sur-seine (26 000 habitants). L'équipement de 900 m², ouvert en 1989, est implanté dans un bâtiment public contre lequel a été lancé, dans la nuit du 5 au 6 novembre, un cocktail Molotov qui a brûlé quelques bandes dessinées ; plusieurs bacs à albums et tables ont été partiellement incendiés. L'intégralité des documents restants, soit environ 45 000 ouvrages, est souillée de suie et de cendres.

Seine-Saint-Denis (93), La Courneuve (36 000 habitants). La bibliothèque annexe (environ 100 m²), qui date de 1970, est implantée dans une Maison de l'enfance située dans le quartier des Quatre-Routes. Le bâtiment a été incendié dans la nuit du 4 au 5 novembre, ce qui a provoqué la destruction des trois ordinateurs que possédait l'annexe, de la banque de prêt et d'un grand nombre de livres, 7 000 à 8 000 environ, soit le quart des collections, destinées très majoritairement à la jeunesse. Les ouvrages restants (22 000 environ) sont tous souillés de suie et de cendres. »¹¹

J'étais donc surpris, dès le début de ma recherche, par cette invocation de la sacralité présente en creux à travers l'évocation de la « souillure » tout au long de ce rapport. Mais j'ai trouvé par la suite de la « souillure » évoquée dans le discours des bibliothécaires, des autorités, des hommes politiques, des journalistes et même dans les échanges avec d'autres sociologues chaque fois que je présentais à la discussion les avancées de mon travail. Il ne m'échappe évidemment pas que le verbe « souiller » fait partie de la langue courante française (plus que son équivalent *mácula* ne l'est dans l'espagnol contemporain de l'Amérique latine, par exemple), notamment pour faire référence aux effets salissants de la fumée et des cendres. Mais cette familiarité ne peut pas cacher le fait que le mot indique ici la forme par laquelle ces cocktails Molotov sont reçus. Notamment parce que « la souillure » n'est pas apparue une

11. Le rapport continue avec la description de plusieurs cas dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Il contient une liste – établie le 15 novembre 2005 – de 13 bibliothèques prises pour cible lors de la révolte de novembre 2005.

seule fois dans le discours des habitants¹². Et l'idée de souillure, avec toute sa charge de religiosité (souille = abîme de l'enfer), va profondément marquer les échanges qui suivront à chaque incendie à l'extérieur du quartier¹³. En premier lieu parce que l'onde de choc provoquée par ces impacts va de la bibliothèque à la mairie et, à partir de celle-ci, elle atteint l'ensemble du système politique, provoquant jusqu'à la réaction de ministres et des plus hautes autorités. En chemin, les attaques placent les bibliothèques et leurs quartiers, comme nous l'avons vu, au centre de l'espace public, jusqu'à ce que la médiatisation de l'événement s'éteigne avec le feu (est-ce pour cela que les pompiers sont caillassés dans les cités, parce qu'ils éteignent la médiatisation avec l'extinction du feu ?). En second lieu, parce que cette propagation de l'action n'est possible que grâce à son inscription dans la dichotomie qui sépare pur et impur, sacré et souillé, *purity and danger*¹⁴.

Mary Douglas montre bien comment cette frontière entre la pureté et le danger est structurante d'un ordre social. C'est par son institutionnalisation que l'ordre acquiert sa capacité à tracer la frontière qui sépare le groupe de son extérieur. Alors, que l'action des classes populaires soit reçue en termes de « souillure » ne relève pas du hasard ou d'une coïncidente déformation du langage courant. La qualification relève du sens commun, c'est-à-dire du sens partagé. Les différents termes employés par Douglas dans son analyse et dans ses descriptions, « pollution », « souillure », « impureté » (traductions de “dirty”, “uncleaness”, “pollution”) renvoient à ce qui est à la fois méprisable et ignoble (“dirty”), ce qui implique l'impureté (“uncleaness”) et à ce qui relève de la profanation (“pollution”) ¹⁵. L'ensemble de ces catégories servent à signifier le désordre, la maladie, le malheur ou le mal. L'inexplicable¹⁶.

Ainsi qualifiée de souillure, l'attaque de la bibliothèque sort de l'ordinaire de la vie sociale parce qu'elle a touché au sacré. L'acte n'est pas

12. Et surtout (quelle horreur !) parce qu'on n'évoque jamais cette autre phrase : « la bibliothèque a été purifiée par les flammes » comme auraient sûrement affirmé les auteurs d'un autodafé.

13. Voir l'analyse qu'Hervé Renard a faite à propos des débats entre bibliothécaires de toute la France qui ont suivi, dans leurs listes de discussion (comme biblio.fr) ou dans la presse spécialisée (comme *Livre Hebdo*). Hervé Renard, *Incendies volontaires de bibliothèques : bruit et silence des bibliothécaires*, Mémoire d'étude pour le diplôme de conservateur des bibliothèques : enssib, janvier 2010. [En ligne] < www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-48299 >.

14. Mary Douglas, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2001 (coll. La Découverte-poche ; 104) (*Purity and Danger*, 1966).

15. Voir à ce propos l'intéressante étude de Luc de Heusch, qui introduit l'édition française de *Purity and Danger*, *op. cit.*, « Préface à l'édition de 1971 », pp. 7-20.

16. Je prends aussi en considération ici Mary Douglas, *Natural Symbols*, Londres - New York, Routledge, 2007 (édition accompagnée d'une nouvelle introduction, 1^{re} édition 1970).

seulement inexplicable ou insensé. Ses auteurs sortent du corps social et sont expulsés de l'autre côté de la frontière comme les auteurs d'un fait extraordinaire. À l'opposé de cette explication de sens commun, on peut dire dans un premier temps que l'émeute (au sein de laquelle s'inscrit l'incendie) fait partie de l'ordre des choses et que ceux qui lancent pierres et cocktails Molotov ne sont ni des « racailles » ni des « voyous », qu'il s'agit de « jeunes ordinaires », c'est-à-dire du même type de jeunes qui habitent ces quartiers¹⁷. Mais dans un deuxième temps, il faut immédiatement ajouter que ces actes ne peuvent pas être considérés uniquement comme le résultat d'une communauté d'expérience qui rend ces jeunes « ordinaires ». Car il y a, contenu dans ces actes, quelque chose d'exceptionnel. Et cela malgré le caractère endémique de l'émeute depuis que les quartiers sont devenus des « cités » et non plus les quartiers d'habitat social de la classe ouvrière. Avec ses messages de pierre et ses incendies, l'émeute est constitutive de ce que ces quartiers sont aujourd'hui, mais pas dans le sens qu'elle « résulte » normalement des conditions sociales qui les caractérisent. Il y a quelque chose dans l'action qui doit nous conduire à nous interroger sur le régime politique et qui dépasse la seule détermination de l'action par les données sociologiques. L'incendie d'une bibliothèque n'est pas la conséquence immédiate d'une disposition des habitants ; entre autres parce que la réception de l'acte (par les autorités, les autres habitants, les médias, etc.) et son inscription (ou non) dans l'espace public font partie de l'action elle-même. Ainsi, chaque fois que j'ai présenté les avancées de mon travail dans des congrès, colloques ou journées d'étude organisés par des bibliothécaires, j'ai été étonné du fait que des bibliothécaires soient venus me dire « *dans ma bibliothèque aussi* ». Il s'agissait d'incendies (comme à Goussainville, en banlieue parisienne, ou à Aubry, près de Douai, dans le Nord¹⁸), ou d'autres attaques, comme dans le cas de cette directrice d'une bibliothèque du Val-d'Oise qui m'a raconté comment, un matin, ils ont trouvé la bibliothèque touchée par

17. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, « La "racaille" et les "vrais jeunes". Critique d'une vision binaire du monde des cités », *Liens socio*, novembre 2005. [En ligne] < www.liens-socio.org/article.php3?id_article=977 > (consulté le 15 mai 2006).

18. La bibliothèque municipale Louis-Aragon, dans la petite ville d'Aubry, près de Douai (Nord), a été incendiée dans la nuit du 11 novembre 2005. À cette occasion, la mairie a aussi été attaquée, et le lendemain : « 12h18 – Aubry. Plusieurs centaines d'habitants d'Aubry (Nord) participent à une marche silencieuse pour dénoncer l'incendie de la médiathèque municipale », selon une dépêche du site *Nouvelobs.com*, qui recense les événements concernant les émeutes « heure par heure » sous une rubrique « Violences urbaines ». [En ligne] < <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/societe/20051108.OBS4513/les-evenements-du-jeudi-10-novembre-avant-18h.html> > (consulté le 18 juin 2011).

des impacts de balles qui avaient été tirées contre elle pendant la nuit. Dans aucun des cas il n'y avait eu le moindre article dans la presse ni la moindre prise de parole publique. Chaque fois, ces bibliothécaires m'ont dit : « *Voudriez-vous venir voir ? Je vous raconterai.* »

La compréhension des attaques contre les bibliothèques dans le cadre d'une réflexion sur la sacralité permet de les inscrire dans l'ordre des choses. Cela permet de voir ces actes comme une conséquence « naturelle » des dysfonctionnements de l'ordre social comme l'ont fait maints sociologues dans l'analyse des émeutes et des violences urbaines. Et cela permet, surtout, de percevoir que ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la mauvaise gestion d'un équipement de service public. Les questions posées dans le message qui entre avec la pierre dans la salle de la bibliothèque interrogent la nature même de notre régime politique. Et je me permets d'insister : la bibliothèque ainsi avertie et mise en question n'est pas seulement la petite bibliothèque de quartier, c'est celle qui contient les livres de sociologie et de politique contemporaine.

Or, une telle hypothèse nécessite encore plus d'un pas dans l'écriture sur ce type d'événement. Car bien qu'elle soit éclairante, la prise de conscience des sacralités qui définissent le périmètre de notre monde commun peut occulter ou, tout au moins, ne pas illuminer les divisions qui traversent l'ordre social. Je veux dire que le sens du « sacré » qui est pris pour cible n'est vraisemblablement pas univoque. Peut-être, lorsque la bibliothèque est attaquée, cesse-t-elle d'être ce sacré qui nous réunit pour devenir le sacré de l'autre : « *on vous brûle votre bibliothèque* ». Comme dans l'extériorité totale qu'introduit la dernière phrase du poème d'Hugo par laquelle le communard auteur de l'incendie répond au poète qui a tenté de lui faire prendre conscience de tout ce qu'il a détruit de culture « universelle ». Ce « *je ne sais pas lire* » sépare inévitablement les deux hommes qui ne partagent plus le même univers¹⁹. Comme le montre bien Hugo, cette bibliothèque contient du sacré pour le poète, et c'est ce qui l'indigne, mais l'analphabète n'a strictement rien à y faire et c'est grâce à la prise de parole déclenchée par son acte qu'il arrive à rendre visible son analphabétisme et son exclusion de la bibliothèque. Et son acte permet au poète de comprendre que, pour autant qu'elle soit présentée comme universelle, « la culture » ne comprend cependant jamais tous les individus qui habitent la société.

19. Victor Hugo, « À qui la faute ? », *L'Année terrible*, in *Œuvres poétiques*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1974 (coll. Bibliothèque de La Pléiade) [1^{re} édition 1872].

Lorsque les hommes politiques, les journalistes ou les autorités, les « représentants », pourrait-on dire, disqualifient les modalités de la protestation des classes populaires pour les renvoyer du côté de la « colère » (c'est-à-dire de la pathologie), de l'émeute ou de la délinquance, ils cherchent à sortir l'autre de la sphère du commun. D'où la « souillure » qui qualifie à la fois l'incompréhensible et l'inacceptable. D'où la qualification excessive de « violences » appliquée à toute forme de conflit, même lorsqu'aucune violence physique n'est commise contre les personnes – comme c'est le cas des conflits « ordinaires » que nous observons presque quotidiennement à l'intérieur des bibliothèques²⁰. Mais si le message qui enveloppe la pierre est autrement accueilli et reçu, les feux qu'allument les bibliothèques peuvent nous éclairer sous un autre jour et nous permettre de voir nos concitoyens auteurs de ces incendies autrement que comme des pestiférés. Car le caractère sacré de l'ordre et la tournure que nos démocraties sont en train de prendre en s'accommodant de plus en plus aisément de la pauvreté redonnent de l'actualité à la séparation des concitoyens en classes. Dans ce cadre, « le sommeil des hommes est plus sacré que la vie pour les pestiférés » reprend tout son sens²¹.

Le sacré d'un régime social et politique ne concerne pas seulement ce que nous avons en commun et qui, d'une certaine manière, nous permet de vivre ensemble. Il est également, en même temps, fondateur de l'ordre de la domination. C'est suivant les courants qui se sont développés sous l'inspiration des travaux d'Antonio Gramsci autour de son concept d'« hégémonie » qu'on peut mieux comprendre la nature de cet enjeu fondamental²². Notamment parce que, contrairement aux concepts de « culture » et d'« idéologie » (telles que ces notions ont été massivement mobilisées dans les années 1960 et 1970), l'idée de l'hégémonie ainsi pensée met le conflit au centre de la conceptualisation. Pour Raymond

20. C'est dans le cadre de la transition de la dictature à la démocratie pendant les années 1980 et 1990 que j'ai pris conscience du changement de statut de la violence dans ces deux régimes. L'exclusion de toute violence, dans le second, permet de fixer les limites du politique et est ainsi fondatrice du pacte social : plus personne ne pourra se servir des armes pour parvenir à ses fins politiques. Mais par ce même changement, la violence sert aussi à disqualifier l'action de tous ceux qui posent problème à l'ordre de la domination : les modalités de l'action contestataire sont disqualifiées comme violentes. Denis Merklen, « De la violence politique en démocratie », *Cités*, 2012, n° 50, pp. 50-73.

21. Albert Camus, *La peste*, in *Œuvres complètes*, vol. 2, Paris, Gallimard, 2006 (coll. Bibliothèque de la Pléiade), p. 208.

22. C'est le cas des travaux déjà cités de Raymond Williams, mais auxquels il faut naturellement ajouter au moins ceux d'Edward Palmer Thompson et du marxisme italien. Pour une conception de la culture dans la perspective du concept gramscien d'hégémonie, voir Raymond Williams, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977, p. 153 sq., notamment les chapitres 6, "Hegemony", et 9, où il développe son célèbre concept de "structures of feeling".

Williams, l'hégémonie non seulement est dynamique et processuelle (contre les idées de « structure » ou de « système »), mais n'est absolument pas un phénomène « total » et, dit-il, inclut des formes de contestation et de « contre-culture » : *“It does not just passively exist as a form of dominance. It has continually to be renewed, recreated, defended, and modified. It is also continually resisted, limited, altered, challenged by pressures not all its own.”*²³ L'idée d'hégémonie introduit la possibilité de considérer une totalité sociale comme toujours inachevée et, en conséquence, comme susceptible d'être contestée. En ce sens, il convient de distinguer une conception « organique » de l'hégémonie d'une conception « plurielle » de l'hégémonie²⁴. Une conception non organique de l'hégémonie met l'accent sur ce moment où les groupes dominants présentent leur vision du monde comme une vision « universelle », mais sans jamais parvenir à l'imposer complètement ; elle définit la domination comme un processus toujours contesté. La vision ainsi imposée ne peut que prétendre à l'universalité, car elle est toujours confrontée à l'expérience sociale, au vécu, de chacun des groupes sociaux et, *in fine*, de chacun des individus²⁵. Lorsque l'hégémonie est contestée, elle cesse d'être une matrice générale qui informe l'expérience sociale pour devenir simplement l'idéologie d'un groupe singulier. Elle a alors perdu une bonne partie de son efficacité. Elle a quitté l'ordre du sacré pour devenir le sacré de l'autre.

C'est dans ce sens que nous pouvons lire les travaux de Robert Darnton sur le caractère « subversif » de la littérature « philosophique » dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Et c'est ainsi que nous devons lire cette extériorité qui se constitue entre le quartier et « votre » bibliothèque au moment où celle-ci est attaquée. Comme toujours dans le cadre de tout conflit, cette extériorité est profondément ambiguë et elle ne peut pas être totale, car c'est aussi la bibliothèque de « notre » quartier. Mais au moment du conflit, la menace de faire basculer la bibliothèque de l'autre côté de la frontière est bien là. Et cet autre côté a un double visage, celui d'un autre groupe social (classes moyennes ou fonctionnaires, agents de l'institution scolaire et bibliothécaires, par exemple) mais c'est aussi, en même temps, le côté des « politiques », des autorités réduites à la

23. *Ibid.*, p. 113.

24. Je suis ici la conceptualisation proposée par Emilio De Ipola et Juan Carlos Portantiero, « Lo nacional-popular y los populismos realmente existentes », in Emilio De Ipola, *Investigaciones políticas*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989, pp. 21-36.

25. Sur cette idée d'une « différence » (un point de vue particulier) qui « prétend » s'ériger en totalité sans jamais y parvenir, voir Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 (coll. L'ordre philosophique) (*On populist reason*, 2005).

catégorie de « gouvernants », de ceux qui nous gouvernent – et qui donc « ne nous représentent pas ».

Toujours dans cette perspective, la bibliothèque s'inscrit dans un ordre qui nous comprend, elle contient quelque chose qui relève du « sacré », de la « culture universelle », et ce n'est donc pas bien de brûler des livres. Mais les attaques dont elle est l'objet par la pierre ou par le feu nous disent aussi, en même temps, qu'elle n'est qu'un équipement destiné à ceux qui réussissent à l'école, pour ceux qui vivent du livre, pour les classes moyennes. À ce moment-là, la bibliothèque devient le sacré de l'autre. Et c'est précisément ce qui est attaqué et pour cette raison-là que la bibliothèque devient une cible. De façon à peine caricaturale, « si nous sommes loin de l'emploi et de l'école, si on nous dit sans cesse que nous ne maîtrisons pas "le français", alors, la bibliothèque n'est pas pour nous. Alors vous dites qu'elle est importante, sacrée, que celui qui brûle des livres est un sauvage [...] ». Les attaques des bibliothèques visent à sortir les équipements destinés aux classes moyennes, et sur lesquels repose le régime politique, du champ du sacré pour les inscrire dans l'espace conflictuel du politique.

Comme nous l'avons vu, plusieurs conditions aident à définir ainsi cette conjoncture. La séparation de plus en plus nette entre gouvernants et gouvernés (la conscience d'une « classe politique ») en est une, les processus de fracture sociale en sont une autre. Mais il y a encore deux conditions qui rendent possible de concevoir les incendies de bibliothèques de cette façon. La première est liée au silence qui entoure les incendies ; la seconde au fait que, matériellement parlant, il peut être banal de brûler des livres.

La question du silence qui entoure les incendies des bibliothèques apparaît dans le récit de cette directrice qui nous raconte comment sa bibliothèque a été la cible d'attaques répétées : « *Nous avons reçu une balle cet été, pendant les vacances. La bibliothèque était fermée, mais il n'y a pas eu de suites.* » Puis, après m'avoir expliqué que pratiquement personne ne s'est intéressé à ces balles tirées contre sa bibliothèque, elle me raconte que les portes étaient « *toujours caillassées* » et que « *la mairie a dû les changer trois fois consécutives dans l'espace de quelques mois. C'est un sas très important et très imposant, les gens doivent pousser deux portes très lourdes et très imposantes pour entrer dans la bibliothèque. Alors, forcément, elles sont toujours caillassées* ». Elle évoque ensuite l'intervention matinale du géographe dans le cadre de la formation où j'ai réalisé cet entretien : pour lui, la bibliothèque est « un sas pour toutes les personnes

qui réussissent ». Sous-entendu : ce sont ceux qui échouent qui caillassent les portes. C'est alors qu'elle me parle du maire : « *Le maire n'est jamais venu parler avec moi pour me dire : "M^{me} P., ça fait la troisième fois que les vitres sont cassées, qu'est-ce qui se passe ?" Non, rien. Je suis dans une ville communiste et, pour eux, la culture a un coût, ça se paye, puis, "ce sont des dégâts collatéraux". Puis moi, je ne sais pas. J'attends de vous lire [...].* »²⁶

Il y a là une attitude que nous avons pu constater dans beaucoup d'autres villes. Le pouvoir politique local fait tout son possible pour qu'on ne parle pas publiquement des attaques faites aux bibliothèques. Les maires, notamment, essaient de ne pas en parler. Nous l'avons vu à La Courneuve, à Goussainville, à Évry, à Saint-Denis, à Villetaneuse, où la bibliothèque Max-Pol-Fouchet a été incendiée dans les années 1990 sans que nous ayons pu jamais en connaître le moindre détail – un incendie tombé dans l'oubli. C'est ainsi que la presse se saisit très peu de ces événements et que, très probablement pour les mêmes raisons, la sociologie n'a jamais, jusqu'à aujourd'hui, montré le moindre intérêt pour l'incendie ou les attaques des bibliothèques – alors qu'elle ne manque vraiment pas d'intérêt pour les émeutes. D'où provient cette mise sous silence ? Du point de vue des maires, on devine facilement qu'ils ne veulent pas nourrir la mauvaise réputation de leur ville et de leur quartier avec un sujet qui peut être facilement exploité dans le jeu de la concurrence partisane par l'opposition.

Lorsqu'on arrive le matin dans les cités HLM les plus dures de la banlieue, il n'est pas difficile de voir les traces des voitures qui ont été brûlées la nuit. Les motifs de ces incendies peuvent être multiples (conflits entre habitants, protestations collectives ou simplement volonté d'effacer les restes d'une voiture volée en vue de cacher à la police les pistes pouvant conduire aux auteurs). Mais il est très difficile de voir les restes des voitures calcinées. La plupart du temps, on voit seulement les traces que le feu a laissées sur le bitume. Pourquoi ? Parce que les collectivités territoriales disposent de services spécialisés dans l'effacement des traces de ces comportements qui, cumulés à des « incivilités » comme les *tags* ou autres dégradations du mobilier urbain, atteignent directement le gouvernement local dans son devoir d'entretenir la ville et d'assurer le respect de l'espace public urbain. Les municipalités agissent ainsi dans

26. Sylvie, directrice de la bibliothèque municipale de Pierrelaye (Val-d'Oise). L'entretien a été réalisé à Taverny, le 5 novembre 2009, après une formation pour bibliothécaires organisée par le département du Val-d'Oise.

une logique voisine de celle qui les mène au ramassage des ordures sur la voie publique : « il faut maintenir propre pour que ce soit propre et que les gens respectent la propreté ». On arrive ainsi à provoquer l'impression que rien ne s'est passé. Le caractère muet de ces actes ne provient pas seulement du fait qu'ils ne sont pas accompagnés de discours, mais de ce que les gouvernements s'efforcent d'éviter qu'on en parle, de les étouffer. Le pouvoir politique donne ainsi l'impression qu'il n'y a aucune conséquence de ces actes sur le corps social. L'État s'empresse de reconstruire rapidement tout ce qui est « *dégradé* », comme un jeu du chat et de la souris qu'il entretient avec « *les casseurs* ». Mais du coup, toute parole qui ne prend pas la forme d'une condamnation de ces actes comme étant des actes de « *délinquance* » ou d'une dénonciation du « *coût que ces actes de vandalisme représentent pour la communauté* » disparaît.

Dans le cas des bibliothèques et surtout des livres, à cette question du silence s'ajoute un autre aspect singulier, qui constitue la deuxième condition générale contribuant à ce que la dimension symbolique de la bibliothèque se voie isolée et à ce qu'elle devienne le sacré de l'autre que l'on prend pour cible. Les bibliothécaires, les enseignants, les hommes politiques et un nombre important d'habitants considèrent effectivement comme un sacrilège de brûler des livres, de s'attaquer à la culture. Les sociologues ne cessent de qualifier ces actes de nihilisme ou d'actions autodestructrices. Mais du point de vue de beaucoup, et notamment des auteurs, « *il ne faut pas exagérer. Après tout, m'a dit un bibliothécaire, dans ces annexes de quartier, il n'y a pas d'incunables. Alors, [après l'incendie] les collections seront refaites et tout repartira comme avant. Souvent mieux qu'avant, parce que ces incendies représentent pour nous l'occasion d'aller demander aux pouvoirs politiques de mettre les moyens que nous demandons depuis des années sans succès.* »²⁷ L'attaque isole la dimension symbolique de la bibliothèque. C'est cette séparation des dimensions symbolique et matérielle de l'institution qui permet de faire glisser le sacré du fondement de l'ordre politique au sacré de l'autre, de symbole de l'espace public à emblème d'un groupe qui constitue notre opposant et se cache derrière ces symboles qu'il dit représenter l'ordre de la République. Ce glissement constitue la raison pour laquelle les incendies représentent toujours une situation « *très, très traumatique. On a mis des mois à s'en*

27. Ex-directeur de la bibliothèque Albert-Camus (43 ans), à Épinay-sur-Seine, incendiée en 2000 et dont je n'ai trouvé aucune trace dans la presse. Entretien réalisé au Salon du livre de Paris en 2010.

remettre ». Ou comme me l'a dit l'ancienne directrice de la bibliothèque Louis-Aragon, entièrement détruite par les flammes, à Auby : « *Les gens sont venus nous dire leur douleur les larmes aux yeux. Il y a eu un peintre qui est venu mettre ses petits tableaux qu'il peignait avec Don Quichotte. C'était très drôle... enfin, si, très drôle. C'est une équipe de huit personnes qui ne s'en remet pas parce qu'on ne sait pas comment se reconstruire. C'est à cause de ça que je suis partie d'Auby.* » – elle est prise par l'émotion et sa voix se brise quelques instants. Puis cette femme d'une cinquantaine d'années reprend : « *Je n'ai jamais pu comprendre ce qui s'est passé. Même aujourd'hui, vous voyez, c'était en 2005 et on n'a jamais réussi à s'en remettre. C'est pour ça que je suis partie.* »²⁸

Ce contraste évident entre l'importance symbolique que les livres représentent pour tous ceux qui vivent du livre et la matérialité de leur destruction est aussi à rapprocher d'un élément du contexte. Nous vivons en France dans une société d'abondance. Il y a des livres partout, qui sont consommés comme n'importe quelle autre marchandise. Ainsi, je me rappelle mon étonnement, fraîchement arrivé à Paris comme étudiant, face au nombre impressionnant d'exemplaires de classiques, de Molière à La Fontaine, en passant par Camus, Zola ou Victor Hugo, que je voyais sur les trottoirs, dans des cartons, prêts à partir à la poubelle à côté de toute sorte de littérature passée de mode, cette littérature de romans bon marché que beaucoup achètent pour un voyage en train ou pour lire à la plage en train de bronzer. Mais j'étais surpris par ces classiques dont les instituteurs et les professeurs ont commandé la lecture et qui ne servent plus à rien une fois les cours finis. Des livres qui partent donc à la poubelle, inutiles, et qu'il serait plus coûteux de garder à la maison dans une bibliothèque que de les acheter à nouveau en cas d'envie ou de besoin²⁹. Venant de Buenos Aires et dans le contexte de ma propre histoire, je me

28. Entretien réalisé à Taverny, le 5 novembre 2009.

29. Des listes qui surprennent toujours, car elles disent quelque chose de leur propriétaire et de son quartier. Ainsi, le jour où j'allais rédiger ces lignes, j'ai trouvé sur un trottoir du XIII^e arrondissement de Paris, laissé dans un mince sac en plastique, à côté des poubelles (mais pas à l'intérieur, comme pour laisser la chance à quelqu'un d'en profiter), un bout de bibliothèque privée dont voici la liste : Nicolas Rey, *Un léger passage à vide*, Paris, Au diable Vauvert, 2010 ; Sacha Guity, *Mémoires d'un tricheur*, Paris, Gallimard, 2004 (coll. Folio) ; Philippe Sollers, *Les voyageurs du temps*, Paris, Gallimard, 2009 (coll. NRF) ; Patricia Delahaie, *Être la fille de sa mère et ne plus en souffrir*, Paris, Marabout, 2002 ; *Istanbul, city guide*, AS & 64 Ltd. Co., 2008 ; Philippe Labro, *Tomber sept fois se relever huit*, Paris, Gallimard, 2005 (coll. Folio) ; Laurent Greilsamer, *Le prince foudroyé. La vie de Nicolas de Staël*, Paris, Fayard, 1998 ; Philippe Dubois, *L'acte photographique*, Paris, Nathan, 1990 (coll. Nathan-université ; Série Cinéma et image) ; Clément Rosset, *Le réel et son double*, Paris, Gallimard, 1993 (coll. Folio essais) ; et ici, immanquable au fond du sac, Michel Houellebecq, *La possibilité d'une île*, Paris, Fayard, 2007 (coll. Le Livre de poche).

suis jeté avec précipitation sur ces cartons pleins de merveilles, mais aussi d'œuvres futiles qu'aucun bibliothécaire n'aurait gardées. Et puis, il y a ces milliers de livres que les bibliothécaires eux-mêmes envoient au pilon, comme des mauvaises herbes, dans le cadre de régulières opérations de nettoyage ; ou le trop-plein d'invendus que les éditeurs envoient au pilon. Évidemment, ce sentiment de perte d'importance de la matérialité du livre (et des autres supports) se voit accentué, et ceci de manière croissante, par un phénomène beaucoup plus puissant dont les classes populaires de la périphérie des grandes villes font l'expérience quotidienne : la dématérialisation. Ainsi sont-ils l'un des alliés de ces accès sans limite (ou « illimité », comme promettent les fournisseurs d'Internet et de téléphonie), sans maître et sans gardien, à une culture désacralisée. Une perspective sans doute illusoire³⁰, mais qui permet de se passer du garde-frontière le plus proche, notamment lorsque celui-ci ne nous donne pas accès à la porte d'entrée.

Nous sommes confrontés à un phénomène qui se rapproche de l'image inversée du récit livré par Claude Lévi-Strauss dans sa célèbre « leçon d'écriture »³¹. Rappelons-nous de cette scène où il raconte comment les membres d'une bande de Nambikwara l'imitaient dans l'acte d'écrire en traçant « sur le papier des lignes horizontales ondulées ». L'ethnologue se demande alors : « Que voulaient-ils donc faire ? Je dus me rendre à l'évidence : ils écrivaient ou, plus exactement, cherchaient à faire de leur crayon le même usage que moi, le seul qu'ils puissent alors concevoir, car je n'avais pas encore essayé de les distraire par mes dessins. Pour la plupart, l'effort s'arrêtait là ; mais le chef de bande voyait plus loin. Seul, sans doute, il avait compris la fonction de l'écriture. »³² Et on connaît la suite. Face aux membres de son groupe et en présence de l'anthropologue, le chef sort des feuilles de papier « écrites » et se met à y « lire » les instructions sur les retours de cadeaux que, disait-il, l'ethnologue devait aux premiers : « À peine avait-il rassemblé tout son monde qu'il tira d'une hotte un papier couvert de lignes tortillées qu'il fit semblant de lire et où il cherchait, avec une hésitation affectée, la liste d'objets que je

30. Roger Chartier, « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », *art. cité*, et du même auteur, « Le lecteur dans un monde en perpétuelle mutation », in Jean-Yves Mollier *et al.*, *Où va le livre ?*, Paris, La Dispute, 2007 (coll. États des lieux), pp. 345-360.

31. Claude Lévi-Strauss, « Leçon d'écriture », *Tristes tropiques*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2008 (coll. Bibliothèque de la Pléiade), pp. 293-305.

32. *Ibid.*, p. 296.

devais donner en retour des cadeaux offerts. [...] Qu'espérait-il obtenir ? Se tromper lui-même, peut-être ; mais plutôt étonner ses compagnons, les persuader que les marchandises passaient par son intermédiaire, qu'il avait obtenu l'alliance du Blanc et qu'il participait à ses secrets. »³³ Par la suite, Lévi-Strauss se perd dans un territoire inconnu, épisode où il se trouve lui-même ridicule, perdu donc dans ce territoire des « indigènes » que ceux-ci connaissaient au contraire très bien, sans besoin de boussole, de carte ni d'écriture.

Quel rapprochement entre cette brousse du Mato Grosso des années 1930 et les attaques des bibliothèques de quartier de la périphérie parisienne du début du *xxi*^e siècle ? Imaginons l'ethnologue dans une cité HLM de la banlieue parisienne, après une émeute où la bibliothèque a été incendiée, avec un groupe d'habitants. Aujourd'hui, c'est comme si les compagnons du chef ne croyaient pas un instant au papier ni à son « secret ». C'est ce que nous observons à travers ces mises en conflit de la bibliothèque. C'est comme si l'un d'entre eux venait devant le chef au moment où celui-ci finit de lire ses instructions, prenait le papier des mains du prétendu leader et le déchirait. Comme si les membres de la bande ne croyaient plus à cet échange inégal de cadeaux, même s'il est écrit noir sur blanc que l'échange est équitable et que cela doit être ainsi. Le papier déchiré, il n'y aurait alors plus de secret, ni de mystique ni de pouvoir. Les « indigènes » seraient partis de leur côté, laissant seul leur prétendu chef avec son allié Blanc.

Où se situerait alors la rupture ? Au moment où quelqu'un détruit l'écrit permettant au groupe de partir ensemble, le dos tourné au chef et à son allié ? Ou peut-être avant, lorsque le chef a raté sa performance faute de ne pas avoir compris que ses pairs ne croyaient plus au secret de l'écriture et qu'ils n'étaient pas disposés à accepter tel quel ce système d'échanges ? En créant une situation de conflit (lorsqu'ils incendient la bibliothèque, mettent ses livres par terre, insultent une bibliothécaire ou cassent les vitres et les portes, lorsqu'ils disent « tu te crois qui pour me donner des ordres ? »), les habitants poussent la bibliothèque à sortir de sa « simple » qualité de service public. Son statut d'équipement collectif est mis en question, voire dénoncé. En revanche, sa dimension symbolique revient au premier plan. Le secret de l'écriture est mis en débat.

L'un des effets premiers provoqués par les pierres et les bombes incendiaires est de mettre en question la bibliothèque comme institution

33. *Ibid.*

destinée à l'individu, aux individus. La bibliothèque est déstabilisée dans sa posture d'institution qui épuise ses forces dans sa relation aux usagers et, à la limite, s'efforce de convertir les indifférents, tous ceux qui ne viennent pas s'inscrire, en usagers. Ainsi sont resignifiées les classes populaires en usagers de la bibliothèque. Ces mêmes classes populaires qui refusent le temps d'un instant d'être des usagers pour devenir un collectif qui constitue en face-à-face deux groupes sociaux : les habitants d'un côté, les bibliothécaires et leurs alliés de l'autre. Une mise en conflit qui n'est évidemment que pari. La formation du collectif réussira-t-elle ? Ces segments de classe populaire, ces éclats de la modernisation que nous observons dans les périphéries se mettront-ils côte à côte pour former une ligne continue ? Finiront-ils par agir comme une « classe », au sens que les penseurs du XIX^e siècle et les historiens de la classe ouvrière donnèrent à ce mot ? Rien n'est moins sûr. Mais leur action semble aller dans le sens du collectif dans un contexte d'atomisation sociale et politique. L'issue du conflit ne dépend pas uniquement des lanceurs de cocktails Molotov, des « casseurs » ou des « *jeunes de banlieue* ». D'autres forces débordent leurs forces avec force. L'attitude des autres habitants de ces mêmes quartiers constitue la première question. Celle des partis et des pouvoirs locaux qui détiennent les clefs des bibliothèques en est une autre. La municipalisation des bibliothèques (qui ne peuvent dès lors plus être « populaires »), la professionnalisation des bibliothécaires (qui ne peuvent dès lors plus être « militants » ou « bénévoles ») font partie des éléments du conflit. La bibliothèque elle-même devient un agent politique qui ne peut plus être partisan (en ce qu'il ne peut plus prendre parti). Situation difficile à tenir dans le cadre d'un conflit politiquement si aigu, comme si les bibliothécaires étaient appelés, puis poussés de part et d'autre pour savoir de quel côté ils se situent.

+++++

CHAPITRE VI
LA LEÇON D'ÉCRITURE
DES CLASSES
POPULAIRES

+++++

CHAPITRE VI

LA LEÇON D'ÉCRITURE DES CLASSES POPULAIRES

Je voudrais revenir un instant en arrière à l'époque de la renaissance de la démocratie en Argentine, au milieu des années 1980, au moment où je démarrais ma première enquête ethnographique dans un espace populaire et où je faisais pour la première fois l'expérience d'écrire sur les classes populaires. Il y a dans cette expérience quelque chose qui fait écho, de près et de loin, à celle des classes populaires dans la France du ^{xxi}e siècle. Nous traversons aujourd'hui une conjoncture difficile où tout semble incertain : le statut de l'écriture et des institutions qui lui sont associées, la démocratie et la présence en son sein de classes populaires fragmentées qui agissent comme elles le peuvent, avec des formes d'action qui semblent incompréhensibles, mais où on les voit se débattre pour ne pas disparaître complètement dans la tourmente de la division, voire de l'atomisation sociale et qui tentent ici ou là de se constituer en collectif, voire parfois de créer une force sociale audible.

Quand mon premier travail sur les *asentamientos* (les occupations illégales de terres dans la banlieue de Buenos Aires) prit la forme d'un livre en mai 1991, je suis allé dans l'un de ces quartiers en discuter le contenu avec les habitants, protagonistes de l'histoire. J'avais dit, pendant toute mon enquête de terrain, longue de cinq années, que j'écrivais l'histoire de leur épopée : « J'écirai l'histoire du quartier » (« *Voy a escribir la historia del barrio* »), un quartier qu'ils avaient fait sortir de terre, pour lequel ils s'étaient battus contre vents et marées. Deux semaines plus tôt, j'avais été fier de venir distribuer un bon nombre d'exemplaires du livre aux habitants du quartier El Tambo, et j'étais maintenant fier de venir en discuter avec eux dans les locaux de la coopérative du quartier. Fier d'un livre qui racontait l'histoire du quartier et qui était accepté par les protagonistes eux-mêmes, la consécration de l'apprenti intellectuel que je croyais être. La coopérative avait trouvé de l'argent auprès d'une ONG et acheté cent exemplaires qu'elle avait distribués, en grande partie, parmi les habitants (quelques exemplaires avaient été réservés pour les relations diplomatiques avec des journalistes, des hommes politiques, des alliés du quartier). Le principal dirigeant de l'*asentamiento*, Luis D'Elia, ex-militant

des Communautés ecclésiastiques de base de l'église catholique et de la démocratie chrétienne, et ex-instituteur, avait écrit un commentaire intégré en fin de volume¹. Le « président » de l'*asentamiento* y notait quelques lacunes dans le récit et rétablissait la mémoire de quelques protagonistes importants pour la vie du quartier à ce moment-là. Puis le dirigeant saluait mon humanisme, l'attitude de ce « jeune de Ciudad Evita » (ville voisine, identifiée par les occupants comme celle des classes moyennes qui les avaient tant menacés et combattus) et saluait aussi ma démarche intellectuelle, car je n'étais pas venu en donneur de leçons, disait-il, mais en chercheur, ce qu'il identifiait comme étant de l'écoute. Effectivement, je voulais apprendre et cherchais à comprendre la nouveauté que ce mouvement social apportait à la politique argentine des années 1980. Il voyait en revanche d'un autre œil les intellectuels et militants qui venaient à cette époque aux *asentamientos*, la plupart de temps en tant que « techniciens », c'est-à-dire en tant que salariés d'ONG ou d'institutions diverses (services urbains, municipalité, santé, etc.) : « Ces dernières années, beaucoup de techniciens sont venus aux *asentamientos*, beaucoup de gens qui essaient avec la science de structurer un message. Un message qu'en général nous refusions parce qu'il était, de façon ouverte ou cachée, autoritaire. Parce qu'en définitive il contenait du mépris vis-à-vis de notre élaboration d'idées, de l'élaboration de nos propositions, de notre vie, de notre façon d'être » (p.201). Mon attitude était donc, toujours selon lui, « différente ».

Le jour de la discussion est venu, et je m'y suis donc rendu fier et heureux de discuter avec mes concitoyens. Mais je ne devrais pas dire ici « concitoyens », car à ce moment-là, même si je ne me l'avouais pas, ces gens d'une très grande pauvreté qui s'étaient organisés et soulevés pour prendre ce qui leur appartenait de droit, représentaient pour moi « le peuple » plutôt que des citoyens². J'y allais donc pour recevoir la

1. Luis D'Elia, « Commentario de Luis D'Elia », in Denis Merklen, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Catalogos, 1991, pp. 199-201.

2. À la décharge de cette image un peu caricaturale que je rends de ma propre représentation, je dois dire que les habitants des *asentamientos* se présentaient eux-mêmes comme des *vecinos*. Cette catégorie, que je reprenais déjà amplement dans mes textes de l'époque et dans le livre en question, renvoie à une représentation de la citoyenneté. En castillan, le mot « voisin » dépasse les trois sens d'« habitant », de « voisin » et de « citadin » que la traduction française propose, car il contient une dimension morale et politique qui lui vient de l'époque coloniale où les *vecinos* (citoyens) se distinguaient des « infidèles », les Indiens non catholiques. Dans le cadre des *asentamientos*, la stratégie reprise de cette catégorie permettait aux occupants de se distinguer des *villeros* (les habitants des bidonvilles, considérés comme honteux et marginaux) et de se présenter comme d'honnêtes gens ayant droit à une vie digne, car ce sont des « concitoyens », c'est-à-dire des individus égaux dans l'espace de la démocratie récemment installée dans l'Argentine des années 1980 (Merklen, 1991 et 2001). Ce sujet des liens entre la catégorie *vecino* et la citoyenneté a fait l'objet d'autres travaux depuis. Voir notamment, Sabina Frederic, *Buenos vecinos, malos políticos. Moralidad y política en Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Prometeo, 2004 ; et Luciano de Privitellio, *Vecinos y ciudadanos. Política y sociedad en la Buenos Aires de entreguerras*, Buenos Aires, Siglo XXI-Argentina, 2003.

bénédiction du « peuple » illettré, ce qui me protégerait même des éventuelles critiques des intellectuels, avant même d'avoir présenté le livre à l'université (chose que j'ai évidemment faite par la suite). Il est vrai que nombreux étaient les habitants des *asentamientos* qui ne lisaient pas, que le plus grand nombre n'était pas familier des livres, et beaucoup étaient semi-analphabètes. Je savais qu'ils avaient lu mon livre en petits groupes, à voix haute, et qu'ils l'avaient fait avec passion : ils me l'ont raconté eux-mêmes, contents et fiers eux aussi d'avoir un livre qui couchait noir sur blanc l'histoire de leur épopée. J'avais retracé leur vie qui sortait de l'anonymat pour prendre la forme d'un livre. Mon texte était en bonne voie de devenir l'histoire officielle de ces occupations illégales et moi une sorte d'intellectuel en chair et en os de cette périphérie misérable de La Matanza. Il est aussi vrai que, comme l'avait justement remarqué Luis D'Elia, je ne les avais pas traités d'« intrus », « illégaux » ou « usurpateurs » et que ma parole pouvait signifier une ébauche de reconnaissance de la valeur de leur action.

Grande fut ma surprise lorsque les gens ont pris la parole et commencé à mettre sérieusement en question mon travail. Ils n'étaient pas du tout là pour faire des éloges ou pour montrer leur contentement, mais pour se défendre, pour revendiquer leur parole, pour se battre au sein d'un enjeu de toute évidence important pour eux. Ils n'étaient pas indifférents au livre. Les uns me reprochaient que, dans mon histoire, j'avais omis des événements qu'ils considéraient comme des épisodes essentiels. D'autres me reprochaient de ne pas mentionner telle ou telle personne, d'accorder trop d'importance à un tel et de négliger le rôle de tel autre. Certains ont fini par me dire que mon livre était du « n'importe quoi », qu'il ne servait à rien, que les choses ne s'étaient pas passées comme cela (il est aussi vrai que personne ne l'a qualifié de mensonge). Ils étaient pour la plupart très en colère et ont fini par me demander de réécrire un certain nombre de pages, par me dire qu'ils étaient prêts à aller voir l'éditeur pour lui demander de corriger le texte avant la diffusion du livre.

Quand j'ai refusé cette proposition et avancé la thèse de « ma vérité », quand j'ai dit que c'était ma vision honnête des événements et que, en conséquence, je ne changerai pas ma version, une rupture s'est produite. Je vivais à la fois un désenchantement et une prise de conscience. Au moment de la publication, le sociologue que j'étais quittait le ciel de la science pour devenir un acteur qui intervenait au sein des conflits qu'il disait observer avec respect et « écoute ». J'imposais mon histoire à la leur et ils ne pouvaient rien y faire. Je gardais ma liberté d'auteur, ils pouvaient

garder la leur en tant que sujets politiques et en conséquence réfuter ma version des faits et mes analyses ou simplement écrire leur propre histoire. Mais ils m'obligeaient à prendre conscience de l'asymétrie qui caractérisait notre relation, une asymétrie fondamentale qui différenciait et séparait ma liberté de la leur. Ils n'avaient aucune chance de pouvoir écrire et publier un livre : celui que j'ai rédigé demeure, vingt ans après sa publication, le seul livre disponible sur ces quartiers. Contrairement aux Nambikwara étudiés par Claude Lévi-Strauss ou aux Aché étudiés par Pierre Clastres, les habitants de cette périphérie de Buenos Aires ne vivaient pas dans un espace protégé de l'écriture, de l'État moderne et de l'exploitation³. On faisait, et on fait toujours, eux et moi, partie de la même société. Ce qui veut dire aussi que le sociologue ne peut pas, comme ce fut un temps le privilège des anthropologues, se retirer pour écrire. Les classes populaires ne sont pas des ethnies éloignées, qu'on pourrait tenir à distance. Notre relation est celle d'un rapport asymétrique, mais c'est une relation qui est toujours présente, à laquelle le chercheur ne peut pas échapper. À commencer par cette inflexion fondamentale survenue dans la recherche en sciences sociales avec la scolarisation : comme l'a signalé Clifford Geertz, les peuples éloignés lisent et parfois écrivent pour critiquer l'anthropologue⁴. Et à nous d'ajouter : les classes populaires aussi. Cette prise de conscience induit un changement essentiel dans la manière de conduire mon travail : je pouvais continuer à travailler sur les classes populaires, mais à condition de considérer chacun de ses membres comme mon concitoyen.

Cet échange avec les habitants de l'*asentamiento* à propos de « leur » histoire et de « mon » livre a rendu beaucoup de choses évidentes. Parmi celles-ci, je confirmais une évolution que j'avais déjà repérée au sein du mouvement social. Dans les dernières pages de mon livre, je soulignais que, cinq ans après l'occupation des terres, l'*asentamiento* était devenu un quartier pauvre, certes, mais consolidé, les menaces d'expulsion s'étaient épuisées et les abris de fortune et les cabanes (*las casillas*) avaient déjà donné lieu à de véritables maisons. Le quartier disposait de nombreux équipements collectifs : une école et un jardin d'enfants, un terrain de sport, un petit centre de santé, un local pour la coopérative. Or, ces conquêtes n'étaient pas venues seules, elles s'associaient à d'autres

3. Pierre Clastres, *Chronique des Indiens Guayaki. Ce que savent les Aché, chasseurs nomades du Paraguay*, Paris, Plon, 1972 (coll. Terre humaine).

4. Clifford Geertz, *Ici et là-bas. L'anthropologue comme auteur*, Paris, Métailié, 1996 (coll. Leçons de choses) (*Works and Lives. The Anthropologist as Author*, 1988).

évolutions. J'écrivais ainsi que « l'une des premières transformations que l'on doit observer au sein du mouvement [social] est celui d'une distanciation entre les dirigeants et les habitants de chacun des *asentamientos*. Les organisations de chaque quartier sont devenues des coopératives ou des associations [suite à la reconnaissance des organisations par l'État, qui commençait à les financer et qui exigeait en contrepartie une légalisation des organisations]. Ceci les oblige à suivre une série de normes, et des besoins techniques sont rapidement apparus : des comptables pour assurer les bilans, personnel idoine et salarié pour des tâches diverses, une spécialisation découlant des normes juridiques que les institutions imposent, etc. Le papier commence à gagner du terrain comme intermédiaire dans la relation entre les habitants et leurs organisations, ces mêmes relations qui se construisaient avant autour du feu de joie, lorsque le quartier n'était qu'un champ (*alrededor del fogón, cuando el barrio sólo era campo*) »⁵.

Le débat autour de mon livre et le conflit qui s'ensuivit se sont soldés par mon éloignement du mouvement des *asentamientos*. Luis D'Elia, le dirigeant, a dû prendre parti. Soit je restais son allié et il s'éloignait de ses *vecinos*, soit je partais et il reniait mon travail⁶. Mais l'événement m'a aussi permis de constater que le mouvement se divisait, que les hétérogénéités et les fractures émergeaient au fur et à mesure que l'occupation cessait d'être menacée, qu'elle était acceptée par le système politique et que le jeu politique pénétrait le quartier. Des fractures qui se creusaient aussi au fur et à mesure que les dirigeants s'éloignaient des habitants, qu'une bureaucratisation avait lieu et que la communication écrite remplaçait partiellement l'allocution et les relations en face-à-face. Comme l'a bien vu Lévi-Strauss, le papier arrive sous deux formes : celle de l'écrit et celle de l'argent. Les organisations des quartiers se bureaucratisaient et les dirigeants se distancaient des habitants (*los vecinos*) à la même vitesse que l'État donnait de l'argent et exigeait l'institutionnalisation des organisations de quartier qui devenaient des coopératives, des mutuelles ou des associations – selon les cas.

Dans son étude sur la « langue comme une écriture », Jacques Derrida critique la séparation « à la hache » établie, « de Lévi-Strauss à Rousseau »,

5. Denis Merklen, *Asentamientos en La Matanza*, op. cit., p. 194.

6. Nous avons pris de la distance pendant longtemps. Il m'a répudié, car pendant les années de ma recherche j'étais devenu un allié précieux pour eux, j'avais participé très activement au mouvement, j'étais devenu un compagnon de tous les jours. Je suis revenu des années plus tard et une certaine amitié me lie toujours à lui et à sa famille, comme à d'autres habitants de ces trois quartiers. Quand j'y retourne, il m'arrive que des gens dont je ne me souviens plus me parlent de ce petit livre qu'ils gardent toujours chez eux, parfois le seul livre de leur bibliothèque.

entre la parole et l'écriture, et il qualifie d'« onirisme ethnocentrique » l'expression « société sans écriture » qui ne répondrait « donc à aucune réalité et à aucun concept »⁷. Le point est important, car il y a là une problématique qui traverse toute observation sur les classes populaires et qui est visible aussi dans mon travail, depuis mes premières enquêtes sur les *asentamientos* de La Matanza jusqu'à celle sur les bibliothèques de la banlieue parisienne. Derrida qualifie la distinction entre l'oralité et l'écriture de « péché original », une erreur qui, selon lui, enferme la connaissance du social dans l'hypothèse de l'opposition entre un monde naïf (là où la violence n'aurait pas encore pénétré) et notre monde (celui de l'anthropologue comme celui du sociologue), qui apporterait avec lui la violence qu'il introduirait ensuite au sein du premier monde comme un acte de violation. Pour Rousseau comme pour Lévi-Strauss, le monde de l'écrit fait violence à la nature innocente d'un monde fondé sur l'oralité. Pourquoi ? Parce que l'écrit introduirait une forme d'aliénation faisant du langage un système de classifications qui transforme chaque personne et chaque objet en une simple position relative où les uns ne peuvent se comprendre que par rapport aux autres. C'est la perversion du « nom propre » qui devient dès lors une simple classification : « nommer c'est classer ». L'écrit est source de divisions, de hiérarchie et, surtout, de « distanciation » sociale⁸. Par opposition, un monde fondé sur l'allocution, sur les interactions en face-à-face, sur la communication directe, serait un monde sans domination. C'est aussi la thèse de Pierre Clastres. Derrida a raison, sur un certain plan, lorsqu'il soutient que cette supposition du « bon sauvage » qui fait de l'oralité un monde protégé de la violence est une « illusion » relevant d'un ethnocentrisme renversé. C'est une forme d'illusion qui est aussi présente dans la sociologie des classes populaires. La dénonciation des formes de domination et d'exploitation dont souffrent les classes populaires, la dénonciation des mécanismes d'exclusion et de séparation dont elles sont victimes s'appuie, bien trop souvent, sur la projection sur ces mêmes classes populaires d'une vision idyllique. N'y a-t-il pas quelque chose du même ordre dans mes observations des *asentamientos* quand je voyais (et regrettais de voir) disparaître ces collectifs qui se construisaient dans l'oralité, autour de conversations

7. Jacques Derrida, « La violence de la lettre : de Lévi-Strauss à Rousseau », in *De la grammatologie*, Paris, Minuit, 1967 (coll. Critique), pp. 149-202 (citations extraites des pages 161 et 177).

8. Nous avons vu (voir *supra*, chapitre I) l'importance que revêt pour une bibliothèque le fait de se nommer et de se doter d'un nom, de classer des livres et des collections, toutes des fonctions consubstantielles à la profession de bibliothécaire.

abritées par des feux de joie ? Quand je voyais ces premiers collectifs du face-à-face remplacés par des collectifs bureaucratisés, où le papier était le support et la source d'une distanciation des dirigeants par rapport aux autres membres du mouvement social, le support de divisions et de distances entre les *vecinos* eux-mêmes ? Et ne reste-t-il pas une trace de cette illusion dans mes travaux actuels sur les conflits autour des bibliothèques des banlieues françaises ? L'expression « classes populaires » ne conduit-elle pas inévitablement à la voie sans issue du « populisme », comme l'a si savamment averti Jean-Claude Passeron⁹ ?

Jack Goody s'est opposé avec fermeté et non sans raison à la thèse d'une continuité entre oralité et écriture, car cela peut conduire à ignorer toutes les différences que l'écrit a introduites dans la vie sociale¹⁰. Et dans ce sens, les interrogations majeures passent aujourd'hui par la révolution numérique de l'écrit et de la culture¹¹. Or, notre problème ne coïncide pas complètement avec celui traité par Jacques Derrida sur la nature essentiellement violente du langage et le traitement qu'il fait de celui-ci comme d'une « écriture » même quand il n'est pas écrit ; le problème des classes populaires évolue aujourd'hui dans un autre registre. La question est celle des modalités des liens sociaux et politiques au sein de l'univers populaire et de son rapport à la société, aux autres classes sociales, à l'État et aux institutions. Suite aux incendies, à l'action des bibliothèques et à la relative désaffection qu'elles traversent, notre réflexion se situe à l'intérieur d'une conjoncture précise. Car c'est sur fond de ces liens et de ces divisions qu'entre en jeu une discussion sur la catégorie populaire elle-même.

Les « classes populaires » existent-elles dans une société comme la société française d'aujourd'hui ? Quand le sociologue requalifie de la sorte les usagers (ou les non-usagers) d'une bibliothèque, combien relève de la projection de l'auteur, de son « onirisme ethnocentrique » comme dit Derrida, et combien de ses observations ? Je dois dire que mes collègues français ont souvent manifesté leur soupçon à mon égard : ce que je crois

9. Jean-Claude Passeron, « Le sens et la domination », in *Le raisonnement sociologique. Un espace non poppérien de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006 (coll. Bibliothèque de « L'évolution de l'humanité » ; 50), pp. 385-398 ; et du même auteur avec Claude Grignon, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989.

10. Jack Goody, « Derrida au milieu des archives de l'écrit et de l'oral », in *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, La Dispute, 2007, pp. 163-175.

11. Voir par exemple le volume publié aux Presses de l'enssib sous la direction de Claire Bélisle, *Lire dans un monde numérique*, Villeurbanne, 2012 ; et celui coordonné par Christophe Evans, *Lectures et lecteurs à l'heure d'internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2011.

voir dans les quartiers des périphéries françaises, me dit-on, relève pour beaucoup de la projection des catégories élaborées dans le Grand Buenos Aires sur une réalité qui, *a priori*, ne serait pas « ça ».

Je l'ai déjà précisé plus haut et je le répète, car l'un des problèmes peut découler d'un excès de généralisation : je parle à partir de l'observation seulement d'une fraction des classes populaires, celles-là mêmes qu'on trouve dans les cités HLM des périphéries des grandes villes. Les conflits que nous y observons concernent seulement ce segment des classes populaires qui vit dans les quartiers de banlieue, qui trouve ses caractéristiques autant dans certaines données statistiques (ses bas niveaux de revenus, ses taux importants de chômage, ses bas niveaux de scolarisation) que dans sa localisation et sa position dans la ville (habitation sociale, cités, périphérie des grandes villes), dans ses modes d'action (une faible participation électorale, des émeutes comme forme d'action collective caractéristique, une vie associative dense et une intense vie culturelle et sportive), dans sa trajectoire (il s'agit d'un groupe qui se détache de l'ancienne classe ouvrière et qui suit des parcours migratoires hétérogènes, mais où on partage majoritairement le fait de venir d'une ancienne colonie française) ; enfin, cette fraction des classes populaires qui est perçue d'une façon assez caractéristique par les autres groupes sociaux : ce sont « les banlieues », « les jeunes de banlieue », « les quartiers HLM ». C'est une fraction des classes populaires qui souffre de la fragmentation sociale, très négativement marquée par les dynamiques d'individuation qui traversent avec force l'ensemble de notre société et arrivent jusqu'à eux sous la forme de responsabilisations, d'exigences « d'activation » et d'injonctions biographiques. Associées à la précarité, les stratégies de type « chasseur », un temps conjurées par la stabilité du salariat, réapparaissent dans cet univers où une véritable lutte pour la survie prend une place importante dans le quotidien de beaucoup de familles et occupe de plus en plus d'individus. Ce sont des classes populaires qui se pensent elles-mêmes et qui sont pensées beaucoup moins à partir de mots comme « ouvrier » ou « travailleur » qu'avec une référence permanente à l'idée de citoyenneté. Un glissement du travailleur au citoyen où les classes populaires essaient de reconstituer des modalités d'action et de participation politique face à la perte de puissance des formes « classiques » de mobilisation (celles justement qui se sont articulées autour du travail, notamment la grève). En somme, c'est une fraction des classes populaires qui se caractérise autant par sa sociabilité que par sa politicité. Deux formes de lien, social et politique, qui donnent lieu à autant de formes de conflit.

Est-ce à dire que ce que nous observons dans ces quartiers est absent des autres formes du populaire, que ce que nous voyons chez cette fraction minoritaire ne se trouve pas dans les autres catégories subalternes de la société ? Je ne le crois pas. Mais bien que je ne puisse fournir aujourd'hui une définition exacte de ce que l'expression « classes populaires » veut dire dans ma sociologie, je voudrais apporter une clarification. Cette vacuité ne relève pas entièrement d'un manque de précision. Car cette imprécision fait aussi partie d'un choix épistémologique. D'une part, j'inscris mon travail dans une conception de l'expression « classes populaires » qui répond plus à la tradition de la sociologie latino-américaine qu'à celle de la sociologie française telle qu'elle a été élaborée à partir des années 1960¹². Comme on le sait, cette dernière hérite d'une tradition où « populaire » renvoie surtout à l'idée de « classe ouvrière » et, dans une moindre mesure, à « paysannerie » et, surtout, à partir de la centralité des rapports de domination où la clé de voûte se situe au niveau symbolique, de la culture – plutôt que sur les plans économique ou politique. Sous ses formes les plus appauvries et les plus dépolitisées, cette vision se réfugie derrière une addition de catégorisations socioprofessionnelles où populaire = ouvrier + paysan + employé à bas revenus, où « populaire » se voit réduit à « faible dotation en capitaux (économique, social et culturel) ». Dans ses visions les plus simplifiées, ce point de vue peut conduire non seulement à une dépolitisation du regard sociologique (comme si les classes populaires n'étaient pas aussi faites politiquement), mais aussi à une perte d'historicité. Ainsi, les classes populaires seraient toujours là sous la même forme sociale, et lorsque le populaire n'est pas ouvrier, on a l'impression tantôt que la sociologie s'entête à le voir ouvrier, tantôt qu'elle se perd et commence à voir des « déviations » chaque fois que ses descriptions ne coïncident pas avec l'image héritée de ce populaire ouvrier.

La tradition de la sociologie latino-américaine sur les classes populaires s'est forgée quant à elle dans la lutte contre les complexités de la conceptualisation. Dès le début (autour des années 1950), il fut évident que les classes populaires qui peuplaient ce continent de l'Argentine et du Chili jusqu'au Mexique n'étaient pas des ouvriers. Il y avait bien ici ou là des classes ouvrières plus ou moins « mûres », comme les mineurs boliviens et chiliens ou les *descamisados* (sans-chemise) en Argentine.

12. Voir à ce propos, Olivier Schwartz, *La notion de « classes populaires »*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998.

Mais le marxisme éprouvait des difficultés à saisir le populaire à partir de la seule détermination du rapport capital-travail dans des sociétés où le salariat ne parvenait pas à subsumer une large diversité de rapports économiques et sociaux. Ainsi l'ont problématisé la plupart des observateurs, de Carlos Mariátegui et son insistance sur la « question indienne » à la « théorie de la dépendance » de Fernando Henrique Cardoso ou celle de la « marginalité » de José Nun en passant par la sociologie de Gino Germani¹³. Le populaire était plus informe que structuré. Il était constitué d'ouvriers et de travailleurs manuels, mais aussi de question indienne (« ethnique », dit-on aujourd'hui), d'informalité et d'illégalité, de culture et de politique, d'inscription territoriale et de pauvreté. Au sein de cette tradition, « populaire » veut aussi bien dire ouvrier que marginal, pauvre, paysan, *villero*, *favelado* ou péroniste. Au fond, on peut dire que l'expression « classes populaires » (*sectores populares* en espagnol) venait nommer un univers hétérogène et multidimensionnel pratiquement impossible à stabiliser dans une définition. Non seulement parce que cette identité changeait considérablement d'un pays à l'autre, mais aussi parce que ce qu'on nommait ainsi évoluait beaucoup d'année en année, de conjoncture en conjoncture. C'est pourquoi la sociologie latino-américaine s'est si étroitement rapprochée de l'historiographie anglaise, par exemple, parce que sous la plume d'auteurs tels qu'Eric Hobsbawm, E.P. Thompson ou Raymond Williams, cette histoire permettait de faire du populaire un monde relationnel et en évolution. Et c'est probablement pourquoi l'influence d'Antonio Gramsci a été si importante, parce qu'elle permettait de mettre l'accent de la conceptualisation plus sur l'hétérogénéité que sur l'homogénéité du populaire. Mais une hétérogénéité qui ne se limite pas à une subdivision de la « classe » en plus petits segments pour parler de « catégories », comme si le pluriel suffisait à rendre lisible la complexité. L'hétérogénéité est ici bien entendu comprise à partir des segments parfois très différents qui l'intègrent, mais elle est là pour essayer aussi de saisir ce qui contribue à faire ensemble ou, au contraire, ce qui va dans le sens de l'éclatement. Parler en termes de « classes populaires » ainsi conçues, c'est se donner la possibilité d'observer un monde qui est bien là même lorsque le sociologue est incapable de déterminer avec précision ses contours, et c'est surtout la possibilité de l'observer dans sa formation. Une formation qui est toujours mise en question, dans des rapports

13. Pour un panorama de la sociologie latino-américaine à cette époque, voir Alain Touraine, *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.

conflictuels avec les autres et au sein même de l'univers populaire. Dans ce cadre, l'action est primordiale. Les classes populaires ne sont pas compréhensibles par la seule description de leur situation. Il importe de prendre en considération ce qu'elles font « quand elles s'illusionnent sur leur autonomie », ce que leurs productions culturelles signifient et comment elles signifient les classes populaires elles-mêmes¹⁴. Ainsi, les classes populaires que nous observons ici se caractérisent, parmi beaucoup d'autres choses, certes, par le fait d'incendier, de temps en temps, une bibliothèque de quartier.

Le travail d'écriture qui a été le mien depuis mes premiers pas comme chercheur résulte donc de l'observation d'une fraction singulière des classes populaires. Cette fraction se constitue premièrement comme résultat des processus de décomposition du salariat à partir des années 1970 en Argentine, à partir des années 1980 en France. Il s'agit d'une fraction qui s'est affirmée autour de ces formes de l'inscription territoriale qu'on nomme « quartier ». Je me suis efforcé d'observer les caractéristiques qui sont données à cette conjoncture du populaire à la fois par la manière dont les gens s'affirment dans la notion de « citoyen » et par les très ambivalents rapports qu'ils entretiennent avec les processus d'individuation en cours, tels que ces derniers résultent du mélange complexe d'éléments positifs et négatifs. Ainsi, l'une des caractéristiques de cette conjoncture du populaire, c'est probablement que nous voyons la problématique de la domination se doubler d'une problématique de l'exclusion. Deux dynamiques qui se présentent mêlées, mais qui font que les thèmes de la « libération » ou de l'« émancipation » semblent moins présents dans la politicalité populaire qu'ils ne l'ont été par le passé. En effet, le présent des classes populaires semble être fait aussi de luttes contre des forces qui excluent, qui fragmentent, qui atomisent. Les classes populaires semblent aujourd'hui guidées par des soucis d'intégration.

Mais depuis ma recherche sur les bibliothèques, j'ai dû intégrer dans mon travail une dimension culturelle à laquelle je ne prêtai qu'une attention pour ainsi dire latérale par le passé. La présence de l'écrit est venue au premier plan de ma recherche. Il éclipse d'autres dimensions. Est-ce parce que cette dimension est plus centrale aujourd'hui qu'avant ? Certainement pas. Simplement, je suis venu observer un nouveau conflit, ce qui m'oblige à adopter un point de vue légèrement décalé en même

14. Jean-Claude Passeron, « Symbolisme dominant et symbolisme dominé », in Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire*, op. cit., pp. 19-64.

temps que je me donne l'occasion de voir avec un autre regard, au contact d'autres auteurs et d'autres problématiques. Ainsi, dans sa critique de la « leçon d'écriture », Jacques Derrida souligne tout le poids que l'idée de « pénétration » tient dans la compréhension lévi-straussienne de l'écrit comme forme de la domination et de la violence. L'écrit vient de l'extérieur corrompre une société fondée sur l'oralité, et il la pénètre si profondément qu'il en modifie les noms des individus : il en est ainsi des Nambikwara à qui l'on attribue des prénoms portugais, parfois des sobriquets. Dans son texte sur la révolte des esclaves à Bahia, Jack Goody observe le même phénomène. Avant de l'embarquer vers un nouveau continent, l'esclavagiste donne un bout de papier à chaque esclave sur lequel il le rebaptise, une sorte de carte d'identité imposée et qui arrache l'individu à son ancienne société pour le fixer dans l'ordre social esclavagiste. Toutes proportions gardées, y a-t-il quelque chose de l'ordre d'une « pénétration » dans les interventions sociales mises en place dans nos quartiers des banlieues parisiennes¹⁵ ?

Nous avons prêté une attention singulière à cette présence ambiguë mais forte des agents de l'État qui conçoivent leur travail sous la forme d'une intervention : les « intervenants » sociaux dans les quartiers, comme ils s'autodésignent, l'« intervention sociale », comme ils nomment leurs actions. J'avais observé les classes populaires de l'Argentine des années 1980, 1990 et 2000 se débattre contre l'absence de l'État, contre la pauvreté. Je vois les classes populaires des cités HLM en France se débattre aujourd'hui elles aussi contre la pauvreté. Mais plutôt que de faire ce que l'État ne fait pas (comme lorsque les habitants des *asentamientos* construisaient une école ou un centre de santé), ces classes populaires françaises semblent lutter contre l'arbitraire de l'État. Un État qui est partout sauf là où on le voudrait : « *Ils nous mettent des bibliothèques pour nous endormir. Nous ce qu'on veut, c'est du travail !* » C'est un pouvoir qui semble tout faire. Il construit et bâtit, dynamite et détruit, peuple et déménage, nomme et change les noms des lieux et des institutions. L'État éduque, établit des règlements sur le comportement à adopter à l'école, dans les bibliothèques, dans les parcs (je fus longtemps frappé, à mon

15. Paul Willis emploie le terme « pénétration » dans le sens exactement contraire, pour désigner les « impulsions qui contribuent à faire en sorte que [les membres des classes populaires] appréhendent leurs conditions sociales d'existence » sous la forme d'une résistance « limitée » à l'idéologie et à l'ordre social dominants. Paul Willis, « Pénétrations », in *L'école des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Paris, Agone, 2011, pp. 209-248. (*Learning to Labour*, 1977),

arrivée en France, de découvrir qu'un règlement long et minutieux précisait la conduite à tenir et tout ce qu'on ne pouvait pas faire à l'entrée de ces espaces publics que sont les parcs, les places, les squares).

Et pour toutes ces opérations, symboliques et matérielles, les agents de l'État comptent sur l'appui de la force publique, de la police. C'est précisément là que réside le drame des bibliothèques de quartier. Lorsqu'un « jeune » ne respecte pas le règlement, il sera exclu de la bibliothèque. Et s'il n'accepte pas sa propre exclusion, il sera mis dehors par la force¹⁶. Mais lorsque la police est accusée, discréditée, qualifiée de raciste, de discriminatoire et d'arbitraire, la légitimité des institutions commence à être mise à nu comme un corps sur lequel on lance des pierres. La force légitimée des institutions commence alors à devenir partielle, voire arbitraire. Devons-nous rappeler cette donnée souvent oubliée ? Pratiquement chaque « émeute » en France commence, depuis trente ans, par un conflit avec la police dans le cadre duquel, très souvent, décède un « jeune » du quartier en question. C'est ce que dénonce Mohamed Bourokba, dit Hamé, du groupe La Rumeur : « Les rapports du ministère de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété. » Une dénonciation pour laquelle il est poursuivi¹⁷.

Évidemment, ces interventions de l'État n'ont pas lieu dans une civilisation vierge de toute violence et fondée uniquement sur l'oralité. Les quartiers populaires sont loin d'être un paradis perdu, et leur univers est bien sûr loin de ressembler à une société sans écriture. La violence, tout comme l'écrit, ne viennent pas seulement du dehors. Et pour preuve, l'insistante demande de « présence policière » de la part des habitants des quartiers qui décrivent leur lieu de vie comme « invivable » tant les violences qu'ils subissent sont intenses. Comme nous avons pu le constater, la

16. On pourra nous objecter que de nombreux bibliothécaires refusent dans ces quartiers d'appeler la police, sauf en cas de conflit majeur, ou en cas de « peur » comme dans certaines anecdotes que nous avons rapportées ici. Mais la question est justement là. Ces intervenants bénéficient en dernière instance de l'appui de la police ou de « la force de l'ordre » pour reprendre l'expression de Didier Fassin, *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Seuil, 2011 (coll. La couleur des idées).

17. « C'est pour avoir écrit, dans un magazine promotionnel, cette simple phrase que Mohamed Bourokba, dit Hamé, est poursuivi depuis maintenant six ans par le ministère de l'Intérieur. Relaxé une première fois en décembre 2004 par la 17^e chambre du tribunal correctionnel, à nouveau relaxé deux ans plus tard par la cour d'appel de Paris, Hamé a dû comparaître une troisième fois le 3 juin 2008 après la cassation du second jugement. Relaxé une fois de plus le 23 septembre, il apprend trois jours plus tard que le ministère de l'Intérieur se pourvoit à nouveau en cassation... », Pierre Tevanian, « Entretien avec Mohamed Bourokba », *Mouvements*, janvier-mars 2009, n° 57, p. 120.

situation est extrêmement complexe. D'une part, parce qu'une bonne partie des intervenants « étrangers » aux quartiers appartient à ces mêmes fractions des classes populaires et habite bien souvent dans les mêmes quartiers qui sont loin d'être des communautés homogènes. D'autre part, parce que l'univers populaire est aujourd'hui traversé par l'écrit, auquel non seulement il accède et qu'il est contraint de maîtriser, mais dont il sait se servir pour communiquer et pour s'exprimer. Cependant, même dans ce cadre complexe, les rapports conflictuels que nous observons trouvent une dimension fondamentale dans cette situation d'extériorité par laquelle la politique arrive dans les quartiers comme une force qui les pénètre. Et c'est sur ce point précis que la politique façonne le monde des classes populaires en y introduisant des divisions. Toute écriture n'arrive pas du dehors aux quartiers, l'écrit qui arrive de l'extérieur est celui de la politique instituée. C'est l'écrit que l'école amène et que la bureaucratie impose et dont l'apprentissage est indispensable à l'exercice de la citoyenneté. C'est l'écrit des administrations de l'État, auxquelles on doit écrire pour obtenir un logement, pour réclamer une réparation ou pour demander une mutation, ou encore pour faire la demande d'un logement plus adapté à une nouvelle situation familiale. Cet écrit légitime, largement perçu au sein des classes populaires comme étant celui de l'école, des administrations et de la politique, cette langue écrite gouverne l'oralité d'un nombre important d'agents sociaux employés par l'État : les hommes politiques, les agents des administrations, les instituteurs et les professeurs. C'est aussi la langue des journalistes, des intellectuels et des sciences sociales souvent présentes dans la presse, dans les ministères, dans les mairies et dans les partis politiques. Dans le cadre d'un conflit social comme celui que nous observons, la langue de la politique institutionnalisée tend à devenir non pas un langage universel, mais l'idiome d'un groupe social particulier.

Si le populaire aujourd'hui ne se caractérise plus par son analphabétisme, il ne se caractérise pas non plus par une complète extériorité par rapport à la langue écrite officielle ou légitime. Et celle-ci ne constitue pas non plus une force de domination complètement extérieure ni totalement efficace. Car la maîtrise de la langue écrite de l'école, des livres, des revues et des journaux est concurrencée par des phénomènes multiples de l'écriture. Beaucoup sont vieux et connus, comme celui qu'on observe dans la chanson (aujourd'hui décliné sous forme de rap) ou dans la littérature de banlieue tels les exemples que nous avons cités et extraits des textes de Rachid Santaki, Grand Corps Malade, Kery James ou Faïza

Guène. Et beaucoup d'autres sont nouveaux, car associés notamment aux nouvelles technologies et au développement d'Internet. Des moyens de communication et d'expression qui permettent l'expansion et l'affirmation de formes culturelles que l'école et les institutions ont du mal à contrôler complètement. Mais il y a un aspect plus fondamental qui nous a sauté aux yeux dès notre arrivée sur le terrain. Cette forme écrite de l'école, des institutions et de la politique constitue aussi un puissant vecteur d'intégration sociale. Et le terrain du conflit qui semble entourer l'école comme les bibliothèques semble structuré d'après cette dimension et non pas celle d'une contestation de la langue légitime.

Une foncière ambivalence caractérise la présence des institutions dans les quartiers entre extériorité et appropriation ; tantôt elles agissent et sont perçues comme des agents extérieurs qui interviennent sur le monde et sur la vie des classes populaires, tantôt les institutions s'associent aux classes populaires, sont essentielles aux familles et les habitants se les approprient et les vivent comme les institutions de leur quartier. Mais il s'y ajoute une autre dimension, en étroite corrélation avec la manière dont l'institution scolaire se trouve liée au marché de l'emploi. Pour les jeunes habitants de ces quartiers comme pour les sociologues, il est aussi évident que l'échec scolaire multiplie les chances de se trouver exclu de l'emploi et probablement condamné à errer entre des périodes plus ou moins prolongées de chômage et l'obligation d'accepter des contrats de travail intermittents, mal payés et dans des tâches peu agréables à accomplir. Le conflit commence alors à mûrir lorsque la sortie de l'école est de moins en moins vécue comme un échec personnel et de plus en plus comme une injustice ou une exclusion arbitraire, dans ce sens qu'elle frappe toujours les mêmes. On insiste tellement sur le fait que la réussite repose sur une réussite à l'école que l'injustice sociale (largement provoquée par les contraintes que le capital financier impose au marché du travail) est vécue comme une injustice scolaire. Tel que l'a montré François Dubet, l'école apparaît comme responsable du sort des plus faibles¹⁸.

C'est dans ce cadre que se superpose toute une série d'ambivalences sur lesquelles j'ai essayé d'attirer l'attention. Je reviendrai ici seulement sur deux d'entre elles. Il y a, en premier lieu, une ambivalence dans la perception de ce caractère extérieur des institutions. La bibliothèque comme l'école ou l'antenne jeunesse ne sont pas complètement ni

18. François Dubet, *Faits d'école*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008 (coll. Cas de figure).

toujours perçues comme des interventions étrangères. Elles sont aussi revendiquées comme l'école, la bibliothèque ou l'antenne jeunesse « du quartier ». Elles sont bien « à nous ». Un nous qui définit doublement la propriété. Elles sont « à nous » parce que nous sommes des citoyens et qu'elles nous appartiennent « de droit ». Et elles sont « à nous », car ce sont l'école, la bibliothèque ou l'antenne jeunesse de notre quartier (et donc pas celles des autres). Rappelons-nous toute l'ambivalence de cette interaction rapportée à travers les propos de ce jeune homme qui m'invite à tenir notre entretien « à la bibliothèque », car « *on est chez moi ici* », et toute la dépossession dont il fait preuve une fois dans les locaux d'une institution gouvernée par des normes qu'il ne connaît ni ne maîtrise. En deuxième lieu, il y a cette ambivalence des attitudes face à l'écrit et à l'école. Les classes populaires semblent hésiter entre plusieurs attitudes. Tantôt elles revendiquent le droit d'y accéder : à la bibliothèque, à l'école, à l'emploi, au logement, etc. – c'est une adhésion qui est sans doute largement majoritaire dans les cités HLM. Tantôt elles contestent la forme institutionnelle et semblent revendiquer le droit de vivre dignement, à la consommation, au bien-être et à la citoyenneté, même lorsqu'on a échoué à l'école. On revendiquera alors, par exemple, des écritures totalement hors norme comme celles qu'on trouve dans les blogs ou sur les murs sous forme de *tag*. C'est cette attitude minoritaire qui semble la plus extrême et qui conteste le plus violemment les formes instituées de la culture et du social. Entre les deux pôles, toutes les positions et tous les mélanges sont possibles.

Toutes ces formes de conflit, voire de contestation partagent des points communs, malgré leur ample diversité. Premièrement, malgré les apparences, elles ont toutes lieu à l'intérieur de l'espace de la République, elles revendiquent la démocratie et se déploient dans une conscience affirmée de la citoyenneté. Elles le font beaucoup plus qu'à l'époque où la socialisation politique se faisait dans le cadre d'une sociabilité ouvrière au contact avec le militantisme de gauche et d'un parallélisme entre certaines idéologies et certaines positions sociales¹⁹. À cette époque, la politicité populaire tournait autour d'une revendication de la place des travailleurs au sein de la société (c'était bien une demande de reconnaissance, à la manière dont Axel Honneth interprète les origines du mouvement ouvrier en

19. Olivier Schwartz, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, 1991, vol. 4, n° 13, p. 83.

Europe)²⁰. Mais aujourd'hui, les demandes de citoyenneté semblent plus affirmées et surtout plus radicales. C'est ainsi que Dominique Schnapper l'a observé à propos des événements de l'automne 2005 : si les émeutes ont pu avoir lieu, nous dit-elle, c'est que les habitants des quartiers sont parfaitement intégrés politiquement, qu'ils revendiquent le droit à l'intégration sociale, à la non-discrimination et qu'ils dénoncent les formes d'exclusion qui pèsent sur eux²¹. Deuxièmement, les formes de conflits que nous observons dénoncent toutes plus ou moins directement un certain nombre de « corruptions » qui affectent l'espace politique : la séparation des gouvernants et des gouvernés comme étant deux « classes distinctes » (d'où l'expression « classe politique ») ; la sensation que les victimes des injustices sont « toujours les mêmes » ; le sentiment que les voies du progrès, les chemins d'une individuation positive, sont fermées pour beaucoup. Troisièmement, il y a cette représentation complexe des institutions comme étant à la fois celles qui intègrent (par l'emploi, par l'école, par l'accès à « la culture » et à la citoyenneté) et celles qui excluent, en ce sens que ce sont ces mêmes institutions qui constituent à la fois le chemin privilégié de la projection vers un avenir meilleur et qui ferment la porte de ce même avenir et de la justice au nez de beaucoup de citoyens. Enfin, il y a toute une série de contradictions qui habitent l'espace vital de ces fractions des classes populaires dans le territoire desquelles brûlent des bibliothèques. Il en est ainsi du quartier. Nous observons, d'un côté, que ces quartiers sont souvent mobilisés pour rappeler que leur territoire fait partie de l'espace commun, que la République devrait y être attentive, leur donner les mêmes chances qu'aux autres concitoyens. Alors, les écoles, les bibliothèques et toutes les autres institutions sont les bienvenues. Sur ce registre, les habitants réclament plus de services publics. Mais, de l'autre côté, les habitants cherchent, en même temps, à contrôler leur quartier, à pouvoir déterminer les normes de leur vie commune et à sortir de cette forme d'hétéronomie que représente pour eux le fait que des agents extérieurs à leur monde, à leur quartier, à leur maison viennent leur imposer leurs propres normes.

Cet ensemble d'ambiguïtés, voire de contradictions habite l'espace des classes populaires, des quartiers et des cités HLM. Parfois, elles s'expriment en termes de différences, de groupes distincts et de catégories qui

20. Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000, notamment p. 199 et sq. (*Kampf um Anerkennung*, 1992).

21. Dominique Schnapper, « L'échec du "modèle républicain" ? Réflexion d'une sociologue », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 61^e année, juillet-août 2006, n° 4, pp. 759-776.

cohabitent à l'intérieur de ces univers : ceux qui ont un emploi et ceux qui galèrent et qui vivent des trafics ou de l'assistance publique, ceux qui sont « français » et ceux qui ont des « origines » ou qui sont étrangers, les « jeunes » et « vieux », les fonctionnaires et représentants de l'État et les habitants et usagers, ceux qui ont été « tentés » par la politique et qui font partie du monde associatif et ceux qui se sentent totalement extérieurs à ce monde, ceux pour qui la laïcité constitue une valeur première et ceux pour qui il est impossible de se défaire des normes religieuses au moment de franchir la porte, etc. Souvent, un même individu occupe plusieurs de ces positions en même temps ; parfois, au sein d'une même famille, les uns et les autres se trouvent d'un côté ou de l'autre de telle ou telle ligne de démarcation. Aussi, plus on se rapproche des personnes (considérées individuellement) et des situations ponctuelles, et plus l'univers populaire semble éclaté et traversé par des divisions qui rendraient impossible d'en parler comme d'un objet unitaire. Ainsi, les images que j'ai pu restituer ici et proposer à l'analyse peuvent paraître partielles, et cela à plusieurs titres. Ensuite, reste toujours la difficulté de la généralisation. Je reviens à ma question : peut-on parler aujourd'hui en France de « classes populaires », même lorsqu'on emploie l'expression au pluriel ? Ne conviendrait-il pas mieux de parler de telle ou telle situation sans prétendre l'englober dans une hypothétique généralisation qui ne résulterait que d'une surinterprétation abusive de cas hétérogènes ?

Écrire à propos de telles situations est devenu particulièrement difficile dans le contexte actuel d'une sociologie qui est devenue réticente aux théorisations excessives. Mais la possibilité même de saisir certaines dimensions de la réalité sociale invite à la prise de risques. Ainsi en est-il de la possibilité de décrire et d'analyser les rapports sociaux qui caractérisent la situation de ces réalités que nous observons dans les quartiers ou qui éclatent au moment des conflits violents comme un feu d'artifice qui surgit aux yeux du public chaque fois que des voitures sont incendiées dans une banlieue improbable la nuit du 14 juillet. Si nous ne courons pas le risque de proposer des hypothèses d'interprétation à ces réalités denses, si nous ne courons pas le risque de quelques hypothèses simplificatrices face à cette hétérogénéité, comment faire alors pour inscrire ces situations singulières dans les dynamiques de force qui traversent notre monde commun ? Le parti pris qui est le mien est celui d'inscrire la parole et les actes que j'écoute et que j'observe dans les périphéries urbaines comme si elles avaient une place centrale dans la compréhension de nos sociétés. C'est de regarder chacun de ces individus dans l'espace de la

citoyenneté et donc de parler d'eux comme de concitoyens. Et toute la difficulté est de rendre visible le fait que cet espace commun dans lequel nous sommes engagés est divisé et tiraillé jusqu'au risque de l'éclatement. Que ces divisions soient plus ou moins profondes, intenses et nombreuses, qu'il s'agisse d'inégalités ou de fractures, de conflits ou de contradictions ne dépend pas du sociologue ni de sa théorie. Ce sont plutôt les acteurs sociaux engagés dans des espaces conflictuels qui tirent telle ou telle conjoncture dans un sens ou dans l'autre. Ainsi, les évolutions récentes du capitalisme et de nos démocraties semblent autoriser à nouveau l'expression « classes populaires », mais celles que nous observons sont des classes populaires aux contours incertains et à l'avenir ouvert.

LES CLASSES POPULAIRES DANS LA TOURMENTE DE L'INDIVIDUATION

+++++

Un certain nombre d'observateurs mettent aujourd'hui l'accent sur un affaiblissement des déterminants sociaux et sur le rôle de plus en plus central de l'individu dans la détermination des pratiques et des préférences culturelles qui présentent souvent des « dissonances » par rapport à ce qu'on aurait pu attendre d'un univers façonné par des déterminants sociaux²². Nous devons prendre en considération ces observations sous l'angle d'une critique radicale et non pas comme un constat. Nous devons, en premier lieu, inscrire l'individualisme contemporain dans sa genèse, et, en deuxième lieu, interroger les liens entre les formes contemporaines de l'individualisme et les formes contemporaines de la stratification sociale au lieu de penser que l'individualisme a laissé les classes dans l'histoire. En effet, le monde populaire tel que nous l'observons aujourd'hui se caractérise notamment par la puissance des dynamiques d'individuation qui le traversent. Et souvent, tel que nous l'avons observé tout au long de notre enquête, les bibliothèques sont orientées dans le sens de cet individualisme, comme un univers de possibilités offertes aux individus des quartiers défavorisés afin qu'ils puissent participer de l'idéal individualiste au même titre que tous les autres, la bibliothèque agissant ainsi selon un idéal à la fois républicain et démocratique dans le sens contraire des déterminismes de classe. Or, dans le contexte actuel d'un individualisme

22. Bernard Lahire, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004 (coll. Textes à l'appui).

atomisant, il convient de s'interroger sur cette orientation de la politique publique. N'agirait-elle pas dans le sens d'une forme de déterminisme de classe qui condamne les classes populaires à l'individuation, c'est-à-dire à l'impossibilité de se constituer en collectif ? Cette question acquiert toute son importance lorsque nous observons la manière dont certaines dynamiques de l'individualisme contemporain font impact sur les classes populaires et prennent la forme de véritables forces négatives d'individuation, se constituant en formes contemporaines de domination et d'immobilisation plutôt qu'en des chances de libéralisation et d'épanouissement pour tous.

Nous vivons un processus accéléré de modernisation sociale impulsée non seulement par le capitalisme et les entreprises, mais aussi par l'État et par les instances supranationales de gouvernement. Cette modernisation de l'ensemble de la société et de l'expérience sociale a été caractérisée par beaucoup comme l'ère d'un « nouvel individualisme »²³. Je voudrais insister ici sur cette conjoncture profondément travaillée par des dynamiques d'individuation, car elles donnent pour beaucoup sa morphologie dans le cadre où agissent à la fois les bibliothèques et les classes populaires.

Comme nous le savons, la période qui a suivi la crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale, qu'on peut caractériser suivant la proposition de Peter Wagner de « modernité organisée »²⁴, a été une période d'expansion de l'individualisme, et nous devrions même dire que cette période correspond au moment où l'individualisme devient une réalité pour la première fois dans l'histoire. Mais celui qui s'étend à partir des années 1930 est un individualisme traversé par des dynamiques qui diffèrent radicalement de celles qui travaillent notre conjoncture aujourd'hui, façonnée par ce qu'il convient d'appeler des véritables *politiques de l'individu*. Car la conjoncture actuelle n'est pas le fait d'une évolution automatique, sans acteurs, elle est aussi faite d'initiatives fortes qui visent à rendre l'ordre social apte à accueillir ce nouvel individualisme. Qu'est-ce qui caractérise ces politiques de l'individu ? Disons pour l'instant que nous observons depuis une vingtaine d'années la mise en place d'une série de mesures et la réorientation d'autres dont l'objet est la production de l'individu lui-même. Tandis que, dans la conjoncture précédente, l'individu était

23. Marcel Gauchet, « Essai de psychologie contemporaine. Un nouvel âge de la personnalité », *Le Débat*, 1998, n° 99, pp. 164-181.

24. Peter Wagner, *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1996 (coll. Leçons de choses) (*Soziologie der Moderne, Freiheit und Disziplin*, 1995).

considéré comme une donnée, comme un point de départ, les nouvelles orientations visent au contraire sa production. Les politiques de l'individu ciblent la production du sujet individuel et essaient de contraindre chaque personne à se constituer comme un sujet à la fois actif et responsable. La sociologie classique théorisait la « socialisation » avec l'idée qu'il fallait intégrer les individus, voire les adapter à la vie en société, mais les individus étaient déjà là. Aujourd'hui en revanche, on met en place un ensemble de dispositifs destinés à agir sur les subjectivités individuelles afin de les produire en tant que telles. C'est donc un type nouveau de politiques publiques qui agit dans le cadre de ce que la sociologie contemporaine a caractérisé comme un « nouvel individualisme ».

Quelles formes prennent les dynamiques d'individuation en cours ? Dans quelle mesure répondent-elles, ou pas, à cette demande diffuse mais affirmée de « liberté individuelle » et d'« autonomie » que Marcel Gauchet attribue au « succès de la démocratie »²⁵ ? Dans quelle mesure ces processus d'individuation en cours prennent-ils la forme d'injonctions à une prétendue autonomie, alors qu'en réalité celle-ci ne constituerait qu'une forme de culpabilisation sociale ? Bien qu'elle excède la place que ce chapitre prend dans l'économie de cet ouvrage, une exploration de ces questionnements ne pourrait aboutir que par une description du contenu de ces dynamiques de l'individuation telles qu'elles se déploient dans le monde du travail et des politiques sociales, des inscriptions collectives et des mouvements sociaux, des pratiques culturelles. Or, afin de dégager les principales lignes de force qui traversent cette problématique, et pour caractériser ici les traits fondamentaux de cette conjoncture de l'individuation qui affecte l'univers des classes populaires, je me contenterai de signaler quelques grandes lignes, sans entrer dans le détail qu'une démonstration empirique exigerait.

Il y a, tout d'abord, une puissante injonction à l'individuation qui traverse la totalité des institutions et qui pénètre ainsi jusqu'aux interstices les plus infimes de la vie sociale. Cette pression exercée sur les individus prend le plus souvent la forme d'une « responsabilisation ». Chacun est tenu pour responsable non seulement de son propre sort, mais aussi de sa performance sociale et des conséquences de sa participation à la vie

25. Pour cet auteur, l'exacerbation de l'individualisme contemporain est une conséquence de la réussite de la démocratie. Mais paradoxalement, cet individualisme accompli érode les bases sociales du régime. C'est ce qui lui permet d'affirmer sa thèse centrale selon laquelle la démocratie agirait contre elle-même. Marcel Gauchet, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

sociale. Ces injonctions à l'individuation prennent aussi la forme d'une exigence généralisée d'activation. Cette dernière vise l'activation de volonté individuelle. L'individu est sommé d'améliorer sa performance, d'investir son avenir ou de se prémunir contre les aléas de l'existence. Ces injonctions de *responsabilisation* et d'*activation* sont des termes que nous trouvons présents dans la formulation des objectifs de nombreuses politiques publiques et de réorientation de la plupart des politiques sociales²⁶. Elles constituent l'un des principaux vecteurs d'individuation et ont une portée sociétale qui dépasse largement le cadre des classes populaires. Ces pressions s'exercent aussi bien au niveau des politiques sociales que sur le mode d'une économie de l'organisation des entreprises privées et publiques, tel qu'ont pu le décrire des auteurs comme Luc Boltanski²⁷, Robert Castel²⁸, Vincent de Gauléjac²⁹ ou Richard Sennet³⁰.

Mais la modernisation ne vient pas seulement d'en haut. Ces injonctions rencontrent une demande sociale qui se manifeste le plus souvent par un désir accru de « liberté individuelle », par une sorte d'expressionnisme, une quête d'authenticité de la part des individus eux-mêmes, une volonté affichée de cultiver un « rapport à soi ». Demande sociale qui prend aussi la forme d'un désir d'autonomie dans la détermination de leur propre biographie, une volonté « d'être soi »³¹. Une volonté d'affirmation individuelle et un besoin ressenti par chaque individu d'être le seul maître de sa biographie qui est une conséquence directe de l'expansion de l'individualisme tout au long du xx^e siècle. Si cette exigence sociale d'être le seul maître de soi est si puissante, c'est qu'elle hérite de l'extension d'un véritable individualisme de masse structuré lors de la période de la modernité organisée, après les années 1930.

Deux dynamiques d'individuation se trouvent donc articulées, les injonctions institutionnelles tombent d'en haut sur les individus, les affirmations subjectives partent du social et se présentent à eux comme un désir personnel. La conjonction de ces deux dynamiques se traduit certes

26. Didier Vrancken, *Le nouvel ordre protectionnel. De la protection sociale à la sollicitude publique*, Lyon, Parangon/Vs, 2010.

27. Luc Boltanski, Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

28. Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995 (coll. L'espace du politique).

29. Vincent de Gauléjac, *La société malade de la gestion*, Paris, Seuil, 2005.

30. Richard Sennett, *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000 (*The Corrosion of Character*, 1998) ; du même auteur, *Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Paris, Albin Michel, 2003 (*Respect: The Formation of Character in an Age of Inequality*, 2002).

31. Alain Ehrenberg, *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob, 1998.

par le déploiement d'énergies sociales nouvelles, sans doute associées à l'innovation et au changement, que ce soit sur le plan économique, politique ou social. Une véritable volonté d'entreprendre caractérise notre époque. Mais la situation qui en découle conduit aussi fréquemment les individus vers des situations paradoxales ou des impasses. D'une part, l'individuation se traduit très fréquemment par la mise en place de nouvelles formes de contrôle social. D'autre part, suite à l'affaiblissement des protections collectives, l'individuation provoque chez les personnes une certaine paralysie, les met dans des situations où elles sont privées des ressources indispensables à l'action. L'exemple paradigmatique de ces impasses étant celui du chômeur dont la force de travail est invalidée par la conjoncture économique et à qui on demandera de faire « un travail sur soi » afin de « s'activer ». Nous sommes alors en présence de ce que Isabelle Astier et Nicolas Duvoux ont appelé les « injonctions biographiques »³² adressées à ceux qui sont victimes d'une transformation sociale sur laquelle ils n'ont aucune prise, et plus profondément de ces exigences paradoxales adressées aux individus les plus faibles de s'activer dans une conjoncture d'inactivité économique, ainsi que l'a dénoncé Robert Castel³³. « Responsabilisation » et « activation » de la volonté individuelle constituent des mécanismes discursifs, articulés au sein d'une véritable idéologie servant à la mise en place des politiques d'individuation.

La question du « risque » constitue un bon exemple de ces nouvelles dynamiques d'individuation qui pèsent sur les classes populaires, car, sous sa forme actuelle, elle inverse les sens donnés à la responsabilité individuelle et à la protection sociale telles qu'elles s'étaient structurées à l'époque où nos sociétés ont pris conscience de leurs difficultés d'intégration sociale sous la forme d'une caractérisation des principaux « risques sociaux ». Il existe aujourd'hui une valorisation de la prise de risques, une pression diffuse qui promeut le goût pour la mobilité et, inversement, une condamnation sur un supposé immobilisme représenté par exemple par l'emploi stable. On fait la promotion de l'esprit d'aventure, on encourage les travailleurs à changer de lieu de résidence, à la formation continue, à accepter de changer d'employeur, de fonction dans l'entreprise, de

32. Isabelle Astier, Nicolas Duvoux, *La société biographique. Une injonction à vivre dignement*, Paris, L'Harmattan, 2006.

33. Robert Castel, « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire », in *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009, pp. 159-183.

métier, de lieu de travail. L'individu doit accepter les risques entraînés par l'inévitable mobilité propre à toute l'activité économique et, de surcroît, il doit se protéger et se prémunir contre ces risques inéluctables. Le sens de la responsabilité individuelle et de la protection sociale se trouve ainsi inversé. En effet, le rapport responsabilité individuelle – protection sociale a été conçu exactement à l'envers au moment où la société industrielle a pris conscience des risques d'invalidation sociale provoqués par l'activité économique. Jusqu'à une date très récente, la question du risque faisait référence aux aléas que les différentes activités collectives ou économiques entraînaient pour les individus. C'est pour cette raison qu'on parlait de « risque social » : on désignait ainsi les risques consécutifs à la participation de chacun à la vie en société. C'est le cas des risques représentés par l'accident, le travail, la vieillesse, la grossesse ou la maladie. La société était « responsable » de leurs éventuels effets négatifs et devait, en conséquence, « protéger » les individus. Ainsi, les cycles de croissance et de dépression étant identifiés comme intrinsèques à une économie de marché, la fin du ^{xix}^e siècle rend possible la mise en place des premières mesures d'assurance chômage. Chaque travailleur courant un risque involontaire de perdre son emploi, il était légitime que la société mutualise ce risque et le protège. L'individu est protégé par la société.

En revanche, telle qu'elle est mobilisée aujourd'hui, la problématique du risque est invoquée pour indiquer les risques que, par leurs activités ou leur manque de précaution, les individus font courir à la collectivité ou, plus précisément, aux autres individus. C'est ce qui permet de provoquer une inflexion dans la problématique du risque, pour passer d'une logique de la « protection sociale » à une logique « assurantielle » où on enjoint à chacun de se préparer à l'imprévu et de protéger la collectivité des conséquences imprévisibles de ses activités. L'individu est désormais prié de s'assurer lui-même contre les risques de chômage, de maladie ou de vieillesse, mais aussi de se rendre responsable de la conduite de ses enfants à l'école ou dans les espaces publics. Si dans le schéma traditionnel, les dynamiques collectives de la vie sociale (l'activité économique ou le travail, par exemple) avaient été caractérisées comme porteuses de risques, selon la nouvelle logique, c'est l'individu qui est identifié comme un potentiel porteur de risques pour la société. Il lui revient donc de se tenir pour responsable de ses actes et des éventuels accidents qui lui arriveront afin qu'ils ne pèsent pas sur les autres. Le sens du risque est inversé, ce qui entraîne un changement dans la conception classique du social. Avant, la société protégeait les individus face aux risques et se

rendait responsable du sort de chacun. Aujourd'hui, chacun doit s'assurer et est tenu pour responsable des aléas de l'existence et des inconvénients qu'il peut occasionner à autrui et à lui-même. C'est le sens du couple responsabilisation-activation : être responsable de soi et être actif afin de minimiser les éventuels coûts pour la collectivité.

Cette tendance à la responsabilisation généralisée rejoint souvent le discours de certaines catégories (celles qui bénéficient d'une mobilité sociale importante) qui disent vouloir échapper aux contraintes qui leur étaient imposées au temps des protections sociales et qui visaient justement à éviter des risques potentiels. Ainsi, l'assurance maladie obligatoire. Ainsi, le contrat à durée indéterminée. Dans le droit du travail, celui-ci constitue effectivement une contrainte imposée à l'employeur, mais elle cherche à protéger l'employé des aléas de l'offre et de la demande. Ce type de régulation sociale est aujourd'hui pointé comme une forme « trop rigide » du contrat de travail, alors qu'elle a donné lieu par le passé à une situation d'emploi stable. Les individus qui sont séduits par des perspectives de mobilité préféreraient des formes de contrat plus souples, « flexibles », où chacun serait individuellement assuré face aux risques (et non plus de façon mutualisée)³⁴. Il vaudrait mieux, selon cette logique, parier sur les bénéfices de la mobilité. Mais chacun devra alors se prémunir contre les éventuelles conséquences de cette liberté gagnée – précisément en se rendant mobile, en intensifiant ou en variant sa formation afin d'élargir ses compétences, en étant prêt au changement.

La nouvelle conjoncture est également visible à travers la question des « temporalités ». Une problématique qui est aussi représentative de cette ambivalence des dynamiques contemporaines d'individuation. La crise des années 1970 se traduit par une « déstandardisation » des parcours de vie et des régimes de temporalité qui caractérisaient la modernité organisée et qui étaient jusque-là organisateurs de la vie sociale³⁵. Tout au long du xx^e siècle, une forte institutionnalisation du social a structuré les biographies selon un schéma triparti des âges de la vie où l'adulte occupait le centre, et les figures de l'enfant et de la vieillesse, les extrémités (structure des âges dont hérite la division entre section « jeunesse » et « adultes » au sein des bibliothèques). Cette organisation du temps est entrée en crise avec notamment la flexibilisation du salariat, mais aussi

34. Robert Castel, préface à l'édition de poche, *La gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*, Paris, Seuil, 2011.

35. Marc Bessin, Hervé Levilain, « Pères sur le tard. Logiques temporelles et négociations conjuguales », *Recherches et prévisions*, juin 2004, n° 76, pp. 23-38.

comme conséquence de l'incorporation des femmes au marché du travail, de l'accélération de la mobilité géographique ou l'allongement, la diversification et la massification des études. Mais cette diversification des temps sociaux n'a pas été seulement la conséquence de telles dynamiques structurelles. Elle a aussi en partie répondu à une expérience sociale qui voyait dans l'ancien régime des temporalités et de la structure familiale un mode de soumission de l'individu au contrôle institutionnel ou social. Chacun cherche alors à rendre plus souple cette scansion des temps biographiques par des événements qui sont perçus comme purement rituels : fin des études, entrée sur le marché du travail, mariage, naissance des enfants, retraite... La déstandardisation des temps sociaux rencontre donc une demande sociale de libéralisation, un désir manifeste de contrôle par l'individu de sa propre biographie.

Chacun veut ainsi pouvoir contrôler par soi-même l'âge auquel il devient mère ou père, le moment auquel il réalise ou bien reprend ses études. Chacun veut pouvoir faire des pauses dans sa carrière professionnelle, voire partir à la retraite pour revenir autrement au travail, etc. Par conséquent, les contraintes sociales sur la trajectoire biographique semblent perdre une part de leur légitimité pour apparaître comme arbitraires. Cependant, cette flexibilisation des temporalités ne répond pas seulement à des aspirations ou à des projets individuels, elle obéit également à l'émergence de nouvelles exigences en provenance du marché du travail, d'un côté, et des différents dispositifs institutionnels, de l'autre³⁶. Côté travail, l'affaiblissement de la norme classique de l'emploi se traduit par un rétrécissement des horizons temporels et par une montée en puissance de l'incertain. Côté institutions, aussi bien dans le domaine des politiques sociales que dans d'autres dispositifs comme celui de la justice pénale, l'État exige de plus en plus que les individus deviennent responsables de leur parcours. Ainsi, la perte d'un emploi peut apparaître comme une difficulté à prévoir ou comme un manquement dans la projection vers l'avenir. Chacun doit « s'activer » afin de ne pas tomber dans un état de dépendance. On peut ainsi observer une véritable politique visant la constitution d'un nouveau régime de temporalité : de même que l'État et le salariat ont joué un rôle majeur dans la production d'une temporalité aujourd'hui vue comme linéaire et trop rigide organisée en

36. Marc Bessin, « Les seuils d'âge à l'épreuve de la flexibilité temporelle », in Éric Vilquin (dir.), *Le temps et la démographie*, Louvain-la-Neuve, Academia, 1994 (coll. Chaire Quetelet '93), pp. 214-230.

étapes. Le capitalisme pousse aujourd'hui vers un régime de temporalité plus diversifié et incertain que l'État cherche à institutionnaliser, souvent en réponse à des demandes sociales. Peut-on dire que le nouveau régime offre plus de libertés à l'individu ? Pas nécessairement, car les bénéfices auxquels cette temporalité flexible peut donner lieu dépendent pour beaucoup des autres ressources dont chacun dispose (ou ne dispose pas).

La prise de conscience de ces nouvelles dynamiques d'individuation nous oblige à repenser la manière dont les institutions, les bibliothèques de quartier, entrent en contact avec les classes populaires. À partir des années 1990, la sociologie reprend à nouveaux frais la problématique classique de l'individu avec l'observation de ce qu'il convient donc de caractériser comme des véritables « politiques de l'individu ». Leur profondeur et leur étendue sont en cause et des questions se posent à la fois sur les conséquences et sur la nature de ce « nouvel individualisme »³⁷. Il y a d'abord ce fait que les dynamiques d'individuation sont profondément ambivalentes, entre une « mobilité souhaitée » et une « mise en mobilité subie », par exemple. Une ambivalence qui, de toute évidence, ne se distribue pas de façon homogène parmi l'ensemble des individus, même si elle traverse le corps social tout entier. D'une part, parce que les différentes catégories sociales ne sont pas également armées pour faire face aux injonctions à l'individuation de type « responsabilisation » ou « activation » dont nous venons de parler. D'autre part, parce que les individus ne sont pas également pourvus pour s'assurer eux-mêmes contre les conséquences de leur participation à la vie collective et face aux risques ou aux aléas de l'existence. Ainsi, on n'est pas pareillement exposé aux conséquences d'une perte d'emploi selon qu'on soit père de famille ou célibataire, selon qu'on ait 30 ou 50 ans, selon qu'on soit endetté, locataire ou propriétaire de son logement. L'exposition aux risques est inégale comme inégales sont les ressources dont dispose chacun pour s'en protéger. Or, le désir de maîtriser par soi-même l'avenir rend difficilement acceptable à chacun la nature socialement clivée des parcours individuels. Il est donc nécessaire de rendre compte de cette ambivalence générale qui caractérise la modernisation en cours, tout comme il est également nécessaire de rendre visibles les déclinaisons sociales de cette modernisation ambiguë.

Nous avons vu comment les bibliothèques et les bibliothécaires pensent le livre, la lecture et les bibliothèques essentiellement comme

37. Marcel Gauchet, « Les deux sources du processus d'individuation », *Le Débat*, 2002, n°119, pp. 133-137.

des biens, des pratiques et des institutions « individualistes », c'est-à-dire orientés vers l'individu, vers la production du sujet individuel, de son autonomie, de son intégration sociale, de sa formation. Les bibliothèques se trouvent ainsi guidées par ce que François Dubet appelle un « programme institutionnel » orienté vers l'action sur autrui et *in fine*, à la production de l'individu – les orientations collectives par lesquelles jadis les bibliothèques populaires visaient la production de collectifs et de forces sociales semblent définitivement absentes des orientations des bibliothèques de quartier. Or, qu'est-ce que les uns et les autres gagnent à l'individuation ?

C'est une question qu'il faut compléter en essayant de savoir qui gagne quoi et qui sort perdant de la nouvelle conjoncture. Peut-on décrire la conjoncture actuelle par une identification des « gagnants » et des « perdants » du processus de modernisation, de ceux qui cherchent plus de mobilité et de ceux qui la subissent ? Peut-on définir un « nouvel âge des inégalités » par une caractérisation de ceux qui tirent profit de leur mobilité et de leur souplesse (à changer de travail, à se reconvertir, à s'adapter au changement, à déménager et à synchroniser vie familiale et vie professionnelle) ? Les politiques de l'individuation en cours se traduisent en effet par un gain de liberté pour certaines catégories d'individus ou par la « libéralisation » de certains domaines de la vie sociale. Par exemple, la possibilité d'arrêter son activité, de changer de lieu de résidence, d'aller « faire une expérience » de travail à l'étranger ou de changer d'entreprise pour enrichir son curriculum vitae peuvent être des ouvertures stimulantes pour certaines catégories professionnelles, la plupart du temps très diplômées comme dans le cas d'un cadre supérieur, fortement assuré par sa riche dotation en capital social, scolaire et économique. Mais les politiques de l'individuation peuvent se traduire par une perte de liberté pour d'autres catégories et par l'imposition de contraintes fortes dans d'autres domaines de la vie sociale. Ainsi, le risque encouru par une migration ou par un « simple » déménagement consécutif à la recherche d'un emploi peut se traduire par une mise à l'épreuve parfois dramatique. Une famille peut avoir besoin au contraire d'une inscription territoriale sûre en raison d'une situation précaire ou du jeune âge des enfants. Comment sacrifier les liens de proximité que la famille et le territoire procurent dans un contexte de précarité de l'emploi ? La mobilité est une contrainte qui s'apparente à une forme d'errance sociale pour tous ceux qui sont faiblement lotis en capitaux. Ainsi, l'intérim, qui permet aux entreprises d'adapter leur dotation en personnel aux évolutions de l'offre et de la

demande, se traduit par une condition de précarité de plus en plus aiguë pour les ouvriers et les petits employés ainsi contraints à alterner travail et chômage sans avoir aucune prise sur le moment où l'activité ou l'attente interviennent³⁸.

Ces dynamiques modernisatrices sont à l'œuvre en France depuis plus de vingt ans – depuis le début des années 1970 au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Amérique latine. Nombreux sont les auteurs qui les ont prises comme centre de leur réflexion et nombreuses les recherches qui tentent de les rendre visibles dans les domaines les plus divers de la vie sociale (du travail à la famille, de la participation politique aux parcours biographiques en passant par la socialisation ou la protection sociale). Parfois, les dynamiques contemporaines de l'individuation sont considérées sans ambivalence, dans leur positivité, comme une forme de progrès social³⁹. Ces analyses adoptent souvent une perspective qui place l'expérience individuelle de la vie sociale au centre de la réflexion. Les processus d'individuation sont étudiés notamment à partir d'un questionnement sur les modalités de la subjectivation individuelle. Comment devient-on aujourd'hui un individu ? Quelles sont les dynamiques sociales qui permettent de rendre compte de la diversité des présences individuelles dans nos sociétés ? Comment l'individu fait-il face aux différentes contraintes de la vie sociale ? Telles semblent être quelques-unes des principales questions auxquelles la sociologie de l'individuation cherche des réponses⁴⁰. C'est le cas d'une problématique spécifique à la sociologie française, articulée autour de la notion d'« épreuve »⁴¹. En effet, dans le cadre de cette problématique, la sociologie tente de saisir, sur un mode spécifique, les relations entre transformation des structures sociales et vécu individuel. La notion d'épreuve conduit le chercheur à centrer son observation sur la façon dont chaque individu fait face aux difficultés de la vie sociale. Ce qui intéresse ici, ce n'est pas seulement la réaction de l'individu, ses décisions ou son comportement effectif. Ce qui attire l'attention, c'est surtout le vécu, les sentiments, les perceptions, les évaluations

38. La précarité professionnelle a pris une ampleur considérable avec l'essor de la sous-traitance et du travail intérimaire depuis les années 1980. Elle s'est développée plus précisément sous la forme d'une insécurité de l'emploi, d'une pénibilité accrue des conditions de travail et d'une difficulté de disposer d'une représentation collective. Sophie Bérout (dir.), Paul Bouffartigue (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009.

39. François de Singly, *Les uns avec les autres*, Paris, Armand Colin, 2003.

40. Pour une synthèse de ces perspectives, voir Danilo Martuccelli, *Grammaires de l'individu*, Paris, Gallimard, 2002.

41. Voir par exemple Danilo Martuccelli, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

qui permettent à l'individu de se situer face à ce qu'il perçoit comme des duretés de la vie sociale. Ainsi, on abandonnera la vieille problématique des « représentations » qui permettent à l'individu de se positionner dans l'ordre social au profit d'une problématique de la « réflexivité » permettant à chacun de se situer face au changement⁴². L'individu en tant que tel, dans sa singularité, devient l'objet de la sociologie. Évidemment, une fois le chercheur ainsi penché vers l'intérieur du sujet, le constat est celui de la diversité des expériences, des ressentis, des attitudes, des dissonances, etc. La notion d'individuation vient alors nommer la diversification et la pluralité⁴³. Dans un premier temps donc, le mode que chaque individu a de faire face à une épreuve fournit un outil méthodologique pour rendre compte de l'individualisation du social. Or, dans un deuxième temps, l'observation des épreuves rend visibles non plus les déclinaisons singulières du social, mais plus précisément les processus producteurs d'individus.

Comment se présente l'individuation observée sous cet angle ? On peut dire de façon très générale que la notion d'épreuve sert à décrire sur un mode singulier le rapport individu-société. Dans la perspective qu'il ouvre, le concept place le sujet individuel au centre de la vie sociale, car chacun entre en rapport avec le social d'une façon singulière dont il sort marqué par l'expérience de chaque événement. Or, une fois entré dans ce cadre de réflexion, il devient difficile au sociologue de hiérarchiser entre différentes sortes d'épreuves, maladie, divorce ou chômage, car il ne dispose plus d'une théorie du lien social. Chaque événement est placé dans une échelle d'épreuves plus ou moins dure ou difficile à surmonter, mais dont seule la personne peut nous dire la portée. Quel accident a le plus d'effets sur le parcours de l'individu ? Le sociologue sacrifie ici dans une large mesure ses capacités à établir une quelconque hiérarchisation des problèmes sociaux définis à l'extérieur de l'individu. Il n'y a que l'interviewé pour nous dire ce qui a été décisif pour lui. Or, le matériau recueilli avec cet outillage conceptuel conduit à la fois à une dilution du social et à une subjectivation des processus d'individuation. L'éclatement de la vie sociale qui est ainsi décrit ne résulte-t-il pas de la perspective adoptée afin de l'observer ?

42. Ulrich Beck a théorisé cette problématique, allant même jusqu'à parler de « modernité réflexive ». Voir Ulrich Beck, « Modernité réflexive : généralisation de la science et de la politique », *La société du risque*, Paris, Flammarion, 2001, p. 335 sq. (*Risikogesellschaft*, 1986).

43. Bernard Lahire, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998 ; du même auteur, *La culture des individus*, op. cit.

Notre point de vue, en revanche, n'oriente pas la recherche vers une mise en valeur du sujet individuel, de la plus ou moins grande importance qu'il accorde aux événements qui se présentent à lui. Nous essayons plutôt d'attirer l'attention sur l'élargissement ou le rétrécissement des marges d'autonomie individuelle. L'individuation peut se traduire par un gain de « liberté » ou d'indépendance sociale, par une augmentation des « capacités » d'action de l'individu pour parler comme Amartya Sen, mais elle peut aussi déboucher, au contraire, sur un enfermement ou une immobilisation des individus sur eux-mêmes ou dans une espèce de vide social. L'« individuation » devient alors « atomisation », et les dynamiques de singularisation se traduisent plutôt par des formes de contrôle social ; nous sommes alors en présence de ce que Robert Castel a caractérisé comme des dynamiques « négatives » d'individuation⁴⁴. En effet, il est nécessaire de soumettre les dynamiques d'individuation actuelles à une évaluation critique, ce qui conduit à signaler leur caractère profondément ambivalent. L'individuation contemporaine contient des aspects positifs dans lesquels les individus conquièrent des marges élargies d'indépendance, voire d'autonomie, mais elle contient aussi des aspects négatifs dans lesquels les individus voient leurs marges d'action se rétrécir. Plus précisément, ces formes d'individuation négative ne se distribuent pas de façon homogène sur l'ensemble du corps social. Touchées par la dérégulation du marché du travail, par l'affaiblissement des inscriptions collectives et par la perte d'efficacité des protections sociales, les classes populaires souffrent aussi bien des injonctions à l'individuation qui les responsabilisent de leur sort que des chants de sirène qui leur proposent plus d'autonomie et de mobilité alors qu'elles sont démunies des ressources nécessaires pour y faire face.

La caractérisation de la conjoncture actuelle, qui s'ouvre vers les années 1980, est donc complexe. On ne peut pas suivre sans heurts une part des observateurs lorsqu'ils affirment que la modernité du *xxi*^e siècle irait plus en faveur de l'individualisme que ne l'a été la modernité du *xx*^e siècle. Penser ainsi serait non seulement contrefactuel du point de vue historique, mais conduirait encore à aller trop vite sur les conséquences de ces nouvelles dynamiques d'individuation dans la conjoncture actuelle. Regarder les dynamiques d'individuation en cours oblige à s'arrêter un moment sur les précédents processus d'individuation, propres au

44. Robert Castel, « L'individualisme négatif », in *Les métamorphoses de la question sociale*, op. cit., pp. 461-474.

xx^e siècle, et qui avaient attiré l'attention de la sociologie nord-américaine et européenne surtout à partir des années 1950. En effet, des travaux de Daniel Bell et David Riesman à ceux de l'école de Francfort ou aux nombreuses contributions de la sociologie française, les années 1960 et 1970 ont donné lieu à l'observation des conséquences d'un « nouvel individualisme » dont nous parlait alors la sociologie. Des dynamiques telles que la consommation de masse, la consolidation des *mass media* et des industries culturelles, la progressive démocratisation de l'école, l'entrée des femmes sur le marché du travail et leur « libération », la réduction du temps de travail et la consolidation des protections sociales et du salariat ont été associées à un essor jusqu'alors sans précédent de l'individualisme. De ce point de vue, on peut dire que le xx^e siècle a été le siècle de la réalisation de l'individualisme, celui qui finit par rapatrier sur terre la réalité de l'individualisme après une longue marche séculaire, pour parler comme Louis Dumont⁴⁵, ou la réalisation d'une véritable « société des individus », pour parler comme Norbert Elias⁴⁶. En quoi l'individualisme de notre début de xxi^e siècle est-il tributaire ou au contraire en opposition à celui que la sociologie a caractérisé pendant les années 1950-1970 ? C'est une question sur laquelle on ne peut pas faire l'impasse si l'on veut donner un peu de consistance historique à la description des enjeux de l'individualisme contemporain. Il y a peut-être deux conceptions de l'individu engagées dans un combat qui structure la conjoncture actuelle. Celle qui domine aujourd'hui renvoie à une conception assez classique (au sens du xviii^e siècle) de l'individualisme comme libération des contraintes sociales. Or, les descriptions de l'individualisme qui ont dominé la sociologie entre les années 1950 et 1970 semblent renvoyer davantage à une conceptualisation plus durkheimienne ou marxiste sur les conditions sociales nécessaires à l'émergence de l'individualisme. Ces visions, qu'on aurait pu alors taxer de « moralistes » tellement elles condamnaient l'essor de l'individualisme après la Seconde Guerre mondiale, se trouvent aujourd'hui pratiquement renvoyées dans l'oubli. Peu nombreuses sont aujourd'hui les références à des auteurs comme Marcuse, Adorno et Horkheimer, Althusser ou Riesman, et on a l'impression que leurs ouvrages ne font plus partie des formations en sciences sociales. La critique sociale a changé de camp.

45. Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1991.

46. Norbert Elias, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991 (*Die Gesellschaft der Individuen*, 1987).

La modernisation en cours depuis les années 1980 prend appui sur une conception libérale de l'individu. C'est-à-dire que la liberté est essentiellement présentée sous sa forme négative, sur le modèle d'un desserrement des contraintes, d'un relâchement des attaches sociales, le but de tout processus d'individuation étant de « libérer » l'individu. Un individu que l'on pense en conflit, voire en opposition avec la société – celle-ci étant identifiée à l'État, à ce qui oppresse l'individu en l'empêchant de se développer en liberté. De ce point de vue, tout appel au collectif est regardé avec scepticisme. Mais sont-ce les individus qui peuplent l'univers des classes populaires en situation d'agir dans le monde au-delà de toute inscription collective ?

Les conceptions libérales de l'individu ne peuvent pas penser la liberté comme le résultat d'un lien social ou d'une action collective telle que Hannah Arendt, par exemple, conçoit l'action politique comme le résultat d'un agir ensemble. La conception libérale ne peut pas concevoir le social comme une chance pour l'individu, mais pense la société négativement, comme une contrainte, dans les limitations (parfois certes inévitables) que l'autre impose à la liberté individuelle. C'est la raison pour laquelle, ainsi conçue, la liberté individuelle augmente au fur et à mesure que l'individu fait reculer la contrainte sociale. Quelque chose de cet individualisme qui conçoit les liens sociaux de manière négative, comme des contraintes, émerge chaque fois qu'une institution agit dans le sens d'aider les individus à « s'en sortir », c'est-à-dire à se désocialiser de leur groupe de semblables. Cette dimension désocialisatrice est particulièrement forte dans les discours sur le rôle des bibliothèques de quartier aujourd'hui en France, comme le montre par exemple le livre de Michel Petit *De la bibliothèque au droit de cité* où les expériences les plus réussies des bibliothèques dans les quartiers populaires sont celles qui ont contribué pour que les individus quittent leur milieu social. Ainsi, non sans raison, certains groupes peuvent percevoir cette institution comme une menace.

Les conceptions libérales de l'individuation tendent également à nier que les individus sont inégaux aussi bien dans leurs conditions effectives d'individuation que dans leurs aspirations à l'individuation. De quoi chaque individu a-t-il donc besoin pour pouvoir augmenter à la fois ses marges d'indépendance et ses possibilités d'action ? C'est une question dont la réponse se décline socialement selon des classes d'individus et non individuellement à partir des désirs abstraits de chaque personne. En effet, on peut dire qu'il y a individus et individus. Les uns se libéreront certes avec moins d'État (ceux qui disposent de capitaux ou d'assises

suffisantes pour asseoir sur elles leur indépendance sociale), tandis que d'autres en sortiront perdants, c'est-à-dire avec leurs marges de liberté réduites, chaque fois que la « réduction » de l'État se traduit par une diminution des protections sociales ou par une soumission sans médiations aux aléas du marché. L'offensive entamée ces dernières années contre l'État, présenté comme source de toutes les contraintes, les rigidités et les entraves, est tellement massive que les critiques de l'État comme forme de « contrôle social » se voient complètement déplacées. La critique de l'État comme machine de contrôle social a, pour ainsi dire, changé de côté. Alors qu'elle venait des marges et d'en bas, comme une revendication de l'autonomie individuelle pour les faibles, et qu'elle s'associait à une critique du capitalisme sous sa forme monopoliste, elle semble aujourd'hui venir d'en haut et servir le point de vue des formes les plus concentrées de capital financier qui cherchent l'abolition de pratiquement toutes les formes de régulation.

Quelque chose de cet ordre semble à l'œuvre toutefois que nous observons les productions culturelles de ces segments des classes populaires. Livres, chansons et autres produits culturels permettent de voir certes une revendication de l'individualisme « *pour nous aussi* », mais elles semblent profondément préoccupées par la production d'un « nous », la banlieue, la cité, les jeunes, les quartiers, les Noirs, les Arabes, ceux qui doivent quitter l'école trop tôt, ceux qui sont en conflit permanent avec les forces de l'ordre, etc. Il y a là tout un effort de resignification du réel et de production de collectifs. Et tout semble indiquer que cet effort des classes populaires pour se doter d'un point de vue, pour organiser collectivement leur expérience du social et pour se placer au sein de la société constitue l'une des dynamiques majeures au sein desquelles nous devons inscrire les incendies des bibliothèques. Ces efforts dans la formation d'une force sociale luttent, peut-être sans le savoir, contre les dynamiques d'indivision qui travaillent le quotidien des classes populaires.

+++++

CONCLUSION

+++++

+++++

CONCLUSION

+++++

L'absurde naît de cette confrontation entre l'appel humain et le silence déraisonnable du monde.

Albert Camus¹

Dès le début, une malédiction pèse sur « l'esprit », celle d'être « entaché » d'une matière.

Friedrich Engels et Karl Marx²

Les incendies de bibliothèques ne sont certainement pas faciles à interpréter. À commencer par le fait que ces formes d'action ne sont pas accompagnées d'un discours explicite et revendicatif de la part de leurs protagonistes. Et les autres acteurs concernés, par exemple les maires, les élus, les hommes politiques ou les bibliothécaires, ne s'expriment que très rarement à ce propos, et quand ils le font, c'est pour condamner des faits aberrants. La presse a, elle aussi, très peu publié sur ces incendies. Enfin, avant notre enquête, les sciences sociales ont totalement ignoré ces incendies pourtant récurrents dans un territoire des « banlieues » très investi par la recherche en sciences sociales.

Cependant, la parole n'est pas absente des espaces sociaux où les incendies ont lieu. Le verbe imprègne les échanges entre agents et acteurs sociaux, politiques et institutionnels, et les multiples productions discursives que nous pouvons observer prennent aussi bien des formes orales qu'écrites, de l'échange informel à la communication institutionnalisée, de l'expression artistique au discours politique, de l'écriture sur papier au développement de divers espaces numériques. Comme nous avons pu l'observer tout au long de cet ouvrage, la vie culturelle de cet univers populaire est foisonnante, et elle est aussi traversée de conflits et de tensions diverses. Mais les incendies constituent une forme d'action singulière, car non discursive.

Une action sans paroles ? Pas exactement. Disruptif, l'incendie apparaît comme l'action qui tente de dire quelque chose et qui cherche à faire

1. Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde*, Paris, Gallimard, 1942, p. 117.

2. Friedrich Engels, Karl Marx, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 59 (1845-1846).

parler, à rendre audibles et visibles une réalité et des points de vue qui ont du mal à participer aux échanges discursifs de l'espace public et des institutions. Telle est peut-être l'essence même des incendies : faire parler. Tel est, en tous les cas, son effet le plus saillant. Il ne s'agit pas d'une action de force, comme la grève qui vise à contraindre l'autre. Rien de tel ici. La cible de l'action est l'espace public. Mais nous sommes confrontés à un paradoxe apparent, car si l'essence des incendies est de faire parler, un épais silence les accompagne. Il convient alors de s'interroger sur ce silence qui entoure, comme pour les étouffer, les incendies. Quels sont les locuteurs qui se taisent ? Quelle est la parole qui ne se prononce pas ? Et pour quelles raisons ? Et surtout, quel est le statut des paroles qui se taisent et de celles qui se prononcent ? Tout indique que la parole qui manque est celle qu'on qualifie habituellement de « politique » : les discours prononcés par des porte-paroles ou des hommes politiques reconnus qui prendraient la parole pour en donner le sens, cette parole dite dans les médias, la presse, les livres. Les incendies rendent ainsi manifeste l'existence de deux formes de la parole et de deux espaces de débat et de circulation du discours. Dans l'un les actes sont tus, dans l'autre ils sont parlés ; un type de discours est tu, l'autre profite de l'espace ouvert par les actes pour s'exprimer.

Une fraction des classes populaires agit par l'intermédiaire de ces incendies pour tenter de se rendre audible. Ceux qui le font manient aussi bien qu'ils le peuvent l'espace des échanges sociaux, culturels et politiques visés par l'action afin de rendre celle-ci efficace. On ne fait pas n'importe quoi, on ne vise pas n'importe quoi et on n'utilise pas n'importe quel moyen pour se manifester. Par exemple, jamais les personnes physiques ne sont prises pour cible et on n'enregistre aucun blessé sur les soixante-dix incendies recensés. C'est que l'attaque des bibliothèques constitue un acte de signification. Et l'acte signifie avant tout l'institution qu'est la bibliothèque et son action. L'incendie fait émerger une série de caractéristiques condensées dans cette institution située entre l'État et le quartier, en même temps culturelle et sociale, institution centrale de l'écrit, mais distincte de l'école, politique sans être partisane, espace militant et espace public, ouverte au quartier, mais nettement séparée de celui-ci, opportunité offerte et en même temps emblème d'un groupe social qui rappelle jusqu'à la provocation l'ignorance de tous ceux qui la regardent de loin sans pouvoir y entrer, espace souvent luxueux au milieu de la pauvreté, temple des livres dans un univers où la question de la langue constitue l'un des objets centraux des conflits sociaux et politiques.

L'incendie apparaît comme une forme d'action au contact d'une autre modalité d'action, celle de la bibliothèque. La première a à son avantage le fait de rendre visible la deuxième, la politique de la bibliothèque, la politique de l'État par l'intermédiaire de la bibliothèque et l'action des bibliothécaires à travers la bibliothèque : trois agents qui visent l'espace du quartier afin de le transformer. À regarder avec un peu de temps et de patience ces incendies, on voit s'illuminer une série de rapports sociaux et de questions qui, autrement, seraient restées opaques dans la grisaille des cités HLM. Ainsi, ce livre a été une tentative pour mettre ces faits en rapport avec une trame de relations extrêmement dense. Les attaques peuvent ainsi aider les bibliothèques à voir autrement l'espace où elles agissent et à regarder autrement leur propre action.

Mais les incendies qualifient aussi le groupe social qui en est l'auteur, et par extension la situation des classes populaires au sein de la société. Les incendies mettent en évidence un aspect paradoxal, voire tragique, de la relation entre les quartiers et leurs bibliothèques et inversement, entre les bibliothèques et leurs quartiers. Nous observons les bibliothèques comme de petites barques dans une mer tourmentée, agitées par une série de vents et de courants qu'elles ne peuvent que regarder de l'intérieur de l'institution, derrière la vitre, mais qui pourtant secouent la barque et menacent de la faire chavirer. L'extraordinaire processus de désindustrialisation et de destruction de postes de travail manuels, qui se traduit par un chômage de masse depuis déjà plus de trois décennies et agit toujours comme une force violente, a profondément transformé l'univers où agissent les bibliothèques de quartier, et cette force continue à opérer. Elle a laissé en décalage l'État et l'école. Elle sape les bases de la culture humaniste et de gauche sur laquelle s'appuyaient les bibliothèques. Et à ce mouvement se sont plus récemment ajoutés ceux de la numérisation et d'Internet qui n'agissent pas avec moins de force. Dans la tempête, les bibliothécaires déploient leurs voiles, tiennent le gouvernail et naviguent, mais dans quelle direction ?

Et la lumière des incendies se reflète sur les habitants en prise avec les intervenants sociaux et les bibliothécaires, comme si ceux-ci étaient les responsables des discriminations et des exclusions qui trouvent en réalité leur origine dans des espaces sociaux totalement inaccessibles à leurs modes d'action. Il y a peut-être là un sens à provoquer l'horreur par l'incendie : tenter d'attirer le regard pour dire que l'espace vital de ces quartiers fait aussi partie de l'espace de tous, tenter de toucher quelque chose de ce « sacré » représenté par la bibliothèque pour faire comprendre

que la situation est grave et qu'elle ne peut plus nous laisser indifférents. Mais pour ceux qui sont déjà à l'écart des dynamiques économiques et de valorisation du capital, le risque est grand d'épouvanter puis de voir partir ceux qui viennent en amis, et de n'avoir pour seul résultat que de devoir rester dans l'indifférence, sans plus attirer l'attention de personne. Auraient ainsi raison ceux qui qualifient ce type d'action d'incompréhensible, d'irrationnelle, de nihiliste.

Frappé par le chômage, l'univers des quartiers populaires semble s'éloigner du politique et être envahi par des formes plus ou moins anomiques de l'existence collective. Cependant, nos observations donnent à penser que, contrairement aux apparences, la vie dans ces espaces sociaux n'a pas perdu son caractère politique. Seulement, celle-ci a pris des formes aussi difficiles à comprendre qu'à accepter. La reconnaissance du quartier à la fois comme cadre de formes spécifiques de mobilisation sociale et comme cadre d'une socialisation politique singulière ne s'est pas faite sans difficulté ; elle a eu lieu en France seulement par éclipses et ne se manifeste qu'à l'occasion des émeutes : celles du début des années 1980 à Lyon, celles de l'automne 2005. Et pourtant, ce sont bien ces émeutes qui constituent la toile de fond des politiques publiques, ce qui motive la politique de la ville.

Tout au long de ce texte, nous avons mobilisé le concept de « politicité » pour regarder les classes populaires non pas à partir de leurs seuls déterminants sociaux ou économiques, mais pour prendre en compte la politique comme une dimension à part entière de la vie sociale. En observant la conflictualité qui entoure les bibliothèques de quartier, nous voyons en quoi et comment la politique fait le populaire aujourd'hui et, en même temps, en quoi et comment le populaire prend place dans les conflits sociaux et politiques, défend ses intérêts et tente de porter une voix dans l'espace public.

Les incendies diffractent leur lumière dans un univers des classes populaires qui souffre de la fragmentation sociale, très négativement marqué par les dynamiques d'individuation qui traversent avec force l'ensemble de notre société et arrivent jusqu'à eux de la main des politiques sociales sous la forme de responsabilisations, d'exigences d'activation et d'injonctions biographiques. Ce sont des segments des classes populaires qui se pensent eux-mêmes et qui sont pensés beaucoup moins à partir des mots comme « ouvrier » ou « travailleur » qu'avec une référence permanente à l'idée de citoyenneté et à leur inscription territoriale, comme si leur lieu d'habitation déterminait leur place dans la société et dans la

République. Un glissement du travailleur à l'habitant et au citoyen où les classes populaires essaient de reconstituer des modalités d'action et de participation politique face à l'affaiblissement des formes « classiques » de mobilisation (celles qui se sont articulées autour du travail, notamment la grève). En somme, c'est une fraction des classes populaires qui se caractérise autant par sa sociabilité que par sa politicité. Deux formes de lien, social et politique, qui donnent lieu à deux formes de conflit.

C'est ainsi que l'espace politique qui se développe dans les quartiers en France à partir des années 1980 est difficile à saisir et non moins difficile à intégrer dans les cadres normatifs de la pensée politique contemporaine. Les formes de mobilisation qui lui sont associées posent problème notamment par le caractère fréquemment violent et/ou illégal de leurs mobilisations. Et si elles sont difficiles à penser, plus difficile encore est de les suivre pour des institutions comme les bibliothèques inscrites, en tant que service public, dans l'orbite de l'État.

Nous avons entendu des bibliothécaires caractériser les quartiers dans lesquels ils travaillent de « violents » et traversés par « l'insécurité ». Ils ont appuyé leur discours sur la réputation de l'environnement dans lequel ils exercent leur profession et les échos qu'ils ont pu en avoir avant de prendre leurs fonctions, cet imaginaire de « violence » dans les « quartiers difficiles » : « *Quand j'ai dit à ma famille que je viendrais dans le 93, ils m'ont dit "mais t'es folle !"* » (Agnès). « *Quand je suis venu travailler ici, je savais que ça allait être dur... L'image que j'en avais, c'était la banlieue, les violences, tout ce qu'on entend à la télé quoi.* » (Baptiste). Ou encore ce jeune bibliothécaire qui a fait le choix de ne pas indiquer à ses parents son lieu de travail et a préféré leur faire croire qu'il travaille à Paris « *pour pas leur faire peur* ». Cette image des quartiers comme des territoires violents est au centre de la difficulté à comprendre les incendies qui sont associés aux nouveaux répertoires d'action collective décrits au cours des années 1980 comme des « violences urbaines » avant qu'on parle d'« émeutes » à partir de l'automne 2005. Ces mouvements de révolte collective sont directement liés aux déterminations et aux surdéterminations sociales que nous avons évoquées plus haut, mais ils ont un lien immédiat avec les « interventions » de l'État dans ces territoires – interventions dont l'action des bibliothèques fait partie.

La violence policière est l'un des vents de tourmente qui secouent l'univers où agissent les bibliothèques de quartier. En effet, une forme spécifique de la violence politique trouve son épïcêtre dans l'action de la police à l'égard de ces populations. Une violence résultant d'une réponse

élaborée par l'État à ce magma de représentations avec lesquelles ces catégories populaires sont situées au sein de l'espace social. Ainsi, l'un des facteurs de politisation de cette forme de violence provient du sentiment, de plus en plus répandu parmi ces fractions des classes populaires, que la police fait un usage illégitime de la force. Le caractère récurrent de ces violences qui tombent « toujours sur les mêmes » contribue à l'élaboration d'une frontière sociale qui laisse d'un côté du corps politique les banlieues, les Arabes, les Noirs, les jeunes garçons, et de l'autre côté la police, les hommes politiques, les enseignants, les Français, les représentants de l'État. Et l'incapacité ou la réticence de l'institution judiciaire à soumettre la force publique à la loi contribue aussi à faire de ce conflit avec l'État un conflit collectif opposant deux groupes sociaux. C'est la raison pour laquelle la quasi-totalité des « émeutes » viennent en réponse à la mort d'un jeune dans le cadre d'une confrontation avec la police – que la mort en question ait été provoquée sciemment ou par accident étant le premier objet du conflit. L'action policière tend à qualifier l'ensemble du conflit État-classes populaires, car elle réserve fréquemment le même type de répression (souvent illégale) aux faits qui, en principe, relèvent du droit commun (quand elle poursuit un vol ou un trafic illégal) et lorsqu'elle affronte un mouvement collectif. Du côté des classes populaires, la répétition des révoltes sous forme d'émeute vient mettre en question la légitimité de la répression policière et la tentative de contrôle de ces fractions des classes populaires par la force. La frontière entre conflit social et faits de droit commun court le risque de s'effacer. Le conflit s'installe alors comme un rapport de force dont l'issue est de part et d'autre incertaine, et ce, malgré l'asymétrie des moyens organisationnels et des instruments de violence dont disposent les deux groupes.

Dans ce cadre, l'émeute agit dans le sens d'un désenclavement du conflit, car son irruption dans l'espace public sort la violence policière de son invisibilité intrinsèque et rend possible la prise de parole et le débat. Combien de pages écrites, émissions de radio et de télévision ont été destinées aux émeutes et à leur contexte ? C'est aussi dans ce sens que l'incendie agit : le sort des quartiers entre dans l'espace public. Les prises de parole qui suivent l'événement lient ainsi inévitablement incendies et émeutes à la fois aux conditions sociales de ces fractions populaires (échec scolaire, racisme et discriminations quotidiennes, chômage, relégation urbaine), à l'action de l'État (limites de la politique de la ville et des protections sociales, attitude des forces de l'ordre, rôle de l'école) et à l'action des classes populaires elles-mêmes. Sur ce dernier point, une

question fondamentale se pose : que pensent les spectateurs des incendies, quelle est la réaction de l'opinion publique, dans quelle mesure le feu ne contribue-t-il pas à discréditer et à isoler encore plus politiquement les « banlieues » ?

Que se passe-t-il lorsque nous observons les incendies reflétés dans les productions culturelles qui émergent dans le même univers social où on allume le feu ? Que nous lisions des livres ou des blogs, que nous écoutions des chansons ou que nous regardions des vidéoclips de rap, quelques thèmes ressortent au premier plan dans la production de ces auteurs³. Le premier d'entre eux est sans doute une critique de l'État qui contraste avec l'absence quasi totale de critique faite à d'autres groupes sociaux. Les habitants des cités HLM ne semblent pas manifester d'opposition ni d'animosité face aux riches ou aux « bourgeois », thèmes classiques des cultures populaires. En revanche, ils se manifestent très fortement contre un État qui est souvent dépeint comme violent, prolongeant une attitude colonialiste et raciste, parfois distant ou indifférent au sort des plus démunis. La cible est bien plus l'État que le capitalisme. En deuxième lieu, il y a une prise de parole en nom propre, celle d'un groupe social qui veut donner sa vision du monde et de soi en répondant aux questions « qui sommes-nous ? » et « dans quel monde vivons-nous ? ». Un thème où le positionnement du groupe s'accompagne d'une revendication fréquente de « la banlieue » et de « la cité », du « banlieusard » et parfois même de la « racaille », mais qui n'est pas exempt de conflits et de disputes inhérentes à une telle réflexivité collective. Ainsi, certains expriment des revendications assumées de la violence, tandis que d'autres vont exiger du groupe des comportements « corrects » identifiés à des refus de toute attitude violente. Certaines positions vont alors jusqu'à des formes inversées de racisme ou de défense culturelle, tandis que d'autres revendiquent un individualisme universaliste et égalitaire. Un troisième thème saillant et étroitement lié aux incendies et aux protestations est la critique de la culture et de la langue. Et les divisions sont ici aussi marquées. Tandis que les uns critiquent la légitimité de la langue officielle pour affirmer la légitimité de formes artistiques et expressives en franc conflit avec la culture dominante, d'autres revendiquent au contraire le fait que les « banlieusards » sont aussi des locuteurs de la « langue de Molière » et affirment la « qualité » des productions artistiques de ce groupe social.

3. Très souvent, les auteurs de livres sont, avant tout, des auteurs de chansons et de vidéoclips.

À côté de ces thèmes principaux dans les productions de cette culture populaire, ressortent en creux deux absences. La première, que nous venons de mentionner, est l'absence de critique vis-à-vis d'autres groupes sociaux, à une exception près : la forte et virulente critique des hommes politiques, perçus comme un groupe à part, très associé au contrôle de l'État et tenus largement pour responsables de la situation sociale vécue. La deuxième, non moins significative, est justement la faible revendication de l'État social. Peu nombreux sont, en effet, les livres ou les chansons où on entend défendre une école publique, une sécurité sociale ou un hôpital qui seraient menacés par un capitalisme sans limites. On comprend ainsi mieux quelle est la place de la bibliothèque dans cet ensemble complexe de productions culturelles. La bibliothèque occupe une place difficile, car ambivalente comme institution publique faisant partie de l'État, comme institution de la culture, comme institution du quartier et de la cité. Mais on comprend également que les bibliothèques de quartier doivent peut-être affirmer davantage leur rôle d'acteurs dans cet univers au lieu de concevoir leur action uniquement orientée par des concepts tels que celui de « publics » ou « usagers » qui cachent le fait que les univers où elles agissent se caractérisent par une forte conflictualité culturelle, sociale et politique.

La violence se trouve donc au centre de la politicité populaire des quartiers. Mais cette question ne recouvre pas la totalité de l'espace de mobilisation. Comme nous l'avons vu, l'incendie questionne la place et le rôle des institutions non seulement dans le rapport des classes populaires à l'État, mais aussi l'État lui-même dont elles contribuent à faire évoluer leurs politiques par leur action. C'est ce que nous révèle le cas des bibliothèques. En effet, en tant qu'agents de l'institution publique, les bibliothécaires et la bibliothèque sont placés par les habitants dans une très forte ambivalence. D'un côté, la bibliothèque est perçue comme « une chance pour le quartier », comme une forme d'accès à la culture, comme un investissement prestigieux, comme un espace ouvert à tous et apprécié de beaucoup, particulièrement investi par les familles, les enfants, les jeunes filles, les personnes âgées. Mais de l'autre côté, l'attaque de la bibliothèque vient signifier tout l'arbitraire de cette « intervention » de l'État, et d'un autre groupe social, dans « notre espace » du quartier. Les habitants déplorent alors les normes qui leur sont imposées par un autre groupe social et le contrôle que ce groupe exerce sur des ressources financières importantes. Souvent, dans ces bibliothèques on ne peut manger ni boire, parler, se retrouver en groupe. On demande souvent aux

adolescents d'enlever casquette et écouteurs, de cracher leur chewing-gum. Les collections et les investissements sont décidés ailleurs, et les possibilités d'emploi ne reviennent pas aux habitants qui en ont besoin. Ils expriment ainsi un sentiment de dépossession. Est-ce « notre » bibliothèque, simplement parce qu'elle est dans notre quartier, ou est-ce la « leur », « *un truc qu'on t'impose* », comme beaucoup nous le disent ? La mobilisation et le conflit viennent mettre en évidence un sentiment contradictoire. D'un côté, les habitants veulent plus d'État, de service public et d'espace public dans une demande d'intégration de leur espace vital à la société ; de l'autre, ils contestent l'extériorité de la décision et de l'autorité qui s'impose à eux par ceux qui contrôlent les budgets, qui sont soutenus par la loi. C'est toujours la force publique qui, jamais trop loin, vient trancher lorsque les conflits dépassent certaines limites. C'est ainsi que le conflit peut être placé dans un cadre « postcolonial » où l'État est renvoyé à une espèce de force d'« intervention étrangère », ce qui sape les bases de sa légitimité. Le quartier réactualise ici non seulement la mémoire coloniale, mais également, *via* les médias, associe la situation sociale aux interventions militaires de l'Occident en territoire d'Islam.

Enfin, nous observons les bibliothèques naviguer sur un dernier torrent qui donne forme à cet univers et façonne également la politique populaire. L'affaiblissement du lien salarial a, dans ces quartiers, un impact bien plus profond que s'il s'agissait du simple effritement d'une structure solide ; il met en cause les projections des habitants vers l'avenir et leur place dans la société. Les bibliothèques de ces quartiers ont affaire à des individus et à des familles qui ont de plus en plus de mal à assurer leur survie par le travail et qui sont obligés d'aller chercher une bonne partie des ressources indispensables dans des dispositifs de politiques sociales largement localisés et distribués à travers le territoire. Cette réorientation de la lutte pour la survie articulée à la territorialisation de la politique sociale qu'on appelle couramment la « politique de la ville », entraîne une politisation de l'accès aux biens et aux services essentiels. Assurer le quotidien nécessite une mobilisation permanente, une dépense d'énergie auprès des guichets des institutions et de l'État qui contrôle ces ressources. Mais cette dépense d'énergie, ces tournées que nous observons de guichet en guichet, constituent aussi l'actualisation d'une différence sociale fondamentale entre ceux qui contrôlent les ressources et détiennent le pouvoir de décision et ceux qui dépendent de ces mêmes ressources pour vivre. Cette différence actualise et requalifie celle existant entre gouvernants et gouvernés dont nous parle Machiavel et qui a été soulignée depuis les

années 1980 par la science politique ; et elle requalifie également la place de la bibliothèque dans l'univers populaire.

C'est dans ce cadre de conflits quotidiens que se fait l'expérience sociale de la discrimination, de l'asymétrie de pouvoir, de la dépossession. Et c'est cette expérience qui alimente le sentiment d'injustice sous la forme d'une *bronca* qui sort des invisibles interactions quotidiennes pour éclore dans l'espace public lors des révoltes, des émeutes, des incendies. Il n'y a pas de déconnexion entre d'un côté l'expérience des individus et des familles, des associations qui participent auprès des municipalités et des collectivités territoriales, et de l'autre côté les conflits, les incivilités et les violences incarnées par les émeutes.

Jacques Donzelot a attiré l'attention sur la dimension politique de la « crise des banlieues » et parle même de l'émergence d'une « citoyenneté urbaine » pour signaler que dans ce type de quartier une certaine demande sociale prend pour objet le « droit à la ville », rappelant les observations d'Henri Lefebvre des années 1960⁴. Selon Donzelot, nous observons dans les quartiers une évolution de la citoyenneté qui continuerait l'extension des droits « civils », puis « politiques », « sociaux » et aujourd'hui « urbains » prolongeant la caractérisation de T.S. Marshall sur l'évolution des droits. Les quartiers servent de cadre à une demande de reconnaissance de droits concernant l'habitat et la ville. Parce qu'elle donne accès aux services publics, aux possibilités de formation, à la culture, parce qu'elle est le lieu de toutes les sociabilités, de la mobilité et de la projection vers l'avenir, la ville apparaît aux classes populaires comme une composante clé de la citoyenneté. L'enjeu est majeur, particulièrement en France où les quartiers d'habitat social ont été souvent construits comme des isolats séparés physiquement et symboliquement de la ville, ce qui alimente toutes les problématiques de la « ghettoïsation » et mène à poser ce type de situation sociale en termes de « relégation » ou d'« enclavement ».

La lumière des incendies se reflète ainsi sur cette fraction des classes populaires qui se définit fortement par son inscription territoriale dans des quartiers d'habitat social. Une forme d'inscription sociale résultant des politiques publiques qui fixent et attachent les classes populaires très fortement à certaines formes urbaines et à certains segments du territoire, avec aussi toute la dimension symbolique que cette assignation territoriale

4. Jacques Donzelot, *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues*, Paris, Seuil, 2006 ; et *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Paris, Éditions de la rue d'Ulm, 2009.

suppose en termes de catégorisation. On s'adresse alors aux « banlieues », aux « quartiers », aux « grands ensembles » ou aux « cités HLM », et les uns et les autres semblent y trouver des catégories sociales précisément déterminées qui ne sont plus définies en rapport avec la structure des catégories socioprofessionnelles ou avec le marché du travail. Mais l'inscription territoriale des classes populaires n'est pas une pure assignation. Elle résulte également de ce que font ces catégories sociales, du fait que celles-ci prennent leurs quartiers pour tisser des formes de solidarité d'autant plus essentielles que l'intégration salariale fait défaut. Et elle résulte aussi de ce qu'elles prennent leur quartier comme un point d'appui pour l'action. Or, comme nous l'avons vu, ces formes d'action ne se limitent pas à la question urbaine, et c'est l'une des raisons par lesquelles toutes les initiatives contenues dans la politique de la ville apparaissent comme insuffisantes pour donner réponse à ce qui se joue dans ces territoires.

Bien évidemment, il y a une demande sociale de rénovation urbaine, de désenclavement, d'amélioration du cadre de vie, de réparation des ascenseurs, de transports pour rendre meilleure la communication avec la ville, de plus d'équipements collectifs que ce soit au niveau des sports, des équipements culturels, sociaux ou éducatifs. Et paradoxalement, comme on nous l'a souvent dit dans le cadre de notre enquête, on dénonce la dépense dans des équipements « de luxe », comme dans les quartiers où de nouvelles bibliothèques sont bâties, contrastant fortement avec des appartements et des immeubles très dégradés.

Mais les mobilisations et les protestations ont aussi d'autres motivations et d'autres objets et dépassent le cadre d'une « citoyenneté urbaine ». Elles montrent que ce qui est en jeu, c'est la place de ces catégories dans la République (et alors elles se dressent contre les discriminations et le racisme), elles montrent que ce qui est en jeu, c'est l'État (et elles s'expriment alors contre la manière dont les institutions sont présentes dans leur territoire – la police, l'école, les bibliothèques, l'aide à l'emploi, les élus...) ; ces mobilisations mettent en question les formes de gouvernement (et elles se dressent alors contre les décisions de politique publique ou s'indignent face aux déclarations d'une autorité qui heurte une véritable « économie morale » selon laquelle un ministre ne peut pas nommer « racaille » une partie des citoyens), ces mobilisations mettent en question les pratiques politiques et notamment celles de la gauche (et ils nous disent alors qu'« ils sont tous pareils »). Revenons encore une fois à cette phrase lancée entre les deux tours de l'élection présidentielle de

2007 par un habitant d'un quartier de Saint-Denis à une bibliothécaire : « *Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque* » ; quel est le sens de cette menace lancée contre l'agent d'une municipalité de gauche qui pense faire tout le contraire de ce que propose le candidat Nicolas Sarkozy à ces populations ?

Les formes de la mobilisation que nous observons dans les quartiers se font entièrement à l'intérieur des frontières de la citoyenneté. Il n'y a quasiment plus d'horizon révolutionnaire au sein de l'univers populaire et toute l'action prend la forme d'une exigence de démocratie et d'intégration républicaine. En ce sens, les quartiers ne peuvent pas être réduits au seul cadre d'une demande urbaine ni d'une demande de politique publique qui s'adresserait aux échelons locaux de gouvernement, municipalités ou collectivités territoriales. Cette demande y est présente, évidemment. Mais plus profondément, les quartiers servent de point d'appui à la manifestation politique, c'est-à-dire à la possibilité de construire collectivement un point de vue et de le manifester dans l'espace public, et, surtout, ils permettent de dire que la citoyenneté ne se limite pas à un contenu défini en termes de droits auxquels on accède. Au contraire, la citoyenneté se présente comme une matière ouverte dont le contenu s'établit dans le cadre de processus conflictuels jamais achevés. Le territoire offre un support essentiel à la socialisation politique là où les partis et les syndicats sont absents. Une absence double parce que ces organisations ne sont plus là (les partis politiques ne constituant pas des structures efficaces de l'organisation et de la socialisation sociales), et parce que les formes de mobilisation de ces quartiers ne rentrent pas dans les schémas de ces organisations qui irriguaient jadis la classe ouvrière et offraient des répertoires d'action adaptés à la situation.

Enfin, nous avons vu la lumière des incendies diffractée par les angles d'une parole écrite elle aussi éclatée en des plans discontinus. Car l'écrit n'offre pas une surface unique, mais multiple. Il y a bien une surface rigide et assez monolithique où l'écrit de l'école rejoint celui des administrations, très proche de la langue officielle, allié de la langue politique d'un côté et des écrits des humanités de l'autre, où « le livre » constitue un point de rencontre et d'alliance entre les catégories sociales qui contrôlent ces univers, prenant la place d'un sacré souillé par les incendies. Des institutions profondément mises en question par les effets de la précarité et du chômage, où elles se présentent dans toute leur ambiguïté, constituent souvent la seule stratégie viable pour « s'en sortir », mais représentent aussi dans un tel marasme les portes qui se ferment à l'avenir, des formes

de contrôle social et de répression par l'écrit. Des institutions aussi liées à l'écrit par une culture de gauche qui y voit les chemins de l'émancipation sociale et individuelle, qui y assoit ses projets d'égalité par la culture, de subjectivation politique. Des institutions dont le mode de rapport à l'écrit est aussi déstabilisé par l'émergence d'autres univers de l'écrit (*via* Internet et les moyens numériques de communication et d'expression) plus difficiles à soumettre au contrôle des agents jusqu'ici autorisés à le faire, des intellectuels (enseignants, fonctionnaires de l'administration, éditeurs, journalistes, bibliothécaires, universitaires).

Le dispositif d'écriture de ce livre a donné au texte une forme kaléidoscopique. Celui-ci ne présente pas une structure chronologique où nous aurions suivi l'histoire des incendies ni une forme analytique où nous aurions traité les différentes dimensions de cette forme d'action, chapitre après chapitre. Nous avons plutôt tourné autour de l'objet que nous voulions observer pour voir sa lumière reflétée sur de multiples surfaces. C'est ce qui a donné comme résultat une trame complexe et, au milieu de cette complexité, un trou de serrure qui invite à y jeter un regard une fois encore, et encore, et encore. Le kaléidoscope rend ainsi visible un tissu de rapports desquels émerge l'événement, autant qu'une trame de relations et de rapports que l'événement éclaire et transforme. Il est alors vain de vouloir conclure. Il y a beaucoup à dire, à débattre et à discuter à partir du moment où les incendies des bibliothèques sont identifiés. Le temps n'est donc pas encore venu de conclure dans un espace social et politique où des éclats de ces lumières se réfléchissent encore sur des surfaces multiples.

+++++

BIBLIOGRAPHIE
GÉNÉRALE

+++++

+++++

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

+++++

TEXTES CITÉS

+++++

Althabe Gérard, « Procès réciproques en HLM », in Gérard Althabe *et al.*, *Urbanisation et enjeux quotidiens*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 13-47.

Astier Isabelle, *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF, 2007.

Astier Isabelle, Duvoux Nicolas, *La société biographique. Une injonction à vivre dignement*, Paris, L'Harmattan, 2006.

Bachelard Gaston, *La poétique de l'espace*, Paris, PUF, 2010 (coll. Quadrige).

Barbier-Bouvet Jean-François, « La lecture des magazines par les jeunes adultes : un écran de papier ? », in Evans Christophe, *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2011, pp. 115-133.

Barbier-Bouvet Jean-François, « Les jeunes et la presse magazine : états des lieux quantitatifs », in Barbier-Bouvet Jean-François, Pellizzari Amandine, Spaventa Paola, *Les jeunes et la presse magazine*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2011.

Barth Fredrik, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Poutignat Philippe, Streiff-Fenart Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, pp. 203-249 (*Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization or Culture Difference*, 1969).

Baudelot Christian, Cartier Marie, Détrez Christine, *Et pourtant ils lisent...*, Paris, Seuil, 1999 (coll. L'épreuve des faits).

Beaud Stéphane, « 80 % au bac » *et après ? : les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte, 2002 (coll. Textes à l'appui. Enquêtes de terrain).

Beaud Stéphane, Pialoux Michel, « La “racaille” et les “vrais jeunes”. Critique d’une vision binaire du monde des cités », *Liens socio*, novembre 2005. [En ligne] < http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=977 > (consulté le 15 mai 2006).

Beck Ulrich, *La société du risque*, Paris, Flammarion, 2001 (*Risikogesellschaft*, 1986).

Bélisle Claire (dir.), *Lire dans un monde numérique*, Villeurbanne, Presses de l’enssib, 2011 (coll. Papiers).

Ben Bella Rachid, Erambert Sylvain, Lakhéchène Riadh, Philibert Alexandre, Ponthus Joseph, *Nous... la cité. On est partis de rien et on a fait un livre*, Paris, La Découverte, 2012 (coll. Zones).

Bérourd Sophie, Bouffartigue Paul (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009.

Bertrand Anne-Marie, *Les bibliothèques*, Paris, La Découverte, 2004 (coll. Repères).

Bertrand Anne-Marie, Kupiec Anne, *Ouvrages et volumes. Architecture et bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 1997 (coll. Bibliothèques).

Bertrand Anne-Marie, *Lecture publique et territoires, trente ans de mutations en BDP. Actes du colloque de Montbrison, 24 et 25 octobre 2003*, Villeurbanne, Presses de l’enssib, 2005.

Bertrand Anne-Marie, Burgos Martine, Poissenot Claude, Privat Jean-Marie, *Les bibliothèques municipales et leurs publics. Pratiques ordinaires de la culture*, Paris, Bibliothèque publique d’information, 2001.

Bertrand Anne-Marie, « L’avenir et l’image des bibliothèques », communication à la journée d’études sur *L’image des bibliothèques*, Bpi-enssib, Paris, Centre Georges-Pompidou, 17 mai 2011. [En ligne] < http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397 >.

Bessin Marc, « Les seuils d'âge à l'épreuve de la flexibilité temporelle », in Éric Vilquin (dir.), *Le temps et la démographie*, Louvain-la-Neuve, Academia, 1993 (coll. Chaire Quetelet '93), pp. 214-230.

Bessin Marc, Levilain Hervé, « Pères sur le tard. Logiques temporelles et négociations conjugales », *Recherches et prévisions*, juin 2004, n° 76, pp. 23-38.

Beunardeau Pauline, *Quand des animateurs se firent dénommer « grands frères ». Facteurs sociohistoriques de la disqualification d'animateurs soumis à la catégorie « grand frère » dans la ville de Saint-Denis*, Mémoire de master 2, sociologie-anthropologie, spécialité sociologie et philosophie politique, université Paris Diderot – Paris 7, juin 2009.

Boltanski Luc, Chiapello Ève, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Bonelli Laurent, *La France a peur. Une histoire sociale de l'insécurité*, Paris, La Découverte, 2008 (coll. Cahiers libres).

Bourdieu Pierre, Boltanski Luc, « Le fétichisme de la langue », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1975, vol. 1, n° 4, pp. 2-32.

Bourdieu Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979 (coll. Le sens commun).

Bourdieu Pierre, « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, n° 17-18.

Bourdieu Pierre, « La lecture : une pratique culturelle », in Chartier Roger (dir.), *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993 (coll. Petite bibliothèque Payot ; 167).

Braconnier Céline, Domargen Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, 2007 (coll. Folio actuel).

Brunet Loïc, *Le projet urbain au cœur de la démocratie locale. La cité de La Saussaie à Saint-Denis*, Mémoire de master 2 « Opérateur urbain », Institut français d'urbanisme, Saint-Denis, université Paris 8, septembre 1996.

Castel Robert, *La gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychoanalyse*, Paris, Seuil, 2011.

Castel Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995 (coll. L'espace du politique).

Castel Robert, *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009.

Castells Manuel, « La rénovation urbaine aux États-Unis. Synthèse et interprétation des données actuelles », *Espaces et sociétés*, novembre 1970, n° 1, pp. 107-136.

Castells Manuel, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973.

Certeau Michel de, Giard Luce, Mayol Pierre, *L'invention du quotidien*, t. 1, *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980.

Champagne Patrick, « La construction médiatique des “malaises sociaux” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, décembre 1991, n° 101-102, pp. 64-75.

Chartier Anne-Marie, Hébrard Jean, *Discours sur la lecture, 1880-1980*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 1989.

Chartier Anne-Marie, Pompougnac Jean-Claude, « La lecture publique entre discours et pratiques », *Esprit*, 1991, n° 170, pp. 104-115.

Chartier Roger, *Figures de la gueuserie*, Paris, Montalba, 1982 (coll. Bibliothèque bleue ; 2).

Chartier Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Seuil, Paris, 2000 (coll. L'Univers historique).

Chartier Roger, *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993 (coll. Petite bibliothèque Payot ; 167).

Chartier Roger, *Inscrire et effacer : culture écrite et littérature (XI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Gallimard, 2005.

Chartier Roger, « Le livre : son passé, son avenir », entretien avec Ivan Jablonka, *lavedesidees.fr*, 29 septembre 2008. [En ligne] < <http://www.lavedesidees.fr/Le-livre-son-passe-son-avenir.html> > (consulté le 1^{er} octobre 2008).

Chartier Roger, « Le lecteur dans un monde en perpétuelle mutation », in Mollier Jean-Yves *et al.*, *Où va le livre ?*, Paris, La Dispute, 2007 (coll. États des lieux), pp. 345-360.

Chartier Roger, « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », in Gloria Origgi, Noga Arikha (dir.), *Text-e. Le texte à l'heure d'Internet*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2003, pp. 17-30.

Clastres Pierre, *Chronique des Indiens Guayaki. Ce que savent les Aché, chasseurs nomades du Paraguay*, Paris, Plon, 1972 (coll. Terre humaine).

Darnton Robert, *The Literary Underground of the Old Regime*, Cambridge – Massachusetts, Harvard University Press, 1982.

Darnton Robert, *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Hachette, 1986 (coll. Pluriel ; 8468).

Darnton Robert, *The Forbidden Best-Sellers of Pre-Revolutionary France*, Londres – New York, W. W. Norton, 1995.

Darnton Robert, *Édition et sédition. L'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1991 (*The Literary Underground of the Old Regime*, 1982).

Darnton Robert, « Vies privées et affaires publiques sous l'Ancien Régime », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, n° 154, pp. 24-35.

D'Elia Luis, « Commentario de Luis D'Elia », in Denis Merklen, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Catalogos, 1991, pp. 199-201.

De Ipola Emilio, Portantiero Juan Carlos, « Lo nacional-popular y los populismos realmente existentes », in Emilio De Ipola, *Investigaciones políticas*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989, pp. 21-36.

Derrida Jacques, *De la grammatologie*, Paris, Minuit, 1967 (coll. Critique).

Donnat Olivier, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, Paris, La Découverte – Ministère de la Culture et de l'Information, 2009.

Donnat Olivier, « Lecture, livre et littérature. Évolutions 1973-2008 », in Christophe Evans, *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2011, pp. 27-40.

Donzelot Jacques, *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Paris, Éditions de la rue d'Ulm, 2009.

Donzelot Jacques, *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues*, Paris, Seuil, 2006.

Douglas Mary, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2001 (*Purity and Danger*, 1966).

Douglas Mary, *Natural Symbols*, Londres – New York, Routledge, 2007.

Dubet François, *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

Dubet François, *Le déclin de l'institution*, Seuil, Paris, 2002.

Dubet François, *Faits d'école*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008 (coll. Cas de figure).

Dulong Renaud, Paperman Patricia, *La réputation des cités HLM. Enquête sur le langage de l'insécurité*, Paris, L'Harmattan, 1992.

Dumont Louis, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1991.

Durkheim Émile, *L'individualisme et les intellectuels*, Paris, Mille et une nuits, 2002 (coll. Mille et une nuits ; 376).

Durkheim Émile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF, 1994 (coll. Quadrige ; 77).

Durkheim Émile, *Leçons de sociologie. Physique des mœurs et du droit*, Paris, PUF, 1950 (coll. Bibliothèque de philosophie contemporaine).

Ehrenberg Alain, *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob, 1998.

Elias Norbert, *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991 (*Die Gesellschaft der Individuen*, 1987).

Engels Friedrich, Marx Karl, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 59 (1845-1846).

Establet Roger, *L'école est-elle rentable ?*, Paris, PUF, 1997 (coll. Pédagogie d'aujourd'hui).

Evans Christophe (dir.), *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2011.

Evans Christophe, « L'image des bibliothèques publiques chez les collégiens et lycéens », communication à la journée d'études sur *L'image des bibliothèques*, Bpi-enssib, Paris, Centre Pompidou, 17 mai 2011. [En ligne] < http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397 > (consulté le 23 juillet 2012).

Fassin Didier, *La force de l'ordre. Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Seuil, 2011 (coll. La couleur des idées).

Faure Sylvie, Garcia Marie-Carmen, *Culture hip-hop, jeunes de cités et politiques publiques*, Paris, La Dispute, 2005.

Ferrer Christian, « El saber y la vida », *Revista Lote*, 1998, n° 12. [En ligne] < <http://www.fernandopeirone.com.ar/Lote/nro012/ferrer.htm> > (consulté le 12 octobre 2012).

Frederic Sabina, *Buenos vecinos, malos políticos. Moralidad y política en en Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Prometeo, 2004.

Gauchet Marcel, « Essai de psychologie contemporaine. Un nouvel âge de la personnalité », *Le Débat*, 1998, n° 99, pp. 164-181.

Gauchet Marcel, « Les deux sources du processus d'individuation », *Le Débat*, 2002, n° 119, pp. 133-137.

Gauchet Marcel, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

Gauléjac Vincent de, *La société malade de la gestion*, Paris, Seuil, 2005.

Geertz Clifford, *Ici et là-bas. L'anthropologue comme auteur*, Paris, Métailié, 1996 (coll. Leçons de choses) (*Works and Lives: The Anthropologist as Author*, 1988).

Goffman Erving, *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Minuit, 1968 (coll. Sens commun) (*Asylums...*, 1961).

Goody Jack, *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979 (*The Domestication of the Savage Mind*, 1977).

Goody Jack, *La logique de l'écriture. Aux origines des sociétés humaines*, Paris, Armand Colin, 1986 (*The Logic of Writing and the Organization of Society*, 1986).

Goody Jack, *La peur des représentations. L'ambivalence à l'égard des images, du théâtre, de la fiction, des reliques et de la sexualité*, Paris, La Découverte, 2006.

Goody Jack, *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, La Dispute, 2007.

Hoggart Richard, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970 (*The Uses of Literacy*, 1957).

Honneth Axel, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000 (*Kampf um Anerkennung*, 1992).

Isla Alejandro, *En los márgenes de la ley: Inseguridad y violencia en el cono Sur*, Buenos Aires, Paidós, 2007.

Kokoreff Michel, Rodriguez Jacques, *Quand l'incertitude fait société*, Paris, Payot, 2004.

Kessler Gabriel, *Sociología del delito amateur*, Buenos Aires, Paidós, 2004.

Laclau Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 (coll. L'ordre philosophique) (*On populist reason*, 2005).

Laé Jean-François, *L'instance de la plainte. Une histoire politique et juridique de la souffrance*, Paris, Descartes et Cie, 1996 (coll. Droit).

Laé Jean-François, *L'ogre du jugement. Les mots de la jurisprudence*, Paris, Stock, 2001 (coll. Essais Documents).

Laé Jean-François, *Les nuits de la main courante. Écritures au travail*, Paris, Stock, 2008 (coll. Un ordre d'idées).

Lahire Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.

Lahire Bernard, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004 (coll. Textes à l'appui).

Lahire Bernard, Thin Daniel, Vincent Guy, « Sur l'histoire et la théorie de la forme scolaire », in Guy Vincent, *L'éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1994.

Lagrée Jean-Charles, *Les jeunes chantent leurs cultures*, Paris, L'Harmattan, 1982.

Léger Alain, Tripier Maryse, *Fuir ou construire l'école populaire ?*, Paris, Méridiens, 1986 (coll. Réponses sociologiques).

Le Goaziou Véronique, *Lecteurs précaires. Des jeunes exclus de la lecture ?*, Paris, L'Harmattan, 2006 (coll. Débats jeunesse).

Lefort Claude, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.

Lefort Claude, *Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1986 (coll. Esprit).

Lepoutre David, *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997.

Lévi-Strauss Claude, *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962.

Lévi-Strauss Claude, *Tristes tropiques*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2008 (coll. Bibliothèque de la Pléiade).

Madec Annick, *Chronique familiale en quartier populaire*, Paris, La Découverte, 2002.

Manin Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996 (coll. Champs ; 349).

Martuccelli Danilo, *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

Marx Karl, *Sur la question juive*, Paris, La Fabrique, 2006 (*Zur Judenfrage*, Paris, 1844).

Mauger Gérard, *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

Mauger Gérard, *Sociologie des jeunes, des groupes marginaux et de la lecture*, Paris, Archives audiovisuelles de la recherche – MSH, 2003.

Mauger Gérard, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires, 1975-2005*, Paris, Belin, 2006 (coll. Sociologiquement).

Mauger Gérard, Poliak Claude, Pudal Bernard, *Histoires de lecteurs*, Bellecombess-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2010 (coll. Champ social).

Merklen Denis, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Ed. Catálogos, 1991.

Merklen Denis, *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, Thèse de doctorat soutenue le 11 décembre 2001, Paris, EHESS, publiée par l'Atelier national de reproduction des thèses (ANRT), Lille, 2006, 629 p.

Merklen Denis, « Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005 », *Mouvements*, janvier-février 2006, n° 43, pp. 131-137. [En ligne] < <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2006-1-p-131.htm> >.

Merklen Denis, « Quelles raisons pour brûler des livres ? Une étude exploratoire sur les violences faites aux bibliothèques de quartier », *Revue Hors-Texte*, mars 2008, n° 84, pp. 13-26.

Merklen Denis, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009.

Merklen Denis, Perrot-Dessaux Charlotte, *Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier. Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques des quartiers*, Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques (CSPRP), université Paris Diderot – Paris 7, octobre 2010, 108 p. [En ligne] < http://www.csprp.univ-paris-diderot.fr/IMG/pdf/rapport_2010.pdf > (consulté le 24 janvier 2013).

Merklen Denis, « Littératie et révolte populaire. Enquête sur les bibliothèques incendiées pendant les émeutes urbaines », in Evans Christophe, *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 2011, pp. 245-250.

Merklen Denis, « La politique dans les cités ou les quartiers comme cadre de la mobilisation », in Pigenet Michel, Tartakowsky Danielle, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 615-623.

Merklen Denis, « De la violence politique en démocratie », *Cités*, 2012, n° 50, pp. 50-73. [En ligne] < <http://www.cairn.info/revue-cites-2012-2-p-57.htm> >.

Miguez Daniel, Semán Pablo, *Entre santos, cumbias y piquetes: las culturas populares en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Biblos, 2006.

Miguez Daniel, Semán Pablo, « Culture politique et pentecôtisme en Argentine. Spiritualisation de la politique ou politisation de l'esprit ? », in Corten André, Mary André, *Imaginaires politiques et pentecôtismes. Afrique/Amérique latine*, Paris, Éditions Karthala, 2000, pp. 321-341.

Mori Chikako, *Écrire en banlieue : analyse des pratiques d'écriture chez les jeunes issus des immigrations postcoloniales en Île-de-France*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, soutenue le 14 septembre 2010.

Mori Chikako, « Visibilisation et stigmatisation des "cultures de banlieue" en France : la place à première vue marginale de l'écriture ». [En ligne] < http://www.ic.nanzan-u.ac.jp/EUROPE/kanko/documents/03mori-16_000.pdf >.

Murard Numa (dir.), *Pauvres et citoyens ? Faites vos preuves !*, Rapport de recherche au Fonds d'action sociale présenté par l'association Travaux de recherche et d'analyse du social et des sociabilités (TRASS), Paris, mai 1995.

Murard Numa, *La morale de la question sociale*, Paris, La Dispute, 2003.

Murard Numa, Tassin Étienne, « La citoyenneté entre les frontières », *L'homme et la société*, 2006, n° 160-161, pp. 17-35.

Murard Numa, « Dans le creux des récits de la pauvreté : la bête endormie », communication présentée aux journées d'études *La diagonale des conflits*, université nationale General Sarmiento et université Paris Diderot – Paris 7, Los Polvorines, Argentine, 27 et 28 septembre 2012.

Naouri Aldo, *Une place pour le père*, Paris, Seuil, 1999 (coll. Points ; 643).

Naouri Aldo, *Éduquer ses enfants. L'urgence aujourd'hui*, Paris, Odile Jacob, 2008.

Pasquier Dominique, *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.

Passeron Jean-Claude, *Le raisonnement sociologique. Un espace non pop-périen de l'argumentation*, Paris, Albin Michel, 2006 (coll. Bibliothèque de « L'évolution de l'humanité » ; 50).

Passeron Jean-Claude, Grignon Claude, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 1989.

Paugam Serge, Giorgetti Camila, *Des pauvres à la bibliothèque. Enquête au Centre Pompidou*, Paris, PUF, 2013 (coll. Le lien social).

Peralva Angelina, Macé Éric, *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris, La Documentation française, 2002.

Petit Michèle et al., *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 1997.

Peyrou Mathilde, *La presse people dans les bibliothèques municipales*, Mémoire d'étude pour le diplôme de conservateur de bibliothèques, sous la direction de Denis Merklen : ensib – université de Lyon, 2013. [En ligne] < <http://www.ensib.fr/bibliotheque-numerique/documents/60402-la-presse-people-dans-les-bibliotheques-municipales.pdf> >.

Privitellio Luciano de, *Vecinos y ciudadanos. Política y sociedad en la Buenos Aires de entreguerras*, Buenos Aires, Siglo XXI-Argentina, 2003.

Rancière Jacques, Faure Alain, *La parole ouvrière*, Paris, La Fabrique, 2007.

Rancière Jacques, *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 1981.

Rancière Jacques, *Le maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard 1987.

Rancière Jacques, *La mésestente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995 (coll. La Philosophie en effet).

Rancière Jacques, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

Renard Hervé, *Incendies volontaires de bibliothèques : bruit et silence des bibliothécaires*, Mémoire d'étude pour le diplôme de conservateur des bibliothèques, sous la direction de Denis Merklen : ensib, janvier 2010. [En ligne] < <http://www.ensib.fr/bibliotheque-numerique/document-48299> >.

Robert Philippe, *L'insécurité en France*, Paris, La Découverte, 2002 (coll. Repères ; 353).

Roché Sébastien, *Sociologie politique de l'insécurité. Violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, PUF, 1999 (coll. Sociologie d'aujourd'hui).

Rosanvallon Pierre, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006 (coll. Les livres du nouveau monde).

Roselli Mariangela, « Usagers et usages devant une offre de lecture publique libre : parcours d'acculturation et formes d'appropriation lettrées », *Sociétés contemporaines*, 2006, n° 64, pp. 135-153.

Saint-Martin Monique de, Gheorghiu Mihaï Dinu, Montalvon Bénédicte de, *Éducation et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris, Michalon, 2010.

Sarlo Beatriz, *La audacia y el cálculo. Kirchner 2003-2010*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011.

Schijman Emilia, *Économie des statuts en cité HLM. Requêtes au guichet et parentés pratiques autour du bail*, Mémoire de master 2 de sociologie, ENS – EHESS, juin 2010.

Schnapper Dominique, « L'échec du "modèle républicain" ? Réflexion d'une sociologue », *Annales. Histoire, sciences sociales*, dossier *Penser la crise des banlieues*, 61^e année, juillet-août 2006, n° 4, pp. 759-776.

Schwartz Olivier, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990.

Schwartz Olivier, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, 1991, vol. 4, n° 13, pp. 79-86.

Schwartz Olivier, *La notion de « classes populaires »*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches en sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998.

Semán Pablo, "Cosmológica, holista y relacional: una corriente de la religiosidad popular contemporánea", *Revista Ciências Sociais e Religião* año 3, octobre 2001, n° 3.

Sennett Richard, *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000 (*The Corrosion of Character*, 1998).

Sennett Richard, *Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Paris, Albin Michel, 2003 (*Respect: The Formation of Character in an Age of Inequality*, London, 2002).

Sigal Silvia, *La plaza de Mayo, una crónica*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2006.

Singly François de, *Les uns avec les autres*, Paris, Armand Colin, 2003.

Tassin Étienne, *Le trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence de l'action politique*, Paris, Payot et Rivages, 1999.

Tassin Étienne, « Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public », *Sens Public*, n° 15-16, dossier « A-t-on enterré l'espace public ? », juillet 2013, pp. 23-35.

Tafferant Nasser, *Le bizness, une économie souterraine*, Paris, PUF, 2007.

Tevanian Pierre, « Entretien avec Mohamed Bourokba », *Mouvements*, janvier-mars 2009, n° 57, p. 120.

Thompson Edward P., "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century", *Past and Present*, 1971, n° 50.

Thompson Edward P., *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, Londres, The Merlin Press, 1991, pp. 185-258.

Topalov Christian, Coudroy de Lille Laurent, Depaule Jean-Charles, Marin Brigitte (dir.), *L'aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2011.

Topalov Christian, Depaule Jean-Charles, « La ville à travers ses mots », *Enquête*, second semestre 1996, n° 4, pp. 247-266.

Touraine Alain, *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.

Vincent Guy, « Forme scolaire et modèle républicain : l'éducation de la démocratie », in Guy Vincent, *L'éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1994, pp. 207-227.

Vrancken Didier, *Le nouvel ordre protectionnel. De la protection sociale à la sollicitude publique*, Lyon, Parangon/Vs, 2010.

Wagner Peter, *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1996 (coll. Leçon de choses) (*Soziologie der Moderne, Freiheit und Disziplin*, 1995).

Williams Raymond, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977.

Williams Raymond, *Culture and Society. Coleridge to Orwell*, Londres, The Hogarth Press, 1980.

Willis Paul, *L'école des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Paris, Agone, 2011 (*Learning to Labour*, 1977).

Wilson James Q., Kelling Georges L., "Broken windows. The Police and Neighborhood safety", *The Atlantic Monthly*, mars 1982.

Numéros de revues

Esprit, mars-avril 1991, n° 170, « Lecture et bibliothèques », pp. 63-129.

Mouvements, des idées et des luttes, janvier-mars 2009, n° 57, « Cultures populaires. Populisme et émancipation sociale », pp. 7-136.

Politix, mars 2009, n° 87, « État et illégalismes », Fisher Nicolas, Spire Alexis (dir.).

Raisons pratiques, février 2008, n° 18, Munck Jean de, Zimmermann Bénédicte, « La liberté au prisme des capacités. Amartya Sen au-delà du libéralisme ».

AUTRES SOURCES CITÉES

+++++

Presse locale

+++++

En commun. Mensuel de Plaine Commune

Le journal des médiathèques [de Plaine Commune]

Le journal de Saint-Denis. < www.lejsd.com >

Le Parisien. < www.leparisien.fr >

Le Télégramme. Brest. < www.letelegramme.com >

Ouest France. < www.ouest-france.fr >

Regards. *Le journal de La Courneuve*.

7 jours à Stains. Hebdomadaire de la ville de Stains. < www.ville-stains.fr >

Blogs, pages web et presse spécialisée en ligne

+++++

Agglomération de Plaine Commune : < <http://www.plainecommune.fr/> >

Bibliothèque publique d'information. Centre Georges Pompidou :
< <http://www.bpi.fr> >

Bulletin des bibliothèques de France : < <http://bbf.enssib.fr> >

École nationale supérieure de sciences de l'information et des bibliothèques (enssib) : < <http://www.enssib.fr> >

Blog d'habitants de du quartier Saussaie-Floréal-Courtille :
93200..@SAUSSAIE/FLOREAL/COURTILLE====>>>HAMID DU 93200@
< <http://sfc-93200.skyrock.com/> >

Blog d'un habitant de la ville de Stains : < <http://amine2stains.skyrock.com> >. Blog fermé à la date de l'édition, le 15 octobre 2013.

Le blog langue bretonne : < <http://languebretonne.canalblog.com/> >

LivresHebdo : < <http://www.livreshebdo.com/> >

Le Nouvel Observateur : < <http://tempsreel.nouvelobs.com/> >

Office public de l'habitat de la Seine Saint-Denis : < <http://www.oph93.fr> >

Ollivero Roberto : *Les murs s'écroulent, la mémoire reste*. Polyester polychrome, 630 x 300 x 360 (hors soubassement). < <http://fr.ollivero.be/work.php?criteria=year&value=2000> > (consulté le 2 mai 2011).

Parolesmania : < http://www.parolesmania.com/paroles_kery_james_16361/paroles_lettre_a_la_republique_1416404.html > (consulté le 10 septembre 2012).

Réseau d'églises protestantes évangéliques du Nord de Paris, Source de vie : < <http://lasourcedevie.net/> >. Site fermé à la date de l'édition, le 15 octobre 2013.

Réseau des médiathèques de Plaine commune : < <http://www.mediathèques-plainecommune.fr/> >

Site d'information sur Paris et sa banlieue : < <http://www.streetpress.com> >

Textes littéraires, films et chansons

+++++

Anónimo, *Lazarillo de Tormes* (1554), Madrid, Planeta, 1995 (*Nouvelles aventures et mésaventures de Lazarillo de Tormes*, Paris, Gallimard, 2008).

Baka Tibault, *Le bon lieu*, vol. 1 et 2, Paris, Éditions Irina, 2011 et 2012.

Boyer Jean-Baptiste de, marquis d'Argens, *Thérèse philosophe. Mémoires pour servir à l'histoire du père Dirrag et de mademoiselle Eradice*, 1748.

Brassens Georges, « Les copains d'abord », in *Les copains d'abord*, Paris, Philips, novembre 1964 – album vinyle 33 tours.

Brassens Georges, « Heureux qui comme Ulysse », bande originale du film éponyme d'Henri Colpi, 1970 – sur un texte de Joachim Du Bellay.

Camus Albert, *La peste*, in *Œuvres complètes*, vol. 2, Paris, Gallimard, 2006, coll. Bibliothèque de la Pléiade, pp. 31-248.

Camus Albert, *Le mythe de Sisyphe. Essai sur l'absurde*, Paris, Gallimard, 1942, p. 117.

Guène Faïza, *Kiffe kiffe demain*, Paris, Hachette Littératures, 2004. Voir *Jeune Afrique*, 16-29 août 2009, n° 2536-2537, p. 46.

Guène Faïza, *Du rêve pour les oufs*, Paris, Hachette Littératures, 2006 (coll. La fouine).

Guène Faïza, *Les gens du Balto*, Paris, Hachette Littératures, 2008 (coll. La fouine).

Grand Corps Malade, *Patients*, Paris, Don Quichotte, 2012.

Grand Corps Malade, « Éducation nationale », in *3ème temps*, Universal Music France, 2010.

Grand Corps Malade, « Je viens de là », in *Enfant de la ville*, Paris, Anouche Productions/Universal Music France, 2007.

Grand Corps Malade, « Pères et mères », in *Enfant de la ville*, Paris, Anouche Productions/Universal Music France, 2007.

Hrabal Bohumil, *Une trop bruyante solitude*, Paris, Robert Laffont, 1983 (coll. Pavillons) [1^{re} édition tchèque, 1976].

Hugo Victor, « À qui la faute ? », *L'année terrible*, in *Œuvres poétiques*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1974 (coll. Bibliothèque de la Pléiade) [1^{re} édition 1872].

James Kery, « Banlieusards », in *À l'ombre du show business*, Up Music, 2008.

James Kery, « Lettre à La République », in *92-2012*, Paris, Believe, 2012.

Lope de Vega Félix, *Fuenteovejuna*, Madrid, 1^{re} édition espagnole, 1619 (Marrast Robert (dir.), *Théâtre espagnol du XVII^e siècle*, t. 1, Paris, Gallimard, 1994 (coll. Bibliothèque de la Pléiade) ; *Fuenteovejuna*, Paris, Garnier-Flammarion, 1992).

Malik Abdel, *La guerre des banlieues n'aura pas lieu*, Paris, Cherche Midi, 2010.

Malik Abdel, *Qu'Allah bénisse la France*, Paris, Espaces libres, 2007.

Malik Abdel, *Le dernier français*, Paris, Cherche Midi, 2012.

Maupassant Guy de, « Correspondance », in *Contes et nouvelles*, t. 1, Paris, Gallimard, 1974 (coll. Bibliothèque de la Pléiade) (*Contes divers*, 1982).

Sané Insa, *Sarcelles-Dakar*, Paris, Éditions Sarbacane, 2006.

Sané Insa, *Du plomb dans le crâne*, Paris, Éditions Sarbacane, 2008 (coll. Exprim').

Sané Insa, *Gueule de bois*, Paris, Éditions Sarbacane, 2009 (coll. Exprim').

Sané Insa, *Daddy est mort*, Paris, Éditions Sarbacane, 2010 (coll. Exprim').

Santaki Rachid, *Les anges s'habillent en caillera*, Paris, Moisson rouge, 2011.

Santaki Rachid, « Pour une littérature populaire », entretien avec Isabelle Meurisse, in *Regards. Le journal de La Courneuve*, 27 janvier-9 février 2011, n° 327, p. 16.

Santaki Rachid, *La petite cité dans la prairie*, Paris, Le Bord de l'eau, 2007.

Ville de Montreuil, *Instantanés d'adolescences. Bibliothèques de Montreuil*, scénario de Tabah Dominique *et al.*, Montreuil, Entre 9 & 3 productions, juin 2010, 21 minutes.

Z.E.P. Zone d'Expression populaire, « La gueule du patrimoine », in *Devoir d'insolence*, 2009.

Z.E.P. Zone d'Expression populaire, « Nique la France », in *Devoir d'insolence*, 2009.

Sources statistiques, articles de presse et autres documents consultés

+++++

Allouche Abdelwahed, « La bibliothèque, outil du lien social », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2010, t. 55, n° 2, pp. 78-79. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2010-02-0078-003> > (consulté le 3 mai 2011).

Association des directeurs de bibliothèques municipales et intercommunales des grandes villes de France (ADBGV). Statistiques. [En ligne] < <http://www.adbgv.asso.fr/index.php/liste-des-bibliotheques/statistiques> >.

Beaud Stéphane, Noiriél Gérard, « Race, classe, football : ne pas hurler avec la meute », *Libération.fr*, 6 mai 2011.

Beunardeau Pauline, *Journal de terrain et entretiens à l'Antenne jeunesse du quartier Saussaie-Floréal-Courtille*, 2008.

Colnet Claire, « La Seine-Saint-Denis, première sur l'abstention », *Public Sénat*, 22 mars 2011. [En ligne] < <http://www.publicsenat.fr> >.

Décugis Jean-Michel, Marteau Stéphane, « Deux semaines dans une cité chaude », *Le Point*, 2 février 2006, n° 1742, pp. 56-67.

Décugis Jean-Michel, Labbé Christophe, Recasens Olivia, « Un médecin jette l'éponge », *Le Point*, 6 décembre 2007. [En ligne] < <http://www.lepoint.fr/archives/article.php/213378> >.

Direction de la lecture publique, communauté d'agglomération Plaine Commune, *Rapport d'activité*, 2009.

Direction du livre et de la lecture, ministre de la Culture et de la Communication, *Note relative aux bibliothèques d'Île-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005*, Paris, novembre 2005.

Bibliothèques municipales – plusieurs séries. [En ligne] < <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Discipline-et-secteurs/Livre-et-lecture/Bibliotheques> >.

Bibliothèques municipales. Bibliothèques départementales d'Outre-mer. Données d'activités 2007. Synthèse nationale. [En ligne] < <http://www.culture.gouv.fr/culture/dll/biblio-stats/BMSynthese07.pdf> >.

Donnedieu de Vabres Renaud (ministre de la Culture et de la Communication), *Lettre à Didier Paillard*, vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, maire de Saint-Denis, datée du 5 décembre 2005.

« École Sanquer, Pontanézen. Les élus UDC scandalisés », *Le Télégramme*, 3 juin 2009. [En ligne] < <http://brest.letelegramme.com> >.

« L'État rachète l'ancien siège de *L'Humanité* », *Le Parisien*, 12 janvier 2010. [En ligne] < <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/l-etat-rachete-l-ancien-siege-de-l-humanite-12-01-2010-773422.php> > (consulté le 12 janvier 2010).

Insee (RP 2007 et RP 1999, plusieurs séries).

Lieber Claudine, « Bibliothèques et violences urbaines », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2006, t. 51, n° 4. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-04-0105-018> > (consulté le 25 mars 2011).

Ministère de la ville. Politique de la ville. Plusieurs séries. [En ligne] < <http://sig.ville.gouv.fr/> >.

Saint-Denis. Requalification urbaine du quartier de Floréal-Saussaie-Courtille. Publié le 1^{er} janvier 2001. [En ligne] < <http://i.ville.gouv.fr/reference/865> >.

Manifeste de l'Unesco sur la bibliothèque publique. [En ligne] < http://www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html >.

Office public de l'habitat de la Seine-Saint-Denis, Projet de rénovation urbaine du quartier Clos Saint-Lazare, Stains. [En ligne] < <http://www.oph93.fr/En-mouvement/Les-travaux-de-renovation-urbaine/Stains-Le-Clos-Saint-Lazare> > (consulté le 3 février 2011).

Paillard Didier, « Didier Paillard, maire de Saint-Denis, exprime son indignation à la suite d'un article du *Point* sur Floréal-Saussaie-La Courtille », 14 février 2006.

« Pontanézen. Incendie criminel contre une école désaffectée », *Le Télégramme*, 31 mai 2009. [En ligne] < <http://brest.letelegramme.com> >.

« Pontanézen, école Sanquer. Des actes criminels », *Le Télégramme*, 2 juin 2009. [En ligne] < <http://brest.letelegramme.com> >.

Rico Christine, « La bibliothèque, outil du lien social », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2009, t. 54, n° 3, p. 80. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2009-03-0080-006> > (consulté le 3 mai 2011).

Santaki Rachid, « J'utilise des techniques du hip-hop dans la littérature », entretien de Samba Doucouré publié dans *Street press* le 29 janvier 2011. [En ligne] < <http://www.streetpress.com/sujet/1619-rachid-santaki-j-utilise-des-techniques-du-hip-hop-dans-la-litterature> > (consulté le 25 mars 2011).

Schijman Emilia, *Journal de terrain et entretiens au quartier du Clos Saint-Lazare*, 2009.

Service Études et prospections économiques de Plaine Commune.

Statistiques de la lecture publique du réseau de bibliothèques de Plaine Commune.

Texte d'ouverture à l'exposition *Django Reinhardt, le Swing de Paris*, Cité de la Musique, Paris – La Villette, 6 octobre 2012-23 janvier 2013.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Photo. Pierre lancée contre la bibliothèque municipale de Villiers-sur-Marne au début des années 1990	p. 8
Tableau. Bibliothèques incendiées en France	p. 41
Photo. Quelle est la place du livre dans la cité ?	p. 54
Photo. Une représentation de la violence	p. 55
Article de presse. Une bibliothèque incendiée à Villiers-le-Bel	p. 102
Tableau. Les quartiers des bibliothèques Gulliver et Jules-Vallès, Le Clos Saint-Lazare (Stains) et La Saussaie-Floréal-Courtille (Saint-Denis) en quelques chiffres de l'Insee	p. 110
Article de presse. « Pontanézen. Cocktails Molotov à la médiathèque »	p. 127
Article de presse. « Finistère. Incendie criminel. Une ancienne école prise pour cible à Brest »	p. 128
Article de presse. « Pontanézen. Incendie criminel contre une école désaffectée »	pp. 128-129
Fac-similé de la lettre du ministre de la Culture et de la Communication, Renaud Donnedieu de Vabres, à Didier Paillard, vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, maire de Saint-Denis, datée du 5 décembre 2005	p. 152
Quelques images du skyblog 93200..© SAUSSAIE/FLOREAL/ COURTILLE =====>>>> HAMID DU 93200©	pp. 155-160
Extrait de chanson. Georges Brassens, « Les copains d'abord »	p. 162
Chanson. Grand Corps Malade, « Je viens de là »	pp. 165-166
Chanson. Kery James, « Lettre à la République »	pp. 175-177
Article de presse. « Une bibliothèque incendiée pour protester contre l'élection de Nicolas Sarkozy »	p. 253

+++++

TABLE DES MATIÈRES

+++++

INTRODUCTION :

UN CAILLOU DANS LA BIBLIOTHÈQUE.....	7
L'historicité de l'événement	10
La bibliothèque, institution de l'écrit.....	14
La bibliothèque, institution publique.....	20
De la bibliothèque à la médiathèque	25
L'action anonyme et le lieu de la politique	29
Les terrains de la recherche	34

CHAPITRE I

LES TERRITOIRES DU CONFLIT	37
La bibliothèque dans son quartier.....	43
La bibliothèque comme projet de transformation sociale	48
Plusieurs quartiers dans chaque quartier	64
Sens, significations et mémoires.....	72
Saint-Denis.....	72
Stains.....	80
Le combat des héros. Quand Aladin, Ulysse et Gulliver battirent Romain Rolland, Aragon et Jules Vallès.....	95
La bibliothèque face aux églises.....	102

CHAPITRE II

DEDANS ET DEHORS, LA BIBLIOTHÈQUE, L'ÉCOLE ET LA PRESSE PEOPLE.....	111
Les bibliothèques et les écoles.....	113
La clôture du sanctuaire.....	123
Closer, Closed and Open.....	130

CHAPITRE III

LITTÉRATIE ET RÉVOLTE POPULAIRE 147

Écrits « cueillis ».....154

Contester la régulation autoritaire ?.....179

CHAPITRE IV

LES BIBLIOTHÉCAIRES FACE À LEURS QUARTIERS..... 191

Le quartier où travaillent les bibliothécaires.....197

Ceux qui ont des origines.....202

Le comportement des jeunes :
déviance ou contestation de l'ordre ?.....204

Centre et périphérie.....217

La question du langage et de la proximité sociale :
profondes ambiguïtés.....231

CHAPITRE V

LA BIBLIOTHÈQUE AU CŒUR DU POLITIQUE239

La bibliothèque, espace public ?.....242

De la souillure. S'attaquer au sacré de l'autre.....254

CHAPITRE VI

LA LEÇON D'ÉCRITURE DES CLASSES POPULAIRES.....269

Les classes populaires dans la tourmente de l'individuation.....288

CONCLUSION.....305

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE..... 319

Textes cités.....320

Numéros de revues.....335

Autres sources citées.....336

Presse locale.....336

Blogs, pages web et presse spécialisée en ligne :.....	336
Textes littéraires, films et chansons.....	338
Sources statistiques, articles de presse et autres documents consultés.....	340
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	345
TABLE DES MATIÈRES	347

Cet ouvrage a été réalisé avec les outils d'édition structurée développés par l'IR Métopes à la MRSH et aux Presses universitaires de Caen.

Secrétaire d'édition :

Silvia Ceccani

Maquettistes :

Marion Chaudat, Cédric Vigneault

Assistant de production :

Celestino Avelar

Secrétaire administrative :

Véronique Bolinde

Conception graphique :

Presses de l'Enssib

2^e tirage

Achevé d'imprimer en France
sur les presses de Jouve-Print
733, rue Saint-Léonard, 53100 MAYENNE
n° d'impression : XXXXXX

Dépôt légal de la 1^{re} édition : 2^e semestre 2013

Dépôt légal : 2^e semestre 2020